

Regard sur les zones d'emploi en région Centre



**Agenda 21
de la Région Centre**

www.regioncentre.fr

Région

Centre



Agenda 21 de la région Centre

Sommaire

Département du Cher	5	
Regard sur la zone d'emploi de Bourges		7
Regard sur la zone d'emploi d'Aubigny-sur-Nère		19
Regard sur la zone d'emploi de Saint-Amand-Montrond		31
Regard sur la zone d'emploi de Vierzon		43
Département d'Eure-et-Loir	55	
Regard sur la zone d'emploi de Chartres		57
Regard sur la zone d'emploi de Châteaudun		69
Regard sur la zone d'emploi de Dreux		81
Regard sur la zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou		93
Département de l'Indre	105	
Regard sur la zone d'emploi de Châteauroux		107
Regard sur la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse		119
Regard sur la zone d'emploi d'Issoudun		131
Regard sur la zone d'emploi de La Châtre		143
Département de l'Indre-et-Loire	155	
Regard sur la zone d'emploi de Tours		157
Regard sur la zone d'emploi d'Amboise		169
Regard sur la zone d'emploi de Chinon		181
Regard sur la zone d'emploi de Loches		193
Département du Loir-et-Cher	205	
Regard sur la zone d'emploi de Blois		207
Regard sur la zone d'emploi de Romorantin-Lanthenay		219
Regard sur la zone d'emploi de Vendôme		231
Département du Loiret	243	
Regard sur la zone d'emploi d'Orléans		245
Regard sur la zone d'emploi de Gien		257
Regard sur la zone d'emploi de Montargis		269
Regard sur la zone d'emploi de Pithiviers		281



Agenda 21 de la région Centre

Département du Cher



Regard sur la zone d'emploi de Bourges

7



Regard sur la zone d'emploi d'Aubigny-sur-Nère

19



Regard sur la zone d'emploi de Saint-Amand-Montrond

31



Regard sur la zone d'emploi de Vierzon

43



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Bourges

Forum territorial du lundi 22 juin 2009

Présentation générale de la zone d'emploi de Bourges



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	180 801	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,09 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	7,2 %	////
Superficie (km ²)	2 817	39 151
Densité (habitants/km ²)	64,2	64,4
Nombre de communes	125	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	72 770	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	67 082	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	7,9 %	7,8 %

Sources :
 Population : Insee, RP 2006
 Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Riche cité au passé prestigieux, Bourges a dû affronter ces vingt dernières années la reconversion de ses industries de défense et se diversifier pour tenter de rester attractive.

Au cœur du département du Cher - et de l'Hexagone - la zone d'emploi de Bourges compte 180 000 habitants. Troisième agglomération de la région Centre avec 98 000 habitants, dont 71 000 pour la ville préfecture, Bourges est reliée à Paris, Clermont-Ferrand par l'A71 et à Châteauroux par la N151. L'ouverture de l'A85, l'an dernier, permet désormais de rallier Tours puis Nantes par autoroute.

Bourges est également desservie par la ligne ferroviaire directe Nantes Lyon et reliée à Paris par une ligne de meilleure qualité depuis l'électrification de la section Bourges-Vierzon. A terme, la ville aura peut-être une liaison TGV directe avec la capitale. C'est en tout cas l'espoir du territoire après l'inscription du principe d'une ligne Paris Clermont Lyon dans la loi sur le Grenelle de l'environnement. Bourges dispose également d'un aéroport, qu'entreprises et collectivités peuvent utiliser par le biais de sociétés d'aviation d'affaires.

Au carrefour de paysages variés - forêts, vergers et vigne au nord, cultures céréalières en Champagne berrichonne - et marquée par la confluence de plusieurs rivières qui expliquent la présence des marais au pied de la vieille ville, l'aire urbaine de Bourges structure ce territoire. Occupée dès l'âge du fer, l'ancienne Avaricum se développe à l'époque gallo-romaine après avoir été conquise par Rome. Elle connaît ensuite des fortunes

diverses puis enregistre un bel essor à partir du XIIe siècle. Elle se dote d'une nouvelle enceinte sous l'impulsion de Philippe-Auguste et se lance dans la construction de la cathédrale St Etienne, dont le chantier se poursuit jusqu'au XVe siècle. Devenue capitale du duché de Berry, Bourges prospère sous l'impulsion de Jean de Berry, du futur roi Charles VII et de Jacques Cœur.

A cette époque, la ville compte 15 000 habitants, soit quasiment autant qu'à la veille de la révolution. Il faut attendre le second empire pour voir Bourges prendre le virage de l'industrialisation avec l'arrivée des usines d'armement que l'Etat choisit de regrouper au centre de la France. Cette décision va donner sa singularité au paysage économique et urbain local, dont la main d'œuvre est restée plus qualifiée que la moyenne. S'implantent notamment l'arsenal, la direction de l'artillerie, l'école de pyrotechnie, puis des sociétés aéronautiques dans les années 30. Ailleurs dans la zone d'emploi, de grosses entreprises voient le jour, Pillivuyt (porcelaine) à Mehun-sur-Yèvre, la laiterie Triballat à Rians, ou Michelin. Mais pendant plus d'un siècle, la région de Bourges (62% des emplois du Cher) va surtout vivre au rythme des industries de défense, avant de subir leur restructuration, à partir des années 80.

Bien que ce secteur reste très présent avec plus de 3% des actifs (Nexter, MBDA, etc.), Bourges a dû diversifier son développement en tablant sur la richesse de ses savoir-faire liés aux métiers de l'armement, en particulier dans le domaine de la mécanique. Le territoire se dote de quatre

pôles technologiques et se spécialise dans la maîtrise des risques. Il compte plusieurs laboratoires de recherche, un tissu industriel plus diversifié (Auxitrol, Bouygues) et table sur la formation supérieure avec 3.800 étudiants répartis entre les antennes de l'université d'Orléans (sciences, droit, IUT), le centre de formation de la CCI et l'ENSI, implantée en 1997. La ville a également engagé un plan de rénovation urbaine, elle s'est lancée dans un programme technopolitain sur l'ancienne friche industrielle de Lahitolle et tente d'attirer de nouvelles entreprises en aménageant 130 hectares de nouvelles zones d'activité. Grâce aux services, l'emploi est reparti à la hausse. La population tend aujourd'hui à se stabiliser, après une perte de 4500 habitants ces 15 dernières années.

Bourges peut aussi compter sur la notoriété de son "Printemps", né en 1977, et qui est devenu l'un des rendez-vous incontournables du monde musical français. D'autres manifestations comme Un été à Bourges ou les Nuits lumière attirent les touristes, sans parler du joyau qu'est la cathédrale, classée au patrimoine de l'Unesco depuis 1992. Bourges est aussi la ville du basket, avec un équipe féminine archi-titrée qui réalise encore cette année le doublé coupe-championnat. Ville moyenne, la cité berruyère dispose d'un fort savoir-faire technologique et ses atouts culturels, patrimoniaux et environnementaux lui donnent de belles cartes à jouer.



Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

L'autoroute A71 structure les communications Nord-Sud et permet de rejoindre le sillon rhodanien. Les flux routiers Est-Ouest sont moins fluides, en particulier vers la Bourgogne et vers Issoudun et Châteauroux. Les liaisons sont possibles à travers l'A20 et l'A85. Le projet d'une liaison autoroutière vers Auxerre et Troyes et vers Issoudun, Châteauroux et Châtelleraut n'est pas confirmé.

La ville de Bourges est située sur l'axe ferroviaire Tours-Vierzon-Bourges-Nevers et sur la ligne à voie unique Bourges-St Amand Montrond-Montluçon. Elle est desservie en semaine par environ 90 TER en provenance ou à destination de St Amand Montrond, Nevers, Vierzon, Issoudun et Châteauroux (autocars), Tours et Orléans, mais aussi, en interrégional, Lyon, et Dijon. Bourges est également desservie par une desserte Corail Intercités avec Paris, prolongée pour certains trains vers Montluçon. La desserte TER génère un trafic nettement en hausse, on peut notamment noter sur les trois dernières années une hausse de 25% sur Bourges-Vierzon et même de 50% sur Bourges-Nevers.

Bourges est desservie par trois lignes routières TER : Châteauroux - Bourges, Vierzon - Bourges et St-Amand-Montrond - Bourges.

Le lancement des travaux d'électrification de la ligne Bourges-Nevers en 2010 constituera un événement majeur concernant l'évolution des infrastructures ferroviaires dans cette zone et pour l'ensemble de la Région. Après l'électrification de Tours-Vierzon, la modernisation de cet axe contribue à en faire un futur axe structurant (Atlantique - Vallée du Rhône) du transport Fret.

Une étude de restructuration de la gare routière de Bourges va être lancée au cours du deuxième semestre 2009.

La zone d'emploi dispose d'un aéroport avec une piste de 1550m et une deuxième de 915m.

Bourges va engager l'élaboration de son Plan de Développement Urbain .



12 cantons composent la zone d'emploi de Bourges représentant 182 854 habitants.

Canton	Population	Canton	Population
Baugy	10 359	Mehun-sur-Yèvre	11 399
Bourges	70 828	Nérondes	4 689
Chârost	14 158	Saint-Doulchard	14 215
La Guerche-sur-l'Aubois	9 013	Saint-Martin-d'Auxigny	12 462
Les Aix-d'Angillon	12 390	Sancergues	7 554
Levet	10 191	Sancoins	5 596

solde plus élevé que ceux des autres catégories (villages, villes). Ce phénomène est en partie une conséquence de la périurbanisation du territoire.

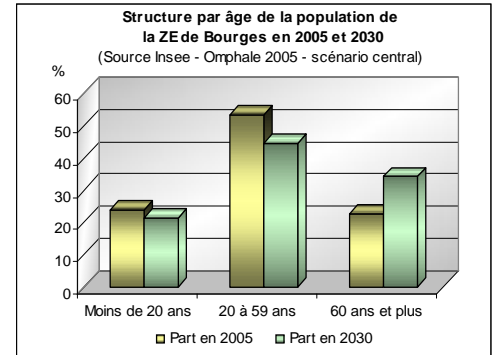
L'équilibre entre générations

L'indice de vieillesse de la population de la zone - rapport entre la population âgée de 60 ans et plus et la population âgée de moins de 20 ans - est estimé à 0,96 en 2005, contre 0,94 pour la région. Sans être aussi jeune que les populations des zones d'emploi d'Orléans et de Tours (respectivement, indices de 0,7 et 0,8), la population de la zone

d'emploi de Bourges présente aujourd'hui une structure générationnelle équilibrée.

La forte concentration de l'habitat social à Bourges

Rare dans les cantons ruraux, l'habitat social est abondamment représenté dans l'unité urbaine de Bourges, celle-ci regroupant 77 % du parc de logements sociaux de la zone d'emploi en 2007, soit 11 449 logements.



Niveau de vie

2006	Zone d'emploi	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	16 855 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des ménages (part en %)		
Revenus salariaux	61,4 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	27,5 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	6,4 %	6,4 %
Autres revenus	4,7 %	5,1 %
% des ménages non imposés	37,4 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Le revenu fiscal médian par unité de consommation des ménages de la zone d'emploi de Bourges s'établit pour l'année 2006 à 16 855 €, soit 176 € de moins que celui de la région Centre (écart de -1 %). En d'autres termes, la moitié des habitants de la zone vit dans un ménage qui déclare un revenu supérieur à 16 855 €.

Parallèlement, la part des ménages non imposés, c'est-à-dire dont les revenus sont inférieurs au seuil minimal de la première tranche de l'impôt sur le revenu,

est de 37,4 %, un taux quasiment identique au taux régional.

Le niveau de revenus des ménages de la zone d'emploi de Bourges apparaît donc très proche de celui observé sur l'ensemble de la région.

La structure des revenus selon leur origine est également proche de la moyenne régionale. La part des pensions et retraites et rentes est un peu supérieure, et celle des salaires, légèrement inférieure.

Équipements et services à la population

Des situations variées à l'intérieur de la zone d'emploi

A l'échelle de l'ensemble de la zone d'emploi, le niveau de couverture (part de la population disposant de l'équipement sur sa commune de résidence) des petits commerces tels que les boulangeries, les épiceries, approche le niveau moyen régional. Le niveau de couverture des bureaux de poste est supérieur (82,4 % sur la zone contre 77,7 % en région). Néanmoins, l'accès aux équipements est plus ou moins facile selon le secteur où l'on se situe à l'intérieur de la zone d'emploi. Si la concentration de population autour de Bourges permet à la population d'avoir accès à une large gamme d'équipements, la faiblesse de l'armature urbaine sur la partie ligérienne de la zone d'emploi limite l'accès de la population résidante aux équipements moins courants.

La concentration de l'offre du secteur de la santé à Bourges

La densité médicale à l'échelle de la zone est un peu inférieure

à la moyenne régionale ; mais, là encore, cette moyenne cache des disparités. La densité médicale est fortement déficitaire dans les cantons éloignés de Bourges, côté Ouest (canton de Mehun-sur-Yèvre), et côté Est (canton de Sancoins). Les capacités globales des établissements de soins sont quantitativement satisfaisantes, quoique faible en capacité d'accueil pour les séjours de moyenne durée. D'autre part, le secteur de l'ac-

tion sociale présente quelques faiblesses. Le réseau de centres d'hébergement pour personnes âgées est mal réparti (taux de couverture et densité inférieurs à la région), ses capacités sont légèrement inférieures à la région en proportion de la population des 75 ans et plus - hors celle-ci est appelée à augmenter fortement. Enfin, les équipements permettant l'accueil collectif de la petite enfance sont relativement rares dans les

parties rurales de la zone d'emploi (secteur Est, couronne périurbaine de Bourges).

Une offre culturelle et sportive déficiente dans la partie Loire-Val d'Aubois

La répartition des infrastructures sportives est très inégale, reflétant la structuration contrastée de la zone. L'agglomération berruyère concentre des équipements d'envergure régionale (Centre Régional d'E-

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangeries	127	52	41,6	85,6	84,7	7	7,1
Epiceries, supérettes	60	26	20,8	64,1	66,3	3,3	3,2
La Poste	51	44	35,2	82,4	77,7	2,8	2,6
Banques, caisses d'épargne	112	20	16	70,1	66,6	6,2	5,5
Médecins omnipraticiens	146	28	22,4	77,1	77,1	8,1	8,7
Pharmacies	66	29	23,2	77,4	74,2	3,7	3,6
Police, gendarmeries	13	12	9,6	56,1	47,5	0,7	0,8
Hébergements pour les personnes âgées	20	11	8,8	58,7	60,6	1,1	1,7
Cinémas	2	1	0,8	39,2	28,4	0,1	0,2
Équipements sportifs	859	96	76,8	///	///	47,8	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odometrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

ducation Populaire et de Sports), ou départementale (Palais des Sports, patinoire, base d'aviron, projet de vélodrome). A l'inverse, certains équipements courants sont rares dans la partie orientale de la zone

d'emploi, correspondant au territoire Loire-Val d'Aubois (une seule piscine sur 52 communes). L'offre de salles de cinéma est quasi-exclusivement concentrée à Bourges (multiplexe de 12 salles), à l'exception d'un

cinéma mono-salle à Saint-Florent-sur-Cher, à l'extrême Ouest de la zone. La maison de la culture de Bourges, la première inaugurée en France, compte parmi les équipements phares du territoire. Les capacités de la

cité berruyère pour l'accueil de spectacles artistiques sont employées à plein pour le Printemps de Bourges, festival artistique de la région Centre de renommée nationale.

Déplacements domicile-travail des salariés

Un territoire attractif vis-à-vis des zones d'emploi voisines de la région Centre, mais aussi fortement tourné vers la Bourgogne

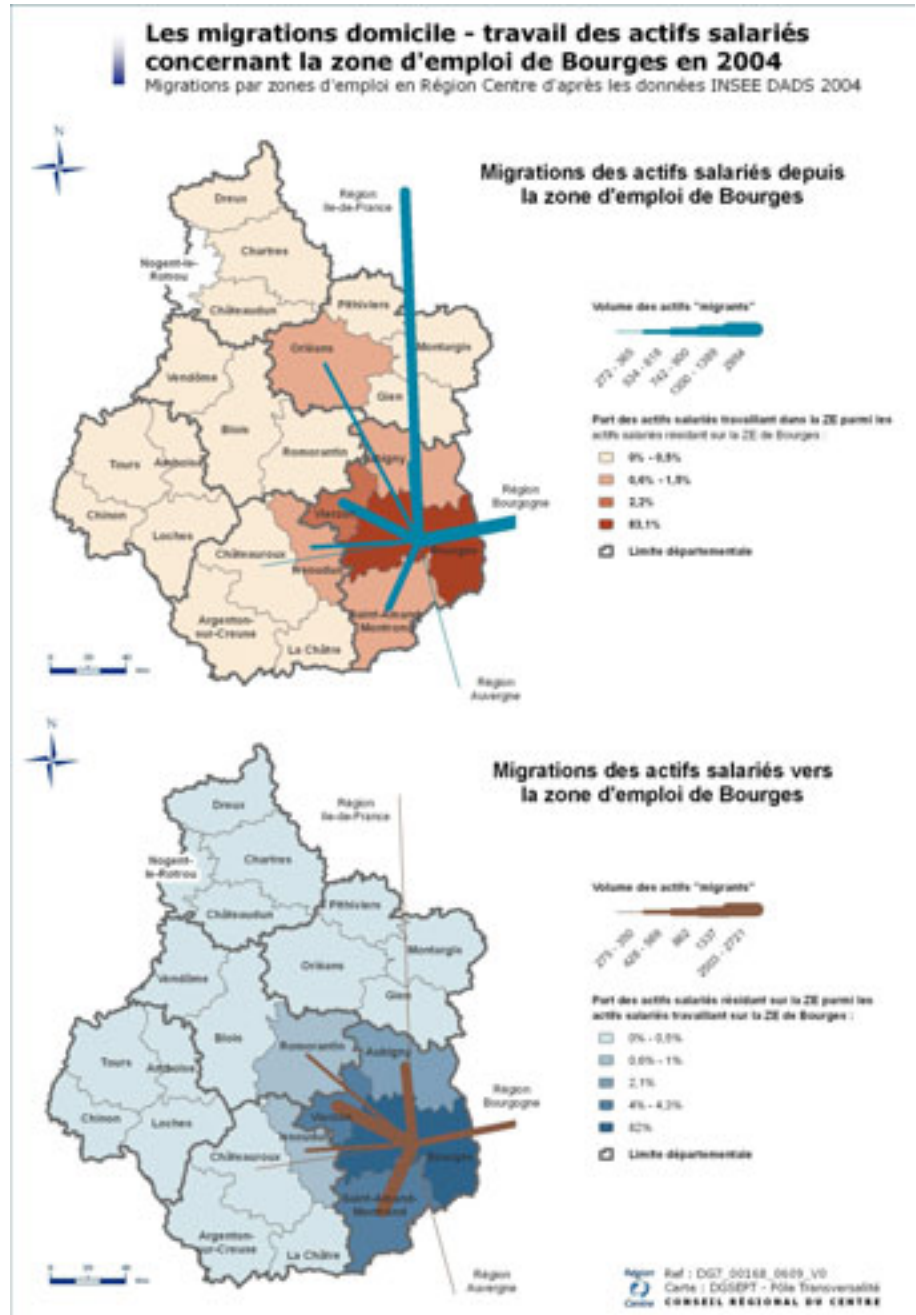
En 2004, 13 768 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu quotidiennement entre la zone d'emploi de Bourges et les autres zones d'emploi de la région Centre et 7 987 ont lieu entre la zone de Bourges et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : la zone d'emploi de **Vierzon** (4 110 entrées et sorties soit 19 % du total des déplacements), la **Bourgogne** (3 816 entrées et sorties), les zones d'emploi de **Saint-Amand-Montrond** (3 404), **Aubigny-sur-Nère** (2 079), **l'Ille-de-France** (1 624), les zones d'emploi d'**Issoudun** (1 188) et **Orléans** (738).

La zone est marquée par un solde positif des migrations domicile-travail: les entrées d'actifs salariés sont légèrement plus nombreuses que les sorties (+ 758). L'excédent s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la zone de Bourges sur les autres zones du département du Cher (les entrées depuis ces zones sont 2 fois plus nombreuses que les sorties). En revanche, les échanges sont déficitaires avec la Bourgogne (3 fois plus de sorties que d'entrées) et l'Ille-de-France (4 fois plus de sorties que d'entrées).

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Bourges, seulement 17 % travaillent hors de cette zone (10 500 personnes), le plus faible taux après les zones d'emploi d'Orléans, Châteauroux et Tours : ils vont principalement travailler vers la Bourgogne (2 954 soit 5 % des salariés résidents), la zone d'emploi de Vierzon (1 389 soit 2 % des salariés résidents), l'Ille-de-France (1 301). On observe aussi des mobilités vers les zones d'emploi de Saint-Amand-Montrond (900), Aubigny-sur-Nère (742), Issoudun (618) et Orléans (534)

Près de 18 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident principalement dans les zones d'emploi de Vierzon (2 721 soit 4 % des salariés travaillant dans la zone), Saint-Amand-Montrond (2 503 soit 4 % des salariés), Aubigny-sur-Nère (1 337 soit 2 % des salariés), la Bourgogne (863 soit 1 % des salariés), les zones d'emploi d'Issoudun (569) et Romorantin (428).



6 principaux flux domicile-travail dans la zone d'emploi de Bourges
- hors flux internes à la Communauté d'agglomération

Commune de résidence	Commune de travail	Flux	Commune de résidence	Commune de travail	Flux
Mehun-sur-Yèvre	Bourges	700	Bourges	Saint-Florent-sur-Cher	362
Saint-Florent-sur-Cher	Bourges	681	Fussy	Bourges	362
Saint-Martin-d'Auxigny	Bourges	362	Saint-Eloy-de-Gy	Bourges	274

La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Les fabriques de draps avaient fait la renommée et la richesse du Berry au Moyen Age. Dans les années qui précèdent la révolution, c'est l'émergence du travail des métaux (mais les Bituriges étaient déjà connus pour la qualité de leurs armes) qui va pousser le développement d'une économie industrielle, en utilisant les ressources naturelles du Berry : le minerai de fer, l'énergie à travers le bois des forêts ou les rivières. A la fin du 18ème siècle, le Berry produit 10% du fer national. Les atouts naturels sont aussi exploités pour l'industrie de la porcelaine à Foëcy, où l'usine créée par M Klein est rachetée par le suisse Pillivuyt en 1821. En 1834, elle emploie près de 300 personnes. L'ouverture du Canal de Berry en 1843 permet le lien entre le bassin houiller de Montluçon-Commentry, Bourges et Vierzon, et la Loire navigable. De même, la liaison train permet de rejoindre Paris en 6 heures à partir de

1847. C'est la décision prise en 1860 par les militaires d'établir à Bourges une fonderie de canons et d'y transférer l'Ecole de Pyrotechnie de Metz qui va changer le destin économique de la zone. Entre 1800 et 1896, la ville triple de taille et passe de 15 000 à 45 000 habitants. Pendant la première guerre mondiale, ses effectifs ouvriers passent de 5 000 à 23 000 pour assurer la logistique et la production des canons (dont le fameux canon de 75), des mortiers et des mitrailleuses. En 1912, on crée le camp d'aviation d'Avord, et après guerre, en 1928, s'installe l'usine de production d'avions Hanriot, qui est nationalisée en 1937. En 1938, l'usine emploie 2 000 personnes. Elle change de nom pour devenir « Nord-aviation », la SNIAS, puis aéronautique qui fabrique en particulier l'Exocet. Aujourd'hui, et après la reconversion des industries de défense de la fin du 20ème

siècle, Bourges conserve d'une part MBDA du groupe EADS (1 400 sal) qui a repris les activités d'aérospatiale dans la fabrication de missiles, et d'autre part NEXTER (850 sal) qui a repris les productions de GIAT (ex EFAB) et de Luchaire dans la fabrication d'armes et d'explosifs. Toujours dans le secteur aéronautique et des missiles, on a la Ste AUXITROL (groupe américain Esterlines) qui emploie 340 personnes et fabrique des capteurs de très haute technologie, et la filiale d'EADS Roxel dans les systèmes de propulsion pour missiles. La zone d'emploi a peu bénéficié du desserrement économique de la région parisienne, contrairement au Nord de la région Centre. C'est de Clermont-Ferrand qu'est venue la plus grosse implantation dans les années 50, avec l'industriel Michelin qui emploie actuellement environ 560 salariés (dans les années 60, jusqu'à 4 000). Dans les années

60, on a l'implantation de SECO TOOLS (forêts spéciaux—260 sal) du groupe suédois Fagusta, de COMATELEC (éclairage public -220 sal), de la Sté GORSE (devenue Nexans—260 sal) dans le câblage. La zone compte aussi des sous-traitants automobile (Wagon automotive, LISI Automotive...) des fabricants de produits métalliques (serrures RONIS, freins industriels STROMAG, cuisines Rosières, menuiserie métallique FERMOBA). Dans l'agriculture et l'agro-alimentaire, on a la coopérative Epis Centre (391 sal), la laiterie Triballat (732 sal), les fournitures pour charcuteries La Bovida (246 sal). Le tertiaire privé est en développement avec la Caisse régionale du Crédit Agricole (520 sal), le centre d'appels de Bouygues Télécom (400 sal), la logistique du groupe Carrefour Logidis (340 sal), le courtage d'assurances SOFAXIS (400 sal)...

Une prédominance de la sphère productive :

La sphère productive – activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire – est la plus développée dans la zone d'emploi de Bourges puisqu'elle emploie plus de 38 % des effectifs salariés. Cette part est supérieure à la moyenne régionale (+ 1,2 point), même si l'industrie est légèrement en retrait dans la zone. Cette surreprésentation est principalement due au "commerce de gros" qui représente 5 % des effectifs (contre 4 % en région), et ce grâce à l'implantation d'Epis Centre et de Logidis Comptoirs Modernes (filiale du groupe Carrefour, assurant l'approvisionnement des supermarchés et hypermarchés).

Les industries d'équipement surreprésentées dans la zone :

Le lien historique à l'armement et aux industries de la défense donne une place importante aux industries de l'équipement. Ainsi, la principale caractéristique industrielle de la zone de Bourges est la part élevée qu'occupent les "équipements mécaniques", puisqu'ils emploient 6,6 % des effectifs contre, seulement, 3,1 % dans la région. Ceci s'explique, notamment, par l'implantation de MBDA, le plus gros employeur industriel de la

zone. Les "équipements électriques et électroniques" sont eux aussi surreprésentés, avec la présence d'Auxitrol.

De nombreux secteurs plus isolés mais présents :

Trois secteurs industriels caractérisent la zone : la "chimie, caoutchouc et plastiques", avec la présence de l'établissement Michelin; les "produits minéraux", avec l'en-

treprise de porcelaine Pillivuyt; et la "métallurgie et travaux des métaux", avec Seco Tools, spécialisé dans la fabrication de fraises pour des secteurs comme l'aéronautique et l'automobile. Ces trois secteurs représentent 5,9 % des effectifs, une part semblable à celle de la région. Avec respectivement 2,4 %, les "industries agricoles et

alimentaires" sont également assez présents dans la zone. Ceci s'explique par la présence des laiteries Hubert Triballat.

Une surreprésentation de "l'administration publique" :

Dans la zone de Bourges, la part de l'économie résidentielle – qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux – est plus faible qu'en région alors que celle de la sphère publique est plus importante (respectivement 36 % et 26 % des effectifs salariés). Si la majorité des secteurs ont des parts proches de celles de la région, avec 14,2 % des effectifs (contre 11,8 % en région), "l'administration" est surreprésentée dans la zone, du fait, notamment, de la présence du CH Jacques Cœur, de la mairie de Bourges ou du Conseil Général du Cher, les premiers employeurs de la zone.

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	60 341	100	100
Sphère productive	23 097	38,3	37,1
Sphère résidentielle	21 709	36	38,9
Fonction publique	15 535	25,7	24,1

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	12 545	20,8	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	1 415	2,3	2,5
<i>Biens de consommation</i>	1 036	1,7	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	4 867	8,1	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	4 730	7,8	9,0
<i>Energie</i>	497	0,8	1,5
Construction	3 430	5,7	7,4
Commerce	8 779	14,5	13,5
Services	35 587	59,0	57,0
<i>dont Transports</i>	2 773	4,6	4,7
<i>Activités financières</i>	1 736	2,9	3,0
<i>Activités immobilières</i>	684	1,1	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	6 881	11,4	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	2 943	4,9	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	12 017	19,9	20,2
<i>Administration</i>	8 553	14,2	11,8
Ensemble	60 341	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Bourges (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
CENTRE HOSPITALIER "JACQUES COEUR"	1500 à 1999 salariés	Santé, action sociale
MBDA FRANCE	1500 à 1999 salariés	Industries des équipements mécaniques
COMMUNE DE BOURGES	1000 à 1499 salariés	Administration publique
DEPARTEMENT DU CHER	750 à 999 salariés	Administration publique
MANUF FRANC PNEUMATIQUE MICHELIN	750 à 999 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
LAITERIES HUBERT TRIBALLAT	500 à 749 salariés	Industries agricoles et alimentaires
ASS AGRICOLE AIDE PERSONNES AGEES	500 à 749 salariés	Santé, action sociale
ETABLISSEMENTS PENAUILLE - MULTI SERVICES MANAGEMENT	500 à 749 salariés	Services opérationnels
EHPAD BELLEVUE	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
AUXITROL SA	250 à 499 salariés	Industries des équipements électriques et éle
BOUYGUES TELECOM	250 à 499 salariés	Postes et télécommunications
DEPARTEMENT DU CHER - DIRECT PREVENTION DEVELOPPEMENT SOCIAL	250 à 499 salariés	Administration publique
CARREFOUR HYPERMARCHES	250 à 499 salariés	Commerce de détail, réparations
CAISSE REG CREDIT AGRI MUTUEL CTRE LOIRE	250 à 499 salariés	Activités financières
LOGIDIS COMPTOIRS MODERNES	250 à 499 salariés	Commerce de gros, intermédiaires
EPIS CENTRE	250 à 499 salariés	Commerce de gros, intermédiaires
SAS NOUVELLE PILLIVUYT	250 à 499 salariés	Industries des produits minéraux
ONET SERVICES	250 à 499 salariés	Services opérationnels
DIR DEP SECURITE PUBLIQUE	250 à 499 salariés	Administration publique
CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE	250 à 499 salariés	Administration publique

Source : INSEE - CLAP 2006

N.B. : les effectifs militaires étant sous secret défense, l'Etablissement technique de Bourges (ETBS), centre d'expertise et d'essai dans le domaine des combats aéroterrestre, ne figure pas dans la liste. On estime qu'il emploie 800 personnes. Un millier de militaires doit rejoindre Bourges dans le cadre des restructurations de défense décidées début 2009.

Entreprises

Plus de 6 200 établissements implantés dans la zone de Bourges en 2006

Fin 2006, la zone de Bourges compte 6 234 établissements, soit 5,8 % des établissements installés en région Centre.

La structure sectorielle est assez proche de celle de la région Centre. La proportion d'établissements est légèrement moins importante dans le commerce et l'industrie, au profit des services et de la construction.

Une hausse du stock d'établissements comparable à celle de la région

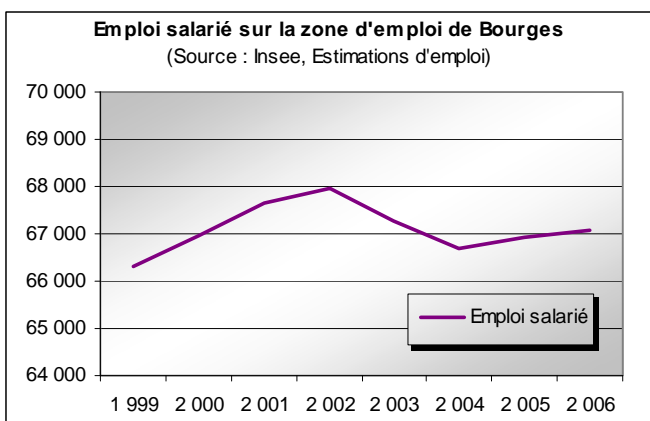
Dans l'ensemble, le stock d'éta-

blissements s'est accru de plus de 12 % entre 2000 et 2006, la même hausse que celle observée pour l'ensemble de la région.

Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel (- 5,1 % contre - 4,1 % pour le Centre).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 19,5 % (+ 20,1 % en région Centre). Le secteur de la construction a également connu une croissance importante (+ 15,3 % contre + 14,1 % en région).

Emploi salarié



Un déclin de l'emploi industriel depuis 2001

Entre décembre 1999 et décembre 2006, l'emploi salarié a connu trois grandes étapes :

* 2000 - 2002 : croissance de l'emploi salarié (+ 0,8 % par an) ;

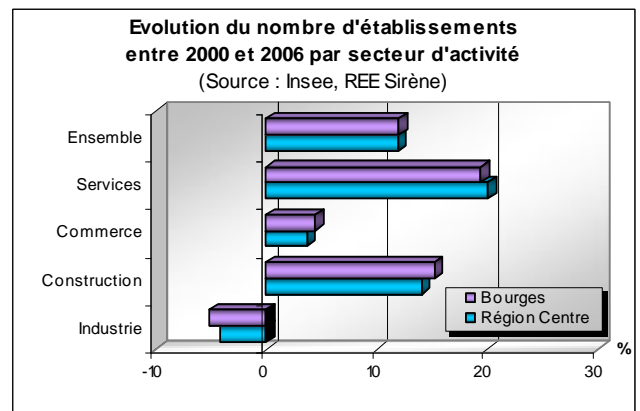
* 2003 - 2004 : réduction du nombre des salariés (- 0,8 % par an) ;

* 2005 - 2006 : faible crois-

sance de l'emploi salarié (+ 0,3 % par an).

Depuis 2001, le nombre des salariés décroît de manière continue dans l'industrie. Les créations d'emplois dans les services et le commerce favorisent la progression de l'emploi salarié de 2001 et 2002.

En 2003 et 2004, outre l'industrie, les effectifs du commerce et des services baissent et, de ce fait, contribuent à la



Champ : activités marchandes hors agriculture

réduction de l'emploi salarié. En 2005 et 2006, l'augmentation des emplois dans les services, le commerce et la construction dépasse les pertes industrielles : elle favorise une légère croissance de l'emploi salarié dans la zone.

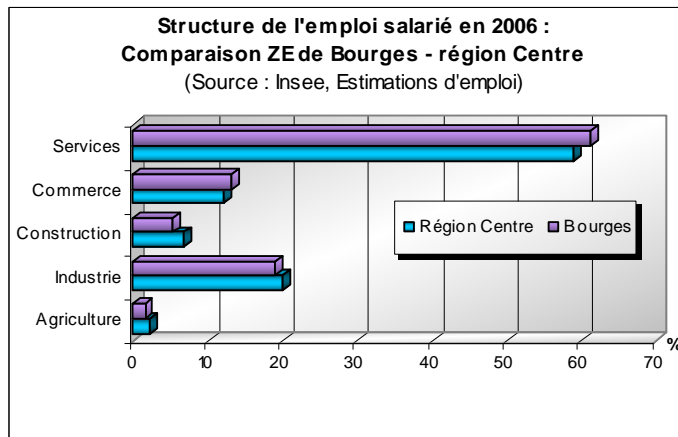
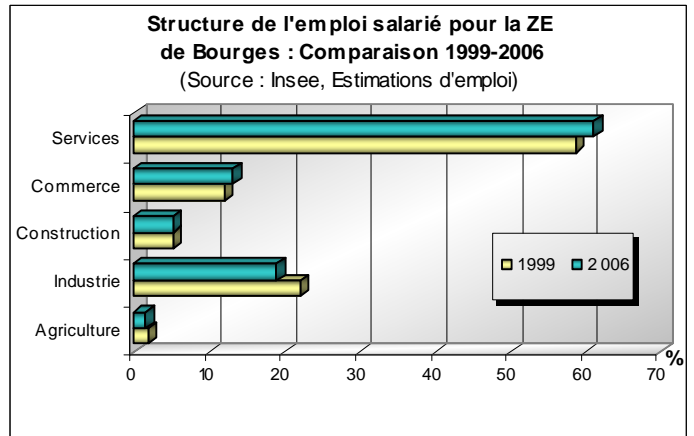
Depuis 2004, les principales disparitions d'emplois de l'industrie se situent dans les secteurs "chimie, caoutchouc, matières plastiques", "industrie des composants électriques et électroniques" et "équipements mécaniques".

Dans les services, les créations d'emplois se concentrent

dans les établissements privés du secteur "santé, action sociale", les "conseils et l'assistance". En revanche, les "transports" du secteur privé perdent des effectifs.

En décembre 2006, le secteur tertiaire (commerce et services) occupent près de 3 salariés sur quatre.

En 2007, les créations d'emplois sont nombreuses dans les établissements privés. Elles se situent dans la construction et le tertiaire. En revanche, l'industrie continue à perdre beaucoup d'emplois. Sur l'ensemble de l'année



2008, les effectifs salariés se maintiennent dans le secteur concurrentiel.

En 2006, des pertes d'emplois dans les établissements privés de 10 salariés ou plus de l'industrie et du commerce

Contrairement à l'ensemble des emplois salariés, les effectifs augmentent dans les établissements privés de 10 salariés ou plus en 2004. Le solde entre les entrées et les sorties de ces établissements annonce une croissance de 450 salariés alors que l'ensemble des salariés voit son nombre

diminuer de 550 actifs. En 2005 et 2006, les emplois dans ces grands établissements diminuent respectivement de 300 et 350 salariés. Seuls, les hommes voient leur nombre baisser.

En 2006, les pertes d'emplois sont le fait des activités industrielles, essentiellement celles des équipements mécaniques et du textile. Elles sont nombreuses aussi dans le commerce de gros. Inversement, les services opérationnels et les activités financières créent un grand nombre d'emplois.

Chômage

De 2001 à 2007, une faible réduction du chômage pour les jeunes femmes

Entre fin 2000 et fin 2007, le taux de chômage de la zone d'emploi a fortement régressé. Plus finement, l'évolution de ce taux se décompose en deux périodes :

* 2001-2004 : forte détérioration du marché du travail ;

* 2005-2007 : nette amélioration.

Ces variations conjoncturelles sont plus sensibles pour les hommes, du fait de leur forte présence dans l'industrie.

Entre fin 2000 et fin 2007, le nombre de demandeurs d'emploi a le plus diminué pour les femmes, à l'exception des femmes de moins de 25 ans : elles ont connu la plus faible baisse du chômage.

En 2008, l'aggravation du chômage commence à la fin du deuxième trimestre. Elle concerne, en premier lieu, les jeunes et les hommes. Elle est une des plus faibles de la région.

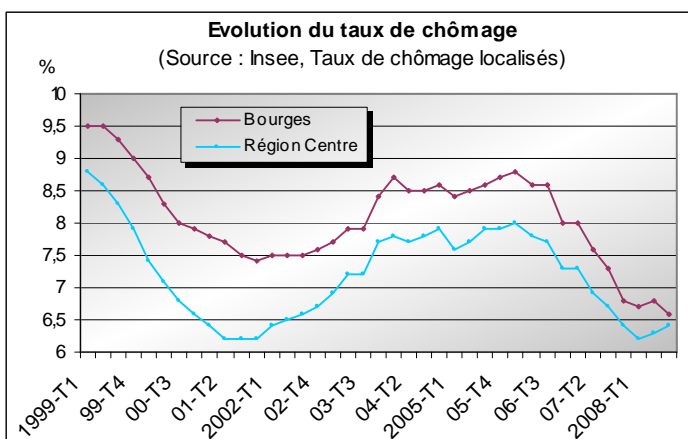
De fortes tensions sur le marché du travail pour certains métiers industriels en 2007

Les tensions sur le marché du travail s'accroissent de 2005 à 2007, période d'amélioration du marché du travail. Si l'on exclut la situation particulière des conducteurs de véhicules,

elles sont proches de la moyenne régionale en 2007.

Elles sont fortes pour les ouvriers qualifiés du "bâtiment et travaux publics", de la "mécanique et du travail des métaux", de "l'électricité, électronique" et des "industries de process".

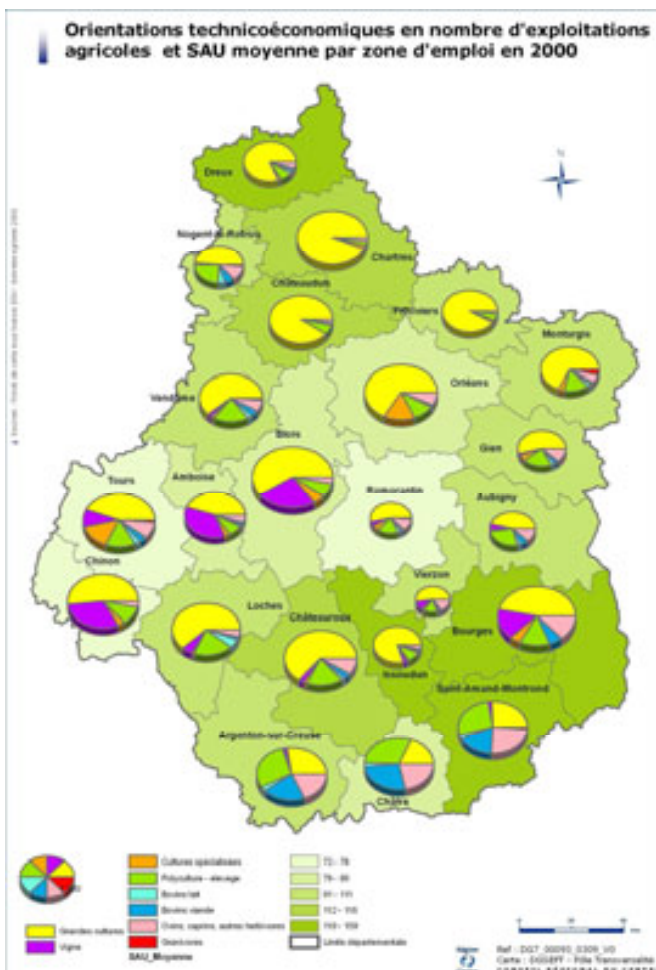
Elles le sont aussi pour des métiers du tertiaire comme "alimentation", "hôtellerie, restauration", "commerce" et "propreté, sécurité et gardiennage".



Agriculture

Dans le domaine agricole, on constate la présence sur la zone d'emploi de nombreuses productions. La vigne est présente en extrême limite de la zone pour les Appellations d'Origine Quincy à l'Ouest et Menetou à l'Est. L'arboriculture a longtemps été une véritable locomotive dans la zone de Saint Martin d'Auxigny. La production de pomme, fortement majoritaire est toutefois aujourd'hui en très nette régression par rapport aux années 1990, conséquence d'une concurrence forte sur les marchés à l'export notamment. On peut toutefois penser que les coopératives arrivent aujourd'hui à stabiliser les surfaces, ce qui permettrait de maintenir des exploitations et de l'emploi dans cette zone, cette culture demandant en effet une forte main

d'œuvre. Les grandes cultures sont également très présentes en Champagne berrichonne du Cher. Les céréales et oléoprotéagineux sont collectés par un seul organisme, le groupe Epis Centre, aujourd'hui un des plus grands groupes céréaliers français. Au-delà de sa qualité de collecteur, il a également su diversifier ses activités vers l'aval de la filière permettant aux producteurs adhérents de contrôler ainsi des activités de meunerie et de boulangerie, de malterie, de commerce du blé à l'international. La marque Francine est ainsi une des propriétés du groupe. Epicentre dont le siège est basé à Bourges est actuellement en cours d'évolution avec son voisin du Nord de la région Centre, Agralys dans l'objectif de former le premier groupe céréa-



lier français Axéreales. Dans le domaine de l'élevage, le territoire est très diversifié puisqu'on note la présence importante de caprins dans la zone d'appellation Chavignol, mais aussi de nombreuses exploitations en bovins lait. Ces deux productions peuvent compter sur le dynamisme du groupe Triballat basé à Rians. Le groupe est aujourd'hui le premier fabricant de crottin de chavignol. Mais son activité principale en volume reste la transformation en produits frais de lait de vache. L'évolution du secteur laitier avec la diminution du nombre de producteurs, évolution des quotas laitiers, rapport avec la grande distribution, est un élément de contexte qu'il convient de prendre en compte pour l'avenir. Le secteur de l'élevage de bovins viande est également très présent essentiellement avec une production de

broutards de race charolaise qui ira approvisionner le marché de Sancoins et/ou qui partiront ensuite se faire engraisser en Italie. Une partie est aussi destinée à un engraissement et une transformation locale avec toutefois la difficulté de l'absence d'abattoirs dans la zone, celui de Bourges ayant fermé ses portes récemment. Enfin la forêt est très présente sur la zone. Elle est essentiellement composée de feuillus, en majorité du chêne de très haute qualité destiné en partie à produire des merrains. La forêt alimente une activité de transformation du bois sur la zone. La zone d'emploi de Bourges est donc fortement marquée par l'agriculture, c'est d'ailleurs l'une des zones dans laquelle on retrouve le plus d'emplois agricoles au niveau régional, et notamment d'emplois salariés.

Tourisme

Porte d'entrée de la région pour l'itinéraire de « La Loire à vélo », à partir de Cuffy, à proximité du canal latéral à la Loire, dans le Pays Val d'Aubois, la zone d'emploi comprend aussi le

Pays de Bourges et la ville chef-lieu du Cher. La cathédrale de Bourges, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1992, fait l'objet en 2009 de manifestations marquant le 800^e anni-

versaire de la mort de saint Guillaume du Donjon, archevêque bâtisseur du deuxième édifice religieux majeur du Centre, après la cathédrale de Chartres.

Egalement renommée pour le festival de musique « Le Printemps de Bourges », la ville principale du Berry draine une clientèle touristique avide d'histoire ; les amoureux de la natu-

re privilégient la vallée de Germigny, la forêt et les jardins d'Apremont-sur-Allier.

Golf

Golf de Bourges : 605 licenciés (32 % des licenciés du Cher ; 1^{er} club du département) ;

Golf de la Vallée de Germigny : 144 licenciés (7,5 % des licenciés du Cher).

Projet majeur

La halle à charbon de l'ancienne forge de Grossouvre, près de

Sancoins, réaménagée par le Département du Cher, propriétaire du site, a ouvert au public, ce 13 juin 2009, un nouvel espace ludique et interactif sur le thème : « la terre, le feu et le fer ».

Capacités d'hébergements

Hôtellerie : 39 hôtels dont 19 hôtels-restaurants (2 778 lits)

Hôtellerie de plein air : 11 campings (1 281 places)

Sites touristiques

La zone comprend 27 sites touristiques.

Hormis la cathédrale de Bourges, 9 sites ont accueilli plus de 10 000 visiteurs payants en 2007 :

1. Palais Jacques Cœur de Bourges : 35 207 visiteurs ;
2. Muséum d'Histoire Naturelle de Bourges : 28 472 visiteurs ;
3. Tour et Crypte de la cathédrale de Bourges : 28 199 visiteurs ;

4. Parc Floral d'Apremont-sur-Allier : 27 993 visiteurs ;
5. Musée des Meilleurs Ouvriers de France de Bourges : 20 247 visiteurs ;
6. Musée des Arts Décoratifs de Bourges : 16 008 visiteurs ;
7. Musée Maurice Estève de Bourges : 15 947 visiteurs ;
8. Musée du Berry de Bourges : 12 199 visiteurs ;
9. Pôle de la Porcelaine de Mehun-sur-Yèvre : 10 603 visiteurs.

Préparer l'avenir à travers la formation

Rentrée 2008 : 7 576 lycéens et 1 514 apprentis sur la zone de Bourges

La zone de Bourges bénéficie de la présence de nombreuses structures de formation. En effet, elle compte :

- 9 Lycées d'Enseignement Général et Technologique (LEGT) dont le lycée Jacques Cœur (1458 élèves), le lycée Alain Fournier (1025 élèves), le lycée Marguerite de Navarre (1096 élèves), le lycée Pierre Emile Martin (791 élèves) ;
- 6 Lycées Professionnels (LP) dont le LP Jean de Berry (400 élèves), le LP Jean Mermoz (408 élèves), le LP Vauvert (437 élèves) ;
- 2 LEGT privés : La Salle (313 élèves) et Sainte Marie Sainte Dominique (644 élèves) ;
- 1 lycée professionnel agricole privé : Bengy/Lignièrès ;
- l'Ecole supérieure de communication ;
- l'école supérieure d'esthétique du centre (ESTEC) ;
- 9 centres de formation par apprentissage (antennes comprises).

L'Etablissement Public Local d'Enseignement Agricole de Bourges : Le lycée du Subdray, petite commune située près de Bourges, dont l'ouverture est prévue à la rentrée 2009, sera un établissement novateur tant par sa conception, son design, les matériaux utilisés que par son impact écologique.

En complément du lycée d'enseignement général et technologique agricole (accueillant à la rentrée 2008 492 élèves de la 4^e au BTS en passant par le bac S), l'établissement comprendra,

deux centres de formation, un pour les apprentis (119 à la rentrée 2008) et un pour adultes et une exploitation de 180 hectares. Les terres seront exploitées de manière raisonnée. Le travail placera les élèves dans les mêmes conditions et sous les mêmes contraintes qu'un agriculteur installé.

L'Apprentissage (1 122 jeunes) :

Neuf sites de formation (antennes comprises) sont également dédiés à la formation par apprentissage du niveau CAP au niveau Ingénieur : les Centres de Formations d'Apprentis (CFA) de la chambre de métiers et de l'artisanat (786 jeunes formés dans les métiers de l'agroalimentaire alimentation - commerce vente - coiffure esthétique notamment), de la chambre de commerce et d'industrie (15 jeunes), du domaine agricole, de la pharmacie (53 jeunes), de la banque (12 jeunes), des lycées Jean de Berry (métiers du bâtiment), Pierre Emile Martin (métiers de l'électrotechnique - automatismes industriels pour un total de 83 jeunes) et de l'université (43 jeunes).

La formation dans le sanitaire et social :

L'Institut de Formation en soins Infirmiers (IFSI) de Bourges en lien avec la Croix Rouge assure deux formations : 15 places pour le Diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture en un an et 81 places pour la préparation du diplôme d'Etat d'Infirmier(e) en trois ans.

L'Institut de Formation d'Aide-soignant(e) (IFAS) offre quant à lui 60 places pour préparer ce diplôme en un an.

Pour la rentrée 2009, il est pro-

posé la mise en place de la formation d'infirmier (2^e et 3^e année) par la voie de l'apprentissage. La formation sera assurée par l'Institut Régional de Formation du Sanitaire et du Social (Croix Rouge) de Tours et son antenne de Bourges.

L'enseignement supérieur :

Bourges présente une offre de formations supérieures relativement importante. La ville compte près de 3 200 étudiants. L'offre se caractérise par une forte représentation des niveaux de formation BTS (858 élèves en BTS en 2008).

L'antenne universitaire d'Orléans dispense des formations à travers son IUT, l'IUFM et les facultés de droit et de sciences.

Avec ses 950 étudiants, l'IUT de BOURGES, antenne de l'université d'Orléans, compte 5 départements : Gestion des entreprises et des administrations (GEA), Génie Mécanique et Productique (GMP), Génie Civil (GC), Mesures Physiques (MP), Qualité Logistique Industrielle et Organisation (QLIO) et propose 8 licences Professionnelles, dont certaines sont ouvertes à l'apprentissage.

La ville jouit également de la présence d'écoles de qualité que sont l'ENSI (Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieur), l'ENSAB (Ecole Nationale Supérieure d'Art), l'école Hubert Curien et ESTACOM, ces deux dernières dépendantes de la CCI.

- Le CFA supérieur de la CCI du Cher « Ecole Hubert Curien » propose trois formations de niveau Master dont une directement liée au développement durable : « ingénierie de la qualité et du développement dura-

ble ». Il a été le premier CFA certifié ISO 9001. Il est également certifié AFNOR dans le domaine du développement durable.

- L'ENSI (Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Bourges), dont la vocation est de former en trois ans des ingénieurs généralistes hautement qualifiés dans le génie de la maîtrise des risques (MRI) et des ingénieurs spécialisés en sécurité informatique et en sécurité des réseaux (STI) est un élément important du dynamisme local en matière de formation et de recherche. L'école accueille 400 étudiants et délivre 130 diplômes par an.

La Recherche : La recherche universitaire est représentée à BOURGES par deux laboratoires labellisés Unités Propres de l'Enseignement Supérieur, ayant leurs locaux propres et dirigés sur place

- Le LEES Laboratoire Energétique Explosions Structures

- Le LVR Laboratoire Vision et Robotique.

Ces laboratoires regroupés au sein de l'institut PRISME (l'Institut Pluridisciplinaire de Recherche en Ingénierie des Systèmes, Mécanique, Energétique) de l'Université d'Orléans bénéficient également du soutien de l'ENSI de Bourges (participation des enseignants chercheurs aux travaux de recherche). Ces laboratoires participent à l'animation scientifique du territoire de Bourges. De surcroît, l'IUT héberge l'antenne d'animation du pôle capteur et automatismes.

Des atouts pour l'avenir

Des pôles technologiques pour dynamiser l'économie locale

La zone d'emploi de Bourges compte plusieurs pôles technologiques lancés dans le cadre de la reconversion des industries militaires pour renforcer le potentiel économique de la région.

Le Cetim Certec est un centre d'expertise dans le domaine des matériaux métalliques et légers, qui propose un appui aux entreprises, notamment dans le domaine de la conception ou du prototypage rapide.

Le pôle capteurs et automatisés, très intégré à l'université d'Orléans (par le biais de l'institut PRISME) réunit des partenaires publics et des entreprises autour de divers projets (robotique médicale et manufacturière, conception de capteurs spécifiques, automatismes et capteurs logiciels, etc.)

Le Centre national des risques industriels (CNRI) fédère les initiatives sur la prévention du risque industriel et leurs conséquences sur l'environnement, en proposant des conseils aux entreprises et collectivités, de la formation, etc. Au sein de l'ENSI, le pôle national des risques industriels a pour vocation de coordonner les relations entre chercheurs et entreprises.

Le pôle propulsion du futur se consacre à la thématique de la propulsion aéronautique et spatiale et a notamment permis la mise en place d'un banc d'essai sur le site de Roxel au Subdray (METHYLE, moyen d'essais des technologies hypersoniques longue endurance). Ce pôle qui réunissait initialement Roxel, MBDA, Auxitrol et le CNRS devrait prochainement s'ouvrir à d'autres entreprises pour multiplier les projets.

Un programme innovant pour le maintien à domicile des personnes âgées

Un appartement pilote vient d'être inauguré au sein de la maison de retraite de Bellevue à Bourges. Il doit permettre de tester les conditions réelles du maintien à domicile de personnes âgées ou handicapées dans un environnement "domotisé". Ce programme pourrait aider les

entreprises à développer de nouveaux marchés autour des services à la personne et du maintien à domicile, en lien avec le pôle de compétitivité Sciences et systèmes de l'énergie électrique.

Un nouveau quartier universitaire à Lahitolle

Bourges prévoit un réaménagement complet de cette friche militaire. La salle d'armes a été rénovée pour accueillir l'extension de l'ENSI, les 270 étudiants de la faculté de droit qui y feront leur rentrée l'an prochain, et peut-être d'ici quelques années la faculté de sciences. Sur ce site seront également construits une centaine de logements universitaires, un centre d'affaires, de nouvelles voies de circulation, des espaces de stationnement, le tout complété par des commerces et des logements classiques.

Une démarche technopolitaine au profit de l'agglomération

Bourges a lancé un projet de technopole sur le site de Lahitolle. Cette structure s'articulera autour de trois thématiques, le risque, l'environnement et l'énergie et devrait jouer un rôle moteur pour le développement économique de l'agglomération. Le site de Lahitolle bénéficie déjà d'une spécialisation autour de cette filière par la présence de pôles technologiques et de laboratoires de recherche.

Berrinov, une initiative pour accompagner l'innovation

Berrinov est un programme d'accompagnement de l'innovation destiné aux entreprises du Cher, mais aussi de l'Indre. L'objectif est de faciliter l'accès à l'innovation (et au crédit) afin de conserver ou gagner des parts de marché. Il a également pour but d'élever le niveau technologique des entreprises par un accompagnement à la conception de produits et services propres. Berrinov devrait à la fois faciliter la mise en œuvre de projets existants, et contribuer à faire émerger de nouvelles idées dans les entreprises, en favorisant le recrutement de personnels de R&D et la diffusion de nouvelles technologies dans les PME.

L'ENSI en expansion

L'école d'ingénieurs de Bourges, créée en 1997, est une filière d'excellence, spécialisée dans la maîtrise des risques. A la rentrée, elle ouvrira deux masters spécialisés, l'un en gestion globale des risques et des crises, et l'autre en Sécurité et sûreté nucléaire, et peut désormais s'étendre grâce à la mise à dispositions de 2 000 m² supplémentaires dans la salle d'armes rénovée.



Un TGV espéré à l'horizon 2020

Le projet de ligne à grande vitesse Paris-Clermont Ferrand Lyon est ressorti des cartons avec le Grenelle de l'environnement. Inscrit dans la loi, il permettrait, selon le gouvernement, de répondre simultanément à quatre objectifs : relier Orléans au réseau TGV, assurer, à terme, une liaison en moins de deux heures entre Paris et Clermont-Ferrand ; examiner dans quelle mesure ces scénarios répondent au problème de saturation de la ligne ferroviaire à grande vitesse Paris-Lyon et améliorer la desserte de Bourges. Le préfet d'Auvergne a été chargé de coordonner une nouvelle phase d'étude en vue de l'organisation d'un débat public dès 2011. Le coût global serait de l'ordre de 12 milliards.

Un des plus gros programmes de rénovation urbaine (PRU) de France

Le PRU de Bourges est par son ampleur l'un des plus importants à l'échelle nationale. Il concerne les quartiers nord, le quartier aéroport et Avaricum, avec plus de 2.200 démolitions, 1700 reconstructions et 3.300 réhabilitations. Un nouveau centre tertiaire (commerce et bureaux) sera par ailleurs créé à la Chancellerie et 1200 m² de bureaux seront construits sur le parc Comitec.

Le printemps de Bourges



Bien ancrée dans le paysage musical français, cette manifestation fait régulièrement parler de Bourges dans toute la France. Ce festival orchestre un savant équilibre entre noms connus et artistes plus pointus dans tous les genres, chanson, rock, électro, rap, etc. tout en évitant les grosses têtes d'affiche. La 33^{ème} édition s'est achevée sur un franc succès. Le festival a accueilli 220 000 visiteurs et vendu 67 000 billets pour un budget de 5 millions d'euros.

Un CREPS et un vélodrome pour développer l'excellence sportive



Le Centre Régional d'Education Physique et Sportive (CREPS^o du Centre va faire du sport de haut niveau l'un de ses axes prioritaires en se concentrant dans un premier temps sur la gymnastique, le basket féminin, le domaine du handisport et le cyclisme, avec le pôle France BMX. Le CREPS pourra aussi s'appuyer sur la future construction d'un vélodrome couvert à proximité, d'une capacité de 1400 spectateurs, et accueillir à moyen terme d'autres disciplines sportives. L'établissement assure par ailleurs la formation aux métiers du sport, et conserve le pôle ressources national sur la thématique "sport et handicaps".

La Maison de la Culture bientôt rénovée

La maison de la Culture, l'une des plus anciennes de France, va s'expatrier hors les murs pour plusieurs années en raison d'un programme de rénovation en profondeur de ses locaux. Le cinéma restera toutefois ouvert pendant un an encore, ainsi que la billetterie et le restaurant, et l'ensemble devrait rouvrir pour la saison 2013-2014.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi d'Aubigny-sur-Nère

Forum territorial du mardi 09 juin 2009

Présentation générale de la zone d'emploi d'Aubigny-sur-Nère



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	37 659	2 519 567
Evolution 1999-2006	- 0,04 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	1,5%	////
Superficie (km ²)	1 711	39 151
Densité (habitants/km ²)	22,0	64,4
Nombre de communes	56	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	13 545	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	11 354	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	7,3 %	7,8 %

Source :
 Population : Insee, RP 2006
 Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Une terre de paradoxes

Enclavée, et pourtant industrielle, à la fois riche de ses vignobles et de ses propriétés solognotes, et pourtant plutôt modeste, la zone d'emploi d'Aubigny-sur-Nère est une terre de paradoxes.

Aubigny-sur-Nère est au centre de gravité d'une zone d'emploi à la géographie très contrastée. Ce territoire du nord du Haut-Berry se partage entre la Sologne sèche des massifs forestiers, à l'Est, le Pays Fort à la géologie marquée par l'argile et le silex qui recouvre la plus grande partie de la zone en s'appuyant vers son orient sur les collines calcaire à vignoble du Sancerrois et les plaines alluviales du Val de Loire, frontière naturelle avec la Bourgogne voisine. Une grande diversité, donc, marquée par une hydrographie prospère de petits cours d'eau et des multiples sources du Pays Fort où le paysage bocager et ondulé se prête à la polyculture et à l'élevage.

Deux autoroutes, l'A71 et l'A77, encadrent, sans le pénétrer, le périmètre de ce territoire qui ne dispose pas, non plus, de desserte ferrée. Le principal axe routier est limité à la RD 940 qui relie Bourges à Aubigny-sur-Nère (46 km).

La zone d'emploi, avec moins de 38.000 habitants, est l'une des moins denses de la région. Hormis Aubigny-sur-Nère (environ 6.000 habitants) et Argent-sur-Sauldre (2.500 habitants), le reste du territoire est maillé par des villages modestes.

Une terre administrée par de grands noms

La notoriété d'Aubigny-sur-Nère est liée à la maison des Stuarts. Charles VII offre cette

châtellenie en 1423 pour récompenser les Ecossais de leur soutien face à leur ennemi héréditaire commun anglais. Reconstituée après un incendie dévastateur le 11 juillet 1512, la ville conserve un abondant patrimoine du 16^{ème} siècle de maisons à pans de bois et son château devenu hôtel de ville. Ce territoire a également été marqué par la présence des grands argentiers de l'Etat : Jacques Cœur, le Berruyer banquier de Charles VII, dont la route relie du nord au sud de la zone les principaux monuments ; puis Sully, ministre d'Henri IV et grand propriétaire en Berry, qui ne put achever son projet de faire d'Henrichemont une ville nouvelle.

La D 940, corridor de l'industrie

Mais ce territoire reste enclavé, à l'écart des grands axes où se développera l'économie du 19^{ème} siècle. Eminemment rural, donc, et sujet à l'hémorragie de sa population avec l'avènement des grandes cultures. Pourtant, la seconde moitié du 20^{ème} siècle va recréer un relatif dynamisme. C'est ainsi que s'implante Mécachrome en 1962, dont le créateur allie sa passion cynégétique dans la proche Sologne et la mécanique de précision. Avec plus de 600 salariés et des donneurs d'ordre prestigieux (Airbus, Renault), c'est devenu un fleuron de l'industrie berrichonne. Un Albinien est aussi à l'origine de l'actuelle société Wilo Intec, équipementier pour l'industrie des chaudières qui compte quelque 400 salariés. En 1980, EDF entreprend l'installation d'une centrale nucléaire de nouvelle génération (deux réacteurs de 1.300 MW) à Belleville-sur-Loire où le site emploie environ 600 personnes. Ainsi, la conjugaison entre une faible densité de population et l'implantation d'entreprises à forts

effectifs font de cette zone d'emploi l'un des territoires régionaux ayant le plus faible taux de chômage. Dans sa structure, l'économie de la zone d'emploi rappelle cependant celle de régions montagneuses avec des vallées industrialisées encadrées par des terres résignées.



Par ailleurs, le territoire joue le grand écart entre les zones « élues » de l'économie ou marquées par une certaine opulence (les grandes propriétés solognotes ou viticoles du Sancerrois, par exemple) et les territoires restés ruraux. Cette diversité, pour ne pas dire disparité, serait-elle à rapprocher de la difficulté de trouver un consensus sur le territoire, phénomène illustré par une couverture incomplète par des communautés de communes sur cet ensemble hétérogène ? En outre, l'absence de structure de formation, et les difficultés liées à la mobilité limitent l'attractivité de la zone en matière de développement industriel.

Il reste un gisement, une matière première liée au territoire prodigue en sites naturels préservés ou façonnés par l'homme. Quatre zones Natura 2000 couvrent ce Nord du Berry, ponctué par un patrimoine riche en monuments. Son enclavement devient sa force pour une offre en tourisme vert en plein développement. Les trois AOC, deux viticoles avec sancerre (2.770 ha, AOC depuis 1936) et Menetou-Salon (465 ha, AOC depuis 1959), plus le crottin de Chavignol qui se marie si bien au jus de la treille, ajoutent des outils à l'attrait du pays.

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

Vaste espace rural, la zone d'emploi d'Aubigny n'est pas directement irriguée par une autoroute mais elle bénéficie pour son accès des échangeurs sur l'A71 à l'Ouest et sur l'A77 qui la borde à l'Est.

Le réseau routier permet d'accéder facilement au Val de Loire (Gien ou Cosnes), et à Bourges au Sud.

La zone ne bénéficie d'aucune desserte ferroviaire depuis la fermeture de la ligne métrique du Blanc-Argent, qui n'est plus utilisée sur la zone que par le vélorail de loisirs.

La commune d'Aubigny est desservie par la ligne routière TER Centre Aubigny - Gien. En gare de Gien, les services routiers permettent d'accéder aux trains Paris - Montargis - Nevers à raison de 3 AR du lundi au jeudi, 4 AR le vendredi, 3 AR le samedi et 3 AR le dimanche.

Sur la zone enfin, on a la centrale nucléaire de Belleville.



7 cantons composent la zone d'emploi d'Aubigny-sur-Nère représentant 37 659 habitants.

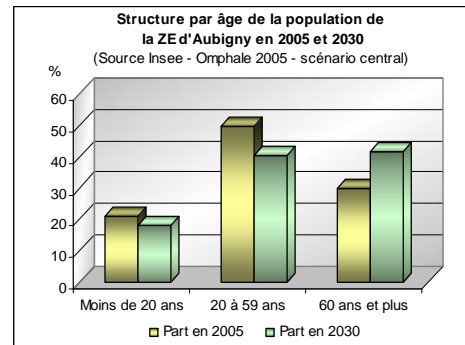
Canton	Population
Argent-sur-Sauldre	5 095
Aubigny-sur-Nère	6 972
Henrichemont	3 418
La Chapelle-d'Angillon	2 586

Canton	Population
Léré	6 093
Sancerre	9 953
Vailly-sur-Sauldre	3 542

est le rapport entre ces deux populations (dans cet ordre), est d'environ 1,4 pour l'année 2005, contre 0,9 en région. La part des personnes de 20 à 59 ans est également en léger retrait par rapport à la région (- 7 %), mais l'écart est proportionnellement moindre comparé à la part des 60 ans et plus et des 75 ans et plus (écarts

respectivement de +30 % et +38 %).

Si les tendances démographiques observées ces dernières décennies ne subissent pas de changement majeur d'ici 2030, l'indice de vieillesse pourrait atteindre 2,3 en 2030 (1,5 pour la région), soit l'un des plus élevés des zones d'emploi de la région (1).



Revenus

2006	Zone d'emploi d'Aubigny	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	15 998 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des ménages (part en %)		
Revenus salariaux	50,4 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	31,3 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	11,3 %	6,4 %
Autres revenus	7,1 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	42,3 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Le revenu fiscal médian par unité de consommation des ménages de la zone d'emploi d'Aubigny s'établit pour l'année 2006 à 15 998 €, soit 1 033 € de moins que celui de la région Centre (écart de -6 %). Cet indicateur témoigne de ce que le ménage « type » de la zone d'emploi déclare annuellement.

Parallèlement, la part des ménages fiscaux non imposés, c'est-à-dire dont les revenus sont inférieurs au seuil minimal de la première tranche de l'impôt sur le revenu, est sensiblement plus élevée sur la zone d'emploi que sur la région. La structure par catégorie socioprofessionnelle de la population contribue à expliquer le niveau de revenu relativement modeste des habitants de la zone. En effet, cette structure est caractérisée par une sous-représentation des cadres et professions libérales, ainsi qu'une surreprésentation des ouvriers et des retraités – ces derniers étant souvent issus du monde agricole. Le tissu de très petites entreprises (artisans, petits commerçants, exploitants agricoles, etc.) étant prépondérant sur la zone d'emploi, le poids des revenus des professions non salariées est largement supérieur à la moyenne régionale.

sionnelle de la population contribue à expliquer le niveau de revenu relativement modeste des habitants de la zone. En effet, cette structure est caractérisée par une sous-représentation des cadres et professions libérales, ainsi qu'une surreprésentation des ouvriers et des retraités – ces derniers étant souvent issus du monde agricole. Le tissu de très petites entreprises (artisans, petits commerçants, exploitants agricoles, etc.) étant prépondérant sur la zone d'emploi, le poids des revenus des professions non salariées est largement supérieur à la moyenne régionale.

Équipements et services à la population

Des services de proximité répartis sur une zone peu dense

Sur cette zone d'emploi où la densité de population est très faible, les équipements et services les plus courants présentent pour la plupart un taux de couverture⁽²⁾ inférieur au taux moyen pour la région Centre : leur rayonnement pâtit de la faible concentration géographique de la population. Néanmoins, grâce à un maillage resserré, leur accessibilité reste correcte : aucun résident n'est situé à plus de 15 minutes d'un équipement ou service courant. Le parc de résidences secondaires (environ 1 logement sur 5 en 1999) explique cette relative abondance.

Un constat différent pour les équipements et services moins courants

Si le niveau d'équipement pour les biens et services les plus courants est appréciable, les équipements et services des gammes intermédiaire et supérieure (exemples : opticiens, magasins de vêtements) sont dans l'ensemble peu représen-

tés.

Santé : des services peu accessibles

L'infrastructure médicale de la zone d'emploi est moyenne. Le rayonnement de l'hôpital local de Sancerre se limite aux cantons environnants. On compte

peu de professionnels de la santé. La densité moyenne des médecins généralistes libéraux est inférieure de 11 % à celle de la région ; celle des médecins et des infirmiers salariés est encore plus faible. Les médecins spécialistes sont absents.

Social : un équipement correct

Le niveau d'équipements dans le secteur de la petite enfance est assez limité. Les structures associatives complètent les équipements communaux : on recense 4 centres associatifs multi-accueil, et un service de

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangeries	46	30	53,6	82,1	84,7	12,2	7,1
Épiceries, supérettes	28	20	35,7	65,1	66,3	7,4	3,2
La Poste	17	17	30,4	63	77,7	4,5	2,6
Banques, caisses d'épargne	27	8	14,3	43,8	66,6	7,2	5,5
Médecins généralistes libéraux	29	16	28,6	62,3	77,1	7,7	8,7
Pharmacies	15	11	19,6	50,1	74,2	4	3,6
Police, gendarmeries	7	7	12,5	38,2	47,5	1,9	0,8
Hébergements pour les personnes âgées	9	9	16,1	45,1	60,6	2,4	1,7
Soins à domicile pour les personnes âgées	5	5	8,9	30,5	37,6	1,3	0,5
Cinémas	0	0	0	0	28,4	0	0,2
Équipements sportifs	187	45	80,4	///	///	49,5	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

(1) Cette analyse s'appuie sur les travaux de projections démographiques réalisées par l'Insee Centre, en partenariat avec le CESR.

(2) Le taux de couverture d'un équipement ou service indique la part de la population de la zone qui dispose de cet équipement ou service dans sa commune de résidence.

haltes-garderies itinérantes « kangouroule » (3).

L'offre d'accueil et de services aux personnes âgées est bien répartie (9 structures assurant l'hébergement, 5 centres de soins à domicile), mais la capacité totale (environ 550 places) reste modestement proportionnée à la population des personnes âgées. On ne trouve aucun

équipement s'adressant aux personnes handicapées.

Des équipements sportifs assez peu diversifiés

La population de la zone d'emploi bénéficie d'un réseau d'installations sportives correct. Parmi les différents types d'équipements, les terrains de grands jeux (football, etc.) et

les courts de tennis sont amplement représentés.

Aucun grand équipement culturel n'est présent sur la zone, ni salle de spectacle, ni cinéma. 14 % des habitants de la zone d'emploi sont situés à plus de 30 minutes d'un cinéma.

Déplacements domicile-travail des salariés

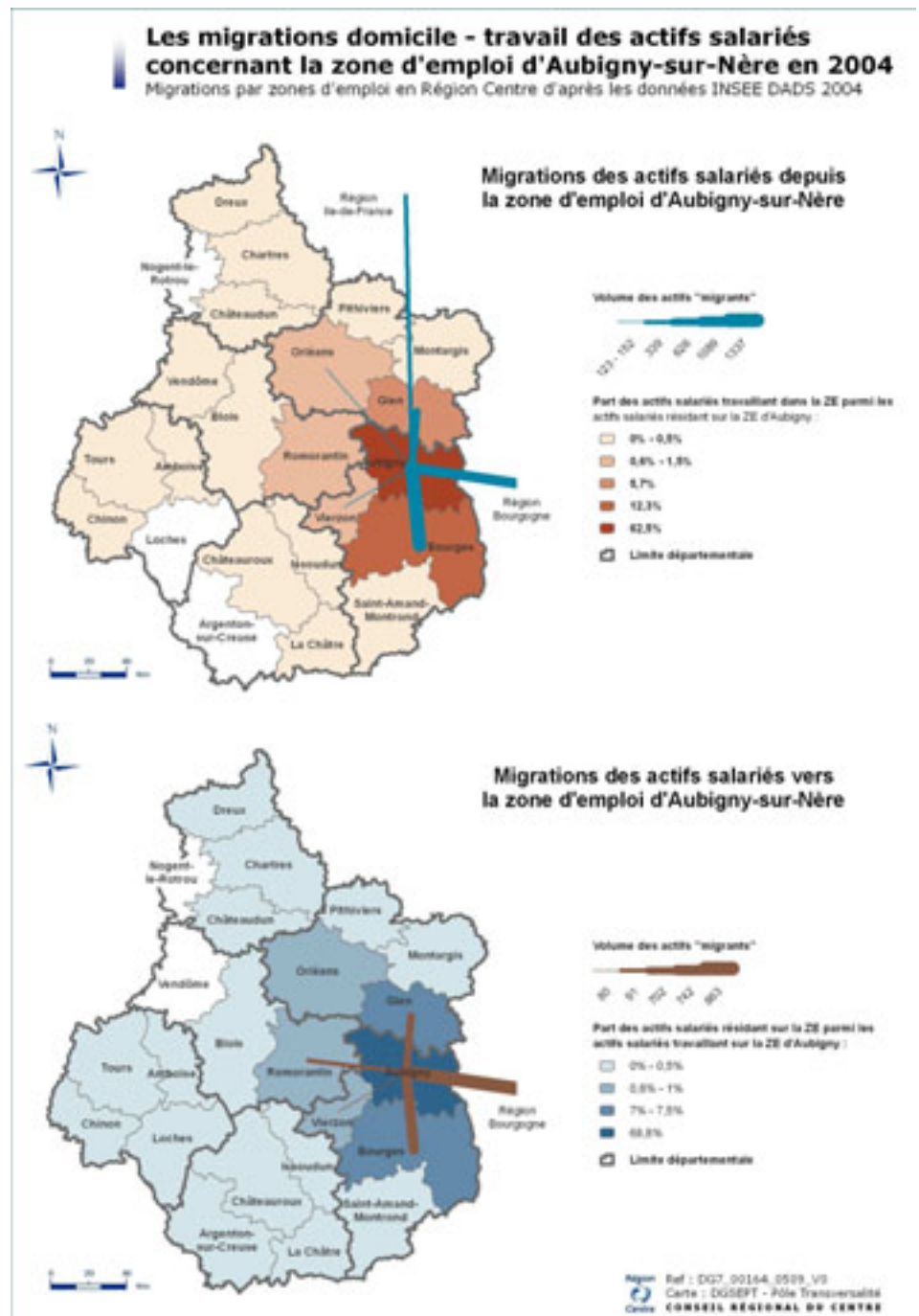
En 2004, 4 277 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi et les autres zones de la région Centre et 2 900 ont lieu entre la zone d'Aubigny-sur-Nère et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : la zone d'emploi de **Bourges** (2 079 entrées et sorties soit 29 % du total des déplacements), la **Bourgogne** (1 952 entrées et sorties), la zone d'emploi de **Gien** (1 327), l'Île-de-France (383), et les zones d'emploi d'Orléans (215), de Vierzon (203) et de Romorantin (174).

La zone d'Aubigny-sur-Nère est marquée par un léger déséquilibre des migrations domicile-travail : il y a 1,3 fois plus de sorties d'actifs salariés que d'entrées (-1 010). Le déficit s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la zone d'emploi de Bourges (on compte près de 2 fois plus de sorties vers Bourges que d'entrées) mais également par l'Île-de-France (8 fois plus de sorties que d'entrées).

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi d'Aubigny-sur-Nère, près de 38 % travaillent hors de cette zone (4 094 personnes) : ils vont travailler vers la zone d'emploi de Bourges (1 337 soit 12 % des salariés résidents), la Bourgogne (1 089 soit 10 % des salariés résidents), la zone d'emploi de Gien (625 soit 6 % des salariés résidents), l'Île-de-France (339 soit 3 % des salariés résidents), et les zones d'emploi d'Orléans (151 soit 1 % des salariés résidents) et Vierzon (123).

Près de 31 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents, soit la part la plus importante après la zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou. Ces salariés résident principalement en Bourgogne (863 soit 9 % des salariés) et dans les zones d'emploi de Bourges (742 soit 8 % des salariés travaillant dans la zone), de Gien (702 soit 7 % des salariés) et dans une moindre mesure



dans la zone d'emploi de Romorantin (91 soit 11 % des salariés).

(3) 6 points de présence sur la zone, fréquentés 2 fois par mois environ

La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Depuis le 16^{ème} siècle, Aubigny est une petite ville industrielle avec le travail de la laine issue de l'élevage du mouton ; une manufacture de draps, dont Colbert fixa les statuts, fut longtemps un témoignage de cette industrie

Une autre activité traverse les siècles : la poterie de grès où s'illustre toujours le village de La Borne. Le sous-sol et la forêt pour alimenter les fours ont permis à cette industrie de perdurer avant de décliner dans la première moitié du 20^{ème} siècle, puis de renaître grâce à une nouvelle orientation artistique.

Les richesses naturelles avaient aussi fait naître des verreries et des forges autour

de la Chapelle d'Angillon.

Mais c'est au 20^{ème} siècle que l'industrie s'est plus fortement implantée sur la zone.

L'usinage de précision et le travail des métaux est présent depuis 1918, avec l'entreprise Risoud Précision(70 sal).

Fondée en 1937 par Eugène Casella, Mecachrome s'est fortement développée, d'abord sur Aubigny, puis sur d'autres territoires. Elle est passée de 70 employés en 1971 à 1800 au début des années 2000, dont plus de 700 en Sologne, sous l'impulsion de Gérard Casella. Mais des montages capitalistiques hasardeux et la conjoncture économique ont mis en difficulté l'entreprise qui réalise des usinages spéciaux

pour l'automobile et l'aéronautique.

C'est en 1946 que l'entreprise parisienne des Moteurs électriques Drouard s'implante à Aubigny. Le groupe britannique Wilo Intec a repris l'usine récemment, et est devenu un leader mondial dans la fourniture de chaudières et de pompes de chauffage, en lien avec la géothermie et le solaire. Elle emploie un peu plus de 400 personnes.

C'est dans les années 1970 que le projet de création d'une centrale nucléaire à Belleville a été imaginé. Les deux réacteurs ont été livrés en 1987 et 1988, est produit 1 300 Mwatts chacun. La centrale emploie environ 600 person-

nes en direct, auxquels il faut ajouter les emplois en sous-traitance.

Le tissu économique de la zone est par ailleurs caractérisé par la présence d'activités diverses avec l'imprimerie Paragon (230 salariés), 3C France, fournisseur de cuves en inox (une soixantaine d'emplois), les fonderies TTwo Cast Berry (90 sal), les remorques du groupe Trigano (65 sal).

Un emploi salarié sur deux dans la sphère productive

La sphère productive - activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - est la plus importante dans la zone d'emploi d'Aubigny-sur-Nère puisqu'elle concentre la moitié des effectifs salariés, soit la part la plus élevée. Cette zone se caractérise par une proportion d'emplois dans la sphère productive sensiblement supérieure à celle de la région Centre (+ 13 points). L'industrie y est fortement surreprésentée, en particulier "l'énergie" et les "biens intermédiaires".

Près de sept emplois de la sphère productive sur dix dans les secteurs "eau, gaz, électricité", "métallurgie et transformation des métaux", "équipements mécaniques", "industries agricoles et alimentaires" et "édition, imprimerie, reproduction"

Avec la Centrale nucléaire de production d'électricité de Belleville, le secteur "eau, gaz, électricité" représente 8,8 % des emplois dans la zone et uniquement 1,5 % en région. Avec l'implantation de Mecachrome, l'un des plus gros employeurs de la zone et sous-traitant d'Ambuy et Renault, ainsi que des établissements Two Cast Berry et Risoud Précision, la "métallurgie et la transformation des métaux" est le

premier secteur industriel de la zone. Il représente 11,4 % des emplois, contre seulement 2,4 % en région. Trois autres secteurs sont aussi fortement surreprésentés dans la zone : "les équipements mécaniques" (6,8 % des emplois contre 3,1 % en région) avec Wilo Intec et 3 C France, "les industries agricoles

et alimentaires" (4,9 % contre 2,5 %) avec Doux Frais et "l'édition, l'imprimerie et la reproduction (3,2 % contre 1,1 %) avec Paragon, spécialisé dans la conception d'étiquettes industrielles. Ces cinq secteurs représentent près de 70 % des emplois de la sphère contre seulement 28 % en région. En

outre, les industries "du bois et du papier", "des produits minéraux", "l'habillement, cuir" et "le commerce de gros" sont également mieux représentés dans la zone qu'en région.

Une faible représentation de la "santé - action sociale" et de "l'éducation"

Dans la zone d'Aubigny-sur-Nère, la part de l'économie résidentielle - qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux - ainsi que celle de la sphère publique est faible par rapport à la région Centre (respectivement 30 % et 20 % des effectifs salariés). Cette différence s'explique par le fait que les secteurs de "la santé et l'action sociale" et "l'éducation" sont nettement sous-représentés. En revanche, la part des secteurs "construction" et "hôtels et restaurants" est légèrement supérieure dans la zone.

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	8 922	100	100
Sphère productive	4 481	50,2	37,1
Sphère résidentielle	2 635	29,5	38,9
Fonction publique	1 806	20,2	24,1

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	3 670	41,1	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	437	4,9	2,5
<i>Biens de consommation</i>	419	4,7	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	715	8,0	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	1 311	14,7	9,0
<i>Energie</i>	788	8,8	1,5
Construction	695	7,8	7,4
Commerce	1 085	12,2	13,5
Services	3 472	38,9	57,0
<i>dont Transports</i>	174	2,0	4,7
<i>Activités financières</i>	129	1,4	3,0
<i>Activités immobilières</i>	45	0,5	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	523	5,9	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	390	4,4	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	1 231	13,8	20,2
<i>Administration</i>	980	7,5	11,8
Ensemble	8 922	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi d'Aubigny-sur-Nère (2006 actualisée)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
SOC MECACHROME	500 à 749 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
ELECTRICITE DE FRANCE - CNPE DE BELLEVILLE	500 à 749 salariés	Eau, gaz, électricité
WILO INTEC	250 à 499 salariés	Industries des équipements mécaniques
PARAGON IDENTIFICATION	200 à 249 salariés	Édition, imprimerie, reproduction
GPT COMPAGNIES REPUBLICAINES SECURITE 5	150 à 199 salariés	Administration publique
LES GILLONS SA	100 à 149 salariés	Agriculture, sylviculture, pêche
HOPITAL LOCAL DE SANCERRE	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
TWO CAST BERRY (Ex FONDERIES ET ATELIERS DE SAINT SATUR)	50 à 99 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
COMMUNE DE AUBIGNY SUR NERE	50 à 99 salariés	Administration publique
RISOUD PRECISION	50 à 99 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
COLLEGE GERARD PHILIPPE	50 à 99 salariés	Éducation
EHPAD LES AUGUSTINS	50 à 99 salariés	Santé, action sociale
COLLEGE DE SANCERRE	50 à 99 salariés	Éducation
3 C FRANCE	50 à 99 salariés	Industries des équipements mécaniques
TRIGANO REMORQUES	50 à 99 salariés	Industrie automobile
CSF	50 à 99 salariés	Commerce de détail, réparations
COMMUNE DE BELLEVILLE SUR LOIRE	50 à 99 salariés	Administration publique
VAL DE LOIRE SERVICES	50 à 99 salariés	Services opérationnels (services de nettoyage)

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Plus de 1 800 établissements implantés dans la zone d'Aubigny en 2006

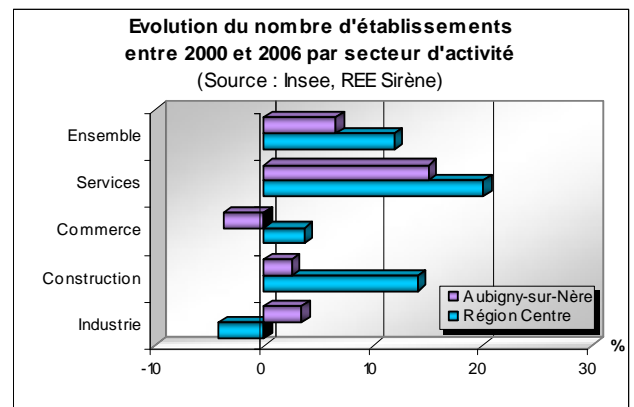
Fin 2006, la zone d'Aubigny-sur-Nère compte 1 809 établissements, soit 1,7 % des établissements installés en région Centre. La proportion d'établissements dans les services et le commerce est moins importante qu'en région, au profit de la construction et de l'industrie.

La plus forte hausse du stock d'établissements dans l'industrie

Dans l'ensemble, le stock d'établissements s'est accru de près de 7 % entre 2000 et 2006, une

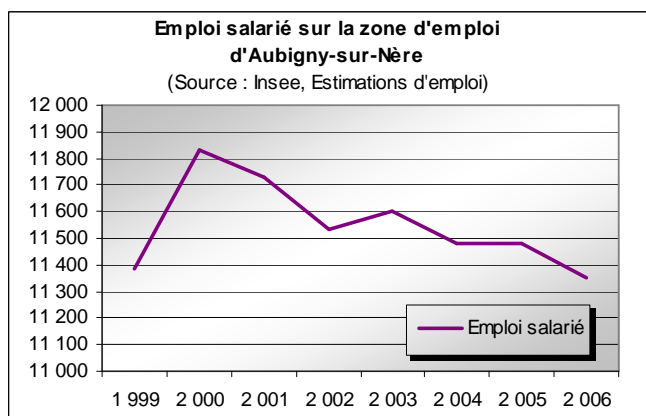
hausse inférieure à celle observée pour l'ensemble de la région (-5 points). Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur du commerce (-3,7 % contre +3,7 % pour le Centre). C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : +15 % (+20 % en région Centre).

Le secteur de l'industrie progresse également, puisqu'avec une hausse de 3,5 % (contre -4,1 % en région), il connaît la plus forte croissance des zones d'emploi de la région.



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Des créations d'emplois dans l'industrie jusqu'en 2006

De fortement positive en 2000 (+3,9 %), l'évolution de l'emploi salarié devient négative de 2000 à 2006.

⇒ en 2001 et 2002, le rythme de réduction des effectifs est élevé (-1,4 % par an) : les services, le commerce et la construction perdent des emplois alors que l'industrie en crée beaucoup ;

⇒ de 2003 à 2006, la diminution de l'emploi salarié ralentit : si les effectifs continuent à diminuer dans le commerce et la construction, ils augmentent à nouveau dans les services, notamment dans les services personnels et domestiques et les entreprises de travail temporaire. L'emploi industriel continue à augmenter. Mais le rythme de croissance s'est fortement ralenti : les créations

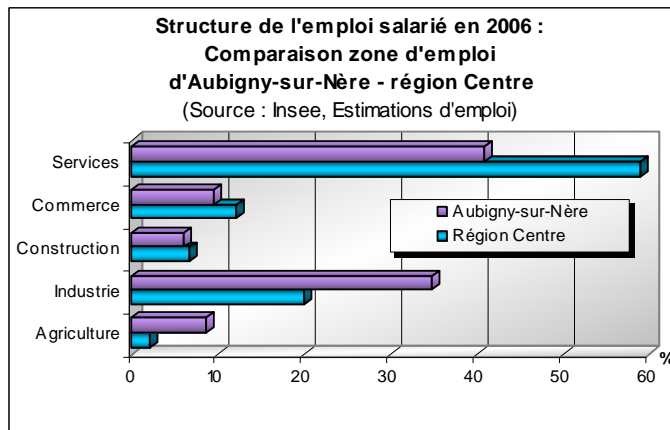
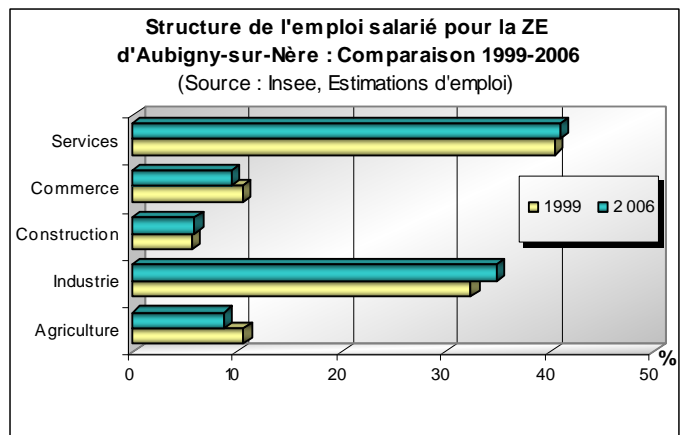
dans l'industrie des équipements mécaniques et la transformation des métaux compensent moins les pertes dans les industries agricoles et alimentaires et la fabrication de meubles.

L'évolution des emplois salariés des six dernières années renforce les caractéristiques du tissu économique de la zone. En décembre 2006, l'industrie et l'agriculture emploient respectivement 8,7 % et 34,8 % des salariés dans la zone d'Aubigny-sur-Nère (contre 2,2 % et 19,9 % en région).

Des créations d'emplois dans les établissements de 10 salariés ou plus, en 2006.

Alors que l'ensemble des emplois salariés diminue en 2004 et 2005, les effectifs augmentent dans les établissements privés de 10 salariés ou plus : la différence entre les entrées et sorties de salariés (solde) annonce respectivement une augmentation de 39 et de 6 actifs ; elle se poursuit en 2006 (+ 55 emplois).

En 2006, les secteurs "métallurgie et transformation des métaux", "industries agricoles et alimentaires" et



"hôtellerie restauration" perdent des emplois. Les créations se situent dans le "commerce", dans des services comme "services opérationnels" et "santé, action sociale" et, aussi, dans un secteur industriel (industries d'équipement mécanique).

Chômage

De 2001 à 2007, une aggravation du chômage pour les jeunes, les hommes adultes et les femmes de 50 ans ou plus

Entre décembre 2000 et décembre 2007, le nombre des chômeurs s'est légèrement accru dans la zone d'Aubigny-sur-Nère. Cette évolution résulte d'une période de dégradation du marché du travail de 2001 à 2004 et d'une période d'amélioration de 2005 à 2007. Cette période de régression du chômage est confirmée par la croissance des tensions entre les offres et les demandes d'emploi;

Les évolutions du chômage sont très contrastées suivant l'âge et le sexe :

1. le chômage s'est fortement aggravé pour les jeunes, les hommes adultes de 25 - 49 ans et les femmes de 50 ans ou plus ;

2. il s'est fortement réduit pour les femmes adultes de 25 - 49 ans et les hommes de 50 ans ou plus

En 2008, l'aggravation du marché du travail est une des plus faibles de la région. Elle concerne, en premier lieu, les jeunes et les hommes.

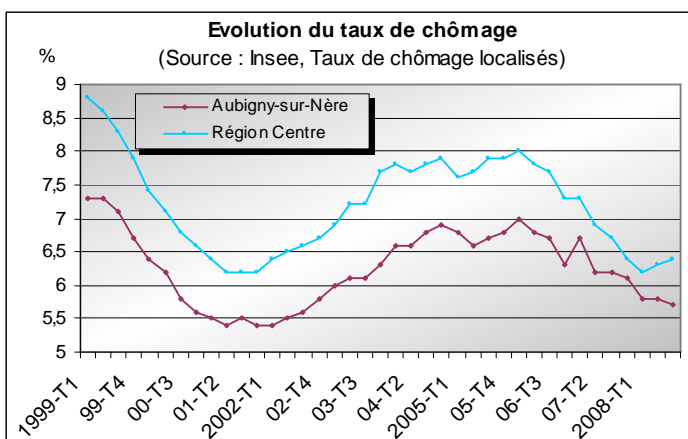
De fortes tensions sur le marché du travail pour certains métiers industriels en 2007

La forte présence de métiers saisonniers liés au jardinage, au maraîchage et à la viticulture explique le haut niveau du taux de tension sur le marché du travail dans la zone (118

offres pour 100 demandes enregistrées).

En 2007, les tensions sont fortes pour les métiers du "bâtiment et des travaux publics", de la "manutention", les "agents d'entretien" et les "employés de maison". Elles le sont aussi pour les emplois du "travail des métaux et de la mécanique", des "industries de process".

Ces derniers se situent en grand nombre dans l'industrie des équipements mécaniques, la transformation des métaux et les industries agricoles et alimentaires.



Agriculture

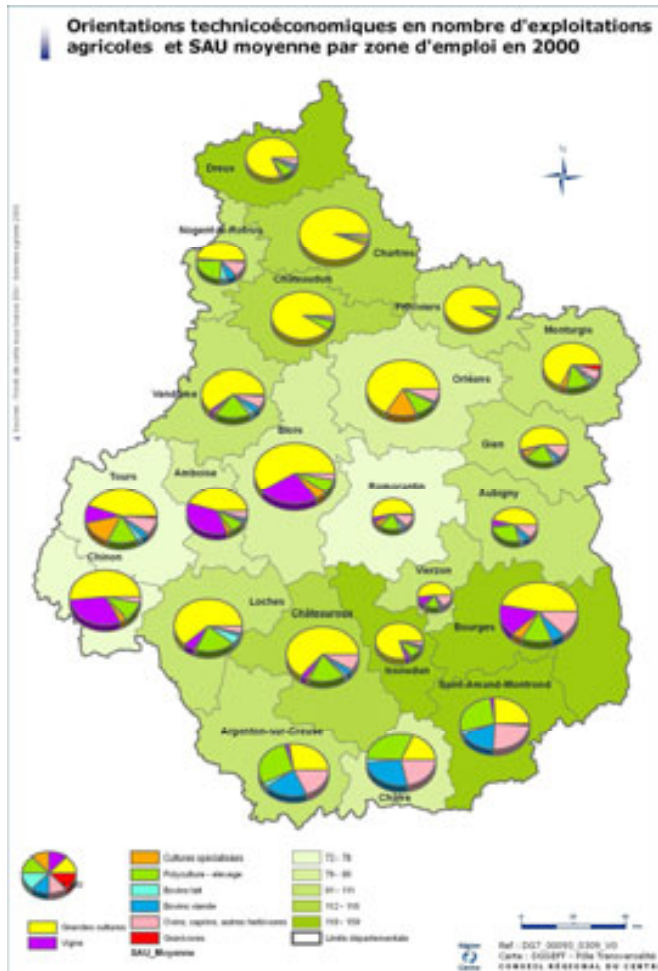
Chavignol et Sancerre, deux étendards pour le territoire

Si dans la définition de l'INSEE c'est bien la zone d'emploi d'Aubigny qui est évoquée, du point de vue agricole, le territoire s'identifie beaucoup plus à ses étendards locaux, Sancerre et Chavignol. En effet, les vins de Sancerre assurent aujourd'hui la renommée du territoire dans le monde entier, d'autant que cette production est exportée en moyenne à plus de 60% vers l'étranger. Le développement continu du secteur repose sur la capacité des viticulteurs locaux à définir une stratégie claire et ambitieuse et

à innover avec tous les outils à leur disposition tant dans le domaine technique, avec la SICAVAC, que du point de vue marketing et commercial avec le Bureau des vins du centre et la maison des Sancerre.

Le crottin de Chavignol n'est pas en reste : il est en effet une des appellations phare de la région. Son seul handicap est d'être très facilement copié. Aujourd'hui la filière est en devenir, l'équilibre entre producteurs fermiers, affineurs, transformateurs étant très tenu.

Le territoire est également une



zone importante de production de volailles avec l'implantation d'un site d'abattage.

L'ensemble de ces activités entraîne un réel dynamisme pour l'emploi agricole puisque c'est une des zones où l'emploi salarié agricole est le plus important de la région. Conscient de l'enjeu que cela représente, la profession locale entame d'ailleurs une importante réflexion sur la gestion des ressources humaines dans leurs exploitations.

La forêt et les activités connexes comme la chasse sont également très présentes sur ce territoire situé en limite du massif de Sologne.

Malgré cette image d'excellence, les enjeux sont nombreux pour ce territoire coupé en deux. D'un côté, la partie sancerroise plus prospère doit évoluer notamment d'un point de vue environnemental : la culture de la vigne a favorisé le ruissellement et la qualité des sols a tendance à diminuer. Signalons d'ailleurs que dans ce contexte de plus en plus de viticulteurs réfléchissent ou franchissent le pas de l'Agriculture Biologique. De l'autre, le nord de la zone, dont la pérennité des activités n'est pas assurée, doit travailler à maintenir un potentiel agricole, probablement en diversifiant les activités.

Tourisme

La zone présente, sur le plan touristique, une offre de sites, d'activités et d'animations diversifiée, sans spécificité affirmée.

La ville de Sancerre, connue par le vin et le crottin de Chavignol, lui permet cependant de bénéficier d'une renommée internationale, et de capitaliser sur cette

destination touristique.

L'oenotourisme, à l'image de la Maison des Sancerre, peut conforter le développement touristique de la zone, tout comme l'itinéraire La Loire à Vélo et le tourisme fluvial.

Mais, le fleuve reste aujourd'hui plus une barrière alors qu'il

pourrait servir de trait d'union avec la région voisine, la Bourgogne.

Un projet de Parc Naturel inter-régional, « Val de Loire - Nivernais - Berry » est d'ailleurs à l'étude.

Le futur développement touristique passe peut-être par la

conquête de ces nouvelles clientèles, en complément des liens historiques franco-écossais, depuis la présence des Stuarts au XV^e siècle, à Aubigny-sur-Nère.

Vélo

La zone d'emploi est traversée par l'itinéraire de "La Loire à

Vélo" sur sa façade Est.

Deux seront d'ores et déjà proposées au public pour l'été 2009 sur la « plaine de Loire » et « entre canal et Loire ».

Tourisme fluvial

Passage de 2 000 bateaux de plaisance par an sur le canal latéral à la Loire, passant par Belleville-sur-Loire (port de plaisance), Sury-près-Léré, Léré, Bannay, Saint-Satur (port de plaisance), Ménétréol-sous-Sancerre (halte de plaisance) et Saint-Bouize.

Randonnée pédestre

Le circuit majeur est le sentier de Grande Randonnée (GR 31), à partir de Sancerre et de la Loire, en direction du village des potiers de La Borne (Henrichemont) puis de la Sologne.

Golf

Golf du Sancerrois : 480 licenciés (25 % des licenciés du Cher ; 2^e club du département après Bourges).

Capacités d'hébergements

Hôtellerie : 20 hôtels dont 18 hôtels-restaurants (566 lits)

Hôtellerie de plein air : 12 campings et 1 aire naturelle de camping (2 121 lits)

Sites touristiques

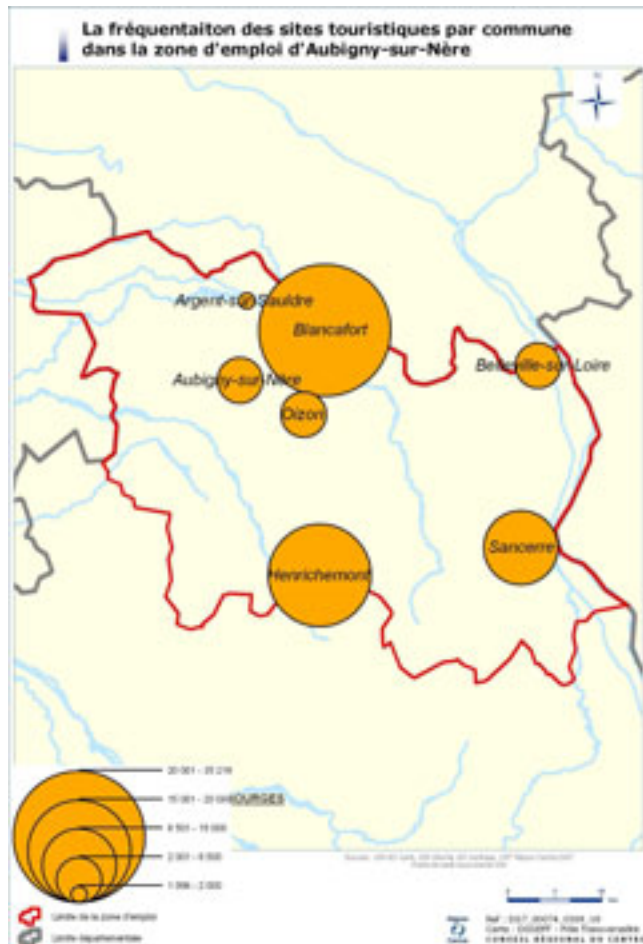
La zone comprend 18 sites touristiques.

Les 7 plus visités en 2007 sont :

1. Musée de la sorcellerie à Blancafort : 35 219 visiteurs ;
2. Centre de Création Céramique à La Borne : 14 980 visiteurs ;
3. Maison des Sancerre à Sancerre : 13 025 visiteurs ;
4. Château de la verrerie à Oizon : 6 218 visiteurs ;
5. Mémorial de l'Auld Alliance - Musée d'Aubigny-sur-Nère : 5 028 visiteurs ;
6. Maison de Loire à Belleville-sur-Loire : 3 934 visiteurs ;
7. Musée de la poterie à Henrichemont : 3 374 visiteurs.



Château de la Verrerie



Préparer l'avenir à travers la formation

Maison Familiale Rurale d'Aubigny-sur-Nère



Particularité de cet établissement : tous les enseignements sont fondés sur le principe de l'alternance. 87 élèves à la rentrée 2008 dont 52 préparent le BEPA services aux personnes.

Préparation au concours d'aide soignante et d'auxiliaire de puériculture.

Une antenne du CFA de la métallurgie à Aubigny sur Nère

La création de la nouvelle antenne du CFA de l'industrie d'Aubigny-sur-Nère (18) constitue une réponse à un besoin de formation exprimé par les

entreprises et les jeunes du Sud de la région. Le bassin d'emploi d'Aubigny-sur-Nère présente en effet des particularités locales très favorables : une densité d'établissements industriels forte et des besoins de recrutement liés aux activités industrielles (départs à la retraite, développement des activités).

Le site d'Aubigny-sur-Nère pourra accueillir une quarantaine de jeunes par an en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation. Ces jeunes prépareront en 3 ans le baccalauréat professionnel technicien d'usage.

En 2005, 92 élèves de CAP ou BEP formés par l'enseignement agricole

A la rentrée scolaire 2005, 92 élèves sont inscrits en formation professionnelle ou technologique initiale dans un établis-

sement de la zone. Tous préparent un CAP ou un BEP. Tous relèvent de l'enseignement agricole ; 43 se préparent aux métiers de "l'agriculture" et 49 aux métiers des "services aux particuliers et aux collectivités". Sur les 961 jeunes résidents de la zone qui suivent une formation professionnelle ou technologique, 938 quittent la zone, soit une proportion de 97,6 %.

La formation continue

La MFR propose la préparation au concours d'entrée en école d'aide soignante et/ou d'auxiliaire de puériculture.

Des actions de formation d'insertion sont proposées dans le Cher nord à Saint-Satur et Vailly-sur-Sauldre. Quelques places sont également proposées pour une formation de qualification CAPA services en milieu rural à Vailly.

Des visas savoirs de base sont organisés à Aubigny -sur-Nère et à Vailly-sur-Sauldre.

Des atouts pour l'avenir

Un troisième Contrat régional de Pays

Le 3^{ème} Contrat régional du Pays Sancerre-Sologne devrait ouvrir, pour les quatre ans à venir, une boîte à outils de mesures nécessaires pour stabiliser la population, face notamment à la propension naturelle des forces vives à ne pas faire un retour au pays à l'issue d'une formation. Dans le contrat en préparation, qui décline en douze chapitres les actions envisagées, figurent à ce titre « la formation et le développement économique », ainsi que « les services à la population » qui sont des préalables à cette problématique. Plus généralement, le contrat s'appuie également sur les qualités intrinsèques du territoire, que ce soit en matière d'environnement, de tourisme vert ou de qualité de la vie qui sont la contrepartie positive à l'enclavement de cet espace rural.

Création d'une nouvelle antenne du CFA de l'industrie à Aubigny-sur-Nère



Aubigny-sur-Nère

La création d'une nouvelle antenne du CFA de l'industrie (CFAI) à Aubigny-sur-Nère, offre une première réponse à la thématique formation. Ce CFAI, qui pourra accueillir une quarantaine de jeunes par an, préparera au baccalauréat professionnel de technicien supérieur. L'adéquation entre le tissu industriel et cette formation est d'autant plus nécessaire que, sur le bassin d'emploi, 15 domaines professionnels sur 21 concernent des demandes supérieures à l'offre de main d'œuvre. Ce sera le seul établissement de ce niveau éducatif après la fermeture du lycée d'enseignement général et technique agricole de Vailly-sur-Sauldre.

La Maison de l'emploi, une structure pour la dynamique collective

Aubigny-sur-Nère devrait inaugurer également en fin d'année la première Maison de l'emploi du département. Cette structure doit permettre de fédérer tous les acteurs de l'insertion et de l'emploi (Pôle emploi, Mission locale, permanences des chambres consulaires) et être un outil d'intégration aux besoins spécifiques du territoire dans les domaines des services à la personne ou du tourisme notamment. D'autres mesures sont envisagées comme la création de Maisons de services publics ou de Maisons de santé pluridisciplinaires pour mieux répartir sur le territoire les offres de proximité. Citons encore le projet de mener une nouvelle Opération de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC) dont l'objectif est de dynamiser l'économie locale en favorisant le développement et la modernisation des petites entreprises indépendantes commerciales, artisanales et de services. La précédente ORAC (1999-2008) avait touché 239 entreprises et permis le maintien de 530 emplois et la création de près de 400 emplois.

Une filière bois à exploiter

La zone d'emploi est installée sur un patrimoine forestier riche et sous-exploité, tant en Sologne que dans le Pays-Fort où la superficie boisée est estimée à 62 000 ha. Une charte forestière de territoire est en cours d'élaboration avec le Pays de Vierzon pour valoriser cette ressource tant du point de vue touristique que de la mise en place d'une filière bois dont le développement du bois énergie. Malgré ce gisement important de matière première sylvestre, la zone d'emploi est plus exportatrice que tournée vers l'industrie de la transformation du bois, ce qui laisse supposer un potentiel important, notamment avec le développement

du matériau bois dans la construction.

Le Centre de création céramique de La Borne sort de terre



La tradition potière de La Borne, réactivée depuis la moitié du 20^{ème} siècle par l'arrivée d'artistes céramistes, va être valorisée par l'ouverture, en 2010, d'un nouveau Centre de création céramique. La notoriété du village a largement dépassé nos frontières avec l'installation d'artistes étrangers. En plus d'être un outil au service des potiers, la nouvelle structure va permettre une meilleure promotion de cet art en direction du grand public et des enfants, notamment via l'organisation de classes vertes.

Environnement et tourisme vert : une cible



Si « labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France », selon Sully, le grand ministre d'Henri IV riche de grandes propriétés en ce Haut-Berry, environnement et tourisme vert pourraient permettre de plagier la formule. Sans revenir sur la qualité des paysages, ce territoire recèle une biodiversité depuis la grande faune de Sologne jusqu'aux nombreuses espèces d'insectes du Pays Fort. Dans ce contexte, quatre secteurs sont inscrits dans le réseau Natura 2000 : la Sologne, le Val de Loire, le massif forestier et rivières du Pays Fort et les coteaux calcaires du Sancerrois. En tout, 46 espaces naturels remarquables, représen-

tant près de la moitié du territoire, sont recensés. Une étude est également en cours pour un projet de Parc Naturel Régional Berry-Nivernais incluant une partie du Pays Sancerre-Sologne dont la faisabilité doit être lancée au second semestre de cette année. Toutes ces structures induisent une attractivité et une prise en compte par les amateurs de tourisme vert. La Loire à Vélo commence à tracer sa route et devrait ouvrir dans sa configuration définitive en 2011 ; le tourisme fluvial sur le canal latéral à la Loire fait partie du même cercle des déplacements touristiques doux qui devraient être valorisés. D'autant que la capacité d'accueil est jugée satisfaisante. Alors, sans doute manque-t-il une cohésion entre les différents acteurs du tourisme face à une offre très diffuse sur le territoire et dont les sites principaux n'enregistrent que de modestes affluences, les plus grandes fréquentations étant enregistrées dans les plus petites communes (musée de la sorcellerie à Blancafort et centre de la céramique à Henrichemont).



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Saint-Amand-Montrond

Forum territorial du lundi 29 juin 2009



Présentation générale de la zone d'emploi de St Amand-Montrond

Ce territoire rural souffre d'une certaine dévitalisation mais défend la valorisation du cadre de vie et semble avoir enrayé sa baisse démographique malgré un contexte économique incertain.

Aux confins du Berry et du Bourbonnais, la zone d'emploi de Saint-Amand-Montrond, située au centre de l'hexagone, est un territoire rural à la charnière entre deux Régions à vocation complémentaire, le Boischaut au sud, zone de bocage et d'élevage, et la champagne berrichonne au nord, où l'on cultive les céréales. Elle bénéficie de bonnes infrastructures routières avec l'autoroute A71 Paris Clermont, mais dispose également de liaisons avec Bourges, Montluçon (N144 et D943) et Châteauneuf (D925). Saint Amand, construite dans une cuvette naturelle à la confluence de la Marmande et du Cher, est également desservie par la ligne SNCF Paris Montluçon et vient d'être récemment équipée d'une boucle de fibre optique de 13 km destinée aux administrations et aux zones d'activité.

On note une intense occupation romaine dans la région, comme en témoignent les ruines de Drevant, mais l'origine de la cité de St Amand est plus tardive et remonte sans doute au VII^e siècle. Au XVI^e siècle, son château accueille Sully puis le prince de Condé, avant d'être détruit en 1760. La capitale du Boischaut, qui compte 6.000 habitants à la veille de la Révolution, se développe avec l'arrivée du canal du Berry en 1830 puis du chemin de fer en 1860. Des industries familiales (imprimeries, distilleries)

voient le jour. En 1888, la ville accueille son premier bijoutier, patron d'une entreprise parisienne, qui sera à l'origine du travail de l'or à St Amand. Après la deuxième guerre mondiale, la ville deviendra le 3^e pôle français de fabrication de bijoux, spécialisé dans la maille creuse. En difficulté ces dernières années, ce secteur emploie encore une centaine de salariés et se réoriente vers des fabrications plus haut de gamme, grâce aux efforts engagés dans le cadre du pôle d'excellence rurale créé il y a trois ans. Un pôle luxe, qui pourrait s'élargir à la maroquinerie et à la confection, est même en gestation.

Un bon niveau de services

Mais St Amand est néanmoins restée à l'écart des courants de la grande industrie, qui se concentre dans l'agglomération avec quelques noms connus, Bussièrès et Clerc pour l'imprimerie, les ateliers d'Orval (réparation de wagon) ou Smurfit Socar (papier). Ce tissu reste fragile, car positionné sur des secteurs à très forte concurrence. Dans la zone d'emploi où le taux de chômage des jeunes reste élevé, l'agriculture occupe 12% des actifs. Elle est surtout orientée vers l'élevage de bovins pour la viande. L'éducation, le social et la santé ont un poids prépondérant avec 32% des emplois. Le centre hospitalier de St Amand, qui comprend une maternité, une clinique chirurgicale et un centre de radiologie, est le premier employeur local avec environ 600 emplois.

Outre ce pôle santé, cette région bénéficie globalement d'un bon niveau de services. Le maillage commercial est

relativement attractif et équilibré, du fait de l'éloignement de villes plus importantes comme Bourges ou Montluçon. Les équipements culturels sont nombreux: un cinéma d'art et d'essai à St Amand, une salle de spectacles à la cité de l'or, les Bains douches pour la chanson, deux piscines couvertes dont Balneor qui vient d'ouvrir, et de multiples installations sportives, dont le récent parcours d'eau vive de Châteauneuf pour la pratique du canoë kayak et le nouvel hippodrome de la Celle Condé sur le site du pôle de l'âne et du cheval.

C'est peut-être ce qui explique l'arrêt de la baisse démographique continue constatée depuis 1975 dans cette zone. St Amand a même vu sa population retrouver son niveau d'il y a vingt ans (12.600 habitants) après avoir perdu un millier d'habitants dans les années 90.

Malgré un contexte économique incertain, cette région dispose aussi d'attraits touristiques - châteaux, églises et abbayes, jardins, plans d'eau, festivals comme à Noirlac, labellisé il y a peu centre culturel de rencontre - et peut miser sur la valorisation du cadre de vie et le renforcement des services à la population pour forger son avenir.

Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	48 170	2 519 567
Evolution 1999-2006	- 0,01 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	1,9 %	////
Superficie (km ²)	1 921	39 151
Densité (habitants/km ²)	25,1	64,4
Nombre de communes	83	1 842
Nombre d'emplois total (2007)	15 735	997 840
Nombre d'emplois salariés (2007)	13 246	910 167
Taux de chômage (1T 2009)	8,4 %	7,8 %

Sources :
Population : Insee, RP 2006
Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

La zone d'emploi est bien irriguée par l'autoroute A71, mais aussi par la N144 vers Bourges et Clermont, la D943 vers Montluçon et la D925 vers Châteauroux.

La commune de St Amand Montrond est desservie par une ligne ferroviaire à voie unique reliant Bourges à Montluçon. La gare située sur la commune d'Orval est donc dénommée St Amand Montrond-Orval désignant ainsi les deux communes desservies. La desserte TER de cette ligne comporte 9 allers-retours quotidiens en semaine en provenance ou à destination de Montluçon, Bourges ou Vierzon. Elle est complétée par 1 aller-retour par autocar Bourges - St Amand dont la fréquentation s'élève à 11 900 voyages en 2008 contre 10 400 en 2007. Le trafic sur cette ligne (train+car) reste en progression, même s'il le fait plus modestement que la moyenne du TER Centre (+ 5% de 2005 à 2008) et a dépassé les 3,8 millions de voyageurs.km par an (somme du nombre de kms effectués par chaque voyageur)

La gare de St Amand a fait récemment l'objet d'une opération d'aménagement .

Cette gare fait partie du réseau des 33 gares rendues accessibles aux personnes à mobilité réduite.



8 cantons composent la zone d'emploi de St Amand-Montrond qui compte 48 170 habitants.

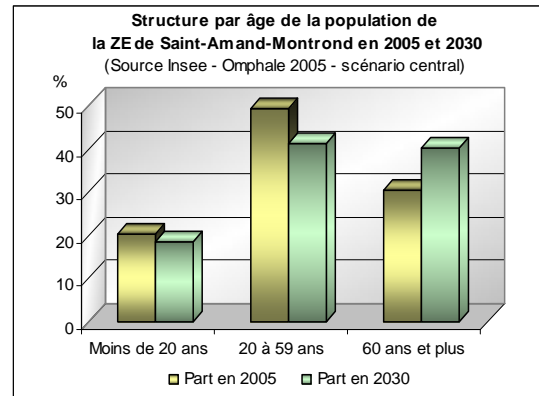
Canton	Population
Charenton-du-Cher	3 969
Châteaumeillant	5 409
Châteauneuf-sur-Cher	4 544
Dun-sur-Auron	6 199

Canton	Population
Le Châtelet	2 722
Lignières	4 147
Saint-Amand-Montrond	17 671
Saulzais-le-Potier	3 509

la zone d'emploi en 2005, contre 0,9 sur la région. La population est donc sensiblement plus âgée que la population de l'ensemble de la région.

En 2030, si la fécondité par âge se maintient à son niveau estimé en 2005, si la mortalité baisse, et ce au même rythme qu'en France métropolitaine, enfin, si les profils migratoires observés entre 1990 et 2005 par département ne subissent pas de changement majeur sur la pério-

de de projection, la population diminuerait de -5 % entre 2005 et 2030 sur la zone, soit un taux annuel moyen de -0,2 %. L'indice de vieillesse de la population de la zone serait de 2,3 contre 1,5 en région.



Revenus

2006	Zone d'emploi	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	15 080 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des ménages (part en %)		
Revenus salariaux	52,1 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	34,4 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	8,6 %	6,4 %
Autres revenus	4,9 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	47,0 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Le revenu fiscal médian par unité de consommation des ménages de la zone d'emploi de Saint-Amand-Montrond s'établit pour l'année 2006 à 15 080 €, soit 1 951 € de moins que celui de la région Centre (écart de -11 %). En d'autres termes, la moitié des habitants de la zone vit dans un ménage qui déclare un revenu supérieur à 15 080 €. Parallèlement, la part des ménages non imposés, est de 47 %, taux largement supérieur au taux régional. Ces indicateurs montrent de façon nette la faiblesse des

revenus sur la zone d'emploi, comparativement à la région Centre.

La structure des revenus présente une part plus importante des revenus des pensions et retraites (34,4 %) en comparaison de la région (26,3 %). L'écart inverse s'observe sur la part des salaires. Les revenus des professions non salariées ont un poids non négligeable, 8,6 %, du fait d'un tissu économique où les très petites entreprises sont bien représentées (agriculture, artisanat).

Équipements et services à la population

Des équipements et services courants abondants, mais fragiles

Les résidents des communes de la zone d'emploi de Saint-Amand bénéficient de la présence d'un tissu de commerces de première nécessité et de services publics courants relativement dense au regard de la forte dispersion de la population liée au caractère rural de la zone. La situation de ces services de proximité est cependant fragile. On a par exemple une restriction des horaires d'ouverture des bureaux de poste. La population des gérants de petits commerces est relativement âgée, posant la question des reprises de ces entreprises.

Des secteurs en déficit de professionnels de la santé

Les professionnels de la santé tendent à se concentrer à Saint-Amand. Au total, la densité médicale apparaît proche des standards des territoires ruraux de la région Centre, c'est-à-dire assez faible, avec des perspectives d'évolution qui posent problème. Quel-

ques cantons sont fortement sous dotés en infirmiers libéraux. D'autre part, plus de la moitié des résidents de la zone ne trouvent pas de médecin généraliste dans leur commune de résidence.

Une zone globalement bien pourvue dans l'aide aux publics fragiles

Si la densité médicale est très inégale, les secteurs de la

santé et du social sont en revanche correctement pourvus en infrastructures. On recense 3 hôpitaux, ainsi qu'une clinique de plus de 50 salariés, déployant globalement une capacité de 873 lits, dont 612 dédiés aux soins de longue durée qui rayonne au-delà de la zone d'emploi. Le réseau de maisons de retraites apparaît très dense (16 centres d'hé-

bergement). Cette densité d'équipements est bien proportionnée à la population de la zone de plus de 75 ans. La zone d'emploi possède aussi une forte capacité d'accueil et de services dédiés aux adultes et enfants handicapés.

Le secteur de la petite enfance est présent de façon inégale sur la zone d'emploi, avec une concentration sur St Amand.

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangeries	50	30	40	67	84,7	9,9	7,1
Epicerie, supérettes	23	19	25,3	50,1	66,3	4,6	3,2
La Poste	28	28	37,3	68,9	77,7	5,6	2,6
Banques, caisses d'épargne	26	10	13,3	42,9	66,6	5,2	5,5
Médecins omnipraticiens	44	12	16	46,4	77,1	8,7	8,7
Pharmacies	23	13	17,3	51,5	74,2	4,6	3,6
Police, gendarmeries	8	8	10,7	38,7	47,5	1,6	0,8
Hébergements pour les personnes âgées	16	12	16	44,8	60,6	3,2	1,7
Cinéma	2	2	2,7	24,1	28,4	0,4	0,2
Équipements sportifs	239	57	68,7	///	///	49,6	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

Une animation culturelle de qualité

En matière de loisirs culturels, les habitants de la zone, résidents éloignés des pôles urbains, ont globalement un accès assez difficile aux équipements classiques tels que les cinémas (1 cinéma à Saint-Amand-Montrond). Néan-

moins, l'animation culturelle (concerts, spectacles) atteint un niveau élevé sur la zone d'emploi, comme l'illustre le rayonnement des *Bains Douches* à Lignièrès, « scène de musiques actuelles à la campagne ». La salle de spectacles du complexe *La Cité de l'Or* se distingue par sa capacité d'ac-

cueil (capacité maximale de 457 places).

Des équipements sportifs peu courants

Les équipements sportifs sont présents avec une densité supérieure à la moyenne régionale. Quelques installations se distinguent : centre hippique

de La Celle-Condé accueillant des compétitions de cross renommées, base nautique d'eaux vives de compétition à Châteauneuf-sur-Cher. L'équipement en piscines s'est récemment étoffé avec la mise en service du centre aqualudique *Balnear* à Saint-Amand-Montrond.

Déplacements domicile-travail des salariés

Plus de la moitié des déplacements domicile-travail avec la zone d'emploi de Bourges

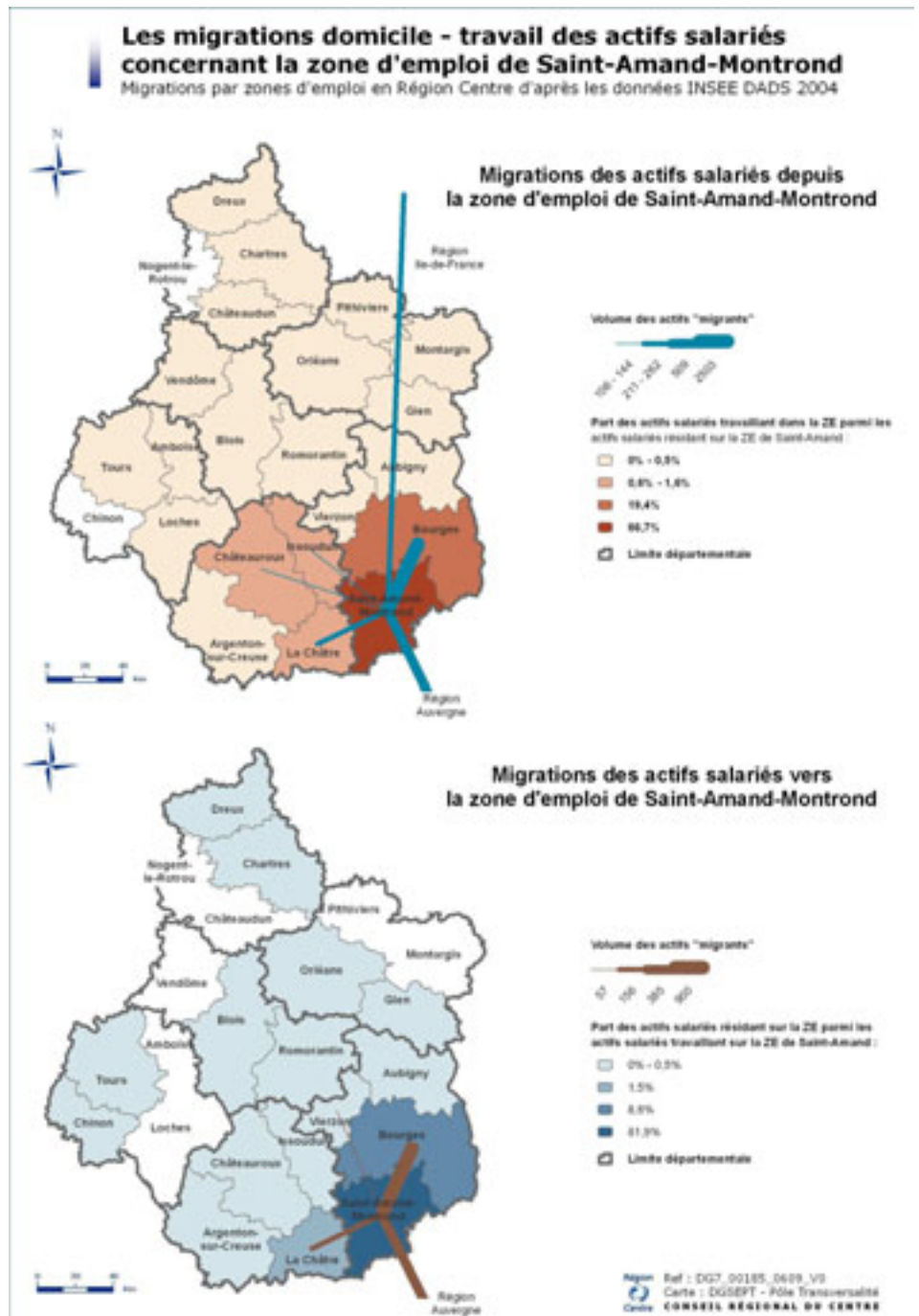
En 2004, 4 409 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi de Saint-Amand-Montrond et les autres zones d'emploi de la région Centre et 1 788 ont lieu entre la zone de Saint-Amand-Montrond et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : la zone d'emploi de **Bourges** (3 404 entrées et sorties soit 55 % du total des déplacements). Des flux, de moindre ampleur, sont également observés avec **l'Auvergne** (894 entrées et sorties), la zone d'emploi de **La Châtre** (367), **l'Île-de-France** (262), et les zones d'emploi d'**Issoudun** (187) et **Châteauroux** (134).

La zone est marquée par un déséquilibre des migrations domicile-travail : les sorties d'actifs salariés sont 2 fois plus nombreuses que les entrées (- 2 396). Le déficit s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la zone d'emploi de Bourges (on compte près de 3 fois plus de sorties vers Bourges que d'entrées). Les échanges sont également déficitaires avec l'Île-de-France et l'Auvergne.

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Saint-Amand-Montrond, plus de 33 % travaillent hors de cette zone (4 297 personnes) : ils occupent majoritairement un emploi situé dans la zone d'emploi de **Bourges** (2 503 soit 19 % des salariés résidents). On observe aussi des mobilités en direction de l'Auvergne (509 soit 4 % des salariés résidents), l'Île-de-France (262 soit 2 % des salariés résidents), et des zones d'emploi de La Châtre (211), Issoudun (144) et Châteauroux (106).

Plus de 18 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident principalement dans la zone d'emploi de Bourges (900 soit 9 % des salariés



travaillant dans la zone), l'Auvergne (385 soit 4 % des salariés) et la zone

d'emploi de La Châtre (156 soit 1 % des salariés).

La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Au début du 17^{ème} siècle, le Duc de Sully devient propriétaire terrien dans le Berry et prend différentes initiatives, en particulier l'assainissement de St Amand et la création de briqueteries et d'autres petites industries. Au 18^{ème}, c'est le Duc de Charost qui modernise l'agriculture : amendement des terres, amélioration de la race ovine, culture du chanvre pour les draps. Il crée et agrandit les hauts fourneaux à Champagne et à Meillant. L'ouverture du canal de Berry dans les années 1830, et la présence des mines de fer à Dun, favorisent l'industrie métallurgique et mécanique. La ligne de chemin de fer est

ouverte en 1860. C'est dans cette période que plusieurs manufactures de porcelaine s'ouvrent dans la vallée du Cher, à Noirlac notamment. Mais à la fin du 19^{ème} siècle, le territoire subit la concurrence des industries anglaises, et ses forges ferment les unes après les autres. Les forges de Bigny font exception car elles sont à la pointe de l'innovation et se spécialisent dans les fils de fer pour ponts suspendus et pour la télégraphie électrique.

En 1832, Pierre Destenay, un entrepreneur parisien, vient s'installer à St Amand. Il est à l'origine du développement des

industries graphiques dans le Cher, sa première entreprise d'imprimerie étant devenue la société la Bussière. En 1850, il est suivi par Fernand Daniel qui fonde l'imprimerie Clerc. Aujourd'hui, la Bussière emploie 330 personnes sur deux sites et fabrique plus de 100 millions de livres par an, tandis que Clerc (90 salariés), fabrique des bandes dessinées, de beaux livres et des albums.

En 1888, c'est à nouveau un bijoutier parisien, Charles Moricaud, qui choisit St Amand pour y installer un atelier de bijouterie, en amenant avec lui ses meilleurs ouvriers parisiens qui

vont former les ouvriers recrutés sur place. Un véritable pôle va alors se créer, attirant d'autres fabricants de bijoux. Le pôle de l'or a connu son apogée entre 1945 et 1975, et concentre une dizaine d'ateliers qui emploient environ 150 personnes.

Sur la zone on recense des activités liées à la mécanique et au travail des métaux (ateliers d'Orval pour le transport ferroviaire, Sofoc dans les pièces de quincaillerie, Swisslog dans les équipements de manutention), au papier-carton (Smurfit Kappa et Franche), le travail du bois, l'agencement de magasins, l'agroalimentaire...

La zone d'emploi de Saint-Amand-Montrond se caractérise par une prédominance de la sphère résidentielle

Dans la zone, l'économie résidentielle - qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux - représente 40 % des effectifs salariés de la zone d'emploi. Ce pourcentage est légèrement supérieur à la moyenne régionale (+ 1 point). Deux secteurs contribuent à cette surreprésentation : la **construction** qui emploie 9,5 % des effectifs contre 7,4 % en région, et le **commerce de détail** (avec Champion) qui représente 8,2 % des effectifs contre 7,4 % en région.

Avec 34 % des effectifs salariés, la zone de Saint-Amand-Montrond se distingue également par une part importante de la fonction publique, beaucoup plus élevée que la moyenne régionale (+10 points). Un secteur est nettement surreprésenté : **la santé et l'action sociale**. Les effectifs se répartissent entre sphère publique et sphère résidentielle - puisqu'ils représentent 26 % des effectifs salariés de la zone d'emploi contre 13 % en région Centre. Ceci s'explique principalement par l'implantation des Centres hospitaliers de Saint-Amand-Montrond, de Chezal-Benoît et de Dun-sur-Auron, de l'Association Parents Enfants Inadaptés, de la clinique des Grainetières et de l'Etablissements d'Héber-

gement pour Personnes Agées Dépendantes de Chateaufort.

Avec respectivement 10,7 % et 6,5 % des effectifs, **l'administration** et **l'éducation** ont également un poids important dans la zone, du fait principalement de la présence de la mairie de Saint-Amand-Montrond et des lycées Jean Moulin et Jean Gueneno.

Dans une industrie faiblement représentée, cinq activités spécifiques

La proportion d'emplois dans la sphère productive - activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - est inférieure dans la zone d'emploi de Saint-Amand-Montrond à celle de la région (respectivement 26 % et 37 %). L'industrie occupe propor-

tionnellement moins d'emplois dans la zone. Cependant, quatre secteurs sont nettement surreprésentés : **l'édition, l'imprimerie et la reproduction** avec les imprimeries Bussière et Clerc SAS; **l'industrie du bois et du papier** avec Smurfit Kappa France, établissement spécialisé dans la fabrication d'emballages cartonnés; **la construction ferroviaire** avec les Ateliers d'Orval, spécialisés dans la fabrication et la réparation de wagons industriels et **l'industrie de l'habillement et du cuir**. Ils occupent ainsi 10 % des emplois dans la zone contre 3 % dans la région.

Avec 1,3 % des effectifs salariés, **les industries des équipements du foyer** ont un poids comparable à celui de la région. La bonne présence de ce secteur est liée à la forte implantation de la bijouterie et de la joaillerie dans l'agglomération de Saint-Amand-Montrond (« cité de l'or ») qui emploie plus d'une centaine de salariés.

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	2 038	19,4	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	290	2,8	2,5
<i>Biens de consommation</i>	706	6,7	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	264	2,5	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	679	6,4	9,0
<i>Energie</i>	99	0,9	1,5
Construction	1 000	9,5	7,4
Commerce	1 468	13,9	13,5
Services	6 026	57,2	57,0
<i>dont Transports</i>	165	1,6	4,7
<i>Activités financières</i>	192	1,8	3,0
<i>Activités immobilières</i>	82	0,8	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	554	5,3	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	487	4,6	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	3 417	32,4	20,2
<i>Administration</i>	1 129	10,7	11,8
Ensemble	10 532	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	10 532	100	100
Sphère productive	2 759	26,2	37,1
Sphère résidentielle	4 205	39,9	38,9
Fonction publique	3 568	33,9	24,1

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi Saint-Amand-Montrond (2006 actualisée)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
CENTRE HOSPITALIER SAINT AMAND MONTROND	500 à 749 salariés	Santé, action sociale
COMMUNE DE SAINT AMAND MONTROND	250 à 499 salariés	Administration publique
BUSSIÈRE	200 à 249 salariés	Édition, imprimerie, reproduction
SMURFIT KAPPA FRANCE SAS	200 à 249 salariés	Industries du bois et du papier
CENTRE HOSPITALIER GEORGE SAND - UNITE DE SOINS LONGUE DUREE (CHEZAL-BENOIT)	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
CENTRE HOSPITALIER GEORGE SAND (CHEZAL-BENOIT)	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
CENTRE HOSPITALIER GEORGE SAND - UNITE DE SOINS LONGUE DUREE (DUN-SUR-AURON)	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
CENTRE HOSPITALIER GEORGE SAND (DUN-SUR-AURON)	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
CENTRE HOSPITALIER GEORGE SAND - ACCUEIL FAMILIAL THERAPEUTIQUE (DUN-SUR-AURON)	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
ASSOCIATION DE PARENTS D'ENFANTS INADAPTES - L'ARTISANERIE	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
CSF - CHAMPION	100 à 149 salariés	Commerce de détail, réparations
BUSSIÈRE	50 à 99 salariés	Édition, imprimerie, reproduction
CLINIQUE DES GRAINETIERES	50 à 99 salariés	Santé, action sociale
EHPAD DE CHATEAUMEILLANT	50 à 99 salariés	Santé, action sociale
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE JEAN MOULIN	50 à 99 salariés	Éducation
ATELIERS D'ORVAL	50 à 99 salariés	Construction ferroviaire
CLERC SAS	50 à 99 salariés	Édition, imprimerie, reproduction
ASSOCIATION DE PARENTS D'ENFANTS INADAPTES - ETABLISSEMENT ET SERVICE D'AIDE PAR LE TRAVAIL VERNET INDUSTRIEL	50 à 99 salariés	Santé, action sociale
LYCEE PROFESSIONNEL JEAN GUEHENNO	50 à 99 salariés	Éducation

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Près de 2 000 établissements implantés dans la zone de Saint-Amand-Montrond en 2006

Fin 2006, la zone de Saint-Amand-Montrond compte 1 975 établissements, soit 1,8 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements est légèrement moins importante dans les services, au profit de la construction et de l'industrie. Elle est en revanche comparable dans le secteur du commerce.

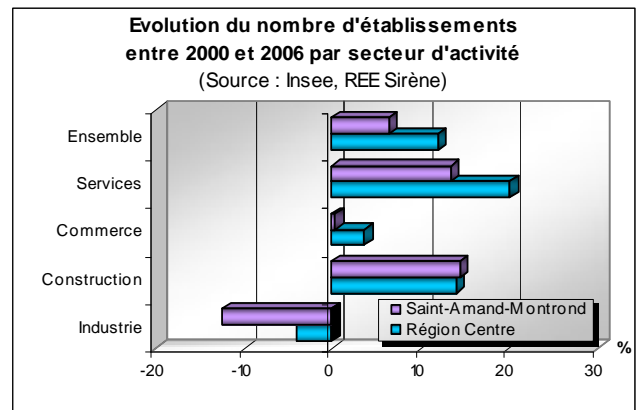
L'une des plus faibles croissances du stock d'établissements de la région

Dans l'ensemble, le stock d'établissements s'est accru de seule-

ment 6,4 % entre 2000 et 2006 (contre 12 % en région), soit la plus faible hausse après les zones d'emploi d'Issoudun, Argenton et Vierzon.

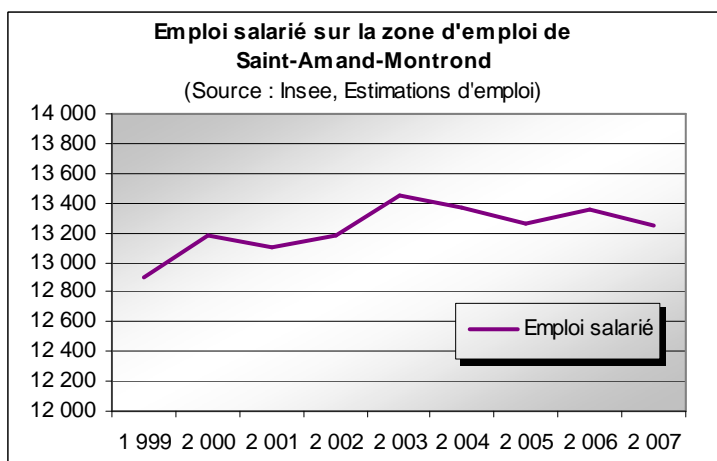
Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements importantes dans le secteur industriel (- 12,4 % contre - 4,1 % pour la Région Centre).

C'est dans le secteur de la construction que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 14,5 % (+ 14,1 % en région Centre). Le secteur des services a également connu une croissance importante (+ 13,4 % contre + 20,1 % en région).



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Depuis 2004, baisse de l'emploi dans les services et forte croissance dans la construction

Entre décembre 1999 et décembre 2007, l'évolution de l'emploi salarié se décompose en trois périodes :

1) 2000 : forte croissance des effectifs salariés (+ 2,2 %);

2) 2001 - 2003 : croissance plus faible (+ 0,7 % par an); ce ralentissement est lié au net fléchissement des créa-

tions d'emplois dans les services ;

3) 2004 - 2007 : baisse de l'emploi salarié (- 0,4 % par an), générée principalement par les pertes d'emplois dans les services.

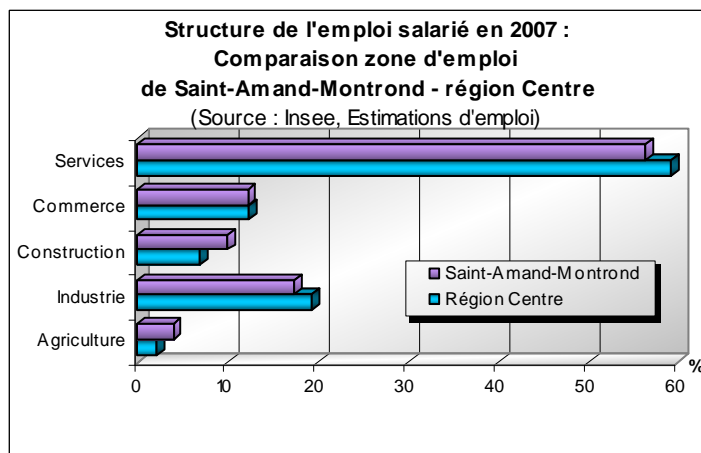
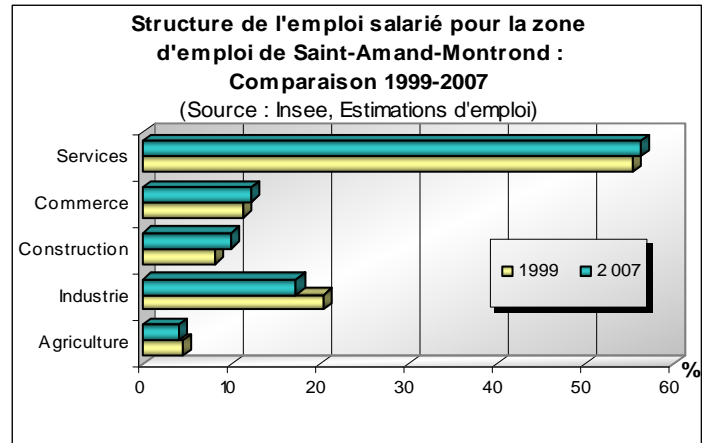
Cette période 2000 - 2007 se caractérise par des pertes d'emplois dans l'industrie et l'agriculture. Ces disparitions concernent des secteurs industriels comme "l'habillement et le cuir", "l'imprimerie", et la

"bijouterie". Depuis l'année 2004, les pertes d'emplois dans les services touchent principalement les secteurs non marchands. En revanche, la construction crée de nombreux emplois, surtout de 2004 à 2007. Le commerce accroît aussi ses effectifs. Mais son rythme de croissance s'est fortement ralenti depuis 2002. Il a subi des variations annuelles très fortes et contrastées de 2004 à 2007.

En raison du déclin de l'emploi de 2000 à 2007, l'agriculture et l'industrie voient leur importance dans l'emploi salarié

diminuer respectivement de 0,6 point et 3 points. Cette réduction se fait au bénéfice du commerce et, surtout, de la construction. La présence des services s'est renforcée jusqu'en 2004. Mais depuis 2005, elle décline du fait des disparitions d'emplois.

En 2007, les deux secteurs caractéristiques de la zone sont l'agriculture et la construction : ils occupent respectivement 4 % et 10 % des salariés dans la zone et, seulement, 2 % et 7 % dans la région. Les services en emploient 56 %.



La baisse des effectifs salariés s'accroît en 2008, d'après les données de l'URSSAF.

Des créations d'emplois dans les établissements privés de 10 salariés ou plus en 2005 et 2006

Comme l'ensemble des emplois salariés, les effectifs diminuent dans les établissements privés de 10 salariés ou plus en 2004 : la différence entre les entrées et sorties de salariés (solde) annonce une diminution de 142 actifs. En revanche, en 2005, les effectifs se mettent à aug-

menter dans ces établissements de plus de 10 salariés (+ 37); cette croissance se poursuit en 2006 (+ 89).

En 2006, les créations se situent dans le "commerce" et dans des services comme les "transports", les "services opérationnels" ou les "hôtels et restaurants". En revanche, les pertes d'emplois touchent des industries comme "l'édition, imprimerie, reproduction" ou les "industries du bois et du papier".

Chômage

Une aggravation du chômage pour les hommes de 50 ans ou plus

Entre décembre 2000 et décembre 2007, le taux de chômage sur la zone diminue. Sur cette période, l'évolution du chômage se décompose en deux principales phases :

* 2003-2004 : détérioration du marché du travail,

* Début 2006 à 2007, nette amélioration.

Cette évolution est plus favorable dans la zone de Saint-Amand-Montrond qu'en région. En effet, l'aggravation du chômage ne se produit qu'en 2003 et 2004 dans la zone et elle y est plus faible qu'ailleurs en région.

Elle concerne principalement les hommes de moins de 25 ans et ceux de 50 ans ou plus. Ces derniers ne rencontrent

pas de véritable diminution du chômage de 2005 à 2007. Le chômage de la zone se caractérise par une faible proportion d'adultes et une forte part des plus de 50 ans

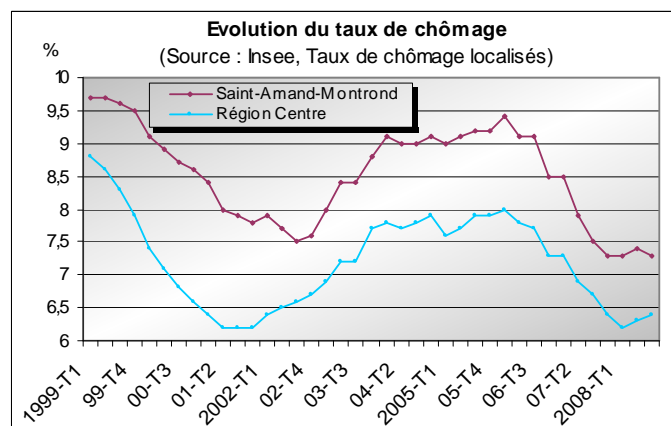
Commencée au premier trimestre 2008, l'aggravation du chômage concerne en premier lieu les jeunes et les hommes.

De faibles tensions sur le marché du travail

Bien qu'elles se soient accrues entre 2003 et 2007, les tensions restent faibles dans la zone.

Néanmoins, des difficultés peuvent apparaître pour les emplois qualifiés du travail des

métaux et de la mécanique et pour les métiers de l'alimentation.

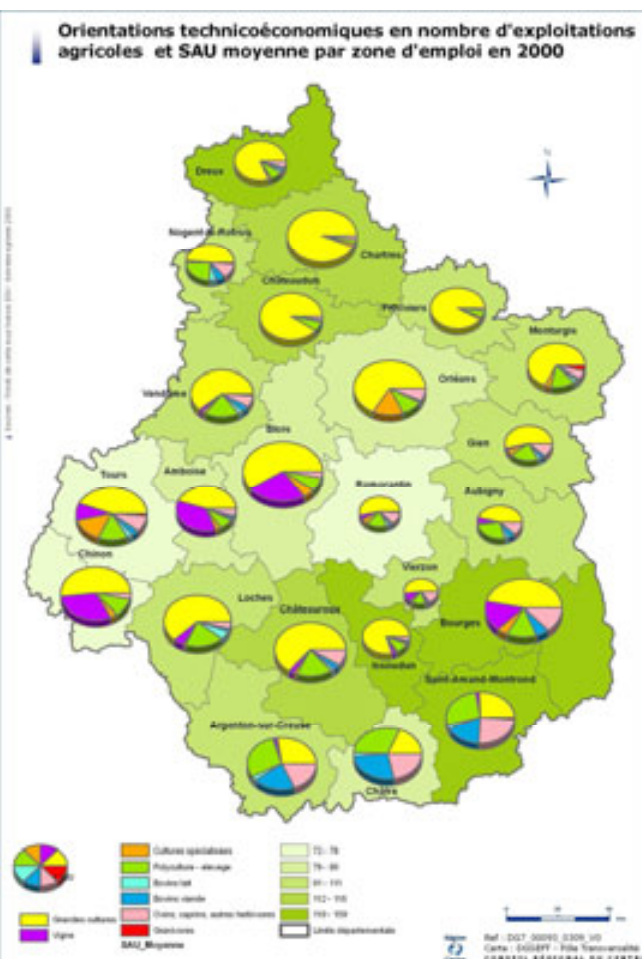


Agriculture

Elevage et forêt dominant

La zone d'emploi de Saint Amand est caractérisée par une forte dominante de l'élevage qui a depuis longtemps façonné les paysages bocagers du Sud Berry, à la limite du Bourbonnais. La production dominante reste l'élevage de bovins allaitant de race charolaise, essentiellement tourné vers la production de brouards destinée aujourd'hui à l'export vers l'Italie. L'activité est structurée sur la base d'organisations de producteurs mais surtout, et c'est une des particularités fortes de ce territoire, autour

des marchés aux bestiaux de Châteaumeillant et surtout Sannoins. Certaines exploitations ont également développé une activité d'engraissement dont la légitimité s'est renforcée depuis l'apparition de la Fièvre Catarrhale Ovine et les difficultés de commercialisation avec l'Italie. L'abattoir de Saint-Amand, seul site d'abattage de bovins du département du Cher, doit pouvoir trouver la base de sa confortation cette production, sous réserve de la mise en place d'une dynamique de l'ensemble des acteurs.



On peut noter également la présence d'un élevage ovin de qualité et d'un élevage laitier dont la collecte est essentiellement assurée par des entreprises extérieures à la zone. Le nombre d'ateliers ayant tendance à diminuer sur ces deux productions, les coûts de collecte deviennent de plus en plus importants. L'ensemble de ces productions est réalisé sur des exploitations de grande taille par rapport à la moyenne régionale (130 ha contre 106 ha au recensement de 2000), et l'emploi est essentiellement un emploi non salarié. La zone est également caractérisée par une production de volail-

le intégrée jusqu'à maintenant dans le groupe Doux. La fermeture de l'abattoir du Châtelet, appartenant à ce groupe, pose aujourd'hui question sur l'avenir de cette filière sur le territoire. On trouve également une petite production viticole de qualité sur la zone de Châteaumeillant. Enfin, la production sylvicole et le sciage sont également des activités importantes du territoire, avec des forêts de grande qualité, essentiellement plantées en chêne destiné à la production de merrains et de bois d'œuvre.

Tourisme

La zone d'emploi se caractérise par la variété de son patrimoine architectural, religieux et naturel :

- * châteaux : Ainay-le-Vieil, Culan, Meillant ;
- * abbaye de Noirlac du XII^e siècle, centre culturel de rencontre accueillant du 5 au 19 juillet 2009 le festival : « Traversées - Rencontres

musicales » ;
* jardins : Drulon, Orsan.

Les nombreux massifs boisés entre Dun-sur-Auron et Saint-Amand-Montrond, de même que les Vallées du Cher et de l'Arnon et le Canal de Berry, agrémentent un paysage de transition entre le Bassin Parisien et le Massif Central : le point culminant du Centre se

situe au Magnoux (504 m), sur la commune de Préveranges, dans la zone d'emploi.

Cyclotourisme

Saint-Amand-Montrond est au croisement des 3 antennes du canal de Berry à Fontblisse, en direction de Bourges, de Montluçon et de Marseilles-les-Aubigny sur les bords de Loire. Les chemins de halage offrent

de très belles perspectives de développement de voies vertes cyclables vers l'Auvergne et la Bourgogne. Ces trois axes sont identifiés par le Schéma Régional Véloroutes et Voies Vertes et le Schéma National. Ces véloroutes auront de fait une notoriété nationale marquée par leur appellation « Canal de Berry » et « Saint-Jacques-de-Compostelle » à vélo.

Capacités d'hébergements

Hôtellerie : 13 hôtels dont 9 hôtels-restaurants (412 lits)

Hôtellerie de plein air : 13 campings (1 485 places)

Randonnée pédestre

Les circuits majeurs sont :

- ⇒ Le (GR 41) passant par Châteauneuf-sur-Cher, Saint-Amand-Montrond, puis rejoignant Culan en contournant Saulzais-le-Potier ;
- ⇒ Le (GR 654) entre Saint-Amand-Montrond et Le Châtelet ;
- ⇒ Le sentier de Grande Randonnée de Pays (GRP) et le «Saint-Amandois», entre

Lignièrès et Le Châtelet.

Sites touristiques

La zone comprend 24 sites touristiques.

Les fréquentations majeures ont été en 2007 :

1. Abbaye de Noirlac à Bruère-Allichamps : 30 795 visiteurs ;
2. Château d'Ainay-le-Vieil : 22 690 visiteurs ;
3. Château de Meillant : 17 137 visiteurs ;
4. Jardins du Prieuré Notre-Dame d'Orsan à Maison-nais : 16 396 visiteurs ;
5. Château de Culan : 11 291 visiteurs ;
6. Jardins artistiques de Drulon à Loye-sur-Arnon : 9 629 visiteurs ;
7. Cité de l'Or à Saint-Amand-Montrond : 6 295 visiteurs ;
8. Ecole du Grand Meaulnes à Epineuil-le-Fleuriel : 5 162 visiteurs ;
9. Site gallo-roman de Drevant : 4 500 visiteurs ;
10. Musée des Potiers au Châtelet-en-Berry : 3 376 visiteurs ;
11. Pôle du Cheval et de l'Ane à La Celle-Condé : 3 143 visiteurs.



Abbaye de Noirlac

Préparer l'avenir à travers la formation

1 161 lycéens répartis entre deux lycées : Jean Guéhenno et Jean Moulin

Lycée Professionnel Jean Guéhenno (454 élèves)

Actuellement, c'est la plus grosse structure de formation de la filière "art du bijou et du joyau" qui forme aux métiers de la bijouterie et de la joaillerie, dans les filières de la création, de la production et de la commercialisation.

Saint-Amand-Montrond fait partie des Villes et Métiers d'Art. L'histoire de l'or à Saint-Amand débute en 1888 lorsqu'un bijoutier parisien, précurseur de la décentralisation, décide d'y ouvrir son atelier.

Actuellement, 236 lycéens dont 75 % de filles se répartissent dans les formations allant du CAP au Brevet des Métiers d'Art et Diplôme des Métiers d'Art.

Les autres lycéens se spécialisent dans les filières de l'hôtellerie, du commerce vente, de la maintenance industrielle et de la maintenance de matériels de parcs et jardins.

Une plateforme d'échanges technologiques

Cette plateforme regroupe en partenariat cinq structures de

formation implantées dans le Cher, dont le lycée Jean Guéhenno. Elle vise à offrir un plateau technique mutualisé. Ces structures disposent des équipements technologiques et des ressources humaines leur permettant d'intervenir auprès d'entreprises dans le domaine de l'innovation et de la recherche, et d'engager des actions de transfert de technologie en matière de moulage, d'outillage rapide, et de prototypage rapide. **Dans cet ensemble, le Lycée Jean GUEHENNO est susceptible de répondre plus spécifiquement sur le prototypage en matière de recherche, de réalisation ou de formation.** Ces interventions peuvent entrer dans le programme de formation des étudiants et être intégrées dans la progression des apprentissages. Elles peuvent également prendre la forme d'interventions sur des recherches conduites avec les entreprises ou sous la forme d'actions de formation permettant aux entreprises d'améliorer leurs compétences dans l'utilisation de ces nouvelles technologies.

Lycée d'Enseignement Général Jean Moulin (707 élèves)

Le lycée Jean-Moulin à St-Amand-Montrond accueille les

élèves de seconde, première et terminale. Outre ces formations générales, il propose également une section européenne pour chacune de ses filières ainsi que le BTS Management des Unités Commerciales.

L'apprentissage

L'antenne du CFA agricole du Cher basée à Saint Amand Montrond propose des formations uniquement de niveau V dans les secteurs professionnels de la production animale et végétale ainsi que dans l'aménagement des travaux paysagers.

La formation dans le secteur sanitaire et social

25 places sont ouvertes à l'Institut de Formation d'Aide Soignant de Saint-Amand Montrond pour la préparation sur un an du diplôme d'Etat d'Aide soignant(e).

La formation professionnelle

Tous les visas Savoirs de base sont représentés pour un total de 414 visas sur l'ensemble de l'année.

Sur le volet de l'insertion professionnelle, le Conseil Régional finance sur le bassin des actions de découverte des métiers en lien avec l'entretien

du patrimoine et les métiers de proximité. Soixante-sept places sont ainsi proposées.

Sur le volet qualifiant, la mention complémentaire « Aide à domicile » sera proposée à partir de la rentrée 2009.

Des atouts pour l'avenir

Treize kilomètres de fibre optique pour irriguer Saint-Amand

Une boucle de fibre optique de 13 kilomètres a été créée sur le secteur de Saint-Amand-Montrond Orval, à partir de la sortie de l'autoroute A71. Elle permettra de raccorder au très haut débit les établissements d'éducation, les administrations, l'hôpital, et les zones d'activité, ce qui constitue un atout supplémentaire pour l'implantation de nouvelles entreprises dans la zone.

Un pôle luxe dans le sud du Cher

Le pôle de l'or, créé en 2006, a permis aux industriels de l'or de développer de nouvelles technologies et de nouveaux savoir-faire (fonte à la cire perdue) pour s'attaquer à des marchés plus haut de gamme. La réflexion qui avait été engagée à cette occasion s'est élargie à la création d'un pôle du luxe qui s'étendrait aux secteurs de la maroquinerie, de la confection ou des arts de la table. Il pourrait notamment permettre des démarches coordonnées dans le domaine de la communication, des relations avec les donneurs d'ordres ou de la formation. Le but est aussi d'attirer de nouvelles entreprises.



Or Fonte à cire Perdue

Un lycée spécialisé dans la bijouterie

Le lycée professionnel Jean Guéhenno est l'un des rares lycées français spécialisés dans la bijouterie joaillerie. Il propose un large éventail de formations allant du CAP au diplôme des métiers d'arts. Situé au cœur d'un territoire qui valorise la production bijoutière et les métiers d'art, il accueille plus de 200 élèves au sein de cette filière, venus de toute la France. Des réflexions s'engagent sur la création d'une licence professionnelle.

La nouvelle zone d'activité pour accueillir les entreprises

Vingt et un hectares sont en cours d'aménagement sur la zone des Carmes à Saint-Amand pour accueillir de nouvelles entreprises. Les deux tiers de la surface auront une vocation industrielle, tandis que le tiers restant sera la prolongation d'un village d'entreprises lié au luxe.

Un nouveau centre aquatique

Saint Amand est doté depuis quelques mois d'un centre aquatique avec une piscine intérieure et extérieure, et un espace forme. Il se situe juste à côté de la cité de l'or, à proximité du nouvel espace Aurore, ensemble de salles qui permettront d'accueillir des réceptions.

Une cure de jouvence pour les Bains Douches

Les Bains Douches, l'une des rares structures de musiques actuelles en milieu rural, vont subir un profond lifting qui les contraindra à vivre hors les murs jusqu'en janvier 2011. La salle sera rénovée pour pouvoir accueillir du public debout, les espaces de travail et de création et les loges seront agrandis, l'accueil du public repensé. D'ici la réouverture, les spectacles seront accueillis dans des salles des environs, à la ferme ou sous chapiteau et le festival, l'Air du Temps, aura lieu comme à l'accoutumée. Les Bains Douches, qui sont aussi pôle régional chanson, disposeront ainsi d'un outil plus performant pour assurer leurs missions en faveur de la chanson dans la zone.

Des rencontres culturelles à Noirlac

Labellisée Centre culturel de rencontres depuis 2008, cette abbaye cistercienne située à Bruère-Allichamps propose des rendez-vous culturels tout au long de l'année - expositions, conférences, spectacles, résidences. L'objectif est de faire vivre le monument en associant le patrimoine architectural aux pratiques artistiques. Avec François Bon, Noirlac a réinventé cette année les "futurs de

l'écrit", grâce à de nombreux ateliers qui ont mobilisé environ 350 habitants de la région. Quant au festival estival, il s'appelle désormais "Les traversées" (du 5 au 19 juillet) et espère diversifier son public en croisant les styles et les formes musicales.

Création théâtrale

Le théâtre de la Carrosserie Mesnier est un lieu de créations et de programmations artistiques éclectiques, contemporaines et militantes, d'artistes professionnels ou amateurs pour tous les publics.

Installé dans une ancienne carrosserie, le lieu possède une salle de spectacle de 100 places, une cour semi-couverte d'une verrière, une maison indépendante "la conciergerie", des chambres pour l'accueil de troupes en résidences artistiques, un atelier de fabrication de costumes et un bureau administratif. Cet espace convivial fait de la Carrosserie Mesnier un lieu de rencontres entre artistes, passionnés et spectateurs.

La troupe de comédiens amateurs appelée "les carrossiers" crée des spectacles chaque année. C'est une occasion d'aller vers un autre public lors d'une tournée dans le département mais aussi au-delà.

La Carrosserie Mesnier est aussi un lieu de formations théâtrales, annuelles ou ponctuelles, pour débutants et confirmés de tous âges (de 7 à 77 ans), animées par des professionnels.

Un stade d'eau vive à Château-neuf sur Cher

La ville vient de se doter d'un parcours naturel en eau vive sur le Cher d'environ 300 mètres et d'un parcours artificiel d'une centaine de mètres. Les installations de cette qualité sont rares, même au niveau national, et attirent déjà de nombreux clubs venus de loin! Elles devraient aussi dynamiser la pratique locale de sports d'eau vive, le canoë-kayak, mais aussi le raft, le tubing, l'air boat, ou tout simplement la nage (possibilité de location de matériel sur place).

Le marché au cadran de Châteaumeillant

Opérationnel depuis 1999, le marché au cadran, situé sur le site de l'ancienne gare, est un marché de vente aux bestiaux initié par un groupe d'éleveurs pour diversifier les modes de commercialisation des animaux et garantir la transparence des transactions, grâce à un système d'enchères anonymes. Il a lieu les lundis pour les bovins et un mardi sur deux pour les ovins. Son organisation et sa gestion sont assurées par une coopérative qui regroupe plusieurs centaines d'éleveurs locaux.

L'âne et le cheval en pole position

Le pôle de l'âne et du cheval, labellisé pôle d'excellence rurale, a été créé il y a près de dix ans à La Celle Condé à l'initiative du Conseil général du Cher. Depuis cette date, il n'a cessé de grandir, au-delà de sa mission première, à savoir la conservation de l'âne "grand noir du Berry". Le site possède un stade équestre qui accueille de nombreuses manifestations et compétitions. Il est maintenant doté d'un hippodrome de 45 hectares inauguré en 2006, où sept réunions sont prévues cette année, dont une course PMU en novembre.

De nouveaux projets sont en cours: l'installation d'un village d'une cinquantaine de roulottes prévu en 2010 et un musée de l'âne. Le pôle de l'âne et du cheval devrait aussi voir l'installation d'un centre d'entraînement pour trotteurs d'une quarantaine de box avec une piste dédiée pour accueillir des professionnels à l'année. A terme, il pourrait participer à des actions de formation professionnelle autour des métiers du cheval.



L'âne « Grand Noir du Berry »



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Vierzon

Forum territorial du lundi 30 mars 2009



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	48 045	2 519 567
Evolution 1999-2006	-0,21 %	0,46 %
Poids dans la région	1,91 %	////
Superficie (km ²)	785,5	39 150,9
Densité (habitants/km ²)	61,16	64,43
Nombre de communes	26	1 842
Effectifs salariés	12 986	808 491
Taux de chômage (1T 2009)	10,3 %	7,8 %

Sources :
 Population : Insee, RP 2006
 Effectifs salariés : Insee, CLAP
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Présentation générale de la zone d'emploi de Vierzon

Au Nord-ouest du département du Cher, la zone d'emploi de Vierzon fait le lien entre trois régions naturelles que sont la Sologne, la Champagne berrichonne et la Vallée du Cher. Elle bénéficie d'une position privilégiée au cœur d'un carrefour de communication avec les autoroutes A71, A20 et A85, et les lignes ferroviaires Paris-Toulouse et Nantes-Lyon.

La zone d'emploi compte environ 48 000 habitants, dont 29 000 sont domiciliés sur Vierzon.

Station préhistorique, oppidum Gallo-romain, point de défense à l'entrée ouest du Berry, Vierzon a souffert de la guerre de cent ans, subi les guerres de religion, traversé la révolution française sans trop de secousses, puis elle a vu émerger une forte capacité industrielle. Lors de la dernière guerre mondiale, elle fut coupée en deux par la ligne de démarcation et les bombardements de 1944 se sont soldés par des destructions massives.

Au cœur d'un pays d'agriculture, d'élevage et de forêts, Vierzon a vécu du commerce et de l'artisanat presque jusqu'à la fin de l'ancien régime. C'est à la veille de la Révolution que l'industrie a fait une irruption décisive.

Les ressources du sous-sol, riche de minerai de fer et d'argile, de même que la forêt et la rivière, combustible et force motrice, expliquent ce développement industriel.

C'est en 1779 que le Comte

d'Artois décide la création d'une forge qui fabriquera des outils agricoles, puis des armes.

A partir de 1816, ce sont les industries de la céramique, puis du verre et du grès qui prennent leur essor. La dernière grande industrie est celle du machinisme agricole avec en particulier la Société Française du Matériel Agricole et Industriel qui rend Vierzon célèbre dans toutes les campagnes françaises.

Vierzon bénéficie alors d'infrastructures importantes, avec le canal de Berry et le chemin de fer, en particulier le dépôt qui concentre jusqu'à 90 locomotives au début du 20^{ème} siècle. Elle développe ainsi, avec le lycée Henri Brisson, un lycée technique reconnu dans la France entière.

A partir des années 70, la ville est confrontée aux restructurations industrielles et de défense. Un grand nombre d'emplois industriels disparaissent et le territoire voit sa population baisser avec en particulier un fort exode des jeunes actifs.

Cet exode et ces difficultés économiques vont se stabiliser dans les années 2000, et si le taux de chômage du bassin d'emploi reste de deux points supérieur à la moyenne régionale et donc un des plus forts de la région Centre, on observe un rattrapage du secteur des services et de la construction, et certaines tensions dans les domaines d'industries traditionnelles.



© Olivier JOUIN, Conseil régional

La crise actuelle frappe encore lourdement les industries locales avec des restructurations et des pertes d'emplois chez les sous-traitants de la mécanique. Dans ces années de mutations, le renforcement de la capacité d'innovation, s'appuyant sur les savoir-faire traditionnels mais ouvrant vers de nouveaux marchés comme le handicap, les céramiques techniques avancées, est un pari partagé par les collectivités locales. La hausse du niveau d'éducation et de formation reste une priorité, en prenant mieux en compte les besoins et les opportunités de l'agriculture, du tourisme, du transport, de la logistique et des services à la personne.

Vierzon est aujourd'hui la troisième agglomération du Berry. L'attractivité de la zone d'emploi, dont l'image de ville industrielle est particulièrement forte, doit pouvoir mieux bénéficier des atouts d'un cadre naturel remarquable. En cohérence, la question du logement, en particulier du logement social et de l'accès à la propriété est un enjeu majeur. Avec un tissu associatif dense et des équipements sportifs et culturels diversifiés, la zone d'emploi bénéficie d'atouts importants.

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

La navigation marchande sur le canal de Berry n'est plus qu'un souvenir, mais Vierzon est desservie par un réseau de voies de communications modernes exceptionnel avec trois axes autoroutiers : l'A20 (Orléans - Limoges), l'A71 (Orléans - Clermont-Ferrand) et l'A85 (Vierzon - Tours).

L'idée d'une autoroute complémentaire vers Auxerre et Dijon qui fait parfois figure de serpent de mer, n'est pas non plus abandonnée.

Notons qu'une part minoritaire de ces flux s'arrête sur le bassin d'activité Vierzon-Bourges. L'ouverture de l'A85, l'électrification de la ligne SNCF Tours-Vierzon, (et en perspective Bourges-Saincaize) et en toile de fond le projet de plate-forme de ferroutage « port sec » (vaste plate-forme logistique connectée par les réseaux routiers et ferroviaires aux ports de la façade atlantique), en appui de l'espace « Berry logistique » ouvrent une perspective de captage de flux économiques.

Côté rail, la ville est située à la croisée des axes ferroviaires Paris-Orléans-Limoges-Toulouse et Nantes - Lyon. L'atout n'est pas mince, même si le projet POLT (ligne TGV Pendulaire Paris - Toulouse) a été abandonné et s'il faut veiller à maintenir la fréquence des dessertes.

Technologie de l'Information et de la Communication

Une ombre au chapitre des communications : la desserte à haut débit reste problématique avec des zones blanches en milieu rural et des quartiers de Vierzon éloignés des répartiteurs téléphoniques. Dans le même temps, la mise en œuvre d'une boucle optique va permettre la desserte en haut débit des zones industrielles.

Brinay
 Cerbois
 Chery
 Dampierre en Graçay
 Foëcy
 Grenouilly
 Graçay

Lazenay
 Limeux
 Lury sur Arnon
 Massay
 Mereau
 Mery sur cher
 Nançay

Neuville sur Barangeon
 Nohant en Graçay
 Preuilly
 Quincy
 Saint Georges sur la Prée
 Saint Hilaire de Court
 Saint Laurent

Saint Oustrille
 Thenieux
 Vierzon
 Vignoux sur Barangeon
 Vouzeron



© Olivier JOUIN, Conseil Régional

Les principales infrastructures situées sur la zone d'emploi de Vierzon



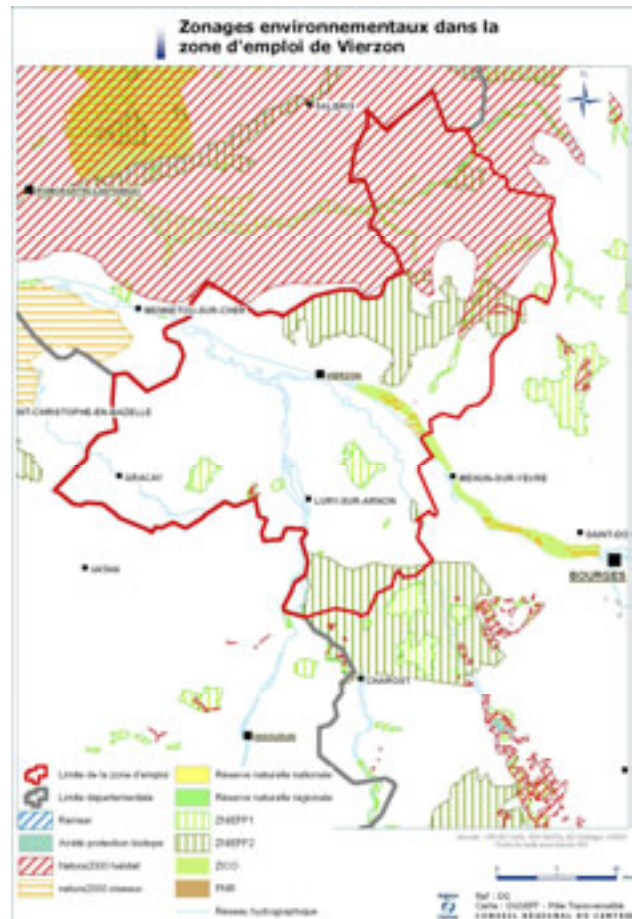
26 communes composent la zone d'emploi de Vierzon

Patrimoine naturel

La zone d'emploi de Vierzon se situe au cœur de la Vallée du Cher, avec au Nord la Sologne et au Sud la Champagne Berrichonne.

Elle bénéficie d'espaces naturels reconnus à travers Natura 2000, plusieurs ZNIEFF et une ZICO (Zone d'importance pour la conservation des oiseaux).

Différents sites sont gérés par le Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Région Centre., notamment le site de l'Île Marie au cœur de Vierzon, support de nombreuses animations chaque année.



Population



Avec une population totale de 48 045 habitants en 2006, la zone d'emploi de Vierzon se situe autour du principal pôle urbain qui regroupe 59 % des habitants de la zone (soit 28 147 habitants).

La zone n'échappe pas à la tendance des zones du sud de la région centre. Pour partie, le recul démographique s'explique par des mouvements naturels défavorables. Les décès sont en effet plus nombreux que les naissances. Cela est contraire à la situation généralement observée en milieu urbain mais résulte de ce que la population est relativement âgée.

Cependant le facteur le plus pénalisant pour l'évolution démographique est le fort déficit des flux migratoires. Avec des arrivées particulièrement peu nombreuses, la zone d'emploi de Vierzon connaît des départs supérieurs aux arrivées mais ils sont malgré

tout de faible ampleur.

Depuis 1999, la population de la région Centre progresse pour atteindre au 1er janvier 2006 près de 2 519 567 personnes. Cela représente un taux de croissance annuel moyen de + 0,46 % sur la période, soit un rythme supérieur à celui de la période intercensitaire 1990 - 1999.

La zone d'emploi de Vierzon enregistre la plus faible évolution de la région avec une diminution moyenne chaque année de - 0,21 % entre 1990 et 2006. Depuis 1999, la baisse perdure mais à un rythme plus faible puisqu'elle était de - 0,61 % entre 1990 et 1999. La zone d'emploi de Vierzon, quelle que soit la période, enregistre des déficits naturel et migratoire négatifs, même si ce dernier se résorbe à partir de 1999.

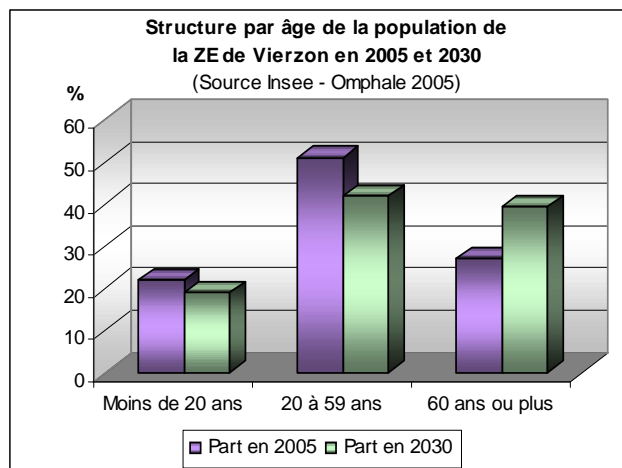
En 2030, si la fécondité se maintient à son niveau estimé en 2005, si la mortalité baisse

et ce, au même rythme qu'en France métropolitaine, enfin si les profils migratoires observés entre 1990 et 2005 ne subissent pas de changements majeurs sur la période de projection (scénario central), la région compterait environ 2 652 000 habitants, soit une progression annuelle moyenne de 0,25 % entre 2005 et 2030.

Comme par le passé, la zone d'emploi de Vierzon perdrait, entre 2005 et 2030, - 0,57 % de sa population en moyenne

chaque année et connaîtrait un impact négatif des migrations sur son évolution démographique.

La part des moins de 20 ans dans la zone d'emploi tomberait, à l'horizon 2030, à 19 % (contre 22 % en 2005), alors que celle des 60 ans et plus atteindrait plus de 39,3 % (27 % en 2005). Quant aux 20-59 ans, qui constituent la réserve de main d'œuvre, leur part dans la population totale passerait de 51 % en 2005 à 42 % en 2030.



Revenus

2006	Zone d'emploi de Vierzon	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	15 515 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	56,9 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	32,7 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	6,1 %	6,4 %
Autres revenus	4,5 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	43,8 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

En 2006, le revenu fiscal médian de la zone d'emploi de Vierzon s'établit à 15 515 euros (contre 17 031 euros pour le Centre). Autrement dit, la moitié des habitants de la zone d'emploi appartiennent à un ménage qui déclare un revenu (par unité de consommation) supérieur à 15 515 euros.

La structure des revenus déclarés est marquée par la **prépondérance des retraités** dans la

zone. La part des pensions et retraites dans l'ensemble des revenus est ainsi de 33 %, contre 26 % pour la région.

Conjuguée à une part des ménages fiscaux non imposés importante (43,8 % contre seulement 37,2 % pour la région), cette part des pensions conduit à un revenu fiscal médian de la zone inférieur à celui de la région.

Équipements et services à la population

Plus des deux tiers des habitants de la zone d'emploi de Vierzon disposent des services à la personne de base (épiceries, Poste et banques) dans leur propre commune.

Bien qu'en baisse le réseau des commerces de proximité et des boulangeries reste présent.

Vierzon, deuxième pôle commercial du département, remplit son rôle de ville centre, soutenu par Graçay, avec un tissu commercial spécialisé, des super et hypermarchés. Si pour certaines spécialités une évocation commerciale vers Bourges s'observe (sports, loisirs), l'an dernier plus de 47.000 mètres carrés de sur-

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée	% de la population à plus de 15 mn de l'équipement
Épiceries, supérettes	14	7	26,9	74,8	0
La Poste	14	10	38,5	82,2	0
Banques, caisses d'épargne	22	5	19,2	70,1	0
Médecins	39	10	38,5	81,3	0
Pharmacies	20	8	30,8	81,7	0
Écoles maternelles	12	3	11,5	67,1	0
Écoles élémentaires	36	23	88,5	98,6	0
Police, gendarmeries	5	4	15,4	65,8	0
Hébergements pour personnes âgées	6	4	15,4	67,3	0
Garde enfants d'âge préscolaire	1	1	3,8	58,6	11,3
Cinéma	1	1	3,8	58,6	///
Équipements sportifs	199	23	88,5	///	///

Sources : INSEE, BPE 2007-RP 2006, Inra UMR1041 CESAER, Distancier Odomatrix— Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

faces commerciales ont été autorisés, donnant naissance à des espaces de vente dans les secteurs culturel, du bricolage ou du jardinage, par exemple.

Vierzon offre les services de base : un multiplexe, une médiathèque, un conservatoire, une piscine, un dojo, un hôpital avec 145 lits de court séjour

(le premier employeur de la ville), une sous-préfecture, un tribunal d'instance. Vierzon dispose aussi d'un centre de Congrès qui a accueilli en 2008 46 850 visiteurs lors de réunions professionnelles et manifestations publiques.

Vierzon concentre aussi 90% du logement social du pays de Vierzon.

Plus de 80 % de la population résident dans une commune disposant d'un médecin et d'une pharmacie.

Par ailleurs, la zone de Vierzon possède un niveau d'équipements sportifs particulièrement élevé.

Déplacements domicile-travail des salariés

Les échanges avec la zone d'emploi de Vierzon se font principalement avec les zones de Bourges, Romorantin et Issoudun.

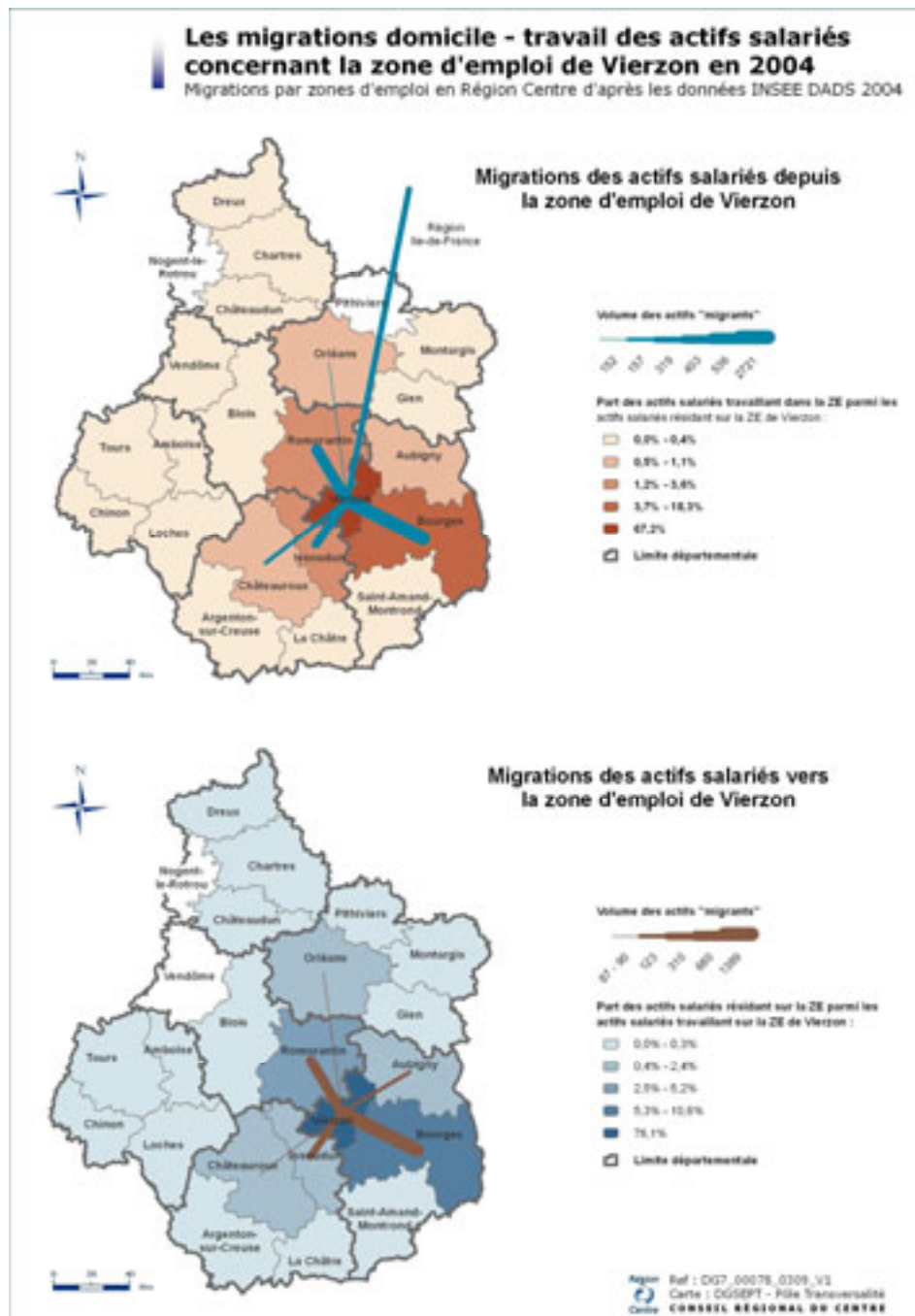
8 018 personnes sortent ou entrent dans la zone pour travailler. Ces mouvements se décomposent en 4 874 sorties et en 3 144 entrées. Ils sont légèrement déséquilibrés car les entrées ne représentent que près des deux tiers des sorties.

Cette situation concerne principalement les échanges avec les deux zones d'emplois voisines de la vallée du Cher : Bourges (- 1 332) et Romorantin (- 144). Nous remarquons également que le solde est négatif dans les échanges quotidiens avec les autres régions (- 286).

67,2 % des salariés résidant dans la zone d'emploi de Vierzon travaillent au sein même de la zone d'emploi. Moins d'un tiers des salariés travaillent à l'extérieur de la zone d'emploi, 18,3 % ont un emploi dans la zone de Bourges.

24 % des emplois de la zone de Vierzon sont occupés par des actifs salariés non résidents. Ces actifs proviennent essentiellement de la zone de Bourges.

Au sein de la zone d'emploi, l'organisation territoriale de l'emploi s'effectue massivement autour de la commune de Vierzon qui constitue, de ce point de vue, un pôle structurant le territoire. Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi, 38,2 % travaillent et résident dans la commune de Vierzon.



La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

La zone d'emploi de Vierzon est marquée par la vocation industrielle précoce de sa ville centre. Vierzon, très tôt, a su valoriser un savoir-faire ancien du Berry : la sidérurgie. Cette activité monte en puissance à la fin du 18^e siècle quand le comte d'Artois, alors duc de Vierzon et futur Charles X, fait construire forge et fonderie sur les bords de l'Yèvre. Le canal du Berry, qui verra bientôt le jour, sera un atout non négligeable. Il permettra l'arrivée de la houille et l'expédition de produits finis. Mais dans la deuxième moitié du 19^e siècle, épuisement des gisements et concurrence anglaise sapent ce bel élan. Une reconversion s'impose. Déjà.

Elle viendra vite. L'industrie

mécanique prend le relais. La Société française de matériel agricole et industriel (SFMAI) en sera le fleuron. Créée en 1847 par le Vosgien Célestin Gérard, elle fabriquera batteuses, locomobiles et tracteurs. Ses quatre usines produiront jusqu'à 70% du matériel de battage utilisé en France entre 1920 et 1950 et fourniront les marchés étrangers. Le tracteur « Société française » est encore dans les mémoires.

En 1959, la société Case reprend la SFMAI qui voit son destin lui échapper. Sous la pression de la concurrence et du fait de la disparition de nombreuses petites exploitations agricoles qui achetaient ses tracteurs 25 CV, Case réoriente la production vers le matériel de Travaux publics

puis jette l'éponge au milieu des années 90. Les batteries Fulmen délocalisent elles aussi. Ainsi vint le temps des difficultés.

Si le bassin de Vierzon a perdu de sa splendeur industrielle, il compte toujours des champions : Pica Veolia, leader mondial des charbons actifs, Sperian Fall protection, leader européen de la sécurité du travail en hauteur, Calibracrier Ims Group, leader européen de la fabrication et de la distribution de barres d'acier techniques, pour ne citer qu'eux.

Vierzon s'ancre aussi dans un réseau industriel plus vaste. Ainsi 36 de ses industriels participent-ils au Pôle industriel Cœur de France pour échanger, participer à des actions communes.



Aujourd'hui, à lui seul, le pays des Cinq Rivières, dispose d'atouts : des terrains disponibles pour des implantations, 275 créations d'entreprises industrielles, artisanales ou de services enregistrées sur 3 ans, participation à 2 pôles de compétitivité (pôle céramique et Viaméca).

La céramique : des arts de la table à l'industrie des matériaux

Après le fer, l'autre richesse naturelle du Vierzonnais est l'argile. Elle fera naître une industrie du verre et de la porcelaine. Le verre a disparu dans les années cinquante.

La porcelaine traverse une crise. Elle reste présente notamment à Foëcy avec le groupe Deshoulières. Là, on ne peut pas ignorer le voisinage de Mehun-sur-Yèvre où la marque Pillivuyt, qui contribue à la renommée de la cité, fête actuellement ses 180 ans.

Si dans son application aux arts de la table, l'activité céramique connaît des moments difficiles, elle a aussi apporté des développements nouveaux et prometteurs dans les domaines de la céramique industrielle, du travail des

matériaux non ferreux, de l'émail.

Ce n'est pas pour rien que Vierzon est impliqué dans le pôle européen de la céramique et si la ville a accueilli à la fin de l'année dernière le séminaire MecaCeram. L'évolution technologique rapproche aujourd'hui les univers de la métallurgie et de la céramique.



Foëcy - Mehun : des destins proches

Foëcy, Mehun-sur-Yèvre. Les deux communes appartiennent à des zones d'emploi différentes : Vierzon pour la première, Bourges pour la seconde.

Pourtant elles sont liées par le voisinage et un destin industriel commun : céramique, d'abord, mécanique ensuite. Il y a sans doute lieu de prendre en compte cette particularité.

Une industrie dépendante de centres de décision extérieurs

Peu de grosses entreprises. Encore moins de grosses entreprises qui aient leur siège dans le bassin d'emploi. Un fort réseau de PME. Voici les caractéristiques d'un tissu industriel qui sait s'adapter et se montrer innovant, même si, dans un contexte de crise,

l'heure est difficile. La zone d'emploi de Vierzon doit faire avec une dépendance à des centres de décision extérieurs. Exemples : Bartin Recycling racheté par Véolia, Sipem fondu dans MCSA dont le siège se voit déplacé à Paris, Timken qui appartient à un groupe américain, Paulstra sous tutelle Hutchinson (groupe Total).

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Vierzon (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
COMMUNE DE VIERZON	500 à 749 salariés	Administration publique
SNCF	500 à 749 salariés	Transports
PAULSTRA SNC	250 à 499 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
TIMKEN FRANCE	250 à 499 salariés	Industries des équipements mécaniques
PARKER HANNIFIN FRANCE SAS	200 à 249 salariés	Industries des équipements mécaniques
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
CENTRE HOSPITALIER DE VIERZON	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
CENTRE HOSPITALIER DE VIERZON - EHPAD LA NOUE	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
CENTRE HOSPITALIER DE VIERZON - CTRE CURE MEDIC PERSONN AGES	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
CENTRE HOSPITALIER DE VIERZON - EHPAD	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
CENTRE HOSPITALIER DE VIERZON - EHPAD MAISON MEDICALE LA NOUE	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
CENTRE HOSPITALIER DE VIERZON - ETS FORMATION POLYVALENT	150 à 199 salariés	Éducation
COOP ATLANTIQUE - CARREFOUR	150 à 199 salariés	Commerce de détail, réparations
LYCEE NATIONALISE EDOUARD VAILLANT	150 à 199 salariés	Éducation
LYCEE POLYVALENT TECHNOLOGIQUE HENRI BRISSON	100 à 149 salariés	Éducation
BACOU DALLOZ VIERZON	100 à 149 salariés	Industrie textile
PEP 18 - ALTEA	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
PICA	100 à 149 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
PEP 18 - CENTRE AIDE PAR LE TRAVAIL	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
SOC INDUSTRIELLE DE PRECISION MECANIQUE	100 à 149 salariés	Métallurgie et transformation des métaux

source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Fin 2006, la zone d'emploi de Vierzon compte 2 000 établissements, soit près de 2 % des établissements implantés en région.

Ce nombre a augmenté de près de 4 % entre 2000 et 2006 (contre 12 % pour le Centre).

La zone d'emploi de Vierzon se distingue par un **fort secteur de la construction** (13,6 % des établissements) **et de l'industrie** (10,4%). Quant au secteur du tertiaire, il représente 54,2 % des établissements.

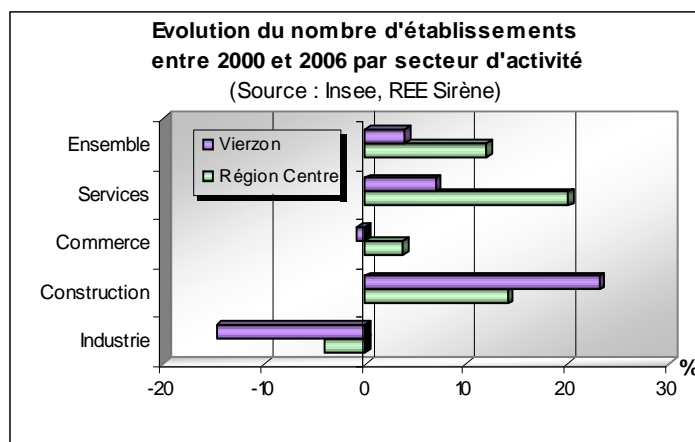
Entre 2000 et 2006, la

zone d'emploi de Vierzon a subi de très fortes pertes d'établissements industriels (- 15 % contre - 4% pour le Centre). On note également une légère diminution des établissements dans le commerce.

C'est dans le secteur de la construction que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 23 % (+ 14 % pour la région).

Le secteur des services a aussi vu son nombre d'établissements augmenter mais de manière très modérée (+ 7% contre + 20 % pour la région).

Evolution du nombre d'établissements entre 2000 et 2006 par secteur d'activité
(Source : Insee, REE Sirène)



Emploi

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Effectif salarié	% ZE	% région
Ensemble	12 986	100	100
Sphère productive	4 222	32,5	37,06
Sphère résidentielle	5 200	40,0	38,89
Fonction publique	3 564	27,4	24,06

Source : Insee, CLAP

4 emplois salariés sur 10 relèvent de la sphère résidentielle

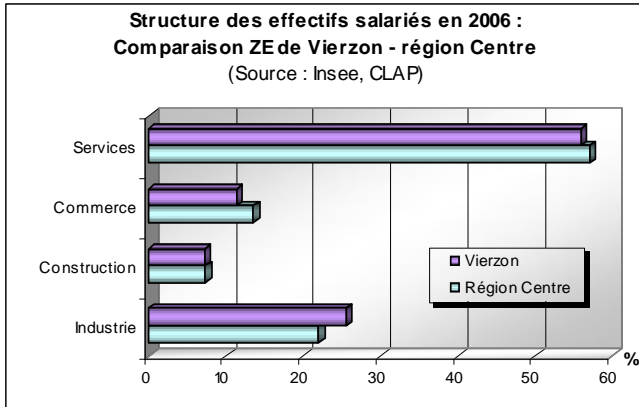
L'économie résidentielle—qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux—est une composante essentielle du tissu économique de la zone d'emploi de Vierzon.

La zone de Vierzon se ca-

ractérise par une proportion d'emplois dans le secteur résidentiel (40 %) et dans les services publics (27%) supérieure à celle de la région Centre. L'implantation du centre hospitalier (900 salariés) et la mairie de Vierzon (680 salariés), les deux plus gros employeurs du territoire, expliquent pour

partie la place du secteur résidentiel non marchand.

A l'inverse, la proportion d'établissements et d'emplois dans la sphère productive—activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire—est moins importante dans la zone d'emploi de Vierzon que dans la région Centre.



Entre 2000 et 2006, l'emploi salarié s'est accru de 0,4 % par an.

Les créations d'emplois dans la construction et dans les services aux particuliers, la santé et l'action sociale ont compensé les suppressions d'emplois dans l'industrie.

Ce sont surtout les industries des équipements mécaniques, des produits minéraux, la chimie, caoutchouc et matières plastiques qui ont perdu des emplois. En revanche, le nombre de salariés augmentait dans l'industrie des composants électriques et électroniques.

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	3 310	25,49	22,02
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	169	1,30	2,48
<i>Biens de consommation</i>	302	2,33	4,47
<i>Biens d'équipement</i>	1 075	8,28	4,55
<i>Biens intermédiaires</i>	1 683	12,96	9,03
<i>Énergie</i>	81	0,62	1,49
Construction	942	7,25	7,43
Commerce	1 477	11,37	13,54
Services	7 257	55,88	57,02
<i>dont Transports</i>	883	6,80	4,70
<i>Activités financières</i>	174	1,34	2,98
<i>Activités immobilières</i>	137	1,05	1,22
<i>Services aux entreprises</i>	619	4,77	11,03
<i>Services aux particuliers</i>	665	5,12	4,99
<i>Éducation, santé, action sociale</i>	3 458	26,63	20,25
<i>Administration</i>	1 321	10,17	11,85
Ensemble	12 986	100,00	100,00

Source : Insee, CLAP

Chômage

L'aggravation du chômage concerne surtout les hommes.

De 2000 à 2007, le taux de chômage de la zone de Vierzon reste supérieur à celui de la région mais l'écart se réduit. Cette tendance plus favorable concerne en premier lieu les femmes de 25 - 49 ans. En revanche, le chômage des hommes de moins de 25 ans et de 50 ans ou plus s'est accentué : il est très sensible à l'évolution de l'emploi industriel.

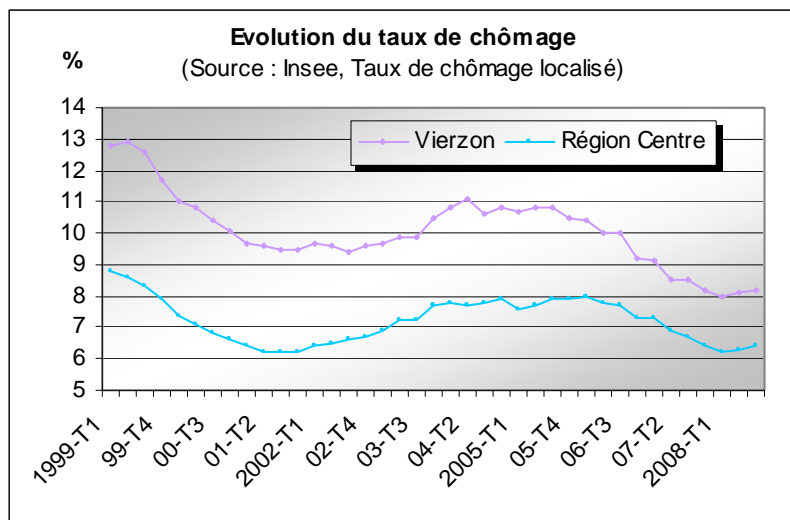
Dés la fin de l'année 2007, on observe une aggravation du chômage, qui s'accroît au deuxième trimestre 2008. Les jeunes et les hommes sont les principaux concernés.

Malgré le chômage des offres d'emplois restent difficiles à pourvoir.

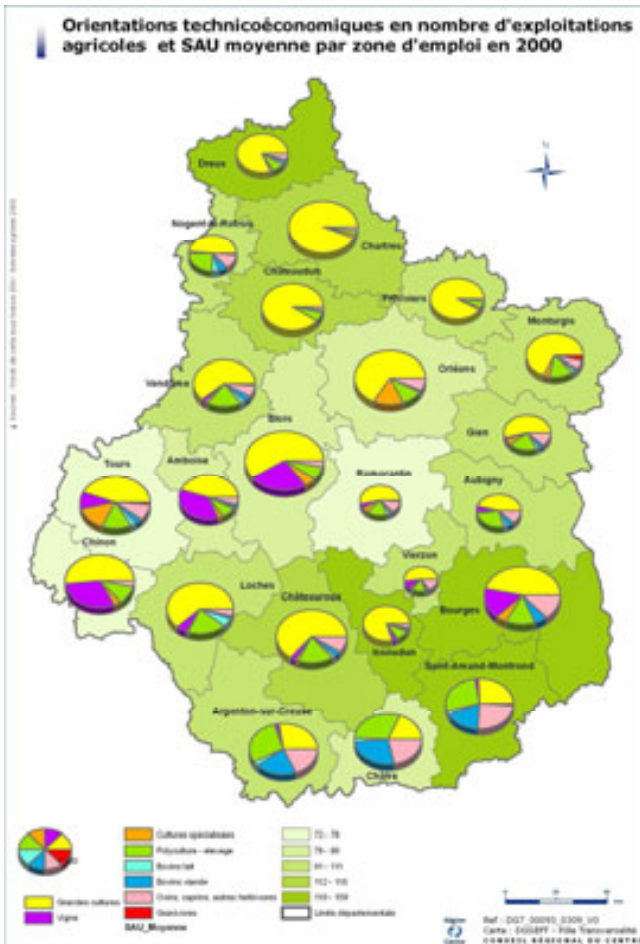
On recense plus d'offres que de demandes d'emploi dans les mé-

tiers d'ouvriers qualifiés du bâtiment, du travail des métaux, de la maintenance et de l'ameublement. Il en est de même pour les métiers de l'alimentation.

Le bassin d'emploi a bénéficié d'un Pacte Territorial pour l'Emploi et d'un plan de redynamisation de l'Emploi.



Agriculture



L'agriculture a ses pépites

Forêt solognote au nord, plaine céréalière au sud, le bassin de Vierzon offre deux paysages diamétralement opposés : d'un côté une activité forestière, des territoires de chasse et une économie qui fait bonne place aux espaces de détente et de loisirs, de l'autre une plaine berrichonne, plutôt tournée vers son centre de gravité, Bourges.

Les surfaces agricoles utiles sont plus petites que la moyenne régionale de 7 %.

L'agriculture du Vierzonnais trouve un supplément d'âme du côté de cinq Appellation d'Origine Protégée : deux productions locales, les vins de Quincy et de Reully, et pour la production de lait de chèvre, l'appartenance aux périmètres des Valençay et le Selles-sur-Cher et le Crottin de Chavignol.

La chambre d'agriculture travaille à un projet « Ambition

2020 » qui va dresser un état des lieux par filière et par territoire.

Une quinzaine d'exploitations de la CUMA de la Vallée d'Arnon se sont fédérées pour produire et commercialiser :

- * des semences produites sous serres : plantes potagères (choux-fleurs...)
- * des semences de plein champ : betteraves et carottes.

Leur objectif est d'atteindre le haut de gamme et de garantir une qualité irréprochable.

Une charte forestière est en cours d'élaboration.

Tourisme

La zone d'emploi de Vierzon souffre de l'image négative propre aux régions industrielles et minières, mais elle dispose aussi d'atouts objectifs : accessibilité, tendance au développement des séjours courts favorable aux zones de passage, forte notoriété de la Sologne, initiatives locales pour promouvoir le Berry.

Qui sait que la pratique équestre est particulièrement développée avec dix centres équestres et 9,26 équidés pour 1.000 habitants contre 8,23 pour 1.000 dans le reste de la région ? Évoquons aussi Nançay, son golf, ses sablés, sa station de radioas-

tronomie, le site de loisirs Aventure Parc et la galerie Capazza sans oublier le tourisme industriel avec le musée Laumonier de la locomotive à vapeur à Vierzon, le musée Deshoulières à Foëcy, le canal de Berry. Autres potentiels de développement, l'agro et l'oenotourisme : la villa Quincy en est un exemple.



2008	Nombre de visiteurs
Equipements touristiques	
Maison du Pays de Vierzon	46 850
dont boutique et le parcours autour des 5 sens	15 471
Villa Quincy	3 500
Sites touristiques et de loisirs	
« Aventure Parc » à Nançay »	12 000
« Ciel ouvert » à Nançay—station radioastronomie	8 625
Maison de l'eau à Neuvy-sur-Barangeon	5 787
Centre équestre de la Picardière à Vierzon : concours de dressage international	5 000
« Historimage » à Neuvy-sur-Barangeon	4 091
Golf de la Picardière à Vierzon	2 015

Source : Mémento 2007-2008 du Comité départemental de Tourisme du Cher pour le Pays de Vierzon

Des atouts pour l'avenir

Ciel ouvert - Observatoire de Nançay

La station de radioastronomie de Nançay est une unité de recherche rattachée à l'Observatoire de Paris. Elle est également associée au CNRS. Elle emploie une cinquantaine de personnes.

Sa mission principale est la recherche en astrophysique, mais l'Observatoire a aussi pour vocation la vulgarisation scientifique à travers son espace « Ciel ouvert ».

Le Pôle Handicap et Autonomie



Lancé en 2007, le Pôle Handicap Autonomie soutient l'innovation et accompagne les porteurs de projets de produits et de services. Il intervient, à l'échelle régionale, autour d'expériences pilotes. Les projets sont pour la plupart portés par des entreprises, en collaboration avec des laboratoires de recherche universitaires : conception d'une remorque adaptée au transport des fauteuils roulants, projets en lien avec les gérontotechnologies.

Un exemple en cours (la région y participe à travers un Cap R&D), le développement d'une remorque pour transporter un fauteuil roulant développé par la société Agil'Hand avec le concours du CRITT Z3T, du laboratoire AMCO de l'université d'Orléans, du lycée Henri-Brisson, du groupement d'employeur ALISE, etc.

Le CRITT Z3T

Pôle de compétence régionale dans l'ingénierie industrielle et

la génie des matériaux (en particulier la céramique et l'émail), ses missions sont les suivantes :

- ✕ Consulter et orienter les industriels dans leurs démarches d'innovation technologique
- ✕ Susciter et accompagner les projets de R&D et les partenariats technologiques
- ✕ Mettre à disposition des équipements pour réaliser des expertises, des prototypes
- ✕ Participer à la veille technologique

La plate-forme technologique « Proto-Centre »

Elle associe le lycée Henri Brisson, l'IUT de Bourges, le lycée professionnel Jean Guilhem de Saint Amand Montrond et le CRITT Z3T.

Trois types d'activités y sont développés :

- ✕ La fabrication rapide
- ✕ Le prototypage
- ✕ La numérisation 3D et bio conception

Une nouvelle zone d'activités pour accueillir les entreprises

Une étude récente a montré que la zone d'emploi devait proposer des espaces d'activités complémentaires. Le parc d'activité technologique de Sologne va ainsi être créé le long de la rocade Nord de Vierzon sur une surface de 80 hectares. Il devrait accueillir un hôtel et une pépinière d'entreprises et un espace d'innovation.

Pôles de compétitivité

Les réseaux sont aussi et sur-

tout ceux de l'innovation. Ainsi le tissu industriel vierzonnais est-il partie prenante dans deux pôles de compétitivité. Viaméca accompagne la mutation de l'industrie mécanique par la recherche et développement, l'éco-conception dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, de la machine-outil et des biens d'équipement.

Le pôle européen de la céramique s'intéresse aux arts de la table, mais aussi et surtout aux céramiques industrielles.

L'approche sensorielle

La maison de Pays a imaginé de faire découvrir les atouts du territoire à travers la sollicitation des 5 sens. Cette approche sensorielle, qui nourrit l'émotion, la compréhension et le souvenir ne concerne pas uniquement les produits du terroir, mais doit aussi guider la mise en valeur du patrimoine, du paysage et des intérêts culturels.

Centres équestres

Le vierzonnais est riche d'une dizaine de centres équestres, dont certains ont des activités originales:

- ✕ Le Centre équestre de la Bidauderie développe la méthode « Alexander » qui permet de mieux gérer le stress et tous les effets qui en découlent;
- ✕ Le Centre équestre de la Picardière est un des fleurons nationaux en matière de dressage. Il organise chaque année, en juillet, le championnat de France de cette discipline pour les jeunes.

Le canal de Berry à vélo, un outil de développement pour l'économie touristique.

Le canal de Berry constitue

l'un des itinéraires régionaux présentant un potentiel de développement très élevé, en particulier entre Tours et Bourges. Sur cette section d'une centaine de kilomètres la fréquentation attendue est de l'ordre de 763 000 passages et les retombées pour l'économie locale estimée à 26 000 euros /Km/an.

Le canal et son chemin de halage présentent de très nombreux atouts : la qualité paysagère du parcours fluvial, une offre touristique de grand intérêt, une très longue continuité en site propre idéale pour une pratique familiale sécurisée, une densité de population importante entre les agglomérations de Vierzon et Bourges et une très bonne desserte ferroviaire permettant un aller à vélo et un retour en train.



© Olivier JOURN, Conseil régional



Agenda 21 de la région Centre

Département d'Eure-et-Loir



Regard sur la zone d'emploi de Chartres

57



Regard sur la zone d'emploi de Châteaudun

69



Regard sur la zone d'emploi de Dreux

81



Regard sur la zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou

93



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Chartres

Forum territorial du mercredi 1^{er} juillet 2009

Présentation générale de la zone d'emploi de Chartres



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	199 633	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,38%	+ 0,46 %
Poids dans la région	7,9 %	///
Superficie (km ²)	2 114	39 151
Densité (habitants/km ²)	94,3	64,4
Nombre de communes	160	1 842
Nombre d'emplois total (2007)	79 707	997 840
Nombre d'emplois salariés (2007)	73 821	910 167
Taux de chômage (1T 2009)	6,5 %	7,8 %

Sources :
 Population : Insee, RP 2006
 Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

La zone d'emploi de Chartres s'étend sur un large quart Centre-Est de l'Eure-et-Loir, bordée par le Perche à l'Ouest et l'Île-de-France à l'Est. Ses paysages sont dominés par les vastes plaines céréalières de la Beauce, traversées par la vallée de l'Eure et de ses tâches de verdure. 199 000 habitants peuplent la zone d'emploi, dont une petite moitié (environ 87 000) réside sur l'agglomération chartreuse, le moteur économique du département. La zone d'emploi compte 160 communes, dont une grande majorité de moins de 500 habitants.

Chartres est situé à seulement 88 km de Paris, accessible par la route (A11 ou N10) ou par le rail. Grâce à la ligne TER Paris-Le Mans, une heure suffit pour rallier la gare Montparnasse. Une trentaine de départs sont programmés chaque jour, tandis que douze trains font quotidiennement la liaison avec le Mans, situé à 120 km. Orléans, la capitale régionale, est distante de 73 km (N154), mais pas accessible par voie ferroviaire. Toutefois, des élus se battent pour rouvrir cette ligne. Positionné à un carrefour géographique stratégique, Chartres jouit également de la proximité de l'aéroport d'Orly (trois quarts d'heure de route).

Bâtie sur un promontoire rocheux, au bord de l'Eure, la ville de Chartres trouve ses origines dans l'antiquité. A l'époque, elle s'appelait Autricum (le port de l'Eure). Elle était la capitale du peuple des Carnutes, à qui elle doit d'ailleurs son nom. Evangélisé à la chute de l'empire romain, Chartres fut le siège d'un vaste évêché dès la fin du 4^e siècle. En 876, alors que les Normands venaient de mettre à sac la ville, Charles-le-Chauve

fit don d'une relique. Le Voile de la Vierge fut à l'origine de nombreux pèlerinages, qui participèrent, avec les richesses de la Beauce, à la prospérité économique de la ville. En atteste la profusion d'églises, et surtout la Cathédrale, édiflée à partir de 1194, sur les ruines fumantes de la précédente ravagée par un incendie. De style gothique cette fois, elle fut achevée de reconstruire en 1260.

A cette époque, le mouvement religieux cohabitait avec un important mouvement intellectuel, illustré par l'Ecole de Chartres. Menacée durant les guerres de religions, la Cathédrale fut protégée par les bourgeois chartreux. Elle abrita en 1594 le sacre d'Henry IV, avant que son ancienne charpente ne brûle accidentellement en 1836. La couverture fut refaite en cuivre.

Aux 16^e et 17^e siècles, trois Chartrains se sont illustrés : les poètes Philippe Desportes et Mathurin Régnier, et le moraliste Pierre Nicole, tandis que la période révolutionnaire mit à l'honneur le général Marceau. Aujourd'hui, un lycée porte son nom tandis qu'une statue, érigée sur la place des Epars, lui rend hommage.

Au 19^e siècle, la ville profita des richesses agricoles pour se développer. Entré de plein pied dans la modernité, Chartres inaugura sa gare ferroviaire en 1849, son tramway en 1899 et créa, en 1909, l'un des premiers aérodromes de France. Plus de 3000 pilotes y furent formés durant la première guerre mondiale. La seconde, dévastatrice, causa de grandes pertes à la ville, avec la destruction de la porte Guillaume et des trésors de la bibliothèque municipale. Au

début de la guerre, le préfet d'Eure-et-Loir s'appelait Jean Moulin, figure héroïque de la résistance, mort en 1943.

Alors que Chartres n'était encore qu'un gros bourg à vocation rurale et un lieu d'échanges agricoles, la seconde partie du 20^e siècle, sous l'effet de la décentralisation industrielle, a marqué un important développement économique et démographique. 20 000 emplois ont été créés dans l'agglomération et la population chartreuse est passée de 27 000 à 42 000 habitants en quatre décennies. Progressivement, les liens avec l'agriculture se sont distendus. En 1961, le groupe pharmaceutique danois Novo Nordisk s'est installé à Chartres. Il est aujourd'hui le leader mondial du marché de l'insuline et emploie 630 personnes sur le site chartrain. Dans les années 70, des industriels parisiens ont délocalisé leur production sur Chartres. Notamment des parfumeurs. Aujourd'hui, l'industrie du parfum et de la cosmétique est un important pourvoyeur d'emplois, tout comme les secteurs de la sous-traitance automobile (Philips Eclairage, Maflow, Joucomatic) ou de la chimie et parachimie (Reckitt Benckiser). Quelques grandes entreprises (les assurances MMA, la société de téléphonie et sécurité Cinq sur Cinq) participent également à dynamiser l'économie locale. Enfin, l'activité touristique, suscitée par l'important patrimoine culturel chartreux, complète efficacement le maillage économique.



Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

La zone est traversée par l'autoroute A11, qui s'est substituée à la N10 et la N23 pour relier Paris et l'Ouest de la France. Si le doublement de la RN 154 est maintenant effectif sur le tronçon Chartres-Dreux, le grand contournement de la région parisienne nécessiterait un barreau complémentaire entre Chartres et les autoroutes A10 et A19, qui est actuellement à l'étude dans le cadre d'une concession. La route pour rejoindre la capitale régionale, Orléans, reste dangereuse.

Le bassin de Chartres est situé sur l'axe ferroviaire Paris-Chartres-Le Mans qui se poursuit ensuite en direction de la Bretagne, et bénéficie aussi de la ligne à voie unique Chartres-Courtalain (16 km à l'Ouest de Châteaudun). La desserte ferroviaire est assurée exclusivement par le TER. La gare de Chartres est desservie en semaine par environ 90 TER principalement en provenance ou à destination de Paris, mais aussi de Nogent le Rotrou, du Mans et de Courtalain. La desserte ferroviaire est complétée par une desserte par autocars TER vers Courtalain, Châteaudun et Tours ainsi que par autocars départementaux vers Dreux et Orléans. La desserte TER génère un trafic très important (le plus important pour la région Centre) notamment sur l'axe Paris-Chartres-Nogent le Rotrou avec près de 390 millions de voyageurs.km par an (somme du nombre de kms effectués par tous les voyageurs), en hausse de 11,3% sur les trois dernières années, la ligne Chartres-Courtalain est elle-même en hausse de 10,5%.

La desserte ferroviaire vers Orléans est réservée au fret et les élus locaux et régionaux s'emploient avec force à la réouverture aux voyageurs. Une convention portant sur les premiers travaux nécessaires sera signée à la rentrée 2009 et la base travaux sera installée dès décembre 2009

Le TGV traverse la zone sans s'y arrêter.



11 cantons composent la zone d'emploi de Chartres qui compte 199 633 habitants.

Canton	Population
Auneau	15 207
Chartres (Nord Est / Sud Est / Sud Ouest)	76 312
Courville-sur-Eure	13 536
Illiers-Combray	10 259

Canton	Population
Janville	9 338
Lucé	18 350
Maintenon	30 821
Mainvilliers	16 806
Voves	9 004

manière générale, les villages, bourgs ruraux ou extensions d'agglomération gagnent de la population (taux de croissance de +1,1%/an pour l'ensemble des communes de moins de 2 000 habitants), tandis que les gros bourgs et les communes urbaines n'accueillent dans leur ensemble en 2006 guère plus d'habitants qu'en

1999 (-0,04 %/an pour les communes de plus de 2 000 habitants).

Une population plutôt jeune, mais qui est elle aussi concernée par le vieillissement

La population de la zone d'emploi chartreuse est plutôt jeune : l'indice de vieillesse, rap-

port entre la population de 60 ans et plus et celle des moins de 20 ans, est estimé à 0,69 en 2005 pour la zone, alors que celui de la région est estimé à 0,94. En cela, la zone d'emploi de Chartres présente des caractéristiques similaires à celles de Dreux et Orléans. Néanmoins, selon les travaux de projections démographi-

ques, le phénomène de vieillissement de la population pourrait se traduire par une forte augmentation de la part de personnes âgées (augmentation de la part des personnes de 75 ans et plus de +66 % sur la zone entre 2005 et 2030 contre +52 % sur la région).

Revenus

2006	Zone d'emploi	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	18 538 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	67,7 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	21 %	26,3 %
Revenus des professions non salariés	6 %	6,4 %
Autres revenus	5,4 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	29,9 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Le revenu fiscal médian par unité de consommation des ménages de la zone d'emploi de Chartres s'établit pour 2006 à 18 538 €, soit 1 507 € de plus que celui de la région Centre. En d'autres termes, la moitié des habitants de la zone vit dans un ménage qui déclare un revenu supérieur à 18 538 €. Parallèlement, la part des ménages non imposés est de 30 %, un taux largement inférieur au taux régional.

Ces indicateurs montrent de

façon nette le niveau globalement élevé des revenus sur la zone d'emploi, comparativement à la région Centre.

La structure des revenus selon leur origine présente une part plus importante des revenus des salaires, au détriment principalement des pensions et retraites, en comparaison de la structure régionale. Elle reflète le poids important des actifs, et la proportion réduite de personnes de 60 ans et plus sur la zone.

Équipements et services à la population

Un maillage de commerces assez faible

Le réseau des commerces sur la zone d'emploi est caractérisé par une densité et une diversité relativement faibles, ce qui est plus particulièrement le cas dans les secteurs ruraux et périurbains de la zone d'emploi, notamment dans la partie Sud de la zone d'emploi. On compte 5,7 boulangeries pour 10 000 habitants (7,1 pour 10 000 habitants à l'échelle régionale) et plus d'un quart des habitants n'ont pas ce type de commerce sur leur commune de résidence.

Services publics postaux : un bon niveau de proximité

Parmi les services publics les plus couramment utilisés figurent les services postaux. Ceux-ci ont été réorganisés récemment dans le département. Leur niveau de présence reste globalement satisfaisant. Dans les territoires les plus isolés ont pu se développer des points multiservices avec délégation du service postal, permettant de meilleures amplitudes horaires.

Accueil de la petite enfance et services aux personnes âgées : une situation globalement satisfaisante

Le territoire accueille une population importante de jeunes ménages avec enfants, générant des besoins importants de services de garde. Sur ce plan, l'offre est globalement satisfaisante, mais inégalement répartie : plusieurs cantons ruraux sont déficitaires. D'autre part, elle paraît inadaptée aux actifs effectuant de longs trajets domicile-travail. Quant à l'offre d'équipements et services destinés

aux personnes âgées, elle souffre elle aussi d'une répartition inégale. La partie Sud de la zone compte relativement peu de centres d'hébergement et de services d'aide à domicile. Les services adaptés aux demandes en forte croissance (Alzheimer, accueil de jour) sont, de manière générale, insuffisamment développés sur la zone.

Santé : des infrastructures à forte capacité, mais un déficit

de professionnels dans le rural

Les infrastructures de santé, concentrées à Chartres avec notamment la présence d'un hôpital et de 2 cliniques non spécialisées, présentent des capacités et une diversité des spécialités médicales satisfaisants. En revanche, de nombreux secteurs ruraux (y compris les villes rurales telles qu'Auneau) souffrent d'un déficit de professions médicales (médecins, mais surtout infir-

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangeries	114	45	28,1	74,2	84,7	5,7	7,1
Épiceries, supérettes	36	22	13,8	57,6	66,3	1,8	3,2
La Poste	35	30	18,8	64,6	77,7	1,8	2,6
Banques, caisses d'épargne	107	27	16,9	62,2	66,6	5,4	5,5
Médecins omnipraticiens	173	40	25	74,8	77,1	8,7	8,7
Pharmacies	67	33	20,6	71,6	74,2	3,4	3,6
Police, gendarmeries	18	11	6,9	45	47,5	0,9	0,8
Hébergements pour les personnes âgées	32	18	11,3	50,9	60,6	1,6	1,7
Cinémas	3	1	0,6	20,1	28,4	0,2	0,2
Équipements sportifs	971	128	80	///	///	50,0	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

miers et kinésithérapeutes).

Sports et culture : de nouveaux équipements structurants dans l'agglomération

Les équipements sportifs sont présents avec une densité et

une diversité d'un bon niveau. L'agglomération de Chartres compte depuis peu quelques équipements de rayonnement régional (dojo à Saint-Georges-sur-Eure, centre équestre à

Fontenay-sur-Eure), ouverture prochaine d'un grand complexe aquatique à Chartres. Le niveau d'équipement culturel sur la zone d'emploi de Chartres est relativement faible. Là encore, l'agglomération de Chartres

accroît son offre d'installations culturelles structurantes (médiathèque, complexe de cinémas).

Déplacements domicile-travail des salariés

Plus de la moitié des déplacements domicile-travail avec l'Ile-de-France

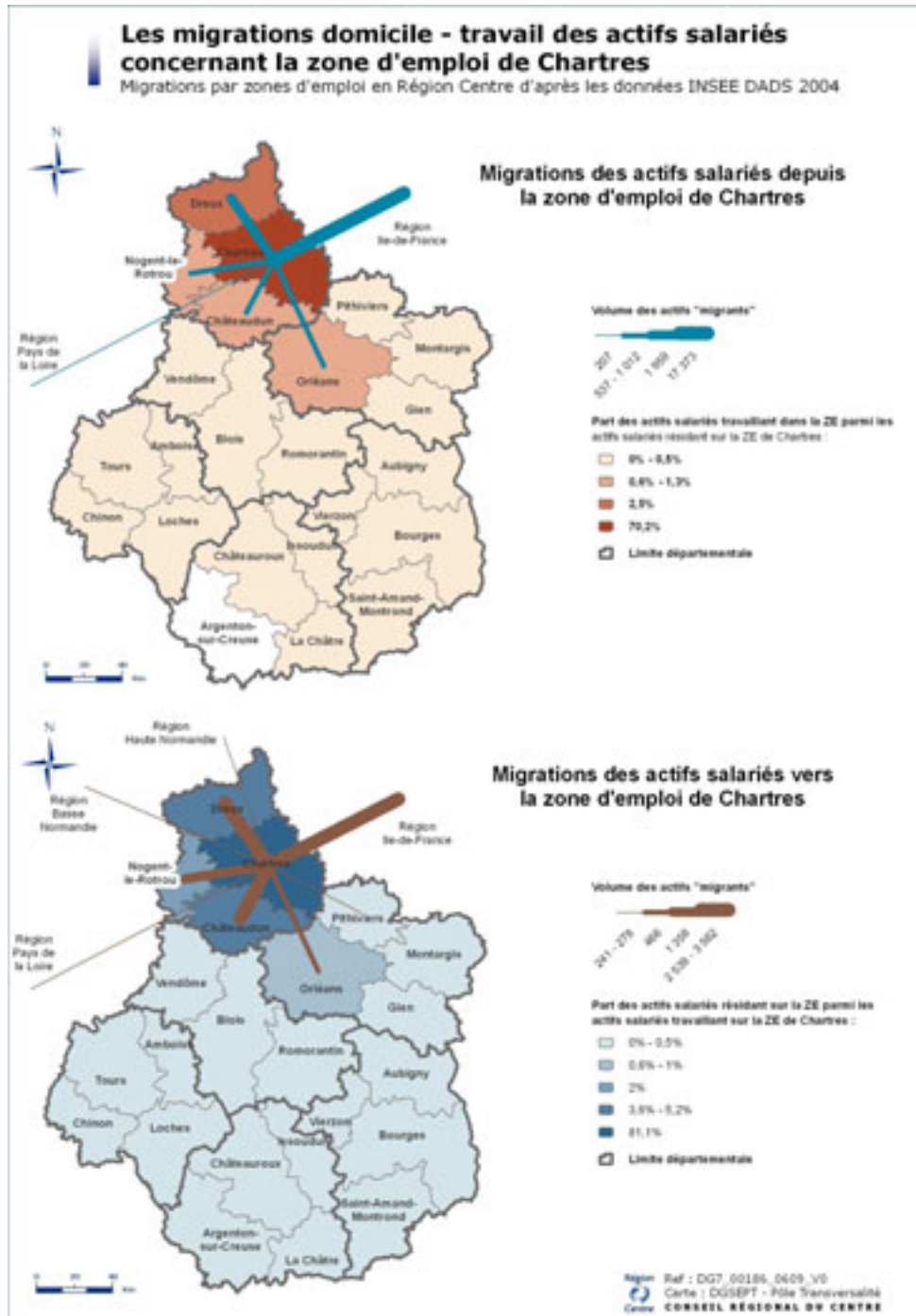
En 2004, 13 463 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu quotidiennement entre la zone d'emploi de Chartres et les autres zones d'emploi de la région Centre et 23 037 ont lieu entre la zone de Chartres et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : l'Ile-de-France (20 000 entrées et sorties soit 55 % du total des déplacements). Des flux, de moindre ampleur, sont également observés avec les zones d'emploi de **Dreux** (5 522), **Châteaudun** (3 550), **Nogent-le-Rotrou** (1 895) et **Orléans** (1 395).

La zone est marquée par un déséquilibre des migrations domicile-travail : les sorties d'actifs salariés sont 2 fois plus nombreuses que les entrées (- 10 625). Le déficit s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par l'Ile-de-France (on compte près de 7 fois plus de sorties vers l'Ile-de-France que d'entrées). En revanche, les échanges sont positifs avec les zones d'emploi du département (les entrées depuis ces zones sont 2 fois plus nombreuses que les sorties).

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Chartres, près de 30 % travaillent hors de cette zone (23 562 personnes) : ils occupent majoritairement un emploi situé en Ile-de-France (17 373 soit 22 % des salariés résidents). On observe aussi des mobilités en direction des zones d'emploi de Dreux (1 959 soit 2 % des salariés résidents), Châteaudun (1 012 soit 1 % des salariés résidents), Orléans (928) et Nogent-le-Rotrou (537).

Près de 19 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident principalement dans la zone d'emploi de Dreux (3 562 soit 5 % des salariés travaillant dans la zone), en Ile-de-France (2 627 soit 4 % des salariés), dans les zones d'emploi de Châteaudun (2 539 soit 4 % des salariés), Nogent-le-Rotrou (1 358 soit 2 % des salariés) et Orléans (466 soit 1 % des salariés).



La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Pendant des siècles, Chartres a été une ville de négoce et d'administration. Au 18^{ème} siècle, elle ne possède que quelques activités de bonneterie. Pendant tout le 19^{ème} siècle on ne compte qu'une seule usine : la fonderie qui emploie environ 300 ouvriers. L'arrivée du chemin de fer en 1849 ne change pas la donne. C'est uniquement après la seconde guerre mondiale que le desserrement de la région parisienne va permettre

Une structure des effectifs salariés par sphère proche de celle de la région Centre

Dans la zone, l'économie résidentielle - qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux - représente près de 39 % des effectifs salariés, une part semblable à celle de la région Centre. Trois secteurs contribuent au poids important de cette sphère : **"les activités financières"** avec l'implantation d'un grand groupe d'assurances, employant plus de 1 000 salariés, MMA IARD; **"les transports de voyageurs"**, avec la présence de la SNCF; et **"le commerce de détail"**, avec l'hypermarché Carrefour. Ces trois secteurs représentent, ainsi, 13 % des effectifs dans la zone (contre 12 % en région).

Avec 23 % des effectifs salariés, la fonction publique est légèrement sous-représentée dans la zone. La part du secteur **"éducation, santé, action sociale"** - dont les effectifs se répartissent entre sphère publique et sphère résidentielle - est inférieure à la moyenne régionale (- 1,4 points), malgré la présence du Centre hospitalier général de Chartres, le premier employeur de la zone. Cependant, avec près de 13 % des effectifs, **"l'administration"** est bien représentée de la zone de Chartres, chef-lieu du département de l'Eure-et-Loir. Ceci s'explique par la présence du Conseil Général de l'Eure-et-Loir, de la mairie de Chartres, et de celle de Lucé.

Une industrie moderne, tournée principalement vers trois filières : la parfumerie-cosmétique, la pharmacie et l'automobile

la création de milliers d'emplois. C'est en 1953 que la Radiotechnique de Suresnes commence à y produire les premiers « tubes » pour les téléviseurs. Très rapidement, elle dépasse le millier d'employés. Entre 1958 et 1966, 26 établissements industriels s'installent et créent 4500 emplois dans l'agglomération, principalement dans l'électronique—l'usine Océanic s'implante en 1962—, de la métallurgie (Faca, Alcan), ou de la chimie

Avec 38 % des effectifs, la proportion d'emplois dans la sphère productive - activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - est supérieure à celle de la région. L'industrie est surreprésentée, en particulier, les biens de consommation et les biens intermédiaires. Riche et diversifiée, elle se structure principalement autour de **la filière parfumerie-cosmétique**, caractéristique de la zone d'emploi Chartres. Organisée et animée par l'Association **Cosmetic Valley**, dont le siège se situe à Chartres, cette filière réunit de grands établissements, tels que

Reckitt Benckiser France, Fragrance, Guerlain, Paco Rabanne..., qui ont permis à la **"parfumerie et entretien"** de prendre de l'essor. Ce secteur représente ainsi 2,5 % des emplois contre une moyenne régionale de seulement 0,6 %.

Deux autres filières sont représentatives de la zone : la pharmacie et l'automobile. Ainsi, avec la présence de Novo Nordisk Production SAS et Ethicon, la **"pharmacie"** emploie 2,2 % des effectifs contre 1,2 % en région.

La filière automobile est représentée à travers de nombreux

et Nypro YPRO à Fontenay sur Eure qui emploie 100 salariés à la fabrication de stylos à insuline. Si l'industrie est donc récente, le secteur tertiaire a vu des initiatives importantes dès la fin du 19^{ème} siècle avec la création de deux sociétés d'assurance (la Beauce et les Travailleurs Français) qui fusionneront avec différentes sociétés pour former le Groupe Azur en 1981, qui est ensuite devenu MMA IARD, et emploie 2 500 personnes.

sous-traitants de l'industrie **"des composants électriques et électroniques"**, comme Philips France (spécialisé dans la fabrication de lampes automobiles) et FCI Automotive France (installations électriques automobiles); **"des équipements mécaniques"**, comme Asco Joucomatic SA (composants pneumatiques) et de **"la chimie, caoutchouc, plastique"**, avec Mafrow France SA (tuyauteries assemblées pour automobile). Ces trois secteurs représentent 9,1 % des effectifs de la zone contre 6,5 % en région. A noter que le secteur de "la chimie, caoutchouc, plastique", qui emploie près de la moitié de ces effectifs, est également présent dans d'autres domaines d'activités, comme en témoigne l'établissement Sealed Air SAS, spécialisé dans l'emballage alimentaire.

Avec 4,5 % des effectifs, le secteur **"conseils et assistance"** a également un poids important dans la zone, et ce avec la présence de la caisse de retraite AG2R. De même pour les **"transports de marchandises"** qui représentent 3,3 % des effectifs, avec l'implantation d'ITM Logistique International (filiale du groupe Mousquetaires).

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	67 760	100	100
Sphère productive	25 692	37,9	37,1
Sphère résidentielle	26 276	38,8	38,9
Fonction publique	15 792	23,3	24,1

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	15 518	22,9	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	1 100	1,6	2,5
<i>Biens de consommation</i>	4 303	6,4	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	2 093	3,1	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	7 334	10,8	9,0
<i>Energie</i>	688	1,0	1,5
Construction	4 412	6,5	7,4
Commerce	9 596	14,2	13,5
Services	38 234	56,4	57,0
<i>dont Transports</i>	3 281	4,8	4,7
<i>Activités financières</i>	2 869	4,2	3,0
<i>Activités immobilières</i>	919	1,4	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	6 785	10,0	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	3 046	4,5	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	12 730	18,8	20,2
<i>Administration</i>	8 604	12,7	11,8
Ensemble	67 760	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Chartres (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE CHARTRES LOUIS PASTEUR	1500 à 1999 salariés	Santé, action sociale
MMA IARD	1000 à 1499 salariés	Activités financières
SEALED AIR SAS	1000 à 1499 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
DEPARTEMENT DE L'EURE ET LOIR	1000 à 1499 salariés	Administration publique
COMMUNE DE CHARTRES	750 à 999 salariés	Administration publique
NOVO NORDISK PRODUCTION SAS	500 à 749 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
PHILIPS FRANCE	500 à 749 salariés	Industrie des composants électriques et électroniques
FCI AUTOMOTIVE FRANCE	500 à 749 salariés	Industrie des composants électriques et électroniques
CARREFOUR HYPERMARCHES	500 à 749 salariés	Commerce de détail, réparations
ETHICON	250 à 499 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
ASCO JOUCOMATIC SA	250 à 499 salariés	Industries des équipements mécaniques
MAFLOW FRANCE SA	250 à 499 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
SOC NAT DES CHEMINS DE FER FRANCAIS	250 à 499 salariés	Transports
AG2R	250 à 499 salariés	Conseils et assistance
RECKITT BENCKISER FRANCE	250 à 499 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
LYCEE POLYVALENT JEHAN DE BEAUCE	250 à 499 salariés	Éducation
METALOR TECHNOLOGIES FRANCE	250 à 499 salariés	Industrie des composants électriques et électroniques
FRAGRANCE PRODUCTION	250 à 499 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
ITM LOGISTIQUE INTERNATIONAL	250 à 499 salariés	Transports
COMMUNE DE LUCE	250 à 499 salariés	Administration publique

source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Près de 8 300 établissements implantés dans la zone de Chartres en 2006

Fin 2006, la zone de Chartres compte 8 264 établissements, soit 7,6 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements est légèrement moins importante dans la construction, au profit des services. Elle est en revanche comparable dans les secteurs du commerce et de l'industrie.

L'une des plus fortes croissances du stock d'établissements dans le commerce

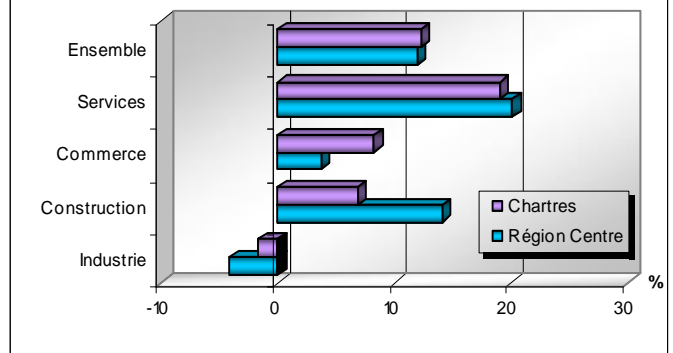
Dans l'ensemble, le stock d'éta-

blissements s'est accru de 12,3 % entre 2000 et 2006, une hausse semblable à celle de la région (12 %).

Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel (- 1,6 % contre - 4,1 % pour le Centre).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 19,1 % (+ 20,1 % en région Centre). Avec + 8,3 % (contre + 3,7 % en région), le secteur du commerce a également connu une croissance importante, ce qui place Chartres au 2^{ème} rang des zones d'emploi de la région.

Evolution du nombre d'établissements entre 2000 et 2006 par secteur d'activité (Source : Insee, REE Sirène)



Emploi salarié

Emploi salarié sur la zone d'emploi de Chartres (Source : Insee, Estimations d'emploi)



Entre 2000 et 2006, l'emploi salarié diminue de 0,2 % par an en moyenne

Depuis le début des années 2000, la zone de Chartres a connu plusieurs cycles conjoncturels : une évolution de l'emploi salarié très positive en 2000 et 2001, une forte diminution de l'emploi de 2002 à 2005, puis une reprise économique à partir de 2006,

confirmée en 2007.

Les premiers résultats pour l'année 2008 semblent défavorables.

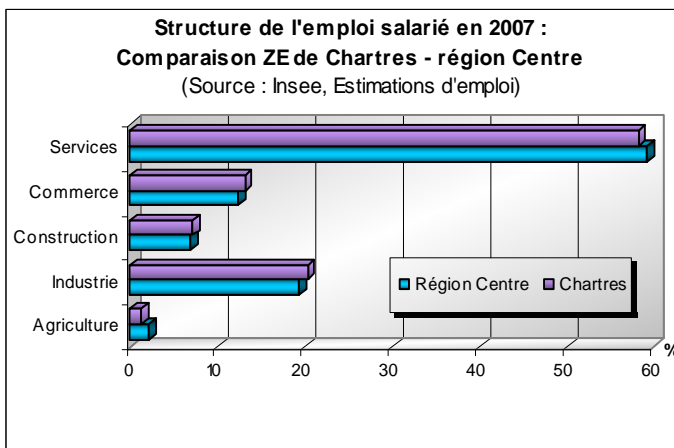
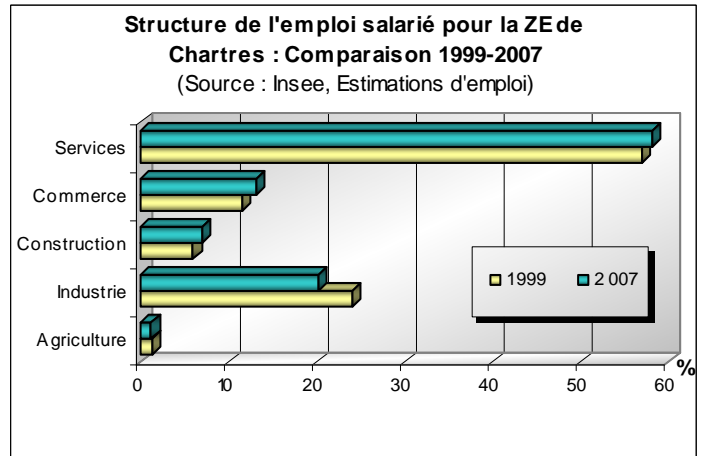
Globalement, l'industrie est en perte de vitesse dans de nombreux secteurs d'activité économique : chimie - caoutchouc - plastiques, industrie du bois et du papier, industrie des équipements électriques

et électroniques, industrie automobile, industrie agricole et alimentaire ...

En parallèle, les emplois intérimaires diminuent, entraînant une baisse significative du nombre de salariés dans les services opérationnels.

Ces pertes d'emplois industriels ne sont pas compensées par les créations observées dans les secteurs de la construction et du commerce (de gros et de détail).

Les effectifs salariés sont également en hausse dans certaines activités de services, comme les activités immobilières ou les conseils et assistance.



Chômage

Entre 2000 et 2008, le taux de chômage de la zone de Chartres reste parmi les plus faibles de la région Centre, malgré une augmentation plus rapide que la moyenne régionale sur la période (+ 0,7 point contre 0,3 point).

Une part élevée de femmes et de jeunes parmi les demandeurs d'emploi

L'une des caractéristiques du marché du travail local tient à une part de femmes élevée parmi les demandeurs d'emploi : ces dernières ont toujours été plus nombreuses que les hommes à s'inscrire au chômage jusqu'en 2007 (excepté en 2002).

Les jeunes de moins de 25 ans ont également un poids plus élevé dans la zone qu'en région.

Le chômage de longue durée reste localement plus élevé que la moyenne, malgré une forte diminution du nombre de chômeurs de longue durée en

2006 et 2007.

Dans de nombreux domaines, industriels notamment, la durée d'inscription au chômage reste nettement supérieure à la moyenne : électricité-électronique, industries de process, mécanique - travail des métaux, ingénieurs et cadres de l'industrie.

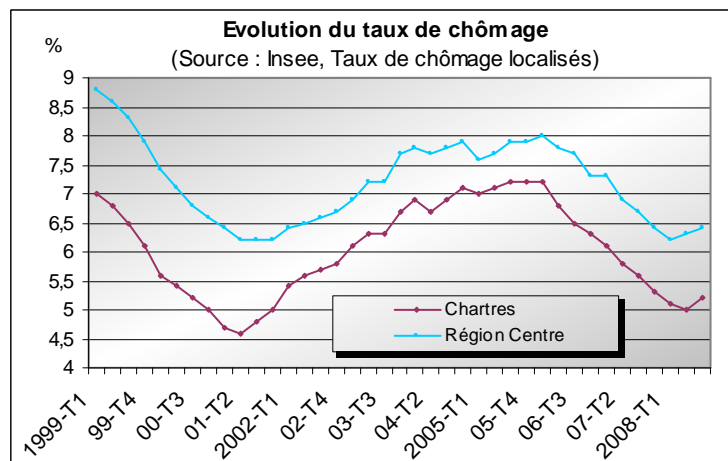
De nombreux métiers en tension

Le marché du travail local est très réactif, fluctuant selon les nouvelles entrées au chômage et l'évolution de l'emploi.

Sur la période récente, de nombreux métiers sont en tension dans l'industrie (ouvriers qualifiés de l'électricité - électronique, du travail des métaux, des industries de process, de la maintenance), et dans le bâtiment - travaux publics pour les emplois quali-

fiés (OQ, TAM et cadres du BTP).

Dans les domaines tertiaires, on observe des difficultés de recrutement pour les caissiers et employés de libre service, les attachés commerciaux, les métiers de bouche, les employés, techniciens et cadres des assurances et les employés de services divers.



Agriculture

Les cultures céréalières ultra dominantes

La zone d'emploi de chartres est située dans la zone de Beauce la plus productive notamment grâce à une majorité de sols profonds et la capacité d'irrigation liée en majeure partie à la nappe de Beauce. L'élevage a quasiment disparu de cette zone notamment dans une optique de simplification des travaux et valorisation des terres au maximum de leur potentiel.

Au-delà des cultures céréalières traditionnelles, blé, orge et blé dur qui avait subi une forte érosion mais qui revient en force, on note aussi la présence

de cultures oléagineuses et protéagineuses (avec une baisse importante de ces dernières du fait notamment de problèmes sanitaires et du caractère aléatoire des rendements). La betterave est également très présente autour de la sucrerie/distillerie de Tourny appartenant au groupe Vermandoise Industrie (comme la sucrerie de Pithiviers) qui produit de l'éthanol à destination en partie de la production d'agrocultures. L'utilisation à des fins non alimentaire des productions locales est d'ailleurs une des pistes importantes explorées actuellement par la profession agricole.

La zone se caractérise également par la production de légumes



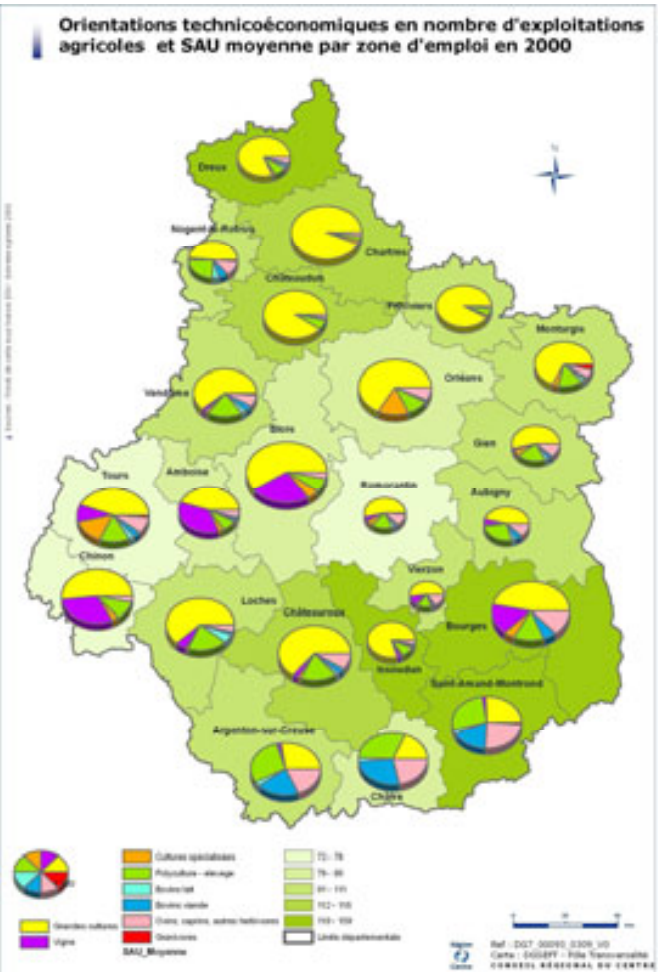
de légumes, oignons, pommes de terre essentiellement. La proximité du pôle cosmétique et d'un leader des herbes aromatiques basé en Seine et Marne toute proche font également de cette zone une aire de production importante de plantes médicinales et aromatiques (ciboulette, estragon,...).

L'arrivée récente du groupe Andros/Novandie sur Auneau entraîne le développement d'une culture de pommiers destinée directement à l'industrie.

Auneau est également le siège du couvoir de la Coopérative Avicole d'Île de France qui produit des œufs embryonnés à

destination des laboratoires pharmaceutiques pour la production de vaccins. L'approvisionnement en œufs se fait en partie sur la zone permettant une diversification des exploitations céréalières et une production de déchets organiques intéressants dans une zone où les cultures végétales dominent.

Le modèle dominant de la Beauce est cependant aujourd'hui à un tournant compte tenu tout à la fois des questions environnementales et de l'évolution de la politique agricole commune. Alors reverrons-nous des brebis Ile de France dans les fermes de Beauce ?



Tourisme

Classée dès 1979 au patrimoine mondial de l'UNESCO, la cathédrale de Chartres est l'emblème de la Beauce et du Pays Chartrain .

Le Centre International du Vitrail et Le Conservatoire du Ma-

chinisme et des Pratiques Agricoles (COMPA) sont venus enrichir l'offre touristique.

Les Vallées de l'Eure, de la Voise et du Loir agrémentent le paysage d'immenses étendues du Pays Chartrain, prolongé par

le Pays de Beauce et « la Route du Blé » au sud-est du territoire.

Capacités d'hébergements touristiques

- Hôtellerie : 26 hôtels dont 18 hôtels-restaurants (2 482 lits)

- 6 campings (1 140 places).

Randonnée pédestre

Les circuits majeurs sont le sentier de Grande Randonnée (GR 655) entre Maintenon et Illiers-Combray et passant par

Chartres ; le sentier de Grande Randonnée de Pays : (GRP) « Vallée de l'Eure », entre Chartres et Courville-sur-Eure.

La zone comprend 21 sites touristiques. Les fréquentations majeures ont été en 2007 :

1. Conservatoire du Machinisme et des Pratiques Agricoles (COMPA) de Chartres-

Mainvilliers : 54 700 visiteurs ;

2. Centre International du Vitrail (CIV) à Chartres : 34 738 visiteurs ;

3. Château de Maintenon : 29 145 visiteurs ;

4. Tour de la cathédrale de Chartres : 19 655 visiteurs ;

5. Musée des Beaux-Arts de

Chartres : 16 432 visiteurs ;

6. Crypte de la cathédrale de Chartres : 16 402 visiteurs ;

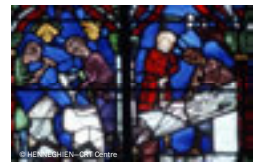
7. Muséum des Sciences Naturelles et de la Préhistoire : 15 635 visiteurs ;

8. Cathédrale de Chartres : 14 697 visiteurs (visites guidées uniquement) ;

9. Maison Picassiette à Char-

tres : 14 044 visiteurs ;

10. Jardins Médiévaux de Bois Richeux à Pierres : 6 613 visiteurs.



Vitrail de la Cathédrale Chartres

Préparer l'avenir à travers la formation

8 389 lycéens et 2 351 apprentis sur la zone de Chartres

Chartres bénéficie de la présence de nombreuses structures de formation. On compte en effet quatorze lycées (dont neuf lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) - deux lycées agricoles - quatre lycées professionnels - une Ecole Supérieure de Gestion et de Commerce - une école de coiffure), pour un effectif total de 8 389 élèves à la rentrée 2008.

Le bassin de Chartres accueille également quatre Centres de Formation d'Apprentis et deux sections d'apprentissage, couvrant un nombre important de secteurs professionnels : bâtiment, industrie, agriculture, banque, administration, services à la personne, hôtellerie restauration, électricité électronique, commerce vente, travail des métaux, Mécanique automobile. Ce sont 1 420 entreprises de la zone qui accueillent des apprentis, dont 1 171 de Chartres.

Le lycée Marceau (1 490 élèves).

Le lycée Marceau propose deux filières de Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE) scientifiques accessibles aux élèves de terminales S. Il dispose également d'un pôle espoir handball, initié et géré par la ligue du centre de handball.

L'Établissement Public Local d'Enseignement Agricole de Chartres (460 jeunes)

Il est constitué de trois centres : le lycée (LEGTA), le Centre de Formation d'Apprentis Agricole (CFAA), le Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole (CFPPA) et d'une exploitation agricole qualifiée « Quali'terre » et « agriculture

raisonnée ».

Le LEGTA « la Saussaye » dispense deux formations adaptées à l'activité du département (Analyse et Conduite des Systèmes d'Exploitation, Industries Agroalimentaire).

Par ailleurs, l'établissement de la Saussaye est partenaire de la plate-forme technologique « PROQUALISS » - Procédés et Qualité dans les industries Pharmaceutiques, Cosmétiques et Agroalimentaires - mettant à disposition des moyens techniques et humains.

Le lycée Jehan de Beauce : 1 958 élèves

Un des plus grands lycées en effectifs de la région Centre. Il propose les trois voies de formation : générales (L, ES, S), technologiques (domaine des sciences et des techniques industrielles et sciences médico-social) et professionnelles (secteur industriel et sanitaire et social).

La formation dans le domaine sanitaire et social

Le lycée Jehan de Beauce forme chaque année 140 jeunes aux BEP carrières sanitaires et sociales, 60 jeunes en « économie sociale et familiale », 20 jeunes au diplôme de conseiller en économie sociale et familiale et enfin 18 jeunes pour la première année de BTS « services et prestations du secteur sanitaire et Social » ouvert à la rentrée 2008.

L'Institut de Formation en Soins Infirmier (IFSI) de Chartres offre quant à lui la possibilité de préparer en un an le diplôme d'Etat d'aide soignant(e) et en trois ans celui d'infirmier(e), pour un total de 155 places annuelles.

L'enseignement supérieur Char-

tres compte près de 1 800 étudiants.

774 jeunes et 159 apprentis préparent des formations post bac de niveau III (BTS) dans les domaines professionnels du commerce-vente, de la comptabilité gestion, des finances, banque et assurance ainsi que dans le secteur social.

L'université d'Orléans est également présente sur Chartres à travers l'IUT et son centre universitaire qui offre trois licences professionnelles en sciences. Ces filières scientifiques portent notamment sur la Biologie et la Chimie du Végétal. Une licence pluridisciplinaire porte sur la bio-géosciences, la physiologie et biologie cellulaire.

L'IUT propose quant à lui des formations en voie initiale, continue et en apprentissage. Il forme près de 300 techniciens supérieurs dans les domaines de la maintenance, la logistique, l'électronique, l'informatique industrielle, le management, la conduite d'unités de production et l'organisation et la gestion des achats. Les formations dispensées à l'IUT prennent en compte la forte implantation régionale de l'industrie pharmaco-cosmétique sur l'Eure-et-Loir, une partie de la formation au DUT GIM de l'IUT de Chartres est réservée aux sciences liées à cette industrie.

Autre fait remarquable : cette année, pour sa première participation au concours « GIM'EOLE », l'IUT Génie Industriel et Maintenance a eu le prix de l'innovation technologique au concours national des éoliennes urbaines.

La chambre de commerce et de l'industrie de Chartres est très présente dans les domaines de

la gestion, du commerce et du management. Elle propose sept BTS et a ouvert récemment une nouvelle école de management (ESM-A) proposant une formation en alternance de niveau Bac + 5 « responsable en gestion d'entreprise ».

L'ISEME (L'Ecole de Commerce Européenne de l'ESCEM), en partenariat avec la CCI d'Eure et Loir, propose une formation diplômante Bac+3 orientée vers une dimension européenne des affaires.

La formation professionnelle continue

311 places de formation qualifiantes sont proposées sur Chartres, représentant 46 % des offres sur l'Eure & Loir. Un centre AFPA, avec 302 places est également implanté sur Chartres.

264 places de formation insertion sont également proposées, soit 35,4 % de l'offre départementale.

Enfin, tous les visas (tourisme, internet, bureautique, langues vivantes, trois en un, éco citoyen) sont disponibles sur le bassin d'emploi (1 931 visas).

Une formation à la restauration de vitraux au Centre international du vitrail de Chartres

A quelques pas de la cathédrale de Chartres se trouve le Centre du vitrail qui propose depuis peu une formation à la restauration de vitraux.

Des atouts pour l'avenir

Un complexe aquatique flamboyant neuf

D'ici quelques semaines – la date d'ouverture n'a pas encore été communiquée – Chartres possèdera l'un des complexes aquatiques les plus grands et modernes de France. Bâti sur l'ancienne base aérienne 122, ce vaste ensemble, baptisé l'Odysée, s'étend sur un terrain de dix hectares. Il comprendra, sur un même site, des équipements aquatiques (piscine olympique, bassin de 25 m, bassin d'apprentissage, pataugeoires extérieure et intérieure, bassins ludiques avec rivière à courant prolongé vers l'extérieur, toboggan de 80 m, fosse à plongée, bassin à vague extérieur), mais aussi une patinoire ludique, un centre de remise en forme et un restaurant. Les travaux, lancés au printemps 2007, sont quasi achevés et l'Odysée devrait ouvrir ses portes durant l'été. En fin d'année, les projecteurs y seront déjà braqués puisque les Championnats de France en petit bassin s'y dérouleront du 4 au 6 décembre. La capacité d'accueil avoisine les 2000 spectateurs. L'Odysée représente un excellent vecteur de développement économique (une cinquantaine d'employés) et touristique.

La cathédrale, atout touristique majeur



Quand le ciel est dégagé, on l'aperçoit à plusieurs dizaines de kilomètres à la ronde. Avec ses deux flèches, l'une romane (105m), l'autre gothique (115m), la cathédrale constitue le joyau de Chartres et représente un formidable atout touristique. Edifié entre 1194 et 1260, l'édifice a été inscrit en 1979 sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Sa vaste

nef du plus pur style ogival, ses porches présentant des sculptures du milieu du 12^e siècle, sa parure de vitraux des 12^e et 13^e siècles en font un chef-d'œuvre exceptionnel et remarquablement bien conservé. Les vitraux sont notamment célèbres pour leur couleur inimitable, « le bleu de Chartres. »

La cathédrale est également un haut lieu de pèlerinage (300 000 pèlerins chaque année). Un vaste programme de nettoyage est actuellement entrepris, dans le but de redonner au chœur son éclat du 13^e siècle. Les travaux ont commencé par la restauration des chapelles des Martyrs et des Apôtres. L'an prochain, ce sera au tour du déambulatoire de subir un rafraîchissement, avant de s'attaquer, sous réserve de financements, à la nef et au transept. Chartres abrite aussi le Centre international du vitrail. Mais Chartres ne se résume pas à sa seule cathédrale. L'animation "Chartres en lumières" fait également la renommée de la ville. Chaque année, depuis 2003, les principaux monuments de la cité sont mis en lumière et en musique au printemps et en été. La fête de la lumière (18-19 septembre cette année) arrive en conclusion de cet événement. En 2008, plus de 800 000 visiteurs ont ainsi découvert le patrimoine chartrain. Avec ses quartiers historiques et pittoresques, ses tertres plongeant vers les bords de l'Eure et ses églises anciennes, Chartres invite à la balade. Chaque année, environ 1 300 000 touristes s'y arrêtent.

Un centre-ville remodelé

Ces dernières années, le visage du centre-ville de Chartres a considérablement changé. En 2005, un vaste parking souterrain (1 200 places sur 550 m de long) a été inauguré. La suppression du stationnement de surface a ainsi permis de remodeler la Place des Epars, qui accueille désormais des jets d'eau. Les boulevards, qui avaient été progressivement envahis par les autos, offrent désormais un espace aux piétons et cyclistes, avec des promenades paysagées. Le quartier populaire de Beaulieu, qui était essentiellement composé d'habitats collec-

tifs, fait aussi l'objet d'une vaste réhabilitation. Côté culture, l'ancien Hôtel des Postes de Chartres a été rénové et transformé en médiathèque. Enfin, début 2008, un complexe cinématographique (10 salles) a été ouvert. Sa construction avait été retardée par de longues recherches archéologiques sur le site gallo-romain. Le lifting urbain n'est sans doute pas fini, car la municipalité prévoit de repenser totalement le quartier de la gare, avec le réaménagement de 30 hectares qui se partageraient entre logements, bureaux, services et une salle de spectacles de 3 500 à 5 000 places, ainsi que les boulevards ceinturant le cœur de ville autrefois entouré par les remparts.

La capitale de la beauté et du parfum

Chartres abrite le siège de la



Cosmetic Valley, le premier réseau mondial d'industriels du parfum et des cosmétiques, avec près de 400 entreprises interconnectées. L'ensemble, qui s'étend de l'Eure à l'Indre-et-Loire en passant par les Yvelines et le Loiret, a été labellisé pole de compétitivité en 2005. La filière emploie 3595 salariés sur le département (la majorité sur la zone d'emploi de Chartres), où sont implantées 75 entreprises, pour un chiffre d'affaires de 1,7 milliard d'euros. On y trouve notamment Nina Ricci, Guerlain, Coty (Calvin Klein), Lancaster, Paco Rabanne, ou encore Pacific Création (Lolita Lempicka et Castelbajac). La présence de ces importants industriels, arrivés dans les années 70 suite à la politique de décentralisation, a naturellement entraîné l'implantation de nombreux sous-traitants, dynamisant ainsi l'économie de la zone d'emploi. La Cosmetic Valley, dont Jean-Paul Guerlain est le président d'honneur, est aussi engagée dans une vaste démarche de recherche et de développement : en Eure-et-Loir, 150 salariés y travaillent. Par ailleurs, Chartres accueille cha-

que année la fête du parfum (6-7 juin cette année), deux jours d'animations autour des senseurs.

La proximité de l'Île-de-France

Chartres est situé à moins de 90 km de Paris. Une situation géographique privilégiée qui a accéléré, par le passé, et aujourd'hui encore, le développement économique de la zone d'emploi. Cette proximité, les élus locaux s'en servent d'argument pour attirer les entrepreneurs, mettant notamment en avant l'attractivité des prix, nettement inférieurs à ceux de la région parisienne, les moyens de communication rapides, ou encore la qualité de vie. Les tarifs de l'immobilier, bien que supérieurs à la moyenne nationale, attirent des particuliers en provenance de la couronne parisienne. La migration domicile-travail est très soutenue dans le sens Chartres-région parisienne : le trafic journalier de la gare de Chartres dépasse 6 000 voyageurs.

Andros, un géant à Auneau



Géant du secteur agro-alimentaire, le groupe Andros a ouvert une usine à Auneau en 2007, avec quelques 500 emplois à la clé. Un véritable coup d'accélérateur pour la ville, qui tendait à devenir une cité dortoir pour les actifs travaillant sur Chartres et la région parisienne. L'installation d'Andros, avec ses filiales Tradifrais, une unité de fabrication de desserts lactés ultra-frais, et Télifrais, un entrepôt frigorifique de 26 000 m², constitue la plus grosse implantation industrielle de ces dernières années en Eure-et-Loir.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Châteaudun

Forum territorial du mercredi 08 avril 2009

Présentation générale de la zone d'emploi de Châteaudun



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	57 982	2 519 567
Evolution 1999-2006	0,27 %	0,46 %
Poids dans la région	2,30 %	///
Superficie (km ²)	1 438,8	39 150,9
Densité (habitants/km ²)	40,30	64,43
Nombre de communes	80	1 842
Emploi total	21 156	992 004
Effectifs salariés (2006)	15 931	808 491
Taux de chômage (1T 2009)	8 %	7,8 %

Sources :
Population : Insee, RP 2006
Effectifs salariés : Insee, CLAP
Chômage : Insee, Taux de chômage localisés



C. Olivier / OJUN, Conseil régional

Espace de transition entre l'Île-de-France, le Val de Loire et la Normandie, la zone d'emploi de Châteaudun est bordée par les autoroutes A10 et A11 et se trouve à moins d'une heure des agglomérations de Chartres, Alençon, le Mans, Tours, Blois et Orléans. Son paysage est marqué par la Beauce dunoise, riche de céréales, mais aussi par les vallées verdoyantes du Loir et de ses petits affluents. Dans sa partie Nord-Ouest, elle appartient déjà au Perche et au Sud ses vallons annoncent le Vendômois. Le TGV y passe à vive allure, sans s'arrêter, hélas, du moins pour l'instant. Les trains TER desservent les gares de Châteaudun, Bonneval (sur la ligne Tours-Brétigny) et de Brou (vers Chartres). La zone d'emploi compte environ 58 000 habitants, dont environ le quart est concentré sur Châteaudun tandis que les petites villes de Bonneval et Brou, puis Cloyes-sur-le-Loir et Orgères-en-Beauce, sont autant de pôles d'équilibre dans cet espace rural qui a su attirer l'industrie.

Capitale du Dunois, Châteaudun est bâtie sur un éperon rocheux surplombant le Loir. A la croisée de deux voies romaines reliant Chartres à Tours et Orléans au Mans, elle est au cœur du pays gaulois des Carnutes. Nommé alors « Dunum Castrum », elle assure un rôle défensif qui se renforcera au XII^{ème} et XIII^{ème} siècle avec la construction d'un donjon circulaire. La famille d'Orléans devient propriétaire en 1391. Jean, bâtard d'Orléans est Comte de Dunois et à la fin de

sa vie, il fait agrandir le château, en le dotant notamment d'une chapelle royale et d'une bibliothèque. La ville connaît un terrible incendie en 1723. En 1870, 1 200 francs-tireurs et gardes nationaux affrontent 12 000 prussiens qui prennent finalement la ville. Au cours de la seconde guerre mondiale, elle est soumise à plusieurs bombardements.

Depuis le Moyen-Âge, l'économie de Châteaudun repose principalement sur l'agriculture, l'élevage d'ovins, le travail et la vente de cuir et des draps. C'est autour des années 1930, et juste après la seconde guerre mondiale que la zone d'emploi voit arriver l'industrie. Née à Paris au début du 19^{ème} siècle, la Société des Téléphones Picard-Lebas s'implante à Châteaudun en 1917, à la demande des militaires qui lui ont confié d'importantes commandes et qui souhaitent éloigner les industries stratégiques de Paris, cible des canons allemands. En 1935, c'est une fabrique de machines à outils qui s'implante (GSP). Après la guerre, et tenant compte de la situation de Châteaudun à plus de 100 km de Paris, on installe deux entreprises qui travaillent pour la défense nationale (Paulstra et OPL). Dans le milieu des années 1960, ces quatre établissements totalisent près de 2 200 salariés, soit la moitié de l'emploi industriel sur la zone.

Pour les mêmes raisons géostratégiques, une base aérienne de l'armée de l'air française est installée à 5 km de Châteaudun. Elle emploie actuelle-

ment environ 1 100 personnes.

A partir des années 1985 avec la disparition de GSP, et jusqu'à début 2008 avec la fermeture de Flextronics, la zone d'emploi subit de plein fouet la concurrence mondiale. De nombreux emplois industriels sont perdus pour un territoire qui reste dépendant des centres de décisions extérieurs. Pourtant, il peut aussi s'appuyer sur de nombreuses PME, à Châteaudun, mais aussi à Bonneval, Brou, Cloyes-sur-le-Loir. Dans le même temps et comme partout en France, le secteur tertiaire compense par des créations d'emplois dans la sphère publique, en particulier à travers le centre de détention et le secteur hospitalier.

Qu'il s'agisse d'industrie, de services ou d'agriculture, c'est à travers une démarche d'innovation que les acteurs du territoire peuvent prendre leur destin en main, à l'image des agriculteurs de la coopérative Agralys dont les ingénieurs ont mis au point le blé précuit Ebly. Grenier à blé, mais aussi terre de culture pour le maïs, la zone doit à la fois anticiper sur les évolutions de la PAC, et prendre en compte la fragilité de la ressource en eau et des équilibres du sol. C'est pourquoi le thème de la production énergétique, à partir des ressources agricoles ou en valorisant le potentiel éolien, mobilise fortement. Des entreprises du Dunois sont aussi impliquées dans les pôles de compétitivité.

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

Bordée au Nord-Ouest par l'autoroute A10 et au Nord-Est par l'autoroute A11, la zone d'emploi est parcourue par des routes nationales et départementales qui convergent sur Châteaudun. Le projet de 2x2 voies sur la RN10 (Chartres-Tours) semble abandonné de même que le projet A110 alors que demeurent de nombreux points noirs. Le contournement de Châteaudun a permis de requalifier l'ancienne RN10 en boulevard intérieur.

Avec l'ouverture de l'A19 et son débouché sur l'A10 sous Artenay, la manière dont les flux routiers rejoindront la Normandie peut modifier les trafics sur la zone d'emploi.

Le territoire est traversé par le TGV, qui, depuis Paris, file soit vers l'ouest, soit vers Bordeaux, avec une gare à Vendôme. Des élus réclament la création d'une gare TGV à Arrou, sur la branche ouest. Châteaudun est desservie par la ligne de chemin de fer Brétigny-Tours. Non électrifiée et à voie unique, son mauvais état oblige les trains TER à rouler lentement sur certaines portions, dans l'attente de travaux promis au Contrat de Projets Etat Région. Par contre, il n'existe aucune ligne pour rejoindre Orléans.



5 cantons composent la zone d'emploi de Châteaudun représentant 57 982 habitants

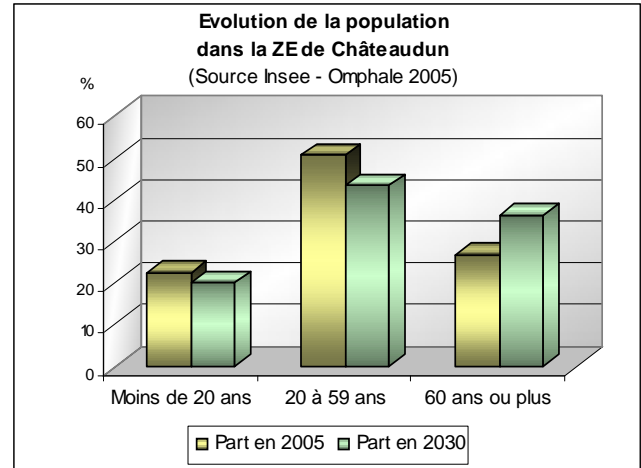
Canton	Population
Bonneval	10 605
Brou	9 295
Châteaudun	23 321
Cloyes-sur-le-Loir	9 337
Orgères-en-Beauce	5 424

moyenne de 0,25 % entre 2005 et 2030. (33 % pour le Centre).

Quant à la zone d'emploi de Châteaudun, elle confirmerait son dynamisme démographique en gagnant au total près de 2 900 habitants entre 2005 et 2030, soit un taux de croissance annuel moyen de 0,19 %.

La part des moins de 20 ans tomberait, à l'horizon 2030, à 20 % (21,5 % pour le Centre) alors que celle des 60 ans et plus atteindrait plus de 36 %

Quant aux 20-59 ans, qui constituent la réserve de main d'œuvre, leur part dans la population totale passerait de 50,7 % en 2005 à 43,5 % en 2030.



Revenus

2006	Zone d'emploi de Châteaudun	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	16 510 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	56 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	29,5 %	26,3 %
Revenus des professions non salariés	8 %	6,4 %
Autres revenus	6,5 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	39,5 %	37,2 %

Source : Insee, revenus fiscaux localisés des ménages

En 2006, le revenu fiscal médian de la zone d'emploi de Châteaudun s'établit à 16 510 euros (17 031 euros pour le Centre). Autrement dit, la moitié des habitants de la zone d'emploi appartiennent à un ménage qui déclare un revenu (par unité de consommation) supérieur à 16 510 euros.

La structure des revenus déclarés montre la part impor-

te des retraités dans la zone. La part des pensions et retraites dans l'ensemble des revenus est ainsi de 29,5 %, soit 3 points de plus que pour la région Centre.

Par ailleurs, la part des ménages non imposés est de 39,5 % contre 37,2 % pour la région.

Équipements et services à la population

Une zone d'emploi moyennement équipée

Dans ce territoire à la fois rural et industriel, plus de six habitants sur dix disposent de commerces de proximité (boulangeries, boucheries, coiffeurs) sur leur lieu de résidence.

A peine plus de la moitié des habitants de la zone réside dans une commune offrant les équipements de base en matière de santé (médecins, pharmacies), ce qui est faible. On compte 7 médecins pour 10 000 habitants (contre 9 pour 10 000 pour la région) qui est

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Épiceries, supérettes	19	12	15	53,2	66,3	1,9	3,2
Boulangeries	47	26	32,5	71,4	84,7	8,1	7,1
La Poste	11	10	12,5	53,2	77,7	1,9	2,6
Banques, caisses d'épargne	42	14	17,5	55,1	66,6	7,2	5,5
Médecins	42	15	18,8	62,8	77,1	7,2	8,7
Pharmacies	19	10	12,5	55	74,2	3,3	3,6
Écoles maternelles	24	18	22,5	61,1	70,4	4,1	2,8
Écoles élémentaires	54	42	52,5	84,3	93	9,3	6,6
Police, gendarmeries	5	5	6,3	43,8	47,5	0,9	0,8
Hébergements pour personnes âgées	8	7	8,8	45,5	60,6	1,4	1,7
Garde enfants d'âge préscolaire	4	1	1,3	24,1	52,6	0,7	1,4
Cinéma	1	1	1,3	24,1	28,4	0,2	0,2
Équipements sportifs	397	///	83,8	///	///	69,8	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

déjà une des moins dotées au plan national

La zone est également léger retrait en matière d'hébergement pour personnes âgées alors que celles-ci sont particulièrement nombreuses sur le territoire.

On constate par ailleurs que la zone est très moyennement équipée en structures d'accueil petite enfance, qui sont regroupées sur Châteaudun.

En revanche, la zone affiche un taux d'équipements sportifs très élevé : on recense 70

équipements pour 10 000 habitants contre 48 pour 10 000 pour la région.

Les principaux équipements sont concentrés sur Châteaudun. Mais on trouve aussi un hôpital spécialisé (Henry Ey : 450 emplois) et une gare TER

à Bonneval. Sur Châteaudun, on compte : le Musée des beaux Arts et d'Histoire Naturelle, l'Espace Culturel Ma-lraux, la Médiathèque (plus de 90 000 volumes), un cinéma, le Centre nautique Roger Creuzot et de nombreux équipements sportifs.

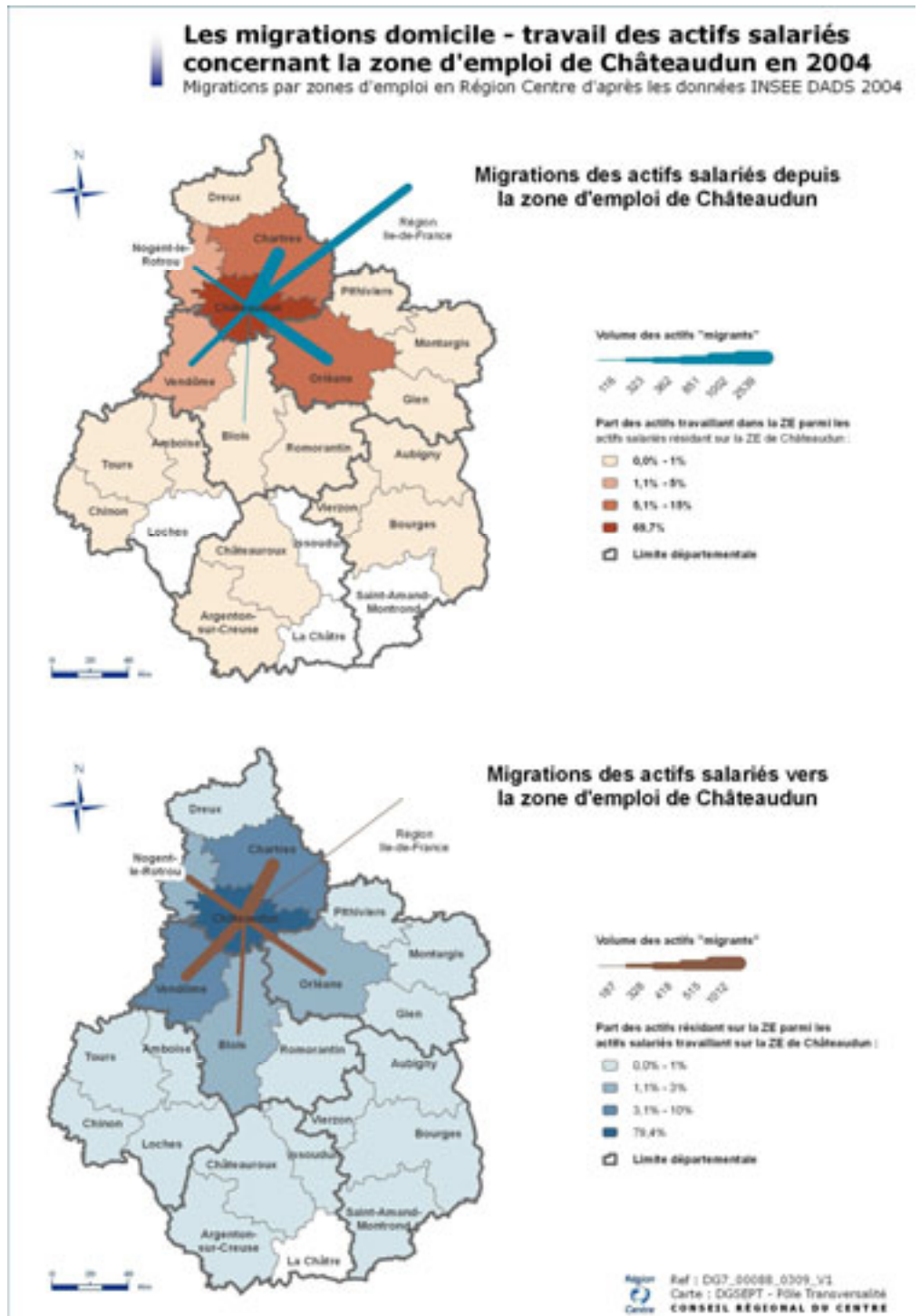
Déplacements domicile-travail des salariés

Sur 9 000 mouvements domicile - travail que compte la zone de Châteaudun, 7 380 ont lieu à l'intérieur de la région Centre. **Les échanges se font principalement avec les zones d'emploi de Chartres, Orléans, Nogent-Le-Rotrou, Vendôme et Blois.** Les échanges hors de la région se font essentiellement avec **l'Île-de-France.**

Il existe un déséquilibre entre les entrées d'actifs salariés et les sorties : 5 639 personnes résidant dans la zone d'emploi de Châteaudun travaillent à l'extérieur de la zone alors que 3 367 personnes entrent dans la zone d'emploi pour y travailler. Ainsi les sorties d'actifs salariés représentent près de 63 % des mouvements domicile-travail. Les sorties vers l'Île-de-France sont 4 fois plus nombreuses que les entrées.

Près de 70 % des salariés résidant dans la zone d'emploi de Châteaudun y travaillent. Les salariés de la zone travaillant à l'extérieur vont principalement vers Chartres (2540 salariés soit 13,6% des salariés résidents), Orléans (1002 soit 5,4 % des salariés résidents) et vers l'Île de France (849 soit 4,5 % des salariés résidents).

Les salariés qui entrent dans la zone d'emploi pour y travailler proviennent essentiellement de Chartres (1012 salariés), de Vendôme (515), Orléans (418) et Nogent-le-Rotrou (418). **Notons que 20,5 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents.**



La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

L'économie de la zone d'emploi de Châteaudun s'articule autour de quatre pôles : un pôle industriel, un pôle agricole, un pôle militaire et un pôle des services, du commerce et de l'artisanat.

Pendant très longtemps, c'est l'agriculture qui a dominé la contrée, avec la Beauce dunoise et ses terres limoneuses et riches. Mais l'Eure-et-Loir subit, dès le 18^{ème} siècle, un très fort exode rural, que la modernisation de l'agriculture n'explique pas totalement puisqu'on observe le même phénomène sur le Perche. C'est plutôt la proximité de Paris qui est le facteur décisif. L'évolution de la population est restée négative jusqu'en 1921, et il a fallu attendre 1954 pour retrouver une population supérieure à celle du début du 19^{ème} siècle.

Dans les siècles passés, on note la présence d'une petite industrie du travail des peaux. La rue des fouleries à Châteaudun, évoque l'utilisation qui était faite de l'argile produite dans ces grottes par la décomposition des roches (terres à foulons), pour dégraisser les laines et les peaux destinées au tannage. Le mot « foulon » désignait alors aussi bien l'argile smectique que l'ouvrier qui travaillaient cette terre. Cette activité économique a disparu depuis très longtemps.

Si on signale la présence de petits industriels du travail des métaux à partir du 18^{ème} siècle, c'est au début du 20^{ème} siècle que l'industrie commence à s'implanter dans la région de Châteaudun à partir de l'initiative d'industriels parisiens. C'est ainsi qu'Ernest PICARD et Marcel LEBAS, ce dernier était originaire de Châteaudun, sont associés depuis

1898 dans le commerce de téléphones. En 1905, ils fondent à Paris une société : les Téléphones Picard et Lebas. L'entreprise invente un microphone et un récepteur qui augmente la puissance des postes téléphoniques : le simplex. En 1914, la Défense nationale et plus particulièrement la Télégraphie Militaire lui confie la réalisation de commandes importantes. Mais en 1917, les bombardements sur Paris font rage. La Télégraphie Militaire ordonne alors aux dirigeants de trouver un endroit calme en Province. C'est ainsi que l'usine est déménagée à Châteaudun.

En 1934, l'arrivée de la fabrique de machines-outils GSP (Guillemin-Sujot-Pegard), qui dispose d'un centre de formation d'apprentis et va marquer le réveil industriel de la Cité. En 1973, l'entreprise employait plus de 400 ouvriers.

La situation de la ville, à plus de 100 km de Paris a entraîné, juste après la guerre, la venue de deux entreprises qui travaillaient pour la défense nationale :

→ Paulstra fabrique des organes en caoutchouc et métal pour l'aviation et les engins militaires (en 1977, l'usine emploie 1 270 personnes).

→ OPL produit des optiques de précision pour l'armée. Après la guerre, l'entreprise réoriente ses productions vers le civil et lance les appareils photographiques FOCA et emploie environ 515 salariés à la fin des années 60. En 1967, alors que la vente des appareils photos périclète, la société change de nom pour devenir la SOPELEM. S'appuyant sur son savoir faire dans la mécanique de haute précision, elle conçoit et fabrique les premiè-

res servovalves de freinage pour l'aéronautique (Concorde). L'entreprise rejoint la groupe Inter technique sous le nom d'IN-LHC, puis est racheté par ZODIAC.

Ces quatre établissements totalisent près de 2 200 salariés dans les années 60, soit près de la moitié de l'emploi industriel.

De son côté, la société des Téléphonies Picard Lebas connaît diverses vicissitudes (400 emplois en 1927, 38 emplois en 1952, 400 en 1968, 1000 en 1972). Elle est rachetée par le groupe MATRA en 1979. En 1982, une nouvelle usine est inaugurée. Elle produit désormais des auto-commutateurs, des téléphones de voiture, et se convertit à l'électronique. En 1985, les effectifs sont réduits à 657 emplois, puis à 420 en 1993. Dans les années 90, une alliance est scellée avec le groupe canadien Northern Telecom, dont est issue la filiale Nortel Matra Cellular, qui se spécialise dans le GSM. Nortel est racheté par Flextronics en 2005; Le groupe d'origine singapourienne est spécialisée dans la sous-traitance de fabrication d'équipements électroniques.

Au cours des années 1980-2000, le territoire bénéficie de nouvelles arrivées d'entreprises, mais subit aussi les effets de la concurrence mondiale. En 1985, GSP disparaît. Début 2008, la liquidation de Flextronics, qui avait repris les employés de NORTEL en 2005, constitue un drame pour la zone d'emploi. Un plan de revitalisation est mis en place.

Par ailleurs, on doit noter la présence d'une douzaine d'entreprises industrielles de taille significative, réparties sur la

zone d'activité de Châteaudun, Brou, Cloyes, Bonneval :

- ★ VORWECK (300 salariés—électroménager)
- ★ ARVIN -MERITOR (220 salariés - amortisseurs)
- ★ ROLLER GRILL (110 salariés—matériel ménager)
- ★ CLAIRCELL PAPETERIE (200 salariés)
- ★ LATTY (200 salariés—joints—mécaniques de fluides)
- ★ Établissements DENIS (180 salariés—vis à grain—matériel pour silos)
- ★ FRANODEC (100 salariés—décolletage)
- ★ LACHAN SPRING (110 salariés—pièces pour l'automobile)
- ★ SMC (120 salariés—cintrage de tubes)

Aujourd'hui, la première entreprise industrielle est Paulstra, filiale du groupe Hutchinson (TOTAL), qui est un des leaders européens de l'isolation vibratoire et acoustique des moteurs automobiles. Avec ses 900 salariés dont 50 ingénieurs et 150 techniciens en R&D, l'entreprise exporte plus de 60% de sa production. Les difficultés actuelles du secteur automobile l'amènent à réduire ses effectifs en 2009.

Mais le premier employeur de la zone d'emploi est l'armée de l'air : environ 1 100 personnes travaillent sur la base aérienne de Châteaudun. Elle a une mission de réparation, de stockage et de réserve stratégique des avions de combat. La base accueille deux unités spécifiques : la programmation du service de matériel de l'armée de l'air ; le centre de gestion des matériels techniques.

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Châteaudun (2006 actualisé)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
PAULSTRA SNC	Plus de 750 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE HENRI EY	500 à 749 salariés	Santé, action sociale
CENTRE HOSPITALIER DE CHATEAUDUN	500 à 749 salariés	Santé, action sociale
SERVICE AIDE A DOMICILE SCHWEITZER	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
ARVIN-MERITOR	200 à 249 salariés	Industrie automobile
IN-LHC	200 à 249 salariés	Industries des équipements mécaniques
DUNOIS DISTRIBUTION	200 à 249 salariés	Commerce de détail, réparations
VORWERK SEMCO	200 à 249 salariés	Industries des équipements du foyer
ETABLISSEMENTS DENIS	150 à 199 salariés	Industries des équipements mécaniques
HUBERT SA	150 à 199 salariés	Transports
GABRIEL EUROPE	150 à 199 salariés	Industrie automobile
COMMUNE DE CHATEAUDUN	150 à 199 salariés	Administration publique
DIR DES SERVICES PENITENTIAIRES DE PARIS - CENTRE DE DETENTION DE CHATEAUDUN	150 à 199 salariés	Administration publique
LATTY INTERNATIONAL	100 à 149 salariés	Industries des produits minéraux
ROLLER GRILL INTERNATIONAL	100 à 149 salariés	Industries des équipements mécaniques
AGRALYS SERVICES	100 à 149 salariés	Conseils et assistance
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE EMILE ZOLA	100 à 149 salariés	Education
LACHANT SPRING 28	100 à 149 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
ADPEI LES PAPILLONS BLANCS - CAT DE LA BROUAZE	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
SA FERME DES ARCHES	50 à 99 salariés	Commerce de gros, intermédiaires

source : INSEE - CLAP 2006

A noter : les effectifs militaires étant sous secret défense, la base militaire aérienne de Châteaudun n'apparaît pas dans la liste. On estime qu'elle emploie environ 1100 personnes (civils et militaires)

Entreprises

Plus de 2 200 établissements installés dans la zone de Châteaudun en 2006

Fin 2006, la zone d'emploi de Châteaudun compte 2 212 établissements, soit près de 2 % des établissements implantés en région.

La zone d'emploi de Châteaudun se caractérise par un **poids important de l'industrie** (11 % des établissements) **et du commerce** (22 %).

Une hausse du stock d'établissements entre 2000 et 2006

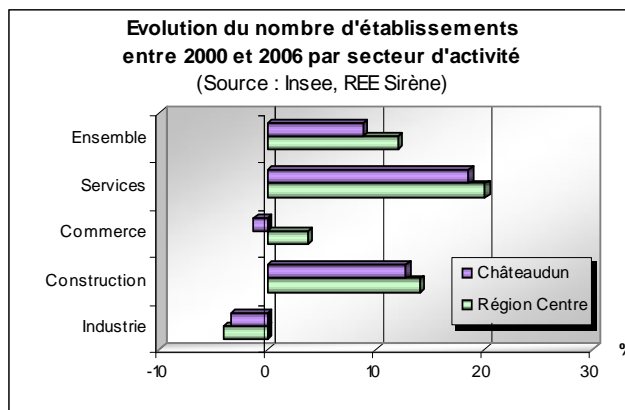
Le nombre d'établissements s'est

accru de près 9 % entre 2000 et 2006 (12 % pour le Centre).

Entre 2000 et 2006, la zone a subi des **pertes d'établissements industriels** (- 3 % contre - 4 % pour le Centre). On note aussi une diminution des établissements dans le commerce (- 1 % contre + 4 % pour la région).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé (19%) .

Le secteur de la construction a aussi vu son nombre d'établissements augmenter mais de manière plus modérée (+ 13 %).



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Effectif salarié	% ZE	% région
Ensemble	15 931	100	100
Sphère productive	6 196	38,9	37,1
Sphère résidentielle	5 190	32,6	38,9
Fonction publique	4 545	28,5	24

Source : Insee, CLAP

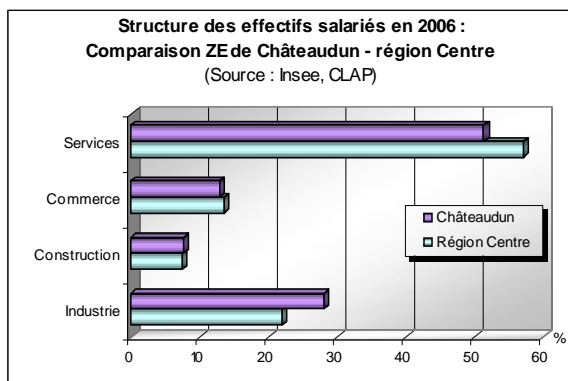
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

4 emplois salariés sur 10 relèvent de la sphère productive

La sphère productive —regroupant les activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire — occupe une place essentielle dans l'économie de la zone d'emploi de Châteaudun : elle représente 39 % des emplois salariés. Cette zone se caractérise en effet par une forte concentration des activités industrielles puisque le secteur industriel regroupe 28 % des effectifs salariés, soit 6 points de plus qu'en région.

La part des effectifs salariés de l'économie résidentielle— regroupant les activités répondant aux besoins locaux —est moins importante dans la zone d'emploi de Châteaudun que dans la région Centre.

La sphère publique est mieux représentée dans la zone qu'en région Centre. Cela s'explique en partie par la présence du Centre de détention de Châteaudun, de deux hôpitaux .



Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	4 481	28,1	22,1
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	352	2,2	2,5
<i>Biens de consommation</i>	468	2,9	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	1 408	8,84	4,55
<i>Biens intermédiaires</i>	2 143	13,45	9,03
<i>Energie</i>	110	0,7	1,5
Construction	1 216	7,6	7,4
Commerce	2 061	13,5	13,5
Services	8 173	51,3	56,9
<i>dont Transports</i>	659	4,1	4,7
<i>Activités financières</i>	252	1,6	3
<i>Activités immobilières</i>	127	0,8	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	1 026	6,4	11
<i>Services aux particuliers</i>	582	3,7	5
<i>Education, santé, action sociale</i>	3 725	23,4	20,2
<i>Administration</i>	1 802	11,3	11,8
Ensemble	15 931	100,00	100,00

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Un secteur industriel concentré dans quelques activités

L'industrie est concentrée dans cinq activités économiques qui regroupent à elles seules 19,5 % de l'effectif salarié (contre 10,3 % en région Centre).

Les activités industrielles surreprésentées sont :

- la "chimie, caoutchouc, plastiques" (5,7 % des effectifs salariés contre 2,4 en région Centre) . Rappelons que la société Paulstra demeure l'un des premiers employeurs de la zone ;

- les "industries des équipements mécaniques" (6,2 % contre 3,1 %)

- la "métallurgie et transformation des métaux" (3,6 % contre 2,4),.

Le secteur des services est nettement sous-représenté par rapport à la région Centre (51 % contre 57 %). Cependant, une activité, la plus importante en effectifs, domine sur ce territoire : la « santé - action sociale » avec 17 % des effectifs salariés (contre 13 % en région).

Entre 2000 et 2006, l'emploi salarié de la zone de Châteaudun reste globalement stable. Les créations d'emplois dans le commerce et les services ont compensé les suppressions d'emplois dans la construction et l'industrie.

Entre 1999 et 2006, l'évolution de l'emploi salarié se décompose en plusieurs cycles :

1) 2000 : croissance des effectifs salariés de la zone (+ 1,4 %)

2) 2001 - 2002 : l'emploi recule (- 0,7 % par an)

3) 2003 : forte hausse des effectifs salariés (+ 2,6 %)

4) 2004 - 2005 : nouvelle baisse des emplois (- 0,6 % par an)

5) 2006 : reprise modérée de l'emploi salarié (+ 0,2 %)

Les secteurs industriels les plus touchés par les pertes d'emplois sont les équipements du foyer, équipements électriques et électroniques et la chimie - caoutchouc - plastiques. Dans le bâtiment, travaux publics, les effectifs salariés diminuent modérément jusqu'en 2005, puis le secteur progresse en 2006.

Parallèlement, certains secteurs tertiaires comme le commerce de détail-réparations, les services personnels et domestiques, la santé-action sociale, les services opérationnels et les transports créent des emplois.

Chômage

Un taux de chômage qui perd son avantage sur le taux régional

A partir de l'année 2008, le taux de chômage de la zone de Châteaudun rattrape le taux régional, alors qu'il était jusqu'à présent nettement moins élevé.

La durée moyenne de l'inscription au chômage, très supérieure à la moyenne dans certains domaines comme l'électricité - électronique, les industries de process, les ingénieurs et cadres de l'industrie, indique de réelles difficultés à sortir du chômage dans certains cas.

Les personnes âgées de 50 ans et plus sont particulièrement sensibles aux variations conjoncturelles.

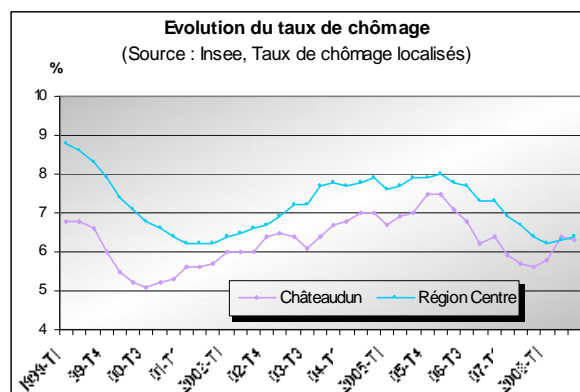
En 2008, le nombre de chômeurs

de longue durée progresse fortement, en particulier les femmes, ainsi que le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans.

Malgré la progression du chômage, des offres d'emplois restent difficiles à pourvoir

De nombreux domaines industriels sont en tension, y compris ceux dans lesquels les demandeurs d'emploi ont des difficultés à s'insérer.

Le nombre d'offres d'emplois est supérieur à celui des demandes dans de très nombreux métiers qualifiés de l'industrie et du bâtiment. Des métiers relatifs aux services (aides à domicile, agents d'entretien, ...) et au commerce sont également en tension.



Agriculture

vers la recherche de nouveaux débouchés et de cultures à forte valeur ajoutée

Le secteur agricole demeure une activité caractéristique de la zone d'emploi de Châteaudun, même si la diminution des cultures spécialisées et l'augmentation de la productivité des exploitations abouti à une diminution du poids de l'agriculture dans l'emploi salarié.

La zone d'emploi est à cheval sur deux petites régions agricoles dont historiquement les productions n'étaient pas totalement similaires. Les évolu-

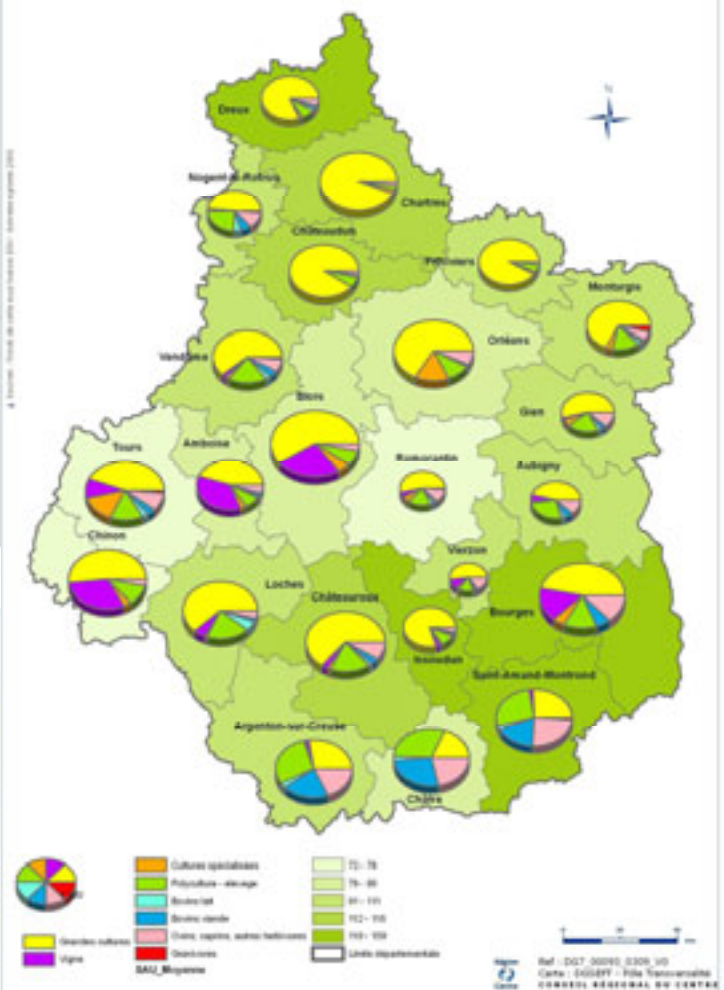
tions réglementaires successives ont eu pour effet de diminuer très fortement les différences. Ce sont donc très majoritairement les grandes cultures qui dominent avec principalement le blé et l'orge. La Beauce Dunoise à l'Est de la zone est aussi marquée par la production de betteraves, de légumes de plein champ à destination de la conserve (haricot, pois), de pommes de terre, d'oignon mais aussi de cultures portées graines.

Cette activité est très développée tant pour la production de semences potagères que pour les grandes cultures. Plusieurs

Occupation du sol sur la zone d'emploi de Châteaudun (à partir des données Corine land Cover)



Orientations technicoéconomiques en nombre d'exploitations agricoles et SAU moyenne par zone d'emploi en 2000



entreprises de sélection sont implantées sur le territoire et développent des contrats avec les agriculteurs.

A l'ouest, le faux perche était plus traditionnellement tourné vers l'élevage, c'est pourquoi on trouve encore quelques traces notamment avec de l'élevage avicole à destination des abattoirs du groupe LDC basés en limite extérieure à la zone et qui aujourd'hui cherchent à maintenir voire à développer leur parc de poulaillers.

Le territoire semble aujourd'hui s'orienter vers la recherche de nouveaux débouchés, notamment avec le développement des plantes médicinales

et aromatiques ou encore la valorisation non alimentaire des productions végétales notamment vers les agromatériaux ou les agrocarburants.

Le secteur coopératif s'est très largement restructuré et les anciennes coopératives de Bonneval ou du Dunois ont fusionné avec d'autres du loir et Cher pour donner naissance à Agralys 3^{ème} groupe céréalier français dont le siège social est à Châteaudun.

Enfin, la réforme de la PAC et la meilleure gestion de la nappe de Beauce sont à l'évidence des éléments qui vont peser lourd dans l'évolution agricole du territoire.

Tourisme

Quelques chiffres

- ★ Hôtellerie : 9 établissements dont 7 hôtels-restaurants : 498 lits
- ★ 6 campings : 2 364 emplacements (dont 678 pour le camping de Brou et 588 pour celui de Cloyes-sur-le-Loir)
- ★ Château de Châteaudun : 19 549 visiteurs en 2007
- ★ Château de Montigny-le-Gannelon : 11 252 visiteurs en 2007
- ★ Maison de la Beauce à Orgères-en-Beauce : 5 636 visiteurs en 2007
- ★ Parc de loisirs de Cloyes-sur-le-Loir : 12 761 visiteurs en 2007
- ★ Parc de loisirs de Brou : 10 000 visiteurs en 2007
- ★ Les Barques de Bonneval : 7 360 visiteurs en 2007

Des atouts pour l'avenir

ELASTOPOLE

Depuis juillet 2007, ELASTOPOLE, pôle de compétitivité dédié aux élastomères et aux matériaux polymères est labellisé par l'Etat. Il associe une quarantaine d'entreprises représentant plus de 30 000 emplois sur 4 régions (Centre—Auvergne—Pays de la Loire et Ile-de-France). Les caoutchoucs sont des matériaux complexes à travailler (pliage, relaxation, fatigue, vieillissement) qu'il faut savoir maîtriser à partir de compétences plurielles (rhéologues, chimistes, mécaniciens, modélisateurs). Elastopole a l'ambition de favoriser les développements technologiques innovants en fédérant les actions des industriels et des chercheurs. Paulstra Châteaudun qui conçoit et fabrique des éléments d'isolation antivibratoire est fortement impliquée dans Elastopole.

Une Agriculture innovante

La ville de Châteaudun est située au cœur de la Beauce dunoise, un des greniers à blé français. La variété et la qualité des terres de la Beauce dunoise, la compétence des hommes offrent un parfait échantillonnage de tout ce qui



fait la richesse de l'agriculture française. Les fermes de la Beauce dunoise sont dans leur majorité des exploitations alliant haute technicité, producti-

tivité, innovation et diversification.

Le siège du groupement des coopératives céréalières **Agralys (Le Dunois et Ligéa)** est installé à Châteaudun avec ses 130 cadres et techniciens. Avec 2 000 000 de tonnes de céréales collectées par an, Agralys se situe parmi les trois premiers groupements de coopératives céréalières de France. En 1995, sous l'impulsion d'une poignée d'ingénieurs et d'agriculteurs de la coopérative agricole du Dunois, le groupe Agralys a créé une véritable innovation culinaire avec son blé précuit **Ebly**. Après avoir séduit les grands cuisiniers et les consommateurs français grâce à ses qualités gustatives et nutritives, Ebly part aujourd'hui à la conquête des pays européens.

Une Base aérienne stratégique

A côté du monde industriel, Châteaudun accueille une importante base aérienne de



l'armée de l'air qui emploie un peu plus d'un millier de personnes.

Elle supporte différentes unités chargées du stockage des avions et de leur convoyage vers les escadrons de l'armée de l'air, un centre de gestion du matériel technique, une équipe d'étude technique des méthodes de stockage, une équipe d'étude technique des réparations des dommages de combat et une section locale

d'achat et de mandatement. La base 279 dépend désormais de la base de Bricy dans le Loiret.

Cette base militaire a une vocation aéronautique très marquée avec une plate-forme moderne, très bien équipée et permettant d'affronter toutes les expertises.

Le Château de Dunois

Surplombant la vallée du Loir, ce château occupait une position stratégique aux confins de la plaine de la Beauce. Il fut au 15^e siècle la propriété de Jean de Dunois puis celle de ses descendants, membres de la famille de Longueville, jusqu'en 1694. Des travaux qui



commencèrent vers 1450 pour ne s'achever que vers 1530 firent de l'ancien château féodal une demeure confortable et claire.

Le corps de logis comporte deux étages surmontés par un comble gigantesque, qui habille le donjon. Une sainte-chapelle gothique bâtie par Dunois jouxte le donjon. La cour a conservé deux escaliers à loggias, l'un au décor flamboyant et l'autre, qui en reprend le schéma, d'époque Renaissance. Les deux styles cohabitent parfaitement.

La ville et le château de Châteaudun ont choisi de créer ensemble un centre d'interprétation autour de Jean de Du-

nois, compagnon de Jeanne d'Arc : trois salles de l'aile Dunois accueillent cette exposition permanente, dans lesquels sont présentés les différents visages de Dunois.

Tourisme à Vélo : la vallée du Loir à vélo

L'itinéraire cyclable de la vallée du Loir est un axe structurant identifié par les schémas vélo de la région Centre et des départements d'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher. D'une longueur de 150 Km sur la traversée de la région Centre sur un total de 350 Km entre Chartres et Angers, cet axe forme un produit touristique consommable sur une semaine.

Il se développera pour l'essentiel sur des routes existantes en voirie partagée. Il bénéficie d'une densité de sites touristiques importante surtout dans sa partie centrale (Châteaudun) et d'une variété paysagère marquée par l'eau et les troglodytes.

Cette véloroute présente un rapport coût d'investissement/retombées économiques intéressant, particulièrement adapté pour une clientèle itinérante.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Dreux

Forum territorial du mercredi 13 mai 2009



Présentation générale de la zone d'emploi de Dreux

Durement éprouvé depuis 15 ans par les restructurations industrielles, le Drouais s'attache à retrouver une image plus positive grâce à une politique de redynamisation urbaine et économique.

A l'extrême nord de la région Centre, la zone d'emploi de Dreux est voisine de l'Île de France et de la Normandie. Le Drouais apparaît clairement tourné vers la région Capitale, et en particulier vers le département limitrophe des Yvelines. Signe révélateur de cette attraction, 29% de ses salariés résidents (soit 12 350 personnes) part chaque jour travailler en région parisienne, une grande partie utilisant la ligne SNCF Paris-Granville, qui met la gare Montparnasse à 55 minutes. Dreux se situe au carrefour des routes nationales 12 et 154. La mise à deux fois deux voies de cette dernière jusqu'à Chartres est quasiment achevée, mis à part l'arrivée sur l'entrée sud de la ville. Les contournements de l'agglomération restent à réaliser.

Dreux, sous-préfecture d'environ 32 700 habitants, a occupé dans l'histoire une position stratégique lors des conflits entre les rois de France et les ducs de Normandie. La ville, située dans la vallée de la Blaise, a subi de multiples sièges dont celui de Henri IV, mais a su, à chaque fois, regagner une prospérité nouvelle. Cité de tradition industrielle, connue dès le XVII^e siècle pour sa manufacture drapière, Dreux profite d'un remarquable essor au XIX^e siècle, puis au XX^e siècle. L'industrie métallurgique et l'imprimerie font leur apparition.

Le renouveau est particulièrement marqué après la deuxième

me guerre mondiale, avec le "dessalement francilien" et l'installation de grandes entreprises du secteur de l'électronique ou de l'automobile. Quelques noms ont marqué la vie locale, comme la Radiotechnique, devenue plus tard Philips, ou l'usine Facel Vega, d'où sont sortis des modèles restés célèbres dans l'histoire automobile. Le Drouais est également le fief du laboratoire pharmaceutique Beaufour, aujourd'hui Ipsen, qui emploie environ 600 salariés sur place.

Pharma Valley, une locomotive économique

Ce développement s'est traduit par une forte expansion démographique. Dans les années quarante, l'agglomération de Dreux ne comptait que 15 000 habitants, contre 55 000 aujourd'hui. Cet afflux de population a nécessité la construction de nombreux logements, pour accueillir notamment les immigrés auxquels l'industrie locale a fait massivement appel dans les années 70. Mais la crise qui frappe la région à partir des années 90 stoppe brutalement le mouvement. Dreux voit sa population diminuer de 5 000 habitants en près de vingt ans. C'est le début des grands plans sociaux, le taux de chômage augmente et reste encore aujourd'hui le plus élevé de la région Centre (8,8% en février 2009). La population, peu qualifiée, se précarise, l'insécurité s'installe.

L'image de Dreux est fortement marquée par le score sans précédent (16%) du Front National lors des municipales de 1983.

La ville est perçue comme le berceau du parti d'extrême

droite et mettra longtemps à se débarrasser de cette étiquette. Dans le même temps, les restructurations industrielles se poursuivent. Depuis 1995, Dreux a perdu 4 500 emplois, surtout dans l'automobile et l'électronique. LG Philips a disparu en 2006, Philips EGP ne compte plus que 250 salariés, et Klarius-Rosi a fermé ses portes l'an dernier.

Malgré ce contexte défavorable, de nouvelles dynamiques s'enclenchent. Avec une dizaine de laboratoires (Ipsen, mais aussi Leo Pharma, Sophartex, Norgine Pharma, etc.), Dreux est devenue la capitale de Pharma Valley, un cluster porteur de nouveaux projets, qui devrait stimuler la sous-traitance. Avec 40 millions d'euros investis depuis 2003 dans la revitalisation, le Drouais a pris son destin en main et s'est fortement impliqué sur le terrain économique. Ainsi, la friche de la "Radio" a été reconvertie en parc d'entreprises, et de nouvelles sociétés ont été attirées dans l'agglomération (Matelsom, Cordon, Sodexo...). Un projet "cœur d'agglomération" a par ailleurs été lancé pour recomposer l'habitat, créer un nouveau pôle multimodal autour de la gare et développer le commerce, dans l'espoir de donner, durablement, un nouveau souffle à la zone d'emploi.

Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	126 176	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,68 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	5,0 %	////
Superficie (km ²)	1 501	39 151
Densité (habitants/km ²)	84,1	64,4
Nombre de communes	109	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	35 931	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	32 618	903 537
Taux de chômage (1 ^{er} T 2009)	10,7 %	7,8 %

Sources :
Population : Insee, RP 2006
Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
Chômage : Insee, Taux de chômage localisés



Château de la Ferté Vidame

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

A proximité presque immédiate de la région Ile de France, le Drouais y est facilement relié avec la RN12. Par contre, il subit les flux qui tentent d'éviter la région parisienne, dont le contournement autoroutier est en train de se compléter avec l'arrivée de l'A19 qui rejoint l'A10, et avec la perspective d'un barreau supplémentaire entre Artenay et Chartres.

La mise à deux fois deux voies de la RN 154 entre Chartres et Dreux est quasiment achevée, ce qui facilite les relations entre les deux villes. Il reste toutefois à aménager l'entrée sud de Dreux, le contournement Est de la ville en direction de la N12, et plus globalement la mise en voie rapide de la totalité du tronçon Marville-Nonancourt, ce qui parachèvera la liaison rapide avec Evreux, puis Rouen.

La gare de Dreux est située sur un axe desservi essentiellement par des trains transiliens mis en place par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France. Ce dernier a décidé de mettre en place une nouvelle offre en décembre dernier basée sur le principe du « cadencement » (trains partant toujours à la même minute). Des milliers de personnes empruntent cette ligne, parfois après avoir franchi la frontière régionale puis garé leur voiture afin de bénéficier de la carte Orange et de ses tarifs préférentiels.

Le pôle d'échanges de Dreux fait partie des projets structurants inscrits au volet territorial du contrat de projet 2007-2013.



9 cantons composent la zone d'emploi de Dreux représentant 126 176 habitants

Canton	Population
Anet	18 848
Brezolles	13 843
Châteauneuf-en-Thymerais	10 173
Dreux (Est-Ouest-Sud)	56 700

Canton	Population
Nogent-le-Roi	16 929
La Ferté-Vidame	2 267
Senonches	5 688



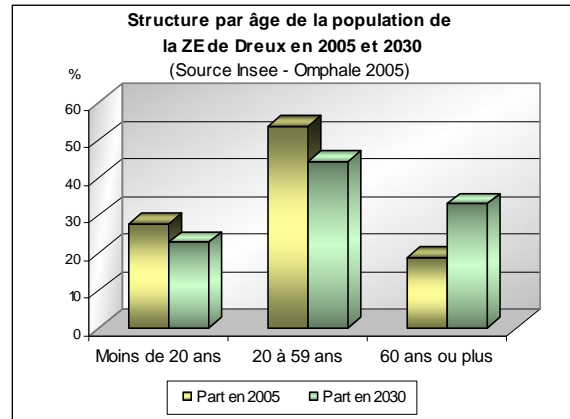
Le Château d'Anet—J.S.Mustchler-CRT Centre

munes percheronnes, à l'ouest, exclues de la dynamique démographique, les communes rurales et périurbaines connaissent une expansion résidentielle.

Un territoire jeune

Aujourd'hui, la zone compte une proportion encore importante de ménages avec enfants, et, à l'inverse, une part des personnes âgées relativement faible. Ces éléments en font une des

zones d'emplois les plus « jeunes » de la région. L'indice de jeunesse, qui fait le rapport entre la population de moins de 20 ans et celle âgée de 60 ans et plus, était estimée à 1,47 en 2005 sur la zone d'emploi drouaise, contre 1,06 sur la région.



Revenus

2006	Zone d'emploi de Dreux	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	16 791 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	67,1%	62,2%
Pensions, retraites, rentes	22,4%	26,3%
Revenus des professions non salariées	5,8%	6,4%
Autres revenus	4,8%	5,1%
% des ménages fiscaux non imposés	36,1%	37,2%

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Des écarts géographiques importants

En 2006, le revenu fiscal médian de la zone d'emploi drouaise s'élève à 16 791 €, soit 240 € de moins que la moyenne régionale.

En d'autres termes, la moitié des habitants de la zone appartiennent à un ménage qui déclare un revenu supérieur à 16 791 €.

Les indicateurs du niveau de revenu tendent à être plus faibles sur l'agglomération drouai-

se, et plus forts dans la périphérie périurbaine. La Ville de Dreux regroupe une population aux revenus modestes. La part des ménages non imposés y est de 58 % en 2006, soit une proportion très supérieure à la moyenne de la zone d'emploi, égale à 36,1 %.

La structure des revenus est marquée par une prédominance des revenus salariaux, alors que la part des retraites est sensiblement inférieure à celle observée sur l'ensemble de la région.

Équipements et services à la population

Un maillage de commerces de proximité en zones rurales peu resserré

Le niveau d'équipement global de la zone est plutôt faible. Les indices correspondant à la zone d'emploi sont pour la plupart en dessous des indices relatifs à l'ensemble de la région Centre.

La situation varie selon le type de communes, les deux extrêmes étant, d'une part, les communes du Perche, à faible densité démographique et de services, et, d'autre part, l'agglomération drouaise, qui concentre les biens et services de niveau supérieur. Dans l'ensemble, les commerces de proximité sont peu nombreux.

Des problématiques d'adaptation des infrastructures aux besoins (santé, éducation)

Les territoires les moins densément peuplés, à l'ouest, sont confrontés aux problématiques propres aux zones rurales aujourd'hui : adaptation

aux aléas de la démographie scolaire, risque de désertification médicale.

La densité médicale sur l'ensemble de la zone d'emploi est faible. On compte 7 médecins pour 10 000 habitants, bien en-deçà du ratio régional de 8,7 – lui-même nettement éloigné du ratio national, qui est

de 11,4.

Si l'offre de santé est assez fournie sur l'agglomération drouaise, cela est compensé par la rareté des professions médicales sur le reste du territoire, moins densément peuplé.

La zone drouaise manque, par ailleurs, de structures d'accueil

pour les enfants de moins de 3 ans et les 3-12 ans, notamment dans les franges franciliennes et au nord du territoire.

Une offre culturelle et sportive étoffée

L'offre culturelle est concentrée sur Dreux et Vernouillet, avec des équipements impor-

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Épiceries, supérettes	22	12	11	52	66,3	1,7	3,2
La Poste	24	20	18,3	64,8	77,7	1,9	2,6
Banques, caisses d'épargne	51	15	13,8	59,7	66,6	4	5,5
Médecins	88	21	19,3	65,5	77,1	7	8,7
Pharmacies	37	15	13,8	59,9	74,2	2,9	3,6
Écoles maternelles	34	17	15,6	58,7	70,4	2,7	2,8
Écoles élémentaires	81	55	50,5	87,2	93	6,4	6,6
Police, gendarmeries	11	9	8,3	49,9	47,5	0,9	0,8
Hébergements pour personnes âgées	15	10	9,2	51,8	60,6	1,2	1,7
Garde enfants d'âge préscolaire	13	5	4,6	43,6	52,6	1	1,4
Cinéma	2	2	1,8	28,5	28,4	0,2	0,2
Équipements sportifs	664	82	75,2	///	///	55,2	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odometrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

tants (centre culturel l'Odysée, médiathèque, théâtre, l'Atelier à Spectacle...). Les communes rurales de l'ouest de la zone ne sont pas démunies (cinéma à Senonches, complexe culturel et sportif à Brezolles). Les équipements sportifs de cette zone sont nombreux, et surtout, ils tirent

parti d'un cadre naturel favorable à la pratique de sports de plein air: sports nautiques, équestres, golf, tir à l'arc, ULM... Le plan d'eau de Mézières-Ecluzelles, par exemple, valorise l'hydrographie du territoire.

res-Ecluzelles, par exemple, valorise l'hydrographie du territoire.

Déplacements domicile-travail des salariés

Des flux fortement déséquilibrés entre la zone d'emploi de Dreux et l'extérieur.

En 2004, 6 726 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi de Dreux et les autres zones d'emploi de la région Centre et 20 953 ont lieu entre la zone de Dreux et l'extérieur de la région.

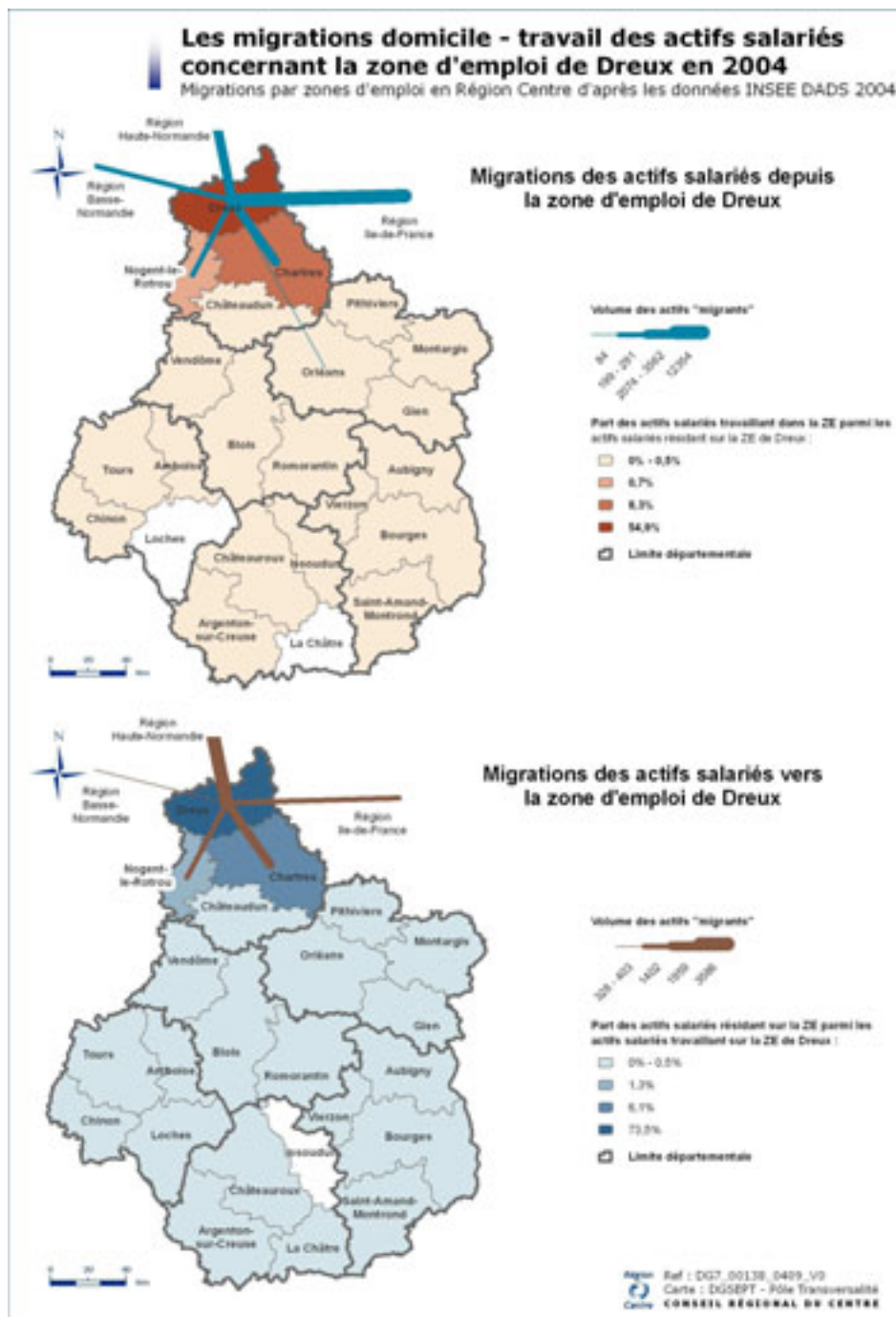
Les échanges se font principalement avec : l'Ille-de-France (13 755 entrées et sorties), la Haute-Normandie (5 659), les zones d'emploi de Chartres (5 522), Nogent-le-Rotrou (694), la Basse-Normandie (528) et la zone d'emploi d'Orléans (144).

Globalement, les entrées d'actifs salariés sont plus de deux fois moins nombreuses que les sorties (-10 808). Si les échanges avec l'Ille-de-France sont déficitaires (on compte presque 9 fois plus de sorties vers l'Ille-de-France que d'entrées), ils sont en revanche favorables à la zone avec Nogent-le-Rotrou.

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Dreux, plus de 45 % travaillent hors de cette zone : ils vont principalement travailler vers l'Ille-de-France (12 354 soit 29 % des salariés résidents), la zone d'emploi de Chartres (3 562 soit 8 % des salariés résidents), la Haute-Normandie (2 074 soit 5 % des salariés résidents), la zone de Nogent-le-Rotrou (291 soit 1 % des salariés résidents), la Basse-Normandie (200 soit 0,5 % des salariés résidents) et la zone d'Orléans (84 soit 0,2 % des salariés résidents).

Plus de 26 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident principalement en Haute-Normandie (3 586 soit 11 % des salariés travaillant dans la zone), dans la zone d'emploi de Chartres (1 959 soit 6 % des salariés), en Ille-de-France (1 402 soit 4 % des salariés), Basse-Normandie (328 soit 1 % des salariés), et dans la zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou (403 soit 1 % des salariés résidents).

Parmi les agglomérations de la région, Dreux est, avec Chartres, celle dont la part des actifs résidents et travaillant sur place est la plus faible (62 %) et celle qui affiche le plus fort taux d'entrée (42 % des emplois occupés par des actifs non résidents).



Les 10 principaux flux internes de la zone d'emploi de Dreux

Commune de résidence	Commune de travail	Flux	Commune de résidence	Commune de travail	Flux
Vernouillet	Dreux	1 422	Luray	Dreux	190
Dreux	Vernouillet	963	Saint-Rémy-sur-Avre	Vernouillet	138
Saint-Rémy-sur-Avre	Dreux	416	Garnay	Dreux	136
Saint-Lubin-des-Joncherets	Dreux	390	Cherisy	Dreux	132
Tréon	Dreux	212	Nogent-le-Roi	Dreux	121

Sources : Insee, DADS 2004

La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

L'économie de la zone d'emploi a été dominée par l'agriculture jusqu'à la seconde guerre mondiale. Mais depuis le 17^{ème} siècle, les vallées de l'Avre et de la Blaise accueilleraient les industries de fabrication de draps et de filatures de coton. Les forges et les fonderies utilisaient la force des rivières à Dreux.

La majorité de ces activités se sont éteintes à la fin du 19^{ème} siècle. Dans les années 1935-1940, le Drouais a commencé à profiter de sa proximité avec Paris, en accueillant des ateliers métallurgiques, une fabrique de rondelles, une usine de moto-générateur, la fabrication de meubles métalliques Flambo (aujourd'hui Exacompta—25 emplois à Nogent-le-Roi). C'est en 1939

que fut créée FACEL S.A., sous le nom de « Forges et Ateliers de Construction d'Eure-et-Loir ». FACEL devint en 1955 le seul constructeur français d'automobiles de luxe en produisant la FACEL-VEGA. La société disparut en 1964. Le véritable tournant se produisit après 1950, avec l'arrivée en 1956 de la Radiotechnique de Suresnes, qui deviendra Philips.

Entre 1962 et 1968, Dreux connut une croissance record de sa population de plus de 42%. On fit venir de nombreux ouvriers pour satisfaire aux besoins de main-d'œuvre. Ainsi, en 2003, les deux usines Philips (LG Philips et Philips EGP) compteront 1 700 salariés. La première entité disparaît en 2006, et après plu-

sieurs vagues de licenciements, l'usine ne compte plus que 250 ouvriers environ.

Le secteur de l'automobile a aussi été florissant, avec Renault (câblage), dont l'usine qui employa environ 800 personnes fut revendue à Labinal, puis à Valéo, avant de disparaître en 2003, de même que Rosi-Klarius (Pots d'échappements) liquidé en fin 2008.

Le secteur de la santé garde une bonne dynamique, dans le sillage du fabricant de médicaments Ipsen (570 salariés), héritier des laboratoires Beaufour qui produisent à Dreux depuis 1960. La zone d'emploi accueille Famar ex-Abbot (médicaments et appareillages—220 salariés), Norgine (médicaments—240 salariés) Sophartex (médicaments—

logistique—330 salariés), Leo (seringues—170 salariés), Verretubex (ampoules—170 salariés), Prographarm (médicaments—140 salariés).

L'ensemble de la zone bénéficie par ailleurs d'un tissu de PME très diversifié, dans la plasturgie, le caoutchouc, le décor de la maison, les encres d'imprimerie, les pompes pour la chimie, le matériel de maintenance, les équipements de peinture...

Les efforts réalisés pour attirer de nouvelles entreprises portent leurs fruits avec notamment la société Cordon Electronics (120 salariés), Sodexo (restauration collective), Phone Marketing (Centre d'appel).

La zone d'emploi de Dreux se caractérise par une prédominance de la sphère productive.

Cette zone se caractérise par une proportion d'emplois dans la sphère productive — activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire — supérieure à celle de la région Centre (respectivement 40 % contre 37 %). La surreprésentation de l'industrie concerne essentiellement le secteur de "la pharmacie, parfumerie et entretien" qui représente 4,8 % des effectifs salariés de la zone d'emploi de Dreux contre 1,8 % en région Centre; mais également "l'industrie des équipements mécaniques" (4,1 % des effectifs salariés de la zone contre 3,1 % en région Centre) et "l'industrie des équipements du foyer" (3,6 % des effectifs salariés de la zone contre 1,2 % en région Centre). Ceci s'explique principalement par l'implantation des établissements Beaufour Ipsen Industrie et Sophartex, spécialisés dans la production pharmaceutique ainsi que de Philips France, spécialisé dans la fabrication de téléviseurs à écran plat, qui reste l'un des établissements indus-

triels les plus importants de la zone malgré les suppressions d'emplois en 2008. Les secteurs "chimie, caoutchouc, plastique" et "métallurgie et transformation des métaux"

ont également un poids important dans l'industrie de la zone (respectivement 3,6 % et 3,4 % des effectifs salariés).

En revanche, l'économie rési-

dentielle — qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux — est sous-représentée dans cette zone, marquée par l'influence de la région parisienne (34,2 % contre 38,9 % pour la région). A contrario, la sphère publique est plus développée dans la zone drouaise comparativement à l'ensemble de la région (respectivement 25,8 % contre 21,4 % des effectifs salariés). Avec la part la plus importante de la zone (13,8 % des effectifs salariés), le secteur "santé, action sociale" est surreprésenté par rapport à la région. Ceci s'explique par la présence du Centre Hospitalier de Dreux Victor Jousset, qui est le premier employeur de la zone.

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	30 400	100,0	100
Sphère productive	12 151	40,0	37,1
Sphère résidentielle	10 393	34,2	38,9
Fonction publique	7 856	25,8	24,1

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	8 363	27,5	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	482	1,6	2,5
<i>Biens de consommation</i>	3 063	10,1	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	1 345	4,4	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	3 330	11,0	9,0
<i>Energie</i>	143	0,5	1,5
Construction	2 272	7,5	7,4
Commerce	4 470	14,7	13,5
Services	15 295	50,3	57,0
<i>dont Transports</i>	921	3,0	4,7
<i>Activités financières</i>	474	1,6	3,0
<i>Activités immobilières</i>	344	1,1	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	2 551	8,4	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	1 174	3,9	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	6 880	22,6	20,2
<i>Administration</i>	2 951	9,7	11,8
Ensemble	30 400	100,0	100,00

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Dreux (actualisée 2008)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
CTRE HOSPITALIER DREUX VICTOR JOUSSELIN	1500 à 1999 salariés	Santé, action sociale
COMMUNE DE DREUX	500 à 749 salariés	Administration publique
PHILIPS FRANCE	250 à 499 salariés	Industries des équipements du foyer
BEAUFOUR IPSEN INDUSTRIE	250 à 499 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
CORA	250 à 499 salariés	Commerce de détail, réparations
SOPHARTEX	250 à 499 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
SACRED	250 à 499 salariés	Chimie, caoutchouc, plastique
COMMUNE DE VERNOUILLET	200 à 249 salariés	Administration publique
FAMAR	200 à 249 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
CTRE HOSPITALIER DREUX VICTOR JOUSSELIN	200 à 249 salariés	Éducation
REGROUPEMENT ET DIFFUSION DE ST LUBIN	200 à 249 salariés	Services opérationnels
NEWELL WINDOW FASHIONS FRANCE	200 à 249 salariés	Industries des équipements du foyer
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DROUAIS	200 à 249 salariés	Administration publique
LYCEE POLYVALENT ROTROU	200 à 249 salariés	Éducation
FILLON TECHNOLOGIES	150 à 199 salariés	Industries des équipements mécaniques
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILE SA	150 à 199 salariés	Conseils et assistance
LABORATOIRES LEO	150 à 199 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
LYCEE POLYVALENT EDOUARD BRANLY	150 à 199 salariés	Éducation
ETABLISSEMENTS VERLINDE	150 à 199 salariés	Industries des équipements mécaniques

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Plus de 4 700 établissements implantés dans la zone de Dreux en 2006

Fin 2006, la zone de Dreux compte 4 738 établissements, soit 4,4 % des établissements installés en région Centre.

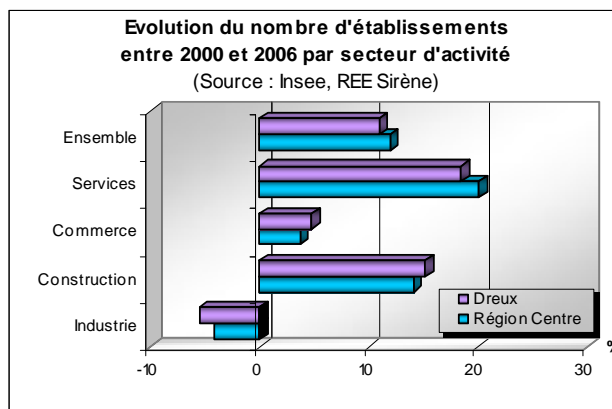
La proportion d'établissements dans les services est moins importante qu'en région, au profit de l'industrie et de la construction. Elle est en revanche comparable dans le commerce.

Une hausse du stock d'établissements entre 2000 et 2006

Le stock d'établissements s'est

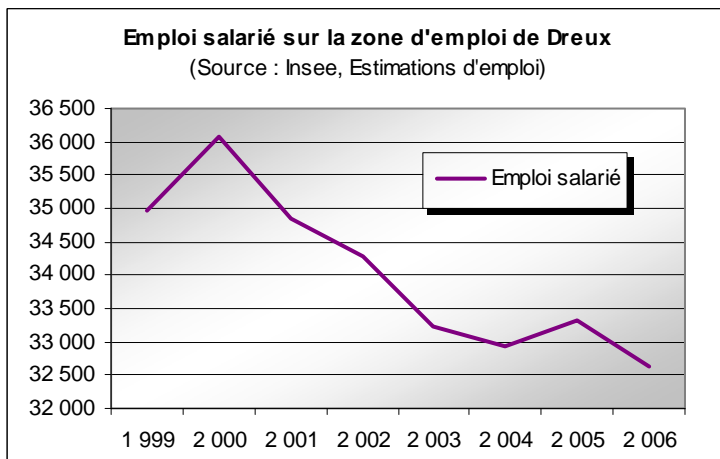
accru de plus de 11 % entre 2000 et 2006, une hausse légèrement inférieure à celle observée pour l'ensemble de la région. Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel (- 5,5 % contre - 4,1 % pour le Centre).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 18,5 % (+ 20,1 % en région Centre). Le secteur de la construction a également connu une hausse importante d'établissements (+ 15,2% soit 1,1 points de plus que la région).



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Entre 2000 et 2006, l'emploi salarié a diminué de 1,6 % par an en moyenne.

La zone de Dreux est touchée par de très nombreuses pertes d'emplois, notamment dans le secteur industriel. C'est la zone de l'Eure-et-Loir qui a perdu le plus d'emplois entre 2000 et 2006.

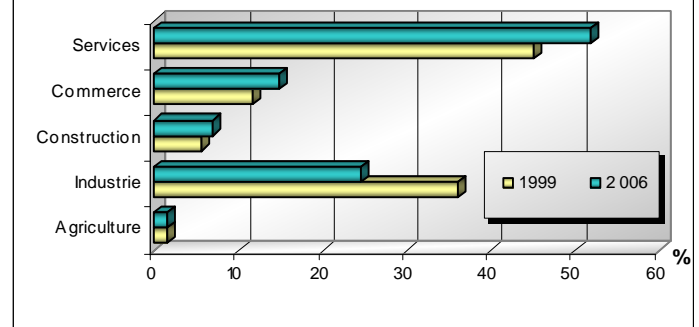
Le phénomène de désindustrialisation observé au cours des années 90 se poursuit : les emplois salariés dans l'industrie diminuent fortement

de 2001 à 2006. De nombreux secteurs sont touchés comme la fabrication d'équipements de radios, télévisions, le travail des métaux, l'industrie automobile, le caoutchouc - plastique, ...

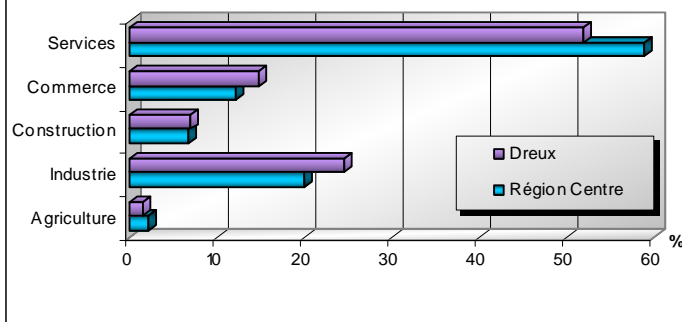
Les créations d'emplois dans le commerce et plus récemment dans la construction et les services (à partir de 2005) n'ont pas compensé ces pertes d'emplois industriels.

Les activités tertiaires en hausse sur la période sont les services aux entreprises (travail temporaire, nettoyage, ...), le commerce, les activités immobilières, la santé - action sociale, la recherche et développement, les activités associatives, etc

Structure de l'emploi salarié pour la zone d'emploi de Dreux : Comparaison 1999-2006
(Source : Insee, Estimations d'emploi)



Structure de l'emploi salarié en 2006 : Comparaison zone d'emploi de Dreux - région Centre
(Source : Insee, Estimations d'emploi)



Chômage

Entre 2000 et 2008, le chômage de la zone de Dreux progresse plus rapidement que celui de la région Centre (respectivement + 0,9 point et + 0,3 point).

Le taux de chômage de la zone est le plus élevé de la région à la fin de l'année 2008 (8,8 % contre 6,9 %).

Une part très élevée d'hommes parmi les demandeurs d'emploi

Depuis 2002 les hommes inscrits au chômage sont plus nombreux que les femmes, en lien avec les très nombreuses pertes d'emplois dans l'industrie.

Il s'agit de la plus forte proportion d'hommes au chômage de la région, avec celle de la zone de Blois.

Le chômage de longue durée est élevé sur toute la période, et reste supérieur à la moyenne régionale.

La part des jeunes parmi les demandeurs d'emploi est des-

centue au niveau de celle de la région ; les jeunes restent un public sensible face aux variations conjoncturelles du marché du travail, de même que les seniors âgés de 50 ans et plus.

Beaucoup plus de demandeurs d'emploi que d'offres proposées

Le faible taux de tension de la zone de Dreux indique que les demandes d'emploi sont beaucoup plus nombreuses que les

offres proposées par les entreprises.

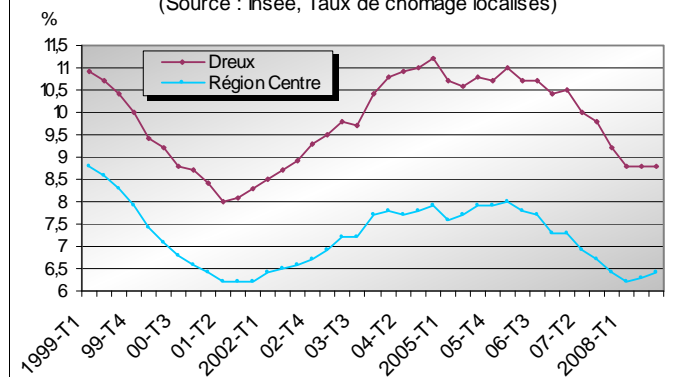
Cependant certains métiers rencontrent des difficultés de recrutement, comme ceux du bâtiment - travaux publics.

La croissance de l'emploi dans le BTP à partir de 2004 s'est accompagnée de pénuries de main-d'œuvre, d'autant plus marquées que les formations initiales dans le domaine sont quasiment inexistantes sur le territoire.

Quelques métiers tertiaires sont également en tension : maîtrise des magasins et intermédiaire de commerce, employés de services divers (pompistes, blanchisseurs, ...), infirmiers, sages-femmes, ...

Evolution du taux de chômage

(Source : Insee, Taux de chômage localisés)



Agriculture

La proximité de Paris, entre atouts et contraintes

La zone d'emploi de Dreux recoupe en grande partie la région naturelle du Thymerais-Drouais. La zone a un potentiel agronomique plus faible que sa voisine la Beauce.

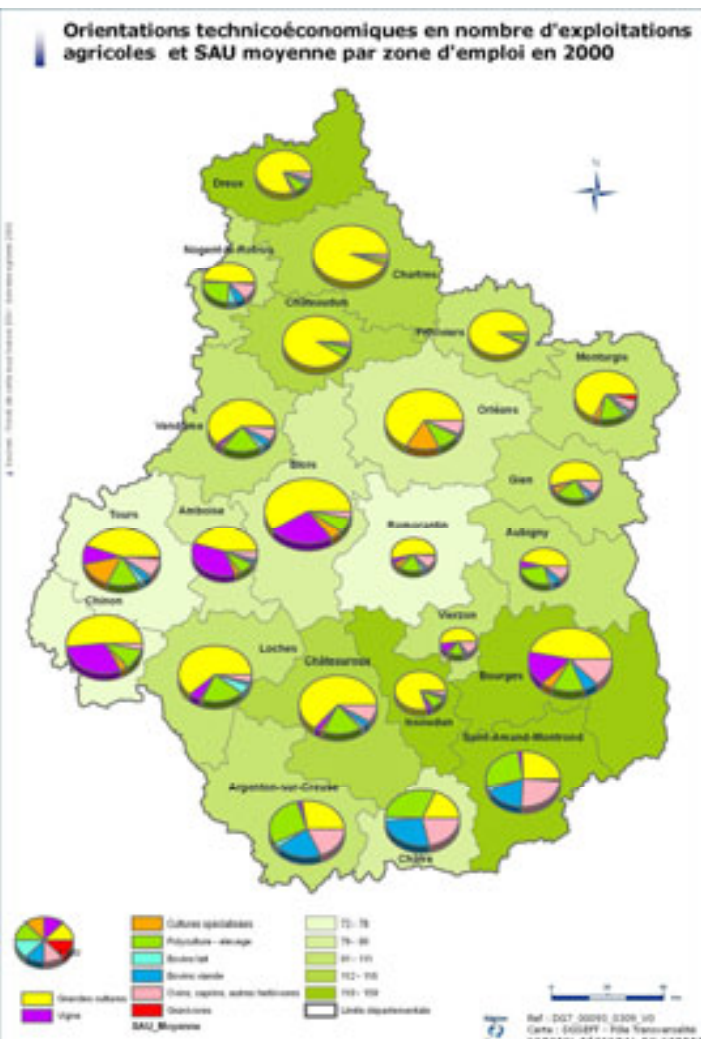
On y trouve à l'ouest quelques activités d'élevage accrochées à la Normandie, mais ce sont les grandes cultures qui dominent avec des exploitations de taille importante, en effet la moyenne était déjà de 130 ha au dernier recensement de 2000, très nettement au dessus de la moyenne régionale de 106 ha. L'emploi agricole est relativement peu important dans la zone, à mettre en relation avec le type de productions moins gourmand en main d'œuvre et plus mécanisé.

Les circuits courts et le réseau bienvenue à la ferme sont toutefois plus développés que dans le reste de l'Eure-et-Loir bénéficiant ainsi de la proximité de la zone de consommation d'Ile-de-France.

La zone est également le siège de la Société Coopérative d'Eure-et-Loir (SCAEL), dont l'activité traditionnelle de collecte du grain s'est au fil des années enrichie d'une activité semence notamment. La meunerie est également présente fruit d'une proximité tant avec la production qu'avec la demande.

Enfin, le territoire présente également quelques massifs forestiers, très majoritairement en feuillus permettant de développer des activités de première et seconde transformation autour de la forêt de Senonche notamment, en limite du Perche.

Pour ce territoire de grandes cultures, si la proximité de Paris peut se révéler un handicap avec l'urbanisation croissante, elle est également une réelle opportunité sur laquelle il convient de se pencher.



© Olivier JOUIN, Conseil régional



Tourisme

La zone d'emploi de Dreux est d'abord connue, sur le plan touristique, pour certains sites historiques et patrimoniaux :

- Château d'Anet ;
- Chapelle Royale de Dreux ;
- Château de la Ferté-Vidame ;
- Château de Nogent-le-Roi.

Ce territoire s'ouvre de plus en plus au « tourisme vert » et aux activités de pleine nature : randonnée pédestre, équestre et cyclotouristique.

Pour la randonnée pédestre, les circuits majeurs sont :

- sentier de Grande Randonnée de Pays (GRP) de la Vallée de l'Eure, entre Maintenon et Dreux, via Nogent-le-Roi ;
- sentier de Grande Randonnée (GR 22), longeant la Vallée de l'Avre à partir d'Anet, puis rejoignant Senonches par le GR 35 pour regagner Dreux par le GR 351.

Plusieurs massifs boisés favorisent cet axe de développement :

- forêt domaniale de Dreux ;
- forêt domaniale de Château neuf-en-Thymerais ;
- forêt domaniale de La Ferté-Vidame ;
- forêt domaniale de Senonches.

Sur ce dernier territoire va ouvrir, en 2009, le village nature « Huttopia », autour du lac de Badouveau, sur un site de 10 hectares, où seront proposées plusieurs formules d'hébergement de plein air : camping (100 emplacements libres) ; chalets (12 unités) ; roulottes (10 unités) ; canadiennes (10 unités).

Les autres activités de loisirs sont représentées par :

- le golf :
 - Parc de Nantilly à la Chaussée d'Ivry (148 licenciés en 2008), près d'Anet ;
 - Bois d'O, près de Saint-Maixme-Hauterive (804 licenciés en 2008), 1^{er} golf de la région Centre par le nombre

d'adhérents, juste devant le golf de Marcilly, dans le Loiret (802 licenciés),

- le nautisme :
 - plan d'eau de Mézières-Ecluzelles, près de Dreux.

- le tourisme à vélo

La véloroute de l'Eure à vélo est identifiée par les schémas vélo des régions Centre et Haute-Normandie et des départements de l'Eure-et-Loir et de l'Eure.

L'Eure a un potentiel de fréquentation élevé du fait de la densité de population importante de la vallée, en particulier en aval de Chartres.

La zone comprend 17 sites tou-

ristiques. Les plus visités en 2007 sont :

- Château d'Anet : 26 914 visiteurs ;
- Chapelle Royale de Dreux : 12 870 visiteurs ;
- Musée d'Art et d'Histoire de Dreux : 7 084 visiteurs ;
- Musée des Vignerons de Dreux : 3 157 visiteurs ;
- Espace Saint-Simon à La Ferté-Vidame : 1 912 visiteurs.

Capacité d'accueil :

⇒ Hôtellerie : 15 hôtels dont 5 hôtels-restaurants, soit 830 lits



Le Chapelle Royale—P.Duriez_CRT Centre

Préparer l'avenir à travers la formation

3 117 lycéens sur la zone de Dreux

Dreux compte six lycées dont quatre lycées d'enseignement général et technologique (lycée Edouard Branly : 952, lycée Gilbert Courtois : 293, lycée Rotrou : 1 449, lycée Maurice Viollette : 423) et deux lycées privés (lycée Saint Pierre Saint Paul : 470, lycée de Couasnon : 401), pour un effectif total de 3 117 lycéens dans le public à la rentrée 2008.

Il n'y a pas de CFA sur la zone de Dreux. Pour autant, l'apprentissage y est représenté car 537 entreprises de cette zone géographique accueillent 431 apprentis domiciliés sur Dreux mais formés hors région Centre.

Une offre de formation professionnelle initiale peu diversifiée

3 117 jeunes sont inscrits dans les établissements de la zone de Dreux en formation initiale, professionnelle et technologique. Parmi eux, près de la moitié sont en CAP/BEP. 26,2 %

suivent un baccalauréat technologique : ces deux types de formation sont surreprésentés dans la zone.

A l'inverse, les baccalauréats professionnels (13,4 %) et les BTS/DUT (12 %) y sont proportionnellement moins nombreux qu'en région. 9 domaines professionnels sur 18 sont dispensés, d'où une forte proportion d'inscrits dans les domaines « gestion, administration des entreprises », « commerce », « électricité, électronique », « services aux particuliers et aux collectivités », « santé, action sociale » et « industries de process ».

La quasi-totalité des domaines de formation est concernée par un solde négatif.

La « gestion, administration des entreprises » et le « bâtiment, travaux publics » arrivent en tête, suivis de « l'hôtellerie, restauration, alimentation » et du « commerce », domaines pour lesquels l'apprentissage est bien développé. Cela s'explique

en partie par l'absence de formation en apprentissage dans la zone de Dreux, l'implantation départementale se situant dans la zone de Chartres.

Le lycée Rotrou

De la formation initiale par la voie scolaire (un lycée avec des sections d'enseignement supérieur), à la formation continue des adultes (le GRETA du Drouais), le lycée Jean Rotrou offre un panel de formations où chacun doit pouvoir trouver le système qui lui convient le mieux. Des baccalauréats généraux aux formations de brevet de technicien supérieur, tous les niveaux de formations sont proposés aux jeunes dans des locaux des plus performants.

Des sections et enseignements rares, voire pour certains uniques en région, viennent enrichir la structure : Cinéma, BTS Analyses Biologiques, BTS Qualité dans les Industries Alimentaires et Bio-Industries, Education Physique et Sportive de complé-

ment, baccalauréats Sciences et techniques de Laboratoires ...

Le lycée est de plus fortement engagé dans la plateforme technologique Drouaise PROQUALISS, ce qui permet l'échange de compétences avec le monde des professions de la cosmétique, pharmacie et agro-alimentaire.



Des atouts pour l'avenir

Le cluster Pharma Valley



Les industriels de la filière pharmaceutique, qui compte une dizaine de laboratoires sur le Drouais ainsi que de nombreux sous-traitants, se sont récemment alliés au sein d'un nouveau cluster, qui s'étend de Tours à Rouen, et dont Dreux est l'épicentre.

L'objectif est de défendre ce tissu industriel qui compte de grands noms comme Ipsen, Leo Pharma, etc. Le projet est porté par trois partenaires, l'association Pôle Pharma, créée en 2002, qui réunit une centaine d'industriels dans un rayon de 100 km autour de Dreux, le Groupement régional des établissements pharmaceutiques du Centre et la technopole CBS, près de Rouen. Un plan d'action a été défini pour développer notamment l'offre de services aux entreprises et réfléchir à de nouveaux axes scientifiques pour conforter l'emploi dans ce secteur.

La Cosmetic Valley porteuse de nouveaux projets



L'appartenance du Drouais au pôle de compétitivité de la Cosmetic Valley, qui rassemble quelque 300 entreprises du secteur parfumerie cosmétique, pourrait permettre de cibler le développement d'entreprises de mécanique en lien avec le MID Dreux Innovation. De nouveaux projets pourraient s'articuler autour de la thématique des process innovants, ou de la dépollution de machines par exemple.

Des locaux sur mesure pour des sociétés technologiques

La SEMCADD (société d'économie mixte locale de construction, d'aménagement et de développement du Drouais) a repris les anciens locaux de la Radiotechnique après la fermeture de LG Philips en 2006. A la tête d'un ensemble immo-

bilier de 15 hectares classé en zone franche, dont 70.000 m² de locaux, elle a entrepris une vaste opération de restructuration pour accueillir de nouvelles entreprises. Elle prévoit notamment d'aménager 7 000 m² en pôle blanc pour accueillir des sociétés à caractère technologique et innovant qui font encore défaut sur l'agglomération.

Un projet de parc d'activité le long de la RN12

L'agglomération a pour objectif de créer un parc d'activité de grande capacité "à l'échelle du bassin de vie", d'une surface de 300 hectares, en lien avec d'autres intercommunalités. Il serait situé le long de la N12, facilement accessible en sortie d'agglomération.

Un pôle tertiaire à proximité d'une gare rénovée

Dans le cadre du projet "cœur d'agglomération" qui se projette à dix ans, trois ou quatre immeubles de bureaux d'une surface de 3 000 à 4 000 m² chacun seront construits sur des friches industrielles à proximité de la gare, dans le cadre d'une ZAC. La gare elle-même sera rénovée, un arrêt dépose-minute créé, et la gare routière reconstruite. Des aménagements sont également prévus pour les vélos et les taxis. Le but est de supprimer la coupure que constitue la gare dans la ville et de créer une liaison entre les quartiers sud et le centre ville.

1 000 logements à venir dont un écoquartier

Dreux souhaite développer l'investissement privé dans une ville qui compte plus de 50% de logements sociaux. Le but est de donner un nouveau souffle à ce vaste secteur de 70 hectares sur lequel s'appuie le projet « cœur d'agglomération », pour lequel le cabinet d'urbanisme La Fabrique Urbaine a été retenue fin 2008. Ces 1 000 logements dont un éco-quartier de 600 logements se situeront globalement entre les boulevards Pasteur et Jaurès. L'ensemble sera bâti autour d'une nouvelle

« trame végétale » qui laissera une large place aux promenades et aux espaces de convivialité.

10 000 à 12 000 m² de commerces supplémentaires en centre ville

Le centre ville de Dreux, qui compte environ 300 commerces, perd des parts de marché faute de surfaces supérieures à 300 m². Le projet consiste à créer un nouveau centre commercial ouvert qui permettrait de proposer 10 000 à 12 000 m² de boutiques supplémentaires pour attirer les 155 000 clients potentiels de la zone de chalandise. Le but des aménageurs et "d'étirer" le parcours chaland en réorganisant l'accessibilité du centre ville.

Développement de la base nautique de Mézières Ecluzelles

Ce plan d'eau qui est le plus important du département n'est pas suffisamment valorisé. Il fait actuellement l'objet d'une étude qui aboutira à un renforcement de l'offre de loisirs, pour développer la fréquentation et le tourisme le week-end dans ce secteur.

Une maison des artistes à l'hôtel Montulé

Cet ancien hôtel particulier racheté et rénové par la ville de Dreux a vocation à accueillir des expositions et des résidences d'artistes qui peuvent y trouver un lieu et des moyens techniques propices à la création. Il comprend deux salles d'expositions au rez-de-chaussée, deux salles d'enseignement au premier et deux ateliers au second. Les cours ont débuté en janvier dernier et le premier artiste en résidence est le Drouais Michel Talata, qui travaille sur une thématique liée à la mémoire des Harkis.

Une pépinière d'entreprises tertiaires

Cette pépinière a ouvert ses portes au cœur de la zone d'activité des Livraindières et propose aux toutes jeunes entreprises 16 bureaux en location et une salle de ré-

union. Les créateurs bénéficient également de l'aide des services économiques de l'agglomération pour s'intégrer au milieu économique local et trouver des locaux pour s'installer à leur sortie de la pépinière.

Un soutien à l'innovation technologique

Le MID (Made in Dreux), qui sera prochainement transformé en société d'économie mixte, est une structure de valorisation et de transfert technologique qui a pour but d'accueillir de nouvelles entreprises et de faciliter l'accès à l'innovation et aux nouvelles technologies. L'objectif est de rendre les entreprises plus performantes et de redynamiser la zone d'emploi. Parmi les actions déjà menées figure la création d'un centre d'essais et de développement plasma couches minces (CEDP), avec le soutien de la Région, de l'Etat et de l'Europe.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou

Forum territorial du lundi 18 mai 2009

Présentation générale de la zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou



La zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou constitue la partie Est de la région naturelle et historique du Perche.

La création du Parc Naturel Régional a permis de conforter un espace commun de projets, de mise en cohérence, de protection et de valorisation. Nogent-le-Rotrou est d'abord la capitale du Perche. Un territoire à l'identité forte et marquée, véritable poumon vert de la région.

Situé à la frontière de trois départements, l'Eure-et-Loir, la Sarthe et l'Orne et de trois régions, le Centre, la Basse-Normandie et les Pays-de-la-Loire, il doit prendre en compte cette complexité. Pétrie de nombreuses influences, celles de la Beauce agricole eurélienne et des paysages bocagers de la Sarthe et de l'Orne, la zone d'emploi est bordée par la D 923 (ex-N 23) qui la place à une petite heure de Chartres, et par l'A11, qui permet de rallier Paris, le Mans et le grand ouest. Atteindre Orléans, la capitale régionale reste plus difficile. La ligne TER Paris-Le Mans, qui traverse le Perche est également un axe majeur, qui permet de situer Nogent-le-Rotrou à environ une heure de train du Mans, moins d'une heure de Chartres et plus d'une heure et demie de Paris.

Le château Saint-Jean a été construit par Rotrou 1^{er}, sur ordre du comte de Chartres entre 961 et 965, et donna

son nom actuel à la ville. L'édifice a été remanié au XV^e siècle pour la partie Renaissance. Il a été classé monument historique le 1^{er} avril 1950.

Jusqu'au XVI^e siècle, le bourg de Nogent-le-Rotrou a prospéré grâce au commerce des étamines, des étoffes minces. Le premier choc "industriel" de la ville a eu lieu à la fin du XVI^e siècle, lors de la fermeture de la majorité des teintureries, où étaient fabriquées ces étoles.

Sur ces terres agricoles, le développement industriel, tardif, a démarré après la seconde guerre mondiale et a connu une accélération dans les années soixante, au moment de la fermeture des établissements Tirard en 1956, qui comptaient près de 600 salariés. Cette chapellerie fondée dans les années 1840, exportait en Australie et en Amérique du Sud, les chapeaux nogentais. La déconcentration d'entreprises de la région parisienne a bénéficié au bassin et a été favorisée par l'exode rural qui a fourni une main d'œuvre toute trouvée. Arrivée en 1957 dans la zone d'activité de la Messeselle, la Radiotechnique, employait à 80 % des salariées femmes pour la construction de postes de télévision et de radio. 1 000 ouvriers œuvraient sur le site. L'usine a fermé ses portes en 1991, laissant sur le carreau de nombreux salariés et privant la ville de 35 % de sa taxe professionnelle. Les hommes travaillaient eux à 80 % dans l'entreprise de sous-traitance automobile Sofica, actuellement Valéo, implantée en 1959 dans les anciens établissements Tirard.

Valéo a connu de nombreuses zones de turbulences. En 2006, 150 emplois ont été

supprimés. Une seconde vague de licenciements vient d'être annoncée début janvier 2009, avec cette fois-ci 90 emplois sur la sellette.

L'implantation de ces deux entreprises a apporté une véritable croissance démographique à la ville en peu de temps. Cette population industrielle, issue de l'exode rural, s'est installée principalement dans le quartier des Gauchetières, inauguré en 1955. Composé principalement d'habitat social mais aussi de pavillons, ce quartier compte à lui seul 2 300 habitants environ, soit 20 % de la population de la ville. Les 1 100 logements sociaux, qui y sont implantés ne bénéficient pas de programme de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), car les Gauchetières ne sont pas classées zone urbaine sensible.

Très souvent inondée par les débordements de l'Huisne et notamment lors des crues spectaculaires de 1966/1967 et janvier 1993 et 1995, la ville a su s'adapter en investissant en 2000 pour ériger une retenue à pertuis sur le lit de la rivière, qui a été terminée et inaugurée en 2003.

La Sécurité Civile, qui assure de nombreuses missions à travers le monde, lors de tremblements de terre ou tsunamis est implantée sur trois sites en France dont Nogent-le-Rotrou. Importante pour le développement de la cité, la Sécurité Civile compte plus de 600 personnes.



Château de St Jean

Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	37 323	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,46 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	1,5%	////
Superficie (km ²)	827	39 151
Densité (habitants/km ²)	45,4	64,4
Nombre de communes	54	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	14 288	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	12 678	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	8,2 %	7,8 %

Sources : Population : Insee, RP 2006
Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

Traversée par l'autoroute A11, la zone d'emploi est ainsi facilement accessible depuis Paris, Chartres, le Mans et le Grand Ouest. Les liaisons avec la Normandie se font à travers le réseau secondaire et une partie des flux est reportée sur l'A28 à partir du Mans .

Nogent et La Loupe ont des gares TER sur la ligne Le Mans -Paris, qui mettent la Capitale à une heure et demie de voyage. Les usagers du Sud et de l'Est de la zone sont proches des gares TER de Brou ou d'Il-lers-Combray.



Gare de La Loupe



4 cantons composent la zone d'emploi de Nogent le Rotrou représentant 37 323 habitants.

Canton	Population
Authon-du-Perche	5 950
La Loupe	10 134
Nogent-le-Rotrou	15 811
Thiron Gardais	5 428

Population

La zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou est l'une des plus petites des zones d'emploi de la région Centre, représentant 1,5 % de la population régionale, soit 37 521 habitants. Située dans la partie sud-est du Perche, elle est essentiellement composée de communes rurales hors de l'influence directe des grands pôles urbains. La densité est relativement faible (45 habitants au kilomètre carré, pour une moyenne régionale de 64). Surtout, la répartition de la population est, de manière générale, très peu concentrée dans les villes et bourgs : 31 % des habitants résident dans une commune comptant moins de 500 individus.

Le pôle nogentais

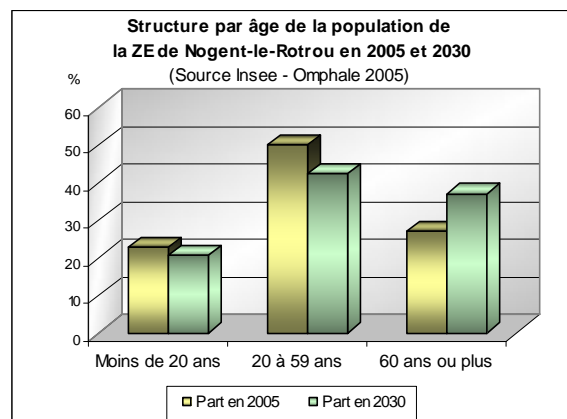
L'agglomération de Nogent-le-Rotrou (incluant la commune de Margon) compte 12 728 habitants, une taille relativement modeste qui la place au 17^{ème} rang des unités urbaines de la région. Son aire urbaine, qui inclut les communes périurbaines sous son influence, s'étend en partie sur le département de l'Orne. Néanmoins, ce dernier ne regroupe qu'un quart de la population de l'aire urbaine nogentaise, qui est de 20 852 habitants pour l'année 2006 (1). La Loupe, deuxième ville de la zone, compte 3 506 habitants.

Une croissance démographique renouvelée, portée par les petites communes rurales

L'évolution du nombre de résidents est positive (croissance annuelle de +0,46 % entre 1999 et 2006), identique à la croissance régionale. La zone d'emploi comptait en 2006 un supplément de +1 192 personnes par rapport à la population recensée en 1999. C'est une dynamique retrouvée, sur un territoire qui avait vu sa population décliner dans la période intercensitaire 1975-1982 (-0,24 % par an), puis stagner sur les périodes 1982-1990 (croissance zéro) et 1990-1999 (+0,12 % par an).

La croissance de la population semble répartie de manière équilibrée sur l'ensemble de la

zone d'emploi. La ville de Nogent-le-Rotrou voit sa population quasiment stagner sur la période 1999-2006, tandis que la ville de La Loupe connaît un déclin démographique. La perte de population de ces deux communes urbaines, égale à -264 habitants, est contrebalancée par un gain substantiel dans les communes de moins de 1 000 habitants, égal à +1 435 habitants.



(1) sur le périmètre défini par l'INSEE d'après les données 1999

Revenus

2006	Zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	15 971 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	56,4 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	30,8 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	7,4 %	6,4 %
Autres revenus	5,4 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	41,3 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Le revenu fiscal médian par unité de consommation de la zone d'emploi s'établit à 15 971 €.

Cet indicateur est de 6 % en-deçà du niveau régional. Parallèlement, la part des ménages fiscaux non imposés, donc aux revenus inférieurs au seuil minimal de la première tranche d'imposition, est supérieure de 12 % à la moyenne régionale.

La part des salaires sur les revenus est relativement faible.

A l'inverse, les revenus des professions non salariées, ainsi que les pensions et retraites, sont en proportions plus fortes sur la zone d'emploi que sur la région.

Équipements et services à la population

Un réseau de commerces de proximité correctement réparti sur la zone

La population de la zone d'emploi est, de manière générale, correctement pourvue en équipements et services courants. Les commerces alimentaires de première nécessité (boulangeries et boucheries/charcuteries), et autres commerces de proximité (librairies, papeteries) présentent une densité plus forte que la moyenne régionale, en proportion de la population de la zone d'emploi.

Par exemple, le nombre de boulangeries pour 10 000 habitants est de 9,3 sur la zone d'emploi, contre 7,1 sur la région. En revanche, en terme de couverture géographique, les indicateurs sont moins favorables comparés à la région car la population est peu regroupée dans les villes et bourgs, mais très étalée dans des communes faiblement peuplées. Ainsi, le tiers des habitants de la zone est contraint de se rendre dans une autre commune que sa commune de résidence pour parvenir chez le boulanger. Les distances moyennes à parcourir sont donc élevées, du moins hors de l'agglomération nogentaise.

La présence des services publics dans les petites communes est, quant à elle, significativement faible, comme en témoigne la proportion limitée de communes équipées d'une agence postale (51 % sur la zone, contre 78 % sur la ré-

gion).

Petite enfance, soins : une offre limitée et de fortes distortions

Les services de la vie courante qui semblent les plus déficients concernent la petite enfance et les soins médicaux. Concernant le premier domaine, le taux d'équipements en structures d'accueil (crèches, haltes-garderies) est très faible. Dans le domaine de la santé, les communes rurales sont confrontées à un déficit de médecins et d'infirmiers. On trouve par exemple très peu d'infirmiers sur le canton d'Authon-du-Perche (moins d'1 infirmier pour 10 000 habitants en 2006, contre 6 pour

10 000 sur la région).

L'infrastructure de santé est pourtant satisfaisante, compte tenu du caractère rural de la zone d'emploi. Les points forts de l'offre médicale semblent être la présence d'un hôpital à Nogent-le-Rotrou et d'une maison de santé à La Loupe, ainsi qu'un choix relativement large de médecins spécialistes. On peut relever l'absence de maternité.

Notons, par ailleurs, que la zone est particulièrement bien dotée en structures d'hébergement pour les personnes âgées : on compte ainsi 8 établissements répartis sur 5 communes, soit 2,1 équipements pour 10 000 habi-

tants (contre une moyenne régionale de 1,7 équipement pour 10 000 habitants).

Un pôle structurant de taille limitée

En dehors du domaine de la santé, le niveau en équipements et services intermédiaires et spécialisés est assez modeste. Le pôle majeur nogentais possède une taille tout juste suffisante pour faire contrepoids aux attractions exercées de part et d'autre par Chartres et Le Mans. A ce titre, la ville de Nogent-le-Rotrou compte parmi les sous-préfectures de la région Centre qui ont été affectées par la fermeture de plusieurs services publics de l'Etat, en parti-

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangeries	35	20	37	65,7	84,7	9,3	7,1
Bougeries, charcuteries	23	9	16,7	55,6	74,2	6,1	4,8
Supermarchés	12	5	9,3	50,1	60,3	3,2	1,8
Librairies, papeteries	12	5	9,3	50,1	60,3	3,2	2,5
La Poste	7	6	11,1	50,9	77,7	1,9	2,6
Banques, caisses d'épargne	26	9	16,7	54,5	66,6	6,9	5,5
Médecins omnipraticiens	27	6	11,1	53	77,1	7,2	8,7
Pharmacies	11	7	13	55,2	74,2	4,3	3,6
Écoles maternelles	8	6	11,1	46	70,4	2,1	2,8
Écoles élémentaires	43	35	64,8	87,6	93	11,5	6,6
Police, gendarmeries	4	4	7,4	46,3	47,5	1,1	0,8
Hébergements pour personnes âgées	8	5	9,3	49,7	60,6	2,1	1,7
Garde enfants d'âge préscolaire	3	1	1,9	30,6	52,6	0,8	1,4
Cinémas	1	1	1,9	30,6	28,4	0,3	0,2
Équipements sportifs	235	43	79,6	///	///	64,7	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

culier dans le domaine de la Justice (tribunal d'instance, conseil des prud'hommes).

L'équipement sportif est caractérisé par un foisonnement

d'installations, favorisé il est vrai par la dispersion de la population sur la zone d'emploi. L'offre culturelle est appréciable, même si elle tend à être concentrée sur l'agglomération

de Nogent-le-Rotrou/Margon. Celle-ci regroupe notamment le seul cinéma de la zone d'emploi (mono-salle en multiprogrammation), ainsi que 5 salles de spectacle.

Déplacements domicile-travail des salariés

Des échanges nombreux avec les régions frontalières, en particulier la Basse Normandie.

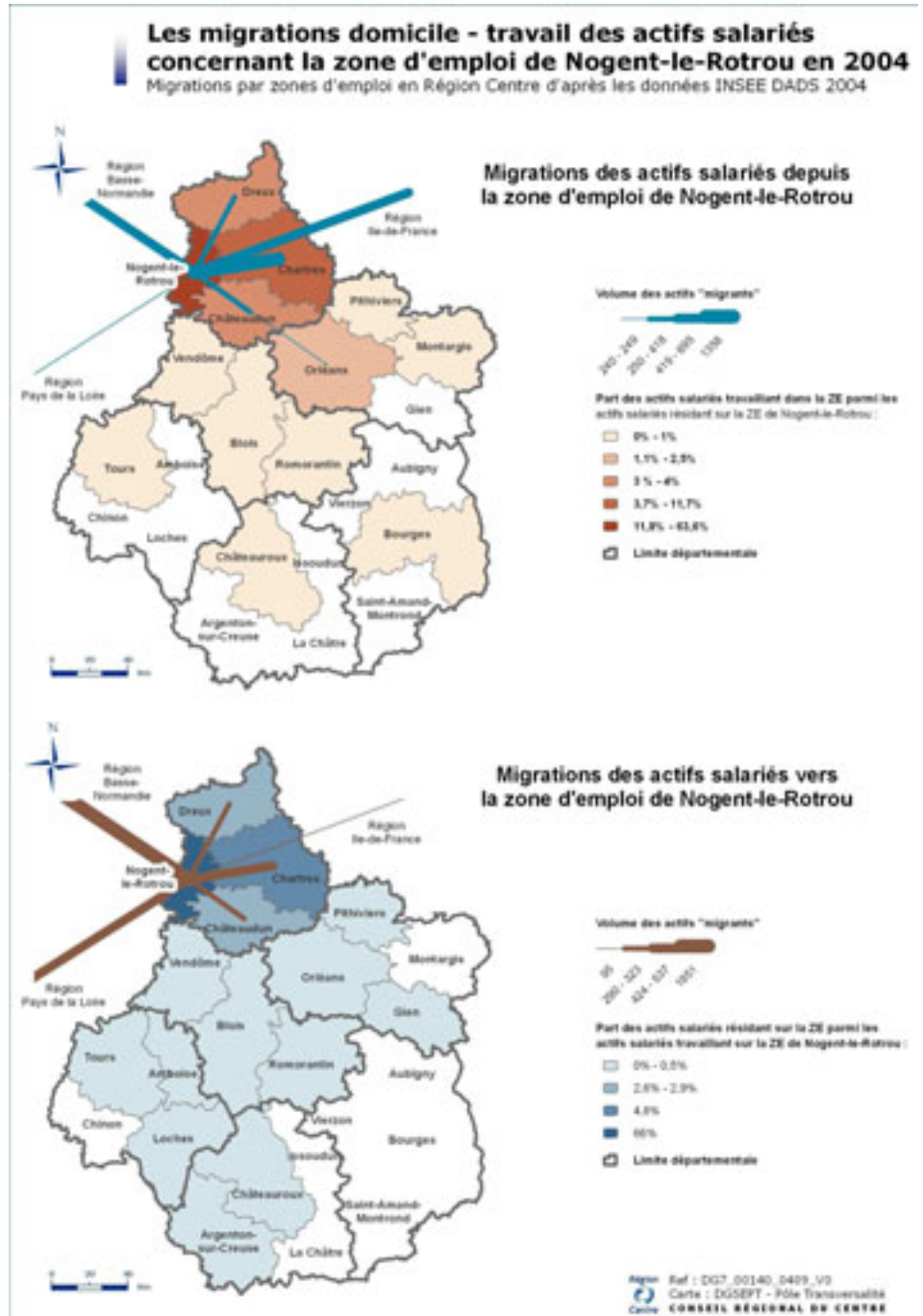
En 2004, 3 804 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou et les autres zones d'emploi de la région Centre et 4 230 ont lieu entre la zone de Nogent-le-Rotrou et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : la Basse-Normandie (2 437 déplacements soit 30 % du total des déplacements), la zone d'emploi de Chartres (1 895 déplacements), l'Île-de-France (790), les zones d'emploi de Châteaudun (741), Dreux (694), les Pays-de la Loire (664) et la zone d'emploi d'Orléans (270).

Globalement, le solde entrées-sorties est légèrement négatif pour la zone d'emploi (-425). Si les échanges avec l'Île-de-France sont déficitaires (on compte 7 fois plus de sorties vers l'Île-de-France que d'entrées), ils sont en revanche favorables à la zone avec la Basse-Normandie (les entrées sont 3 fois plus nombreuses que les sorties).

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou, plus de 36 % travaillent hors de cette zone (soit 4 230 personnes) : ils vont principalement travailler vers Chartres (1 358 soit 12 % des salariés résidents), l'Île-de-France (695 soit 6 % des salariés résidents), la Basse-Normandie (586 soit 5 % des salariés résidents), Châteaudun (418 soit 4 % des salariés résidents), Dreux (403 soit 3 % des salariés résidents) Orléans (249 soit 2 % des salariés résidents) et les Pays de la Loire (240).

34 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents, soit le plus fort taux de la région. Ces salariés résident principalement en Basse-Normandie (1 851 soit 17 % des salariés travaillant dans la zone), Chartres (537 soit 5 % des salariés), les Pays de la Loire (424 soit 4 % des salariés), Châteaudun (322 soit 3 % des salariés), Dreux (291 soit 3 % des salariés) et en Île-de-France (95 soit 1 % des salariés).



La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Espace à dominante agricole, c'est uniquement à partir du 17^{ème} siècle que le Perche s'est ouvert à l'industrie : on y fabriquait des étamines (étoffes minces à mailles peu serrées). Vers 1693, Nogent comptait 404 métiers qui livraient 25 000 pièces de lin et de coton chaque année. Au 18^{ème} siècle, on comptait aussi des tanneries. Mais c'est l'arrivée du chemin de fer en 1854, avec l'ouverture de la ligne Paris-Brest qui allait rendre le territoire attractif pour les industriels parisiens. En 1873, les chapeaux Tirard s'installaient et vendaient leur production dans le monde entier. La fermeture de l'usine en 1956 mettait 600 ouvriers au chômage. Les manufactures de pantoufles allaient connaître un sort semblable. C'est à cette époque que le desserrement de la région

parisienne allait susciter l'arrivée de grandes entreprises. En 1957, la Radiotechnique de Suresne implantait une usine, qui allait employer plus de 1200 personnes sous le nom de Philips, pour disparaître en 1991. En 1959, la SOFICA s'installait, reprise par Valeo Habitat Thermique (ex-Ferodo) en 1962. Dans les années 1980, l'entreprise qui produit des systèmes de chauffage pour l'automobile, a employé jusqu'à 1700 personnes, pour réduire ses effectifs jusqu'à environ 600 salariés actuellement.

De même, en 1960, on voyait s'installer les Laboratoires Bruneau, repris en 1976 par la société B.Braun, qui fabrique actuellement des perfuseurs pour le domaine de la santé, et emploie un peu moins de 500 personnes.

Dans le milieu des années 1960, ces trois établissements représentaient 80% de l'emploi industriel de la zone.

Aujourd'hui, le tissu est plus diversifié.

Sur Nogent-le-Rotrou, on a les quincailleries Monin (130 salariés), la quincaillerie d'ameublement Cessot (130 salariés), les produits de toilette Euro Wipes (100 salariés)...

Authon-du-Perche accueille la fabrique d'ampoules de verre pour la pharmacie Wheaton (90 salariés), et les transports Legendre (290 salariés à la Bazoche).

Sur Thiron-Gardais, on a une ancienne usine Alpine-Renault, la Société Mécanique du Thiron-Gardais-SMTG, qui fabrique des composants mécaniques en moyennes séries et emploie environ 140 sala-

riés.

Sur la Loupe, l'imprimerie Quebecor a fermé en 2008. Le canton accueille la fabrique de stores Filtersun (110 salariés), le fabricant de séchoirs à linge Herby (75 à 110 salariés), la fabrique d'éclairage public Sarlam (100 salariés).

La zone, qui vit en symbiose avec la Normandie voisine est sensible aux évolutions de l'emploi chez Thyssenkrupp-sofedit à Theil sur Huisne (Orne) qui emploie près d'un millier de personnes.

Mais elle bénéficie aussi d'un tissu de PME dans le domaine agro-alimentaire, du mobilier, des appareils électriques et du travail des métaux.

La zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou se caractérise par une prédominance de la sphère productive.

La sphère productive - activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - est la plus importante dans la zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou. Cette zone se caractérise par une proportion d'emplois dans le secteur productif (43 %) supérieure à celle de la région Centre (37 %). L'industrie est surreprésentée dans la zone. Cette surreprésentation concerne essentiellement le secteur de "l'automobile" qui représente 9,5 % des effectifs salariés de la zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou contre 1,2 % en région Centre ; mais également le secteur des "équipements électriques et électroniques" (5,2 % des effectifs salariés de la zone contre 1,1 % en région Centre). Ceci s'explique principalement par l'implantation de Valeo Systèmes Thermiques qui reste l'un des établissements les plus importants de l'industrie automobile et de l'établissement B. Braun Medical, spécia-

lisé dans la production et distribution de matériel médico-chirurgical.

Dans la zone de Nogent-le-

Rotrou, l'économie résidentielle - qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux - ainsi que la sphère publique

sont sous-représentées (respectivement 36 % et 20 % des effectifs salariés). Cependant, avec la part la plus importante de la zone (14,3% des effectifs salariés), le secteur "santé, action sociale" est surreprésenté par rapport à la région. Ceci s'explique par la présence de la fondation Orphelins Apprentis d'Auteuil, de l'hôpital de Nogent-le-Rotrou, ainsi que celui de La Loupe et de l'institut André Beulé, qui accueille des enfants déficients auditifs et des enfants atteints de troubles spécifiques de développement de langage de l'entrée à l'école maternelle jusqu'à 20 ans.

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	10 691	100,0	100
Sphère productive	4 645	43,4	37,1
Sphère résidentielle	3 885	36,3	38,9
Fonction publique	2 161	20,2	24,1

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	3 756	35,1	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	283	2,6	2,5
<i>Biens de consommation</i>	516	4,8	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	705	6,6	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	2 206	20,6	9,0
<i>Energie</i>	46	0,4	1,5
Construction	642	6,0	7,4
Commerce	1 332	12,5	13,5
Services	4 961	46,4	57,0
<i>dont Transports</i>	385	3,6	4,7
<i>Activités financières</i>	166	1,6	3,0
<i>Activités immobilières</i>	99	0,9	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	633	5,9	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	389	3,6	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	2 413	22,6	20,2
<i>Administration</i>	876	8,2	11,8
Ensemble	10 691	100,0	100,00

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Nogent le Rotrou (2006 actualisée)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
VALEO SYSTEMES THERMIQUES	500-749 salariés	Industrie automobile
B. BRAUN MEDICAL S.A.S	250 à 499 salariés	Industries des équipements électriques et électro.
FONDATION ORPHELINS APPRENTIS D'AUTEUIL - MAISON NOTRE DAME CHATEAU DES VAUX	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
HOPITAL DE NOGENT LE ROTROU	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
SOMADIS	150 à 199 salariés	Commerce de détail, réparations
COMMUNE DE NOGENT LE ROTROU	150 à 199 salariés	Administration publique
FONDATION ORPHELINS APPRENTIS D'AUTEUIL - LP PRIVE NOTRE DAME	150 à 199 salariés	Éducation
HOPITAL LOCAL DE LA LOUPE	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
SA LEGENDRE	100 à 149 salariés	Transports
SOCIETE DE MECANIQUE DE THIRON-GARDAIS	100 à 149 salariés	Industrie automobile
MONIN	100 à 149 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
SARL FILTERSUN	100 à 149 salariés	Industrie textile
SARLAM	50 à 99 salariés	Industrie des composants électriques et électro.
CESSOT DECORATION SARL	50 à 99 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
EURO WIPES	50 à 99 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
ALCAN PACKAGING GLASS PHARMA	50 à 99 salariés	Industries des produits minéraux
LES TERRES FORTES	50 à 99 salariés	Commerce de détail, réparations
INSTITUT ANDRE BEULE	50 à 99 salariés	Santé, action sociale

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Près de 1 700 établissements implantés dans la zone de Nogent-le-Rotrou en 2006

Fin 2006, la zone de Nogent-le-Rotrou compte 1 690 établissements, soit 1,6 % des établissements installés en région Centre.

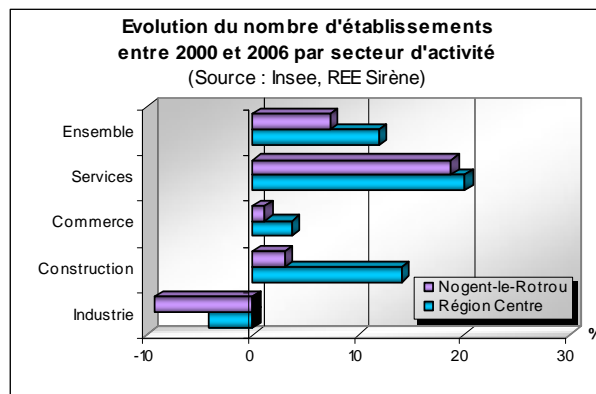
La proportion d'établissements dans les services est moins importante qu'en région, au profit de l'industrie. Elle est en revanche comparable dans le commerce et la construction.

Entre 2000 et 2006, une hausse modérée du stock d'établissements

Le stock d'établissements s'est accru de plus de 7,4 % entre 2000 et 2006, une hausse inférieure à celle observée pour l'ensemble de la région.

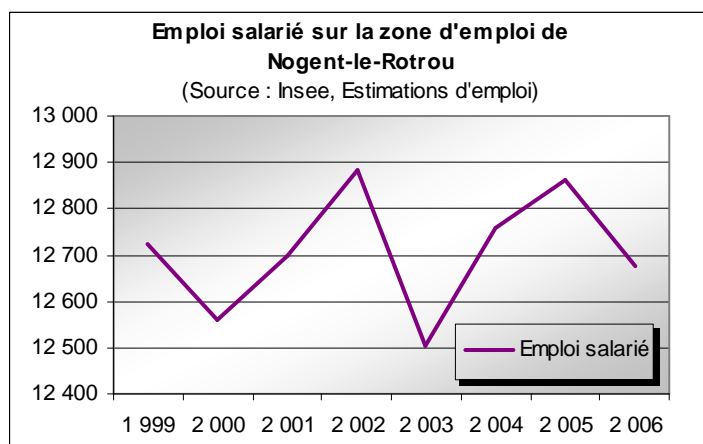
Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel (-9 % contre -4 % pour le Centre).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : +19 % (+20 % en région Centre). Le secteur de la construction a, en revanche, faiblement augmenté par rapport à la région (+3 % dans la zone contre 14 % en région).



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Entre 2000 et 2006, l'emploi salarié a progressé de 0,2 % par an en moyenne

L'emploi salarié dans la zone de Nogent-le-Rotrou connaît une évolution en dents de scie depuis 2000, alternance de croissance (2001, 2002, 2004, 2005) et de diminution d'emplois parfois forte comme en 2003 (-3 % en un an). La zone, fortement industrialisée, perd de nombreux emplois indus-

triels depuis 2001.

Ces pertes sont à peine compensées par les créations d'emplois observées dans certains services (santé - action sociale, activités immobilières, ...) et le commerce de détail.

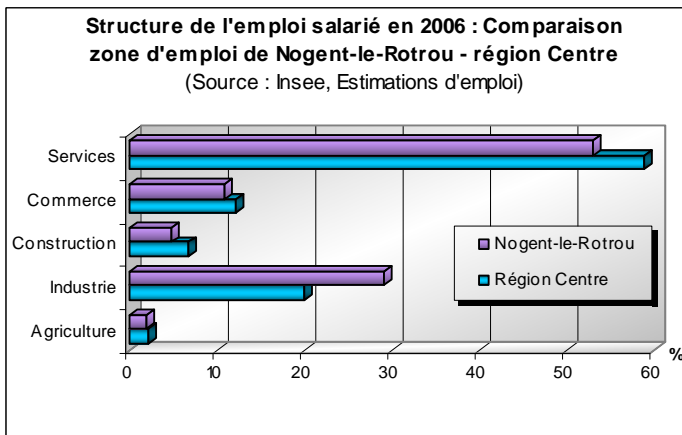
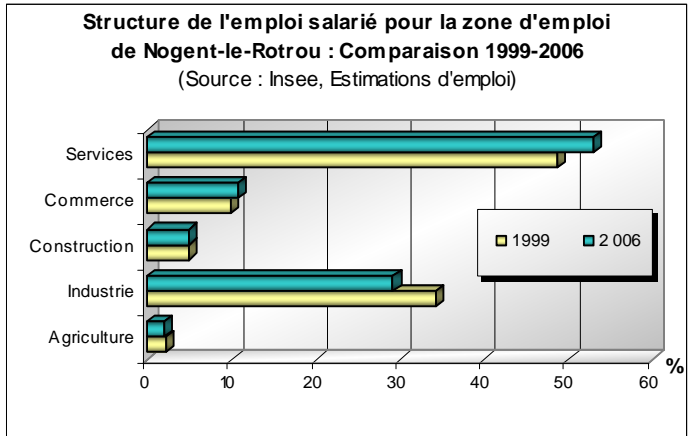
Les secteurs industriels les plus touchés par les pertes d'emplois salariés sont l'édition - imprimerie - reproduction, le

travail des métaux, l'industrie automobile et la fabrication de meubles - industries diverses.

Parallèlement, le secteur des transports et celui des services principalement fournis aux entreprises, dont l'intérim, perdent aussi des emplois.

Seule l'industrie chimique voit ses effectifs salariés progresser au cours des années 2000.

Le secteur de la construction, dont la part dans l'emploi est nettement plus faible qu'en région, malgré une période de croissance au début de la décennie, retrouve en 2006 son niveau de 1999.



Chômage

Entre 2000 et 2008, le chômage de la zone de Nogent a progressé plus fortement que celui de la région Centre (respectivement + 0,9 point et + 0,3 point). C'est à partir de 2003, année conjoncturelle défavorable pour l'emploi local, que le taux de chômage devient supérieur à la moyenne régionale.

Une part élevée de femmes et de jeunes parmi les demandeurs d'emploi

L'une des particularités du marché du travail de Nogent réside dans une part élevée de femmes parmi les demandeurs d'emploi (53 % contre 50,4 % pour la région).

Concernant le niveau de diplôme des seniors, 82 % des femmes âgées de 50 ans et plus à la recherche d'un emploi possèdent au mieux un niveau V de formation (CAP/BEP).

Les jeunes de moins de 25 ans représentent également un poids supérieur à la moyenne régionale parmi les deman-

deurs d'emploi (24,5 % contre 21 % pour la région). A noter que 78 % des jeunes hommes au chômage possèdent un niveau de diplôme de type CAP/BEP ou inférieur (62 % des jeunes femmes).

Le chômage de longue durée est plus faible qu'en région.

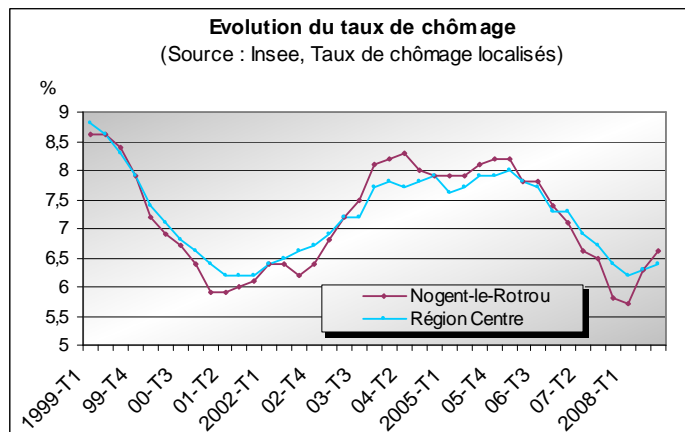
Des tensions dans de très nombreux métiers du bâtiment et de l'industrie

Le marché du travail de Nogent est très réactif : une diminution des entrées au chômage accompagnée d'une plus grande probabilité de sortir du chômage entraîne de fortes tensions, comme en 2007. Pour de nombreux métiers, le nombre d'offres déposées à l'ANPE est plus élevé que le nombre de demandes d'emploi.

Ces métiers pour lesquels on

observe des pénuries de main d'œuvre et/ou des difficultés de recrutement sont les suivants : ouvriers qualifiés du bâtiment - travaux publics, ouvriers qualifiés de l'industrie (du travail des métaux, des industries de process, de la mécanique, du textile, du bois), ouvriers de la réparation automobile, de la mécanique.

Dans le secteur tertiaire, les tensions s'observent pour les conducteurs de véhicules, les cuisiniers, les professionnels de l'action sociale, culturelle et sportive, ...

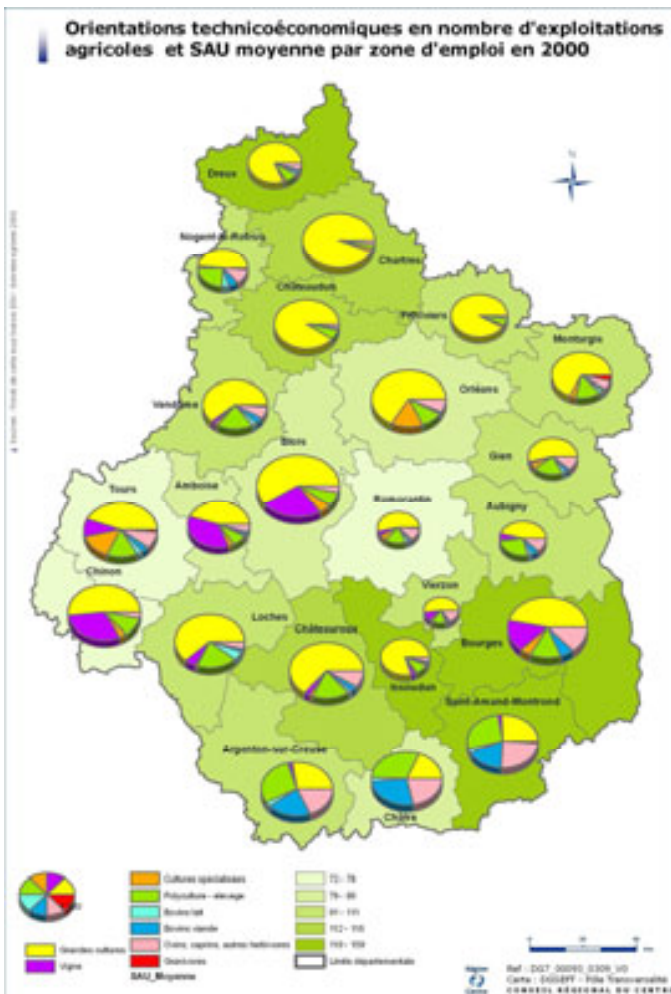


Agriculture

L'agriculture : création de valeur ajoutée pour une agriculture à taille humaine.

La zone d'emploi de Nogent-le-Rotrou correspond en grande partie au Perche d'Eure-et-Loir. Cette petite région au relief plus accidenté que le reste du département est coupée de vallons et de collines. Le paysage originel, bocagé, est moins présent avec l'évolution de l'agriculture locale de type polyculture élevage vers une agriculture plus céréalière. Toutefois, c'est dans le Perche que se concentre l'élevage d'Eure-et-Loir afin de valoriser les herbages de fond de vallée no-

tamment. On trouve ainsi outre les exploitations céréalières, des exploitations d'élevage laitiers (vaches et caprins) ou d'élevages allaitant. Porcs et volailles sont également présents. Cette diversité de systèmes explique notamment que la taille moyenne des exploitations de la zone soit la plus petite d'Eure-et-Loir, en dessous de la moyenne régionale (99 ha au recensement de 2000 contre 106 au niveau régional). A contrario, dans ces systèmes la main d'œuvre salariée est peu présente (150 ETP salariés en 2000 contre 1 300 dans la zone d'Orléans).



L'agroalimentaire est très peu présente dans cette zone, par contre le dynamisme repose sur la vente directe ou les circuits locaux et notamment le partenariat avec les métiers de bouche. Le Perche est en effet un lieu de villégiature important des parisiens qui profitent de leur passage pour s'approvisionner en produits de toutes sortes. Cette démarche a été initiée et soutenue dans le cadre du Parc Naturel Régional. A titre d'exemple la baguette du Perche issue de farine de blé produit dans la zone et transformée par les boulangers locaux a un taux de pénétration de plus de 60% dans les boulangeries de la zone du Parc.

Mais le Perche c'est aussi le Percheron, cheval qui a rendu de nombreux services par le passé, et pour lequel le Studbook espère un nouvel avenir avec le retour à des modes de culture ou de circulation plus douces.

Enfin, le Perche est également un territoire forestier, dont les produits sylvicoles sont appréciés. L'association Perchebois a su fédérer l'ensemble des acteurs pour permettre la mise en place d'une véritable filière économique à l'échelle du territoire.

Tourisme

La zone d'emploi comprend 9 sites touristiques dont les plus fréquentés en 2007 sont les suivants :

- Parc aquatique de Fontaine-Simon : 79 488 visiteurs ;
- Musée du Perche du château Saint-Jean de Nogent-le-Rotrou : 20 081 visiteurs ;
- Jardins de l'Abbaye de Thiron-Gardais : 6 471 visiteurs ;
- Jardins de la Feuilleraie à Haponvilliers : 4 170 visiteurs ;
- Jardins du château de Frazé : 1 144 visiteurs.

- Capacités d'accueil :
- Hôtellerie : 9 établissements
 - Hôtellerie de plein air : 7 campings et 1 aire naturelle

Préparer l'avenir à travers la formation

3 988 lycéens sur la zone de Nogent-le-Rotrou

La zone accueille notamment 2 lycées d'enseignement agricole privés à Nermont et dans le parc du Château des Vaux (fondation des orphelins apprentis d'Auteuil).

Nogent le Rotrou compte deux lycées (Belleau et Sully) pour un effectif total de 1 242 élèves à la rentrée 2008.

Lycée Sully

227 élèves. L'établissement labellisé lycée des métiers du secteur industriel, ce lycée propose les filières électricité - électronique et travail des métaux - mécanique. Il propose également par la voie de l'apprentissage deux BTS : maintenance industrielle et maintenance des équipements industriels.

Lycée Belleau

1 015 élèves. L'établissement se compose d'un Lycée Général

et Technologique, d'un lycée professionnel et d'un GRETA.

Il propose des formations du secteur tertiaire de niveau IV et III : administration, gestion, finances, commerce, vente. Des formations spécifiques sont dispensées, telles que les options cinéma - audiovisuel, arts plastiques, éducation physique et sportive dès la classe de seconde.

La formation professionnelle

Une offre de formation faiblement diversifiée et concentrée sur le CAP ou le BEP

Les jeunes qui préparent un CAP/BEP représentent 62,5 % des élèves dans la zone de Nogent-le-Rotrou et seulement 43,4 % en région. Cette sur-représentation se fait principalement au dépens des BTS ou DUT (8,7 % contre 19,1 % en région) et du baccalauréat technologique (13,5 % contre 20,6 %). Sur les 18 domaines de formation, 8 seulement sont

dispensés dans la zone. Les domaines les plus caractéristiques de la zone sont "l'électricité, électronique", la "mécanique et le travail des métaux", "l'agriculture" et "l'hôtellerie, restauration, alimentation" ; ils représentent 54,2 % des élèves (33,9 % en région). En outre, 34 % des élèves suivent une formation dans les deux domaines "gestion, administration des entreprises" et "commerce" (31,4 % en région).

Des entrées de jeunes plus nombreuses que les sorties

La zone attire plus de jeunes qu'elle n'en laisse partir. Cette attraction est principalement le fait du CAP et du BEP. Elle s'explique aussi par l'accueil de jeunes de l'extérieur pour les 6 principaux domaines de formation de la zone : "électricité, électronique", "mécanique, travail des métaux", "agriculture", "hôtellerie, restauration, alimentation", "gestion,

administration des entreprises" et "commerce".

Le contexte géographique explique aussi cette situation : la ville de Nogent-le-Rotrou est le centre d'un bassin d'emploi qui insère des communes des régions Basse-Normandie et Pays de la Loire.



Lycée Rémy Belleau

Patrimoine naturel

Situé au cœur du Parc naturel régional du Perche, Nogent-le-Rotrou et ses environs se caractérisent par un paysage de cultures, de bocage et de quelques massifs boisés. Ce territoire est relativement diversifié grâce au maintien de l'élevage extensif qui favorise les prairies et les haies. Il faut cependant signaler la régression du bocage, sur les plateaux à l'Est du territoire notamment, au profit des cultures.

Les forêts sont stables, les plus importantes étant gérées par l'Office National des Forêts. La mise en place d'une sylviculture tenant compte des espèces animales forestières ainsi que de la flore des sous bois est de plus en plus fréquente. Les importants massifs forestiers du Perche sont remarquables par la présence de plusieurs espèces patrimoniales (Pic Noir, Lucane Cerf Volant...).

Il faut signaler la régression des pelouses et prairies sèches présentes dans les endroits les plus inaccessibles, notamment sur les coteaux. Ces milieux se raréfient suite à la déprise agricole dans

les parcelles les moins favorables à l'élevage. Les milieux humides sont encore bien représentés : vallées humides comme la vallée de l'Huisne, étangs, tourbières (Tourbière des Froux à Manou gérée par l'ONF, le PNR et le Conservatoire régional), mares, marais, prairies humides... Ces milieux sont le refuge d'une flore remarquable et d'une faune rare qui contribuent significativement aux richesses naturelles du Perche.

A noter la gestion par le PNR du coteau calcaire de Margon (propriété de la Commune et du Conseil Général) et la présence de 2 vastes sites Natura 2000 : « l'Arc forestier du Perche d'Eure-et-Loir » au titre de la directive habitats, et les « forêts et étangs du Perche » au titre de la directive Oiseaux.

La zone est concernée par les cours d'eau le Loir, l'Ozanne, l'Eure et l'Huisne avec un risque inondation notable pour Nogent-le-Rotrou dont l'impact économique est évalué à 4,5 M€.



Des atouts pour l'avenir

L'industrie médicale



Après la fermeture en 1991 de la Radiotechnique, qui fabriquait des postes de télévision et de radio, et la perte de mille emplois, Nogent-le-Rotrou a su rebondir. Mais, il a fallu une dizaine d'années. L'avenir dans l'industrie aujourd'hui, c'est le matériel médicochirurgical. La société allemande B. Braun Médical est spécialisée dans la fabrication de matériel d'urologie et de perfusion. A Nogent-le-Rotrou, le groupe parie sur les produits à forte valeur ajoutée. L'entreprise médicale prévoit d'ici 2010, d'investir 20 millions d'euros, afin de développer la production de perfuseurs. Ce programme s'accompagnera de la création d'une cinquantaine de postes sur trois ans, portant l'effectif du site à environ 500 personnes en CDI.

Des zones d'activités dynamiques

Pour faire face à la perte d'emplois subie dans les années 90, la ville a tout misé sur les zones d'activités, afin de développer le bassin d'emploi. Le parc d'activités du Vald'Huisne, situé au carrefour sud-ouest de la route du Mans, est directement relié aux grands axes comme la D 955 ou l'A 11. A terme il comptera 30 hectares, 20 sont déjà viabilisés. La zone d'activités de l'Aulnay est plutôt tournée vers les productions innovantes. 12 hectares sont déjà viabilisés et à terme cette zone industrielle en comptera 64. Le syndicat qui la gère, le Sival, (composé des dix communes dont Nogent-le-Rotrou) a acheté 14 hectares en 2007 et 38 en 2008. Sur cette zone, l'entreprise Marie-Laure PLV, qui fabrique des présentoirs pour l'industrie de luxe va investir un bâtiment de 20 000 m². Elle projette de regrouper 240 emplois lors du transfert de son usine de Thiron-Gardais à Nogent-le-Rotrou et emménagera dans ces nouveaux locaux en mai 2010. Un autre

créneau porteur est celui les lingettes nettoyantes. Créée en 2001, Euro Wipes fabrique des lingettes cosmétiques, ménagères et pour bébé. Elle emploie une centaine de personnes.

Un centre-ville remodelé

Un projet cœur-de-ville a été entrepris par la municipalité de Nogent-le-Rotrou. Ces travaux vont complètement changer l'image du centre-ville sans en ôter la convivialité et l'intimité. Ils comprennent cinq phases. La première comprend la création d'un parking place des Viennes et de logements sociaux intermédiaires autour. Un second parking de 150 places est en cours d'aménagement îlot Villette-Gâté. La seconde phase du projet sera spectaculaire avec la création d'un complexe cinématographique de trois salles, le Rex, place du 11-Août. 2,7 millions d'euros seront investis dans ce projet. Le Rex ouvrira en avril 2010. La troisième phase sera la rénovation totale de la place du 11-Août. Ensuite, l'ancien Hôtel-Dieu sera totalement refait et hébergera un centre culturel. Enfin, la cinquième et dernière phase concernera le réaménagement de la place Saint-Pol.

Tourisme vert dans les collines du Perche



Le Perche est une véritable échappée verte, située à 150 kilomètres de Paris. Initiée en 1991, dans le cadre d'une association à Moutiers-au-Perche, la création du Parc naturel régional du Perche a été officialisée en janvier 1998. Le Parc compte 118 communes sur deux départements, l'Eure-et-Loir et l'Orne et deux régions, la Basse-Normandie et le Centre. Organisé autour d'un projet de développement durable,

il fait partie des 45 Parcs Naturels Régionaux de France. Il lui incombe la protection et la gestion du patrimoine naturel et culturel du Perche. Le Parc aquatique de Fontaine-Simon près de La Loupe et la base de loisirs de Margon, limitrophe à Nogent-le-Rotrou, qui compte aujourd'hui 20 hectares sont de véritables outils touristiques. Un projet d'aménagement de 10 hectares supplémentaires permettra d'accueillir un restaurant et un centre équestre. Percheval, qui a lieu chaque année le week-end de l'Ascension, est un rendez-vous incontournable au château Saint-Jean, qui met à l'honneur le cheval, emblème du Perche et le moyen-âge. Il accueille des milliers de visiteurs.

Aquaval à Nogent, l'eau et les loisirs à l'honneur

Composé d'un bassin de 25 mètres, de 4 couloirs pour l'apprentissage, le perfectionnement ou la pratique de la natation, d'un bassin de loisirs avec boules à vagues, banquettes à bulles, jets d'eau verticaux, geysers et douches, d'un toboggan de 70 mètres et d'un espace fitness/relaxation avec Spa, hammam et sauna, le complexe Aquaval est un véritable atout touristique. Inauguré en 2004, le centre comporte également un bowling.

Les Percherons, une race d'avenir



Le cheval Percheron, reconnaissable à sa carrure de trait, dont le poids adulte est compris entre 900 et 1 200 kilos, est l'emblème du Perche. Il est apparu au VIII^e siècle autour de Mortagne-au-Perche (Orne) et de Nogent-le-Rotrou. Et aujourd'hui c'est le cheval de trait le plus répandu à travers le monde. Pourtant s'il a connu son heure de gloire au début du XIX^e siècle et ce, jusque dans les années 1960, lorsque l'automobile ne l'avait pas

encore remplacé, le Percheron fut menacé de disparition lors de la mécanisation de l'agriculture. Avec la création du parc naturel du Perche, notamment, cet animal fier et robuste a regagné ses lettres de noblesse. Un tourisme autour de l'équidé s'est fortement développé à l'aube des années 2000, comme les promenades en calèche, randonnées, concours d'élevage, expositions ou manifestations en l'honneur du cheval, comme Percheval le week-end de l'Ascension. Mais aussi avec le débardage, cette pratique ancestrale forestière qui permet de transporter les arbres abattus à l'aide de chevaux de trait. Une méthode écologique qui revient en force auprès des sylviculteurs. La Société hippique percheronne de France, basée à Nogent-le-Rotrou, contribue fortement à la promotion de l'équidé en France et à travers le monde.

Une saison culturelle riche

Grâce à plusieurs salles de spectacles comme l'Arsenal, situé place Sully, la salle Pierre-Mendès-France ou le centre socioculturel de Margon, le bassin nogentais dispose d'une vie culturelle riche. Les aficionados de musique actuelle ont eux une salle dédiée avec l'Arsenal, qui accueille chaque année, les espoirs les plus talentueux de la nouvelle scène, nationale, régionale et locale, mais aussi des valeurs sûres. La commune possède également son festival de musique, gratuit depuis six ans, avec le Thé vert, organisé par l'Arrosoir, qui chaque année début juillet, rassemble environ 7 000 personnes au théâtre de verdure. Et depuis cette année, l'association l'Arrosoir a lancé son Thé d'hiver, en avril, un festival de courts-métrages amateurs.



Agenda 21 de la région Centre

Département de l'Indre



Regard sur la zone d'emploi de Châteauroux

107



Regard sur la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse

119



Regard sur la zone d'emploi d'Issoudun

131



Regard sur la zone d'emploi de La Châtre

143



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Châteauroux

Forum territorial du mercredi 10 juin 2009



Présentation générale de la zone d'emploi de Châteauroux

Au Sud de la région Centre, intermédiaire entre le Val de Loire et le Massif Central, la zone d'emploi de Châteauroux constitue l'un des deux pôles majeurs de l'ancienne province historique du Berry. Traversée par la rivière Indre, Châteauroux n'est située qu'à une soixantaine de kilomètres de Bourges.

La population de la ville-centre a perdu 2 000 habitants entre les recensements de 1999 et 2006. Elle progresse de nouveau et selon le dernier comptage, 47 560 personnes habitent à Châteauroux, plus de 74 300 dans la Communauté d'Agglomération Castelroussine (CAC), qui comprend 11 communes. Le bassin d'emploi de Châteauroux compte environ 117 300 habitants. Dans la décennie écoulée, l'habitat et les activités ont progressé vers l'Est, en direction de la zone d'emploi d'Issoudun, 2^e pôle du département de l'Indre.

Le maillage routier s'est amélioré, notamment grâce à l'autoroute A20 (Paris-Toulouse), gratuite dans sa traversée de l'Indre. Cette gratuité a aussi favorisé des distances domicile-travail plus importantes et partant, l'extension des surfaces bâties et la dispersion de l'habitat. Vers le Nord-Ouest, la liaison vers Tours reste à deux voies. Ainsi que les routes vers Blois au Nord et Poitiers à l'Ouest, autres aires urbaines voisines.

Les responsables locaux militent pour une meilleure desserte ferroviaire vers la capitale. Mais l'idée d'un TGV pendulaire a été abandonnée. Un raccourcement à Vierzon au futur TGV Massif Central-Lyon serait une alternative.

Une économie marquée par l'industrie

Châteauroux doit son nom au Château de Raoul, qui fut érigé au bord de l'Indre au Moyen Age. La ville fut brûlée lors de la guerre de Cent ans en 1356 puis pillée en 1374. Il fallut attendre 1447 pour que la cité soit fortifiée. L'administration royale s'installe vraiment à Châteauroux au XVIII^e siècle. Le Duché fut acquis par Louis XV en 1737. En 1751, une Manufacture de draps fut construite et la route Paris Toulouse tracée. Cette période de stabilité et de prospérité marqua l'architecture de la commune.

Au XIX^e siècle, l'industrialisation se poursuivit. En 1856, la production de cigares est initiée et l'industriel Jean-Pierre Balsan acquiert la Manufacture du Parc construite par le roi le siècle précédent. La Manufacture des Tabacs fut édifée de 1858 à 1863. Outre la « Manu », deux brasseries, deux fonderies, et les textiles Balsan ont métamorphosé la ville. Au tournant du XX^e siècle, la population franchit les 25 000 habitants.

L'usine d'aviation installée en 1936 à Déols et surtout la base américaine à la Martinerie, créée en 1951 et abandonnée en 1967, ont fortement marqué la zone d'emploi.

Aujourd'hui, le paysage économique et social est contrasté. Plusieurs grandes entreprises ont réduit leurs effectifs, voire fermé des usines, comme le fabricant de pains et biscottes Pasquier-Augua. D'autres entreprises ont compensé ces départs, tels le centre d'appel Armatix implanté sur l'ancien site de la Seita-Manufacture des Tabacs. L'assureur Axa s'apprête aussi à y regrouper

plusieurs centaines de postes.

La zone d'emploi de Châteauroux a connu de nombreux coups durs ces derniers mois. Outre les difficultés des équipementiers automobiles comme Renault, Montupet ou Eurostyle, plusieurs départs de services publics ont défrayé la chronique : transfert à Bourges du pôle instruction du Palais de Justice, et surtout départ du 517^e régiment du train. D'ici 2012, Châteauroux perdra 1 200 familles de militaires.

L'Etat a promis une compensation de 10 millions d'euros. 71 communes de l'Indre ont d'autre part été classées en zone franche. Cette incitation fiscale forte est destinée à attirer des entreprises sur les zones d'activités en développement, telle la zone d'Ozans, un espace de 250 hectares où les travaux de voirie pourraient démarrer en fin d'année 2009.

Pôle aéronautique majeur

Autre secteur en phase de développement, l'aéroport, qui sert surtout pour le fret et l'industrie. Plusieurs entreprises aéronautiques, comme Martin, ATE et Vallière Aviation, opèrent sur cette ancienne base de l'OTAN. Les installations liées au recyclage d'avions ont même reçu l'aval du constructeur américain Boeing en 2006. Plus de 7 000 avions doivent partir à la casse d'ici quinze ans dans le monde. Châteauroux-Déols s'est positionné pour devenir un acteur majeur sur ce créneau.



Château de Bouge

Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	117 379	2 519 567
Evolution 1999-2006	- 0,02 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	4,7 %	////
Superficie (km ²)	2 289	39 151
Densité (habitants/km ²)	51,3	64,4
Nombre de communes	71	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	51 380	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	46 979	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	8,4 %	7,8 %

Source : Population : Insee, RP 2006
Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

âgée que la moyenne régionale

L'indice de vieillesse 2005 se situe à 1,12 sur la zone d'emploi, contre 0,94 sur la région. Cet indice est le rapport entre le nombre d'habitants âgés de 60 ans et plus et le nombre d'habitants âgés de moins de 20 ans. La population est donc légèrement plus âgée que la population de l'ensemble de la région.

En 2030, si la fécondité par âge se maintient à son niveau estimé en 2005, si la mortalité bais-

se, et ce au même rythme qu'en France métropolitaine, enfin, si les profils migratoires observés entre 1990 et 2005 par département ne subissent pas de changement majeur sur la période de projection, la population diminuerait de -6 % entre 2005 et 2030 sur la zone, soit un taux annuel moyen de -0,3 % (1). L'indice de vieillesse s'établirait à 1,7 sur la zone contre 1,5 sur la région. Toutefois, ces projections ne tiennent pas compte du léger redressement de la dyna-

mique démographique constaté entre 1999 et 2006.

La rénovation de l'offre de logements sociaux

Des progrès importants ont été faits sur l'habitat social, qui est très représenté sur la ville de Châteauroux (environ 8 000 logements sociaux en 2007, soit plus de 4 % du total régional). Le programme de rénovation urbaine de l'agglomération castelroussine est chronologiquement l'un des premiers engagés

en France (2004). Il est aujourd'hui en voie d'achèvement.

Revenus

2006	Zone d'emploi	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	16 108 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des ménages (part en %)		
Revenus salariaux	59,5 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	29,2 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	6,4 %	6,4 %
Autres revenus	4,9 %	5,1 %
% des ménages non imposés	41,3 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Le revenu fiscal médian par unité de consommation des ménages de la zone d'emploi de Châteauroux s'établit pour l'année 2006 à 16 108 €, soit 923 € de moins que celui de la région Centre (écart de -5 %). En d'autres termes, la moitié des habitants de la zone vit dans un ménage qui déclare un revenu supérieur à 16 108 €.

Parallèlement, la part des ménages non imposés, c'est-à-dire dont les revenus sont inférieurs au seuil minimal de la première tranche de l'impôt sur le revenu, est

de 41,3 %, un taux supérieur au taux régional.

Ces indicateurs sont nivelés de façon défavorable pour la zone par sa partie rurale, au Nord-Ouest de l'agglomération de Châteauroux.

La structure des revenus selon leur origine montre une part plus importante des revenus des pensions et retraites (29,2 %) en comparaison de la région (26,3 %). L'écart inverse s'observe sur la part des salaires.

Équipements et services à la population

Globalement, les statistiques sur l'équipement des communes de la zone d'emploi présentent des indicateurs plutôt favorables pour la plupart des types d'équipement, en particulier en termes de couverture de la population (« pourcentage de la population équipée », c'est-à-dire dont l'équipement est présent sur la commune de résidence). Cela s'explique par la conformation urbaine de la partie Sud-Est de la zone d'emploi : la concentration de la population permet aux habitants d'avoir un accès aux équipements plus rapide qu'en milieu rural, mais aussi de disposer d'équipements plus spécialisés (hôpital, cinéma, etc.). Ceci étant, des manques sectoriels existent, et les moyennes présentes à l'échelle de la zone d'emploi masquent le manque d'homogénéité des niveaux d'équipement entre les secteurs ruraux (Boischaut Nord) et l'Agglomération Castelroussine.

mité : des menaces de fermeture en milieu rural

Le niveau global de la zone pour cette catégorie d'équipements est très correct, et conforme à ce que l'on peut attendre vu la répartition de la population, partagée entre milieux urbain, périurbain et rural, avec un poids important de la population citadine. Il faut noter que la

partie nord-ouest de la zone, correspondant au Boischaut Nord, est d'une densité de peuplement très faible, et seulement structurée par des chefs-lieux de canton présentant au plus 3 milliers d'habitants (Châtillon-sur-Indre, Valençay, Levroux). Ce territoire présente une densité correcte en commerces et services publics de

proximité tels que les bureaux de poste, mais quelques secteurs sont déficitaires (services bancaires, pharmacies), et la situation de ce réseau d'équipements courants est fragilisée par la situation démographique et économique, qui demeure préoccupante.

Santé : une répartition inégale de l'offre

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangeries	103	36	50,7	91,4	84,7	8,8	7,1
Épiceries, supérettes	50	29	40,8	83,5	66,3	4,3	3,2
La Poste	39	33	46,5	89,9	77,7	3,3	2,6
Banques, Caisses d'Épargne	85	12	16,9	72,6	66,6	7,2	5,5
Médecins généralistes libéraux	100	23	32,4	83,5	77,1	8,5	8,7
Pharmacies	52	22	31	83,7	74,2	4,4	3,6
Police, gendarmeries	8	7	9,9	55,7	47,5	0,7	0,8
Hébergements pour les personnes âgées	19	13	18,3	69,8	60,6	1,6	1,7
Cinémas	1	1	1,4	40,5	28,4	0,1	0,2
Équipements sportifs	596	60	84,5	///	///	50,7	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

Commerces et services de proxi-

(1) Ces travaux de projections démographiques ont été réalisés par l'INSEE Centre en partenariat avec le CESR

Le secteur de la santé est marqué par le déficit de l'offre de soins sur plusieurs secteurs, y compris dans les zones périurbaines proches de Châteauroux. Certains cantons proches de l'Agglomération Castelroussine ont une faible densité médicale, et le même constat peut être fait pour la partie Nord-Ouest de

la zone, alors même qu'elle se trouve touchée par le vieillissement de sa population. L'agglomération regroupe la capacité hospitalière de la zone ainsi que les professionnels spécialistes.

Culture, sports et loisirs : la modernisation de l'offre castelroussine

L'équipement culturel et sportif apparaît dans l'ensemble conforme au niveau moyen régional. L'offre culturelle tend naturellement à se concentrer sur l'agglomération, même si le réseau de bibliothèques dessert correctement les secteurs ruraux. Enfin, les constructions du Tarmac (2007), de la base spor-

tive de La Margotière (en cours), viennent combler plusieurs déficits identifiés sur l'offre de sports, culture et loisirs. L'offre castelroussine est au niveau de la taille de l'agglomération. Le pôle culturel Equinoxe, doté d'une programmation variée, en est un des points saillants.

Déplacements domicile-travail des salariés

Un excédent élevé des entrées par rapport aux sorties

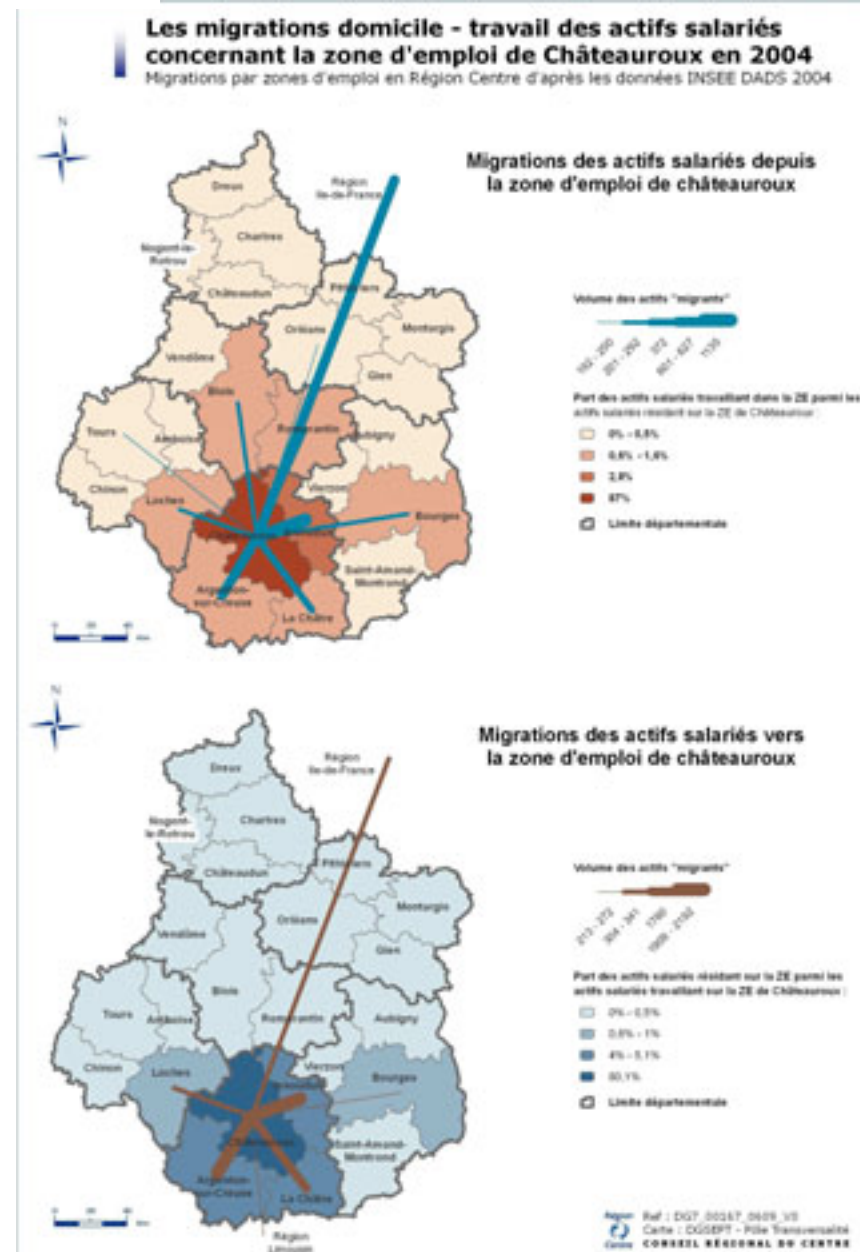
En 2004, 11 100 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu quotidiennement entre la zone d'emploi de Châteauroux et les autres zones d'emploi de la région Centre et 2 764 ont lieu entre la zone de Châteauroux et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : les zones d'emploi d'Issoudun (3 044 entrées et sorties soit 22 % du total des déplacements), Argenton-sur-Creuse (2 819 entrées et sorties), La Châtre (2 132), l'Ile-de-France (942), les zones d'emploi de Loches (596), Bourges (547) et Blois (426).

La zone est marquée par un solde positif des migrations domicile-travail (+ 3 444) : les entrées d'actifs salariés sont 1,7 fois plus nombreuses que les sorties. Cet excédent s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la zone de Châteauroux sur les autres zones du département de l'Indre. En revanche, les échanges avec l'Ile-de-France sont déficitaires (2 fois plus de sorties que d'entrées).

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Châteauroux, seulement 13 % travaillent hors de cette zone (5 210 personnes) , le plus faible taux après la zone d'emploi d'Orléans : ils vont principalement travailler vers les zones d'emploi d'Issoudun (1 135 soit 3 % des salariés résidents), Argenton-sur-Creuse (627 soit 2 % des salariés résidents), l'Ile-de-France (601 soit 1,5 % des salariés résidents), les zones d'emploi de La Châtre (372 soit 1 % des salariés résidents), Loches (292), Blois (281) et Bourges (275).

Près de 20 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident principalement dans les zones d'emploi d'Argenton-sur-Creuse (2 192 soit 5 % des salariés travaillant dans la zone), Issoudun (1 909 soit 4 % des salariés), La Châtre (1 759 soit 4 % des salariés),



Ile-de-France (341 soit 1 % des salariés), les zones d'emploi de Loches (305 soit 1 % des salariés) et Bourges (272).

Principaux flux domicile-travail dans la zone d'emploi de Bourges
(hors flux internes à la Communauté d'agglomération)

Commune de résidence	Commune de travail	Flux
Mehun-sur-Yèvre	Bourges	700
Saint-Florent-sur-Cher	Bourges	681
Vierzon	Bourges	625
Bourges	Vierzon	370
Saint-Martin-d'Auxigny	Bourges	362
Bourges	Saint-Florent-sur-Cher	362
Fussy	Bourges	362
Saint-Eloy-de-Gy	Bourges	274
Dun-sur-Auron	Bourges	268
Mehun-sur-Yèvre	Vierzon	246

Source : Insee, DADS 2004

La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Pendant des siècles, c'est l'économie agricole qui a représenté la seule richesse de la zone.

L'industrie est d'abord apparue à Levroux avec le travail du cuir, à Villedieu avec la porcelaine. Rabelais a célébré les cornemuses de Buzançais. Mais c'est la création d'une manufacture royale de drap à Châteauroux en 1751 qui apparaît comme un point de départ.

Ensuite, en désignant Châteauroux comme préfecture, alors qu'Issoudun était plus peuplée, la révolution a permis le développement de la ville. Elle est sur le tracé Paris-Toulouse, et c'est en 1847 que le chemin de fer arrive. Dix ans plus tard, deux pôles industriels majeurs vont se développer : une fabrique de cigares est ouverte (elle emploiera jusqu'à 3 000 personnes en 1900), et un industriel, Pierre Balsan, reprend l'usine de

drap. La manufacture Balsan fournit quantité de tissus, en particulier les draps d'uniforme bleu horizon à l'armée. Elle emploie près de 1 200 ouvriers en 1910. Elle est rejointe par la société « 100 000 chemises » en 1892.

Si, entre les deux guerres, ces deux industries s'assoupissent (la SEITA a quitté Châteauroux en 1998, et les industries de la confection vont lentement décliner), c'est l'aéronautique qui va réveiller le territoire, d'abord avec une école de pilotes de chasse en 1916, puis à travers l'installation de l'usine d'aviation Bloch (premier nom de Marcel Dassault) en 1936 (nationalisée en 1937, fermée en 1976), enfin en 1950 avec la création de la base américaine de l'OTAN qui comptera jusqu'à 12 000 militaires et 4 000 civils.

La fermeture de cette dernière

en 1966 posera d'énormes problèmes de reconversion, mais laissera les installations aéroportuaires et une base industrielle conséquente. Une trentaine d'entreprises régionales de la filière aéronautique vient d'ailleurs de lancer un « pôle d'excellence régional » aérocentre.

Depuis 1919, Châteauroux accueille l'usine Debard (reprise par Virax, puis par Montupet), spécialisée dans la fonderie d'alliages légers pour l'automobile (culasses et jantes). Elle emploie aujourd'hui près de 1 000 personnes, mais se trouve confrontée aux fortes incertitudes de la filière automobile, à l'instar de la société Eurostyles (Ex Mollertech—intérieurs plastique pour automobiles) récemment reprise par le groupe GMD.

La zone accueille aussi la société des pains Harry's, issue de la société Sopani, créée par le fils

d'un boulanger de Châteauroux, Paul Picard en 1965. Elle emploie 650 personnes dans ses deux usines locales.

La société Arc International Cookware (ex Newelex-Corning) est une verrerie industrielle spécialisée dans les produits en pyrex pour la cuisine. Elle emploie plus de 400 salariés.

Sur la zone, on a aussi les profilés alu Norks-Hydro (220 sal), les machines d'emballage Mead (250 sal), la parqueterie la Berrichonne (200 sal), les tapis Berry Tuft (200 sal), les grès céramiques Merazzi (ex Cerabati, 230 sal), les entrepôts agricole Epicentre (290 sal) et des activités tertiaires avec les assurances Axa (230 sal), Auchan (230 sal), les centres d'appel Armatis (250 sal), la caisse régionale de Crédit Agricole (400 sal) ..

Une prédominance de la sphère résidentielle

La sphère résidentielle - qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux - est la plus importante dans la zone d'emploi de Châteauroux puisqu'elle emploie près de 40 % des effectifs salariés, soit la part la plus élevée. De plus, cette zone se caractérise par une proportion d'emplois dans le secteur résidentiel et dans la fonction publique supérieure à celle de la région Centre, et particulièrement dans le secteur "santé, action sociale" qui représente 14,5 % des effectifs (contre 13 % en région) et dans "l'administration" avec 15 % des effectifs (contre 12 % en région). Ceci s'explique par la présence du centre hospitalier, de la mairie de Châteauroux ainsi que du Conseil général de l'Indre, les plus gros employeurs de la zone mais également de la prison de Saint Maur, de l'Association pour le maintien à domicile et du centre psychothérapeutique de Gireugne.

"Métallurgie, travail des métaux", "industries agricoles et alimentaires", "produits miné-

raux", "bois et papier" : secteurs industriels les plus caractéristiques de la zone

A l'inverse, la proportion d'emplois dans la sphère productive

- activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - est moins importante dans la zone d'emploi de Châteauroux que dans la région Centre. En revanche, six secteurs appa-

raissent comme des activités industrielles caractéristiques de la zone : la "métallurgie et transformation des métaux" (avec Montupet), les "industries agricoles et alimentaires" (avec Harry's France), les "produits minéraux" (avec Arc International Cookware et Groupe Marazzi France), le "bois et papier" (avec Meadwestvaco emballage), l'habillement, "cuir" et le "textile". Ces six activités industrielles regroupent 13,3 % des emplois contre 7,3 % en région.

Avec la présence du centre d'appel Armatis, le secteur "conseil et assistance" a également un poids important, puisqu'il représente 3,5 % des effectifs de la zone.

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	42 647	100	100
Sphère productive	14 386	33,7	37,1
Sphère résidentielle	17 007	39,9	38,9
Fonction publique	11 254	26,4	24,1

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	8 971	21,0	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	1 426	3,3	2,5
<i>Biens de consommation</i>	920	2,2	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	1 295	3,0	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	4 815	11,3	9,0
<i>Energie</i>	515	1,2	1,5
Construction	2 752	6,5	7,4
Commerce	5 910	13,9	13,5
Services	25 014	58,7	57,0
<i>dont Transports</i>	2 027	4,8	4,7
<i>Activités financières</i>	1 272	3,0	3,0
<i>Activités immobilières</i>	626	1,5	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	3 447	8,1	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	1 991	4,7	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	9 171	21,5	20,2
<i>Administration</i>	6 480	15,2	11,8
Ensemble	42 647	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Châteauroux (2006 actualisée)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
CENTRE HOSPITALIER DE CHATEAUROUX	1000 à 1499 salariés	Santé, action sociale
DEPARTEMENT DE L'INDRE	1000 à 1499 salariés	Administration publique
COMMUNE DE CHATEAUROUX	1000 à 1499 salariés	Administration publique
MONTUPET SA	750 à 999 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
EUROSTYLE (Ex MOLLERTECH SAS)	250 à 499 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
CENTRE DE CURE MEDICAL GRANDS CHENES SAINT DENIS	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
DIR DES SERVICES PENITENTIAIRES DE PARIS - MAISON CENTRALE DE ST MAUR	250 à 499 salariés	Administration publique
HARRY'S FRANCE	250 à 499 salariés	Industries agricoles et alimentaires
ASSOC POUR MAINTIEN A DOMICILE	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
ARC INTERNATIONAL COOKWARE	250 à 499 salariés	Industries des produits minéraux
LA HALLE	250 à 499 salariés	Transports
HARRY'S FRANCE	250 à 499 salariés	Industries agricoles et alimentaires
UNION GESTION ETS CAISSES ASSUR MALADIE - CENTRE PSYCHOTHERAPEUTIQUE DE GIREUGNE	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
CARREFOUR HYPERMARCHES	250 à 499 salariés	Commerce de détail, réparations
ARMATIS CENTRE	250 à 499 salariés	Conseils et assistance
AUCHAN FRANCE	250 à 499 salariés	Commerce de détail, réparations
MEADWESTVACO EMBALLAGE	250 à 499 salariés	Industries du bois et du papier
LYCEE POLYVALENT BLAISE PASCAL	200 à 249 salariés	Éducation
GROUPE MARAZZI FRANCE	200 à 249 salariés	Industries des produits minéraux
AXA FRANCE IARD	200 à 249 salariés	Activités financières

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Plus de 5 000 établissements implantés dans la zone de Châteauroux en 2006

Fin 2006, la zone de Châteauroux compte 5 059 établissements, soit 4,7 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements dans la construction est moins importante qu'en région, au profit du commerce. Elle est en revanche comparable dans les services et l'industrie.

L'une des plus fortes baisses du stock d'établissements dans l'industrie

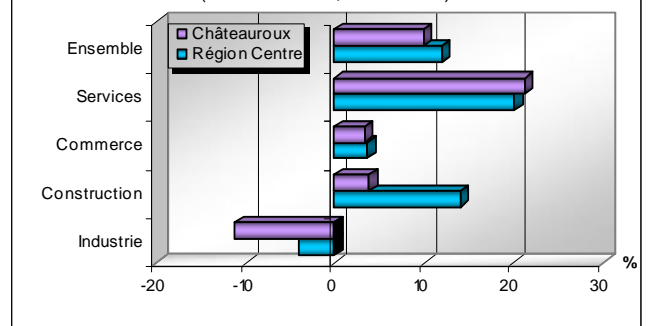
Dans l'ensemble, le stock d'éta-

blissements s'est accru de plus de 10 % entre 2000 et 2006, une hausse légèrement inférieure à celle observée pour l'ensemble de la région.

Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements importantes dans le secteur industriel (- 11,2 % contre - 4,1 % pour le Centre).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 21 % (+20 % en région Centre). Le secteur du commerce a également connu une croissance comparable à celle de la région (respectivement +3,4 % et 3,7 %).

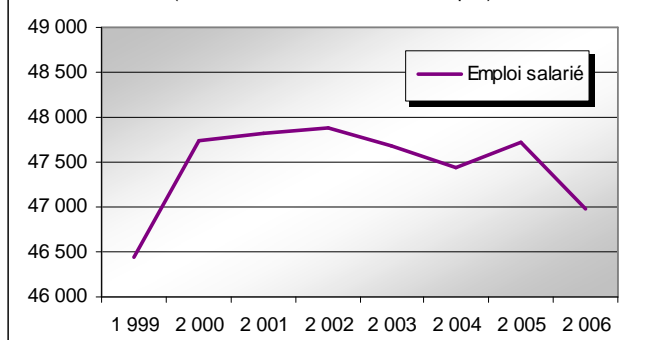
Evolution du nombre d'établissements entre 2000 et 2006 par secteur d'activité
(Source : Insee, REE Sirène)



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié

Emploi salarié sur la zone d'emploi de Châteauroux
(Source : Insee, Estimations d'emploi)



De fortes réductions d'emplois dans l'industrie de 2004 à 2006

De 2001 à 2006, l'évolution de l'emploi salarié suit deux étapes :

1. 2001 - 2002 ; légère croissance (+ 0,2 % par an) : les créations d'emplois dans le secteur tertiaire et le bâtiment compensent les disparitions d'emplois dans l'industrie ;

2. 2003 - 2006 : réduction des emplois salariés de - 0,5 % par an : les pertes d'emplois dans l'industrie sont supérieures aux emplois créés dans les autres secteurs.

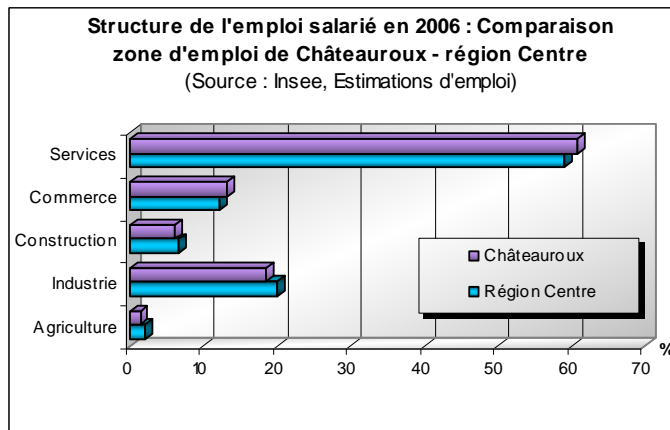
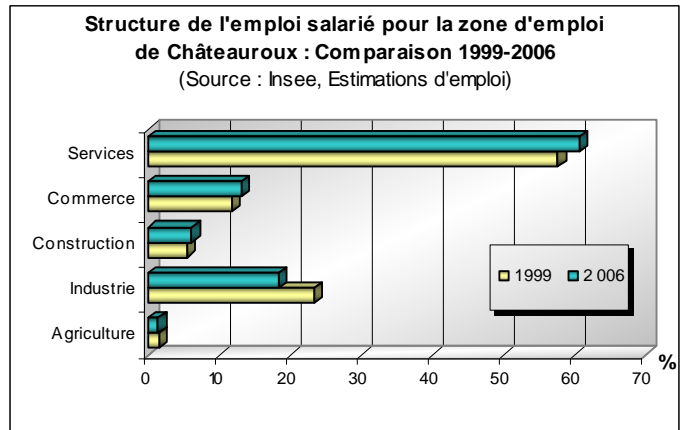
Depuis 2004, les tendances observées de 2001 à 2003 s'accroissent : la progression des emplois dans la construction, le commerce et les services s'accroît ; la réduction de l'emploi dans l'industrie s'intensifie. De 2003 à 2006, les

disparitions d'emplois dans l'industrie concernent en premier lieu l'industrie textile et le secteur de l'habillement et du cuir, l'industrie du bois et du papier et les industries agricoles et alimentaires. Les activités de conseils et d'assistance, le secteur de la santé et de l'action sociale sont à l'origine de la croissance de l'emploi dans les services. En revanche, en lien avec la crise industrielle, les entreprises de travail temporaire perdent des effectifs.

Avec ses pertes d'emplois entre fin 2000 et fin 2005, l'industrie diminue sa présen-

ce dans la zone. Sa part dans l'emploi salarié est passée 23,5 % en décembre 1999 à 18,5 % en décembre 2006. Cette réduction s'est faite essentiellement au bénéfice du commerce et des services. En décembre 2006, ces deux secteurs représentent près de trois salariés sur trois.

En 2007, les créations d'emplois sont nombreuses dans les établissements privés : elles concernent principalement les services aux entreprises, notamment les services professionnels et les entreprises de travail temporaire. Mais, en 2008, l'emploi



salarié du secteur concurrentiel diminue à nouveau depuis le premier trimestre, d'après les données de l'URSSAF.

En 2006, des créations d'emplois dans les établissements de 10 salariés ou plus

Comme pour l'ensemble des emplois salariés, les effectifs diminuent en 2004 dans les établissements privés de 10 salariés ou plus (- 299) ; ils augmentent faiblement en 2005 (+ 32). En 2006, cette croissance s'amplifie (+ 489). Si, en 2005, seules les fem-

mes concourent à la création des emplois, en 2006 ce sont les hommes qui y contribuent le plus.

En 2006, les créations les plus nombreuses se situent dans les secteurs "construction", "eau, gaz et électricité", "chimie, caoutchouc, matière plastique" et "transports". On relève des disparitions nombreuses d'emplois dans le "commerce de gros", et dans "l'habillement et le cuir".

Chômage

De 2001 à 2007, une faible amélioration du marché du travail pour les jeunes hommes

De 2001 à 2007, l'évolution du marché du travail a été légèrement plus favorable dans la zone de Châteauroux. Cette évolution favorable a plus bénéficié aux femmes qu'aux hommes. En raison de leur moindre présence dans l'industrie, les femmes ont été beaucoup moins touchées par la dégradation du marché du travail des années 2001 - 2004 ; la période d'amélioration 2005 - 2007 a concerné un peu plus les hommes.

Sur l'ensemble de la période, la réduction du chômage est la plus forte pour les jeunes femmes et la plus faible pour les jeunes hommes. Les deux autres groupes d'âge (25 -49 ans ; 50 ans ou plus) se trou-

vent dans une situation intermédiaire, avec une évolution plus favorable pour les femmes.

En 2008, l'aggravation du chômage est plus forte dans la zone qu'en région. Elle concerne les hommes et, surtout, les jeunes.

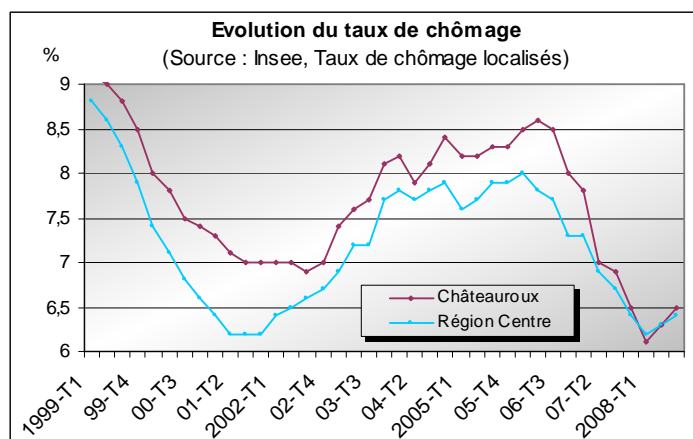
En 2007, de fortes tensions sur le marché du travail pour des métiers industriels

Ce n'est qu'en 2007, année de forte croissance de l'emploi dans les établissements privés, que Châteauroux rencontre de fortes tensions sur le marché du travail (rapport

entre les offres et les demandes d'emploi).

Elles sont élevées dans des métiers qualifiés de l'industrie comme la "maintenance", la "mécanique et le travail des métaux" et les "industries de process", alors que l'industrie a perdu beaucoup d'emplois de 2002 à 2006.. Elles le sont aussi pour les métiers de "l'administration-gestion", du "commerce", et de "l'hôtellerie-restauration" et pour les "professions sociales, culturelles et sportives".

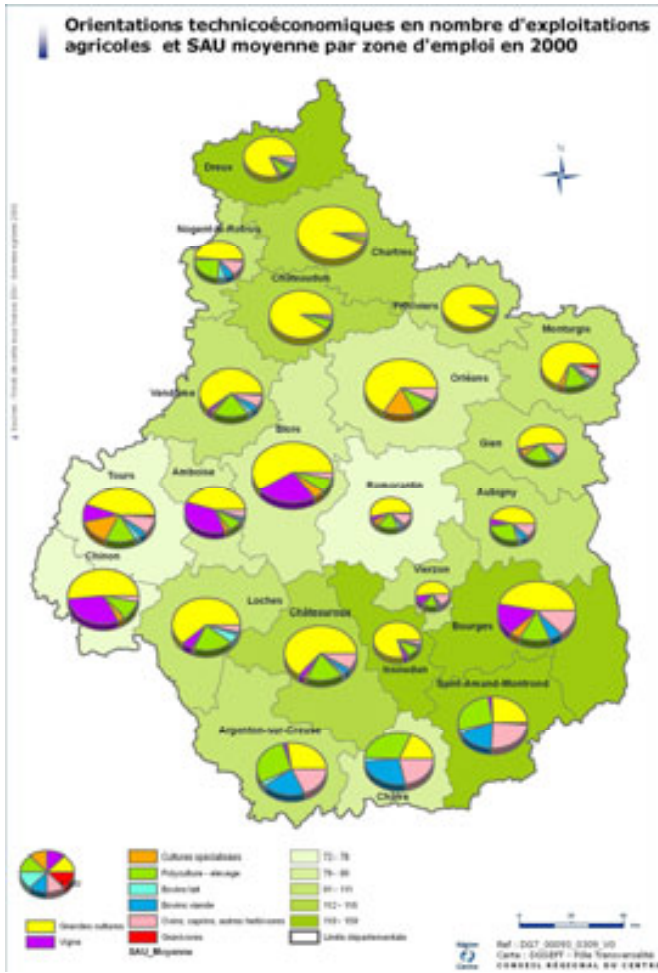
En revanche, pour les métiers de "services à la personne", les tensions sont faibles, bien que les secteurs qui les recrutent accroissent leurs effectifs.



Agriculture

La zone d'emploi de Châteauroux correspond en grande partie à la Champagne Berrichonne. C'est-à-dire une des zones qui a le plus évolué notamment avec la Politique Agricole Commune devenant une zone de grandes cultures, essentiellement céréalière mais aussi avec des oléoprotéagineux comme le tournesol. Le potentiel agronomique n'étant pas à la hauteur de celui d'autres territoires régionaux, les exploitations compensent cette faiblesse par des surfaces plus importantes, d'environ 10% par rapport à la moyenne régionale et par une forte technicité notamment autour de l'utilisation d'outils liés à

l'agriculture de précision. Certaines productions ont toutefois bien résisté, comme à Valençay avec une production de fromages de chèvre ou encore les vins, tous deux reconnus en tant qu'Appellation d'Origine. S'agissant des fromages de chèvre, outre l'Appellation Valençay, on trouve également sur le territoire les appellations Sainte-Maure-de-Touraine et Selle-sur-Cher. Si cette production permet de garder des exploitations de taille modeste et des emplois locaux, on peut noter que la pénibilité du travail, entraîne un désintérêt de la part des jeunes et donc un réel problème de succession sur lequel



de nombreuses associations travaillent afin d'éviter que ces exploitations ne partent à l'agrandissement d'exploitations céréalières. On peut citer par exemple les actions du CIVAM de Valençay. Aujourd'hui le territoire cherche également à garder ou à augmenter la production de valeur ajoutée à travers la transformation de la biomasse à des fins non alimentaires, c'est notamment le cas pour le tournesol, dont l'huile peut se révéler très intéressante pour la cosmétique, ou avec l'utilisation de la paille comme isolant pour la construction. Enfin l'utilisation à des fins énergétiques soit directement soit sous forme de granulés constitue également un

axe de réflexion. L'activité sylvicole et de transformation est très bien structurée dans le cadre d'ADEFIBOIS Berry dont une des réalisations importantes est la plateforme d'Ardenes qui produit notamment de la plaquette forestière pour les chaudières industrielles ou de la buchette compactée à partir de sciure. Au-delà de l'énergie, la filière s'est également structurée autour des entreprises de transformation du bois et principalement du chêne avec des outils industriels de bon niveau. Le territoire possède donc de nombreux atouts avec l'appui des établissements de formation agricole sur lesquels il peut compter.

Tourisme

La zone d'emploi, sur le plan touristique, est « tirée » par le château de Valençay, qui attire plus de 80 000 visiteurs par an, par ailleurs membre des 18 grands sites du Val de Loire, mobilisé dans la démarche d'excellence coordonnée par la Mission Val de Loire, pour le compte des Régions Centre et Pays

de la Loire. Le château de Bouges, le musée de l'automobile de Valençay et les musées de Châteauroux sont les autres étendards touristiques de la zone. Le Pays Bassin de Vie Castelroussin présente la particularité d'être le premier Pays de la

région Centre par le taux d'occupation dans l'hôtellerie en 2007 : 59 %.

Randonnée pédestre

Les circuits majeurs sont :
- le sentier de Grande Randonnée (GR 46), reliant Buzançais à Ardenes ;

- le sentier de Grande Randonnée de Pays (GRP) de Valençay, combinant 3 boucles autour de Valençay, Ecueillé et Levroux.

Golf

Golf du Val de l'Indre à Villedieu-sur-Indre : 321 licenciés (47 % des licenciés de l'Indre ; 1^{er} club du département avant les Drya-

des, à Pouligny-Notre-Dame, et les Sarray, à Sainte-Fauste).

Sites touristiques

La zone comprend 20 sites touristiques. Les 9 plus visités (plus de 1 000 visiteurs) en 2007 sont :

1. Château de Valençay : 81 663 visiteurs ;

2. Château et son jardin de Bouges : 14 112 visiteurs ;

3. Musée de l'Automobile de Valençay : 13 770 visiteurs ;

4. Couvent des Cordeliers de Châteauroux : 11 026 visiteurs ;

5. Musée Bertrand de Châteauroux : 10 551 visiteurs ;

6. Musée de la Porcelaine de Saint-Genou : 3 213 visiteurs ;

7. Château d'Argy : 2 530 visiteurs ;

8. Musée du Cuir et du Parchemin à Levroux : 1 506 visiteurs ;

9. Musée de la Pierre à Fusil à Lucay-le-Mâle : 1 168 visiteurs.

Capacités d'hébergements

Hôtellerie : 28 hôtels dont 16 hôtels-restaurants (1 992 lits)

Hôtellerie de plein air : 10 campings (1 842 places)



Château de Valençay

Préparer l'avenir à travers la formation

Rentrée 2008 : 4 744 lycéens et 1 553 apprentis sur la zone de Châteauroux

La zone de Châteauroux bénéficie de la présence de nombreuses structures de formations. En effet, elle compte trois lycées publics d'enseignement général et technologique (LEGT) : Blaise Pascal, Jean Giraudoux, Pierre et Marie Curie – un LEGT privé : Sainte Solange – un lycée professionnel : Les Charmilles – un Etablissement Public Local d'Enseignement Agricole (EPLA) – un Lycée d'Enseignement Agricole Privé (LEAP) : Saint-Cyrain ainsi que l'école de formation de la berrichonne de football. Sept sites de formation (antennes comprises) sont également dédiés à la formation par apprentissage : les Centres de Formations d'Apprentis (CFA) de la chambre de métiers et de l'artisanat, de la chambre de commerce et d'industrie, du bâtiment, du domaine agricole, du lycée Sainte Solange, du lycée Blaise Pascal et de l'université. 1 023 apprentis y préparent une formation de niveau V (CAP/BEP/MC), 293 une formation de niveau IV (BAC PRO/Brevet Professionnel, Brevet Technique des Métiers) ; les 237 autres préparent des formations post-bac (BTS/DUT/Licence professionnelle, titre professionnel).

Le lycée Jean Giraudoux (836 élèves) - Unique établissement secondaire de l'Indre pendant plus d'un siècle, il a de ce fait été fréquenté par toutes les élites issues du département durant leur scolarité, dont Jean Giraudoux lui-même. Le bâtiment principal est formé de l'ancien cloître d'un couvent datant du milieu du XVIIIe siècle, autour duquel s'étale la cour d'honneur du lycée. Pour les vocations sportives affirmées, le lycée offre : une section sportive football garçons et filles à recrutement régional sur

concours et une section natation mixte à recrutement départemental

L'Etablissement Public Local d'Enseignement Agricole de Châteauroux, accueille plus de 650 élèves répartis en deux centres de formation : le Lycée d'Enseignement Général et Technologique Agricole (LEGTA), qui dispense des formations de la 4ème au BTS et le Centre de Formation d'Apprentis Départemental agricole (CFAAD) équipé d'un atelier horticulture, jardins espaces verts : 248 apprentis dans des formations allant du CAP au BTS. Par ailleurs, le LEGTA accueille également le Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole (CFPPA). Il est implanté sur le site de TOUVENT depuis le 1er septembre 2000.

L'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté (E.R.E.A.) Eric Tabarly est un établissement scolaire public de l'Éducation Nationale. Il accueille 126 filles et garçons de 12 à 18 ans qui ont rencontré des difficultés au cours de leur scolarité. Ils y sont affectés par des Commissions Départementales. Les formations qualifiantes (C.A.P.) présentes à l'E.R.E.A. sont la maçonnerie, la peinture, la serrurerie métallerie, la menuiserie, la maintenance et l'hygiène des locaux, la vente.

Le lycée des Charmilles : Labellisé en 2007 lycée des métiers des services à la personne et du tertiaire. 635 élèves sont formés dans les secteurs professionnels de l'administration, gestion – commerce, vente – cuir, textile habillement – services sociaux, services aux particuliers.

La Berrichonne football - L'école technique privée de la Tremblère : Le Centre de Formation et d'Entraînement de La Berrichonne Football est situé à la Tremblère. 20 jeunes y sont actuellement en formation.

L'Institut de Formation en soins Infirmiers (IFSI) de Châteauroux à l'intérieur du Centre Hospitalier assure deux formations : 40 places pour le Diplôme d'Etat d'Aide-soignant(e) en un an et 70 places pour la préparation du diplôme d'Etat d'Infirmier(e) en trois ans.

Formation professionnelle : Sur le volet de l'insertion professionnelle, le Conseil Régional finance sur le bassin de Châteauroux des formations professionnalisantes dans les domaines de l'industrie, du tertiaire et des services et de l'agriculture/horticulture. L'offre de services permet aussi aux demandeurs d'emploi de construire leur projet professionnel, tant à Châteauroux qu'à Levroux, Vatan, Buzançais et Valençay où sont organisés des actions de formation de proximité. Enfin, le public dispose d'une possibilité de se préparer à intégrer une formation qualifiante dans les domaines sanitaires et sociaux (auxiliaire de vie sociale, aide-soignant, auxiliaire de puériculture, auxiliaire médico-psychologique, ambulancier, infirmier). Sur le volet qualifiant, les formations proposées concernent aussi bien l'agriculture et les travaux paysagers, que le bâtiment, le tertiaire, le commerce et la vente, l'aide à la personne, la sécurité et la propreté. En outre, Châteauroux bénéficie d'une plate-forme de formation importante en terme de transport et de logistique. Enfin, une démarche est menée afin de répondre aux besoins des entreprises du secteur aéronautique.

Enseignement supérieur : Le centre universitaire de Châteauroux qui dépend de l'Université d'Orléans compte 754 étudiants. Il est constitué de l'IUT de l'Indre, de l'IUFM et du Centre d'études Supérieures qui regroupe l'antenne de la Faculté

de Droit, Economie, Gestion et l'antenne de la Faculté de Lettres, Langues, Sciences Humaines. L'IUT de l'Indre accueille 255 étudiants sur le site de Châteauroux. Il propose la préparation à deux DUT (Génie Electrique et Informatique Industrielle et Gestion des Entreprises et des Administrations) et 3 licences professionnelles (Entrepreneuriat, Supervision des Automatismes et Réseaux, Management des organisations du tiers secteur et économie solidaire). Les antennes universitaires offrent un large éventail de licences dont deux licences professionnelles (Animation et développement des Territoires Ruraux, marchés publics) et 9 licences générales dans les domaines du droit, de l'économie, de la gestion, des langues étrangères et des sciences humaines.

La recherche à Châteauroux : Le Lac (Laboratoire de robotique de Châteauroux) est associé au Laboratoire de vision robotique de Bourges. Par ailleurs les enseignants chercheurs en langues et sciences humaines sont rattachés au laboratoire ETTOSS (Ethique, Travail et Territoires des Organisations Sociales et Solidaires).

L'apprentissage supérieur : L'IUT de Châteauroux propose, sous statut apprentissage un DUT Génie électrique et informatique industrielle et une Licence Professionnelle automatisme et informatique industrielle option automatismes, réseaux et Internet. On compte 237 apprentis post bac dont 171 en formations BTS-DUT des secteurs commerce-vente, logistiques, agricoles pour l'essentiel et 66 en formations licences professionnelles (85 % en informatique et 15 % dans le commerce-vente).

Des atouts pour l'avenir

L'aéroport Marcel Dassault

Déjà doté d'un statut d'Etablissement public industriel et commercial (EPIC) depuis le 1er février 2007, l'aéroport de Châteauroux a été transféré à la Région Centre en août 2007. Parmi les activités en développement, la déconstruction et le recyclage d'avions. L'ambition est de développer une offre complète de prestations à destination des compagnies et des propriétaires d'avions permettant de prendre en charge toutes les opérations : peinture, maintenance, aménagement intérieur, changement d'affectation, déconstruction. Les quarante hectares de l'ex-base militaire US permettent d'accueillir un grand nombre de gros porteurs simultanément. Ce qui pourrait faire de Châteauroux l'un des plus importants sites mondiaux de pièces détachées et d'avions d'occasion.

L'objectif est de développer les activités de fret aérien et de maintenance. La société française Europe Aviation a notamment prévu de porter son effectif à 150 salariés pour décharger son site d'Orly.

L'industrie aéronautique compte d'autres acteurs majeurs à Châteauroux et Issoudun, comme Sicma aero seat, Indraero Siren et PGA Electronic.

Une école d'ingénieurs

La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Indre porte le projet d'une école d'ingénieurs. L'Ecole des hautes études de l'ingénieur de l'université catholique de Lille devrait ainsi délocaliser des formations. Elles concerneront des salariés en alternance dans un premier temps et des étudiants en cycle initial ensuite. Ce cursus est destiné à fixer dans la région des ingénieurs qui font défaut au réseau des PMI (Petites et Moyennes Industries) autour de Châteauroux.

Une rénovation urbaine menée tambour battant

Le quartier St Jean a quasiment bouclé son premier pro-

gramme de rénovation urbaine. Cette cité de 5200 habitants cumule les handicaps des zones similaires : montée du chômage, concentration des populations exclues, délinquance, bâti en mauvais état.

86,5 millions d'euros ont été investis et le logement social a été dilué. 600 logements ont été démolis pour 325 reconstructions. Le plan de circulation a été pensé en partenariat avec les habitants.

Réalisations du programme de rénovation urbaine au 30 avril 2009, en nombre de logements sociaux :

- * 614 démolitions
- * 165 reconstructions hors site
- * 668 réhabilitations
- * 1 964 résidentialisations

Une scène de haut niveau, Equinoxe



Depuis son ouverture en 1994, la qualité architecturale et acoustique et sa programmation valent à la Scène nationale Equinoxe un succès hors du commun. 3 000 abonnés environ s'y pressent chaque année alors que la salle principale ne dispose que de 1 136 places. La saison théâtrale a attiré 40 000 spectateurs l'an passé.

Fort de cet équipement, Châteauroux peut accueillir de grands spectacles. La saison culturelle comprend aussi des accueils en résidence. Du jazz au théâtre, du classique au jeune public : même si la programmation vise l'éclectisme, Equinoxe a mis l'accent sur les Arts du cirque.

Le Tarmac

Depuis fin 2007, Châteauroux dispose d'une salle de spectacles et d'événements divers d'une jauge de 5000 places, le Tarmac. Ce « galet » très audacieux, composé de béton,

d'aluminium et d'acier peut accueillir toutes les tournées nationales et internationales. Il sert aussi de hall d'exposition.

La Berrichonne de Châteauroux



Le club professionnel de football La Berrichonne de Châteauroux, pensionnaire habituel de la ligue 2, a attiré 6 300 spectateurs de moyenne lors de la saison 2008-2009, bien que l'équipe ait vécu une saison difficile en échappant de peu à la relégation. Le stade Gaston Petit dispose d'une capacité de 17072 places. La qualité du centre de formation est reconnue au-delà des frontières régionales. Plusieurs joueurs de la Berri évoluent dans des sélections nationales.

Des transports urbains modérés

Depuis décembre 2001, les transports publics urbains sont gratuits à Châteauroux. Après le scepticisme du départ, l'idée est aujourd'hui copiée. Pour gonfler la fréquentation, la communauté d'agglomération a choisi cette voie. En 2008, le réseau de bus a enregistré 4 millions de voyages, contre 1,5 millions en 2001. Plusieurs agglomérations françaises de taille moyenne, comme Aubagne, ont suivi ce modèle.

Des espaces naturels préservés

Aux confins de la Brenne, pays des mille étangs, de la Champagne Berrichonne, terre de grandes cultures et du Bois-chaut, zone vallonnée dédiée à l'élevage, l'aire urbaine de Châteauroux bénéficie d'un environnement privilégié. Combiné à une faible industrialisation, cet environnement favorise une bonne qualité de l'air. Châteauroux n'a comptabilisé que deux dépassements réglementaires des particules en suspension sur l'année écoulée,

contre 6 à 9 pour les autres grandes villes de la région. Et aucune pollution à l'ozone.

La ville de Châteauroux compte 450 hectares d'espaces verts, dont la prairie St Gildas, espace sauvage en cœur de ville.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse

Forum territorial du jeudi 25 juin 2009

Présentation générale de la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	50 330	2 519 567
Evolution 1999-2006	+0,15 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	2,0 %	////
Superficie (km ²)	2 141	39 151
Densité (habitants/km ²)	23,5	64,4
Nombre de communes	75	1 842
Nombre d'emplois total (2007)	16 752	997 840
Nombre d'emplois salariés (2007)	14 002	910 167
Taux de chômage (1T 2009)	7 %	7,8 %

Sources :

Population : Insee, RP 2006
 Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi, données provisoires
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Une grande richesse écologique et paysagère

La zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse s'étend sur trois territoires : le Boischaud Sud et la Marche (le plus méridional de la région Centre), le Pays du Blanc à l'Ouest, et la Brenne. Cet ensemble est unifié par un réseau hydraulique composé principalement de la Creuse et de l'Anglin. La proximité de la Touraine, du Poitou et du Limousin, qui forment un arc de cercle autour de cette zone, multiplie les influences.

Chacun de ces territoires possède son caractère propre. Au Boischaud celui d'un vallonement aux paysages bocagers qui assure la liaison entre le Massif central et la Champagne berrichonne ; le Pays du Blanc se caractérise par un plateau calcaire aux allures parfois de cause avec quelques grandes cultures ; la Brenne, où l'on dénombre près de 4 000 étangs, possède un sol pauvre, mais riche d'une grande diversité écologique et paysagère.

Argenton-sur-Creuse est reliée à Châteauroux (30 km) par l'A20, gratuite. Cet axe, très structurant entre Paris et Toulouse, est doublé par la voie ferrée qui avait été inscrite au Contrat de Plan comme liaison ferroviaire rapide à travers le projet POLT, remis en cause par l'Etat.

Peu dense, la zone d'emploi s'appuie sur deux pôles principaux : Le Blanc (un peu plus de 7 000 habitants) et Argenton (environ 5 200 habitants) dont l'aire urbaine compte près de 9 000 habitants.

Du Magdalénien à l'industrie

Les rives de la Creuse ont été

occupées dès la préhistoire par les Magdaléniens. Puis les Bituriges y installèrent un oppidum sur le plateau des Mersans. A cette place forte gauloise succéda la cité gallo-romaine d'Argentomagus. Ville prospère à la croisée de plusieurs voies, Argenton se développe sur la rive gauche de la Creuse au pied du château détruit en 1632, puis sur la rive droite pour faire face à son expansion. Au Blanc, écartelé entre le Poitou et le Berry, deux châteaux matérialisaient ses deux identités. Ce qui en fit aussi une cité souvent disputée.

Au 19^{ème} siècle, le Boischaud Sud participe à l'essor de l'industrie textile, complétant son tissu de petites industries et d'activités agricoles. Les deux dernières décennies du 20^{ème} siècle vont être cruelles pour la confection, saignée à blanc par les délocalisations après avoir fait travailler des milliers de femmes. En 2004, les établissements Rousseau, créateurs de la chemise sans repassage, fermaient leurs portes (124 emplois) à Argenton. Malgré ce déclin, sur fond de dépression démographique, le Boischaud Sud maintient un étiage industriel qui s'appuie sur le travail des métaux, prolongement de l'exploitation de mines de fer à la fin du 19^{ème}. Sa position centrale, loin des frontières, a aussi permis, dans l'après-guerre, l'installation de l'équipementier aéronautique Indraéro.

« Une vraie ville dans une vraie campagne »

On observe sur la zone une dynamique d'emploi, plus particulièrement depuis 2005. Certes, l'équilibre demeure

fragile pour cette zone qui s'inquiète de basculer dans le modèle creusois voisin en prônant, face à cette crainte d'une désagrégation, l'idée de valoriser « une vraie ville dans une vraie campagne », concept associant une palette d'équipements urbains et un environnement de qualité.

Un environnement que peut revendiquer le territoire du Blanc, lequel a un revenu par habitant le plus faible de la région. Ici, quelques entreprises industrielles privées comptent plus de cent salariés : la Stearinerie Dubois (industrie chimique) à Ciron, le fabricant de meubles Garnier, les fabrications aéronautiques Centrair. L'activité économique est principalement composée d'un millier de petites entreprises de l'artisanat et du commerce et d'un secteur agricole de quelque 1 100 exploitations tournées vers l'agriculture extensive. La pisciculture, dans les étangs, produit environ 1 200 tonnes par an. Mais l'économie est aussi fortement dépendante des emplois de l'Etat, facteur de stabilité, avec le centre hospitalier du Blanc et deux établissements militaires. A l'écart des grandes mutations, la Brenne a clairement fait le choix de la préservation de son patrimoine naturel tout en développant des services à la population. La poursuite d'une légère croissance démographique en serait la preuve.



La Creuse

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

La zone d'Argenton est notamment desservie par l'autoroute A20, qui met Argenton à 30 mn de Châteauroux, et permet de rejoindre très facilement Limoges.

Avec la D151, le Blanc est relié à Poitiers et à Châteauroux, mais la ville ne possède pas d'infrastructure ferroviaire depuis le déclassement de la ligne Le Blanc-Argent.

La ligne TER routière Châteauroux - Le Blanc - Poitiers dessert la commune du Blanc à raison de 2 AR du lundi au vendredi et 1 AR les samedis et dimanches.

La ville d'Argenton est située sur l'importante ligne ferroviaire radiale Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (POLT). La desserte TER est assurée par des trains en provenance ou à destination de Limoges, La Souterraine, Châteauroux, Vierzon et Orléans. Elle est complétée par quelques circulations en autocar (2 AR du lundi au vendredi). Dans la tonalité générale du TER Centre, le trafic y est en forte progression sur les trois dernières années (+ 30%) avec 21 millions de voyageurs.km par an (somme du nombre de kms effectués par chaque voyageur).

La gare d'Argenton a fait l'objet d'une opération d'aménagement.

Cette gare fait partie du réseau des 33 gares rendues accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Le barrage d'Eguzon permet le fonctionnement d'une centrale hydro-électrique.



8 cantons composent la zone d'emploi d'Argenton sur Creuse qui compte 50 330 habitants.

Canton	Population
Argenton-sur-Creuse	12 904
Bélâbre	3 256
Éguzon-Chantôme	4 452
Le Blanc	11 346

Canton	Population
Mézières-en-Brenne	3 593
Saint-Benoît-du-Sault	5 355
Saint-Gaultier	4 711
Tournon-Saint-Martin	4 713

Patrimoine naturel

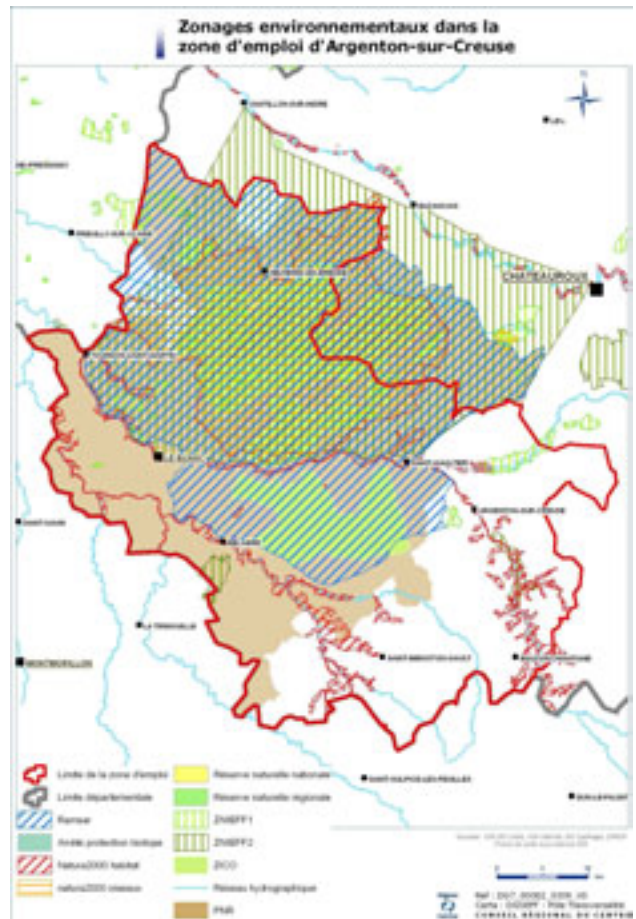
Située aux confins Sud de la région Centre, la zone d'Argenton se caractérise par un paysage très diversifié :

- La vallée de la Creuse, au tracé sinueux jusqu'à Argenton, longe des coteaux granitiques parfois abrupts. Elle compte notamment une zone de recolonisation par la Loure, espèce quasiment disparue au siècle dernier. Les « falaises » rocheuses sont les zones de prédilection d'une flore rare.

- La Vallée de l'Anglin marque, de par la nature des sols, les premiers contreforts du massif Central. Sur les bordures de la vallée, pelouses sèches et secteurs de rochers sont bien présents ; plus à l'aval, la vallée s'évase et les prairies humides riches en flore patrimoniale abondent. Elles abritent un réseau de mares qui favorise la présence du Triton crêté et du Sonneur à ventre jaune.

- La Brenne, appelée « le pays des mille étangs », se compose d'une zone humide dont l'importance est reconnue au niveau international (classement sur la liste RAMSAR) et qui est protégée et valorisée à travers le Parc Naturel Régional. La diversité des milieux constitue une véritable mosaïque : étangs, prairies, landes, bois, vallées, coteaux calcaires. Cette grande richesse nécessite une attention aux espèces envahissantes et à la qualité des eaux.

- Le bocage du Boischaud du sud, constitue un élément essentiel du paysage. Façonné par l'homme, il est encore bien présent et possède un des maillages les plus denses de France. Facteur de richesse biologique, il est le support de reproduction de nombreuses espèces d'oiseaux et d'insectes. Le maintien d'une agriculture respectueuse de l'environnement, centrée autour de l'élevage extensif, est le gage de la pérennité de ce bocage.



Population



Une zone d'emploi très peu dense

Avec 50 330 habitants, la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse a une densité de 23 habitants au km² (moyenne de 64 hab./km² en région, et de 113 hab./km² en France métropolitaine). La ville de rattachement de la zone, Argenton-sur-Creuse, compte 5 185 résidents sur sa commune et 8 820 sur l'agglomération qui inclut les communes de Le Pêchereau et Saint-Marcel. Le second pôle de la zone d'emploi en termes de taille de population est Le Blanc, avec 7015 habitants. Les communes qui suivent dans le classement par la population sont des bourgs ruraux de moins de 2 000 habitants. La population se partage à parts égales entre résidents des bourgs et villes (communes de plus de 1 000 habitants), et résidents de communes rurales de moins de 1 000 habitants.

Un regain de dynamisme démographique

La zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse possède une démographie peu dynamique, mais qui

s'est redressée sur la dernière période 1999-2006. Le taux de croissance annuel moyen s'établit sur cette dernière à +0,15 %, représentant un apport total de 524 personnes sur les 7 années. Ce taux est sensiblement inférieur au taux de croissance annuel moyen de la région (+0,46 %). Cependant, il est exceptionnel qu'il soit positif, car, à l'instar des autres zones d'emploi rurales du sud régional (La Châtre, Saint-Amand-Montrond, Loches), le bassin d'emploi d'Argenton-sur-Creuse était depuis 1962 en décroissance démographique régulière (exemple : -0,38 % par an en moyenne entre 1990 et 1999, contre +0,32 % sur la région). L'écart avec le rythme de croissance de la région s'est donc très nettement réduit.

La population est largement plus âgée comparativement à la région

La structure par âge de la population présente un déséquilibre en faveur des générations les plus avancées en âge. L'indice de vieillesse, rapport entre la population de 60 ans et plus et

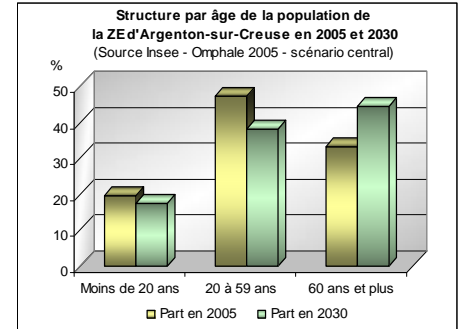
la population de moins de 20 ans, est estimé pour 2005 à 1,7 sur la zone, le plus élevé des zones d'emploi de la région après La Châtre (1,8). On compte donc 1,7 fois plus de personnes âgées de 60 ans et plus que de personnes âgées de moins de 20 ans. L'indice régional est, en comparaison, de 0,9. Cet indice serait appelé à augmenter de manière significative sur la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse, mainte-

nant un écart important avec les indices des zones à dominante urbaine (Orléans, Tours) ou périurbaine (Dreux).

Un parc de résidences secondaires non négligeable

Le parc de logement de la zone d'emploi comporte une part importante de résidences secondaires : 18,6 % des logements, soit 5 462 résidences secondaires (chiffres 2007). Cette proportion est supérieure

à celle des zones d'emploi limitrophes, à l'intérieur de la région (La Châtre, 18 % ; Loches, 14 %, Châteauroux, 6,6 %).



Revenus

2006	Zone d'emploi d'Argenton	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	14 636 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des ménages (part en %)		
Revenus salariaux	49,6 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	36,6 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	9 %	6,4 %
Autres revenus	4,9 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	50,0 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Les revenus des ménages de la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse sont particulièrement faibles au regard des indicateurs régionaux. Le revenu fiscal médian par unité de consommation est égal à 14 636 €. En d'autres termes, la moitié des habitants de la zone vit dans un ménage qui déclare un revenu inférieur à 14 636 €. Il est en retrait de -2 395 € sur celui de la région. Parallèlement, la part des ménages non imposés sur la zone d'emploi est très supérieure à la région. Ces indicateurs, reflètent de la prédominance du secteur agricole

caractérisé par des revenus modestes, présentent des niveaux proches sur les zones d'emploi limitrophes de La Châtre, à l'Est, et de Bellac, au Sud (région Limousin). La structure des revenus des ménages est également très marquée par le caractère rural, agricole et résidentiel de la zone, avec une sous représentation des salaires, et une surreprésentation de la part des revenus des professions non-salariées (issus pour l'essentiel de l'économie agricole), et de la part des retraites, lié au vieillissement de la population.

Équipements et services à la population

Une offre d'équipements et de services courants relativement bien répartie

Les équipements et services les plus courants sont relativement bien présents sur les communes de la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse. Le nombre de petits commerces sur le nombre d'habitants est, à l'échelle de la zone, supérieur à la région, permettant de limiter la distance à parcourir pour les habitants de cette zone très rurale. Ainsi, par exemple, du fait d'un maillage plutôt resserré des boulangeries sur la zone (nombre rapporté à la population supérieur à la région), seul un tiers des habitants doit sortir de leur commune de résidence pour trouver un boulanger. Les bureaux de poste sont bien répartis, mais l'enjeu de leur accessibilité porte également sur leurs horaires, qui tendent à se réduire. Le service postal, qui assure un lien social important dans les communes les plus isolées, demeure un point essentiel des services à la population sur cette zone d'emploi rurale.

Les équipements et services supérieurs se concentrent à Le

Blanc et Argenton

Les équipements et services supérieurs ne sont pas absents de la zone, mais sont logiquement concentrés dans les pôles de service constitués par Le Blanc, qui dessert la partie Ouest de la zone, et Argenton-sur-Creuse, qui dessert la partie Est. A elles deux, ces villes procurent à la population de la zone une gamme relativement complète de services et équipements, équivalente à l'offre d'une sous-préfecture. Les insuffisances en équipements et services de la zone sont néanmoins bien réelles. Elles concernent tout particulièrement les communes rurales éloignées des pôles d'Argenton et de Le

Blanc. Pour leurs habitants, les trajets à réaliser sont longs, de l'ordre de 20 à 30 minutes, pour accéder à la plupart des services non courants : spécialistes médicaux, hypermarché, Pôle Emploi, hôpital, etc. Les chercheurs d'emploi, les personnes à la santé vulnérable, les jeunes ne disposant pas encore de véhicules sont les catégories les plus touchées par la distance aux équipements.

Un manque de personnel formé dans le secteur de l'aide à la personne

Les secteurs de la santé et du social sont bien représentés en termes d'infrastructures, mais ils souffrent globalement d'un déficit de moyens, en particulier

humains (personnel et formation). Les professionnels de la santé sont en nombre insuffisant au regard des besoins locaux multipliés par le vieillissement de la population. Les personnes dépendantes sont de plus en plus nombreuses, générant des besoins d'assistance (visites, soins). Les franges sud de la zone présentent des densités médicales particulièrement faibles. Les maisons de retraite sont assez nombreuses et présentent une bonne répartition. Néanmoins, elles souffrent également d'un manque de professionnels formés, ainsi que d'une inadéquation à l'accueil de personnes très dépendantes, qui forment une part croissante des pensionnaires. Enfin, le secteur

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangerie	50	30	40	67	84,7	9,9	7,1
Épicerie, supérette	23	19	25,3	50,1	66,3	4,6	3,2
La Poste	28	28	37,3	68,9	77,7	5,6	2,6
Banque	26	10	13,3	42,9	66,6	5,2	5,5
Médecin omnipraticien	44	12	16	46,4	77,1	8,7	8,7
Pharmacie	23	13	17,3	51,5	74,2	4,6	3,6
Police, gendarmerie	8	8	10,7	38,7	47,5	1,6	0,8
Hébergement pour les personnes âgées	16	12	16	44,8	60,6	3,2	1,7
Cinéma	2	2	2,7	24,1	28,4	0,4	0,2
Équipement sportif	308	61	81,3	///	///	61,8	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

de la petite enfance, en déficit d'équipements et d'assistantes maternelles agrées, pâtit du contexte rural de la zone, peu favorable à la constitution d'équipements et services d'accueil collectif des enfants. Ce secteur est pourtant crucial pour attirer des jeunes ménages et redynamiser la démographie du territoire. Ce constat suscite un travail de la part des collectivités et de la société civile pour améliorer l'offre (service multi-accueil, relais d'assistantes

maternelles).

Des infrastructures sportives quantitativement bien présentes

La zone est relativement bien équipée en installations sportives, dont une partie exploite les possibilités de sports nautiques (le lac d'Eguzon, 312 ha, permet la pratique du ski nautique ou de la voile, on a le stade nautique à Tournou St Martin). Moins d'un cinquième des communes ne possède aucune installation

permettant la pratique de loisirs sportifs.

Un niveau d'équipement culturel inégal

L'équipement culturel présente une différence très marquée entre les pôles principaux (Argenton, Le Blanc) et le reste de la zone. Les équipements majeurs, qui peuvent justifier des temps d'accès élevés pour les résidents des cantons ruraux, sont logiquement concen-

trés sur ces unités urbaines (cinémas, salle de spectacle « L'Avant-Scène », récemment aménagée à Argenton). Les autres cantons peuvent ponctuellement accueillir des équipements structurants animés par des professionnels (exemple : bibliothèque de Saint-Gaultier), mais l'animation culturelle repose en grande partie sur le bénévolat.

Déplacements domicile-travail des salariés

Un territoire exportateur de main d'œuvre, principalement vers la zone d'emploi de Châteauroux

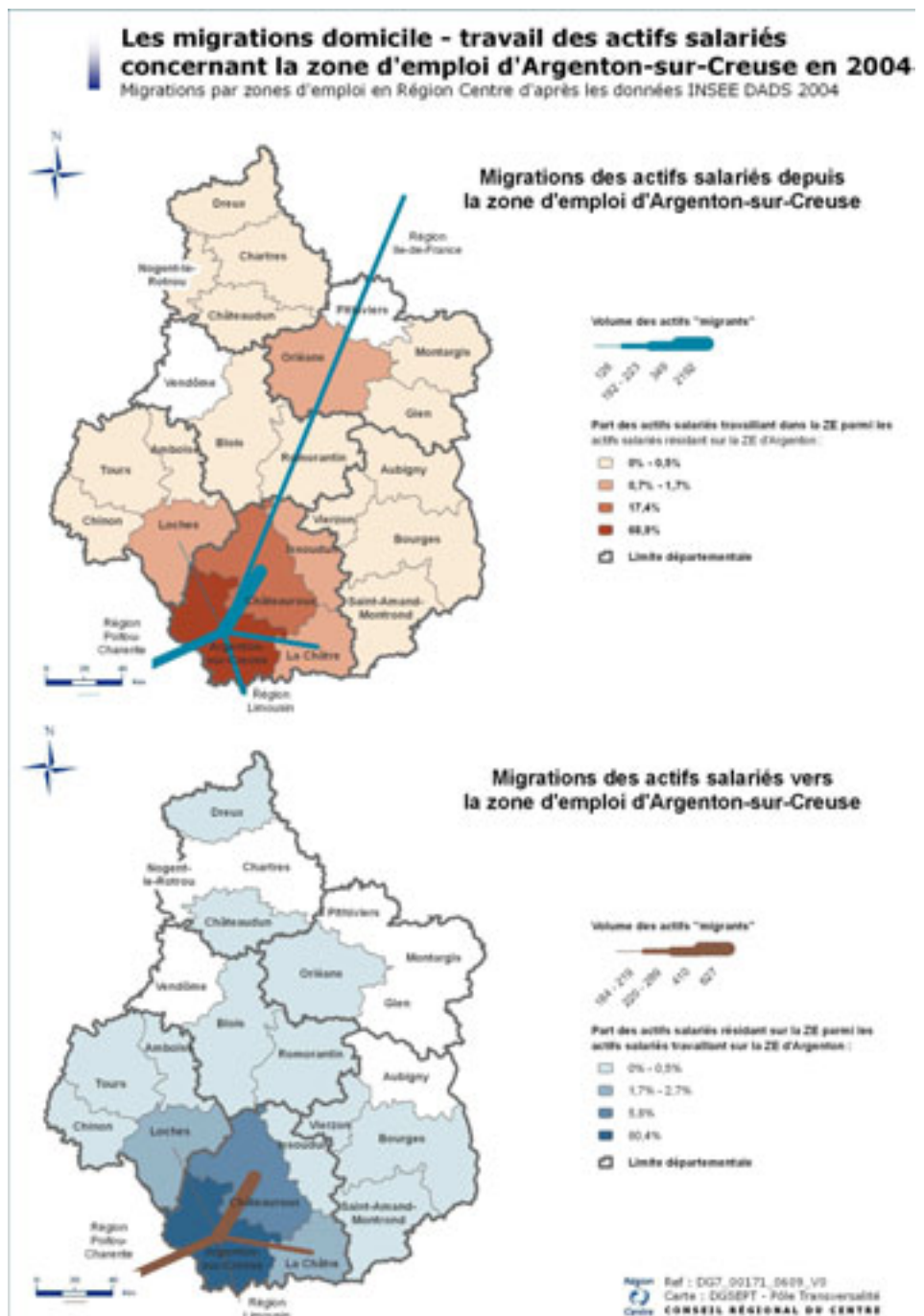
En 2004, 4 107 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse et les autres zones d'emploi de la région Centre et 1 948 ont lieu entre la zone d'Argenton-sur-Creuse et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec la zone d'emploi de **Châteauroux** (2 819 entrées et sorties soit 47 % du total des déplacements). Des flux, de moindre ampleur, sont également observés avec **Poitou-Charentes** (759 entrées et sorties) et la zone d'emploi de **La Châtre** (507), le **Limousin** (410), **l'Île-de-France** (320).

La zone est marquée par un déséquilibre des migrations domicile-travail : les sorties d'actifs salariés sont près de 2 fois plus nombreuses que les entrées (- 1 802). Le déficit s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la zone d'emploi de Châteauroux (on compte 3,5 fois plus de sorties vers Châteauroux que d'entrées).

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse, un tiers travaillent hors de cette zone (3 928 personnes) : ils occupent majoritairement un emploi situé dans la zone d'emploi de **Châteauroux** (2 192 soit 17 % des salariés résidents). On observe aussi des mobilités en direction de Poitou-Charentes (349 soit 3 % des salariés résidents), l'Île-de-France (223 soit 2 % des salariés résidents), la zone d'emploi de La Châtre (218) et le Limousin (192) et la zone Lochoise (126).

Près de 20 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident dans la zone d'emploi castelroussine (627 soit 6 % des salariés travaillant dans la zone), le Poitou-Charentes (410 soit 4 % des salariés résidents), la zone d'emploi de La Châtre (289 soit 3 % des salariés), le Limousin (219 soit 2 % des salariés).



La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Espace essentiellement rural, la zone d'emploi a connu un premier essor industriel à la fin du 19^{ème} siècle à travers la confection et l'habillement. A partir de 1860, des ateliers se sont installés à Argenton et à St Gaultier et Le Blanc en se spécialisant dans la confection masculine, comme les établissements Hautreux, Balson, Sogec et Rousseau. En parallèle, les familles ont acheté des machines à coudre (plus de 10 000 vendues dans l'Indre au début du 20^{ème} siècle), et la diffusion des travaux s'est organisée. Mais ces activités ont été mises à mal tout au long du 20^{ème} siècle.

Après guerre, ce sont des activités liées à l'aéronautique qui se

sont implantées. Ainsi, la société Indraero, créée à Déols en 1949, a été transférée sur Argenton en 1959. Sous-traitant de l'aéronautique pour la fabrication des moteurs, elle a participé au programme d'avions légers de l'armée de l'air à travers l'Aero 101. En 1968, elle étudie et réalise un avion biplace destiné à l'école militaire, le RF8. Depuis, elle intervient sur les principaux programmes aéronautiques européens. En 1996, elle absorbe la société Siren, dont le département étude et fabrication a conçu des planeurs et des avions légers à Argenton depuis les années 50. (dont le CE43 Guepard). Indraero-Siren emploie actuellement plus de 500 salariés. Au Blanc, la Société Nouvelle Centrair travaille les

matériaux composites en particuliers pour Airbus. Depuis 1967, la société Catoire Semi réalise des moules de fonderie pour l'aéronautique.

A Saint Benoît du Sault, un ancien ajusteur a créé la société Sitram en 1948, qui fabrique des casseroles et autres articles ménagers. Elle emploie environ 160 personnes actuellement.

Depuis 1964, la stearinerie Dubois fabrique des esters à base d'huile de palme et de coprah pour la cosmétique, la pharmacie et l'agro-alimentaire, sur la commune de Ciron à l'Est du Blanc.

La zone garde un tissu assez diversifié dans le travail des

métaux, la maroquinerie, les installations électriques, les piscines Ibiza, le bâtiment avec notamment le groupe Guignard (150 salariés).

Implantée en 1995, la société de production de pâtisseries surgelées Kremer emploie 150 personnes.

Enfin, on doit noter l'importance sur la zone du Centre Administratif de la Gendarmerie Nationale (500 personnes environ), et du Centre de Transmission Marine de Rosnay en communication avec les sous-marins nucléaires.

Une zone caractérisée par un fort poids de l'économie résidentielle et de l'emploi public

L'économie résidentielle - qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux - représente 43 % des effectifs salariés de la zone d'emploi. Ce pourcentage est nettement supérieur à la moyenne régionale (+ 4,3 points). Deux secteurs contribuent à cette surreprésentation : la "**construction**" avec 9,9 % des effectifs contre 7,4 % en région et le "**commerce de détail**" (avec Leclerc et Intermarché) qui représente 8,5 % des effectifs contre 7,4 % en région.

La structure de l'emploi salarié se distingue également par le poids important de la fonction publique, notamment territoriale et hospitalière (27,6 %, contre seulement 24,1 % pour la région). Plus précisément, deux secteurs sont très supérieurs à la moyenne régionale : "**l'éducation, santé, action sociale**" - dont les effectifs se répartissent entre sphère résidentielle et sphère publique - représente 22 % des effectifs salariés de la zone d'Argenton-sur-Creuse contre 20 % en région et "**l'administration**", 15 % contre 12 % en région. Ceci s'explique principalement par l'implantation du Centre hospitalier du Blanc, de l'Association pour la Conception et la Gestion de la

Maison d'accueil spécialisée (ACOGEMAS), de l'Établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes Saint Gaultier, de la Direction Départementale de l'Équipement, des mairies d'Argenton-sur-Creuse et du Blanc, de la Communauté de communes Brenne-Val de Creuse, des lycées Pasteur et Rollinat et du

lycée professionnel.

Sphère productive : construction aéronautique et l'agroalimentaire

La proportion d'emplois dans la sphère productive - activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - est très en retrait dans la zone d'Argenton-sur-Creuse par rapport à la moyenne régionale (respect-

ivement 29 % et 37 %). L'industrie occupe proportionnellement moins d'emplois dans la zone cependant deux secteurs sont nettement surreprésentés : "**la construction aéronautique**" qui occupe 5,1 % des effectifs contre seulement 0,3 % en région (avec les équipementiers et sous-traitants de l'industrie aéronautique Indraero et la Société Nouvelle Centrair) et "**l'industrie agricole et alimentaire**" qui représente 3,7 % des emplois contre 2,5 % en région (avec la pâtisserie Michel Kremer).

Quatre autres secteurs caractérisent aussi l'activité industrielle de la zone : "la métallurgie et transformation des métaux" (SITRAM), les industries "des équipements du foyer", "de l'habillement, cuir" et "des produits minéraux". Ils occupent ainsi 7 % des emplois dans la zone contre 5 % dans la région.

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	10 523	100	100
Sphère productive	3 078	29,3	37,1
Sphère résidentielle	4 544	43,2	38,9
Fonction publique	2 901	27,6	24,1

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	2 177	20,7	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	393	3,7	2,5
<i>Biens de consommation</i>	285	2,7	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	701	6,7	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	717	6,8	9,0
<i>Energie</i>	81	0,8	1,5
Construction	1 043	9,9	7,4
Commerce	1 347	12,8	13,5
Services	5 956	56,6	57,0
<i>dont Transports</i>	500	4,8	4,7
<i>Activités financières</i>	178	1,7	3,0
<i>Activités immobilières</i>	47	0,4	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	720	6,8	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	568	5,4	5,0
<i>Éducation, santé, action sociale</i>	2 335	22,2	20,2
<i>Administration</i>	1 608	15,3	11,8
Ensemble	10 523	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
INDRAERO SIREN	250 à 499 salariés	Construction aéronautique et spatiale
CENTRE HOSPITALIER LE BLANC	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
SOC INDUSTRIELLE TRANSFORMATION METAUX (SITRAM)	100 à 149 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
PATISSERIE MICHEL KREMER	100 à 149 salariés	Industries agricoles et alimentaires
BERRY DISTRIBUTION - LECLERC	100 à 149 salariés	Commerce de détail, réparations
Association pour la Conception et la Gestion de la Maison d'accueil spécialisée	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
COMMUNE DE ARGENTON SUR CREUSE	100 à 149 salariés	Administration publique
LYCEE POLYVALENT PASTEUR	100 à 149 salariés	Éducation
COMMUNE DE LE BLANC	100 à 149 salariés	Administration publique
COMMUNAUTE COMMUNES BRENNE-VAL CREUSE	50 à 99 salariés	Administration publique
FABRIQUE DE MEUBLES GARNIER	50 à 99 salariés	Industries des équipements du foyer
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT - SUBDIVISION LE BLANC	50 à 99 salariés	Administration publique
SOC STEARINERIE DUBOIS FILS	50 à 99 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
EHPAD SAINT GAULTIER	50 à 99 salariés	Santé, action sociale
LYCEE D ENS.PROFESSIONNEL	50 à 99 salariés	Éducation
RAMBAUD CARRIERES	50 à 99 salariés	Transports
SOCIETE NOUVELLE CENTRAIR	50 à 99 salariés	Construction aéronautique et spatiale
CALFO - INTERMARCHÉ	50 à 99 salariés	Commerce de détail, réparations
ATELIERS CHARVET	50 à 99 salariés	Habillement, cuir
LYCEE GENERAL ROLLINAT	50 à 99 salariés	Éducation

Source : INSEE - CLAP 2006 . Les emplois militaires ne sont pas intégrés.

Près de 2 300 établissements implantés dans la zone d'Argenton-sur-Creuse en 2006

Fin 2006, la zone d'Argenton-sur-Creuse compte 2 270 établissements, soit 2,1 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements est légèrement moins importante dans les services et le commerce, au profit de la construction et l'industrie.

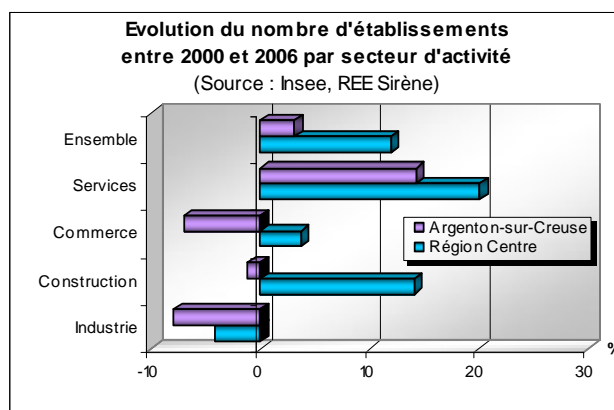
L'une des plus faibles croissances du stock d'établissements de la région.

Dans l'ensemble, le stock d'établissements s'est accru de seule-

ment 3,2 % entre 2000 et 2006 (contre 12 % en région), la plus faible hausse après la zone d'emploi d'Issoudun.

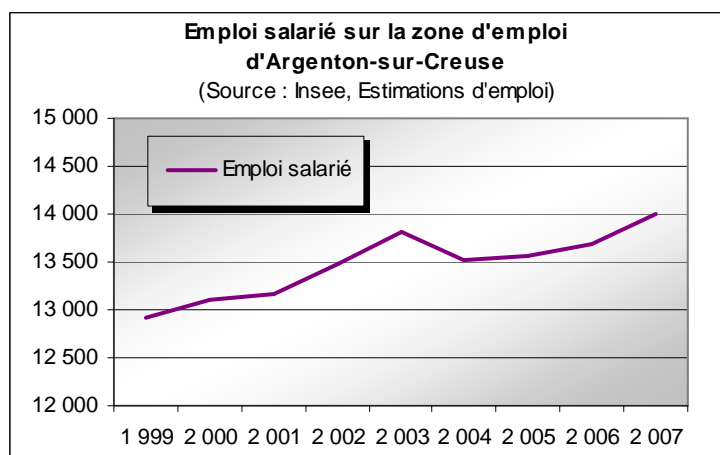
Sur cette période, l'industrie et le commerce sont les secteurs qui ont perdu le plus d'établissements avec respectivement une baisse de 8 % et 7 %. Dans une moindre mesure, la zone a également subi des pertes dans le secteur de la construction (- 1 % contre + 14 % en région).

C'est le secteur des services qui a permis de compenser ces pertes d'établissements, puisqu'il a progressé de 14 % (contre 20 % en région Centre).



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Les créations dans les services et la construction compensent les pertes d'emplois dans l'agriculture, l'industrie et le commerce

Entre décembre 1999 et décembre 2007, l'emploi salarié a connu quatre périodes :

1. Fin 1999 - Fin 2001 : faible croissance de l'emploi salarié (+ 1 % par an) ;
2. Fin 2001 - Fin 2003 : forte croissance (+ 2,4 % par an) ;

3. Fin 2003 - Fin 2004 : décrochage net (- 2,2%), avec une réduction des emplois dans les services

4. Fin 2004 - Fin 2007 : croissance de l'emploi salarié (+ 1,2 %/an).

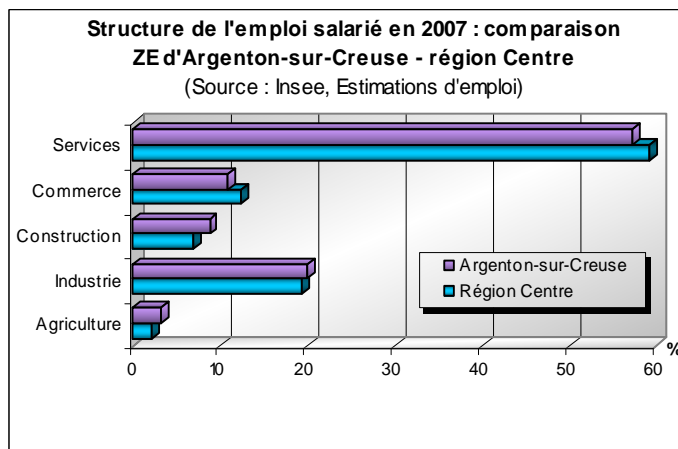
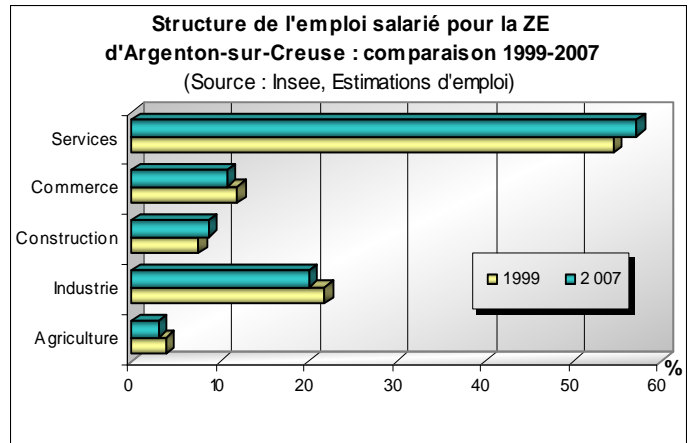
La période 2000 - 2007 se caractérise par une diminution des emplois dans l'industrie depuis 2001 et dans le commerce depuis 2003, même si les effectifs se sont accrus en 2007 pour ces deux secteurs. La plupart des activités indus-

rielles est concernée par cette baisse, à l'exception de la construction aéronautique. Dans l'agriculture, les emplois salariés diminuent aussi. En revanche, le nombre des salariés s'est accru dans la construction et les services. Ce dernier secteur connaît cependant des variations conjoncturelles fortes et contrastées. La dynamique des services est générée principalement par le secteur des "activités associatives", les "services opérationnels" (notamment entreprises de travail temporai-

res). Par contre, des services publics perdent des effectifs.

Ces évolutions transforment le tissu local : entre fin 1999 et fin 2007, la part de l'industrie dans l'emploi salarié est passée de 22 % à 20 % et celle du commerce de 12 % à 11 %. En revanche, celles des services et de la construction se sont accrues respectivement de 2,7 points et 1 point.

En fin de période, l'agriculture et la construction demeurent des secteurs caractéristiques de la zone (avec res-



pectivement 3 % et 8,7 % des salariés contre 2 % et 7 % en région).

Après la forte croissance des emplois en 2007, le nombre de salariés se met à diminuer depuis le second trimestre 2008, d'après les données de l'URSSAF

En 2006, des créations d'emplois dans les établissements de 10 salariés ou plus

Comme pour l'ensemble des emplois salariés, les effectifs diminuent en 2004 dans les établissements privés de 10

salariés ou plus. Ils sont quasiment stables en 2005. Leur nombre augmente en 2006. Cette croissance touche principalement les hommes.

En 2006, seul le secteur "métallurgie et transformation des métaux" perd des emplois. Les créations nettes les plus nombreuses se situent dans l'"aéronautique et armement" et dans la "construction".

Chômage

Une plus forte réduction du chômage pour les femmes âgées de 25 à 49 ans

En décembre 2000 et décembre 2007, on observe une diminution du chômage sur la zone d'Argenton-sur-Creuse. Plus finement, l'évolution du chômage sur cette période se décompose en 2 principales phases :

* 2001–2004 : détérioration du marché du travail

* 2005–2007 : nette amélioration.

Ces variations conjoncturelles sont plus sensibles pour les hommes, du fait de leur forte présence dans l'industrie. Elles le sont aussi pour les jeunes de 15 - 24 ans. Elles sont moins sensibles pour les femmes de 25 ans ou plus.

Entre décembre 2000 et décembre 2007, la réduction du

nombre de chômeurs a le plus profité aux femmes, principalement celles âgées de 25 à 49 ans. Ce sont les hommes âgés de 15 à 24 ans qui en ont le moins bénéficié.

A l'instar des zones de Romorantin-Lanthenay et de la Châtre, les chômeurs d'Argenton-sur-Creuse se caractérisent

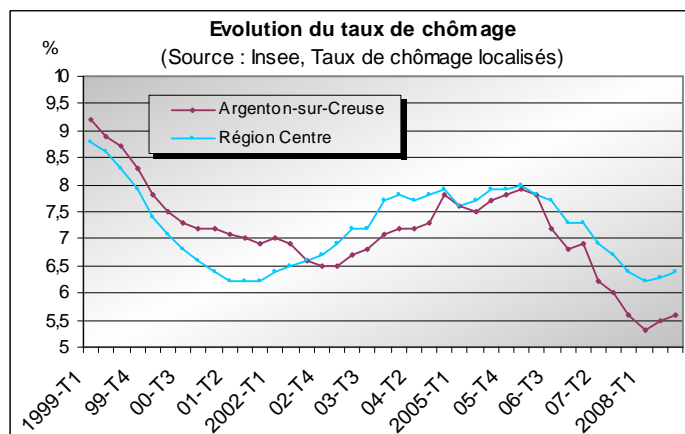
par une très faible proportion de jeunes et une forte part de personnes de 50 ans ou plus

Commencée au premier trimestre 2008, l'aggravation du chômage concerne en premier lieu les jeunes et les hommes.

De fortes tensions sur le marché du travail en 2006 et

2007 seulement

En 2006 et 2007, les tensions sur le marché du travail se sont fortement accrues. Cette évolution concerne principalement les métiers du "travail des métaux et de la mécanique", du "bâtiment et des travaux publics", des "industries de process", du "transport-logistique" et les "professions sociales, culturelles et sportives"

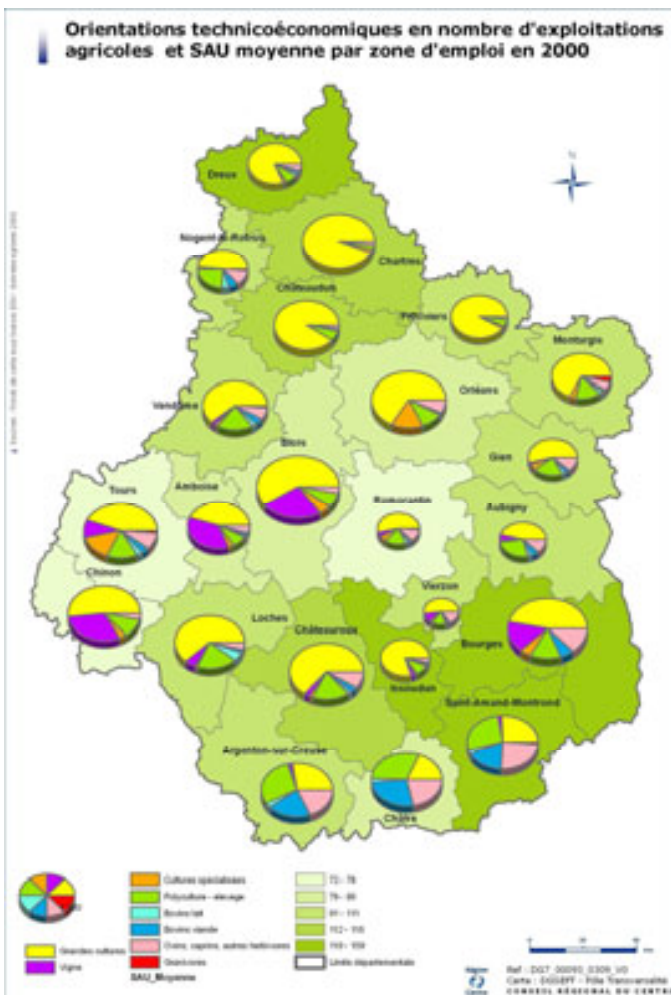


Agriculture

production de valeur ajoutée et environnement

La zone d'emploi d'Argenton sur Creuse est l'une des zones les plus agricoles du territoire régional. Mais c'est surtout l'une des zones où l'élevage est prédominant par rapport aux grandes cultures. Ceci est dû essentiellement au potentiel agronomique des terres dont l'une des meilleures valorisations reste la production fourragère. La zone est donc caractérisée par une forte densité d'élevages ovins accrochés au bassin de production de Poitou Charente et de la Haute Vienne avec un problème de transformation puisqu'il n'existe plus à ce jour d'outils d'abatta-

ges spécifique sur la zone. On trouve bien évidemment aussi un élevage bovin viande essentiellement de race limousine très étroitement associé au bassin de production de la région homonyme. Dans les deux cas, l'organisation en structure de type coopérative ou tout du moins en groupement de producteurs (Creuse Corrèze, Berry Elevage, Coopérative agricole des éleveurs de la Marche, ou encore Agneau Berry Sologne) est très forte ce qui permet d'envisager l'avenir collectivement. L'élevage caprin est aussi très présent particulièrement dans la zone de Pouligny Saint Pierre, cœur de l'AOC du même nom



qui illustre totalement le caractère territorial des démarches d'appellation d'origine. Signalons d'ailleurs que le développement de cette filière s'est fait notamment grâce à la dynamique des producteurs, bien encadrée par le centre de formation de la ferme des Ages, antenne de Chateauroux, située à Leblanc. D'un point de vue général ses démarches de qualité et de production de valeur ajoutée sont une des caractéristiques du territoire, notamment en lien étroit avec le Parc Naturel régional de la Brenne (agneau de Brenne, fromage caprin). Dans le prolongement, sur le territoire de la Brenne, la pisciculture est

également une activité significative avec la transformation et la commercialisation des produits de la pêche par Fish Brenne. On peut enfin signaler les initiatives autour de la réimplantation d'un vignoble sur la zone du Menou. Pour autant, la forte dépendance vis-à-vis de l'élevage fait de la zone un territoire fragile. Et pourtant, les enjeux relatifs au maintien de cette activité sont essentiels, tant en terme d'emploi à la fois directs et indirects avec les abattoirs de Tournon/Mérigny ou d'Argenton sur Creuse, les laiteries ou les affineurs comme Eurial ou Jacquin mais également en terme de protection de la Brenne, la pisciculture est

Tourisme

La zone d'emploi est, sur le plan touristique, une destination privilégiée pour les amoureux de la nature et de l'observation des oiseaux.

- Pays aux mille étangs », la Brenne a été le premier Parc

Naturel Régional (PNR) créé en région Centre, le 22 décembre 1989.

- Trois rivières irriguent le territoire : la Claise ; l'Anglin ; la Creuse, passant par Argenton-sur-Creuse, surnommée « La

Venise du Berry ».

Les deux « plus beaux villages de France » de l'Indre sont situés au sud de cette zone :

- Gargillasse-Dampierre ;
- Saint-Benoît-du-Sault.

Le lac d'Eguzon, avec ses 312 hectares, permet la pratique de la baignade et d'activités nautiques : voile, ski nautique et canoë-kayak.

Autour du plan d'eau, la base de plein air est le point de dé-

part de plusieurs circuits de Vélo Tout Terrain (VTT) et de boucles de randonnée pédestre.

Capacités d'hébergements

Hôtellerie: 27 hôtels dont 23 hôtels-restaurants (712 lits)

Hôtellerie de plein air : 22 campings (3 315 places)

Randonnée pédestre

Le circuit majeur est le sentier de Grande Randonnée de Pays (GRP) « Val de Creuse », entre Argenton-sur-Creuse et le lac

d'Eguzon-Chantôme, passant par Gargillesses-Dampierre.

Sites touristiques

La zone comprend 32 sites touristiques. Les fréquentations majeures en 2007 sont :

1. Maison du Parc de la Brenne : 63 892 visiteurs ;
2. Réserve de la Haute-Touche à Obterre : 31 465 visiteurs ;
3. Maison de la Nature et de la Réserve de Chérine à Saint-Michel-en-Brenne : 19 299 visiteurs ;

4. Musée archéologique Argentonmagus à Saint-Marcel : 17 131 visiteurs ;

5. Château d'Azay-le-Ferron : 14 669 visiteurs ;

6. Musée de la Chemiserie et de l'Élégance masculine à Argenton-sur-Creuse : 8 046 visiteurs ;

7. Musée de la Vallée de la Creuse à Eguzon-Chantôme : 7 638 visiteurs ;

8. Ecomusée de la Brenne au Blanc : 6 557 visiteurs ;

9. Musée du Machinisme agricole à Prissac : 3 161 visiteurs ;

10. Château du Bouchet à Rosnay : 3 000 visiteurs..

Préparer l'avenir à travers la formation

1 197 élèves se répartissent dans deux lycées d'Enseignement Général et Technologique (LEGT) : le lycée Pasteur et le lycée Rollinat ainsi que dans deux lycées professionnels : le LP Châteauneuf et le lycée privé de Lignac.

Le lycée Pasteur

Situé au Blanc, dans le cœur du Parc Naturel de La Brenne, le lycée Pasteur accueille 513 élèves et 29 apprentis dans les filières générales (L, ES, S) et professionnelles. La section professionnelle propose des formations dans quatre domaines : la mécanique automobile, la mécanique agricole, les matériaux composites et le tertiaire (comptabilité et secrétariat).

Le lycée Pasteur propose l'option sport, option qui peut être prise dès la seconde générale. Elle concerne deux sports : le VTT et l'équitation.

- L'option Equitation : cette section permet aux élèves d'accéder à un entraînement régulier tout en bénéficiant de bonnes conditions de travail et de vie avec un suivi scolaire, un suivi médical et une préparation physique. Elle permet aux cavaliers de progresser dans les différentes disciplines proposées : (RANDONNEE, HORSE BALL, PONY-GAMES, C S O HUNTER)

- L'option Cyclisme : Depuis 1997, fonctionne dans l'établissement une option E.P.S. tournée vers la pratique du cyclisme et du V.T.T. Les spécificités de la ville du Blanc (piste vélodrome, base de plein air,

accessibilité à des parcours naturels, clubs structurés et aides municipales) ont conduit au développement de cette activité.

Enfin, il existe au Lycée Pasteur une **association "loi 1901", l'A.S.A.S.**, dont le but est de donner aux élèves volontaires une initiation aux sports aériens : Aviation de tourisme, Vol à voile, Parachutisme et Aéromodélisme. Une préparation au B.I.A., Brevet d'Initiation Aéronautique, est mise en place.

Le lycée Rollinat : 270 élèves, dont 61 % de filles.

Lycée d'enseignement général et technologique, le lycée Rollinat propose des formations de la seconde à la terminale

Le lycée Châteauneuf

Le lycée professionnel Châteauneuf accueille 362 élèves et 36 apprentis.

Cet établissement a obtenu le label Lycée des Métiers de la restauration, de la vente et de l'industrie en 2008. Il propose des formations du CAP au BAC PRO notamment dans les secteurs de l'alimentation et de l'hôtellerie, restauration, tourisme. Viennent ensuite les secteurs de l'électricité-électronique, le commerce-vente (dont 16 apprentis) et le travail des métaux (dont 15 apprentis). Il propose également par la voie de l'apprentissage la Mention Complémentaire de Cuisinier en desserts de restaurant et deux BAC PRO : commerce et technicien d'usage.

Lycée d'enseignement professionnel rural privé de Lignac : 52 élèves

Cet établissement agricole dispense les formations préparant au BEPA Services aux personnes et au BAC PRO Service en Milieu Rural.

La Ferme caprine des Ages,

exploitation agricole de l'Établissement Public Local d'Enseignement Agricole de Châteauneuf implantée en zone d'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) à proximité de la ville du Blanc, propose une action formant à la conduite d'un élevage caprin et à la transformation puis la commercialisation de fromage de chèvre.

La formation sanitaire et sociale : l'IFSI du Blanc

L'Institut de Formation en Soins Infirmiers accueille chaque année, une promotion de 32 étudiants en soins infirmiers et 30 élèves aides-soignants. Régulièrement, l'IFSI du Blanc organise des sessions de formation continue pour les professionnels de santé. Les demandeurs d'emploi disposent ainsi d'une possibilité de préparer le Diplôme d'Etat d'Aide-Soignant(e) en un an et celui d'Infirmier(e) en trois ans.

La formation continue

Sur le volet de l'insertion professionnelle, le Conseil régional organise sur le bassin d'Argenton-sur-Creuse une action de découverte des métiers qui permet d'apprendre en ateliers les gestes professionnelles liés

aux métiers de la propreté, de la cuisine et du service, de la vente, de l'aide à domicile et des métiers du bâtiment (peintre, plaquiste, carreleur, maçon et couvreur). Cette action mobilise les plateaux techniques du Lycée Professionnel Châteauneuf pour les publics en formation continue.

Au Blanc, les demandeurs d'emploi disposent d'une possibilité de se préparer à intégrer une école d'aide-soignant et de se former à travers l'AFPA en particulier dans le domaine du tourisme.

Sur le volet qualifiant, les formations sont diversifiées et parfois très spécifiques, mettant ainsi l'accent sur la valorisation du patrimoine territorial : Au Blanc, une action forme à la conduite d'un élevage caprin et à la transformation puis la commercialisation de fromage de chèvre en AOC.

Autre exemple : une formation prépare les demandeurs d'emploi à l'utilisation de matériel de forage de branchements sans tranchée, unique formation de ce type en France.

Dans le Parc Naturel Régional de la Brenne, au Blanc, une formation prépare les demandeurs d'emploi au métier d'animateur de tourisme local.

Par ailleurs, Argenton-sur-Creuse constitue un pôle de compétences départemental pour les métiers de la restauration et du service.

Enfin, d'autres formations qualifiantes sont proposées sur ce bassin pour les métiers de l'aide à la personne, de l'industrie et du bâtiment.

Des atouts pour l'avenir

Le potentiel de l'agroalimentaire

La zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse dispose d'une main d'œuvre sérieuse et perçue comme telle. A partir de son potentiel agricole, ne pourrait-elle pas développer son potentiel agro-alimentaire ? C'est la seule industrie, en France, à gagner de la croissance. L'entreprise Kremer, avec ses pâtisseries surgelées, a montré la voie depuis son installation en 1995. De neuf emplois, elle est passée à 150, une croissance 2008 à deux chiffres et un projet d'agrandissement pour 2010. L'avenir pourrait ainsi être à de petites unités industrielles exploitant l'image de la qualité des produits locaux.

En Brenne aussi



La création d'une association de producteurs fermiers du territoire du Parc naturel régional de la Brenne (PNR), autour d'une charte qualité, explore la piste du développement par des débouchés locaux. Outre la promotion de la qualité des produits locaux aux touristes de passage par un accueil à la ferme, ce réseau d'exploitants agricoles devient fournisseur des cantines scolaires.

Une gastronomie identitaire



Figure pyramidale historique de la gastronomie, le fromage de chèvre AOC Pouligny-Saint-Pierre est sur l'étalement de tout fromager digne de ce nom. De nouvelles appellations sont apparues créant une véritable identité à cette filière agroalimentaire du PNR de la Brenne. Ainsi est né « Brenne saveurs

fermières » pour la vente directe de produits de qualité transformés sur place, ou « L'Agneau des mille étangs » pour promouvoir la filière ovine. Il y a évidemment la filière piscicole issue des étangs qui produit 1.200 tonnes de poisson par an, dont 60 % de carpes avec pour principal client l'Allemagne. A Luireuil, un atelier de transformation de poissons d'eau douce, avec comme matière première la carpe et le sandre, va être créé.

L'équipement, matière première de l'attractivité

Une vraie ville dans une vraie campagne », une forme de slogan évoqué par Michel Sapin pour qualifier Argenton. Les équipements urbains, de services publics, éducatifs, sociaux, sportifs et culturels sont représentés dans la ville. Une crèche a été créée il y a deux ans, complétant ainsi le trousseau minimum urbain aux yeux des jeunes et des cadres. En Brenne, c'est l'un des deux grands sujets du contrat du PNR 2009-2013. La légère croissance démographique enregistrée ces dernières années étant exogène, l'analyse montre qu'il s'agit notamment d'un mouvement du Nord ou du bassin parisien de jeunes retraités en recherche d'une qualité de l'environnement et de centralité dans l'Hexagone, ou de jeunes ménages qui s'installent sur la frange est du territoire, à proximité de l'A20, pour travailler dans l'agglomération castelroussine. Le prix de l'immobilier est un paramètre également. Or, ces néoruraux, venant avec un modèle urbain, génèrent de nouveaux besoins. Un axe fort en faveur de l'accueil des jeunes enfants est un des exemples des engagements du PNR.

Une charte 2010-2022 pour le PNR Brenne

La nouvelle charte du PNR Brenne entrera en vigueur en 2010. A noter que le PNR est également un Pays, au sens de la Région, et supporte donc les contrats de quatre ans (2009-2010 pour celui en cours doté

de 5,2 M€). La charte prendra une forte orientation en faveur du développement durable et de la préservation de son patrimoine naturel qui, faut-il le rappeler, est un paysage créé par l'homme devenu une zone humide d'importance internationale. Les ornithologues ont observé 267 espèces d'oiseaux sur cet espace prisé des migrants, les botanistes ont recensé 1.200 espèces végétales, et les eaux abritent la plus importante collection de cistude d'Europe, une tortue aquatique.

Tourisme vert, culturel ou sportif



Argenton élevé au rang de « Venise du Berry », la vallée de la Creuse surnommée « la petite Suisse » par George Sand, ou encore l'appellation de « petit Nice » pour un secteur très localisé au sud d'Argenton pour son microclimat méridional : on connaît des noms d'emprunts plus modestes ! Mais les artistes de l'école de Crozant, village frontalier du département de la Creuse, au sud du lac de Chambon, ont transporté leurs chevalets jusqu'au très charmant village de Gargillesse. Ce qui atteste de la qualité des paysages et de l'environnement dont se saisit le tourisme vert. Le territoire bénéficie pleinement de cet appel de la nature pour les réfractaires à la concentration des vacanciers. Il s'agit d'un tourisme diffus qui peut s'appuyer sur une bonne couverture par des gîtes, mais dont la qualité de prestation reste à parfaire. Avec 70.000 visiteurs par an, la Maison du Parc de la Brenne confirme cette tendance. Sur les eaux de la Creuse ou de l'Anglin on pratique le canoë-kayak où l'escalade sur les falaises ; Le Blanc est réputé pour ses activités de parachutisme et de vol à voile ; la communauté de communes Brenne - Val-de-Creuse a acquis d'anciennes voies ferrées pour réaliser une voie verte de 60 km. L'économie touristique de la

zone possède donc un fort potentiel, mais une structuration et une image encore très modestes au regard de ce gisement.

Argentomagus

La ville gallo-romaine d'Argentomagus est un site archéologique exceptionnel, sur lequel a été mis en place un projet collectif de recherches visant à étudier l'ensemble de la ville depuis le début de l'époque romaine, son tissu urbain et la fin de la ville antique.

Son musée moderne et très vivant permet d'entreprendre un voyage de plus d'un million d'années qui conduit des temps préhistoriques à la fin de l'époque romaine. Conçu et réalisé par des scientifiques et des pédagogues, ce musée véhicule l'image d'une archéologie à la portée de tous, compréhensible et intelligible.

Un nouveau projet de rénovation du musée et de mise en valeur du site va bientôt être lancé. Il contribuera à faire d'Argentomagus un pôle touristique régional majeur.



Musée archéologique Argentomagus



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi d'Issoudun

Forum territorial du vendredi 03 avril 2009



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	36 166	2 519 567
Évolution 1999-2006	0,53 %	0,46 %
Poids dans la région	1,43 %	////
Superficie (km ²)	1 182,3	39 150,9
Densité (habitants/km ²)	30,58	64,43
Nombre de communes	51	1 842
Effectifs salariés (2006)	9 554	808 491
Taux de chômage (1T 2009)	8,1 %	7,8 %

Sources :

Population : Insee, RP 2006
 Effectifs salariés : Insee, CLAP—Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Présentation générale de la zone d'emploi d'Issoudun

La zone d'emploi d'Issoudun se situe au cœur de la « Champagne berrichonne » ainsi appelée pour la générosité de ses terres céréalières aux larges étendues, et s'étend aux confins du Boischaud Nord dans un paysage plus boisé aux parcelles cultivées plus petites. Elle est traversée, au Nord, par l'autoroute A20, ce qui isole un peu Issoudun, accessible depuis Bourges (40 km) et Châteauroux (30 km) par la nationale 151 dont le doublement pourrait être envisagé en prolongement du projet d'autoroute Bourges-Auxerre-Troyes.

Issoudun compte près de 14 000 habitants, soit plus de 38 % de la population de la zone. Le reste du territoire est composé de communes rurales, dont 5 dépassent 1 000 habitants.

Le peuplement de la ville, que l'on nomme Exoldunum, ou encore Ypsoldum, est ancien. L'emplacement est à la croisée de voies romaines. A la fin du XII^{ème} siècle, Issoudun, située à la frontière des royaumes de France et d'Angleterre (qui possède l'Aquitaine) est le théâtre de plusieurs assauts. Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion se battent pour la possession de la cité. Les travaux de construction de la Tour blanche sont lancés en 1195. Dès le Moyen-Âge, la ville est célèbre pour son savoir-faire en maroquinerie. A la révolution française, Châteauroux est choisie comme préfecture de l'Indre contre Issoudun qui compte alors plus du double d'habitants. Pendant la

deuxième guerre mondiale, la ville se trouve sur la ligne de démarcation.

Au cours du 19^{ème} siècle, l'industrie se développe à partir du savoir-faire dans le travail du cuir. Les mégisseries utilisent notamment les eaux de la « rivière forcée » qui a été aménagée dans le faubourg. Comme sur l'ensemble du Berry, les travaux de confection « à la maison » vont occuper des milliers de femmes. L'ensemble de ces industries périclité au cours du 20^{ème} siècle, à l'exception du très haut de gamme, avec l'entreprise VUITTON. Le 19^{ème} siècle est aussi marqué par la naissance à Issoudun de trois congrégations catholiques missionnaires, consacrées à Notre-Dame du Sacré-Cœur, qui vont créer un lien entre Issoudun et plus de 50 pays sur les cinq continents.

Après guerre, la zone d'emploi subit un fort exode rural et son agriculture se modernise. Dans le milieu des années 1980, Issoudun bénéficie d'équipements remarquables pour sa taille et de la création d'un pôle de formation important avec l'antenne de l'IUT d'Orléans et le Centre AFPA. Cette dynamique d'équipement nourrit aussi un essor culturel avec l'accueil du Pôle Images Art et Formation (PIAF), le musée Saint Roch, le développement des formations professionnelles dans le domaine du spectacle et des arts, la création d'une télévision locale.

Malgré ces atouts culturels le



© Olivier JOUIN, Conseil Régional

territoire ne bénéficie pas beaucoup du tourisme. L'économie locale est marquée par la présence de trois grandes usines que sont SICMA AERO SEAT (1 000 emplois, groupe ZODIAC) qui fabrique des sièges d'avion, les ateliers Louis VUITTON (environ 500 emplois, groupe LVMH), la Compagnie européenne de chaussures (environ 350 emplois, groupe VIVARTE). Les grandes surfaces commerciales en périphérie de la ville drainent l'ensemble de la zone d'emploi, tandis que le commerce de centre ville connaît quelques difficultés. 32% de l'habitat d'Issoudun est constitué de l'habitat social. La faible qualification des travailleurs, l'insuffisance du secteur tertiaire et l'exode des jeunes actifs restent des enjeux majeurs pour le territoire, ainsi que la protection de la ressource en eau et de la biodiversité à travers une agriculture respectueuse de l'environnement qui valorise mieux ses productions.

On mesure mal actuellement les conséquences de la fermeture du 517^e régiment à Châteauroux, de même que les opportunités nouvelles liées au développement de l'aéroport.

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

Les autoroutes et les lignes SNCF

L'autoroute A20, qui relie Vierzon à Châteauroux, passe par Vatan et dessert le Nord de la zone d'emploi. Sur l'A20, la signalétique d'orientation vers Issoudun est très discrète, et la route secondaire n'incite pas le conducteur à prendre cet itinéraire. De fait, l'essentiel des flux routiers d'Issoudun passe par la RN 151. Le doublement de cette RN a souvent été évoqué dans la perspective d'un lien autoroutier allant de Troyes à Châtelleraut, en passant par Auxerre, Bourges, Issoudun et Châteauroux. Mais le projet n'est pas dans les priorités nationales.

S'agissant de la desserte train, Issoudun est sur la ligne POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse) dont la modernisation et l'adaptation à des trains à plus grande vitesse a été repoussée par l'Etat. Les gares de Reuilly et de Neuville bénéficient de la desserte TER.

On doit aussi noter qu'Issoudun est la première gare régionale pour le fret grâce aux activités de la malterie en particulier.



5 cantons composent la zone d'emploi d'Issoudun représentant 36 166 habitants.

Canton	Population
Issoudun	13 930
Lizeray	6 289
Pruniers	5 172
Saint-Christophe-en-Bazelle	6 393
Vatan	4 382

Patrimoine naturel

Le paysage est marqué par les exploitations céréalières, coupées par les vallées du Théols et de l'Arnon où se concentrent les milieux humides d'importance.

Le Boischaud Nord est une autre région naturelle, caractérisée par ses boisements et ses parcelles de petite taille. Une grande partie Nord est classée Natura 2000 ou ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique).

Les carrières de Chéret à Ambrault et le bois du roi aux Bordes sont la propriété du Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Région Centre, du fait de leurs caractéristiques paysagères exceptionnelles et de la présence d'espèces protégées. En 2006, a été

inaugurée la seule réserve forestière intégrale de la région Centre dans la forêt de Chœur Bommiers, avec un projet d'étude sur le fonctionnement de la biodiversité sans intervention de l'homme.

Il existe un véritable enjeu collectif autour de la thématique de l'eau, à la fois sur le plan quantitatif (sécheresse) comme sur le plan qualitatif (taux de nitrates).



Population



Avec une population totale de **36 166 habitants en 2006**, la zone d'emploi d'Issoudun est organisée autour d'un pôle urbain important, Issoudun avec 13 930 habitants, et de pôles d'attraction plus petits : Chabris, Vatan et Reuilly avec respectivement 2 729, 2 015 et 1 953 habitants. La zone est à caractère rural : Issoudun regroupe 38,5 % des habitants et constitue ainsi le deuxième pôle urbain du département, alors que la plupart des communes comptent moins de 500 habitants.

La population de la zone d'emploi d'Issoudun comptait, en 1 999, 34 852 habitants. Le recensement de 2006 fait apparaître une **augmentation de 1 314 habitants, soit une évolution de + 0,53 % en moyenne par an, due principalement aux migrations**. L'augmentation de ces dernières années confirme une inversion de tendance : le taux d'évolution était de - 0,4 % entre 1982 et 1990, et de - 0,1 % entre 1990 et 1999.

L'augmentation de population en-

tre 1999 et 2006 est importante sur les communes les plus proches de Châteauroux, et le long des axes de circulation. Issoudun connaît également une inversion de tendance dans les dernières années, avec une évolution positive de 3,2 % par rapport à la population recensée en 1999. Si la part des jeunes reste supérieure à celle des seniors en région Centre, il en va différemment pour la zone d'emploi d'Issoudun puisqu'elle comptabilise plus de 150 seniors pour 100 jeunes.

En 2030, si la fécondité se maintient à son niveau estimé en 2005, si la mortalité baisse et ce, au même rythme qu'en France métropolitaine, enfin si les profils migratoires observés entre 1990 et 2005 ne subissent pas de changements majeurs sur la période de projection (scénario central), la région compterait environ 2 652 000 habitants, soit une progression annuelle moyenne de 0,25 % entre 2005 et 2030.

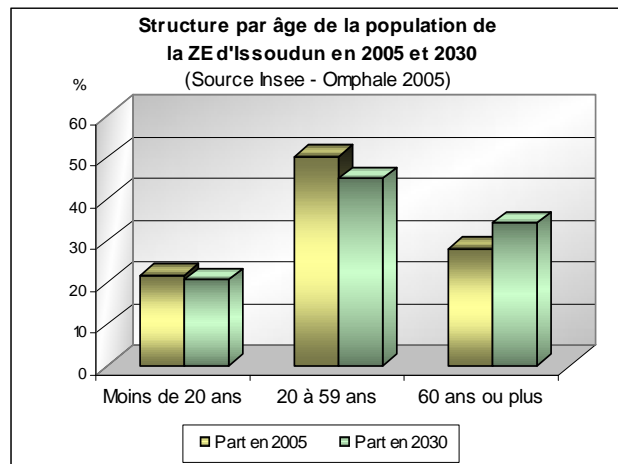
Quant à la zone d'emploi d'Issoudun, elle gagnerait, entre 2005 et 2030, 0,19 % de sa population en moyenne chaque année et connaîtrait un impact positif des migrations sur son évolution démographique (+ 0,51 %).

Toutes les zones d'emploi, comme la région, connaîtraient une baisse du nombre de moins de 20 ans mais Issoudun serait proche de la stabilité. En revanche, la part des 20 à 59 ans, qui constituent la réserve d'ac-

tifs, baisserait de 50,5 % en 2005 à 45 % en 2030. A l'inverse, la part des 60 ans ou plus passerait de 28 à 34 %.

Logement, logement social

Plus de 80% des logements sont des résidences principales (85% en région Centre). Environ 70% des habitants vivent en résidence individuelle. Plus de la moitié des logements sont antérieurs à 1950. La ville d'Issoudun concentre 88% des logements sociaux.



Revenus

2006	Zone d'emploi d'Issoudun	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	15 756 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	56,0 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	31,1 %	26,3 %
Revenus des professions non salariés	7,7 %	6,4 %
Autres revenus	5,1 %	5,1 %
% des foyers ménages non imposés	43,4 %	37,2 %

Source : Insee, revenus fiscaux localisés des ménages

En 2006, le revenu fiscal médian de la zone d'emploi d'Issoudun s'établit à 15 756 euros (contre 17 031 euros pour le Centre). Autrement dit, la moitié des habitants de la zone appartient à un ménage qui déclare un revenu (par unité de consommation) supérieur à 15 756 euros.

La structure des revenus déclarés est marquée par la **prépondé-**

rance des retraités dans la zone. La part des pensions et des retraites dans l'ensemble des revenus est ainsi de 31 %, contre 26 % pour la région.

Par ailleurs, la part des foyers non imposés atteint 43,4 % contre seulement 37,2% pour la région.

Équipements et services à la population

Globalement, la zone d'emploi bénéficie d'un bon niveau d'équipement pour un territoire rural.

Plus de 70 % des habitants de la zone résident dans une commune disposant de commerces de proximité (boulangerie, boucherie, poste, banque, coiffeur).

Les équipements de base pour la santé sont relativement moins développés : 68% de la population réside dans une commune disposant d'un médecin (contre 77 % pour la région). Les médecins généralistes sont également concentrés sur Issoudun (50 % des effectifs), et peu nombreux sur l'ensemble du territoire rural. Le pôle de santé est organisé autour d'un centre hospitalier avec 451 lits et recevant plus de 16 000 patients par an, pour un taux d'occupation de 90 %.

La zone est relativement bien

équipée en matière d'hébergements et de services aux personnes âgées : 38,5 % de la population de la zone habite dans une commune desservie par un service d'aide aux personnes âgées (29 % pour la

région).

Par contre, le taux d'équipement pour les services de garde d'enfants préscolaires est en retrait par rapport à la région Centre.

La ville d'Issoudun est particulièrement remarquable par la taille et la qualité de ses équipements publics.

C'est un pôle administratif étoffé : sous-préfecture, centre des impôts, trésorerie...

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Épiceries, supérettes	19	9	17,6	66,7	66,3	5,3	3,2
La Poste	11	11	21,6	73,9	77,7	3	2,6
Banques, caisses d'épargne	21	5	9,8	58,1	66,6	5,8	5,5
Médecins	30	9	17,6	67,6	77,1	8,3	8,7
Pharmacies	13	6	11,8	63	74,2	3,6	3,6
Écoles maternelles	10	6	11,8	58,8	70,4	2,8	2,8
Écoles élémentaires	23	17	33,3	80,8	93	6,4	6,6
Police, gendarmeries	6	5	9,8	59,3	47,5	1,7	0,8
Hébergements pour personnes âgées	10	6	11,8	62	60,6	2,8	1,7
Garde enfants d'âge préscolaire	2	1	2	38,5	52,6	0,6	1,4
Cinémas	1	1	2	5,6	28,4	1,8	0,2
Équipements sportifs	188	34	66,7	///	///	53,9	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

De manière générale, la ville d'Issoudun offre un ensemble d'équipements sportifs très important. On compte une piscine à vagues, un bowling, une patinoire, 2 stades, 4 gymnases...

La majorité des services culturels et de loisirs sont présents

sur la commune d'Issoudun :

★ le Centre des Congrès d'Issoudun propose 3 salles de cinéma ainsi que différentes salles pour accueillir des congrès ou des conférences.

★ le Palais des Expositions accueille des spectacles dans une salle pouvant aller jusqu'à

3 200 spectateurs.

★ le Centre culturel Albert Camus dispose d'une salle de 750 places avec une quarantaine de spectacles par an. La médiathèque met plus de 60 000 volumes à la disposition du public, 8 000 documents multimédia et un Espace Public Numérique

★ le musée s'appuie sur un fort partenariat avec le Centre Beaubourg et avec le FRAC Centre pour présenter des expositions d'art contemporain. Il dispose d'une très riche collection d'arts premiers.

Déplacements domicile-travail des salariés

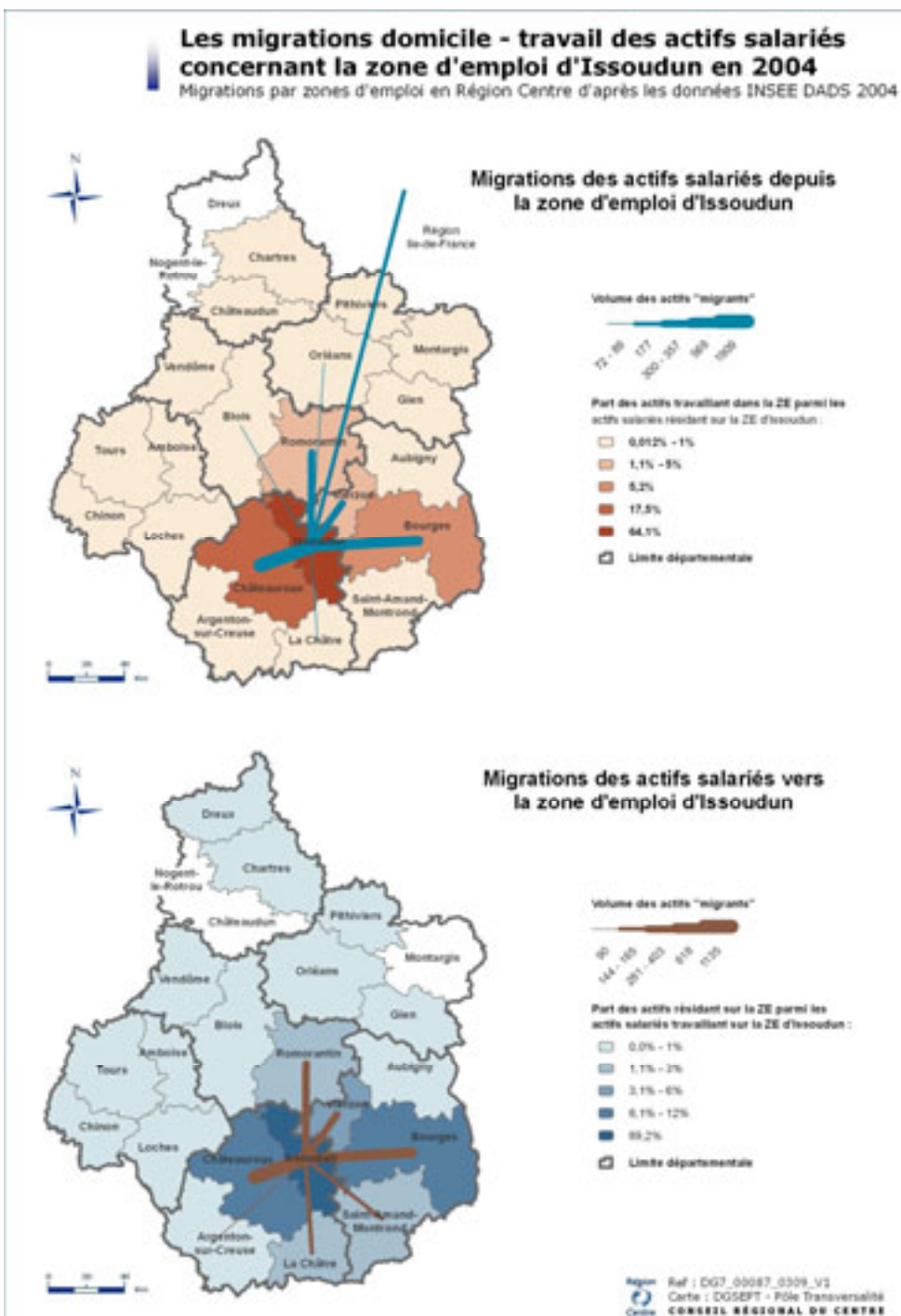
7 023 personnes sortent ou entrent dans la zone pour travailler. Ces mouvements se décomposent en 3 910 sorties et en 3 114 entrées. Ils sont quasiment équilibrés car les entrées représentent près de 4/5 des sorties.

Les échanges avec la zone d'emploi d'Issoudun se font principalement avec les zones d'emploi voisines : Châteauroux (3 044 déplacements soit 43,3 % du total des déplacements), Bourges (16,9 %), Romorantin (10,2 %) et Vierzon (9,1 %).

Le solde des déplacements domicile-travail est négatif (- 796). Cette situation concerne fortement les échanges quotidiens avec les zones d'emploi de Châteauroux (- 774) et Romorantin (- 76). Le solde est, en revanche, positif avec celles de Vierzon (+ 93) et Bourges (+ 49). Remarquons également que le solde est négatif dans les échanges quotidiens avec les autres régions (- 206).

64 % des salariés résidant dans la zone d'emploi d'Issoudun y travaillent. Seulement un tiers, des salariés travaille à l'extérieur de la zone d'emploi ; 17,5 % ont un emploi dans la zone d'emploi de Châteauroux.

Au sein de la zone d'emploi, Issoudun constitue un pôle qui structure le territoire par l'emploi et vers lequel convergent, pour leur travail, de nombreux résidents. Issoudun compte bien davantage d'emplois que d'actifs. Les autres communes, à vocation davantage résidentielle, sont plus dépendantes des emplois basés à Issoudun, ou dans les aires urbaines environnantes. Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi, 26,2 % travaillent et résident dans la commune d'Issoudun. Les autres salariés travaillant dans cette commune viennent principalement de Sainte-Lizaine (2,4% des salariés de la zone), Les Bordes (2,3 %) et Reuilly (1,4 %).



La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Issoudun est célèbre pour le travail du cuir depuis le Moyen-Âge. Vers 1550, un canal dérivé de la rivière Theols avait été creusé dans le faubourg et concentrait les tanneries et les mégisseries. Les peaux ainsi préparées étaient destinées aux fabricants de chaussures, puis aux relieurs et maroquins qui s'installaient près de la source d'approvisionnement.

La mégisserie s'est développée jusqu'en 1914, employant jusqu'à 600 ouvriers à Issoudun. La maroquinerie, qui au début du 20^{ème} siècle fabriquait portefeuilles et porte-monnaies à usage populaire, puis vers 1925 des sacs à main, employait 800 personnes en 1928 et assurait des débouchés à la mégisserie.

Sur l'ensemble du Berry, la confection textile a occupé une place très importante à partir de 1858, à travers une grande diversité de petites entreprises employant de nombreuses ouvrières à domicile (plus de 10 000 machines à coudre vendues dans l'Indre

dans les années 1890).

Cette activité a presque totalement disparu.

Après la guerre, on assiste au déclin des mégisseries, tandis que le travail du cuir se maintient et fait d'Issoudun une ville à dominante ouvrière.

Aujourd'hui encore, les plus grandes entreprises de la zone d'emploi sont liées à ce savoir-faire du travail du cuir, quand bien même elles ont intégré d'autres matériaux, en particulier les matières plastiques ou se sont orientées vers le négoce.

SICMA AERO SEAT SA

890 salariés dans l'Indre

Le numéro 2 mondial de la fabrication de sièges d'avions est présent à Issoudun depuis 1944. Il y possède quatre unités. Filiale du groupe Zodiac, l'entreprise travaille avec les grandes compagnies aériennes internationales. Elle est aussi implantée aux USA, aux Emirats Arabes Unis, en Allemagne, en Australie, en Chine et au Brésil.

Ateliers Louis VUITTON

548 salariés

« Le plus grand maroquinier du monde » Louis VUITTON est le symbole d'une légende qui a fait le tour du monde.

L'un des noms français les plus prestigieux est associé au département de l'Indre depuis 1987. L'expansion de l'activité a conduit la Société des Ateliers Louis Vuitton à s'agrandir en plusieurs unités. A ce jour, les deux ateliers issoudunois produisent une grande diversité de modèles de maroquinerie : sacs de ville, portefeuilles, porte clés, etc.

Ces articles de luxe, réputés pour leur qualité et leur raffinement, sont exportés à 80%. Ils sont vendus dans le monde entier à travers le réseau exclusif Louis Vuitton composé de plus de 300 magasins.

CIE EUROPEENNE DE LA CHAUSSURE—Groupe Vivarte

366 salariés

La Compagnie européenne de la Chaussure, filiale du groupe

Vivarte, est implantée sur Issoudun depuis 1984. Ses activités sont le stockage de marchandises et l'approvisionnement des magasins de chaussures discount au travers de deux enseignes, en France et à l'étranger : La Halle aux Chaussures et Chaussland.

Plus de 400 personnes, réparties sur 3 équipes, se relaient 5 jours sur 7, pour approvisionner quelques 660 points de ventes, ce qui représente près de 50 millions de paires réceptionnées et autant de paires expédiées.

Une performance que la CEC doit à une logistique axée sur l'optimisation des flux et à un partenariat avec les entreprises locales de transport.

A côté de ces entreprises importantes, la zone d'emploi bénéficie d'un tissu de PME industrielles diversifié.

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi d'Issoudun (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
SOC INDUST COMMERCIAL MATERIEL AERONAUT	750 à 999 salariés	Industries des équipements du foyer
CENTRE HOSPITALIER LA TOUR BLANCHE	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
CIE EUROPEENNE DE LA CHAUSSURE	250 à 499 salariés	Transports
SOC DES ATELIERS LOUIS VUITTON – Issoudun	250 à 499 salariés	Habillement, cuir
SOC DES ATELIERS LOUIS VUITTON – Conde	200 à 249 salariés	Habillement, cuir
COMMUNE D ISSOUDUN	150 à 199 salariés	Administration publique
LIMOISE DISTRIBUTION	150 à 199 salariés	Commerce de détail, réparations
SAINTE LIZAIGNE SA	100 à 149 salariés	Industries des équipements mécaniques
CTRE DE SOINS COMMUNAL POLYHANDICAPES	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
TRIGANO REMORQUES	100 à 149 salariés	Industrie automobile
TRANSPORTS VAN DE WALLE	100 à 149 salariés	Transports
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	100 à 149 salariés	Administration publique
SERMAT ETUD REAL MACHI TOURNAN	50 à 99 salariés	Industries des équipements électriques et électr.
LYCEE PROFESSIONNEL JEAN D'ALEMBERT	50 à 99 salariés	Éducation
PLASTIC SYSTEM PACKAGING	50 à 99 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
MECI	50 à 99 salariés	Industries des équipements électriques et électr.
MULTIS	50 à 99 salariés	Services opérationnels
COLLEGE HONORE DE BALZAC	50 à 99 salariés	Éducation
MINOTERIES CANTIN	50 à 99 salariés	Industries agricoles et alimentaires
SOC EXPLOITATION TRAITEMENTS SURFACE	50 à 99 salariés	Métallurgie et transformation des métaux

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Fin 2006, la zone d'emploi d'Issoudun regroupe 1427 établissements, soit 1,3 % des établissements implantés en région Centre.

Ce nombre s'est accru de 2,6 % (contre 12 % pour le Centre) entre 2000 et 2006.

La zone d'Issoudun est **très marquée par le poids de l'industrie** : le secteur industriel réunit 16 % des établissements de la zone (contre 10,5 % pour la région).

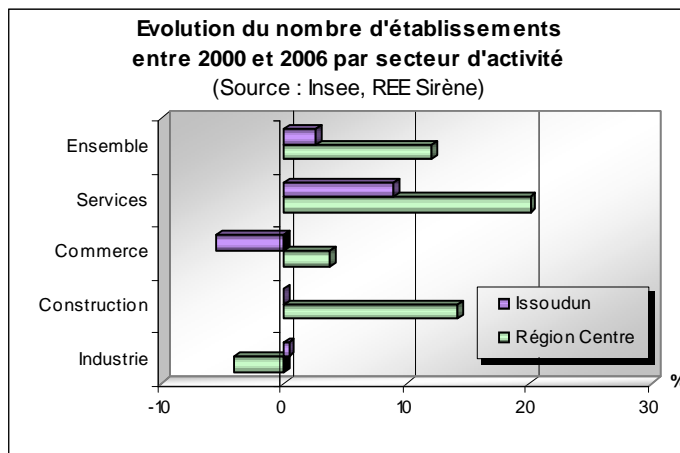
A l'inverse, le secteur des services est en retrait : il regroupe 47 % des établissements de la zone (contre 52 % pour la région).

Entre 2000 et 2006, la zone d'emploi a subi des pertes d'établissements dans le commerce (- 5,5 % contre + 3,7 % pour le Centre).

Par contre, on observe une évolution quasi-nulle des établissements dans le secteur de l'industrie, alors que la région accusait une perte d'établissements industriels (- 4 %).

Le nombre d'établissements est également stable dans le secteur de la construction.

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 9 %.



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Effectifs salariés	% ZE	% région
Ensemble	9 554	100,00	100
Sphère productive	4 731	49,5	37,06
Sphère résidentielle	2 580	27,0	38,89
Fonction publique	2 243	23,5	24,06

Source : Insee, CLAP— Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Cinq emplois salariés sur dix relèvent de la sphère productive

La sphère productive — regroupant des activités orientées vers des marchés extérieurs au territoire — est une composante essentielle du tissu économique de la zone d'emploi d'Issoudun : 49,5 % des emplois salariés de la zone relèvent de cette sphère (contre seulement 37 % pour la région Centre).

L'industrie est surreprésentée dans la zone (37 % des effectifs salariés contre 22 % en région Centre).

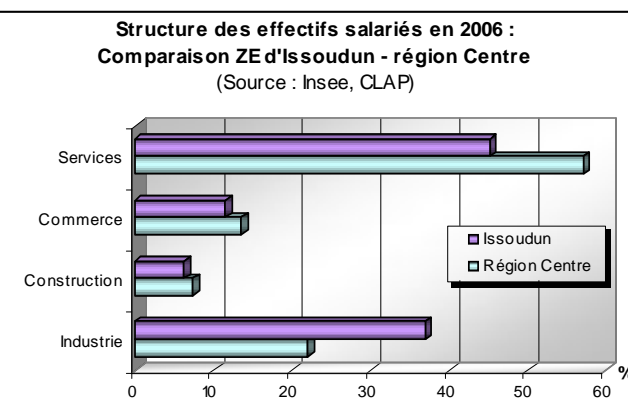
La proportion d'établissements

et d'emplois dans la sphère résidentielle — activités répondant aux besoins locaux — est moins importante dans la zone d'emploi d'Issoudun que dans la région Centre.

La sphère publique est légèrement moins importante dans la zone qu'en région Centre.

L'emploi industriel demeure une caractéristique de la zone d'emploi.

Cette prédominance de l'industrie concerne essentiellement le secteur des biens intermédiaires qui représente 18% des effectifs salariés de la zone. Cette part élevée s'explique principalement par l'im-



Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

plantation de l'établissement SICMA AERO SAT. Le secteur des biens de consommation est également bien développé (7,5 % de l'emploi salarié), en particulier le « textile » ainsi que « l'habillement et le cuir ». L'importance de ce dernier secteur est liée à la présence de la société des Ateliers Louis Vuitton.

En contrepartie, la construction, le commerce et les services sont nettement sous-représentés en proportion.

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	3 536	37,01	22,02
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	296	3,10	2,48
<i>Biens de consommation</i>	676	7,07	4,47
<i>Automobile</i>	127	1,33	1,17
<i>Biens d'équipement</i>	620	6,49	4,55
<i>Biens intermédiaires</i>	1 719	17,99	7,86
<i>Energie</i>	98	1,03	1,49
Construction	596	6,24	7,43
Commerce	1 102	11,53	13,54
Services	4 320	45,22	57,02
<i>dont Transports</i>	667	6,98	4,70
<i>Activités financières</i>	136	1,42	2,98
<i>Activités immobilières</i>	36	0,38	1,22
<i>Services aux entreprises</i>	583	6,10	11,03
<i>Services aux particuliers</i>	427	4,47	4,99
<i>Education, santé, action sociale</i>	1 562	16,35	20,25
<i>Administration</i>	909	9,51	11,85
Ensemble	9 554	100,00	100,00

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Depuis 2001, une baisse des emplois salariés qui s'est accentuée à partir de 2004

Entre 1999 et 2006, trois périodes caractérisent l'évolution de l'emploi dans la zone d'emploi d'Issoudun :

1. en 2000, forte expansion de l'emploi (+ 5,1 %) ;
2. de 2001 à 2003, faible diminution (-0,1 % par an) ;
3. de 2004 à 2006, plus forte régression de l'emploi salarié (- 1,6 % par an).

L'industrie et le commerce sont les principaux secteurs à l'origine de la diminution de l'emploi depuis 2001. Les pertes industrielles se situent principalement dans les secteurs du textile, de l'habillement et du cuir.

Bien que les effectifs aient fortement diminué, l'industrie reste un secteur très caracté-

ristique de la zone. La construction, le commerce et les services sont nettement sous-représentés.

Chômage

Une aggravation du chômage pour les hommes

De 2000 à 2007, le taux de chômage de la zone d'Issoudun est proche de celui de la région et suit les mêmes évolutions :

1. période d'aggravation du chômage de 2001 à 2004 ;
2. période d'amélioration de 2005 à 2007.

Ces évolutions conjoncturelles concernent essentiellement les hommes,

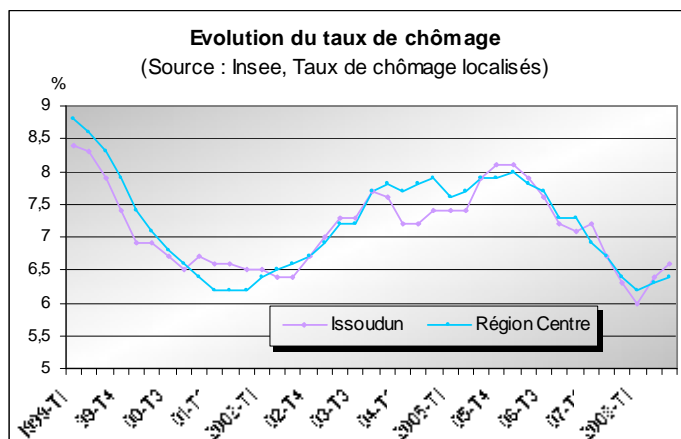
principalement en raison de leur forte présence dans l'industrie.

Entre fin 2000 et fin 2007, le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru pour les hommes, alors qu'il a diminué pour les femmes.

Depuis le premier trimestre 2008, on observe une aggravation du chômage. Les jeunes et les hommes sont les principaux concernés.

Des offres d'emplois difficiles à pourvoir pour certains métiers.

Si, pour l'ensemble des métiers, les offres d'emploi sont nettement inférieures aux demandes, on recense l'inverse pour les métiers d'ouvriers qualifiés du travail des métaux et du bâtiment. Il en est de même pour les métiers qualifiés de l'hôtellerie-restauration et de l'alimentation.



Préparer l'avenir à travers la formation

La ville d'Issoudun bénéficie de la présence de nombreuses structures de formations.

Elle accueille en effet deux lycées publics, le lycée d'enseignement général et technologique Honoré de Balzac et le lycée professionnel Jean d'Alembert ainsi qu'un lycée privé d'enseignement général et professionnel.

Le lycée professionnel Jean

d'Alembert offre une formation niveau baccalauréat professionnel et BEP dans le domaine notamment de l'électronique, des vêtements (cuir) et de la logistique, en relation avec les entreprises présentes dans le secteur : SICMA Aéro Seat, Vuitton, etc...

L'IUT de l'Indre propose :

× 2 DUT : Techniques de commercialisation et Gestion logis-

tique — transport, localisés à Issoudun.

× 1 licence professionnelle de communication et commercialisation des produits culturels, localisée à Issoudun. L'IUT de l'Indre à Issoudun dispose d'une filière apprentissage dans le domaine de la gestion logistique et des transports.

« Les formations d'Issoudun » est une structure qui propose

deux formations longues (régisseur et chargé de production), ainsi que des formations à destination des intermittents du spectacle et des stages courts.



La formation professionnelle

A la rentrée scolaire 2005, 739 personnes sont inscrites en formation initiale professionnelle ou technologique dans la zone.

La présence d'un IUT influence fortement la nature de la formation dans cette zone d'emploi tant en terme de niveau de formation qu'en terme de domaine. Durant l'année scolaire 2005 - 2006, la part des élèves en BTS ou DUT atteint 30 % (20 % pour la région). Les deux spécialités que dispense l'IUT influent fortement sur la répartition des élèves par domaine. Les élèves qui préparent un métier du transport et de la logistique sont proportionnellement plus nombreux qu'en région (27,4 % contre 1,3 %). Il en est de même pour la formation aux métiers du commerce (29,4 % contre 10,9 %).

En outre, l'offre de formation de la zone se caractérise par une plus grande présence des préparations au baccalauréat professionnel (22,6 % contre 19,9 % en région). Les formations aux métiers des "matériaux souples, bois, industries graphiques" sont sur représentées (13,7 % contre 3,8 %, en moyenne dans la région).

La présence de l'IUT et les caractéristiques de forma-

tion de la zone agissent aussi sur la mobilité des élèves ou étudiants en formation professionnelle ou technologique : on observe un excédent élevé des entrées sur les sorties d'élèves pour le niveau "baccalauréat plus deux ans" et les domaines "transport, logistique", "commerce" et "matériaux souples, bois, industries graphiques".

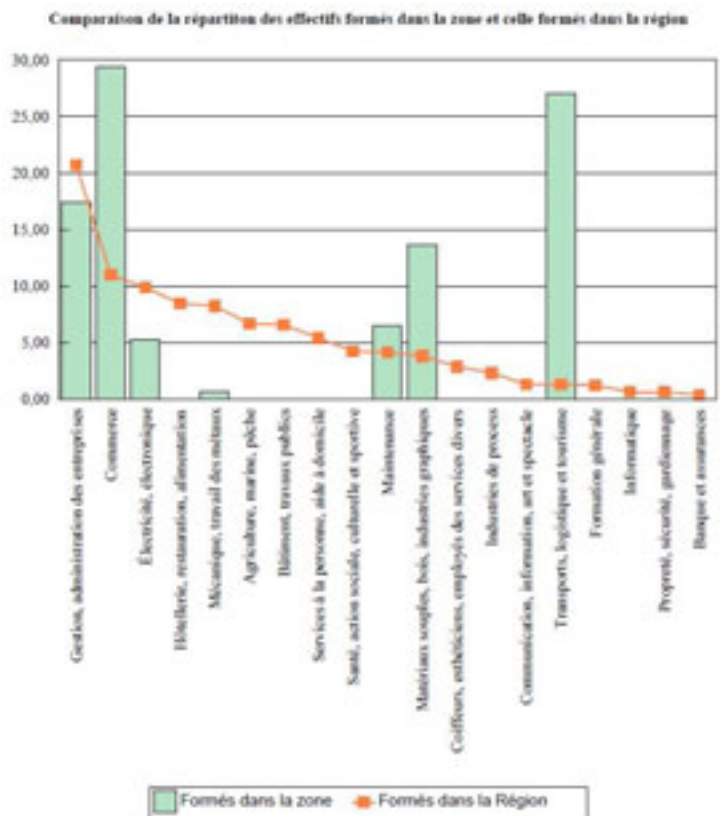
Pour l'ensemble des formations, la zone d'Issoudun accueille moins de jeunes qu'elle n'en laisse sortir.

Issoudun a la chance d'accueillir un Centre AFPA, qui forme des stagiaires, d'une part dans le domaine de l'insertion (conseiller en insertion professionnelle / formateur professionnel pour adulte), d'autre part dans le domaine des arts graphiques (infographiste metteur en page / monteur graphiste vidéo / opérateur de prise de vue vidéo / infographiste en multimédia).

Les enjeux en matière d'emploi et de formation

Le premier enjeu est général de faciliter les reconversions des salariés vers des qualifications plus élevées ou des métiers tertiaires. Cet enjeu concerne notamment les ouvriers de l'industrie et du bâtiment.

Le deuxième enjeu concer-



ne la maroquinerie : nouvelles techniques de traitement de la peau, nouvelles techniques de découpe, de nouveaux produits en cuir pour le secteur de la santé, nouvelles technologies.



Des atouts pour l'avenir

Le Musée Saint-Roch, un musée de classe internationale



Le musée de l'hospice Saint-Roch, installé dans l'ancien hôtel-Dieu, présente à travers ses collections archéologiques de l'Age du Fer (objets en bronze provenant de Lizeray, de la tombe à char d'Issoudun...), de l'époque Gallo-romaine (borne milliaire, stèle de Mithra...) et médiévale (dont une remarquable plaque-boucle reliquaire en os du VI^e s.) l'histoire de la ville d'Issoudun.

Les anciens bâtiments hospitaliers conservent une chapelle du 15^{ème} siècle ornée de deux exceptionnels Arbres de Jessé sculptés, ainsi qu'une apothicairerie des 17^{ème} et 18^{ème} siècles. Parmi la collection de peintures et de mobilier, citons le clavecin Jean II Denis, de 1648, le plus ancien daté et signé des collections publiques françaises.

En 1995 l'architecte Pierre Colboc a réalisé un bâtiment destiné aux expositions temporaires, agrandi en 2002 pour recevoir les collections ethnographiques de Papouasie-Nouvelle-Guinée de la congrégation des missionnaires du Sacré-Cœur d'Issoudun, et la donation des artistes Fred Deux et Cécile Reims comprenant des sculptures des cinq continents et leurs œuvres dessinées et gravées. De nouvelles salles créées en 2007

sont dédiées à l'art contemporain et à l'art moderne, - restitution du salon Art Nouveau de Léonor Fini- et plus particulièrement au Surréalisme, enrichies de dépôts du MNAM Centre Georges Pompidou.

Les formations artistiques d'Issoudun

Au cœur du PIAF (Pôle Image Arts et Formation), plus de 500 chargés de production et régisseurs de productions artistiques ont été formés à Issoudun. Environ 120 professionnels interviennent dans ces formations d'excellence dont les diplômés s'insèrent dans les entreprises du spectacle vivant, du disque, de l'édition, voire de l'événementiel et de l'audiovisuel. Depuis 1989, en ouvrant la première formation de « Manager du monde de la musique », les formations d'Issoudun ont toujours fait figure de précurseurs, en prenant en compte l'émergence de nouveaux profils professionnels. En lien étroit avec les syndicats d'employeurs, une nouvelle formation a été créée en 2008, celle de « Back liner » (assistant technique des instruments et périphériques audio), véritable auxiliaire de l'artiste musicien, désormais omniprésent sur un grand nombre de tournées, studios ou résidences.

Berry Issoudun Première, BIP Télévision



La chaîne BIP TV est une télé-

vision locale de service public, diffusée en hertzien et en TNT. Elle a reçu l'accord du CSA en décembre 2006, et a diffusé sa première émission le 30 mars 2007. Sa gestion et ses moyens sont de la responsabilité de l'Établissement de Coopération Culturelle d'Issoudun, qui réunit la ville d'Issoudun et la Communauté de Communes du Pays d'Issoudun. BIP TV est une chaîne d'information et de services, gratuite. Elle a pour but de valoriser l'actualité du Berry. L'information et la culture sont les principaux domaines traités par cette télévision, à travers des émissions créées par l'équipe de journalistes, ou co-produites avec d'autres télévisions locales, l'AFPA, Public-Sénat et Centre-Images.

Une convention a été signée avec le Conseil Général de l'Indre et la Communauté d'Agglomération de Châteauroux pour une diffusion élargie au département.

La Télévision BIP TV bénéficie de synergies avec le Centre AFPA de formation aux métiers de l'audiovisuel, Centre-Images, l'IUT de Tours « Journalisme et communication ».

Sur les plateaux de Chabris, on protège l'outarde canepetière

Face au risque d'extinction de l'espèce, l'outarde canepetière a bénéficié d'un programme européen « Life Nature outarde canepetière et faune associée (1997-2001) » mené localement par Indre Nature et la Fédération départementale des chasseurs du Loir-et-Cher. 31 hectares ont été acquis sur le plateau de Chabris (Indre et Loir-et-Cher), au sein même de

la colonie d'outardes. Un travail très précis a été mené afin de garantir aux outardes un environnement végétal adapté ainsi que la biodiversité indispensable à leur alimentation.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de La Châtre

Forum territorial du lundi 06 juillet 2009



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	29 084	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,08 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	1,2 %	////
Superficie (km ²)	1 178	39 151
Densité (habitants/km ²)	24,7	64,4
Nombre de communes	50	1 842
Nombre d'emplois total (2007)	9 323	997 840
Nombre d'emplois salariés (2007)	7 431	910 167
Taux de chômage (1T 2009)	6,1 %	7,8 %

Sources :
 Population : Insee, RP 2006
 Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Présentation générale de la zone d'emploi de La Châtre

Un capital environnemental

Un potentiel environnemental à explorer, une offre culturelle riche, une identité territoriale : la zone d'emploi de La Châtre compense ses faiblesses structurelles, dont l'enclavement, par d'autres atouts.

La zone d'emploi de La Châtre est globalement incluse dans le Boischaud-Sud en intégrant, au Nord, la partie australe de la Champagne berrichonne. Cette terre de transition entre le socle cristallin du Massif Central et la plaine est la plus ondulée de la région avec des reliefs dépassant les 400 mètres et des vallées encaissées parcourues de ruisseaux. L'Indre s'imprime transversalement en prenant sa source dans le département voisin du Cher à Saint-Priest-la-Marche. Ce territoire, voisin du Limousin, est principalement constitué de bocages aux aptitudes reconnues pour l'élevage bovin (races charolaise et limousine).

L'élevage dominant

La Châtre se développe sous l'influence des seigneurs de Châteauroux, les Chauvigny. Du château seigneurial, construit au 15^{ème} siècle, ne reste plus que le donjon, transformé en prison jusqu'en 1934, puis réhabilité pour devenir le musée George-Sand, figure tutélaire de ce territoire, et de la Vallée Noire.

Dans ce pays de tradition d'élevage, le travail de la laine de mouton participe au développement. Au 19^{ème} siècle, l'industrie du tannage prend également son essor, alimentée par le cours de l'Indre. La confection, comme pour le reste de l'Indre, joue un rôle majeur pour la croissance du territoire jusque dans les années 80. Puis, la zone d'emploi subit l'agonie de cette activité dans les deux dernières décennies du 20^{ème} siècle. Mais dans ce pays où l'agriculture supplante l'industrie en fournissant 18 % de l'emploi, les soubresauts sur le marché du travail sont atténués. Ainsi, en 2006, La Châtre se caractérise par le plus faible taux de chômage de la région dans un contexte démographique peu favorable marqué par le vieillissement de la population et un renouvellement naturel faible. Toutefois, l'économie locale est soutenue par un tissu d'activités relativement florissantes. Hors l'hôpital de la Châtre (400 salariés), une entreprise domine le paysage économique, Fenwall (500 à 600 salariés) à Lacs, spécialisée dans la fabrication de poches de sang et troisième exportateur du département. Loin derrière, des PME animent également le territoire à l'instar de Rault Imprimerie à Aigurande (144 emplois) ou l'entreprise de BTP Segec de

Montgivray (près de 160 salariés). Des secteurs innovants font leur apparition à l'exemple d'Ullit, créateur de réservoirs en matériau composite, ou Safig Streamway, spécialisé dans la numérisation de documents qui est en pleine croissance (plus de 100 emplois) après l'obtention d'importants marchés, dont celui de la Bibliothèque nationale.

Des opportunités ancrées sur le territoire

Loin d'un attentisme que pourraient provoquer les faiblesses structurelles, ce Boischaud-là exploite au contraire les gisements naturels du territoire fondés notamment sur une indéniable qualité de vie et de l'environnement. La promotion de ce capital est bien sûr liée à quelques figures marquantes, avec l'héritage littéraire de George Sand ou cinématographique de Jacques Tati à Sainte-Sévère qui draine d'importants événements culturels. On sent poindre une économie s'appuyant sur les capacités de production locales, dans une logique de développement durable où on favoriserait les circuits courts et une certaine autonomie. Un mouvement s'amorce de personnes qui souhaitent lier leur activité professionnelle à un projet de vie que leur offre cet environnement. D'autant que des opportunités vont se présenter rapidement avec plus du tiers des chefs d'entreprise du commerce et de l'artisanat qui ont plus de 55 ans.



Château de Sarzay

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

La zone d'emploi de la Châtre est desservie par des voies départementales qui permettent de rejoindre aisément Châteauroux, Montluçon, Argenton, le Limousin voisin et les autoroutes A20 et A71.

La gare SNCF de Châteauroux est à 37 km. Les horaires de la ligne de car départementale Châteauroux – La Châtre ont été conçus pour permettre l'utilisation des circulations du réseau TER à Châteauroux dans les meilleures conditions possibles.

Depuis 1956, la Châtre est équipée d'un circuit de course automobile (circuit court de 1 100 m et circuit long de 2 325m).



4 cantons composent la zone d'emploi de La Châtre qui compte 29 084 habitants.

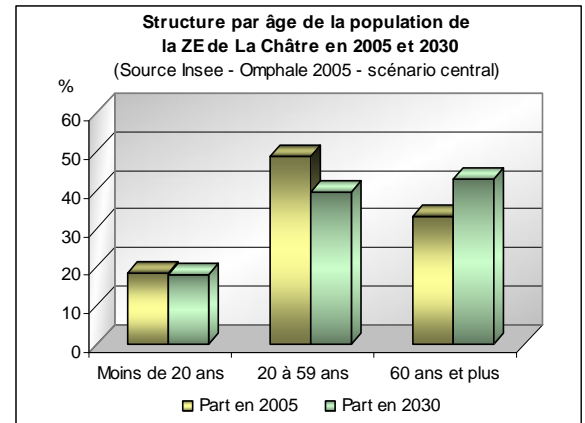
Canton	Population
Aigurande	6 100
La Châtre	13 463
Neuvy-Saint-Sépulchre	6 011
Sainte-Sévère-sur-Indre	3 510

zone, contre 22,7 % en région. Celle des moins de 20 ans était estimée à 18,4 %, contre 24,3 % en région. L'indice de vieillesse, rapport entre ces 2 populations respectives, est de 1,8 : il y a 1,8 senior (60 ans et plus) pour 1 jeune (moins de 20 ans). Cet indice est largement supérieur à l'indice régional, égal à 0,94. A noter que la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse présente des caractéristiques similaires de ce point de vue.

La croissance attendue de la population des retraités

Si les tendances démographiques observées jusqu'en 2005 se pour-

suivaient à l'identique sur la zone d'emploi, l'indice de vieillesse atteindrait 2,4 (2). La problématique de la prise en charge des personnes âgées dépendantes se pose avec acuité depuis une décennie en raison de l'entrée massive d'habitants dans la tranche d'âge de 75 ans et plus qui mobilise le plus les services d'assistance et de soins. Ce phénomène devrait s'accroître fortement dans les années à venir, après un ralentissement temporaire, avec l'avancée en âge de la génération des « baby-boomers ».



Revenus

2006	Zone d'emploi	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	14 649 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des ménages (part en %)		
Revenus salariaux	50,6 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	34,5 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	9,5 %	6,4 %
Autres revenus	5,4 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	51 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Les revenus des ménages de la zone d'emploi de la Châtre sont particulièrement faibles au regard des indicateurs régionaux. Le revenu fiscal médian par unité de consommation est égal à 14 649 €. En d'autres termes, la moitié des habitants de la zone vit dans un ménage qui déclare un revenu inférieur à 14 649 €. Il est en retrait de -2 382 € sur celui de la région. Parallèlement, la part des ménages non imposés sur la zone d'emploi est très supérieure à la région. Ces indicateurs reflètent la forte présence des secteurs de l'agriculture et de la construction, caractérisés par des re-

venus du travail et des retraites modestes.

La structure des revenus des ménages de la zone comporte des différences marquées avec celle de la région, en particulier sur la part des salaires (sous-représentées) et celle des retraites (sur-représentées), reflétant la part importante de la population ayant atteint l'âge de la retraite. Les revenus des professions non salariées sont relativement plus importants qu'en région, autre reflet du poids important de l'agriculture et de la construction sur la zone.

Équipements et services à la population

Une accessibilité moyenne aux équipements de proximité

Le tissu commercial est relativement dense sur la zone d'emploi : on dénombre par exemple 12 boulangeries et 7 épicerie pour 10 000 habitants. Cependant, le maillage du territoire, composé de nombreuses petites communes, ne facilite pas la répartition des différentes structures sur l'ensemble de la zone. Ainsi, une proportion non négligeable des habitants ne disposent pas de certains équipements et services de proximité sur leur commune : la moitié des habitants n'ont pas accès sur le lieu de résidence à une boulangerie, épicerie ou pharmacie.

La présence des services postaux (bureaux de poste, agences et points multi-services) reste appréciable : 7 habitants sur dix ont accès à La Poste sur leur commune de résidence. A noter que le point de vue strictement

quantitatif masque d'autres aspects importants, tels que les horaires d'ouverture des services postaux (10 établissements sur 22 ont des plages d'ouverture inférieures ou égales à 50% d'une agence postale centrale).

Santé, social : une offre défici-

taire

L'hôpital situé à La Châtre dispose d'une capacité limitée (40 lits en court séjour, 35 lits en moyen séjour). Une part importante de la zone présente un déficit de professionnels de santé, médecins généralistes et

infirmiers, tandis que le nombre de places en centres d'hébergement pour personnes âgées paraît insuffisant. Certes, le nombre de ces équipements et professionnels rapporté au nombre d'habitants semble correct, mais les besoins sont significativement augmentés par la part

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangeries	34	22	44	69,4	84,7	11,7	7,1
Épicerie, supérettes	20	12	24	50,1	66,3	6,9	3,2
Banques, caisses d'épargne	16	7	14	39,1	66,6	5,5	5,5
Médecins omnipraticiens	24	10	20	47	77,1	8,3	8,7
Infirmiers libéraux	21	9	18	41,9	73,2	7,2	6,5
Pharmacies	12	9	18	48,2	74,2	4,1	3,6
Police, gendarmeries	5	5	10	31,8	47,5	1,7	0,8
Hébergements pour les personnes âgées	6	5	10	30,6	60,6	2,1	1,7
Personnes âgées : soins à domicile	5	3	6	20,3	37,6	1,7	0,5
Cinéma	2	2	4	21,1	28,4	0,7	0,2
Équipements sportifs	170	38	76	///	///	58,8	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

(2) L'analyse s'appuie sur les projections démographiques réalisées par l'INSEE Centre en partenariat avec le CESR.

importante des personnes âgées sur la zone. En conséquence, le niveau d'équipement et de service est en réalité faible au regard du nombre d'habitants du quatrième âge, même si quelques types de services sont plutôt mieux développés qu'ailleurs (exemple : soins à domicile aux personnes âgées). La totalité du territoire est aujourd'hui considérée par

les caisses d'assurance maladie de la région comme une zone « très sous dotée » en infirmiers libéraux. Cependant, les collectivités agissent pour répondre au risque de désertification médicale (projets de maisons médicales). Le secteur de la petite enfance, très peu doté en équipements d'accueil, appelle un constat identique.

L'équipement culturel, hors salles polyvalentes (salle de spectacles), est concentré à La Châtre. On recense un cinéma à Aigurande, commune de moins de 2 000 habitants. Enfin, la densité d'équipements sportifs sur la zone est appréciable. Aux équipements courants s'ajoutent des équipements plus rares et au rayonnement beaucoup plus large, tel

le circuit automobile de La Châtre en Berry.

Déplacements domicile-travail des salariés

Près de la moitié des déplacements domicile-travail avec la zone d'emploi de Châteauroux

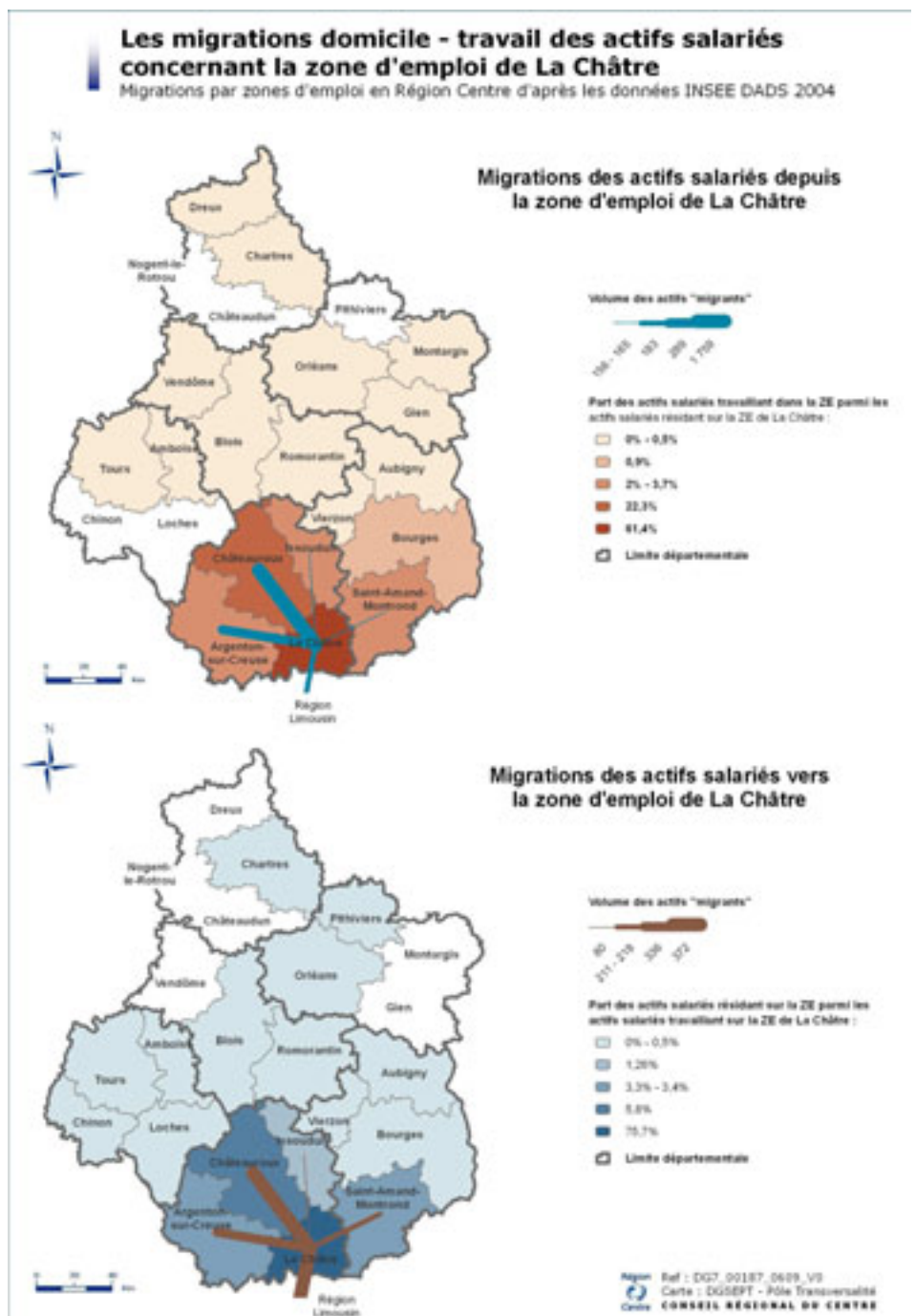
En 2004, 3 470 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi de La Châtre et les autres zones d'emploi de la région Centre et, 1 130 ont lieu entre la zone de La Châtre et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : la zone d'emploi de **Châteauroux** (2 132 entrées et sorties, soit 46 % du total des déplacements). Des flux, de moindre ampleur, sont également observés avec le **Limousin** (520 entrées et sorties), les zones d'emploi d'**Argenton-sur-Creuse** (507), **Saint-Amand-Montrond** (367) et **Issoudun** (245).

La zone est marquée par un déséquilibre des migrations domicile-travail : les sorties d'actifs salariés sont 2 fois plus nombreuses que les entrées (- 1 484). Le déficit s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la zone d'emploi de Châteauroux (on compte près de 5 fois plus de sorties vers Châteauroux que d'entrées).

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de La Châtre, près de 39 % travaillent hors de cette zone (3 042 personnes), le plus fort taux après les zones d'emploi d'Amboise, de Dreux et de Loches : ils occupent majoritairement un emploi situé dans la zone d'emploi de Châteauroux (1 759, soit 22 % des salariés résidents). On observe aussi des mobilités en direction de la zone d'emploi d'Argenton-sur-Creuse (289, soit 4 % des salariés résidents), du Limousin (183, soit 2 % des salariés résidents), les zones d'emploi d'Issoudun (165), Saint-Amand-Montrond (156).

Plus de 24 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident principalement dans la zone d'emploi de Châteauroux (372, soit 6 % des sala-



riés travaillant dans la zone), le Limousin (336, soit 5 % des salariés), les zones d'emploi d'Argenton-sur-

Creuse (218, soit 3 % des salariés) et Saint-Amand-Montrond (211) et Issoudun (80).

La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

C'est la création de moulins sur les bords de l'Indre, puis le développement des tanneries de cuir qui ont amorcé le développement industriel de la zone d'emploi. Mais ces activités sont restées secondaires par rapport aux activités agricoles. Au 19^{ème} siècle, comme sur l'ensemble du Berry, la confection a mobilisé des milliers de femmes, parfois à travers quelques entreprises, mais surtout à domicile. Mais l'ensemble de la filière confection a été mise à mal, et presque toutes les entreprises ont disparu, notamment Veyrier, qui travaillait pour l'armée et qui avait employé jusqu'à 400 personnes.

En 1934, Roger RAULT crée un atelier artisanal de typographie, qui intégrera ensuite les procé-

dés les plus innovants, notamment pour les marchés des administrations. Elle emploie aujourd'hui 160 salariés.

En 1936, l'entreprise de travaux publics SEGEC est créée à La Châtre. Elle aura réalisé l'essentiel des réseaux d'eau potable et d'assainissement du Sud de l'Indre, des stations d'épuration et différents ouvrages d'art, notamment sur l'A20. Devenue filiale du groupe Colas, elle emploie une centaine de salariés.

C'est en 1979, qu'après quatre années de négociations avec les responsables locaux, l'entreprise américaine BAXTER choisit La Châtre pour une de ses plus importantes implantations européennes. Sous le nom de Fen-

wal depuis 2007, elle emploie environ 680 personnes pour la production de poches de sang et d'appareillages de traitement sanguins.

En 1974, les pompes Guinard créent une usine à Neuvy-Saint-Sépulchre qui emploiera plusieurs centaines de salariés et sera fermée en 1998, une partie de ses activités étant reprise par le groupe ESPA (50 salariés).

La zone accueille des entreprises de secteurs divers, mais on doit y signaler notamment les entreprises Safig-Steamway, qui emploie 70 salariés dans la numérisation de fonds d'archives d'actes civils, de catalogues de bibliothèques et d'ouvrages.

La zone d'emploi de La Châtre se caractérise par une prédominance de la sphère résidentielle

Dans la zone, l'économie résidentielle - qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux - représente 47 % des effectifs salariés. Ce pourcentage est nettement supérieur à la moyenne régionale (+ 8 points). Trois secteurs contribuent à cette surreprésentation : la **"construction"** qui représente 11,4 % des effectifs salariés dans la zone contre 7,4 % en région (avec notamment la présence de la Société d'Entreprises Générales et d'Exploitations du Centre) ; le **"commerce de détail"** qui représente 10,2 % contre 7,4 % en région (avec les supermarchés Super U et Intermarché) ; et les **"hôtels et restaurants"** qui représentent 3,6 % contre 3,1 % en région (avec le complexe hôtelier Les Dryades).

La structure de l'emploi salarié se distingue également par le poids important de la fonction publique (26 %, contre seulement 24 % pour la région). Plus précisément, deux secteurs sont très supérieurs à la moyenne régionale. **"La santé et l'action sociale"** - dont les effectifs se répartissent entre la sphère publique et la sphère résidentielle - représente 15,3 % des effectifs salariés de la zone contre 12,9 % en région. Ceci s'explique

principalement par l'implantation du Centre hospitalier de La Châtre, du Centre d'Aide par le Travail L'espoir, de la maison de retraite Le Castel, du centre de convalescence et diététique, et de l'association en faveur des handicapés et inadaptés. Avec 13,8 % (contre 11,8% en région), **"l'administration"** a également un poids important, et ce

par la présence de la Direction Départementale de l'Équipement et de la Mairie de La Châtre.

Dans une industrie faiblement représentée, cinq activités spécifiques

La proportion d'emplois dans la sphère productive - activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - est inférieure

dans la zone d'emploi de La Châtre à celle de la région (respectivement 27 % et 37 %). L'industrie occupe proportionnellement moins d'emplois dans la zone. Cependant, deux secteurs sont nettement surreprésentés : le secteur **"équipements électriques et électroniques"** représente 7,6 % des emplois dans la zone (contre 1,1 % en région), en raison de la présence de Fenwal, fournisseur de produits et services pour la transfusion sanguine et la collecte de sang, et le secteur **"édition, imprimerie, reproduction"** emploie 2,7 % des effectifs (contre 1,1 % en région) du fait de l'implantation de l'imprimerie RAULT. Dans une moindre mesure, trois autres secteurs sont surreprésentés : **"l'industrie agricole et alimentaire"**, **"le bois et papier"** et **"le textile"**. Ils occupent ainsi 4,5 % des emplois dans la zone contre 3,5 % dans la région.

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	1 247	19,9	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	193	3,1	2,5
<i>Biens de consommation</i>	219	3,5	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	609	9,7	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	194	3,1	9,0
<i>Energie</i>	32	0,5	1,5
Construction	717	11,4	7,4
Commerce	984	15,7	13,5
Services	3 330	53,0	57,0
<i>dont Transports</i>	243	3,9	4,7
<i>Activités financières</i>	93	1,5	3,0
<i>Activités immobilières</i>	18	0,3	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	407	6,5	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	324	5,2	5,0
<i>Éducation, santé, action sociale</i>	1 379	22,0	20,2
<i>Administration</i>	866	13,8	11,8
Ensemble	6 278	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	6 278	100	100
Sphère productive	1 722	27,4	37,1
Sphère résidentielle	2 940	46,8	38,9
Fonction publique	1 616	25,7	24,1

Sources : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de La Châtre (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
FENWAL (Ex BAXTER S.A.S)	250 à 499 salariés	Industries des équipements électriques et électro-Fabrication de matériel médicochirurgical
CENTRE HOSPITALIER DE LA CHATRE	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
IMPRIMERIE RAULT	100 à 149 salariés	Edition, imprimerie, reproduction
SOC ENTREPRISE GENER EXPLOIT CENTRE	100 à 149 salariés	Construction
LYCEE GENERAL TECHNOLOGIQUE GEORGE SAND	100 à 149 salariés	Éducation
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	50 à 99 salariés	Administration publique
COMMUNE DE LA CHATRE	50 à 99 salariés	Administration publique
COLLEGE LA CHATRE	50 à 99 salariés	Éducation
ADPEI L'ESPOIR - CAT FOYER D HEBERGEMENT	50 à 99 salariés	Santé, action sociale
MAISON DE RETRAITE LE CASTEL	50 à 99 salariés	Santé, action sociale
SAFIG NUMWAY	50 à 99 salariés	Conseils et assistance
ETABLISSEMENTS R. BLANCHET	50 à 99 salariés	Transports
SODINO - SUPER U	50 à 99 salariés	Commerce de détail, réparations
ESPA PRODUCTIONS FRANCE SAS	50 à 99 salariés	Industries des équipements mécaniques
RESID GOLF DRYADES PAYS DE GEORGE SAND	50 à 99 salariés	Hôtels et restaurants
SAS MENUISERIE MOREAU	50 à 99 salariés	Construction
TIVOLI DISTRIBUTION - INTERMARCHÉ	50 à 99 salariés	Commerce de détail, réparations
CENTRE CONVALESCENCE ET DIETETIQUE	50 à 99 salariés	Santé, action sociale
ASS EN FAVEUR DES HANDICAPES ET INADAPTE	20 à 49 salariés	Santé, action sociale
SARL ROGER BONNIN ET FILS	20 à 49 salariés	Agriculture, sylviculture, pêche

source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Près de 1 400 établissements implantés dans la zone de La Châtre en 2006

Fin 2006, la zone de La Châtre compte 1 393 établissements, soit 1,3 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements est légèrement moins importante dans les services, au profit de la construction et du commerce. Elle est en revanche comparable dans le secteur de l'industrie.

L'une des plus fortes croissances du stock d'établissements dans l'industrie

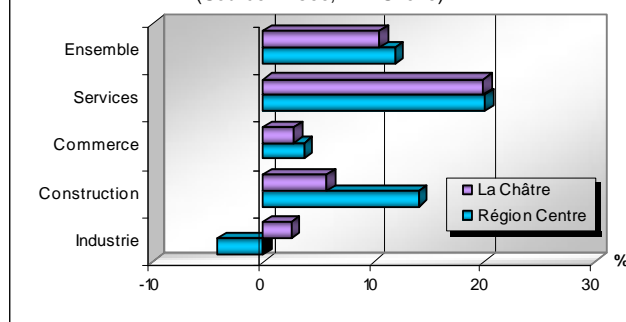
Dans l'ensemble, le stock d'établissements s'est accru de 10,6 % entre 2000 et 2006, une hausse légèrement inférieure à celle de la

région Centre (12 %).

Cependant, sur cette période, la zone d'emploi de La Châtre a vu son nombre d'établissements augmenter dans tous les secteurs y compris dans l'industrie (+ 2,6 %). Cette hausse la place au 2^{ème} rang des zones d'emploi de la région Centre, alors que cette dernière a subi des pertes dans ce secteur (- 4,1 %).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 20 %, une hausse identique à celle de la région Centre. Le secteur de la construction a, en revanche, faiblement augmenté par rapport à la région (+ 5,8 % dans la zone contre 14,1 % en région).

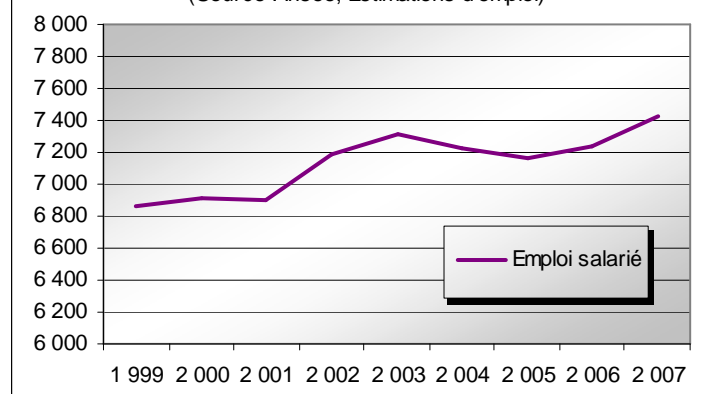
Evolution du nombre d'établissements entre 2000 et 2006 par secteur d'activité (Source : Insee, REE Sirène)



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié

Emploi salarié sur la zone d'emploi de La Châtre (Source : Insee, Estimations d'emploi)



Une baisse de l'emploi industriel de 2004 à 2007.

Entre décembre 1999 et décembre 2007, le nombre des salariés augmente de 570 emplois. Cette période se décompose en 4 phases :

* fin 1999–Fin 2001 : quasi-stabilité de l'effectif salarié (+ 0,2 % par an) ;

* fin 2001–Fin 2003 : Forte croissance du nombre de salariés (+ 3%/an) ;

* fin 2003–Fin 2005 : baisse de l'effectif (-1%/an) ;

* fin 2005–Fin 2007 : hausse du nombre de salariés (+1,9 %/an).

De 2004 à 2007, l'emploi industriel décline de manière importante (notamment fabrication d'appareils médico-chirurgicaux et le secteur de l'habillement et du cuir). Dans le commerce, les effectifs se sont stabilisés, après une très forte croissance entre 2000 et 2003. La croissance des emplois

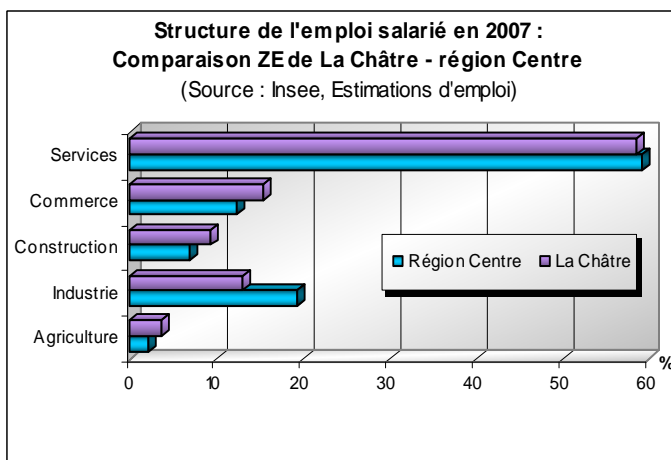
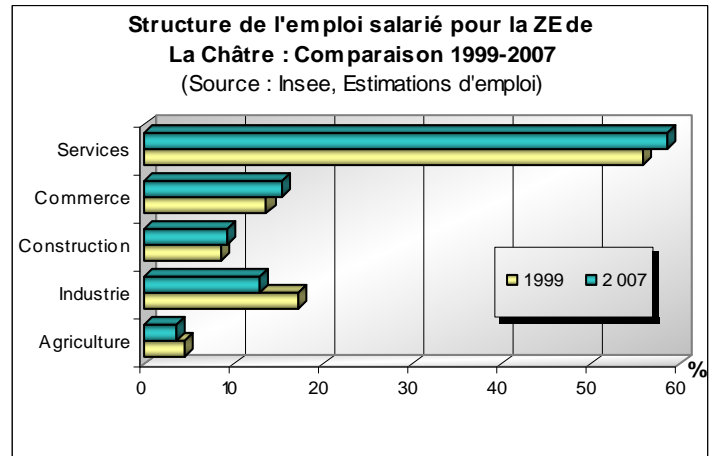
s'est maintenue dans la construction de 2004 à 2007. Elle s'est accentuée dans les services. Dans ce secteur, les principales créations concernent les activités associatives. En revanche, le nombre de salariés diminue dans les entreprises de travail temporaire.

Avec les fortes pertes d'emplois depuis 2003, la présence de l'industrie diminue dans la zone : sa part dans l'emploi salarié est passée de 17,2 % fin 1999 à 13,0 % fin 2007. Cette ré-

duction s'est faite essentiellement au bénéfice de la construction, du commerce et des services.

En 2008, la diminution de l'emploi salarié s'est accentuée au cours du dernier trimestre.

En décembre 2007, La Châtre se caractérise par une très faible présence de l'industrie (13 % des salariés contre 19,4 % en région). Inversement, l'agriculture, la construction et le commerce sont surreprésentés dans la zone.



En 2006, des créations d'emplois dans les établissements de 10 salariés ou plus

Comme pour l'ensemble des emplois salariés, les effectifs diminuent en 2004 et 2005 dans les établissements privés de 10 salariés ou plus (- 142 et - 122 réciproquement). En 2006, cette tendance s'inverse. Les entrées sont supérieures aux sorties de 104 personnes. Cette croissance ne concerne que les femmes.

Les entrées et les sorties se concentrent dans la "santé et l'action sociale", les "transports" et le "commerce de détail, réparations" (72,1 % des mouvements de main d'œuvre). Ces trois secteurs créent des emplois salariés. En revanche, des emplois disparaissent dans les "industries des équipements électriques et électroniques" et dans le "commerce de gros".

Chômage

De 2001 à 2007, une faible réduction du chômage pour les femmes âgées et les hommes adultes

De 2001 à 2007, l'évolution du marché du travail est plus favorable dans la zone de La Châtre qu'en région. En effet, la réduction du chômage des années 2005 à 2007 est beaucoup plus forte dans la zone qu'en région.

Cette amélioration du marché du travail touche principalement les femmes de 25 à 49 ans et les jeunes. Elle est beaucoup moins forte pour les femmes âgées de 50 ans ou plus et les hommes de 25 - 49 ans.

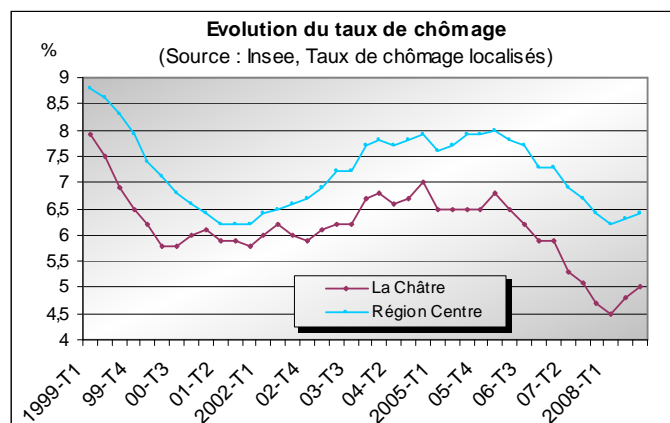
Le chômage de la zone de La Châtre se caractérise par une forte proportion de personnes de 50 ans ou plus et une faible proportion de jeunes.

En 2008, la croissance du nombre de demandeurs d'emploi est une des plus fortes de la région : elle concerne surtout les hommes et les jeunes.

De fortes tensions sur le marché du travail pour les métiers du bâtiment et du commerce

En 2007, les tensions sur le marché du travail (rapport entre les offres et les demandes d'emploi enregistrées) sont proches de la moyenne régionale : elles cachent de fortes disparités selon le domaine professionnel.

Ainsi, cette tension est très élevée pour les emplois qualifiés du bâtiment et pour les emplois de caissiers, d'employés de libre service et de vendeurs. En revanche, elle est faible pour les métiers de services à la personne.



Agriculture

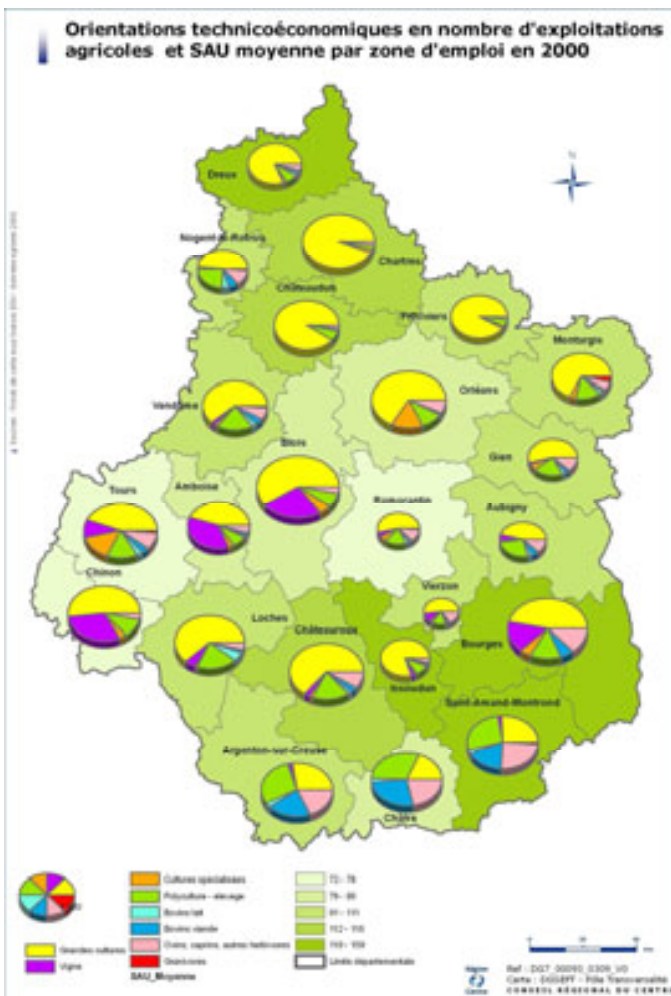
L'élevage dominant

La zone d'emploi de la Châtre est une des rares zones où l'élevage domine largement l'activité agricole. L'élevage bovin allaitant est en effet très présent sur le secteur. En majorité de race limousine, la production est orientée à la fois vers des bovins maigres à destination de l'export, mais également vers l'engraissement, l'abattoir intercommunal de la Châtre jouant un rôle de structuration important. L'organisation très forte autour des groupements de producteurs comme l'ADESREC ou les coopératives d'élevage comme CCBE sont également des éléments

de structuration. L'élevage ovin est présent sur ce secteur avec des démarches également collectives portées par les mêmes opérateurs.

Le territoire se situe aux franges des bassins de production caprine, mais, encore dans l'aire d'Appellation d'Origine Valençay ce qui explique que l'on trouve un certain nombre d'élevage mais en proportion moindre qu'au cœur du bassin.

L'activité d'élevage a permis de préserver les caractéristiques paysagères de la zone et les éleveurs sont très investis dans la conduite et la gestion des



pâturages, bien soutenus par les travaux de la station des Bordes située à proximité de la zone.

La forte densité d'élevages, la capacité des éleveurs à travailler ensemble, et enfin la taille relativement modeste des exploitations évite le recours à l'emploi salarié. Ainsi la zone est celle qui à le moins recourt à cette main d'œuvre au sein de la région Centre.

Nous pouvons également signaler la prise de conscience et la volonté forte de maintien de la biodiversité domestique, notamment, à travers les actions menées par l'Union des Ressources Génétiques du Berry qui fait un

travail important par exemple autour de la poule noire.

Signalons, à titre plus confidentiel, que la zone est également située dans l'aire délimitée de production des vins de Châteaumeillant.

Dans les prochaines années, le territoire sera toutefois confronté à une concurrence forte dans le domaine de l'élevage. Il convient donc dès à présent de réfléchir sur les moyens de franchir ce cap à partir des soutiens de la Politique Agricole Commune et des atouts liés à une production de qualité.

Tourisme

Pays des « Maîtres Sonneurs » (les 34^{es} Rencontres Internationales des Luthiers et Maîtres Sonneurs se tiendront du 10 au 14 juillet au château d'Ars), le territoire est également renommé pour la Maison de George Sand, à Nohant-Vic,

les Rencontres Internationales Frédéric Chopin (qui s'y dérouleront du 17 au 24 juillet), et pour la maison Jacques Tati, ouverte le 4 avril 2009 à Sainte-Sévère-sur-Indre, ville dans laquelle le réalisateur avait tourné le film « Jour de Fête ».

Un environnement préservé, l'art roman, un riche patrimoine religieux et des châteaux agrémentent les séjours des amateurs de randonnée, de littérature et de musique.

Capacités d'hébergements touristiques

Hôtellerie : 13 hôtels dont 11 hôtels-restaurants (448 lits)

Hôtellerie de plein air : 11 campings (1 362 places)

Randonnée pédestre

Les principaux circuits sont :

- * GR 46, à l'ouest de La Châtre, rejoignant Sainte-Sévère-sur-Indre ;
- * GR 654, entre La Châtre et Châteaumeillant ;
- * GRP « Maîtres Sonneurs », à l'est de La Châtre, passant par la Maison de George Sand à Nohant-Vic.

Les sentiers secondaires (Itinéraires de Promenades et de Randonnées) sont :

- * « Jour de Fête », à Sainte-Sévère-sur-Indre ;

- * « La source de l'Indre », à Saint-Priest-la-Marche.

Golf

« Les Dryades » à Pouligny-Notre-Dame : 243 licenciés (37 % des licenciés de l'Indre ; 2^e club du département).

Sites touristiques

La zone comprend 17 sites touristiques, le nouveau étant la Maison de Jour de Fête ouverte en 2009 à Sainte-Sévère-sur-Indre.

9 sites ont accueilli plus de 1 000 visiteurs en 2007 :

1. Maison et Jardin de George Sand à Nohant-Vic : 36 495

- visiteurs ;
2. Château de Sarzay : 6 400 visiteurs ;
3. Musée George Sand et de la Vallée Noire à La Châtre : 4 497 visiteurs ;
4. Moulin d'Angibault à Montipouret : 4 481 visiteurs ;
5. Reconstitution d'un intérieur berrichon à Lys-Saint-Georges : 4 069 visiteurs ;
6. Basilique de Neuvy-Saint-Sépulchre : 3 946 visiteurs ;
7. Maison des Traditions à Chassignoles : 2 408 visiteurs ;

8. Château du Coudraye à Verneuil-sur-Igneraie : 1 098 visiteurs ;

9. Musée des Racines à Thivet-Saint-Julien : 1 067 visiteurs.



Musée G Sand et de la Vallée Noire

Préparer l'avenir à travers la formation

Le lycée polyvalent George Sand

Malgré sa très jeune existence, le lycée polyvalent George Sand est l'héritier d'une longue tradition d'enseignement secondaire à La Châtre, qui débute à la fin du Moyen âge. C'est en effet en 1498 qu'une institution mixte (financée à la fois par le pouvoir ecclésiastique et le corps municipal) voit le jour à proximité de l'église Saint Germain. Elle prend le nom de Collège de La Châtre et subsistera jusqu'à la Révolution.

En 1807, la municipalité décide d'acquiescer l'hôtel du Marquis de Villaines pour y installer définitivement l'école secondaire publique. L'enseignement y devient mixte en 1937. C'est en 1954, à l'occasion du Cent Cinquantenaire de la naissance de George SAND que l'établissement prend comme patronyme le nom de l'écrivain.

En 1970, le lycée est implanté à la périphérie de La Châtre dans un vaste espace verdoyant, jouxtant la piscine et le parc des sports. On parle dès lors de la cité scolaire George Sand car elle regroupe le lycée avec un collège annexé et le lycée professionnel. Depuis le mois de septembre 1995, le collège a été séparé du lycée polyvalent qui regroupe désormais le lycée général et tech-

nologique et le lycée professionnel.

Ce lycée accueille 518 lycéens répartis dans les filières générales littéraires, scientifiques, économiques et sociales ainsi que technologique (option Sciences et Technologie de la Gestion). Il dispense également des formations professionnelles telles que le CAP agent polyvalent de restauration, le BEP sanitaire et social, le BAC Pro hygiène environnement, les CAP charpentier bois et tapissier, le BAC Pro Technicien constructeur bois, le CAP ébéniste, le Brevet des Métiers d'Art (BMA) option ébénisterie. Par ailleurs, pour les jeunes qui souhaitent se diriger vers les métiers d'art, ils peuvent accéder à des formations complémentaires axées sur la restauration de meubles anciens (statut scolaire ou apprentissage). De même, une formation complémentaire lutherie par la voie de la formation scolaire ou continue est proposée - **unique en région Centre**, elle fait partie des trois formations existantes en France avec le CAP lutherie à Lyon et le Diplôme des Métiers d'Arts (DMA) à Mirecourt dans les Vosges.

L'Apprentissage

Actuellement, 11 apprentis se forment au CAP charpentier bois et 14 au BMA ébéniste au lycée professionnel George Sand.

La formation professionnelle

L'offre de formation de la zone se concentre sur le CAP ou le BEP. Cinq domaines sur dix-sept sont dispensés dans cette zone, notamment les domaines caractéristiques suivants : bois et matériaux associés, matériaux souples, services à la collectivité.

La formation continue

Sur le volet de l'insertion professionnelle, le Conseil régional finance sur le bassin de La Châtre une action de découverte des métiers qui permet d'apprendre en ateliers les gestes professionnels liés aux métiers de la propreté, de la cuisine et du service, de la vente, de l'aide à domicile et des métiers du bâtiment (peintre, plaquiste, carreleur, maçon et couvreur). Cette action mobilise les plateaux techniques du lycée professionnel Châteauneuf à Argenton-sur-Creuse pour les publics en formation continue.

Sur le volet qualifiant, les formations sont diversifiées et parfois très spécifiques, mettant ainsi l'accent sur la valorisation du patrimoine territorial.

Exemples :

- ✦ Une formation prépare les demandeurs d'emploi à l'utilisation de matériel de forage de branchements sans tranchée, unique formation de ce

type en France.

La Châtre, labellisée « Ville et Métiers d'Arts », propose des formations à la sculpture ornementale sur pierre et à la taille de pierre à travers l'organisme de formation FO.RE.PAB qui va devenir une antenne du CFA de Châteaurooux.

Enfin, d'autres formations qualifiantes sont proposées sur ce bassin pour les métiers de l'aide à la personne, de l'industrie et du bâtiment.

La zone bénéficie de la présence d'un Espace Libre Savoie géré par le GRETA de l'Indre à la Maison des Jeunes et de la Culture de LA CHATRE.



Lycée Georges Sand

Des atouts pour l'avenir

Une identité affirmée, mais ouverte

Le Boischaud aurait-il inversé la pente d'une démographie en dépression ? Le premier indice d'une croissance de 0,08 % entre 1999 et 2006, pour la zone d'emploi de La Châtre, donne une tendance à la stabilisation, malgré un solde naturel négatif. C'est donc le solde migratoire qui a fait basculer positivement la courbe démographique. Dans un raccourci caricatural, on pourrait définir la composition de ce territoire comme rurale et vieillissante (cf. la rubrique Population, page 3). L'apport de néo-retraités, Berrichons en mal du pays, résidents secondaires faisant souche à la retraite, Britanniques attirés par la tranquillité et les prix de l'immobilier, explique en partie ce phénomène. Une autre partie pourrait être attribuée à des nouveaux arrivants actifs souhaitant concilier la qualité de la vie avec un projet professionnel. C'est le cas de l'agriculture où, sans un apport en capital important, des néoruraux peuvent s'installer sur de petites superficies. L'agritourisme, une agriculture extensive moins dépendante du marché, l'émergence du bio et de circuits courts de la production à la distribution, permettent de se démarquer des modèles économiques dominants et de s'ancrer sur ce territoire à l'identité affirmée, dit-on, mais ouvert aux nouveaux arrivants.

Une nouvelle économie fondée sur le durable

Comment attirer ou créer des entreprises sur le territoire, malgré son enclavement ? La croissance de Safig Streamway, à La Châtre, spécialisée dans la numérisation de documents, démontre que ce territoire n'est pas à l'écart des TIC. Mais on pense également à des entreprises pouvant se développer autour des nouvelles énergies, « éco-compatibles » avec l'environnement. L'agroalimentaire, avec notamment la présence de l'abattoir de La Châtre,

pourrait engendrer de nouvelles activités alimentées par la production locale. Il y a, sur ce territoire, une capacité de production et d'autonomie, une qualité de l'environnement, un tissu associatif dynamique qui justifierait une nouvelle approche par un bien-être local brut, pendant de l'indice développé par le Bhoutan du Bonheur national brut. La France ne serait, en matière de mesure du bonheur, qu'à une médiocre 64^{ème} place sur 178 pays !

Les applications de la biodiversité

La Société pomologique du Berry (SPB), à Neuvy-Saint-Sépulchre, fondée en 1984, s'est donné pour mission de sauvegarder et de promouvoir les arbres fruitiers à pépins et à noyau – mais aussi la vigne – issus du terroir. Ainsi, la très dynamique SPB a-t-elle créé trois vergers conservatoires, un verger expérimental et un verger école. L'une de ses autres missions est de faire connaître les usages traditionnels de ces variétés fruitières et d'en encourager l'utilisation dans des applications culinaires.

Dans un même registre, le Centre des ressources génétiques du Berry (CRGB), à La Châtre, apporte son expertise scientifique pour l'étude des races ou espèces ou variétés locales. C'est ainsi qu'il contribue, par exemple, au plan de sauvegarde de l'âne Grand noir du Berry, à la définition d'un plan d'élevage de la race ovine berrichonne, ou accompagne la création d'une filière locale de production de la Noire du Berry, un poulet aux qualités gastronomiques à valoriser.

Une incroyable offre culturelle



Aurora Dupin n'oubliera pas le Boischaud-sud en devenant

George Sand. Son œuvre littéraire est en grande partie imprégnée de ce territoire. La Bonne dame de Nohant, dont la maison est entrée dans le patrimoine national, fit de sa demeure un impressionnant cénacle de gens de lettres, peintres et musiciens du 19^{ème} siècle. Cet héritage se perpétue via le Pays de George-Sand en son musée de La Châtre et à travers un parcours patrimonial renvoyant à l'œuvre de l'écrivain : forteresse de Sarzay et moulin d'Angibault, châteaux de Saint-Chartier et d'Ars entre autres monuments sandiens. Cette mémoire est également inscrite dans deux festivals de notoriété internationale avec les Fêtes romantiques de Nohant, en juin, et les Rencontres internationales Frédéric Chopin, en juillet, qui se déroulent à Nohant et La Châtre où le pianiste et compositeur polonais a composé la majorité de son œuvre.

Les Maîtres sonneurs en leur terroir



Depuis 34 ans, les Rencontres internationales de luthiers et maîtres sonneurs sont devenues le premier festival européen des musiques traditionnelles. Sur quatre jours, 130 luthiers et une trentaine de concerts animent le château d'Ars, nouveau lieu du festival après 33 ans passés à Saint-Chartier. Pour situer l'ampleur de la manifestation, les organisateurs annoncent 40.000 entrées.

Jour de fête en sa maison de Sainte-Sévère



La complicité de Jacques Tati et des habitants de Sainte-Sévère, lors du tournage de *Jour de fête* en 1947, valait

bien ce joyeux mémorial. La Maison de Jour de fête, ouverte depuis le 4 avril 2009, plonge dans l'atmosphère des années 50 hantée par la silhouette dégingandée de François le facteur. Le parcours va bien au-delà d'une simple reconstitution nostalgique en proposant un voyage multi sensoriel.

Les Dryades, du haut de gamme en Berry

Pouigny-Notre-Dame abrite le seul hôtel quatre étoiles de l'Indre. Les Dryades, du groupe espagnol Balboa, compte 85 chambres et suites qui jouxtent un golf 18 trous et comprend un nouveau centre de balnéothérapie. Pour compléter son offre, prisé notamment des parisiens en quête d'accalmie et de luxe, l'hôtelier projette la construction d'un ensemble immobilier de 600 logements sur le site qui s'étend sur 70 hectares.



Agenda 21 de la région Centre

Département de l'Indre-et-Loire



Regard sur la zone d'emploi de Tours

157



Regard sur la zone d'emploi d'Amboise

169



Regard sur la zone d'emploi de Chinon

181



Regard sur la zone d'emploi de Loches

193

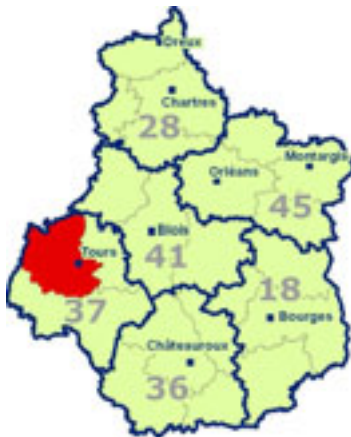


Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Tours

Forum territorial du jeudi 09 juillet 2009

Présentation générale de la zone d'emploi de Tours



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	398 794	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,70 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	15,8 %	////
Superficie (km ²)	2 067	39 151
Densité (habitants/km ²)	192,9	64,4
Nombre de communes	94	1 842
Nombre d'emplois total (2007)	170 513	997 840
Nombre d'emplois salariés (2007)	158 317	910 167
Taux de chômage (1T 2009)	8 %	7,8 %

Sources :
 Population : Insee, RP 2006
 Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

La zone d'emploi tourangelle comprend 94 communes et quelque 399 000 habitants. En son sein, la Communauté d'Agglomération Tour(s)plus regroupe 265 000 habitants dont 137 000 habitent la ville de Tours. Les quatorze communes composant Tour(s)plus seront bientôt rejointes par cinq autres. Le total avoisinera 278 043 habitants en 2010. Confrontée à une augmentation de sa population et du nombre de ses emplois (+ 4 000 en dix ans), l'agglomération doit construire des logements. Mais un dilemme se présente : préserver les surfaces agricoles, en premier lieu les vignes, tout en évitant la fuite des jeunes couples avides d'espace et de confort. Depuis le 1er janvier, un abondement du prêt immobilier à taux zéro est en place pour retenir dans l'agglomération des habitants qui n'hésitent pas à s'éloigner de 30 à 40 km afin de trouver un immobilier à des prix moins onéreux. Plusieurs quartiers sortent de terre, dont le quartier des Deux-Lions qui allie densification et mixité entre habitat et activités, et deux nouveaux quartiers conçus en respectant des normes de protection de l'environnement à Joué-lès-Tours et Monconseil, à Tours Nord.

Tours a toujours disposé d'infrastructures de bon niveau. Ancienne capitale royale, la cité tourangelle bénéficie de nombreux axes routiers. Depuis 1974, l'autoroute A10 la relie à Paris. Depuis 2007, l'autoroute A85 assure une transversale Vierzon-Nantes. En 2008, l'A28 a facilité les dessertes vers Le Mans et la Normandie.

Le réseau ferroviaire est également assez dense. Tours est l'épicentre d'une étoile ferrée à huit branches. Depuis septem-

bre 1990, la cité ligérienne n'est qu'à 55 minutes de la capitale grâce au TGV. Un projet de ligne à grande vitesse vers le sud-ouest devrait aussi rapprocher la Touraine de Bordeaux à l'horizon 2015. Le prolongement de l'électrification de la ligne Tours-Vierzon jusqu'à Chagny (Saône-et-Loire), où passe le TGV Paris-Lyon, pourrait multiplier les destinations.

La fondation de Tours remonte au I^{er} siècle ap. JC. Sous l'empire romain, Caesarodunum est une capitale régionale puis devient un centre religieux majeur au moyen-âge autour des tombeaux de St-Martin et St-Lidoire. Siège du pouvoir royal entre 1440 et 1520, Tours a connu à cette époque une urbanisation de qualité et l'implantation de l'industrie de la soie.

Le transfert de la capitale à Paris par François 1^{er} stoppe ce développement. Le percement de la route royale sur le coteau surplombant la Loire à la fin du XVIII^e siècle marque le début d'une nouvelle ère de développement et de remaniement de la cité. A la fin du XIX^e siècle, la place Jean-Jaurès et les boulevards Béranger et Heurteloup, qui constituaient les faubourgs sud de la ville, en deviennent le centre. En 1851, l'arrivée du chemin de fer non loin confirme cette orientation vers le Sud et Tours tourne alors le dos à la Loire. La batellerie, très active jusqu'au XIX^e siècle, décroît rapidement, entraînant avec elle le déclin de la culture du chanvre qui servait à fabriquer les cordages.

La révolution industrielle a permis d'implanter à Tours plusieurs activités sans qu'aucune ne prédomine. Le paysage industriel est aujourd'hui très

diversifié, puisqu'on retrouve des imprimeries, des équipementiers automobiles, mais aussi de la construction ferroviaire représentée aujourd'hui par les deux principales usines de Faiveley à St-Pierre-des-Corps et La Ville-aux-Dames ainsi que Socofer et Vecchiotti, filiale du groupe Bouygues. Les secteurs santé-pharmacie et électronique profitent du vivier universitaire. Tours compte 28 000 étudiants, dont 23 000 fréquentent l'université François Rabelais répartie sur sept campus. Quelques multinationales ont des implantations importantes comme ST Microelectronics et Sanofi. Le leader français du médicament a même installé à Tours son centre de lutte anti-contrefaçon. La proximité avec l'Île-de-France a enfin favorisé le pôle tertiaire. En lançant une liaison numérique de 100 mégaoctets, l'agglomération vient d'ailleurs de renforcer son attractivité auprès des entreprises de services. Ce tissu économique assez disparate au premier abord permet à l'agglomération tourangelle de traverser la crise moins douloureusement qu'ailleurs en France.

En plein essor démographique, Tours a projeté d'améliorer ses infrastructures : achèvement du périphérique au nord, première ligne de tramway et son corollaire d'aménagements urbains, nouvelle phase de travaux au CHRU, pôle des arts graphiques, musée d'art contemporain...

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

Tours est maintenant devenue un nœud autoroutier majeur avec des liaisons directes vers Angers, Le Mans, Orléans, Vierzon, Poitiers, au cœur du maillage autoroutier national qui n'est plus désormais exclusivement tourné vers Paris. Avec l'autoroute A85, on fait ainsi un lien entre le grand Ouest et le sillon rhodanien en passant par Tours.

Le passage de l'A10 en plein cœur de l'agglomération pose la question d'un contournement, et le périphérique de Tours devrait être complet dans les années à venir.

Le complexe ferroviaire de Tours-St Pierre des Corps se trouve au cœur d'une étoile ferroviaire à huit branches pour des dessertes TER (plus une branche TGV) vers Orléans, Vierzon-Bourges-Nevers, Loches, Chinon, Port de Piles, Saumur, Vendôme-Châteaudun, Château du Loir. S'ajoutent des liaisons interrégionales vers Nantes (interloire Orléans-Nantes), Lyon et, depuis le 14 décembre 2008, Dijon. Cette desserte ferroviaire est elle-même complétée par une importante desserte par autocars TER, notamment vers Loches - Châteauroux, vers Châteaudun - Chartres et, dans une moindre mesure, vers Chinon et Château-du-Loir. L'offre proposée sur l'ensemble de ces lignes génère un trafic en hausse constante ; il a augmenté de près de 20% sur les trois dernières années.

A noter également les relations longues distances assurées par SNCF Corail Intercités (Aqualys Tours-Orléans-Paris, Tours-Le Mans-Caen, Nantes-Tours-Lyon) et bien sur l'importante desserte TGV vers Paris, Bordeaux mais aussi Lille, Lyon, Marseille et Strasbourg.

L'aéroport Tours Val de Loire, partagé entre les usages civils et militaires, accueille plus de 100 000 passagers par an, dont la majorité est transportée par la société low cost Ryanair.



24 cantons composent la zone d'emploi de Tours qui compte 398 794 habitants.

Canton	Population
Azay-le-Rideau (*)	12 428
Ballan-Miré	23 732
Bourgueil (**)	903
Chambray-lès-Tours	20 910
Château-la-Vallière	9 707
Joué-lès-Tours (2)	36 233

Canton	Population
Langeais	11 603
Luynes	21 173
Montbazou	23 160
Montlouis-sur-Loire	20 885
Neuillé-Pont-Pierre	13 087
Neuvy-le-Roi	6 455

Canton	Population
Saint-Avertin	13 931
Saint-Cyr-sur-Loire	16 366
Saint-Pierre-des-Corps	15 651
Tours (7)	136 942
Vouvray (partiellement)	15 628

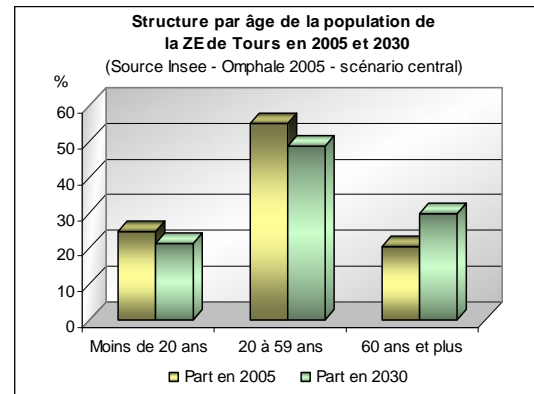
(*) Hors Rigny-Ussé et de St Benoît-la-Forêt qui font parties de la zone d'emploi de Chinon

(**) Sur les 8 communes qui composent le canton de Bourgueil, seules les communes de Continvoir et Gizeux font parties de la zone d'emploi de Tours

Une population un peu plus jeune que la moyenne régionale

La structure par âge de la population est équilibrée : l'indice de vieillesse, rapport entre la population des 60 ans et plus et celle des moins de 20 ans, est de 0,86 pour l'année 2006, à comparer avec un indice régional de 0,96. Sans figurer dans le trio de tête des zones d'emploi où la popula-

tion est la plus jeune (Orléans, Chartres, Dreux), la zone d'emploi tourangelle présente donc un bon équilibre générationnel. Si les tendances démographiques observées jusqu'en 2005 se poursuivaient à l'identique sur la zone d'emploi, l'indice de vieillesse atteindrait 1,4. Il resterait inférieur à l'indice régional (1,5) (2).



Revenus

2006	Zone d'emploi	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	17 588 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des ménages (part en %)		
Revenus salariaux	64,5 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	24,9 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	5,8 %	6,4 %
Autres revenus	4,9 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	35,7 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Le revenu fiscal médian par unité de consommation des ménages de la zone d'emploi de Tours s'établit pour 2006 à 17 588 €, soit 557 € de plus que celui de la région (écart de +3,3 %). En d'autres termes, la moitié des habitants de la zone vit dans un ménage qui déclare un revenu supérieur à 17 588 €.

Parallèlement, la part des ménages non imposés est de 35,7 %, un taux légèrement inférieur au taux régional.

Sur la zone d'emploi orléanaise le revenu médian est de 18 578 € et la part des ménages non imposés est de 30,4 %.

La structure des revenus selon leur origine est similaire à celle de la région, mais avec une légère prépondérance des revenus des salaires (écart de 2,3 pts), ainsi qu'une part plus faible des revenus des pensions et retraites (écart de 1,4 pts) et des revenus des professions non salariées (écart de 0,6 pts).

Équipements et services à la population

L'agglomération tourangelle compte un certain nombre d'équipements métropolitains, qui sont autant d'atouts pour l'attractivité de la zone d'emploi.

Tours, centre de rencontre et d'affaires

Tours constitue la première ville de congrès de la région Centre, et l'une des 10 premières de France. L'équipement du Centre des Congrès Vinci est rare à l'échelle nationale : 7^{ème} auditorium de congrès de France par sa capacité maximale (1 980 places), proximité immédiate à la gare TGV à 1 h. de Paris. Pourtant, à l'instar de nombreuses villes de province, son équipement hôtelier est insuffisant pour lui permettre d'accueillir des congrès internationaux à la hauteur des atouts du Vinci : seules 85 chambres en hôtel 4 étoiles peuvent héberger les congressistes avec un standing adapté.

Récemment achevée, la rénovation du Parc des Expositions permet d'ores et déjà de favoriser la tenue de foires et salons de grande ampleur sur son territoire, avec un ensemble de hal-

les totalisant 22 000 m². Plusieurs atouts distinguent cet équipement des autres : halle de 100 mètres sur 100 mètres, synergie potentielle avec le magasin Ikea tout proche, puissant moteur d'attraction vers Tours (1 million de visiteurs sur les 7 premiers mois depuis son ouverture).

Une infrastructure hospitalière en synergie avec la recherche médicale

Tours est également un pôle de santé et de recherche médicale. Le CHRU bénéficie d'installations physiques reconstruites progressivement depuis les années 1990. Il recèle des laboratoires reconnus leaders dans leur domaine en France, tel le département de virologie, centre national pour la surveillance épidémiologique du sida. Les cliniques privées de l'agglomération, naguère dispersées, se regroupent en 2 pôles de santé bénéficiant également de locaux récents. Les acteurs hospitaliers sont très actifs dans les démarches d'expérimentation et de test de produits innovants. Inversement, les laboratoires de

recherche publics utilisent des équipements comme le Cyclotron, (installé en 2007) pour des analyses de molécules thérapeutiques.

Des équipements garant d'une excellente richesse culturelle, des équipements sportifs en renouvellement.

Les équipements culturels et sportifs participent au rayonnement de l'agglomération. L'attractivité des grands équipements culturels (opéra, etc.) est renforcée par les centres de création et d'interprétation artistiques qui les investissent : orchestre à rayonnement régional, scène de jazz (Le Petit Faucheur) reconnue scène de musique actuelle et de création par le ministère de la culture, notamment. L'agglomération possède des équipements sportifs accueillant des compétitions de haut niveau dans des domaines très différents (volley-ball, football). Certaines installations souffrent néanmoins de vieillissement. Le Centre Aquatique du Lac inauguré en 2006 illustre le renouvellement de l'offre sportive, associant loisirs

et pratique sportive. Il a accueilli 400 000 personnes en 2008. L'agrandissement du stade de la vallée du Cher est programmé.

Commerces de proximité : des questionnements quant au devenir des petits commerces

Hors agglomération, les résidents de la zone d'emploi bénéficient d'un bon maillage de petits commerces. Le taux de couverture de la population est plus élevé qu'en région, hors agglomération. 76 % des habitants non-urbains de la zone ont une boulangerie sur leur commune de résidence, contre 62 % des non-urbains de la région). Néanmoins, l'âge moyen des artisans alimentaires est élevé, ce qui suscite des interrogations quant à la reprise de ces commerces. Ces communes non urbaines bénéficient de même d'un réseau de bureaux de poste plutôt resserré, avec un taux de couverture de 72 %.

De bons indicateurs concernant le niveau d'équipement dans le social et la densité médicale

(2) Ces travaux de projections démographiques ont été réalisés par l'INSEE Centre en partenariat avec le CESR

La zone est caractérisée par un niveau d'équipement et de services à la petite enfance assez inégal ; le secteur Nord-Ouest de la zone est par exemple clairement déficitaire en structures d'accueil. En revanche, au-delà de manques ponctuels, les services et équipements dédiés aux personnes âgées présentent une répartition très correcte

au regard des besoins actuels. La présence des professions médicales de proximité (médecins généralistes, kinésithérapeutes, infirmiers) est globalement satisfaisante, voire très forte localement, mais il existe pour quelques communes rurales ou périurbaines des déficits jugés préoccupants par l'Union Régionale des Caisses

d'Assurance Maladie.

Culture, sports : un accès relativement aisé aux équipements courants

La quasi-totalité des communes dispose d'au moins un équipement sportif sur son territoire, mais l'offre n'a pas suivi la croissance de la demande pour les piscines. Le niveau d'équipe-

ment culturel (bibliothèques, salles polyvalentes) est plutôt supérieur à la configuration moyenne de la région, mais la partie la plus rurale de la zone, au Nord-ouest, paraît manquer d'équipements d'accueil de spectacles. L'offre de cinémas est concentrée sur l'agglomération (3), en dehors de quelques établissements mono-salle.

Déplacements domicile-travail des salariés

2/3 des entrées depuis les zones d'emploi d'Amboise, Chinon et Loches, et 1/4 des sorties vers l'Ile-de-France

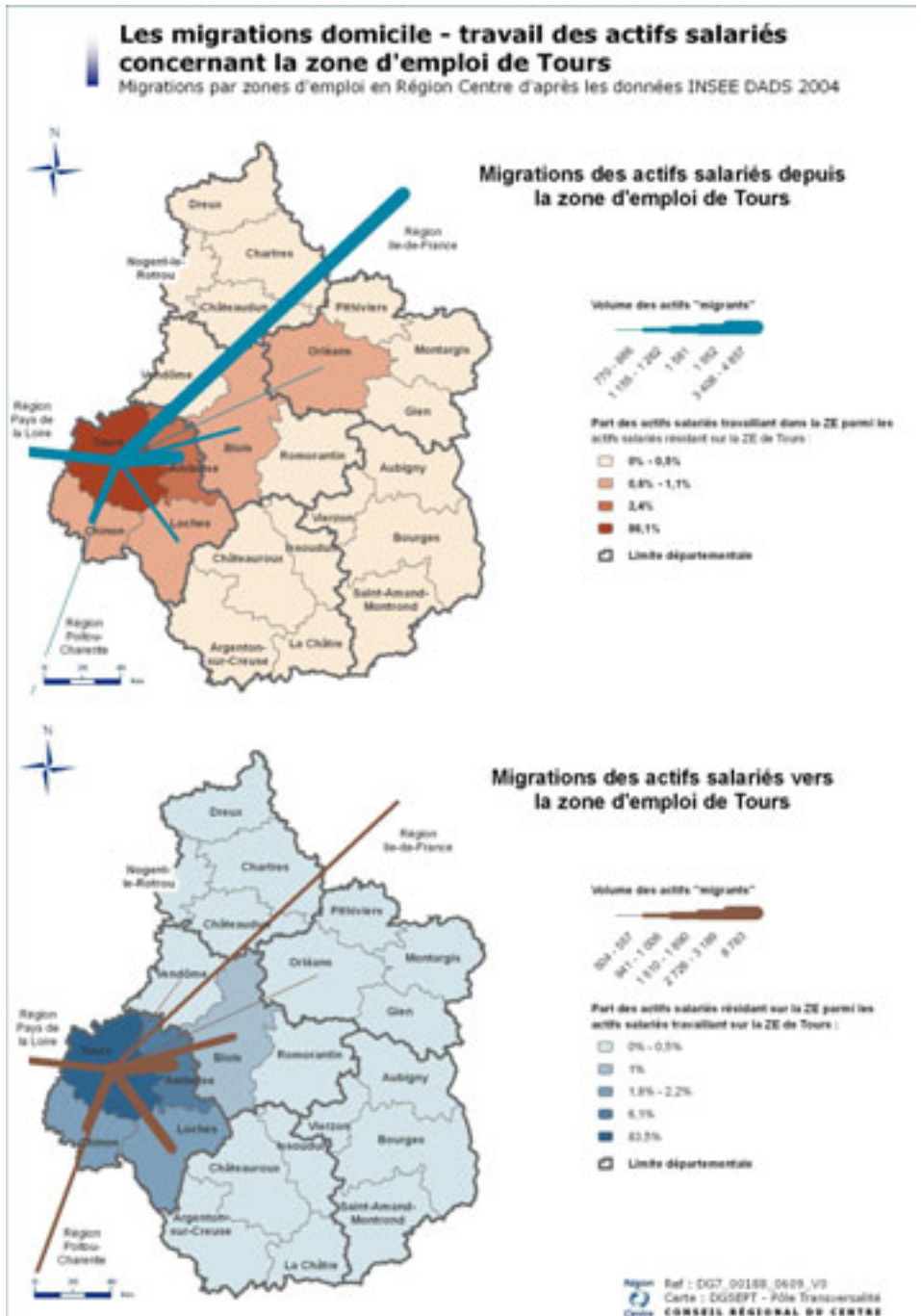
En 2004, 27 548 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi de Tours et les autres zones de la région Centre et 15 826 ont lieu entre la zone de Tours et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : la zone d'emploi d'Amboise (12 191 entrées et sorties soit 28 % du total des déplacements). Des flux, de moindre ampleur, sont également observés avec l'Ile-de-France (5864 entrées et sorties), les zones d'emploi de Chinon (4 770), Loches (3 881), les Pays-de-la-Loire (3 842), la zone d'emploi de Blois (2 772), le Poitou-Charentes (1 711) et la zone d'emploi d'Orléans (1 443).

La zone se caractérise par un léger déséquilibre des migrations domicile-travail : les entrées d'actifs salariés sont plus nombreuses que les sorties (+ 4 403). Cet excédent s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la zone de Tours sur les autres zones du département de l'Indre-et-Loire (on compte 2,5 fois plus d'entrées depuis ces zones que de sorties). En revanche, les échanges avec l'Ile-de-France sont déficitaires (5 fois plus de sorties que d'entrées).

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Tours, près de 14 % travaillent hors de cette zone (19 485 personnes), le plus faible taux après les zones d'emploi d'Orléans et Châteauroux : ils occupent majoritairement un emploi situé en Ile-de-France (4 857 soit 3 % des salariés résidents) ou dans la zone d'emploi d'Amboise (3 407 soit 2 % des salariés résidents). On observe aussi des mobilités en direction des Pays-de-la-Loire (1 952 soit 1 % des salariés résidents) et des zones d'emploi de Chinon (1 581), Blois (1 262), Loches (1 155) et Orléans (886).

Près de 17 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents, le plus faible taux après les zones d'emploi d'Orléans et Montargis. Ces salariés résident principalement dans les zones d'emploi d'Amboise (8 783 soit 6 % des sala-



riés travaillant dans la zone), Chinon (3 189 soit 2 % des salariés), Loches (2 726 soit 2 % des salariés), les Pays-de-la-Loire

(1 890 soit 1 % des salariés), la zone d'emploi de Blois (1 510), l'Ile-de-France (1 006) et le Poitou-Charentes (941).

La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Tours s'est d'abord développée avec le commerce et l'administration. C'est le roi Louis XI qui a suscité les activités de soierie, qui employaient plus de 6 000 ouvriers au 16^{ème} siècle. En 1786, est créée la Poudrerie nationale au Ripault. En 1914, elle fait travailler 6 000 personnes et sera fermée en 1960, ses locaux étant repris par le CEA, qui y fait des recherches sur les matériaux (700 personnes).

L'imprimerie Mame est créée à la fin du 18^{ème}, et occupe plus de 1 000 personnes entre 1860

et 1870. La grande papeterie de Touraine, reprise par Henri Gault en 1905, va fabriquer des emballages pâtisseries pour la France entière.

C'est l'arrivée du chemin de fer en 1848, puis la création dix ans plus tard, d'une gare de manœuvre à St Pierre des Corps qui va modifier profondément l'économie tourangelle. Des industriels s'implantent comme St Gobain, qui fabriquera des phosphates jusqu'en 1957. Les activités de réparation de la SNCF mobilisent environ 1 700

ouvriers. C'est surtout à partir des années 1960, que Tours va connaître un afflux remarquable d'entreprises. Ainsi Faiveley en 1968, qui réalise des pantographes et des mécanisme de fermetures de portes pour les trains. Arrivent aussi Michelin, SKF, tandis qu'Hutchinson rachète la Compagnie des Câbles et matériels Electriques.

Depuis la fin du 18^{ème}, le domaine de la santé a suscité des créations d'entreprises (Metabro, Chemineau), conforté par l'arrivée et des rachats d'en-

treprises (Sogerna—Roger Belon, repris par AstraZanecca et Biophelia et Dausse devenu Synthelabo puis Sanofi-Winthrop Industrie).

En 1973, la Silec Semi-Conducteurs s'implante au Nord de Tours. Elle emploie 600 personnes en 1977 lorsqu'elle devient une filiale de Thomson-CSF, puis 1 000 en 1998 lorsqu'elle entre dans le groupe STMicroelectronics.

Une prédominance de la sphère résidentielle

Avec 43 % des effectifs salariés, l'économie résidentielle - qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux - est très présente dans la zone d'emploi de Tours. Son poids est plus important qu'en région Centre. La surreprésentation de la sphère résidentielle (+ 4 points) est principalement due au secteur des "transports de voyageurs" qui représente 3,2 % des effectifs salariés dans la zone contre 1,6 % en région (SNCF à Tours et Saint-Pierre-des-Corps). Dans une moindre mesure, deux autres secteurs contribuent à cette surreprésentation. Avec les hypermarchés Auchan, Carrefour et Leclerc, le "commerce de détail" est bien développé dans la zone. L'importance de ce secteur s'est récemment renforcée avec l'arrivée du géant du meuble Ikéa. Les "activités financières" ont aussi un poids notable, avec l'implantation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel, la Banque Populaire Val de France et du Crédit Lyonnais. Ces deux secteurs représentent ainsi 11,3 % des effectifs salariés de la zone contre 10,3 % en région.

A noter que la "construction" emploie 7,4 % de l'effectif salarié de la zone et ce, notamment, avec la présence des établissements Forclum Val de Loire et Roulliaud. Le secteur des "postes et télécommunications" représente 2,4 % des effectifs, et ce, avec l'implantation de France Télécom. Le poids de ces deux secteurs dans la structure de l'emploi est semblable à la

moyenne régionale.

La fonction publique représente 24 % des effectifs salariés, une part semblable à celle de la région Centre. Ainsi, avec 22,3 % des effectifs salariés de la zone (contre 20,2 % en région), le secteur de "l'éducation, santé et action sociale", dont les effectifs se répartissent entre la sphère résidentielle et la sphère publique, caractérise la zone de Tours. Ceci s'explique principalement par l'implantation de l'Université de Tours, des centres hospitaliers Bretonneau et Trousseau, de l'hôpital universitaire de Tours et de l'Association

des Services de Soins à Domicile (ASSAD). Enfin, "l'administration" est légèrement sous-représentée dans la zone, malgré la présence de grandes structures telles que la mairie de Tours, le Conseil Général d'Indre-et-Loire et la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

3 secteurs industriels légèrement surreprésentés dans la zone

La proportion d'emploi dans la sphère productive - activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - est inférieure dans la zone d'emploi de

Tours à celle de la région (- 4 points). L'industrie occupe proportionnellement moins d'emplois dans la zone. Cependant, trois secteurs sont plus représentés qu'en région : la "chimie, caoutchouc et plastiques" avec les établissements Michelin, Hutchinson et Plastivoire; "l'édition, imprimerie, reproduction" avec la Nouvelle République du Centre et la "construction ferroviaire", avec Faiveley Transport, spécialisé dans la construction d'équipements pour véhicules de transport de voyageurs. Ces secteurs emploient ainsi 4,5 % des effectifs salariés dans la zone contre 3,8 % en région. Deux autres secteurs caractérisent la zone, (avec 3,3 %) : l'industrie des "composants électriques et électroniques", avec le groupe ST Microelectronics; et des "équipements mécaniques", avec SKF France.

Par ailleurs, la zone d'emploi de Tours se distingue par le poids des services aux entreprises (14 % contre 11 %).

Signalons enfin qu'avec plus de 700 salariés, le Commissariat d'Energie Atomique fait également partie des plus gros employeurs de la zone.

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	21 957	14,9	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	1 823	1,2	2,5
<i>Biens de consommation</i>	3 673	2,5	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	5 349	3,6	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	9 051	6,2	9,0
<i>Energie</i>	2 061	1,4	1,5
Construction	10 863	7,4	7,4
Commerce	20 082	13,7	13,5
Services	94 124	64,0	57,0
<i>dont Transports</i>	9 340	6,4	4,7
<i>Activités financières</i>	5 048	3,4	3,0
<i>Activités immobilières</i>	2 523	1,7	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	20 695	14,1	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	8 313	5,7	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	32 807	22,3	20,2
<i>Administration</i>	15 398	10,5	11,8
Ensemble	147 026	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	147 026	100	100
Sphère productive	42 286	32,8	37,1
Sphère résidentielle	62 807	42,7	38,9
Fonction publique	35 933	24,4	24,1

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Tours (2006 actualisé)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
HOPITAL UNIVERSITAIRE DE TOURS - C.H.R.U BRETONNEAU	3000 à 3999 salariés	Santé, action sociale
HOPITAL UNIVERSITAIRE DE TOURS - C.H.R.U. TROUSSEAU	3000 à 3999 salariés	Santé, action sociale
COMMUNE DE TOURS	3000 à 3999 salariés	Administration publique
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (SAINT-PIERRE-DES-CORPS)	1500 à 1999 salariés	Transports
MANUFACTURE FRANCAISE PNEUMATIQUE MICHELIN	1500 à 1999 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (TOURS)	1000 à 1499 salariés	Transports
SKF FRANCE	1000 à 1499 salariés	Industries des équipements mécaniques
STMICROELECTRONICS SA	1000 à 1499 salariés	Industrie des composants électriques et électro.
HOPITAL UNIVERSITAIRE DE TOURS - C.H.R.U. CLOCHEVILLE-TOURS	750 à 999 salariés	Santé, action sociale
DEPARTEMENT DE L'INDRE ET LOIRE	750 à 999 salariés	Administration publique
CAISSE NATIONALE ASSURANCE VIEILLESSE TRAVAILLEURS SALARIES	500 à 749 salariés	Administration publique
COMMISSARIAT ENERGIE ATOMIQUE - CEA CENTRE DU RIPALT	500 à 749 salariés	Recherche et développement
ASSOCIATION SERVICES SOINS A DOMICILE	500 à 749 salariés	Santé, action sociale
FORCLUM VAL DE LOIRE	500 à 749 salariés	Construction
HUTCHINSON SNC	500 à 749 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
DIRECTION DEPARTEMENTALE SECURITE PUBLIQUE - COMMISSARIAT DE POLICE	250 à 499 salariés	Administration publique
UNIVERSITE DE TOURS FRANCOIS RABELAIS - UFR DE MEDECINE	250 à 499 salariés	Éducation
FRANCE TELECOM	250 à 499 salariés	Postes et télécommunications
PLASTIVALOIRE	250 à 499 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques

source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Près de 18 000 établissements implantés dans la zone de Tours en 2006

Fin 2006, la zone de Tours compte 17 966 établissements, soit 16,6 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements est moins importante dans la construction et l'industrie, au profit des services. Elle est en revanche comparable dans le secteur du commerce.

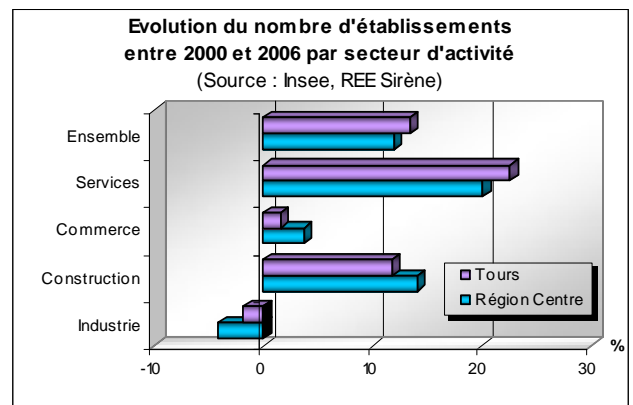
L'une des plus forte hausse du stock d'établissements de la région

Entre 2000 et 2006, le stock d'établissements s'est accru de 13,5

%, une hausse supérieure à celle observée pour l'ensemble de la région (12 %) et qui place Tours au 4^{ème} rang des zones d'emploi de la région.

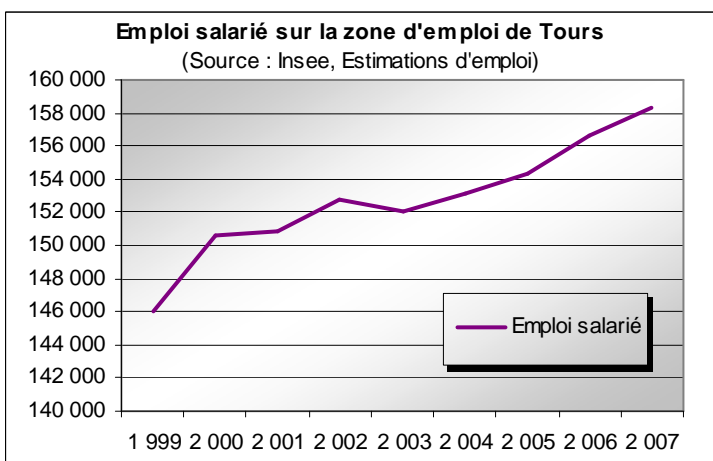
Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel (- 1,8% contre - 4,1 % pour le Centre).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 22,6 % (+ 20,1 % en région Centre). Le secteur de la construction a, en revanche, moins augmenté qu'en région (+ 11,8 % dans la zone contre 14,1 % en région).



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Un regain de créations d'emplois dans les services et la construction de 2004 à 2007

Après une forte croissance en 2000 (+ 3,1 %), la zone de Tours connaît un très net ralentissement de ses créations d'emplois de 2001 à 2007 (+ 0,7 % par an). Le rythme de progression de l'emploi sur la zone est néanmoins supérieur à celui de la région (+0,3 %/an sur la même période). Les emplois disparaissent

dans l'industrie (- 0,9 % par an) et dans le commerce (- 0,2 % par an) ; ils s'en créent dans la construction (+ 3,1 % par an) et dans les services (+ 1,1 %). De 2004 à 2007, le regain de croissance dans ces deux secteurs contribue à une forte progression de l'emploi dans la zone tourangelles.

Les disparitions d'emplois dans l'industrie concernent les secteurs "caoutchouc et matières plastiques",

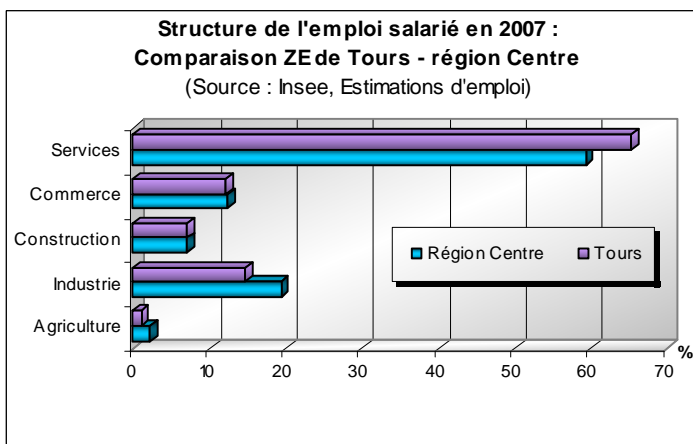
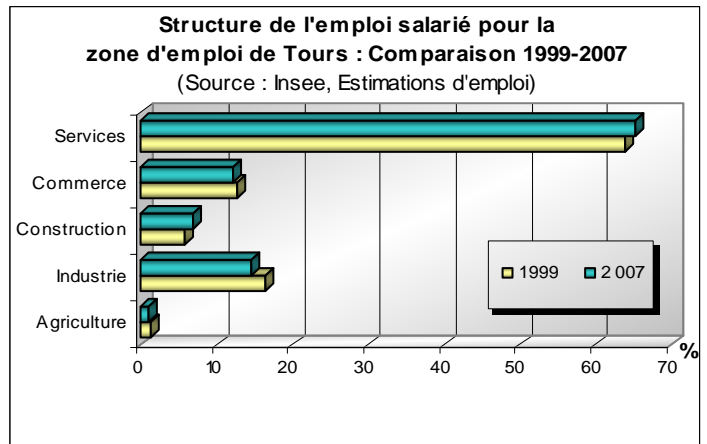
"construction navale, aéronautique et ferroviaire" et "industrie des équipements du foyer". Dans les services, les créations se situent principalement dans les services opérationnels (sociétés de sécurité et de nettoyage et entreprises de travail temporaires), dans les secteurs "conseils et assistance", "hôtels et restaurants", "santé et action sociale" et "transports".

En 2007, les services demeurent une caractéristique forte de la zone d'emploi de Tours : ils regroupent

65 % des salariés contre 59 % en région. La forte présence des services a favorisé la croissance de l'emploi sur la période 2001 à 2007. Le secteur de la construction a également contribué à la dynamique d'emploi.

En 2008, l'emploi salarié du secteur concurrentiel diminue à nouveau depuis le deuxième trimestre, d'après les données de l'URSSAF.

Des créations d'emplois dans les établissements privés de 10 salariés ou plus



en 2006

Comme pour l'ensemble des emplois salariés, les effectifs augmentent dans les établissements privés de 10 salariés ou plus en 2004 : la différence entre les entrées et les sorties de salariés (solde) annonce une croissance de 522 actifs. Dans ces grands établissements, les effectifs continuent à augmenter en 2005 (+ 534) et en 2006 (+ 553).

En 2006, les créations d'emplois concernent des sec-

teurs des services comme "conseils et assistance", "hôtels et restaurants", "transports" et "services opérationnels" (personnel de travail temporaire). En revanche, les disparitions les plus nombreuses se situent dans le "commerce de gros", les "postes et télécommunications" et la "pharmacie, parfumerie, entretien".

Chômage

Une évolution du chômage moins favorable pour les jeunes et les hommes de 25 - 49 ans

Entre 1999 et 2007, le marché du travail dans la zone tourangelle connaît une amélioration du marché du travail plus forte qu'en région, même si le taux de chômage reste légèrement supérieur à la moyenne régionale. Cette meilleure évolution du marché du travail concerne en premier les femmes de 25 - 49 ans et les actifs de 50 ans ou plus.

Elle touche peu les jeunes et les hommes adultes de 25 - 49 ans. Comme dans la zone d'Orléans, le chômage se caractérise par une faible proportion de jeunes et de personnes de 50 ans ou plus.

En 2008, l'aggravation du chômage est moins forte dans la zone qu'en région. Elle concerne essentiellement les

hommes et, aussi, les jeunes.

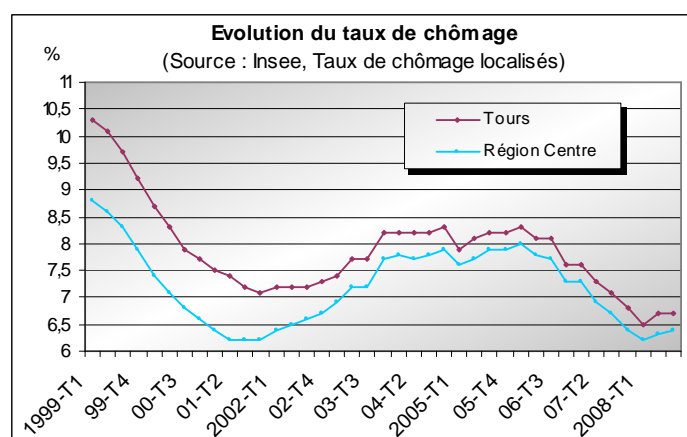
En outre, le territoire se caractérise par une faible durée du chômage, liée sans doute à la forte présence du secteur tertiaire.

Les tensions sur le marché du travail augmentent de 2005 à 2007

En 2007, les tensions sur le marché du travail (rapport entre les offres et les demandes d'emploi enregistrées) continuent à augmenter, et ce malgré des inscriptions au chômage qui s'accroissent à nouveau.

Durant cette dernière année, la situation des chômeurs

varie selon le métier demandé. On observe des difficultés de recrutement pour les métiers de « l'hôtellerie, restauration », de la « maintenance » et pour les emplois qualifiés du « bâtiment - travaux publics » et de « l'électricité électronique ».

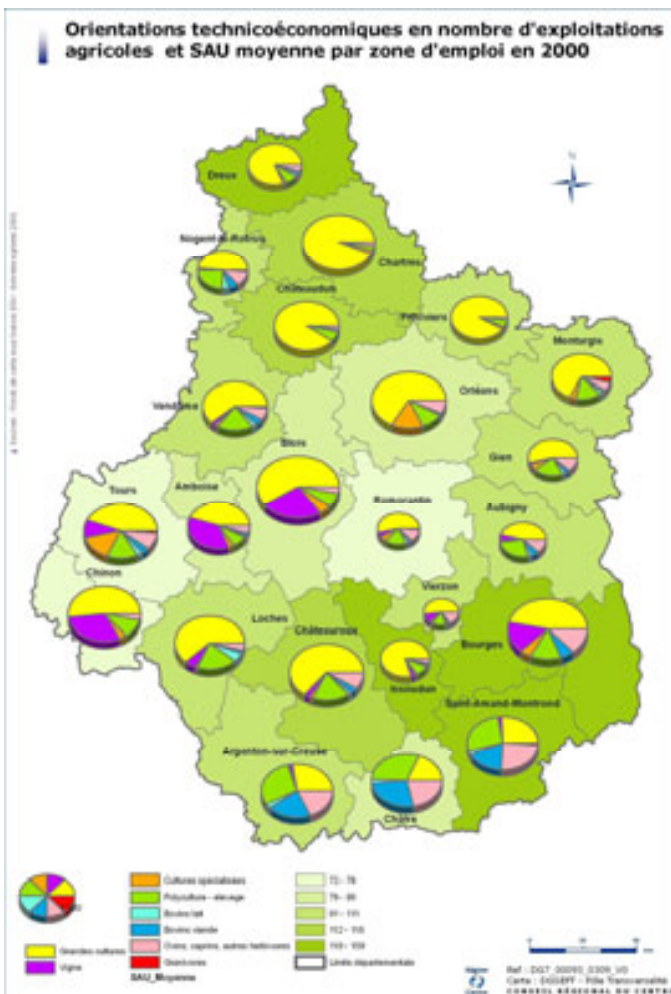


Agriculture

L'agriculture de la zone d'emploi de Tours est l'une des plus diversifiées de la région Centre. Le Val de Loire joue toujours son rôle d'écrin des cultures spécialisées : maraîchage, horticulture et bien évidemment vigne avec des appellations d'origine contrôlée prestigieuses comme Vouvray, Montlouis, Azay le Rideau ou encore l'AOC Touraine.

Mais la zone d'emploi, beau-

coup plus vaste que le Val est également située dans le bassin de production de pommes de Saint Patern avec la coopérative du même nom, ou encore les champignonnières qui pour celles qui se sont modernisées permettent de maintenir une certaine activité sur la zone. L'emploi salarié lié à ces cultures est important ce qui fait de cette zone une des premières dans cette catégorie de main



d'œuvre de la région pour des exploitations de taille très nettement inférieure à la moyenne.

L'élevage est également présent, que ce soit de l'élevage bovin lait voire quelques bovins viande. La zone d'emploi est également située dans l'aire d'appellation du Sainte Maure de Touraine. On trouve également des volailles et des porcs.

Même si l'enjeu de l'étalement urbain est un aspect important pour ce territoire, on peut consi-

dérer que Tours a su garder une ceinture verte qui évolue de plus en plus vers l'Agriculture Biologique. Par ailleurs les initiatives comme la zone agricole protégée de Montlouis-sur-Loire doivent aujourd'hui se développer, notamment afin de préserver et valoriser au mieux le paysage de Loire, patrimoine mondial. L'activité sylvicole et de première transformation du bois est également présente notamment à l'ouest de la zone.

Tourisme

La Touraine est une destination touristique majeure pour le Val de Loire. Tours est à la confluence entre Loire et Cher et à proximité de deux grands châteaux du Val de Loire : Azay-le-Rideau et Villandry.

Après avoir développé parallèlement le tourisme urbain, Tours a renforcé le tourisme d'affaires et de loisirs depuis la création du centre international de congrès « VINCI », et le regroupement de cet équipement,

avec l'Office de Tourisme et le Parc des Expositions, sous l'appellation Tours Evénements.

Vers un carrefour cyclotouristique majeur en France

L'agglomération est traversée par deux corridors fluviaux formés par la Loire et le Cher qui constituent 2 pénétrantes cyclables majeures, inscrites au schéma national des véloroutes et voies vertes et référencées par les tours opérateurs spécia-

lisés dans le vélo.

Les châteaux de Villandry, d'Amboise et de Chenonceau seront tous accessibles à terme en quelques heures, en mixant vélo et train.

« La Loire à Vélo » traverse l'agglomération tourangelle depuis 2008.

Les aménagements cyclables des rives du Cher en direction de Chenonceau et de la Loire aval sont programmés.

L'ensemble des pays limitrophes va développer des réseaux de boucles cyclables complémentaires, en continuité directe de l'agglomération.

Capacités d'hébergements touristiques

Hôtellerie : 112 hôtels dont 62 hôtels-restaurants (8 714 lits)

Hôtellerie de plein air : 22 campings (5 649 places)

Randonnée pédestre

Les circuits majeurs sont :

Le GR 3, le long de la Loire, entre Montlouis-sur-Loire et Ballan-Miré ; le GR 41, le long du Cher, entre Tours et Chenonceau ; le GR 655, entre Tours et Sainte-Maure-de-Touraine ;

Sites touristiques

La zone comprend 71 sites touristiques :

1. Château et Jardins de Villandry : 338 330 visiteurs ;
2. Château d'Azay-le-Rideau : 266 376 visiteurs ;

3. Château de Langeais : 39 293 visiteurs ; 98 217 visiteurs ;

4. Musée des Beaux-Arts de Tours : 53 575 visiteurs ;

5. Musée du Compagnonnage de Tours : 52 148 visiteurs ;

6. Château de Tours (expos) :



Château et Jardins de Villandry

Préparer l'avenir à travers la formation et la recherche

18 609 lycéens et 5 469 apprentis sur la zone de Tours

La zone de Tours bénéficie de la présence de nombreuses structures de formations :

* 18 Lycées d'Enseignement Général et Technologique (LEGT) pour un total de 13 800 élèves

* 19 lycées professionnels pour un total de 4 809 élèves.

L'Apprentissage (5 469 apprentis)

Le bassin de formation de Tours accueille également 5 469 apprentis dans les vingt-trois Centres de Formation d'Apprentis (antennes comprises) dont trois établissements se détachent : Chambre de Métiers et de l'Artisanat : 1 600 jeunes, Ville de Tours : 1 026 jeunes et Bâtiment : 985 jeunes.

Le CFA interprofessionnel d'Indre & Loire (1 600 jeunes) est le plus important d'Indre & Loire et propose trente six formations pour 1 600 jeunes allant du CAP au BTS et parmi celles-ci, des formations aux métiers d'art : tapissier, horloger...

Le CFA interrégional de la pharmacie industrielle géré par l'Institut du médicament de Tours. Cet établissement forme chaque année 160 apprentis aux formations de « technicien en pharmacie industrielle » et « technicien supérieur en pharmacie industrielle » en partenariat très fort avec les entreprises du secteur.

La formation dans le sanitaire et social

800 places sont ouvertes pour des formations débouchant sur des diplômes d'Etat (ambulancier, sage-femme, auxiliaire puéricultrice, manipulateur électroradiologie médicale...).

L'enseignement supérieur

L'agglomération de Tours compte plus de 28 000 étudiants. La ville offre un large panel de formations supérieures dispensées par de nombreux établissements.

Implantée sur 5 sites, **l'Université François Rabelais** est le principal établissement d'enseignement supérieur de la ville. Généraliste et pluridisciplinaire comprenant une faculté de médecine, l'Université François Rabelais accueille 23 000 étudiants dont 3 600 en médecine et 1 650 en IUT. L'offre de formation est relativement large avec sept départements d'enseignement.

L'offre de formations supérieures des lycées est importante. 1 900 étudiants sont inscrits en BTS et 800 dans les Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (CPGE).

L'Ecole Supérieure du Commerce et du Management (ESCEM) partage ses enseignements entre Tours et Poitiers - 2600 étudiants - concourt au rayonnement de l'enseignement supérieur de la ville. Elle a développé plus de 92 accords internationaux ainsi qu'un réseau de diplômés de plus de 11 500 présents dans une soixantaine de pays.

Un projet de constitution d'un pôle artistique.

L'agglomération Tour(s)plus envisage la création d'un pôle de formation artistique dans les locaux de l'imprimerie Mame dont le déménagement est prévu en 2010. Les locaux libérés permettraient d'installer un véritable pôle international des enseignements des arts graphiques avec le regroupement de l'École Brassart, l'école des Beaux-Arts et le département histoire de l'art de l'université.

La Recherche

L'Université François Rabelais est pleinement engagée dans la formation à la recherche par ses deux écoles doctorales de site, multidisciplinaires, qui, avec un peu plus d'une centaine de thèses de doctorat soutenues par an, complètent le dispositif recherche et assurent la continuité recherche formation.

Elle est dotée d'une structure de valorisation. **L'université François Rabelais** de Tours affiche aujourd'hui près d'une cinquantaine de laboratoires reconnus dont 16 unités mixtes avec le **CNRS**, l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (**INSERM**), l'Institut National de la Recherche Agronomique (**INRA**) ou le Centre du Commissariat à l'Energie Atomique (**CEA**).

Le Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR) connaît un rayonnement international, tant dans le domaine de la littérature que ceux de la musicologie et de l'architecture et la Maison des sciences de l'homme (MSH) se caractérise par sa spécialisation dans la thématique "Villes et territoires". L'ensemble de la recherche tourangelle a des liens très étroits avec le CNRS.

Du côté des sciences du vivant, le centre INRA de Tours (à Nouzilly) dispose d'un panel de compétences et d'équipements de niveau national et européen pour étudier les maladies infectieuses animales. Des équipes Inserm se sont créées, confortant une activité dynamique au sein du CHU et de l'Université de Tours dans le domaine des pathologies pulmonaires mais aussi de l'imagerie médicale et notamment celle du cerveau.

L'utilisation des ultra-sons en

médecine connaît à Tours des développements originaux et les équipes universitaires et hospitalières sont très actives au sein du Cancéropôle Grand-Ouest, en partenariat étroit avec les chimistes et les biologistes orléanais.

Le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA), basé à Monts, est spécialisé dans les matériaux (polymères, céramiques, couches minces, matériaux carbonés), qu'il s'agisse de les caractériser (vieillesse, furtivité...), ou de les utiliser dans les technologies de l'énergie, en particulier dans le stockage de l'hydrogène.

La plateforme Alhyance Innovation portée par le CEA du Ripault en partenariat avec les universités d'Orléans et François Rabelais de Tours, ainsi que les entreprises partenaires (Dalkia, Ullit et Raigi) constitue un pôle d'excellence dans les domaines du génie des matériaux et des énergies qui conduit des programmes de recherche et d'industrialisation sur le thème des énergies non émettrices de gaz à effet de serre et de l'efficacité énergétique, en particulier à travers le vecteur hydrogène.

Le pôle de compétitivité Sciences et Systèmes de l'Energie Electrique (S2E2) mobilise trois laboratoires de l'université (LEMA, LMP, LUSSE) ainsi que le CEA, la société STMicroelectronics et de nombreuses PME.

Les laboratoires tourangeaux et des entreprises locales sont aussi parties prenantes des pôles de compétitivité Elastopole et Cosmetic Valley.

Des atouts pour l'avenir

Trois pôles de compétitivité

Les entreprises, des laboratoires privés et publics ainsi que les collectivités locales du bassin de Tours sont partie prenante dans trois pôles de compétitivité principaux.

Cosmetic Valley, basé à Chartres, rassemble des acteurs de la filière cosmétique, dont quatre cents PME. Il s'étend sur huit régions. Le pôle Sciences et Systèmes de l'Energie Electrique (S2E2) hébergé par la multinationale franco-italienne ST Microelectronics à Tours fédère près de 80 entreprises. Elastopole, basé à Orléans, rassemble des entreprises de la filière caoutchouc comme Hutchinson et Michelin. Enfin quelques entreprises sont intégrées au pôle de compétitivité des matériaux céramiques basé à Limoges.

Les pôles de compétitivité ont pour vocation de concentrer sur des projets définis les ressources privées et publiques afin d'anticiper des débouchés industriels.

Tours, une métropole numérique

La mise en place d'un réseau à très haut débit pour l'internet a débuté en janvier 2009. Tours Métropole Numérique assure le déploiement de la fibre optique et d'antennes relais wimax afin d'assurer un accès de tous, particuliers et entreprises, centre universitaires et hospitaliers, à un débit de 100 mégaoctets, jusqu'à 200 dans certaines configurations. Ce projet de 14 millions d'euros ne concerne que les 14 communes membres de la communauté d'agglomération Tours Plus.

L'école supérieure de commerce Tours Poitiers



L'Ecole supérieure de commerce et de management Tours-Poitiers a mené une politique de labels auprès d'instances européennes depuis cinq ans.

Cela lui a permis d'entrer en 2008 dans le cercle des écoles de commerce les plus cotées en France. Elle forme quelque 1700 étudiants après les classes préparatoires et dispose aussi d'une formation courte post-bac très prisée des PME, l'ISEME.

Cinq centres de recherche public-privé

L'agglomération a financé cinq centres de recherche en partenariat avec des entreprises et l'université François Rabelais afin de favoriser l'innovation. Le plus ancien et le plus consistant est le Centre d'Etude et de Recherche Technologique En Microélectronique, ex-laboratoire électronique de puissance. Le CERTEM emploie une trentaine de chercheurs et s'intègre au pôle de compétitivité S2E2 décrit plus haut. Le Centre d'études et de recherche

sur les outils coupants emploie une douzaine de chercheurs au sein de l'entreprise Sandvick-Safety à Fondettes. Le Centre d'études et de recherche sur les matériaux élastomères (CERMEL) est hébergé par Hutchinson, filiale de Total et collabore au pôle de compétitivité Elastopôle.

Le Centre d'études sur les radiopharmaceutiques traite de médecine nucléaire au sein de l'entreprise Cyclopharma. Dernier né de ces centres de recherche, la matériauthèque sensorielle a pour vocation d'organiser un cursus de design sensoriel au sein de l'université.

Un environnement de qualité

Située au cœur du périmètre « Loire, patrimoine mondial », Tours dispose d'un atout majeur grâce au fleuve sauvage en cœur de ville. Une programmation estivale ramène les habitants et les touristes vers le fleuve.

Abandonnées progressivement à partir du XIX^e siècle par les activités économiques puis de loisirs, les berges pourraient redevenir un lieu de vie. Cela passe aussi par des travaux

considérables d'entretien des rives et d'amélioration de la qualité de l'eau. Depuis 1976, la baignade est interdite dans la Loire. La dangerosité est en cause, mais aussi la pollution.

D'autre part, Tours « jardin de la France » est depuis 2008 grand prix européen du fleurissement.

A l'Ouest de la zone d'emploi, le lac de Rillé offre de réelles potentialités pour le développement d'un tourisme de nature et un point d'ancrage du tourisme vert.

Des transports publics plus efficaces

Le Syndicat intercommunal des transports en commun de l'agglomération de Tours (SITCAT, 21 communes), va procéder à la refonte du réseau de bus le 1^{er} septembre prochain. Quatre lignes seront prioritaires et les quartiers seront mieux desservis.

Des travaux sont en cours pour améliorer leur fluidité. Sur l'axe nord-sud, le chantier préfigure l'arrivée de la première ligne de tramway en septembre 2013. Les travaux débiteront au milieu de l'année 2010.

L'éco-mobilité gagne du terrain

Tours dispose d'un atout rare pour lutter contre les engorgements routiers et la pollution atmosphérique due à la circulation automobile : une étoile ferroviaire à huit branches sous-exploitée. Une première ligne régionale cadencée -à horaire fixe, comme les trains de banlieue franciliens- a été mise en place en septembre dernier sur la branche Est de cette étoile ferroviaire, Tours-Bléré.

D'autre part, le réseau de voies cyclables a bondi de 35 km en 1996 à 133 km en 2008 dans la ville centre, ce qui lui a valu le 1^{er} prix ex-aequo du palmarès de la fédération des usagers de la bicyclette. Malgré cela, de nombreux points d'amélioration sont demandés par des associations locales, notamment aux passages des ponts sur la Loire et le Cher.

Le Grand Théâtre



Siège de l'orchestre symphonique Tours-région Centre, le Grand Théâtre dispose d'une belle salle « à l'italienne », qui attire un public fidèle. Une programmation symphonique s'accompagne d'une affiche lyrique consistante. 19 opéras ont ainsi été joués lors de la saison 2008-2009. En 2007-2008, 28 823 places ont été vendues. Il s'agit du premier pôle culturel de Tours. Cette vitrine d'un vivier artistique majeur. Plus de 1 100 élèves fréquentent le Conservatoire à rayonnement régional, dont 950 en musique.

Des sportifs dans l'élite

Plusieurs clubs sportifs de Tours figurent parmi l'élite française. Entre tous, c'est le Tours volley-ball qui a glané le plus prestigieux trophée en devenant champion d'Europe en 2005. Le club parvient à se maintenir parmi les premiers clubs français. Les athlètes de l'A3Tours sont régulièrement convoqués dans les différentes sélections nationales. Tours dispose d'un vivier très important en basket-ball également. Même si les équipes seniors peinent à s'illustrer au niveau national, les équipes de jeunes remportent régulièrement des compétitions fédérales, scolaires et universitaires. La fin de la saison de ligue 2 du Tours football club a été suivie par plus de dix mille spectateurs lors de chaque rencontre. Le football reste de loin le sport le plus pratiqué dans le département et des joueurs formés à Tours se sont déjà illustrés sur la scène internationale. Avec un résonnement médiatique moins important, des nageurs, des cyclistes, des triathlètes, des boxeurs, des judokas tourangeaux figurent parmi les meilleurs nationaux.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi d'Amboise

Forum territorial du lundi 04 mai 2009



Présentation générale de la zone d'emploi d'Amboise

Amboise : un équilibre entre patrimoine et industrie

La zone d'emploi d'Amboise ne s'est pas figée sur son formidable patrimoine. A côté de sa vocation touristique naturelle, elle a su développer dans l'ère moderne une industrie performante. En ajoutant la viticulture, les fondations sont solides.

La zone d'emploi d'Amboise se partage entre la Gâtine tourangelles, au nord, aux terres de grandes cultures, la Champagne au sud, traversée en son milieu par la pointe de la Sologne viticole. La Loire et le Cher, et dans une moindre mesure la Brenne, structurent un territoire convergeant vers la capitale tourangelles, à 30 km. Ce territoire est également bien irrigué par les infrastructures routières et ferroviaires : deux autoroutes (l'A10 au nord et l'A85 au sud), trois nationales (10, 152 et 76) et autant de voies ferrées relient Château-Renault, Amboise et Bléré à Tours.

Deux des trois cantons de la zone d'emploi sont relativement équilibrés, avec une population concentrée autour des voies d'eau, celui d'Amboise (24 790 habitants) dominant légèrement Bléré (22 394), Château-Renault ayant une densité plus faible (15 625) et un habitat plus dispersé.

L'oppidum des Châtelliers, à Amboise, est envisagé comme un site majeur d'occupation des Turones, l'un des peuples constitutifs de la Gaule, dont la Touraine serait la déclinaison. Si cette suggestion est plus archéologique qu'historique, ce territoire entre dans les chroniques par les rivalités entre les maisons d'Anjou et de Blois au XI^{ème} siècle. Le

rattachement à la couronne, en 1434, fait d'Amboise un lieu de villégiature royale. Charles VII, Louis XI puis Charles VIII feront prospérer l'édifice et la cité attenante. François 1^{er} y grandit et invita, en 1516, le génial Léonard de Vinci à s'installer tout près de là, au Clos-Lucé. Pendant près de deux siècles, Amboise vit donc au rythme royal avant de retourner à un relatif anonymat. Les femmes (dont Diane de Poitiers et Catherine de Médicis) modelèrent pour leur part Chenonceau, l'élégant château-pont enjambant le Cher, une des pépites de la Renaissance.

Le deuxième pôle industriel de Touraine

La présence royale permet aussi à Château-Renault de développer une importante activité de tannerie qui s'éteindra en 1985. Si cet héritage historique a doté la zone d'un formidable patrimoine, la Loire a également été un corridor important du commerce et du développement. Au milieu du XIX^{ème} siècle, l'arrivée du chemin de fer fait entrer Amboise dans l'ère industrielle grâce aux éclairés frères Mabile dont la renommée est associée aux pressoirs.

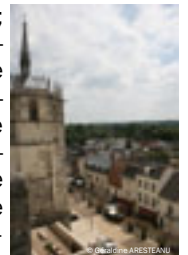
Un siècle plus tard, le mouvement de décentralisation engagé en France dote largement le Centre par sa proximité avec la région parisienne. Ainsi, en 1966, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) s'installe à Nouzilly et compte aujourd'hui près de 700 emplois. Des fleurons de l'industrie font souche, singulièrement sur le Val d'Amboise qui constitue le second pôle industriel du département, derrière Tours : Mecachrome (mécanique de précision) emploie 450 salariés sur son site

d'Amboise ; dans le proche périmètre de Pocé-sur-Cisse et de Nazelles-Négron, le laboratoire pharmaceutique Pfizer PGM ou l'équipementier TI Group Automotiv Systems absorbent respectivement 580 et 370 salariés. A Château-Renault, la société Radiall est l'un des dix sites mondiaux du leader des connecteurs pour l'aéronautique. Certes, la conjoncture fragilise ces entreprises issues de groupes internationaux, mais la variété du tissu industriel a permis d'amortir les chocs jusqu'à une période récente.

Tourisme et viticulture : un socle solide

Signe tangible de ce dynamisme, la zone d'emploi d'Amboise a connu le taux de croissance de sa population le plus important de la région Centre entre 1999 et 2006, avec une moyenne annuelle de 1,21 %.

Un élément à rapprocher également d'un certain art de vivre illustré par la viticulture et le tourisme, deux activités qui ne craignent pas la délocalisation. L'office de tourisme d'Amboise, qui fédèrent 400 adhérents, peut se targuer d'être sur la 3^{ème} marche du podium régional, derrière Blois et Tours. Pas moins de 100 000 visiteurs par an en poussent la porte. Mais la seule qualité du patrimoine n'est plus, aujourd'hui, une rente de situation face à un tourisme versatile. Le grand défi à venir est de proposer une offre diversifiée pour accroître la durée des séjours.



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	73 626	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 1,21 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	2,9 %	////
Superficie (km ²)	1 066	39 151
Densité (habitants/km ²)	69,1	64,4
Nombre de communes	50	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	24 532	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	21 852	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	7,6 %	7,8 %

Sources :
Population : Insee, RP 2006
Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

Entre Blois et Tours, la zone d'emploi d'Amboise est traversée par deux autoroutes. L'arrivée de l'A85 est susceptible d'apporter de nouvelles opportunités de développement. Proche de l'étoile ferroviaire tourangelle, elle est traversée et desservie par de multiples axes ferroviaires la reliant d'abord à l'agglomération de Tours, mais aussi à Paris et au reste de la région.

C'est d'abord la ligne ferroviaire Tours-Amboise-Blois-Orléans : cet axe structurant du réseau régional est la 2^{ème} ligne du réseau TER Centre avec 2,9 millions de voyageurs par an et connaît une forte progression de trafic (+ de 12% de croissance des recettes en 2008). Cet axe est également parcouru par des trains Aqualys cofinancés par la Région et la SNCF, permettant des dessertes rapides entre Tours, Blois, Les Aubrais - Orléans et Paris, des trains Grandes Lignes et des trains de marchandises.

La ligne Tours - Château-Renault - Vendôme - Châteaudun - Paris, qui représente près de 670 000 voyages annuels, dessert aussi la ZE avec les gares de Monnaie et Château-Renault. Sur l'axe Tours-Vendôme, des études sont en cours de réalisation pour de futurs travaux d'amélioration de l'état de la voie ainsi que l'augmentation de la vitesse sur certains tronçons entre Tours et Vendôme.

Un autre axe fort du réseau régional dessert le territoire, plus au sud : la ligne Tours-Bléré-Vierzon, transportant près de 700 000 voyageurs chaque année, et qui est aussi en progression avec plus de 17% de croissance en 2008. Pour permettre la circulation de trains plus rapides et plus nombreux, la Région a fortement modernisé cet axe en l'électrifiant, ce qui représente un investissement de 60 millions d'euros. La mise en service de l'électrification entre Tours et Vierzon a été réalisée en juillet 2009 et a notamment permis la mise en circulation de nouvelles automotrices électriques sur l'axe ainsi que, grâce à la réalisation d'un terminus technique à Bléré, la création de 3 allers-retours entre Tours et Bléré.

A moindre échelle, l'extrême sud



de la ZE d'Amboise est partiellement desservi par la ligne Tours-Loches-Châteauroux dans le secteur de Montbazou. Sur l'axe ferroviaire Tours-Loches, des études préliminaires sont en cours pour améliorer la circulation des trains, et permettre d'éventuelles augmentations de vitesse.

3 cantons composent la zone d'emploi d'Amboise

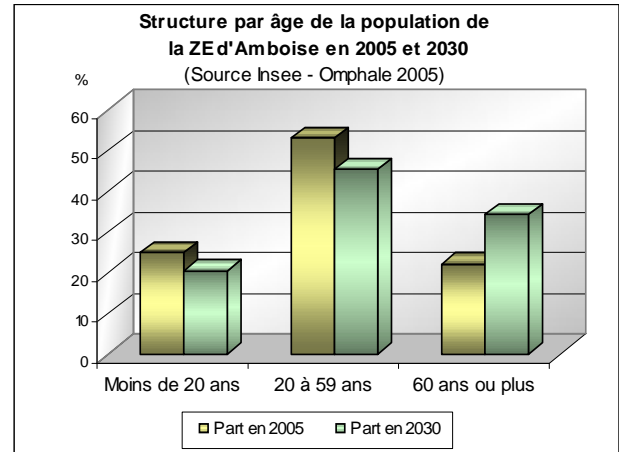
Canton	Population
Amboise	24 790
Bléré	22 394
Château-Renault	15 625

croissance annuel moyen de 0,5 %.

En revanche, la part des moins de 20 ans tomberait, à l'horizon 2030, à 20,4 % (21,5 % pour le Centre) alors que celle des 60 ans et plus atteindrait plus de 34 % (33 % pour le Centre).

Cette analyse s'appuie en partie sur les travaux de projections démographiques réali-

sés par l'Insee Centre en partenariat avec le CESR.



Revenus

2006	Zone d'emploi Amboise	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	17 250 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages		
Revenus salariaux	63,9 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	24,4 %	26,3 %
Revenus des professions non salariés	6,5 %	6,4 %
Autres revenus	5,2 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	36,6 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

En 2006, le revenu fiscal médian atteint 17 250 euros, soit 220 euros de plus que la moyenne régionale

Autrement dit, la moitié des habitants de la zone d'Amboise vivent dans un ménage déclarant un revenu supérieur à 17 250 euros.

La structure des revenus déclarés se caractérise par une part importante des revenus salariés (supérieure de 2

points à la moyenne régionale). Ceci s'explique par la présence importante des actifs et un faible taux de chômage.

36,6 % des ménages fiscaux de la zone ne sont pas imposés, ce qui est proche de la moyenne régionale.

Équipements et services à la population

Un niveau d'équipements globalement satisfaisant

Le caractère périurbain de la zone d'emploi d'Amboise (à proximité des équipements de l'agglomération tourangelle) et son maillage fin en pôles de services (Amboise, Château Renault et Bléré) permet aux habitants de bénéficier d'une offre de services globalement satisfaisante.

Au sein de la zone, 80 % des habitants sont domiciliés dans une commune disposant d'une boulangerie et plus de 60 % dans une commune équipée d'une boucherie/charcuterie ou d'une épicerie. Pour 10 000 habitants, on dénombre ainsi : 6,8 boulangeries, 4,9 boucheries et 2,9 épiceries.

80 % de la population de la zone disposent d'un point de contact de la Poste dans leur commune. Le taux d'équipement est égal 3,4 points de contact pour 10 000 habitants, ce qui est supérieur au taux régional (2,6).

Des densités de médecins généralistes et d'infirmiers très faibles

64 médecins généralistes sont installés dans la zone d'emploi d'Amboise, ce qui représente 9 médecins pour 10 000 habitants. C'est autant que dans l'ensemble de la région mais beaucoup moins qu'en France

(11,4) La situation est également inquiétante pour les infirmiers : la densité (5,7 infirmiers pour 10 000 habitants) est inférieure à celle de la région (6,5), elle aussi nettement éloignée du taux national (10).

S'agissant des professionnels de santé spécialisés, le territo-

re est fortement dépendant de Tours où sont installés la majorité des spécialistes de l'Indre-et-Loire.

La zone d'emploi dispose de deux centres hospitaliers à Amboise et Château-Renault. Néanmoins, leur offre de soins est limitée (absence notamment de services de materni-

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Épicerie, supérette	21	18	36	61,5	66,3	2,9	3,2
Boulangerie	50	27	54	80,8	84,7	6,8	7,1
La Poste	25	25	50	79,1	77,7	3,4	2,6
Banque, caisse d'épargne	23	6	12	43,3	66,6	3,1	5,5
Médecin	64	19	38	67,4	77,1	8,7	8,7
Pharmacie	24	17	34	68,9	74,2	3,3	3,6
École maternelle	17	12	24	59,3	70,4	2,3	2,8
École élémentaire	55	46	92	98,5	93	7,5	6,6
Police, gendarmerie	4	4	8	36,3	47,5	0,5	0,8
Hébergement pour personnes âgées	0,3	7	14	43,7	60,6	0,3	1,7
Garde enfants d'âge préscolaire	4	2	4	24,4	52,6	0,5	1,4
Cinéma	2	2	4	24,4	28,4	0,3	0,2
Équipements sportifs	372	49	98	///	///	55	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

té). On assiste ainsi à une fuite vers les hôpitaux de Tours et de Blois ou vers la clinique de Vendôme.

L'accueil à la petite enfance en retrait

La zone d'Amboise est marquée par une insuffisance des structures d'accueil à la petite enfance : seules Amboise et Château-Renault disposent d'une crèche ou halte garde-

rie. En revanche, les structures d'hébergement des personnes âgées sont globalement denses et se concentrent autour des pôles d'Amboise, Château-Renault et Bléré.

Un bon niveau d'équipements sportifs et culturels

La zone bénéficie d'un maillage en équipements sportifs

dense : la zone d'Amboise compte 55 équipements sportifs pour 10 000 habitants (contre un taux de 48 pour 10 000 pour la région).

Dans le domaine culturel, le territoire possède un maillage de proximité : réseau d'écoles de musique, salles de spectacles bien réparties, offre de cinémas satisfaisante (3 salles à Amboise, une salle à Châ-

teau-Renault), un théâtre à Amboise proposant une vingtaine de spectacles par an. La zone accueille aussi des événements culturels tels que le festival « les Courants » à Amboise, le festival de rue à Bléré ou encore le festival du cirque à Château-Renault.

Déplacements domicile-travail des salariés

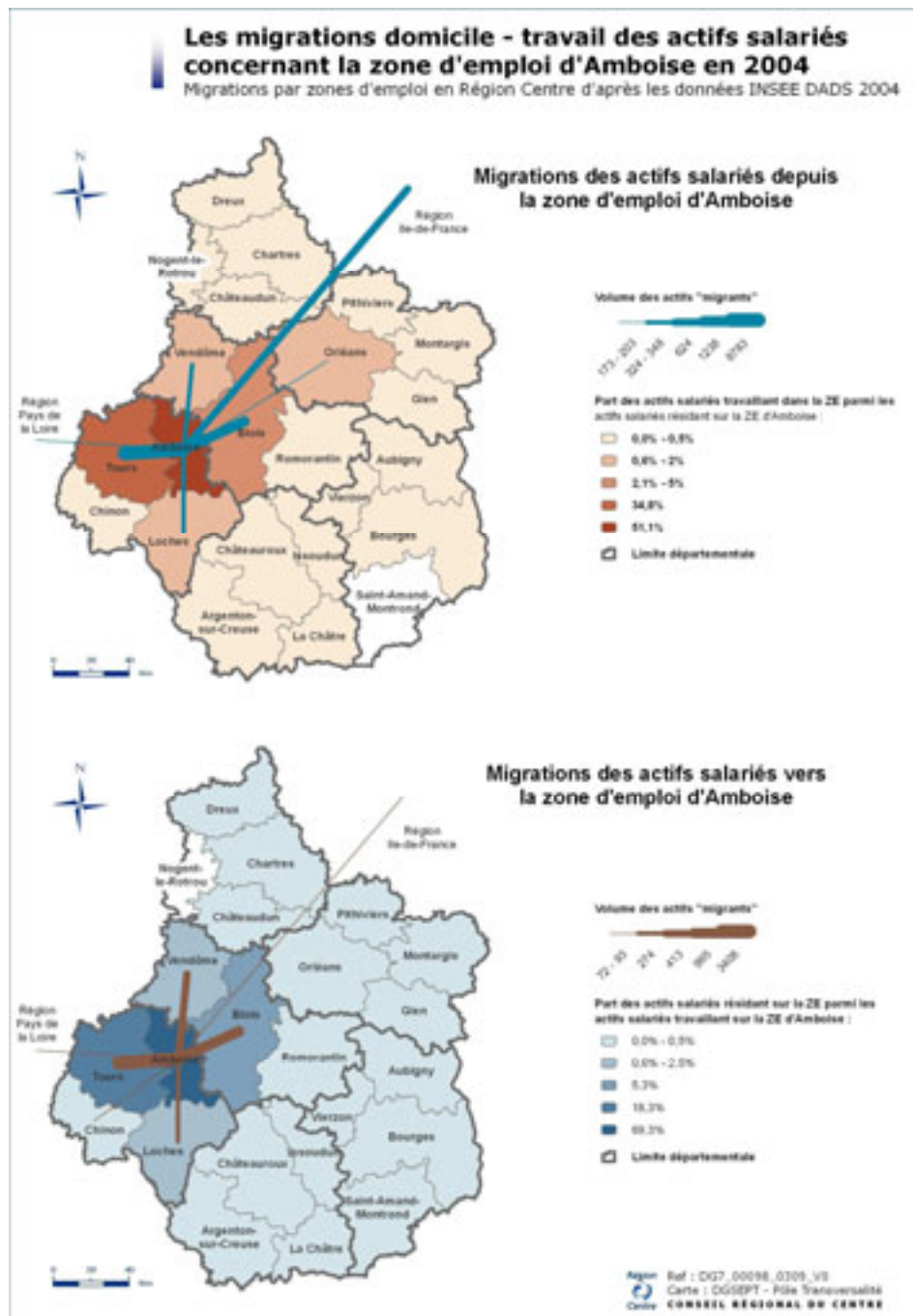
En 2004, 16 367 déplacements domicile – travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi d'Amboise et les autres zones d'emploi de la région Centre et 1 695 ont lieu entre la zone d'Amboise et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : Tours (12 191 entrées et sorties), Blois (2 233), Ile de France (741), Vendôme (738), Loches (622) et Orléans (211).

La zone d'Amboise est marquée par un fort déséquilibre des migrations domicile-travail : les sorties d'actifs salariés sont plus de deux fois plus nombreuses que les entrées. Cette situation s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la zone d'emploi de Tours (on compte 2,5 fois plus de sorties vers Tours que d'entrées). Les échanges sont également fortement déficitaires avec l'Ile-de-France et la zone d'emploi de Blois.

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi d'Amboise, près de 49 % travaillent hors de cette zone : ils vont principalement travailler vers Tours (8 783 soit 35 % des salariés résidents), Blois (1 238 soit 5 % des salariés résidents), l'Ile-de-France (622 soit 2 % des salariés résidents), Loches (348 soit 1 % des salariés résidents), Vendôme (325), Orléans (173) et les Pays de la Loire (165).

Plus de 30 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident principalement à Tours (3 408 soit 18 % des salariés travaillant dans la zone), Blois (995 soit 5 % des salariés), Vendôme (413 soit 2 % des salariés), Loches (274 soit 1 % des salariés) et en Ile-de-France (119).



La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Le travail des cuirs et des peaux, notamment le tannage des gros cuirs pour semelles, compte parmi les industries les plus anciennes de la Touraine : les cuirs de Château-Renault ont une réputation de qualité depuis le 16^{ème} siècle.

C'est l'arrivée du chemin de fer de Paris en 1867 qui a permis de recevoir les peaux étrangères importées depuis le Havre. L'industrie du cuir a atteint son apogée à la fin du 19^{ème} siècle, traitant plus de 200 000 gros cuirs par an.

C'est l'innovation, avec l'utilisation d'extraits de plantes exotiques tanniques, des savoir-faire techniques maîtrisés, et aussi la création d'une marque de qualité commune aux tanneurs de Château-Renault (U-T pour Union des Tanneurs), qui vont longtemps donner un avantage aux industriels de Touraine. Les

chaussures ARCHE (180 salariés), et le fabricant de ceintures Boinet (65 salariés) prolongent ce savoir-faire.

Mais la culture industrielle des Renaudins va attirer quelques entreprises plus diversifiées. Ainsi, le fabricant de revêtements de sols Bonar-Flotex (145 salariés) a-t-il été créé dans l'ancienne tannerie Dolat. De même, la Sogie est arrivée à Château-Renault en 1963, avec ses techniques d'avant-garde en connectique, pour être reprise en 1972 par la société Radiall (280 salariés) qui travaille notamment pour le secteur aéronautique.

Soulignons aussi la présence de la société Algochimie (90 salariés) qui fabrique principalement des engrais liquides sous la marque Algoflash, de l'entreprise UES Syntron, ex Protex (130 salariés), des articles métalliques Humery (140 salariés). L'économie d'Amboi-

se et de Bléré s'est constituée différemment : historiquement se sont les industries lainières qui furent florissantes, en particulier sur la période allant de 1490 à 1762. A cette date, on comptait près de 5 000 personnes occupées, dans la région d'Amboise, aux diverses opérations préliminaires de préparation des laines.

Mais Amboise et Bléré étaient aussi le siège d'ateliers de travail des métaux et de fabrication de machines pour l'agriculture (fouloirs et presses à vendanges, meules, limes...). Il est intéressant de voir la filiation entre les anciennes fabriques de meules d'affutage d'outils agricoles et la société Saint Gobain Abrasifs (105 salariés).

De nombreuses entreprises se sont implantées à partir des années 1960, à l'exemple de la société Arch Water Product (190 salariés), venue de la

région parisienne pour exploiter un produit dérivé du chlore pour traiter l'eau des piscines. L'entreprise Pfizer (620 salariés) est la plus importante de la zone d'emploi. L'usine de Pocé-sur-Cisse produit notamment le viagra. Elle a récemment fermé son unité de Recherche et Développement.

A ce panorama, on doit ajouter l'industrie automobile avec Bundy -TI Automotive System- (environ 400 salariés) tubes pour freins et réfrigération, l'imprimerie de liasses NCR (160 salariés), les constructions métalliques Phénix Metal (110 salariés), les literies Lestra (300 salariés), Equiplabo (90 salariés), la fonderie Autocast (115 salariés), l'usine de caoutchouc Pullflex (180 salariés), l'entretien de voies ferrées Mecolli (130 salariés)...

La zone d'emploi d'Amboise se caractérise par une structure des effectifs salariés par sphère comparable à celle de la région Centre.

La proportion d'emplois dans la sphère productive de la zone - activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - est pratiquement la même que celle de la région Centre (respectivement 37,5 % et 37,1 %). L'industrie est sur-représentée dans la zone.

Cette surreprésentation concerne essentiellement le secteur des "biens intermédiaires" mais également des "biens de consommation" dont la part est deux fois plus élevée dans la zone d'emploi d'Amboise qu'en région Centre. Ceci s'explique principalement par l'implantation de trois grands établissements industriels dans la zone : Pfizer PGM, entreprise du secteur de la "pharmacie, parfumerie et entretien" (ce secteur représente 5,2 % dans la zone

contre 1,8 % en région); TI Group Automotive Systems et

SOC Mecachrome, entreprises du secteur de la "métallurgie

et transformation des métaux" (8,7 % dans la zone contre 2,4 % en région).

La part des effectifs dans la sphère résidentielle (38 %) et dans les fonctions publiques (24 %) est également similaire à celle de la région Centre. Cependant, la part dans le domaine de "l'éducation, santé, action sociale" et de "la construction" y est plus importante. "

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	17 913	100,0	100
Sphère productive	6 717	37,5	37,1
Sphère résidentielle	6 865	38,3	38,9
Fonction publique	4 331	24,2	24,1

Sources : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	5 820	32,5	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	488	2,7	2,5
<i>Biens de consommation</i>	1 661	9,3	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	564	3,1	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	3 055	17,1	9,0
<i>Energie</i>	52	0,3	1,5
Construction	1 801	10,1	7,4
Commerce	1 943	10,8	13,5
Services	8 349	46,6	57,0
<i>dont Transports</i>	297	1,7	4,7
<i>Activités financières</i>	257	1,4	3,0
<i>Activités immobilières</i>	118	0,7	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	1 235	6,9	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	1 294	7,2	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	3 824	21,3	20,2
<i>Administration</i>	1 324	7,4	11,8
Ensemble	17 913	100,0	100,00

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi d'Amboise (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
PFIZER PGM	500 à 749 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
CTRE HOSPITALIER INTERCOM AMBOISE-CHATEAURENAULT	500 à 749 salariés	Santé, action sociale
INSTITUT NATIONAL RECHERCHE AGRONOMIQUE	500 à 749 salariés	Recherche et développement
TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS	250 à 499 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
SOC MECACHROME	250 à 499 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
RADIALL	250 à 499 salariés	Industrie des composants élec. et électro.
PFIZER PGRD	150 à 199 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
EHPAD DE BLERE	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
COMMUNE D'AMBOISE	150 à 199 salariés	Administration publique
LA MONTGOLFIERE	150 à 199 salariés	Commerce de détail, réparations
LYCEE GENERAL TECHNO LEONARD DE VINCI	150 à 199 salariés	Éducation
ARCHE SAS	150 à 199 salariés	Habillement, cuir
ANGELO MECCOLI ET CIE	150 à 199 salariés	Construction
LESTRA	100 à 149 salariés	Industrie textile
NCR FRANCE	100 à 149 salariés	Édition, imprimerie, reproduction
COMITE ETUDES SOINS AUX POLYHANDICAPES	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
ASSOCIATION LA BOISNIERE	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
ARCH WATER PRODUCTS FRANCE	100 à 149 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
PULLFLEX	100 à 149 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
BONAR FLOORS	100 à 149 salariés	Industrie textile

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

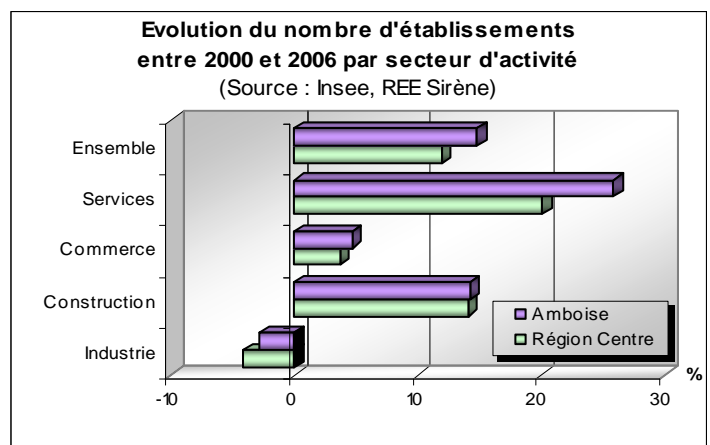
Une hausse importante du stock d'établissements entre 2000 et 2006

Fin 2006, 2 930 établissements sont implantés dans la zone d'emploi d'Amboise.

Le stock d'établissements s'est accru de 15 % entre 2000 et 2006 (12 % pour la moyenne régionale).

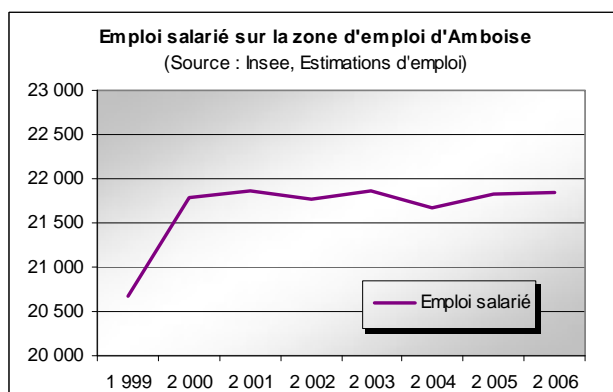
Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel et dans une proportion légèrement plus faible qu'en région.

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 26 % contre 20 % pour la région. Le secteur de la construction a également vu son stock d'établissements augmenter mais de manière plus modérée : + 14 %.



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Des disparitions d'emplois industriels depuis 2001

Après une forte croissance en 2000, la zone d'Amboise connaît une quasi-stagnation de l'emploi salarié de 2001 à 2006.

Cette forte rupture est liée en premier à des disparitions d'emplois dans l'industrie : "métallurgie et la transformation des métaux", "habillement

et cuir", "chimie, caoutchouc, matières plastiques" et "industries des équipements électriques et électroniques". De 2001 à 2006, les créations d'emplois se sont accentuées dans la construction ; elles se sont atténuées dans le commerce et les services.

Entre décembre 1999 et décembre 2006, ces évolutions ont transformé le tissu écono-

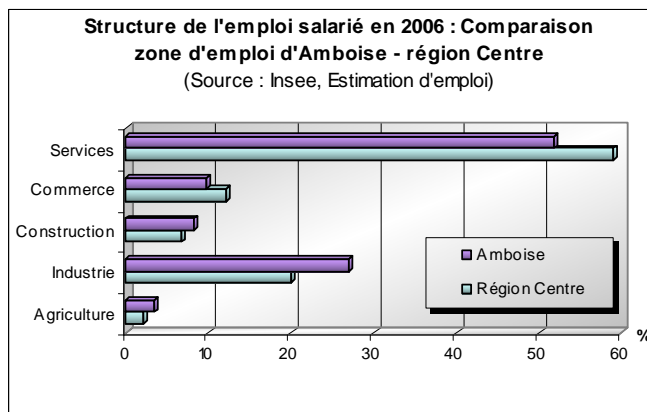
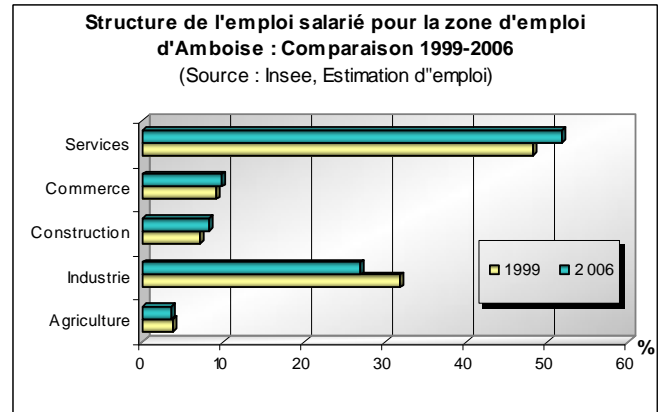
mique de la zone : La part des salariés de l'agriculture et de l'industrie a diminué au bénéfice de la construction, du commerce et des services.

Néanmoins, l'agriculture et l'industrie demeurent des activités caractéristiques de la zone : en fin d'année 2006, ils emploient 30,3 % des salariés de la zone et seulement 22,1 % en région.

Alors que les effectifs salariés

diminuent dans les établissements privés de 10 salariés ou plus en 2004 et 2005, ils augmentent légèrement en 2006. Les pertes d'emplois touchent des industries comme "pharmacie, parfumerie et entretien" ou "Chimie, caoutchouc, matière plastique" et le secteur du commerce.

En revanche, les créations se situent dans la "métallurgie et la transformation des métaux" et dans les services comme les



"hôtels et restaurants".

En 2007, les disparitions d'emplois s'accroissent dans l'industrie et notamment la "parfumerie et la pharmacie".

En 2008, l'emploi salarié ne diminue dans le secteur concurrentiel qu'à partir du troisième trimestre, d'après les données de l'URSSAF.

Chômage

Une aggravation du chômage pour les femmes de 50 ans ou plus.

La légère aggravation du chômage entre décembre 2000 et décembre 2007 résulte d'une forte détérioration du marché du travail de 2001 à 2003 et de sa nette amélioration de 2004 à 2007.

Ces variations du chômage sont à mettre en relation avec l'évolution des effectifs industriels. Elles concernent principalement les hommes jeunes et de 50 ans ou plus.

Le chômage des femmes s'est aggravé de façon constante et à un rythme faible de 2001 à 2005. Il s'est amélioré en 2006 et 2007, à l'exception notable des femmes de 50 ans ou plus.

En 2008, l'aggravation du chômage commence à partir du deuxième trimestre. Elle est une des plus faibles de la région.

Elle s'est accentuée après le

mois d'août. Elle concerne, en premier lieu, les jeunes et les hommes.

Des offres d'emplois difficiles à pouvoir pour certains métiers.

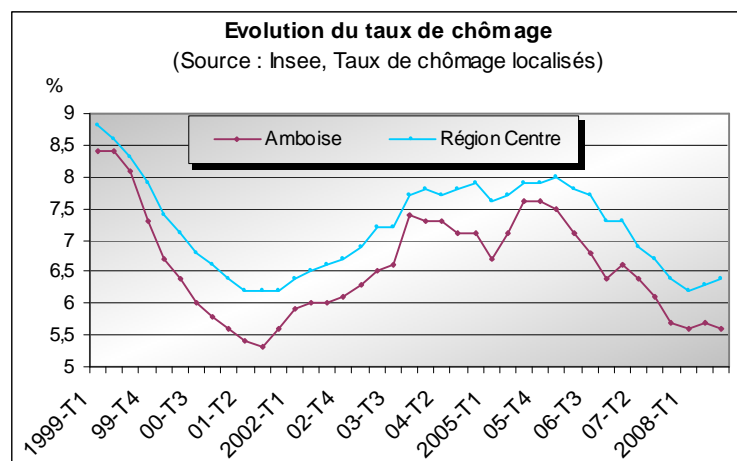
Alors que le niveau du chômage diminue en 2007, les tensions sur le marché du travail (rapport entre les offres et les

demandes) s'atténuent en raison de la nouvelle progression des demandes enregistrées.

Cependant, elles sont traditionnellement fortes pour les métiers de "l'agriculture", du "bâtiment et des travaux publics", de "l'hôtellerie, restauration" elles le sont aussi pour le "travail des métaux et de la

mécanique", métiers touchés par la crise industrielle.

En revanche, elles sont très faibles pour la "gestion et l'administration des entreprises", domaine de formation qui regroupe près d'un élève en formation initiale professionnelle sur quatre.



Agriculture

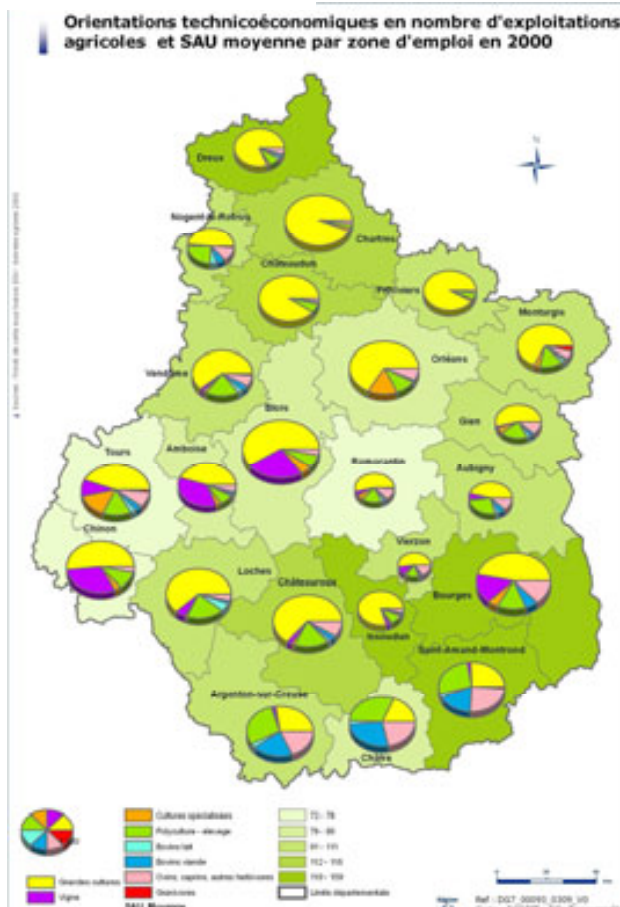
La zone d'emploi d'Amboise est riche de son patrimoine culturel mais aussi de son patrimoine gastronomique.

En effet, la zone est au cœur des vignobles de l'Appellation d'Origine Touraine, dont les spécificités se déclinent également en AOP communales avec notamment l'appellation Touraine-Amboise.

De nombreuses coopératives viticoles ont permis pendant longtemps de valoriser ces productions.

Aujourd'hui, suite à d'importantes crises, les coopératives se sont regroupées sur le plan local (ex. : le Cellier de Beaujardin, fruit du regroupement entre les coopératives de Bléré, Athée et Mosne) et adhèrent pour la plupart à des unions de coopératives au périmètre bien plus large.

Le développement de la notoriété et de son appellation locale est également un élément important pour valoriser le vin à l'export.



La présence du lycée Viticole sur Amboise et son exploitation possédant des installations de qualité (vignes et chais) est un élément important pour l'avenir.

Dans le domaine de l'élevage, la zone est située dans le périmètre le l'AOC caprine Sainte Maure de Touraine.

On dénombre également des exploitations de production de lait de vache mais aucune structure de transformation importante.

L'arrivée du centre technique permanent des Haras Natio-

naux à proximité du lycée agricole est aussi à signaler.

Enfin, la forêt est très présente sur le territoire. Elle permet de maintenir des activités de 1^{ère} transformation notamment.

En conclusion, si la taille moyenne des exploitations est fortement inférieure à celle de la région, la vigne et les céréales attendent une forte restructuration.

Il est probable que les prochaines années voient ainsi une importante évolution de la structure foncière du territoire.



Tourisme

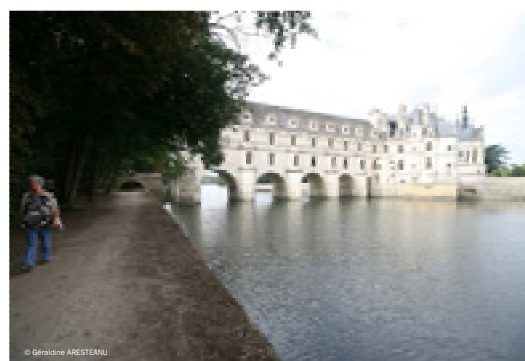
Le bassin d'Amboise est un espace touristique majeur de la région Centre qui s'appuie sur un patrimoine culturel, architectural, viticole et naturel extrêmement riche.

Il est marqué par deux monuments phares de dimension internationale, les châteaux de Chenonceau et d'Amboise et traversé par 2 axes flu-

viaux touristiques, la Loire et le Cher, qui se prêtent particulièrement au développement du tourisme et du loisir à vélo.

Le Château de Chenonceau.

Pur joyau de la Renaissance, il a été construit de 1513 à 1521 en travers du Cher, et complété d'une galerie à l'italienne à la fin du 16^{ème} siècle.





Vinci après 1516, il se trouve près du centre d'Amboise. Léonard y a vécu les dernières années de sa vie et y est mort le 2 mai 1519. On peut voir la chambre qu'il occupait dans ce manoir. Le bâtiment est devenu un musée consacré aux *fabuleuses machines* qu'il a imaginées et accueille environ 250 000 visiteurs par an.

Ces trois sites touristiques et patrimoniaux remarquables sont engagés dans la « démarche d'excellence des grands sites du Val de Loire » qui fédère les 18 plus grands d'entre eux, dans le cadre de l'inscription de la Loire au patrimoine mondial par l'UNESCO.

L'aquarium de Touraine

Avec ses 53 bassins (poissons européens et exotiques), c'est l'un des plus grands aquariums d'Europe hors des rives maritimes. Il reçoit environ 100 000 visiteurs par an.

cle. Il comprend aussi un châtelet, de beaux jardins à la française et un musée de cire. Propriété privée, il est le plus visité des châteaux de la Région avec celui de Chambord, avec environ 700 000 visiteurs par an.

Le Château d'Amboise

Construit sur un coteau surplombant la Loire et la ville, le château a été reconstruit par Charles VIII et Louis XII, Rois de France, à la fin du XV^{ème} et au début du XVI^{ème} siècle.

Le Manoir du Clos Lucé

Résidence de Léonard de

La zone d'emploi d'Amboise compte 29 sites touristiques. On peut noter que la réserve zoologique de Beaumarchais Grand Veneur accueille environ 30 000 visiteurs par an à Autrèche, et que le site Fantasy Forest (accrobranches, jeux de plein air), permet de diversifier l'offre d'activités.

Ce territoire traversé par "La Loire à Vélo" présente tous les arguments touristiques et naturels pour développer une trame cyclotouristique dense et diversifiée répondant à tous les segments de clientèle: loisir, excursion, tourisme et itinérance, en valorisant le réseau des petites routes peu fréquentées. Le chemin de halage du Cher offre une très belle opportunité de site propre entièrement sécurisé avec un potentiel de retombées économiques similaires à celui de "La Loire à Vélo". L'oénotourisme est aussi une voie à explorer plus complètement.

Hôtellerie :

38 établissements dont 30 hôtels-restaurants : 1 658 lits (dont 242 pour le Novotel et 140 pour l'Ibis d'Amboise, soit près de 25 % de l'offre de la zone d'emploi).

13 campings : 4 290 lits touristiques (dont 1 260 pour le camping ** de l'Île d'Or à Amboise et 810 pour le camping *** de la Gâtine à Bléré, soit près de 50 % de l'offre de la zone d'emploi).

Auberge de Jeunesse Ethic Etapes Centre Charles Péguy à Amboise : 72 lits

Village Vacances Familles (VVF) Les Violettes à Amboise : 311 lits, résidence de Tourisme Météor Resort : 952 lits



Préparer l'avenir à travers la formation

Les spécialités professionnelles les plus caractéristiques de la zone sont "mécanique, travail des métaux", "agriculture", "industrie de process".

1 457 lycéens et 368 apprentis sur la zone d'Amboise

La zone d'emploi d'Amboise compte cinq lycées (dont deux lycées d'enseignement général et technologique, deux lycées professionnels et un établissement agricole), pour un effectif total de 1 457 élèves.

Le bassin de formation d'Amboise accueille également deux Centres de Formation d'Apprentis (CFA agricole, CFA de l'industrie, avec un total de

368 apprentis en 2009 (antennes comprises).

CFAI - Amboise

Le site créé en 1981 étant devenu beaucoup trop petit, un nouvel établissement a été construit et occupé fin 1992. Il s'étend désormais sur une surface de 2 000 m².

Il propose quatre filières : électrotechnique, maintenance, productique, outillage, métaux en feuille et six formations essentiellement de niveau IV.

Lycée Chaptal

Ce lycée propose cinq filières : tertiaire, plasturgie, outillage,

restauration, sanitaire et social pour des formations allant de niveau V au niveau III

La formation dans le sanitaire et social

L'Institut de Formation de Soins d'Amboise propose le diplôme professionnel d'aide-soignant (niveau V) ainsi que le diplôme d'Etat d'infirmier (niveau III).

Il coordonne la mise en place de formation d'aides-soignants en cursus partiels. C'est-à-dire la possibilité de compléter des formations par quelques modules à la suite d'une validation des acquis de l'expérience.

ce.

Ce dispositif de formation en cursus partiel est une première en région. Il fait partie des expérimentations issues du Plan des Métiers au service des personnes handicapées et des personnes âgées dépendantes (en collaboration avec les instituts de formation du 37 et du 41 : Instituts de Formation d'Aides Soignants ainsi que les lycées professionnels).

La Recherche

Créé en 1966, le centre INRA de Tours (Institut National de la Recherche Agronomique), se consacre entièrement aux recherches sur la reproduction et la santé des animaux d'élevage.

Les recherches se répartissent au sein de quatre unités de recherche et trois unités expé-

riméntales, ce qui mobilise plus de 500 personnes : chercheurs, administratifs, animaliers, techniciens, ingénieurs...

Les recherches sont réparties en deux pôles principaux :

- le pôle santé animale
- Le pôle biologie animale et

élevage.

Dans le cadre de l'enseignement et de la formation, le Centre accueille chaque année environ 150 étudiants et stage de fin d'études et une vingtaine de chercheurs en thèse de doctorat.

Quelques chiffres du centre

INRA de Nouzilly :

- 18 000 m² de laboratoires
- 45 000 m² d'unités expérimentales
- 220 bovins, 250 chevaux, 2 400 ovins, 1 150 porcs, 67 000 volailles, 3 800 lapins...

Des atouts pour l'avenir

Une cohésion des entreprises et des collectivités

L'une des forces du bassin d'emploi est d'avoir su mettre en place une cohésion, à l'exemple du Groupement des Entreprises du Val d'Amboise (GEIDA). Cette structure rassemble plus de soixante adhérents représentant quelque 3.000 emplois. Elle se présente comme un outil au service de tous ses membres dont les actions peuvent prendre la forme d'une coopération pour des achats communs, une instance de réflexion et une force de proposition représentative dans ses rapports avec les collectivités et l'administration. Un vrai poids économique.

Cette cohésion se retrouve également à travers le travail commun réalisé par les quatre communautés de communes à la suite de la fermeture du département recherche du pharmacien Pfizer. Un fonds de 1,5 M€ a été attribué au bassin d'emploi et un travail communautaire, sous l'appellation « Action Puissance 4 », a été entrepris pour compenser la suppression des 146 emplois.

Un positionnement sur le développement durable

La crise a révélé la fragilité des grands groupes à capitaux étrangers évoluant notamment dans la sphère de la sous-traitance automobile. Face à ces géants au pied d'argile en période de récession, Amboise a eu la volonté d'apporter une diversification de l'activité économique sur son territoire avec l'installation de PME et d'artisans. Dans ce contexte sont en train de se positionner des activités autour du développement durable que la collectivité cherche à structurer. Le photovoltaïque, l'économie d'énergie ou encore la construction à base de matériaux écologiques émergent dans ce paysage économique en devenir. Le premier bâtiment d'activité (privé) à énergie positive a ainsi vu le jour avec le soutien de Val d'Amboise.

Le patrimoine mondial de l'UNESCO



L'inscription de la Loire au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2000 apporte encore plus de visibilité à ce territoire déjà béni des dieux pour son patrimoine historique et culturel. Quand on sait que 80 % des visiteurs sélectionnent leur destination via Internet, et que 40 % des personnes se présentant à l'office de tourisme d'Amboise sont étrangers, cette visibilité au plan international est un capital à promouvoir.

Des outils pour stabiliser le tourisme

De nouvelles offres sont apparues pour élargir le champ d'activité du tourisme et mieux le stabiliser dans une région trop sujette au passage éclair des visiteurs. A proximité des monuments, l'aquarium de Lussault ou, plus récemment, Fantasy Forest permettent des variations pour le public familial. Cette diversification de l'offre est encore en devenir. Ainsi, la vocation viticole du territoire devrait faire émerger un œnotourisme. La Loire à Vélo, qui n'a pas encore franchi l'étape amboisienne, sera un vecteur de l'écotourisme dans les années à venir. La partie du Cher canalisée, toujours en attente d'un projet concret, recèle également un fort potentiel. Un autre projet est en phase de réflexion, lié à l'internet mobile : la création d'itinéraires de visites via un GPS permettant aux touristes d'être mieux retenus sur le territoire. Un équipement aquatique apporterait une attractivité supplémentaire pour capter les familles.

Les voies d'eau à exploiter

Certes la navigabilité de la Loire limite l'exploitation nautique du fleuve. Ici, pas de grande croisière de ville en ville possible. Un opérateur propose toutefois des promenades à bord de l'Ambacia, une toue

moderne pouvant accueillir des groupes déjà importants au départ d'Amboise. Le même opérateur offre des prestations plus importantes sur le Cher dont le cours plus docile permet à un bateau-mouche, la Béliandre, de voguer sur la rivière en passant sous les arches du château de Chenonceau. Loire-Aventure propose également des prestations de randonnées en canoë sur la Loire depuis sa base de l'Île d'Or à Amboise. Mais on est encore loin du tourisme nautique de loisir et de l'engorgement des gorges de l'Ardèche ou du Tarn !

Une infrastructure d'hébergements renforcée

Avec l'ouverture de la résidence touristique et d'affaires Meteor Resort à Amboise, 1 000 lits nouveaux sont offerts à la clientèle sur un territoire qui est déjà le second pôle hôtelier du département.

Des liaisons interurbaines TER plus performantes



La gare de Bléré-La Croix a inauguré, l'été dernier, la première liaison interurbaine ferroviaire avec Tours, préfiguration d'un cadencement sur la ligne nouvellement électrifiée. La zone d'emploi pourrait bénéficier, à terme, d'une desserte encore plus efficace et d'échanges plus faciles grâce à l'étoile ferroviaire tourangelle dont trois branches couvrent ce territoire. En attendant le tram-train ?

Des services publics bien présents

L'attractivité d'un territoire pour une entreprise réside aussi dans le fait de pouvoir assurer à son personnel un certain nombre de prestations, hors entreprise s'entend et à destination des familles. Avec cinq lycées, la zone d'emploi d'Amboise offre une palette conséquente pour la formation

des jeunes avec la possibilité de poursuivre des études supérieures à Tours. Un autre élément pris en compte est l'offre de soin : la rénovation de l'hôpital Robert-Debré d'Amboise, après un investissement de 13,5 M€, sécurise l'environnement sanitaire, même si l'établissement intercommunal de 700 lits a perdu dans la restructuration sa maternité. Dans un autre ordre d'idée, la zone d'Amboise, avec un taux de 55 équipements sportifs pour 10 000 habitants (48 pour 10 000 pour la région) est plutôt bien dotée.

Château du Clos Lucé



Le Clos Lucé compte parmi les joyaux de la Renaissance. C'est, avec le château du Plessis-les-Tours, le seul à avoir été construit à la fois en brique et pierre de tuffeau, extraite des carrières de la région. C'est également l'une des demeures les plus meublées du Val-de-Loire. Outre la mesure qui le vit naître à Vinci, le Clos Lucé fut l'unique demeure de Léonard de Vinci. Il y vécut 3 ans, de 1516 à 1519 et y finit ses jours. C'est ce qui confère au château son caractère exceptionnel.

Le Château du Clos Lucé et son parc de 7 hectares est l'endroit idéal pour découvrir l'univers de Léonard de Vinci, un parc culturel qui met en scène l'art et les visions de Léonard de Vinci. Ce génie pluridisciplinaire a tout vu, tout imaginé, tout compris en observant la nature. C'est dans un parcours paysager à travers le parc du Clos Lucé que sont mises en scène ses créations et inventions majeures. Le Clos Lucé se classe désormais sixième au palmarès des châteaux privés les plus visités en France.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Chinon

Forum territorial du jeudi 19 mai 2009

Présentation générale de la zone d'emploi de Chinon



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Une synthèse entre l'économie et le tourisme

Entre filiation angevine, au nord, et poitevine, au sud, la zone d'emploi de Chinon recense une grande variété de paysages. Forêts, faluns et tourbières dans la partie septentrionale, plateau calcaire de Sainte-Maure dédié aux grandes cultures dans la partie australe, encadrent ce territoire dont la Loire, la Vienne et l'Indre constituent la matrice avec la plaine alluviale du Véron qui accomplit la fusion avec la Touraine.

Avec l'ouverture de l'A85 Angers-Tours en janvier 2007, le nord de ce territoire n'a été desservi qu'assez tardivement par une infrastructure autoroutière. Sainte-Maure-de-Touraine, positionnée à proximité de la grande route de l'Espagne, devenue N10, est reliée depuis la fin des années 70 à l'A10, un vecteur d'échanges avec la métropole tourangelle. Deux lignes ferroviaires majeures longent les faces Nord et Est avec l'axe transversal Nantes-Tours-Lyon pour le Bourgueillois, et l'axe Tours-Bordeaux pour Sainte-Maure. En 1982, Chinon a pu bénéficier de la réouverture de sa liaison ferrée avec Tours.

La population, peu dense, se concentre plus massivement sur les bords de la Vienne et singulièrement sur le canton de Chinon qui en absorbe plus de tiers. Ce territoire rural est également structuré par un maillage de petites cités dont deux de 4 000 habitants (Bourgueil et Sainte-Maure-de-Touraine).

Emprunte royale

L'histoire de Chinon se fonde dans celle de la France jusqu'à la Renaissance. Entrée dans le giron des Plantagenêt au

12^{ème} siècle, elle se positionne entre l'Aquitaine et l'Angleterre de Richard Cœur de Lion. L'imposante forteresse médiévale, qui surplombe la Vienne, est au cœur de la reconquête du royaume avec la rencontre entre Charles VII et Jeanne d'Arc, en 1429. « Chinon, petite ville grand renom », est ainsi consacrée par François Rabelais, né à la Devinière en 1495. Ce passé prestigieux a doté le Chinonais d'un riche patrimoine. Le cardinal de Richelieu ajouta sous Louis XIII un château magnifique, démantelé au 19^{ème}, et fit construire une « cité idéale » à l'urbanisme révolutionnaire.

Si Sainte-Maure-de-Touraine peut faire état d'une relative tradition industrielle, le territoire s'est essentiellement reposé sur une économie rurale jusqu'à la moitié du 20^{èmes} avant que trois événements majeurs viennent jouer un rôle de catalyseur du développement

AOC, OTAN, EDF

Trois cigles résument la situation : AOC, OTAN et EDF. En 1937, les trois appellations Chinon, Bourgueil et Saint-Nicolas-de-Bourgueil accèdent aux AOC et donc à une notoriété relativement récente, même si la culture de la vigne plonge ses racines à l'époque romaine. Aujourd'hui, les aires d'appellation représentent 4 750 hectares cultivés par plus de 400 vignerons.

En 1951, dans un climat de « guerre froide » et dans le cadre des accords de l'OTAN, l'armée américaine aménage un dépôt du génie sur 800 hectares dans la forêt domaniale de Chinon, sur la commune de Saint-Benoît-la-Forêt, et implante un hôpital militaire de 1.000 lits. Outre le coup de

fouet pour les entreprises du BTP qui participeront aux chantiers, de 1 100 à 1 300 personnels civils du secteur profiteront de cette manne militaire jusqu'au départ en février 1967. La corne d'abondance n'est toutefois pas tarie : à partir de 1957, EDF édifie sa première centrale nucléaire sur Avoine. Outre les près de 1.300 emplois directs générés par l'électricien, la ZAC du Véron voit se développer des activités de sous-traitance liées principalement au nucléaire, à l'image de la société Endel (360 salariés), qui doublent les effectifs du site. Le développement de la zone horticole qui bénéficie pour ses serres de la chaleur de la centrale, dont Delto, une société spécialisée dans la production de tomates cerises (une centaine de salariés), ou encore l'installation récente d'une plate-forme logistique Système U (230 salariés) liée à l'A85, contribuent à faire de cette zone l'un des poumons économiques de l'ouest de la Touraine.

Si l'on rajoute la qualité du patrimoine et des paysages, l'inscription dans le périmètre de l'UNESCO, les synergies créées, depuis 1996, autour du Parc Naturel régional Loire-Anjou-Touraine, la gastronomie avec quatre AOC, comment ne pas dresser un bilan positif pour ce territoire qui réalise une synthèse entre l'attractivité touristique et économique. Même si, il faut le reconnaître, la balance penche principalement en faveur du Nord du territoire.



Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	58 236	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,11 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	2,3 %	////
Superficie (km ²)	1 191	39 151
Densité (habitants/km ²)	48,9	64,4
Nombre de communes	66	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	20 824	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	17 876	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	7,8 %	7,8 %

Sources :
Population : Insee, RP 2006
Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Les grandes évolutions du territoire

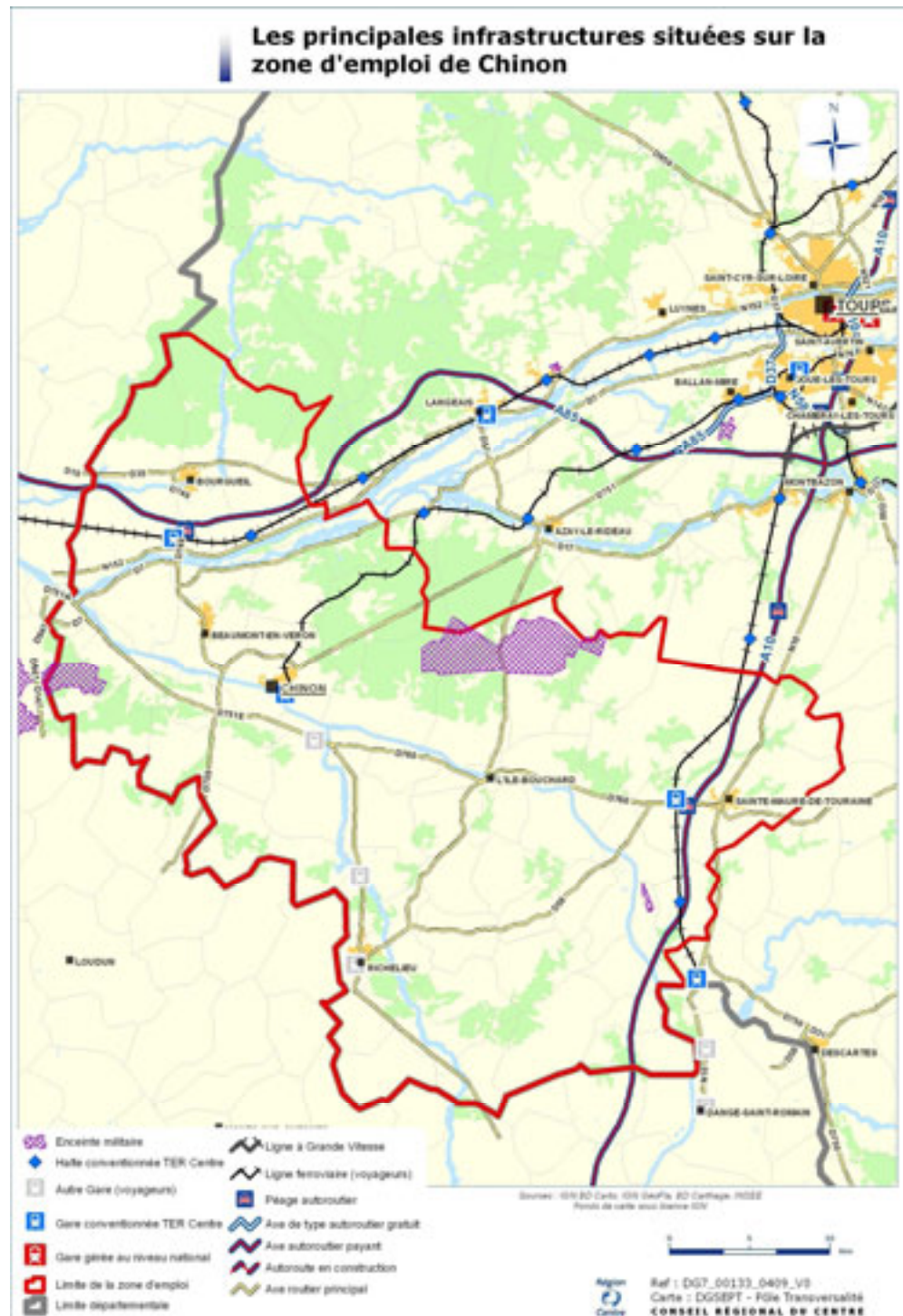
Infrastructures

La zone d'emploi est traversée par 4 axes routiers importants qui convergent vers l'agglomération tourangelle toute proche :

- l'A10, à l'Est, avec un échangeur à Ste Maure de Touraine.
- l'A85 au Nord, qui a été totalement livrée en janvier 2007, et rend le territoire beaucoup plus accessible depuis l'Anjou.
- la RN 10, Tours-Poitiers.
- la RN 152, qui longe la Loire entre Tours et Saumur.

La zone est bien desservie par les trains, en particulier dans sa périphérie où se concentrent les trafics majeurs des axes Nantes-Tours et Bordeaux-Tours.

La commune de Chinon est le terminus d'une ligne ferroviaire à voie unique reliant Tours à Chinon. Cette ligne comporte 8 allers-retours quotidiens en semaine complétés par 3 allers-retours par autocar. Le trafic sur cette ligne est en constante progression et a désormais dépassé les 350 000 voyages par an.



6 cantons composent la zone d'emploi de Chinon représentant 59 115 habitants.

Canton	Population
Bourgueil	11 671
Chinon	19 535
Sainte-Maure-de-Touraine	11 182

Canton	Population
L'Île-Bouchard	7 184
Richelieu	8 263
Azay-le-Rideau (*)	1 280

* Sur les 12 communes qui composent le canton d'Azay-le-Rideau, seules les communes de Rigny-Ussé et de St Benoît-la-Forêt font partie de la zone d'emploi de Chinon

Patrimoine naturel

Le Chinonais se caractérise notamment par la Loire et ses affluents, la Vienne et l'Indre, qui modèlent le paysage.

Entre crues et étiages, le fleuve découvre, çà et là, des langues de sable, et génère des milieux naturels rivulaires en perpétuel renouvellement. Une grande richesse biologique se retrouve notamment le long de la Vienne, avec entre autres sites remarquables : les pelouses de Bertignolles à Savigny-en-Véron, le bocage du Véron, les puys du Chinonais...

En s'éloignant du fleuve, les milieux naturels humides laissent place à d'autres paysages : tourbières et marais, coteaux, landes et forêts. Sur les plateaux se développent les vignobles et les massifs forestiers dont la forêt domaniale de Chinon. Le secteur compte deux sites Natura 2000 importants : « les basses vallées de la Vienne et de l'Indre » qui se caractérisent par une avifaune remarquable avec de nombreux

ses espèces nicheuses, et « la vallée de la Loire d'Indre-et-Loire » avec de vastes pelouses sur sable, mares, forêts alluviales...

Un territoire à très grands enjeux donc, protégé et mis en valeur à travers le Parc Naturel Régional, qui s'étend sur les Pays de la Loire. La localisation de ce territoire, à la confluence de grands cours d'eau, en fait un enjeu très sensible au regard de la vulnérabilité aux risques d'inondations.

La durée d'une crue est d'environ 9 jours pour la Loire et moins de 48 heures pour l'Indre. Le délai d'annonce de la crue est d'environ 4 à 5 jours pour la Loire, 20 heures pour l'Indre, et 48 heures pour la Vienne.

L'impact économique d'une crue type 1856 de la Loire est de l'ordre de 260 millions d'euros pour les vals de Bréhémont, Indre, Langeais (val ne faisant pas partie de la zone), Vienne et Vieux Cher.



Population



Une zone à dominante rurale caractérisée par une quasi-stagnation démographique

Le nombre de résidents recensé pour l'année 2006 sur la zone d'emploi est de 58 236, soit 2,3 % de la population régionale. Son poids démographique la place parmi les petites zones d'emploi de la région Centre. La ville de Chinon regroupe 8 256 habitants, soit 14 % de la population de la zone d'emploi. L'armature urbaine est complétée par 3 unités urbaines (1) approchant les 4 000 habitants, dont celle formée par les communes de Beaumont-en-Véron et Avoine, qui est limitrophe à Chinon. La zone reste à dominante rurale : près de 6 habitants sur 10 résidents en dehors des unités urbaines.

La zone d'emploi chinonaise connaît une croissance démographique très faible. La population a cru entre 1999 et 2006 à un rythme de +0,11 % par an, inférieur à celui de la région sur la même période (+0,46 % par an), et représentant une augmentation de +431 habitants entre 1999 et

2006. Cette augmentation modérée s'inscrit dans la continuité de la décennie précédente (1990-1999 : +0,07 % par an). Il faut préciser que les communes de la frange Nord-Est de la zone connaissent une dynamique démographique plus forte, liée à la proximité de l'agglomération tourangelle. Par contraste, la ville de Chinon perd de la population sur la dernière période (-0,8 % par an). On constate que la croissance est globalement plus forte dans les communes petites et moyennes de la zone d'emploi (+0,4 % par an sur l'ensemble des communes de moins de 1 000 habitants).

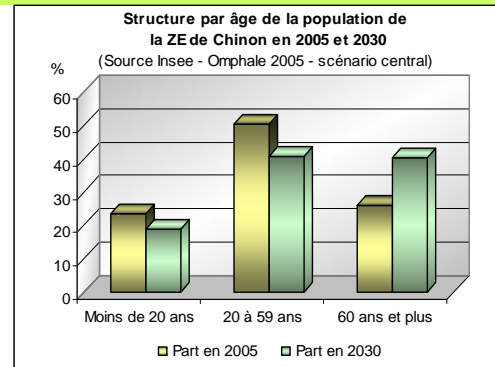
Une population plus âgée que la moyenne régionale

L'indice de vieillesse de la zone d'emploi est un peu plus élevé que celui de la région Centre. Cet indice est le rapport entre le nombre d'habitants âgés de 60 ans et plus et le nombre d'habitants âgés de moins de 20 ans. Il était estimé en 2005 à 1,11 sur la zone, contre 0,94 sur la région. La part des 60 ans et plus marque un écart net avec la région (26 % sur la

(1) L'unité urbaine est définie par l'INSEE comme un ensemble formé d'une ou plusieurs communes dont les tissus bâtis présentent une continuité, et qui regroupe au moins 2 000 habitants.

zone, 22,7 % sur la région). A l'inverse, les parts des moins de 20 ans et des 20-59 ans sont moindres sur la zone comparativement à la région, mais les écarts sont moins marqués sur ces catégories. Les projections de population réalisées sur les zones d'emploi de la région Centre à l'horizon 2030 montrent que la part des per-

sonnes âgées de 60 ans et plus augmenterait significativement sur la zone d'emploi chinonaise (voir graphique ci-contre)(2). Ce mouvement suivrait une tendance générale au vieillissement de la population.



Revenus

2006	Zone d'emploi de Chinon	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	15 538 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des ménages (part en %)		
Revenus salariaux	57,5 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	29,2 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	8,3 %	6,4 %
Autres revenus	4,9 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	44,3 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Le revenu fiscal médian par unité de consommation des ménages de la zone d'emploi de Chinon s'établit pour l'année 2006 à 15 538 €, soit 1 493 € de moins que celui de la région Centre (écart de -9 %). Parallèlement, la part des ménages fiscaux, dont les revenus sont inférieurs au seuil minimal de la première tranche de l'impôt sur le revenu, est supérieure à la moyenne régionale : 44,3 % sur la zone d'emploi chinonaise, contre 37,2 % sur la région (écart de -8 %).

Les revenus des ménages sont donc globalement plus modestes sur cette zone d'emploi que sur l'ensemble de la région Centre. On

peut lier ce constat à la structure par catégories socioprofessionnelles de la population qui laisse apparaître une plus faible représentation des cadres et professions intellectuelles supérieures, et une plus forte représentation des agriculteurs exploitants, ainsi que des retraités. Ce dernier point est illustré par la part importante des pensions et retraites sur la zone d'emploi (29,2 %).

On constate par ailleurs une surreprésentation des revenus des professions non salariées, conséquence de la forte présence de l'agriculture et du bâtiment sur la zone d'emploi chinonaise.

Équipements et services à la population

Des équipements et services bien répartis

Le niveau d'équipements de la zone d'emploi est relativement fort, du moins en terme de nombre de structures rapporté à la population. Néanmoins, compte tenu des caractéristiques rurales de la zone d'emploi (dispersion de la population dans des communes faiblement peuplées), il n'est pas surprenant que le taux de couverture communale des équipements soit plus faible que le taux de la région, tiré vers le haut par les grandes agglomérations.

Le commerce de proximité, par exemple, est particulièrement étoffé. On compte ainsi 9,8 boulangeries pour 10 000 habitants sur la zone d'emploi, pour une moyenne régionale de 7,1. De même, les services publics courants tels que les agences postales, sont bien présents sur la zone d'emploi. Les résidents des communes les moins densément peuplées ont accès à l'offre commerciale répartie dans les pôles intermédiaires et les pôles de proximité, qui maillent le territoire de façon

assez fine.

Santé, social : un niveau d'équipement convenable

Le niveau d'équipements et de services dans le domaine de la santé est convenable. On note en particulier une densité de médecins globalement satisfai-

sante à l'échelle de la zone. L'infrastructure chinonaise a été maintenue, avec une nouvelle organisation. Le partenariat entre le Centre Hospitalier et la clinique Jeanne d'Arc à Chinon a notamment permis l'installation d'une unité de cancérologie. Néanmoins, le

secteur de la santé demeure problématique sur ce territoire dont la population est vieillissante, et qui est confronté au risque de désertification médicale. A noter que des maisons médicales pluridisciplinaires ont été créées afin de rompre l'isolement des médecins.

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangeries	57	33	50	79,3	84,7	9,8	7,1
Boucheries, charcuteries	31	16	24,2	54,6	74,2	5,3	4,8
La Poste	24	23	34,8	69,9	77,7	4,1	2,6
Banques, caisses d'épargne	26	7	10,6	38,7	66,6	4,5	5,5
Médecins	57	19	28,8	65,3	77,1	9,8	8,7
Pharmacies	20	12	18,2	51,5	74,2	3,4	3,6
Écoles maternelles	18	15	22,7	52,7	70,4	3,1	2,8
Écoles élémentaires	58	47	71,2	89,7	93	10	6,6
Police, gendarmeries	6	6	9,1	37,4	47,5	1	0,8
Hébergements pour les personnes âgées	15	9	10,6	41	60,6	1,5	1,7
Soins à domicile pour les personnes âgées	7	6	9,1	37,8	37,6	1,2	0,5
Gardes enfants d'âge préscolaire	7	6	9,1	37,4	52,6	1,2	1,4
Cinémas	2	2	3	17,6	28,4	0,3	0,2
Équipements sportifs	436	61	92,4	///	///	75,4	48,2
dont bassins de nat.	28	15	22,7	///	///	4,8	1,5

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odometrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

(2) Ces travaux de projections démographiques ont été réalisés par l'INSEE Centre en partenariat avec le CESR.

7 garderies et crèches sont présentes sur 6 communes, offrant une capacité correcte dans les secteurs où elles sont implantées – mais le taux de couverture de ces structures, égal à 37 % sur la zone (53 % sur la région), suggère que, localement, des besoins peuvent rester insatisfaits. Point

positif, les troisième et quatrième âge bénéficient d'une offre d'hébergement et de soins à domicile conséquente.

Une offre sportive étoffée

Les équipements sportifs sont nombreux et particulièrement bien répartis (92 % des communes comptent au moins une

installation). Parmi eux, les bassins de natation sont les mieux représentés (4,8 bassins pour 10 000 habitants, contre 1,5 à l'échelle de la région). Les terrains de grands jeux et les salles de sport non spécialisées sont également nombreux.

Enfin, l'équipement culturel présente un niveau globale-

ment satisfaisant. Le réseau de salles de cinémas (Bourgueil, Chinon, Richelieu) couvre assez bien la zone ; il est complété par des Ciné-off dans les autres chefs-lieux de cantons. La population de la zone d'emploi chinonaise a également un accès aisé aux bibliothèques, nombreuses sur ce territoire.

Déplacements domicile-travail des salariés

De nombreux échanges avec les régions frontalières

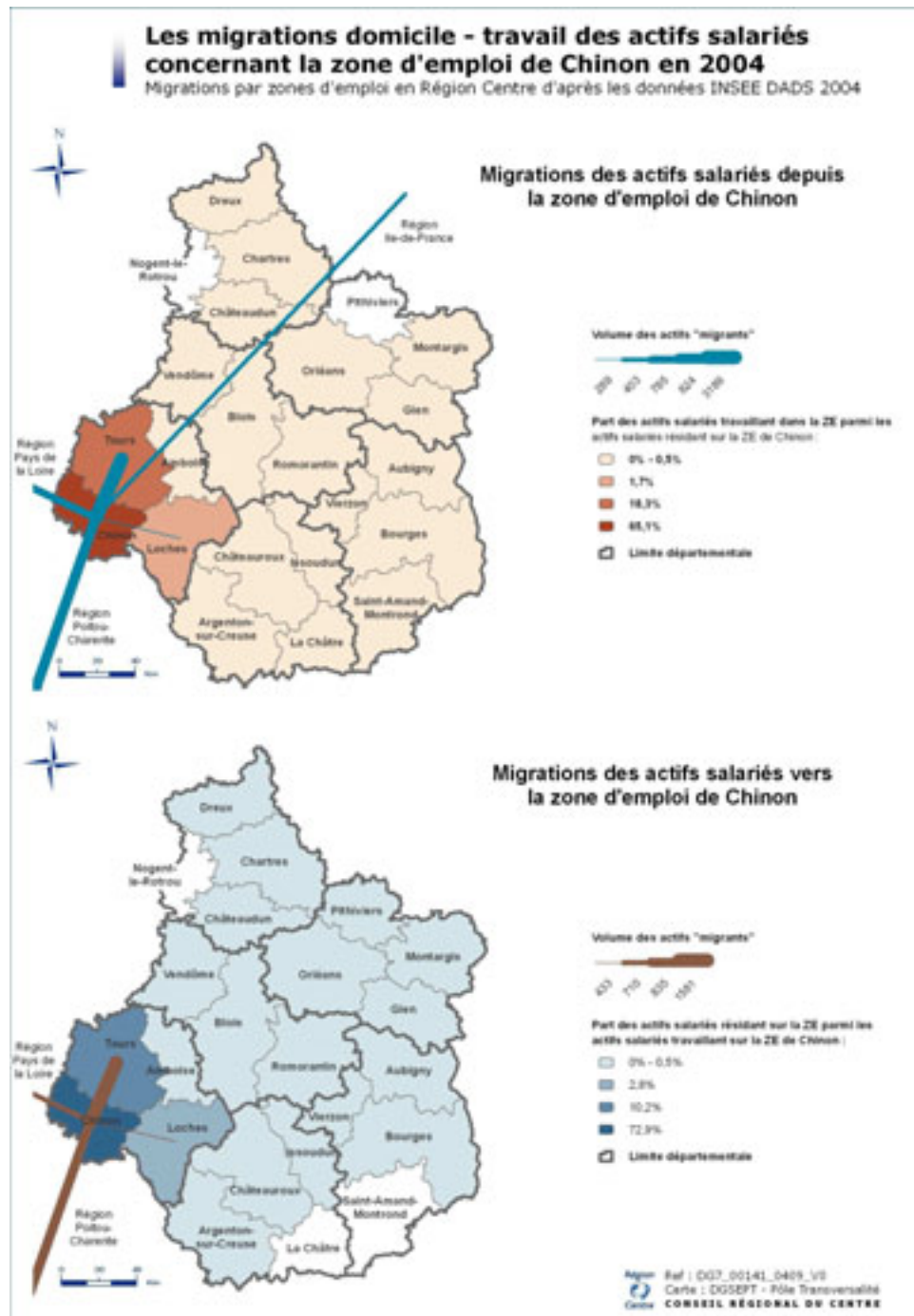
En 2004, 6 053 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi de Chinon et les autres zones d'emploi de la région Centre et 4 240 ont lieu entre la zone de Chinon et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec la zone d'emploi de **Tours** (4 770 entrées et sorties soit 46 % du total des déplacements), les régions **Poitou-Charentes** (1 679 entrées et sorties), **Pays de la Loire** (1 517), la zone d'emploi de **Loches** (720) et l'**Ile-de-France** (435).

Globalement, le solde des entrées et sorties est négatif (- 1 861). Si les déplacements sont équilibrés avec les régions Poitou-Charentes et Pays de la Loire, les sorties vers la zone d'emploi de Tours sont 2 fois plus nombreuses que les entrées.

35 % des salariés résidant dans la zone d'emploi de Chinon travaillent à l'extérieur (6 000 personnes). Ces salariés se déplacent principalement vers la zone d'emploi de Tours (3 190 soit 18 % des salariés résidents), les régions Poitou-Charentes (840 soit 8 % des salariés résidents), Pays de la Loire (790 soit 8 % des salariés résidents), Ile-de-France (400 soit 4 % des salariés résidents) et la zone d'emploi de Loches (290 soit 2 % des salariés résidents).

27 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés proviennent essentiellement de la zone d'emploi de Tours (1 580 soit 10 % des salariés travaillant dans la zone), des régions Poitou-Charentes (840 soit 8 % des salariés), Pays de la Loire (720 soit 7 % des salariés) et de la zone d'emploi de Loches (430 soit 3 % des salariés).



La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Dans l'immédiat après-guerre, c'est l'installation d'une base de l'armée américaine qui a permis une première expansion de la zone d'emploi de Chinon.

En 1962, le dépôt de Chinon représentait plus de 1 000 emplois, et mobilisait plus de 35% des actifs non-agricoles du canton. A contrario, le départ des américains en 1964 entraîne le licenciement de 600 personnes sur un effectif de 1 100. C'est le drame.

Mais dans le même temps, Chinon accueille les premières réalisations du programme nucléaire national établi par EDF en 1955. Les centrales de Chinon fonctionnent alors avec le type de réacteur qui emploie l'uranium naturel comme combustible, le graphite comme modérateur et l'anhydride carbonique sous pression

La zone d'emploi de Chinon se caractérise par une structure des effectifs salariés par sphère proche de celle de la région Centre.

La sphère productive – activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire – est importante dans la zone d'emploi de Chinon puisqu'elle emploie 37,2 % des salariés, une proportion d'emplois proche de celle de la région Centre. L'industrie est surreprésentée dans la zone. Cette surreprésentation concerne essentiellement le secteur de "l'énergie", qui représente 11,2 % des effectifs salariés de la zone d'emploi de Chinon contre 1,5 % en région Centre ; mais également le secteur des "équipements du foyer" (3 % des effectifs salariés de la zone contre 1,2 % en région Centre). Ceci s'explique principalement par l'implantation de deux établissements du groupe Electricité de France et de l'établissement CLEN, spécialisé dans la fabrication de mobiliers et matériel de bureau.

Le secteur de la "métallurgie et transformation des métaux" a également un poids important

comme fluide de refroidissement.

Chinon a été le champ d'expérimentation de prototypes de puissance croissante. EDF1, enfermé dans une sphère métallique, a été mis en service en 1963, EDF2 en 1965 et EDF3 en 1966. Le site a été choisi en fonction de la présence d'eau de refroidissement prise sur la Loire, des caractéristiques du sol qui doit pouvoir supporter des charges énormes et des coûts de transport de l'énergie produite.

Les travaux de construction ont mobilisé jusqu'à 3 000 personnes en 1968. La filière graphite-gaz est arrêtée, et chaque réacteur est démantelé, successivement en 1973, 1985 et 1990. Quatre nouveaux réacteurs de la filière REP (Réacteurs à Eau Pressurisée) sont mis en service en

dans la zone puisqu'il représente 2,4 % des effectifs salariés. On trouve dans ce secteur l'établissement Endel, filiale de Suez, spécialisé dans la

1984 pour deux d'entre eux, et en 1987 et 1988. Chaque réacteur peut produire 905 MW. La production annuelle moyenne est de 24 GWH. Depuis 1986, le dôme de Chinon A1 est dédié à un musée de l'atome.

La Centrale emploie aujourd'hui environ 1 300 personnes, auxquelles il faut ajouter des entreprises partenaires dans les domaines de la maintenance, de la radioprotection Gamma, de la décontamination, des installations électriques, de la mécanique. Citons les sociétés Endel, Polinorsud, Radioprotection Gamma, Techman... qui représentent plus d'un millier d'emplois.

L'hôpital, en pleine forêt de Chinon, a repris les installations du camp militaire américain. Il a été entièrement rééquipé de 2004 à 2007,

maintenance en centrale nucléaire, et 3ème employeur de la zone.

Dans la zone de Chinon, la part des effectifs salariés de

comptant 690 lits, et employant près de 1 000 personnes.

Sur la zone, on trouve aussi une importante plate-forme du groupe de distribution Système U qui emploie plus de 200 salariés.

Par ailleurs, des activités de fabrication de meubles sont réparties sur la zone, en particulier avec les meubles Richelieu (130 salariés), les meubles métalliques CLEN (160 sal).

Enfin, on trouve un ensemble diversifié de PME dans le travail du bois, les matériaux (Parexlanko fabrique de chaux et d'enduits du groupe Lafarge-95 sal.), des produits pour la pêche, un peu d'électronique et de travail des métaux.

l'économie résidentielle – qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux – est moins importante qu'en région Centre (37,4 %). Cependant, le secteur de la construction, inclus dans cette sphère, est beaucoup plus présent dans la zone chinonaise que dans l'ensemble de la région. Avec l'agriculture, c'est en effet l'un des deux secteurs caractéristiques du territoire.

La sphère publique est plus développée que dans l'ensemble de la région (25,5 % contre 24 % pour le Centre). Ceci s'explique par la présence de trois hôpitaux, de la Mairie de Chinon et de la Communauté de communes du Veron.

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	15 090	100,0	100
Sphère productive	5 607	37,2	37,1
Sphère résidentielle	5 637	37,4	38,9
Fonction publique	3 846	25,5	24,1

Sources : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	3 726	24,7	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	312	2,1	2,5
<i>Biens de consommation</i>	503	3,3	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	325	2,2	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	902	6,0	9,0
<i>Energie</i>	1 684	11,2	1,5
Construction	1 372	9,1	7,4
Commerce	1 830	12,1	13,5
Services	8 162	54,1	57,0
<i>dont Transports</i>	618	4,1	4,7
<i>Activités financières</i>	190	1,3	3,0
<i>Activités immobilières</i>	82	0,5	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	1 441	9,5	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	713	4,7	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	3 731	24,7	20,2
<i>Administration</i>	1 387	9,2	11,8
Ensemble	15 090	100,0	100,00

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Chinon (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
ELECTRICITE DE FRANCE - CPN CHINON	1000 à 1499 salariés	Eau, gaz, électricité
CENTRE HOSPITALIER DU CHINONNAIS	500 à 749 salariés	Santé, action sociale
ENDEL	250 à 499 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
POLINORSUD	250 à 499 salariés	Services opérationnels
TECHMAN INDUSTRIE	250 à 499 salariés	Conseils et assistance
ITM LOGISTIQUE INTERNATIONAL	200 à 249 salariés	Transports
HOPITAL LOCAL DE SAINTE MAURE	200 à 249 salariés	Santé, action sociale
LYCEE POLYVALENT RABELAIS	150 à 199 salariés	Éducation
LA GRANDE PRAIRIE	150 à 199 salariés	Commerce de détail, réparations
COMMUNE DE CHINON	150 à 199 salariés	Administration publique
FONDATION LEOPOLD BELLAN - C.A.T.	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
CLEN	100 à 149 salariés	Industries des équipements du foyer
ASS CHINOISE GESTION ETS SOCIAUX...	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
SORADIS	100 à 149 salariés	Commerce de détail, réparations
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VERON	100 à 149 salariés	Administration publique
CENTRE HOSPITALIER DU CHINONNAIS - ETABLISSEMENT DE LONGUE DUREE	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
BOUCHARDIS	50 à 99 salariés	Commerce de détail, réparations
PAREXLANKO	50 à 99 salariés	Industries des produits minéraux
ELECTRICITE DE FRANCE - U S I OUEST	50 à 99 salariés	Eau, gaz, électricité
CENTRE HOSPITALIER DU CHINONNAIS	50 à 99 salariés	Santé, action sociale

source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Plus de 2 500 établissements implantés dans la zone de Chinon en 2006

Fin 2006, la zone de Chinon compte 2 552 établissements, soit 2,4 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements dans les services et le commerce est un peu moins importante qu'en région, au profit de l'industrie et de la construction.

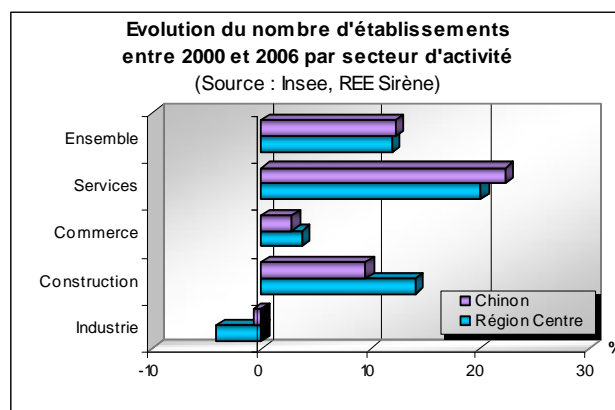
Entre 2000 et 2006, une forte augmentation du stock d'établissements

Le stock d'établissements s'est accru de plus de 12 % entre

2000 et 2006, ce qui place la zone d'emploi de Chinon au 6ème rang des zones de la région.

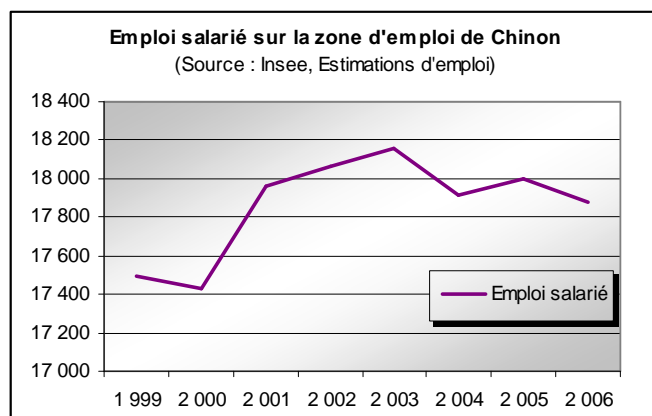
Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel (- 0,7 % contre - 4 % pour le Centre).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 22,4 %, soit 2,3 points de plus que la région. Le secteur de la construction a également connu une hausse importante d'établissements (+ 9,6 %).



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Une baisse des emplois dans le tertiaire de 2003 à 2006

Entre décembre 1999 et décembre 2006, le nombre des salariés s'est accru de + 0,3 % par an dans la zone de Chinon et de + 0,6 % par an en région. Cette faible croissance résulte d'évolutions contrastées. Ainsi, le nombre de salariés a augmenté de + 1,3 % par an en 2000 et 2001 et de + 0,5 % par an en 2002 et 2003 ; il a

diminué de - 0,4 % par an de 2004 à 2006.

L'évolution des effectifs par secteur d'activité économique fait apparaître deux grandes périodes :

2000 - 2002 : le nombre de salariés augmente dans les services et la construction. En revanche, l'agriculture et l'industrie perdent des emplois ;

2003 - 2006 : on observe des disparitions d'emplois dans le

commerce et dans les services. En revanche l'agriculture, la construction et l'industrie créent des emplois, malgré des évolutions contrastées d'une année à l'autre. Les pertes d'emplois dans les services concernent les services opérationnels (traitement des déchets principalement) et les services non marchands.

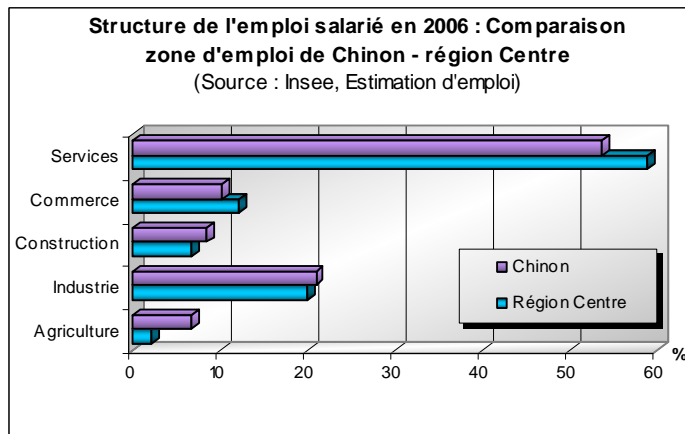
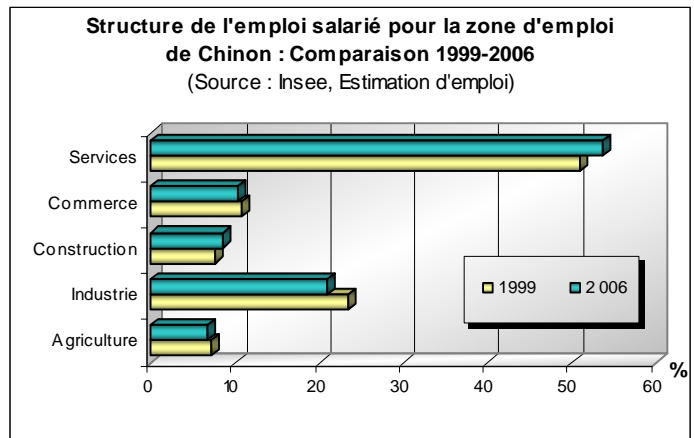
L'évolution des emplois des quatre dernières années maintient les caractéristiques du tissu économique de la zone. Ainsi, en décembre 2006, l'agriculture et la construction restent des secteurs spécifiques de la zone : elles em-

ploient respectivement 6,7 % et 8,5 % des salariés dans la zone (contre 2,1 % et 6,7 % en région).

Des créations d'emplois dans les établissements privés de 10 salariés ou plus entre 2004 et 2006

Contrairement à l'ensemble des emplois salariés, les effectifs augmentent dans les établissements privés de 10 salariés ou plus sur la période 2004-2006 :

- en 2004 : la différence entre les entrées et les sorties de salariés (solde) indique une



croissance de 555 actifs,

- en 2005 : les effectifs diminuent (- 67),
- en 2006 : ils s'accroissent à nouveau en 2006 (+ 422).

En 2005, la diminution des effectifs est du ressort des seuls hommes ; en 2006, leur progression est quasi exclusivement le fait des femmes.

Dans les grands établissements, des disparitions d'emplois en 2006 sont principalement déclarées dans les "services opérationnels" ; c'est

aussi le cas du "commerce de gros". En revanche des progressions d'effectifs ont eu lieu dans la "santé et l'action sociale", et les "transports". La "construction" et le secteur "eau, gaz, électricité" accroissent aussi le nombre de leurs salariés.

En 2007, la construction et le commerce de gros sont à l'origine d'une forte croissance de l'emploi salarié du secteur privé. En 2008, la diminution de l'emploi ne se produit qu'à partir du 4ème trimestre, selon les données de l'URSSAF.

Chômage

Entre fin 2000 et fin 2007, un marché du travail défavorable aux jeunes hommes et aux femmes de 50 ans ou plus

Entre 2000 et 2007, on observe une baisse du taux de chômage sur la zone d'emploi de Chinon. Une analyse plus fine montre que l'évolution du chômage sur la zone se compose de deux principales périodes : une période de dégradation du marché du travail de 2001 à 2003 et une période de forte amélioration de 2004 à 2007. Cette période de régression du chômage est confirmée par la croissance des tensions entre les offres et les demandes d'emploi de 2004 à 2006. Cependant en 2007, les offres diminuent et de ce fait les tensions s'ameublent.

La diminution du nombre de demandeurs d'emploi, entre

fin 2000 et fin 2007, concerne plus les femmes que les hommes. Mais ce sont surtout les adultes qui en ont le plus bénéficié. A contrario, pour les jeunes hommes et les femmes de 50 ans ou plus, le nombre des chômeurs s'est accru.

Le chômage de la zone se

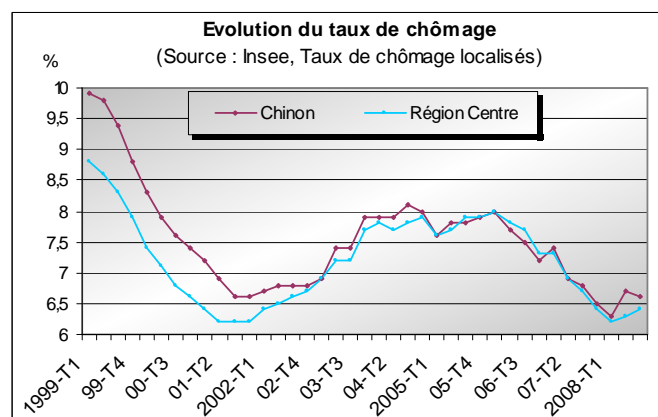
caractérise par une forte présence des jeunes et une faible proportion de plus de 50 ans.

Commencée au milieu de l'année, la dégradation du marché du travail de 2008 concerne d'abord les hommes et les jeunes.

De faibles tensions sur le marché du travail

En 2007, les tensions sur le marché du travail (rapport entre les offres et les demandes d'emplois) sont supérieures à celles de la région Centre, en raison uniquement de la forte présence des métiers saisonniers du maraîchage et de la viticulture.

En dehors des ouvriers du gros œuvre, des employés de l'hôtellerie et de la restauration, des cuisiniers et des professions sociales, les tensions sur le marché du travail sont faibles en 2007. C'est surtout le cas des métiers de l'administration et du commerce.



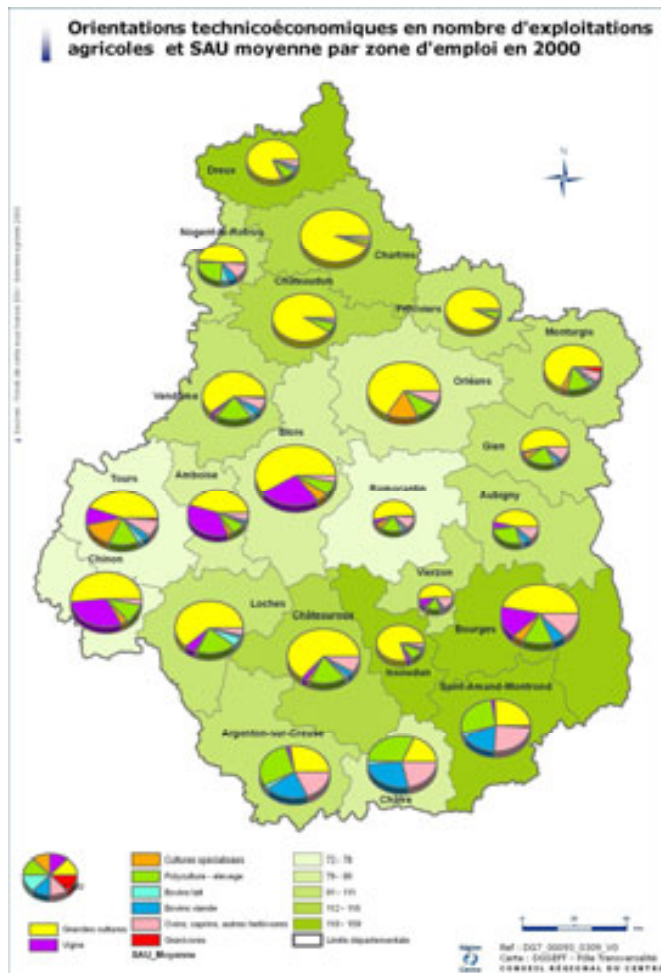
Agriculture

Qualité et diversité caractérise l'agriculture locale

Le Chinonais est d'abord un pays d'AOP (Appellations d'Origine Protégée), en effet Chinon, Bourgueil, Saint Nicolas de Bourgueil, trois communes de vignobles dont les productions de vins rouges issus notamment du cabernet sauvignon, et quelques blancs voyagent bien au-delà des frontières de la Touraine. Mais c'est également la zone de production de Sainte Maure de Touraine, l'une des 5 AOP de la région Centre en fromage de chèvre. L'élevage laitier est d'ailleurs bien présent dans la zone avec par

contre une collecte plutôt réalisée par des entreprises situées en dehors de la zone ou du département comme la laiterie coopérative de Verneuil sur Indre ou Eurial - Poitouaine.

Il existe également une production importante de pommes, accrochée au Maine et Loire en terme de commercialisation, et qui cherche à se diversifier, notamment dans la production de jus. Le dynamisme de la filière est soutenu par la station d'expérimentation de Saint-Epain, qui sert de référence pour toute la moitié nord de la France, tant en production conventionnelle qu'en Agri-



culture Biologique.

Les productions traditionnelles telles que l'asperge, le safran ou encore la truffe sont également présentes sur la zone et tentent de retrouver un nouveau dynamisme à travers des efforts de structuration.

Mais la zone est également le siège d'entreprises dont les cultures se sont développées récemment à proximité des centrales nucléaires, bénéficiant d'une énergie à moindre coût pour la production de légumes sous serres tomates et concombres.

Enfin, les grandes cultures, si elles sont moins présentes que dans d'autres bassins d'emploi

représentent tout de même l'activité principale pour la moitié des exploitations de la zone.

La diversité de ces productions explique que la taille moyenne des exploitations de la zone soit la plus faible de la région.

L'espace forestier constitue également un élément important du paysage local et de son économie avec notamment la forêt domaniale de Chinon composée d'essences de feuillus et de résineux.

Ainsi le territoire, de par la diversité des productions, associé à la qualité des paysages et du patrimoine a de nombreux atouts pour promouvoir une agriculture durable.

Tourisme

Le Chinonais est un territoire touristique stratégique, situé au confluent de trois rivières d'importance nationale : la Loire, la Vienne et l'Indre.

Il est reconnu et valorisé à double titre : par son classement au sein du Parc Naturel Régional Loire Anjou Touraine

et son inscription au cœur du périmètre des paysages culturels de l'Unesco.

Il se caractérise par :

deux monuments phares : les châteaux de Chinon et de Richelieu ;

un patrimoine bâti et troglody-

tique marqué par le tuffeau ;

des appellations viticoles de renom : les Appellations d'Origine Contrôlée (AOC) du Chinonais et du Bourgueillois.

Rabelais, Richelieu, saint Martin et Jeanne d'Arc, pour ne citer qu'eux, ont laissé une empreinte vivante et valorisan-

te. Balzac et Calder ont été inspirés par ce territoire.

Candes-Saint-Martin, à la limite du territoire régional, est classé parmi les « plus beaux villages » de France, en raison de son patrimoine naturel et bâti exceptionnel.

Ce territoire, traversé par "La Loire à Vélo", présente tous les atouts pour développer un réseau de boucles cyclables complémentaires.

Dans la continuité du Schéma régional Véloroutes et Voies Vertes, le Pays du Chinonais a engagé une étude de faisabilité en 2009.

Les touristes à vélo constituent une cible de clientèle particulièrement intéressante au regard de la durée de séjour et des retombées sur l'économie locale.

La randonnée pédestre offre également de belles occasions de découvertes de la richesse des paysages du territoire :

- traversée de la forêt de Chinon depuis Azay-le-Rideau par le sentier de Grande Randonnée (GR 3) qui rejoint Candès-Saint-Martin par le vignoble ;

- sentier de Grande Randonnée de pays (GRP), au nord de la Loire, autour des coteaux de Bourgueil.

→ Capacités d'hébergement

Hôtellerie : 27 établissements dont 17 hôtels-restaurants

Hôtellerie de plein air : 16 campings

→ 36 sites touristiques.

En dehors du château de Chinon (93 120 entrées), les principaux sites visités en 2007 sont : le château et les jardins du Rivau : 17 697 visiteurs ; le musée Rabelais de Seuilly : 12 154 visiteurs ; l'écomusée du Véron à Savigny-en-Véron : 9 023 visiteurs ; l'abbaye de Bourgueil : 1 204 visiteurs ; le musée d'art et d'histoire de Richelieu : 1 138 visiteurs.



Préparer l'avenir à travers la formation

1 372 lycéens et 54 apprentis sur la zone de Chinon

Chinon compte deux lycées professionnels publics, un lycée privé, un lycée public agricole et l'antenne des Maisons Familiales Rurales de Bourgueil. Le bassin de formation de Chinon accueille également 54 apprentis en 2009. Ils sont répartis en 33 apprentis à l'antenne du CFA agricole de Fondettes et 21 apprentis à l'antenne de Bourgueil du CFA de la maison familiale de Sorigny. Si l'on prend comme clé d'entrée la zone d'habitation des jeunes, la zone compte 421 apprentis dont 300 sont sous contrat avec des entreprises du Chinonais. Ces jeunes préparent pour 315 d'entre eux des CAP ou BEP, pour 72 un bac pro ou équivalent et pour 34 un diplôme de l'enseignement supérieur (principalement des BTS). Les formations concernent principalement les secteurs professionnels de l'hôtellerie, le commerce, l'alimentation, le bâtiment, la réparation

automobile, la coiffure.

Le système de formation professionnelle initiale se concentre sur le CAP ou le BEP et sur le baccalauréat technologique. Le potentiel de formation initiale professionnelle est faible dans la zone de Chinon : neuf domaines sur dix-huit sont dispensés.

Les élèves se préparent plutôt aux métiers de la "gestion, administration des entreprises", de "l'électricité, électronique", de la "mécanique, travail des métaux", de la "maintenance", et du "transport et de la logistique". Ces formations concernent 77,6 % des élèves dans la zone contre 44,3 % dans la région.

Le lycée Cugnot accueille les élèves dans les filières du domaine industriel (automobile, électricité, maintenance industrielle) et du domaine des services (restauration rapide et transport logistique). L'antenne de l'EPLEFPA de Tours-Fondettes à Chinon dis-

pense le CAP agricole vigne et vin par la voie de l'apprentissage, unique en région Centre.

Après le baccalauréat, le lycée François Rabelais propose deux Brevets de Technicien Supérieur :

- le BTS Management des Unités Commerciales. Ce BTS forme aux professions commerciales et comporte la préparation, la réalisation et le suivi d'actions en relation avec des entreprises.

- le BTS Maintenance Industrielle. Le technicien supérieur en maintenance industrielle est un technicien de terrain. Ses compétences dans des domaines aussi variés que la mécanique, le génie électrique, l'informatique, l'hydraulique et l'automatisme lui permettent d'occuper une fonction essentielle dans l'entreprise.

De nombreux départs de la zone pour se former

En raison des caractéristiques locales du système de forma-

tion, les sorties pour se former sont plus nombreuses que les entrées. Cette situation touche proportionnellement plus les préparations au DUT ou au BTS.

La formation dans le sanitaire et social

Le CFA des Maisons Familiales d'Éducation et d'Orientation (MFE0) accueille 21 apprentis préparant la formation de CAP Petite enfance (antenne de Bourgueil).

La formation continue (FTLV)

Sur le bassin de Chinon, l'offre de formation de qualification et d'insertion pour 2009 est importante (170 places), sur des domaines variés, de la préparation au concours d'entrée dans les écoles sanitaires et sociales au titre professionnel de vendeur ou secrétaire

Enfin, tous les visas (tourisme, internet, bureautique, langues vivantes, trois en un, éco citoyen) sont disponibles sur le bassin d'emploi.

Centre Universitaire de Chinon

Chinon accueille les activités de travaux pratiques de la formation en Licence et Master « ingénierie des milieux aquatiques et des corridors fluviaux », de l'Université de Tours. Elle

visé à former des professionnels de la gestion intégrée et de la restauration des milieux aquatiques (bassin versant, cours d'eau, zones humides).

L'équipe du Centre d'Expertise et de Transfert de l'Université de Tours « Elmis Ingénieries » y est aussi implantée. Partie prenante de la société de valorisation de l'Université de Tours, son équipe

est spécialisée dans l'écologie et la gestion des cours d'eau et des zones humides.

Des atouts pour l'avenir

Une économie fondée sur la stabilité

Avec le Centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) d'Avoine où EDF compte près de 1 300 salariés, et le Centre hospitalier du Chinonais (voir également plus bas) qui comprend près de 1 000 salariés, ces deux seules activités représentent près de 13 % de la population salariée du bassin d'emploi. Si on ajoute les secteurs de la viticulture et du tourisme, qui composent l'ossature du territoire, la structure de l'activité générale présente toutes les caractéristiques d'une certaine stabilité.

La manne EDF

La centrale nucléaire (CNPE) représente une manne pour le Véron. La communauté de communes (Avoine, Huismes, Savigny-en-Véron et Beaumont-en-Véron) récupère quelque 6 M€ de taxe professionnelle annuelle. De plus, l'attractivité de la ZAC du Véron a permis de concentrer sur cet espace une soixantaine d'entreprises, sous-traitantes de la centrale pour certaines, ou bénéficiant de la chaleur évacuée par « la pile », surnom local de la centrale, utilisée par les horticulteurs notamment. Les équipements publics, comme la piscine d'Avoine, sont remarquables.

Un pôle santé partenarial

L'hôpital François-Rabelais de Chinon, hébergé dans l'ancien établissement militaire américain de Saint-Benoît-la-Forêt, a été complètement reconstruit, un investissement de 60 M€. La particularité de cette refonte est d'avoir constitué un pôle santé avec le rapprochement de la clinique chirurgicale privée Jeanne-d'Arc, les deux établissements ayant fait l'objet d'un partenariat qualifié d'exemplaire.

Un territoire préservé

Dans ce territoire marqué par un patrimoine architectural et des paysages remarquables, l'inscription de la Loire au Patrimoine mondial de l'UNESCO représente un atout indéniable, notamment pour la visibilité

de ce territoire dans le choix des destinations touristiques. Préservé, donc, avec des outils pour en défendre la qualité et la permanence. Deux secteurs sauvegardés (Chinon et Richelieu), six zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysagé, sans compter les zones de covisibilité (lorsqu'un édifice est au moins en partie dans les abords d'un monument historique et visible depuis lui ou en même temps que lui) encadrent toute implantation. Revers de la médaille : tous ces outils rendent plus complexe, ici, le développement d'un projet. Démonstration de cette qualité, deux villages sont au palmarès des plus beaux villages de France : Candes-Saint-Martin, formidable illustration du mariage de l'ardoise et du tuffeau à la confluence de la Vienne et de la Loire, et la charmante Crissay-sur-Manse. Enfin, le territoire est inclus dans le vaste Parc régional Loire-Anjou-Touraine.

La forteresse royale réhabilitée



Richelieu n'aura pas eu le temps de démanteler la forteresse chinonaise, rendue à l'anonymat et aux outrages du temps une fois la royauté installée à Paris. Alors que le château est cédé au Conseil d'arrondissement en 1808, Prosper Mérimée stoppera cette agonie. La réhabilitation, entamée en 2006 par le Conseil Général d'Indre-et-Loire, va permettre au monument d'accéder à une nouvelle vie, plus conforme à son prestigieux passé. Quelque 100 000 visiteurs chaque année en franchissent les portes.

Une liaison entre la ville haute et basse prometteuse

Depuis juillet 2008, le centre historique et la forteresse sont reliés par l'ascenseur de la Brèche, afin de faciliter les échanges entre ces deux pôles

dissociés par un dénivelé parfois vécu comme une contrainte. Conçu comme un véritable transport public vertical, cet équipement est un lien fort entre les deux sites et une nouvelle façon pour les piétons de se réapproprier l'espace.

Sédentariser le tourisme

Le tourisme en Val de Loire se caractérise par la faible durée des séjours. Pour stabiliser cette population, de nouvelles structures d'hébergement ont fait leur apparition permettant à un public familial de séjourner à partir de ces « bases » d'excursion. Ainsi ont été créés le Relais du Plessis à Richelieu (des cottages en bois) et les Jardins Renaissance à Azay-le-Rideau (une centaine de maisonnettes). Chinon valait bien également un tel équipement pour rayonner sur tout le territoire. Le projet de la Résidence Saint-Michel, reconversion d'un couvent du 17^{ème} siècle devenu Hospices de Chinon au pied du château et à proximité de la Vienne, va combler ce vide. Outre 46 appartements, une résidence de tourisme de 76 logements pour des locations à la semaine va voir le jour en 2010. Ce projet porté par le constructeur GTM avec l'accompagnement de l'Agence de développement et d'urbanisme du Chinonais (ADUC) représente un investissement de 7 M€.

Viticulture et Sainte-Maure



La vigne a paysagé ce territoire. Depuis une trentaine d'années, la mode des vins de Loire s'est imposée. L'originalité de ces vins des trois appellations réside notamment dans le recours presque exclusif au cépage cabernet franc. Vin de terroir avant tout, il se démarque par son caractère

dans un secteur où la mondialisation a tendance à unifier les goûts. A Chinon, les Bons Entonneurs Rabelaisiens ont créé un formidable outil de promotion : l'intronisation. Plusieurs milliers de chevaliers ont été adoués lors de cérémonies, dont un grand nombre de personnalités qui deviennent des prescripteurs du breuvage. Avec le Clos de l'Hospice de Chinon, adossé à la Résidence Saint-Michel, une nouvelle parcelle de 1,3 ha va renouer avec la tradition hospitalière à l'image des ventes de Beaune. Première vendange prévue en 2010. La 4^{ème} appellation AOC du territoire, avec le fromage de chèvre de Sainte-Maure, complète le paysage gastronomique.

Avoine, capitale régionale du blues



"Avoine Zone blues" fêtera, début juillet, sa 10^{ème} édition. Au fil des ans, cette manifestation est devenue l'événement du début d'été. De 1.500 spectateurs en 2000, la billetterie a enregistré 15.000 entrées en 2008. Fort d'une programmation mixant vedettes internationales et nouveaux talents, le festival a fait souche avec une réussite qui le place désormais dans les dates à retenir du circuit des festivals.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Loches

Forum territorial du mercredi 24 juin 2009



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	49 656	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,26 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	2,0 %	////
Superficie (km ²)	1 803	39 151
Densité (habitants/km ²)	27,5	64,4
Nombre de communes	67	1 842
Nombre d'emplois total (2007)	17 518	997 840
Nombre d'emplois salariés (2007)	14 649	910 167
Taux de chômage (1T 2009)	6,6 %	7,8 %

Sources :
 Population : Insee, RP 2006
 Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi, données provisoires
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Présentation générale de la zone d'emploi de Loches

Au sud-est de la Touraine, cette zone d'emploi qui couvre près d'un quart de l'Indre-et-Loire, se situe à la limite des départements de l'Indre, de la Vienne et du Loir-et-Cher. La communauté de communes Loches Développement rassemble vingt communes et constitue le cœur du territoire.

Malgré son importance dès la période gallo-romaine, Loches est une sous-préfecture isolée. La voie ferrée n'est pas électrifiée. Une route départementale, ex-route nationale 143, assure la liaison vers Tours, au nord-ouest, et Châteauroux, au sud-est. La nouvelle autoroute A85 Angers-Vierzon au Nord et l'A10 à l'Ouest bordent la zone d'emploi. La départementale 31 irrigue l'axe nord-sud.

Après un recul démographique dû à l'exode rural jusqu'au début des années 90, la zone d'emploi de Loches a repris de la vigueur depuis une dizaine d'années. Sa proximité avec Tours et le phénomène de périurbanisation lui ont permis d'inverser la courbe. 49 656 habitants vivent dans la zone d'emploi, dont 6370 Lochois et un peu plus de 4000 Descartois. La ville centre a stabilisé sa population. A noter un âge moyen plus élevé que dans le reste de la région. La progression provient essentiellement de l'apport de jeunes couples attirés par un immobilier à des prix modérés. Ce qui implique aussi de nombreux déplacements domicile-travail et des requêtes sur l'amélioration des infrastructures routières et ferroviaires. L'opportunité d'un doublement en deux fois deux voies de l'axe Tours-Châteauroux est évoquée. Les travaux ont été réalisés en sortie d'agglomération de Tours, mais pas au-delà.

L'influence de l'agriculture

Construite sur un éperon rocheux dominant deux voies romaines et une rivière, l'Indre, la cité royale de Loches constitue un carrefour stratégique. Dès la période gallo-romaine, un oppidum occupe le site. Un château et des remparts défensifs édifiés au moyen âge lui donnent aujourd'hui un intérêt touristique majeur. En offrant le contrôle de la circulation des biens et des personnes, Loches a éveillé l'intérêt de St Louis. Le roi a acquis la forteresse en 1249. Toute la cité a ainsi bénéficié d'une relative stabilité due à la gestion par le pouvoir central pendant six siècles. Charles VII y a séjourné, ainsi qu'une favorite royale, Agnès Sorel.

Bourg agricole et lieu de foires, Loches conserve aujourd'hui une influence très forte de l'agriculture puisque près de 15% des emplois y sont toujours consacrés, soit plus du double de la moyenne nationale ; en 2006, le secteur agricole représente 4,4 % de l'emploi salarié de la zone (1,4 % pour la métropole). Outre la culture du blé, on trouve des activités d'exploitation des forêts, d'élevage laitier bovin et ovin. La culture des champignons en cave a par exemple employé jusqu'à 600 personnes.

Le textile a aussi marqué l'industrialisation de la vallée. Parmi les rescapés de cette industrie manufacturière : l'entreprise Savebag à Perruson fabrique des sacs et cartables et emploie près de 140 salariés. Aujourd'hui, des activités de constructions mécaniques et de services à l'agriculture, en particulier minoteries, scieries, commerce de grains, de produits laitiers et de vins, articles de chasse ont

pris la place du textile. Le tourisme constitue aussi un nouveau point fort de l'activité économique. Descartes a connu une première industrialisation aux 19^{ème} siècle, en particulier dans le papier-carton, puis dans le travail des métaux et elle conserve un tissu industriel et artisanal diversifié.

Le tribunal va déménager

L'emploi salarié a fortement progressé depuis 10 ans grâce à la mise en place de zones d'activité attractives, notamment le Node Park de Tauxigny, à mi-chemin entre Loches et l'agglomération de Tours. Les entreprises ont trouvé des surfaces importantes, des services aux salariés (restaurant inter-entreprise, crèche) et une taxe professionnelle inférieure de deux points à celle de l'agglomération voisine. En service depuis 13 ans, cette zone d'activité s'appête à s'étendre, alors que d'autres ZAC cherchent encore des entrepreneurs malgré leur antériorité. Véritable locomotive de tout le territoire, cette ZAC s'appête à accueillir une centaine de salariés supplémentaires via l'extension prochaine du centre d'appels de la société Laser Contact.

L'Etat a toutefois diminué sa présence sur la zone. La carte judiciaire prévoit la fermeture du tribunal d'instance de Loches et son transfert à Tours à compter du 1er janvier 2010. Un temps en sursis, la sous-préfecture a finalement été maintenue.



La Collégiale St-Ours

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

A proximité de Tours, la zone d'emploi est bordée par les autoroutes A10 à l'Ouest et A85 au Nord.

La ville de Loches est située sur la ligne ferroviaire à voie unique reliant Tours à Châteauroux. Les 47 kms séparant Tours et Loches voient cohabiter des trains Fret (important silo céréalier à Reignac) et des trains TER. Les 70 kms entre Loches et Châteauroux n'autorisent que la circulation de trains Fret qui, pratiquement, ne s'effectue que sur la partie située dans le département de l'Indre. La desserte TER de la zone de Loches est mixte, fer et route, avec une dominante route liée aux capacités limitées de la voie ferrée due à ses caractéristiques d'exploitation en voie unique et à son équipement de signalisation aux performances limitées. La complémentarité de ces deux modes concourt à la proposition d'une offre de desserte TER qui rencontre un réel succès avec plus de 21 millions de voyageurs.km par an (somme du nombre de kms effectués par chaque voyageur) en nette progression sur les trois dernières années (+ 17%).

Loches, à mi-parcours sur la ligne routière TER Tours - Châteauroux, est desservie par tous les services de l'axe routier, qu'ils soient directs ou pas. Ainsi, 13 services par cars desservent Loches : 6 AR Tours - Loches - Châteauroux, 5 AR Loches - Tours et 2 AR Loches - Châteauroux.

Des études préliminaires pour la création d'une commande centralisée entre Tours et Cormery sont en cours. Un tel projet concerne également Loches car il permettrait de supprimer la limite du nombre de circulations ferroviaires imposé par le système de signalisation actuel.



6 cantons composent la zone d'emploi de Loches représentant 49 656 habitants.

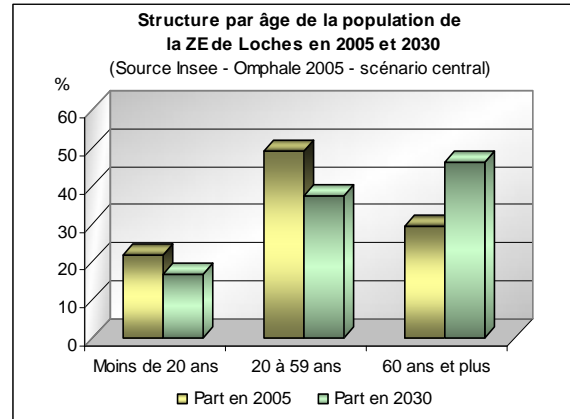
Canton	Population	Canton	Population
Descartes	8 612	Loches	18 537
Le Grand-Pressigny	4 197	Montrésor	5 488
Ligueil	7 611	Preuilly-sur-Claise	5 211

des bourgs à partir desquels les pôles d'emploi sont aisément accessibles.

Les seniors sont plus nombreux que les jeunes

L'indice de vieillesse, qui fait le rapport entre le poids de la population âgée de 60 ans et plus avec celui des moins de 20 ans, est d'environ 1,3 pour l'année 2005 (0,9 en région). Les projections de population réalisées sur les zones d'emploi de la

région Centre à l'horizon 2030 montrent que la part des personnes âgées de 60 ans et plus est susceptible d'augmenter significativement sur la zone d'emploi lochoise, traduisant de façon marquée la tendance structurelle au vieillissement de la population (2).



Revenus

2006	Zone d'emploi	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	15 122 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des ménages (part en %)		
Revenus salariaux	53,9 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	30,9 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	9,3 %	6,4 %
Autres revenus	5,9 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	47,3 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Les revenus des ménages de la zone d'emploi de Loches sont particulièrement faibles au regard des indicateurs régionaux. Le revenu fiscal médian par unité de consommation est égal à 15 122 €. En d'autres termes, la moitié des habitants de la zone vit dans un ménage qui déclare un revenu inférieur à 15 122 €. Il est en retrait de -1 909 € sur celui de la région. Parallèlement, la part des ménages non imposés sur la zone d'emploi de Loches est très supérieure à la région.

La structure des revenus comporte une part relativement faible provenant des salaires. A l'inverse, les revenus des professions non salariées ont un poids relatif plus important qu'en région, phénomène qui est une conséquence de la forte représentation de l'économie agricole sur l'ensemble de l'économie de la zone. La part des pensions et retraites est également sensiblement supérieure, reflétant le nombre important de la population ayant atteint l'âge de la retraite.

Équipements et services à la population

Le réseau de petits commerces en proie à d'importantes mutations

Les équipements et services de proximité ont une densité (nombre d'établissements rapporté à la population) bien plus élevée que la moyenne régionale, hormis pour quelques types de services (banques, caisses d'épargne). Cependant, la dispersion de la population sur la zone réduit leur proximité, ce qui explique que les taux de couverture des équipements et services (part de la population disposant de l'équipement sur sa commune de résidence) soient plus faibles que sur l'ensemble de la région. La situation des petits commerces et des services publics de proximité est souvent rendue précaire en raison du phénomène de dépopulation constaté sur la longue période. Synonyme d'accessibilité, la densité relativement forte des établissements implique que la zone de chalandise des commerces est relativement réduite. Or, la modernisation d'un commerce (exemple : boucherie) nécessite des investissements importants. Dans ce

contexte, le vieillissement des professionnels à l'instar de la population pose de façon urgente la question des reprises de commerce.

Une accessibilité assez faible aux équipements moins courants

Les services et équipements moins courants présentent des indicateurs de couverture de la population très nettement inférieurs aux indicateurs régionaux. Un tiers de la population de la

zone dispose d'un supermarché sur sa commune de résidence, contre 60 % à l'échelle régionale. Les services et équipements les plus spécialisés tendent logiquement à se concentrer dans le principal pôle de service de la zone, Loches. Le secteur de la santé et de l'action sociale présente un bilan contrasté : la densité en professions médicales (médecins, infirmiers libéraux) est préoccupante sur les franges sud-ouest de la zone. Les centres d'hébergement et

services d'aide aux personnes âgées sont, en revanche, correctement répartis sur la zone d'emploi, leur nombre plutôt élevé étant en accord avec le caractère plutôt âgé (en moyenne) de la population. Le manque de structures d'accueil pour la petite enfance constitue un problème d'importance sur les secteurs susceptibles d'accueillir des jeunes ménages. A l'échelle de la zone, seuls 12,8 % de la population résident dans une commune où est implanté

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangerie	58	39	58,2	81,3	84,7	11,7	7,1
Boucherie, charcuterie	40	25	37,3	68,2	74,2	8,1	4,8
La Poste	23	23	34,3	65,3	77,7	4,6	2,6
Banque, caisse d'épargne	20	9	13,4	37,7	66,6	4	5,5
Médecin omnipraticien	39	20	29,9	62,1	77,1	7,9	8,7
Pharmacie	22	15	22,4	52,1	74,2	4,4	3,6
Police, gendarmerie	6	6	9	30,1	47,5	1,2	0,8
Hébergement pour les personnes âgées	11	9	13,4	33,1	60,6	2,2	1,7
Garde d'enfants d'âge préscolaire	3	1	1,5	12,8	52,6	0,6	1,4
Cinéma	2	2	3	20,6	28,4	0,4	0,2
Équipement sportif	390	66	98,5	///	///	80	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

(2) Ces travaux de projections démographiques ont été réalisés par l'INSEE Centre en partenariat avec le CESR.

un service de garde collective d'enfants d'âge préscolaire.

Sports, culture et loisirs : un maillage d'équipements intéressant

Les installations sportives mail- lent parfaitement la zone d'em-

ploi, avec un bon équilibre entre les sports représentés ; une part importante est de construction récente. Les chiffres concernant les piscines peuvent illustrer ce propos. On recense sur la zone d'emploi de nombreux bassins de natation, dont les deux tiers

ont été construits après 1995. Les équipements culturels pré- sentent une accessibilité correc- te compte tenu du contexte rural : on recense 7 salles des fêtes ou de spectacles de plus de 250 places et, avec la pré- sence de deux cinémas (Loches,

Descartes), aucun habitant de la zone n'est situé à plus de 30 minutes de trajet en voiture d'une salle de projection depuis sa résidence.

Déplacements domicile-travail des salariés

Un territoire fortement tourné vers la zone d'emploi de Tours et la région Poitou-Charentes

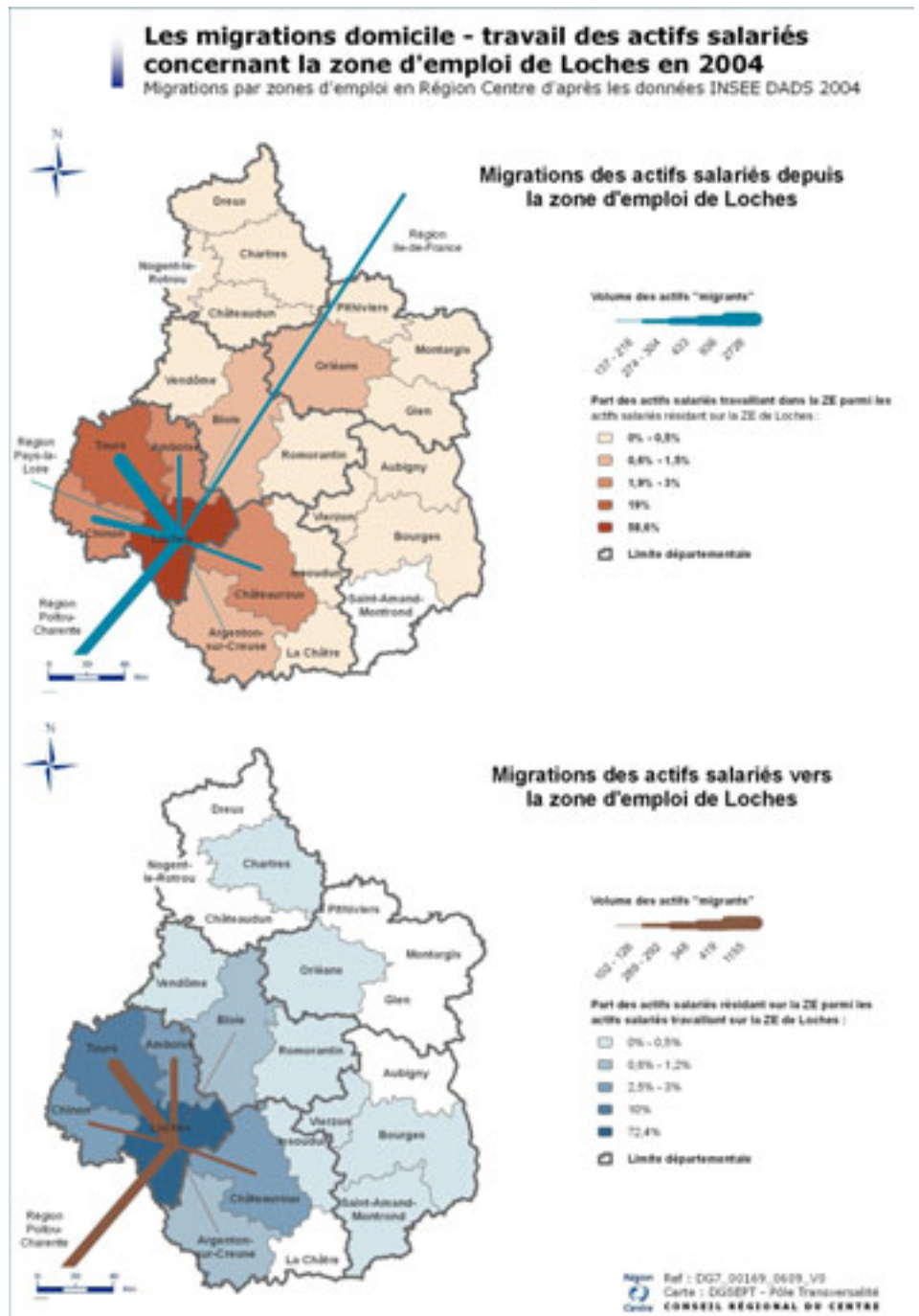
En 2004, 6 668 déplacements domi- cile - travail (entrées et sorties) ont lieu quotidiennement entre la zone d'emploi de Loches et les autres zones d'emploi de la région Centre et 2 462 ont lieu entre la zone de Lo- ches et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : la zone d'emploi de **Tours** (3 881 entrées et sorties soit 43 % du total des déplacements), la région **Poitou-Charentes** (1 354 entrées et sorties), les zones d'emploi de **Chi- non** (722), **Amboise** (622), **Château- roux** (596), **l'Île-de-France** (397), les zones d'emploi de **Blois** (318) et **Argenton-sur-Creuse** (310).

La zone est marquée par un déséqui- libre des migrations domicile-travail: les sorties d'actifs salariés sont près de 2 fois plus nombreuses que les entrées (- 2 728). Le déficit s'expli- que en premier lieu par la forte at- tractivité exercée par la zone d'em- ploi de Tours (on compte 2 fois plus de sorties vers Tours que d'entrées) mais également par la région Poitou- Charentes (2 fois plus de sorties que d'entrées).

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Loches, plus de 41 % travaillent hors de cette zone (5 929 personnes) , le plus fort taux après les zones d'emploi d'Amboise et Dreux. Ils occupent principalement un emploi dans la zone d'emploi de Tours (2 726 soit 19 % des salariés résidents). Des mouvements impor- tants sont aussi observés en direc- tion de la région Poitou-Charentes (936 soit 7 % des salariés résidents). On constate aussi des mobilités de moindre ampleur avec les zones d'emploi de Chinon (433 soit 3 % des salariés résidents), Châteauroux (305 soit 2 % des salariés résidents), l'Île-de-France (300) et les zones d'emploi d'Amboise (274), Blois (216) et Argenton-sur-Creuse (184).

Près de 28 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non



résidents. Ces salariés résident prin- cipalement dans la zone d'emploi tourangelle (1 155 soit 10 % des salariés travaillant dans la zone). Des salariés vivent également en Poitou-Charentes (419 soit 4 % des

salariés), dans les zones d'emploi d'Amboise (348 soit 3 % des sala- riés), Châteauroux (292), Chinon (289), Argenton-sur-Creuse (126) et Blois (102).

La dynamique économique

Au cœur d'un espace agricole, la zone d'emploi de Loches a été un centre commercial animé au moyen-âge. Au 19^{ème} siècle, Loches a accueilli une manufacture de drap et l'extraction de la pierre de Tuffeau a constitué une activité importante.

Les locaux de la manufacture de draps ont ensuite accueilli une minoterie qui a fermé ses portes dans les années 2000, pour ensuite être réaménagée en logements par le groupe Pierre et Vacances.

En 1909, une laiterie coopérative était créée à Verneuil. Elle regroupe 152 exploitations de lait, 52 exploitations caprines. Au milieu du 19^{ème}, sous l'impulsion d'imprimeurs de Tours,

La zone d'emploi de Loches se caractérise par une prédominance de la sphère résidentielle

L'économie résidentielle – qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux – est la plus importante dans la zone d'emploi de Loches puisqu'elle emploie près de 43 % des effectifs salariés. Cette proportion est nettement supérieure à celle de la région Centre (+ 3,9 points). En revanche, la part de l'emploi public dans la zone lochoise est comparable à la moyenne régionale.

La surreprésentation de la sphère résidentielle est principalement due au secteur de la "construction" qui représente 11,8 % des effectifs salariés de la zone d'emploi de Loches contre 7,4 % en région Centre. Le commerce de détail a également un poids important dans la zone (7,5 % des effectifs), avec la présence des supermarchés Leclerc et Super U.

Par ailleurs, avec 16,9 % des emplois (contre 12,9 % en région), le secteur de la "santé, action sociale", dont les effectifs se répartissent entre sphère résidentielle et sphère publique, caractérise également la zone de Loches. Ceci s'explique principalement par l'implantation du Centre hospitalier de Loches, du foyer de Cluny, des Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes

des activités de papeterie et de cartonnages s'implantent à Descartes car elles y trouvent l'énergie de la rivière, la route et la voie ferrée. La société Seyfert-Descartes en est l'héritière, après avoir appartenu aux groupes Mame et Weyerhaeuser. Elle emploie aujourd'hui une centaine de personnes au recyclage d'emballages ménagers. De même, la cartonnerie Oudin, qui compte 90 salariés, fut créée à Truyes en 1870.

En 1936, la société Becon Sud Ouest s'installe sur la zone pour fabriquer des tuyauteries flexibles destinées à l'aéronautique. Elle se diversifie dans les années 60 dans les citernes souples de grande capacité et la protection de câblages aéronau-

Balthazar Besnard, Dauphin et Gaston Charge, du Centre d'Aide par le Travail Les Tissandiers et de l'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés.

Une surreprésentation des biens d'équipements

La proportion d'emplois dans la sphère productive – activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire – est inférieure

à celle de la région (respectivement 33 % et 37 %). L'industrie est sous-représentée. Cependant, la part des biens d'équipements est plus importante qu'en région. Ainsi, le secteur de la "construction aéronautique et spatiale" (avec l'établissement Aerazur, spécialisé dans la fabrication de pièces pour avions), les "industries des

équipements mécaniques" (avec Barbot C.M., spécialisé dans la construction de charpentes métalliques) et des "équipements électriques et électroniques" représentent 6,2 % des effectifs dans la zone contre 4,6 % en région.

Avec 6,9 % des effectifs (contre 4,7 % en région), quatre autres secteurs industriels sont surreprésentés : "l'habillement, cuir" (avec l'établissement Savebag), "les industries du bois et du papier" (Seyfert Descartes SAS), "la métallurgie et transformation des métaux" (Sécurité et Signalisation) et "l'édition, imprimerie, reproduction". Le "commerce de gros" (avec Partner Jouet) et "les services opérationnels" (avec le centre d'appels E Laser Contact) caractérisent également la zone puisqu'ils occupent 11,7 % des emplois, soit 4 points de plus qu'en région.

460 personnes avant de fermer en raison des problèmes de santé liés à l'usage de l'amiante.

Installées à Descartes depuis plus de 70 ans, les charpentes métalliques Barbot emploient environ 250 personnes. La société SES (110 sal) fabrique des panneaux de signalisation.

Plus récemment, on a vu l'implantation de la société HF Company (ex-metronic—200 sal), qui réalise des éléments de réception de signaux électroniques, avec un labo commun avec l'Université de Tours. La zone accueille aussi le négoce de Partner Jouet (140 sal), et le centre d'appel E-Laser (400 sal).

re dans la zone d'emploi de Loches à celle de la région (respectivement 33 % et 37 %). L'industrie est sous-représentée. Cependant, la part des biens d'équipements est plus importante qu'en région. Ainsi, le secteur de la "construction aéronautique et spatiale" (avec l'établissement Aerazur, spécialisé dans la fabrication de pièces pour avions), les "industries des

équipements mécaniques" (avec Barbot C.M., spécialisé dans la construction de charpentes métalliques) et des "équipements électriques et électroniques" représentent 6,2 % des effectifs dans la zone contre 4,6 % en région.

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	11 724	100	100
Sphère productive	3 919	33,4	37,1
Sphère résidentielle	5 021	42,8	38,9
Fonction publique	2 784	23,7	24,1

Sources : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	2 190	18,7	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	168	1,4	2,5
<i>Biens de consommation</i>	431	3,7	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	726	6,2	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	755	6,4	9,0
<i>Energie</i>	110	0,9	1,5
Construction	1 386	11,8	7,4
Commerce	1 937	16,5	13,5
Services	6 211	53,0	57,0
<i>dont Transports</i>	402	3,4	4,7
<i>Activités financières</i>	138	1,2	3,0
<i>Activités immobilières</i>	61	0,5	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	1 235	10,5	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	454	3,9	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	2 797	23,9	20,2
<i>Administration</i>	1 124	9,6	11,8
Ensemble	11 724	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Loches (2006 actualisé)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
CENTRE HOSPITALIER DE LOCHES	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
E LASER CONTACT	250 à 499 salariés	Services opérationnels – Centre d'appel
PARTNER JOUET	250 à 499 salariés	Commerce de gros, intermédiaires
FOYER DE CLUNY	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
BARBOT C.M.	150 à 199 salariés	Industries des équipements mécaniques
AERAZUR	150 à 199 salariés	Construction aéronautique et spatiale
EHPAD "BALTHAZAR BESNARD"	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
SECURITE ET SIGNALISATION	100 à 149 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
ETABLISSEMENTS A. CHOLLET	100 à 149 salariés	Commerce et réparation automobile
LECLERC SOLODIS SA	100 à 149 salariés	Commerce de détail, réparations
S A V E B A G	100 à 149 salariés	Habillement, cuir
COMMUNE DE LOCHES	100 à 149 salariés	Administration publique
SEYFERT DESCARTES SAS	100 à 149 salariés	Industries du bois et du papier
EHPAD "DAUPHIN"	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
ETS HEB PERS AGEES DEP GASTON CHARGE	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
OMNIUM REALISATION EMBALLAGE PLASTIQUE	100 à 149 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
LYCEE GENERAL TECHNO ALFRED DE VIGNY	100 à 149 salariés	Éducation
ASS DEP AMIS ET PARENTS ENF INADAPTES - CAT LES TISSANDIERS	50 à 99 salariés	Santé, action sociale
D.L.D. SUPER U	50 à 99 salariés	Commerce de détail, réparations
Association pour adultes et jeunes handicapés	50 à 99 salariés	Santé, action sociale

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Près de 2 300 établissements implantés dans la zone de Loches en 2006

Fin 2006, la zone de Loches compte 2 282 établissements, soit 2 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements est moins importante dans les services et le commerce, au profit de l'industrie et de la construction.

L'une des plus fortes hausses du stock d'établissements dans les services

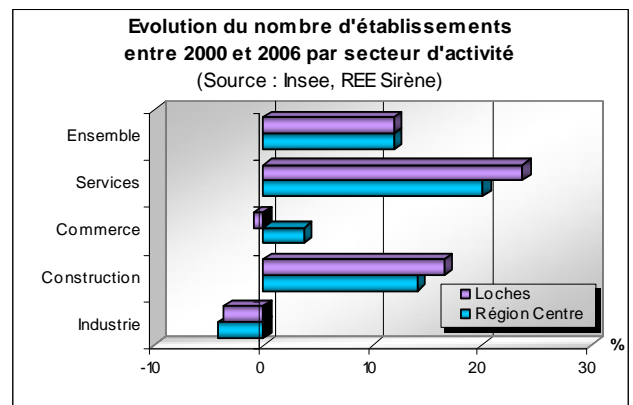
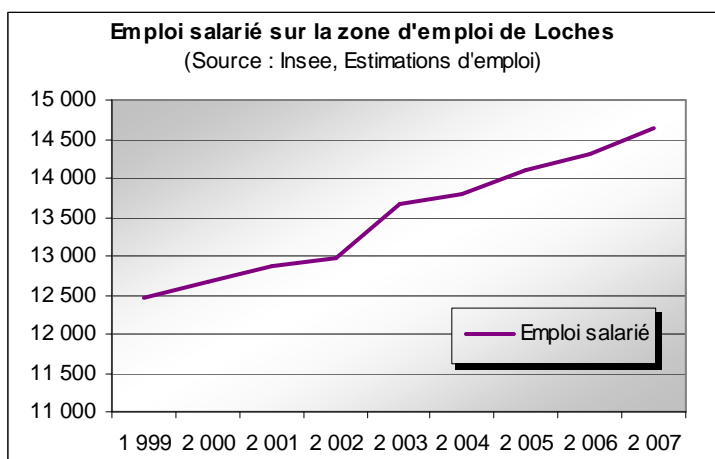
Dans l'ensemble, le stock d'établissements s'est accru de plus

de 12 % entre 2000 et 2006, une hausse comparable à celle observée pour l'ensemble de la région.

Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements dans le secteur industriel (- 3,6 % contre - 4,1 % pour le Centre) et le commerce (- 0,9 %).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 23,8 % (+ 20,1 % en région Centre), ce qui place la zone au 3^{ème} rang des zones d'emploi de la région. Le secteur de la construction a également connu une croissance importante (+ 16,6 % contre + 14,1 % en région).

Emploi salarié



Champ : activités marchandes hors agriculture

Une forte croissance de l'emploi dans les services et la construction

Entre décembre 1999 et décembre 2006, le nombre des salariés s'est accru de + 2 % par an dans la zone de Loches, contre + 0,6 % par an en région. Cette forte croissance est le fait d'un grand dynamisme dans les services et la construction (+ 3,8 % par an). Le commerce, quant à lui, a faiblement accru ses effectifs durant cette période 2000 - 2006 (+ 0,2 % par an). A

contrario, l'agriculture et l'industrie ont vu le nombre de leurs emplois salariés diminuer au rythme de - 0,4 et de - 2,2 % par an respectivement.

La dynamique des services est générée principalement par le secteur de "l'action sociale", les "services opérationnels" (principalement entreprises de travail temporaires et centres d'appels), les "hôtels et restaurants" et les "services domestiques".

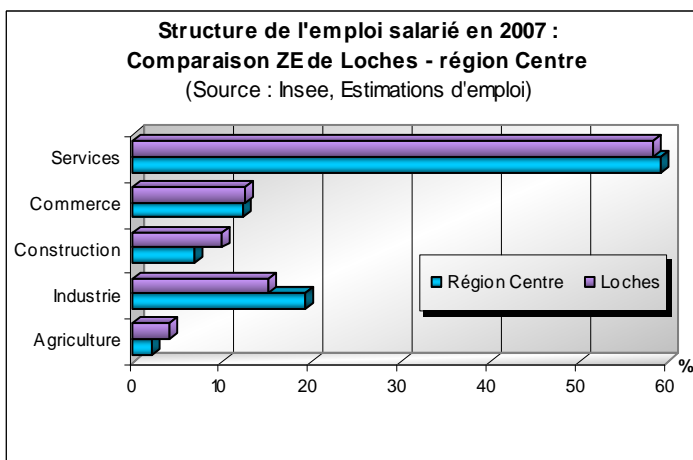
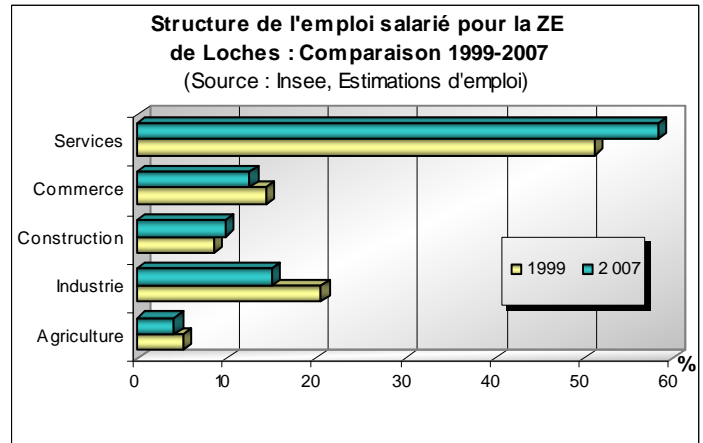
L'industrie perd des emplois, en raison de nombreuses disparitions dans l'industrie textile et dans celle des composants "électriques et électroniques".

Ces évolutions transforment le tissu local : entre fin 1999 et fin 2006, les parts de l'agriculture et de l'industrie dans l'emploi salarié ont baissé respectivement de 0,8 et 5,2 points. En revanche, celles des services et de la construction se sont accrues respectivement de 6,8 points et 1,2 %.

En fin de période, l'agriculture et la construction restent des secteurs caractéristiques du Lochois : elles emploient respectivement 4,4 % et 9,8 % des salariés de la zone d'emploi contre seulement 2,2 % et 6,7 % dans la région. C'est de moins en moins le cas du commerce.

Des créations d'emplois dans les établissements privés de 10 salariés ou plus en 2006

Comme l'ensemble des emplois salariés, les effectifs augmentent dans les établis-



sements privés de 10 salariés ou plus en 2004 : la différence entre les entrées et les sorties de salariés (solde) annonce une croissance de 161 actifs. Dans ces grands établissements, les effectifs diminuent en 2005 (- 130) et s'accroissent à nouveau en 2006. (+ 324). En 2005, la diminution des effectifs est du ressort des seuls hommes ; en 2006, leur progression est essentiellement le fait des femmes.

En 2006, les créations d'emplois touchent des secteurs des services comme les "services opérationnels", les "transports", "les hôtels et restaurants" et la "santé et l'action sociale". Nous observons aussi des augmentations d'emplois dans les "industries des équipements électriques et électroniques" et dans le "commerce de détail, réparations". En revanche, on remarque des disparitions d'emplois dans les grands établissements privés de la construction.

Chômage

Une aggravation du chômage pour les actifs de 50 ans ou plus

Entre fin 2000 et fin 2007, le taux de chômage décroît légèrement. Plus finement, l'évolution du chômage sur cette période se décompose en deux grandes phases :

* De 2001 à 2005, une forte détérioration du marché du travail ;

* De 2006 à 2007, une nette amélioration.

Ces variations conjoncturelles sont plus sensibles pour les hommes, du fait de leur forte présence dans l'industrie.

Le chômage a davantage touché les personnes âgées de 50 ans ou plus. Fin 2007, le nombre de chômeurs dans cette tranche d'âges est supérieur de 64 % à celui de fin 2000 alors qu'il est inférieur

de 5 % pour les moins de 50 ans.

En 2008, l'aggravation du chômage commence dès le premier trimestre. Elle concerne, en premier lieu, les jeunes et les hommes.

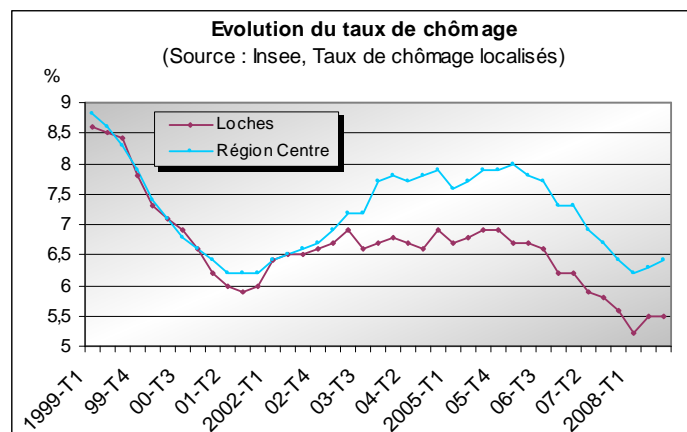
De faibles tensions pour certains métiers tertiaires

Les tensions sur le marché du travail (rapport entre les offres et les demandes d'emploi) sont inférieures à celles de la région Centre. Elles se sont fortement accrues avec la baisse des demandes enregistrées depuis 2004.

En 2006, les tensions varient suivant les métiers : elles sont

fortes pour les métiers du "bâtiment et des travaux publics", les emplois qualifiés de la "conduite et de la maintenance" et les professionnels de "l'action sociale, culturelle et sportive".

En revanche, elles sont faibles pour les métiers des "matériaux souples, bois, industries graphiques", des "services à la personne, aide à domicile" et de la "gestion, administration des entreprises", domaines où les offres de formation professionnelle initiale sont relativement nombreuses.



Agriculture

Produits de qualité et circuits courts moteurs sur la zone

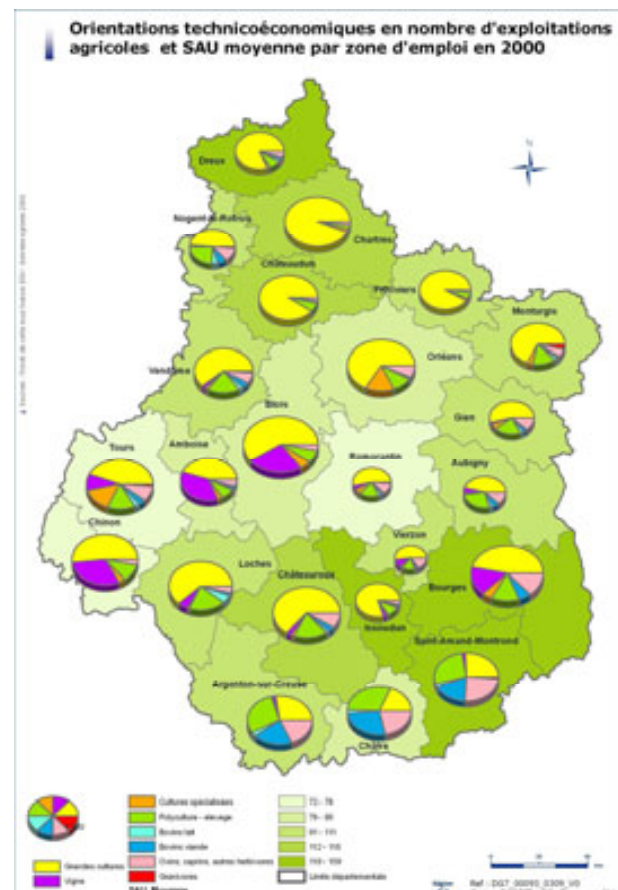
La zone d'emploi de Loches recouvre essentiellement la petite région agricole de Gâtine de Loches Montrésor et une partie de la Champagne. Comme tous les sols de Gâtine, ceux du lochois n'ont pas un potentiel agronomique très bon ce qui explique notamment le maintien d'une agriculture diversifiée avec des grandes cultures, quelques vignes en appellation touraine mais également de l'élevage.

On peut considérer que le fil conducteur dans le domaine agricole est réellement la production de qualité, accompa-

gnée souvent de démarches de circuits courts.

Ainsi, y compris dans le domaine du lait de vache, la marque Délice de Touraine de la coopérative de Verneuil sur Indre renvoie à une production de lait de haute qualité avec un cahier des charges garant notamment d'une démarche d'agriculture durable. La zone a également la chance d'être située dans les aires d'AOC du Sainte Maure de Touraine et du Valençay avec pour certains la transformation et la vente directe des fromages.

On trouve deux productions phares du domaine animal avec la Géline de touraine, race de poule qui a été sauvée de la disparition in extrémis il y a quelques



années avec le concours de l'INRA, mais également les porcs qui entrent dans la fabrication des rillons et rillettes de Touraine, produits en voie de reconnaissance dans le cadre d'une démarche d'Identification Géographique Protégée. Ces deux activités à forte valeur ajoutée sont également porteuses d'emplois dans toute la filière, de la production à la commercialisation en passant, bien évidemment, par la transformation (abattoir, artisans charcutiers, ...).

Cette démarche permet également d'avoir une activité importante d'agrotourisme avec des fermes auberges, des possibilités d'accueil à la ferme.

Il existe également des expériences de diversification vers la production d'énergie, soit pour une consommation à la ferme autour de l'association Alter 'énergie, soit dans le cadre de filières plus longues.

L'amélioration des pratiques agricoles en faveur de l'environnement est dans cette zone un élément important du travail des groupes de développement agricoles (GDA de Loches Montrésor) avec des réflexions qui portent à la fois sur des techniques de lutte alternative à l'emploi de produits phytosanitaires ou encore à l'allongement des rotations et à l'utilisation de plantes fourragères pour une alimentation animale plus autonome sur l'exploitation.

Enfin, la forêt et les activités de transformation qui en découlent sont également très présentes sur cette zone avec des massifs forestiers de qualité, en feuillus pour la forêt de Loches et avec des entreprises spécialisées dans la transformation de ces bois comme l'entreprise Mo-

Tourisme

La zone est, sur le plan touristique, centrée sur la cité médiévale de Loches, Ville d'Art et d'Histoire, et le site préhistorique du Grand-Pressigny.

Montrésor, un des « Plus beaux villages de France », ajoute au charme d'un paysage de gâtine (plateaux et vallons), de la Vallée de l'Indre, de la Forêt de

Loches et des massifs boisés autour de Preuilly-sur-Claise.

La Ville de Loches va intégrer cette année la démarche d'excellence des « grands sites », aux côtés des 18 châteaux et monuments majeurs du Val de Loire.

Cyclotourisme

La zone compte 9 boucles et 2 axes cyclables.

Capacités d'hébergements

Hôtellerie : 17 hôtels dont 13 hôtels-restaurants (480 lits)

Hôtellerie de plein air : 14 campings (1 887 places)

Golf

Golf de Loches-Verneuil : 226 licenciés (10 % des licenciés du Cher ; 3^e club du département après les golfs de Touraine et d'Ardree) ;

Randonnée pédestre

Les circuits majeurs sont :

- les sentiers de Grande Randonnée : (GR 46) longeant l'Indre entre Loches et Châtillon-sur-Indre ; (GR 48) longeant la Creuse à partir de Descartes ;

- le sentier de Grande Randonnée de Pays (GRP) de Touraine du Sud, autour du Grand-Pressigny et de Preuilly-sur-Claise.

Sites touristiques

La zone comprend 27 sites touristiques.

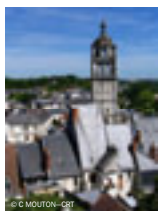
Les fréquentations majeures sont en 2007 :

1. Logis Royal de Loches : 61 555 visiteurs ;
2. Donjon de Loches : 38 456 visiteurs ;
3. Observatoire astronomique de Tauxigny : 8 400 visiteurs ;

4. Petit train touristique de Loches : 4 163 visiteurs.

A noter que le Musée de la Préhistoire du Grand-Pressigny a été fermé au public en raison d'un important programme d'aménagement : agrandissement des espaces d'exposition ; construction d'un nouveau bâtiment, mise en valeur des pièces.

La réouverture du site aura lieu le week-end du Patrimoine, les 19-20 septembre 2009.



La Tour St Antoine



Préparer l'avenir à travers la formation

Rentrée 2008 : 1 614 jeunes sur la zone de Loches

La zone de Loches compte deux Lycées d'Enseignement Général et Technologique (le lycée Alfred de Vigny et le lycée privé Saint Denis), deux lycées professionnels (Emile Delataille, Sainte Jeanne d'Arc) et les Maisons Familiales Rurales de Sepmes et du Lochois.

Les champs de spécialités professionnelles sont concentrés sur quelques domaines : « Gestion, administration des entreprises et agriculture », accueille plus de trois élèves sur cinq. La faiblesse du potentiel de formation s'accompagne de nombreux départs de jeunes de la zone pour se former.

L'appareil de formation initiale et professionnelle du Lochois forme très peu d'élèves en BTS. Seul, le lycée privé Saint Denis propose un BTS Assistant de gestion PME PMI.

Le lycée Alfred de Vigny (676 élèves)

Ce lycée dispense les formations générales littéraires, économiques, sociales et scientifiques. Il propose également une section européenne pour chacune de ces filières.

Le lycée professionnel Emile Delataille (266 élèves)

Cet établissement est labellisé lycée des métiers du bois, du décolletage et des services depuis 2008. Il propose deux CAP : vente et assistant technique en milieu familial et collectif ainsi que quatre BAC PRO : secrétariat - services accueil, assistance, conseil - productique mécanique et technicien menuisier agenceur.

La Maison Familiale Rurale du Lochois

La Maison Familiale Rurale (M.F.R.) du Lochois a été créée en 1992, suite à la fusion de trois maisons familiales ; elle s'est installée à Loches en 1996.

La maison familiale rurale est un centre de formation par alternance, sous contrat avec le Ministère de l'Agriculture. Elle accueille environ 150 jeunes en formation scolaire : 4ème et 3ème de l'enseignement agricole, BEPA « services aux personnes » et BAC PRO « gestion et conduite des chantiers forestiers ». La spécificité de la MFR est de dispenser une formation par alternance : 50 % en stage - 50 % à l'école. Ces deux périodes sont étroitement liées et en rapport avec la formation suivie.

La Maison Familiale Rurale de Sepmes

La Maison Familiale de la Roche Ploquin est un centre de formation spécifiquement dédié aux métiers du cheval : 4/3ème tous secteurs, CAPA soigneur d'équidé, BAC PRO Conduite et gestion de l'exploitation agricole système à dominante élevage ainsi que le Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (BP JEPS) activités équestres.

Aujourd'hui située sur le site de la Roche Ploquin, dans la vallée de la Manse, la Maison Familiale Rurale de Sepmes va être entièrement reconstruite sur la commune de Noyant en Touraine (dans le Chinonais), les locaux du château datant des 12ème, 14ème et 15ème siècle s'avérant inadaptés à la formation.

L'Apprentissage

L'offre de formation en apprentissage est peu présente sur le bassin. Seul le lycée Emile Delataille propose le BAC PRO Technicien menuisier agenceur.

La formation dans le sanitaire et social

Le lycée Emile Delataille propose le BEP Carrières sanitaires et sociales et la Maison Familiale

Rurale du Lochois le BEP Services aux personnes

La formation continue

La Maison Familiale Rurale du Lochois organise des formations pour adultes : préparation aux Concours des Métiers Sanitaires et Sociaux et BPA Travaux Forestiers (8 places). Celle de Sepmes propose le BPJEPS Activités équestres (7 places).

13 places sont ouvertes également à l'ARPEC Touraine pour la préparation de deux Titres Professionnels : Agent technique des ventes en magasin et vendeur spécialisé en magasin.

Une plate-forme de qualification industrielle existe sur l'ensemble du département (GRETA de Touraine).

Tous les visas Savoirs de base sont accessibles pour un total de 250 visas sur l'ensemble de l'année.

Un projet de formation dans le secteur de l'aide à domicile est en cours de préparation.

Des atouts pour l'avenir

Node Park Touraine

Implantée à proximité de l'agglomération de Tours, le long de la route D943, la zone d'activités du Node Park de Touraine, à Tauxigny, a connu un succès rapide depuis sa création en 1996. 860 salariés travaillent aujourd'hui au sein d'une des 30 entreprises implantées. Parmi elles : le fabricant de produits électroniques grand public HF Company, l'industriel Ami chimie, le distributeur spécialisé Partner jouet, le centre d'appel Laser Contact... Une soixantaine d'hectares supplémentaires sont programmés afin d'accueillir d'autres sociétés sur ce site équipé d'un réseau Internet très haut débit.

Le laboratoire d'applications numériques

Initié par l'entreprise HF Company et sa filiale Lea, et financé partiellement par des fonds publics, le Laboratoire d'applications numériques a vu le jour fin 2006 à Tauxigny. Il s'agit d'une maison de 170m² chargée de tester la compatibilité entre les différents signaux électroniques au domicile des particuliers ou en entreprise. Internet, téléphonie, télévision, domotique : les opérateurs peuvent jauger la fiabilité des appareils tels que modems, téléviseurs, prises téléphoniques, prises adsl,....

Le musée Lansyer

Ancienne demeure du peintre Emmanuel Lansyer, élève de Gustave Courbet et Viollet le Duc, le musée Lansyer montre des œuvres d'artistes majeurs tels Canaletto, Piranèse, Millet, Doré.

Caravage ?

Deux tableaux découverts dans l'église St Antoine, attribués au peintre italien Le Caravage, sont exposées à la Chancellerie. Mais l'authenticité de ces deux toiles fait toujours débat parmi les experts du maître du clair-obscur.

La vallée de l'Indrois



Atout touristique majeur, la vallée de l'Indrois, un affluent de l'Indre, respire la sérénité. Le doux relief, des lieux de culte secrets, des maisons tourangelles lovées dans des jardins intimes, une présence importante d'artisans d'art comblent les visiteurs curieux. A Chédigny, un festival de musique blues attire plusieurs milliers d'amateurs chaque été. A Chemillé, un plan d'eau offre une baignade agréable.

De meilleures capacités d'accueil

Loches dispose d'une nouvelle résidence de loisirs au cœur de la ville. 91 logements ont été construits par l'investisseur immobilier Pierre et Vacances dans le centre historique, au bord de l'Indre. Cet équipement dispose d'atouts majeurs : le cachet conservé d'un ancien moulin, une piscine chauffée, la proximité de l'Indre, un point de départ pour de nombreuses excursions, le golf de Verneuil-sur-Indre à quelques kilomètres,.... Une résidence de loisirs existe également à Chédigny.

Le petit commerce revitalisé dans le centre-ville de Loches

Les commerçants, les collectivités locales et l'Etat ont adopté une convention « Cœur de Pays » en 1999. Cette opération destinée à revitaliser les commerces de proximité a permis de réhabiliter le centre-ville de Loches et de promouvoir le commerce local. Aujourd'hui achevée, cette convention a engendré la création d'une trentaine d'enseignes et la transmission de 26 boutiques existantes.

Deux manifestations pour la rentrée littéraire

L'écrivain Gonzague St Bris, qui possède un manoir à Chameaux-près-Loches, y organise chaque dernier dimanche

d'août une Forêt des livres. Plusieurs dizaines d'auteurs renommés viennent déflorer leurs bonnes feuilles et signer leurs derniers ouvrages. D'autres auteurs se retrouvent le même week-end à l'Orée du bois, dans le village proche de Chaumussay, pour une manifestation plus modeste.

Cité royale de Loches



La cité Royale de Loches constitue l'une des plus belles cités fortifiées de France, qui attire de très nombreux visiteurs et participe de façon importante au rayonnement touristique de la ville. De récents travaux ont permis d'aménager et de mettre en valeur le Donjon et le Logis Royal.

Dans son « Voyage en France », l'écrivain Victor-Eugène Arduin-Dumazet disait de Loches : « ...la ville entière est un monument ». De son passé royal, Loches a conservé une architecture bien entretenue. Labellisée ville d'art et d'histoire, la cité lochoise appartient aussi à « Détours de France », un réseau de villes pittoresques situées hors des grands axes de circulation

Le Donjon, haut de 36 mètres, a été construit par un comte d'Anjou, Foulques Nerra, au début du XI^e siècle. S'il figure parmi les plus imposants de son époque en Europe, il est aussi l'un des mieux conservés. Modèle d'architecture militaire, il est transformé en prison royale par Louis XI.

Le Logis Royal se trouve à proximité. Ce joyau de la Renaissance française, haut lieu de l'Histoire de France, a été une résidence de prédilection de la dynastie des Valois. Sa façade ouverte en terrasse domine la ville et la vallée de l'Indre. Le logis a accueilli notamment Jeanne d'Arc, Agnès Sorel et Anne de Breta-

gne.

Le lochois pédale depuis 2008

En 2006, le Pays Touraine Côte Sud a étudié avec une agence spécialisée un schéma cyclable à vocation touristique qui prévoit l'aménagement de 675 Km d'itinéraires cyclables déclinés en boucles et axes. Depuis, trois communautés de communes ont jalonné 9 boucles et 2 axes cyclables au Nord et au Sud du bassin, en liaison avec les territoires attractifs de la Brenne et de la Vienne. Les circuits ont connu un vif succès avec la distribution de 3 000 pochettes circuit en 2008. Une nouvelle véloroute de 70 Km sur "l'Indre à Vélo" reliera fin 2009 les sites touristiques majeurs d'Azay-le-Rideau, Loches et Chenonceau et bouclera à terme avec "La Loire à Vélo". Ce maillage cyclotouristique de qualité constitue un véritable outil de développement de l'économie touristique locale. Il favorise l'allongement de la durée de séjour et la pratique d'une mobilité douce ancrée dans le développement durable.

Musée de la préhistoire

Le Musée de la préhistoire du Grand-Pressigny ouvrira lors des journées du patrimoine en septembre 2009 Sur ce site préhistorique reconnu mondialement, le silex domine. Afin de mettre en valeur les collections, le Conseil Général a bâti un écrin contemporain (en pierre de taille, très ajouré, articulé sur un bâtiment Renaissance et donjon XI s.). Des bornes interactives, une immense ligne de temps jusqu'à l'âge du bronze, des ateliers de taille de pierre, des visites guidées ou non et une programmation culturelle viendront animer le lieu. C'est le dernier musée de la préhistoire créé dans le monde.



Agenda 21 de la région Centre

Département du Loir-et-Cher



Regard sur la zone d'emploi de Blois

207



Regard sur la zone d'emploi de Romorantin-Lanthenay

219



Regard sur la zone d'emploi de Vendôme

231



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Blois

Forum territorial du jeudi 16 avril 2009

Présentation générale de la zone d'emploi de Blois



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	184 490	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,57 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	7,32 %	////
Superficie (km ²)	2 564,9	39 150,9
Densité (habitants/km ²)	71,93	64,43
Nombre de communes	136	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	77 776	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	70 755	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	7,7 %	7,8 %

Sources :

Population : Insee, RP 2006
 Emploi : Insee, Estimations d'emploi
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Entre Beauce et Sologne, c'est la Loire et ses paysages qui caractérisent fortement le Blésois. Les voies ferrées, les routes puis les autoroutes en suivent le cours, négligeant parfois les trésors qui l'ont fait inscrire au Patrimoine Mondial de l'Humanité par l'UNESCO. Entre Tours et Orléans, Blois a parfois vécu dans le souvenir de sa gloire d'ancienne ville royale. Elle s'est réveillée dans les années 1950, alliant le dynamisme des industries nouvellement implantées à la créativité culturelle qui est dans sa nature profonde.

La zone d'emploi de Blois compte environ 185 000 habitants, dont 65 000 habitent sur l'agglomération. Sur le reste du territoire, seules sept communes dépassent le seuil de 3 000 habitants.

Si la présence humaine est attestée depuis l'antiquité, c'est surtout à partir du VII^{ème} siècle que des monnaies mérovingiennes portent la mention « bleso castro ». Mais c'est surtout le rachat du Comté par Louis d'Orléans, frère de Charles VI le fol, qui va donner à Blois une place remarquable dans l'histoire du royaume de France à partir de la fin du XIV^{ème} siècle. Lorsque Louis d'Orléans et assassiné par les hommes du Duc de Bourgogne, sa veuve, Valentine Visconti (qui apporte à la famille d'Orléans ses terres du milanais dont la revendication sera cause des guerres d'Italie) demande que son époux soit vengé.

Effectivement, Blois devient le siège des Armagnacs contre

les Bourguignons. Il suffit ensuite de rappeler que ses descendants ont pour nom Louis XII, Anne de Bretagne, François 1^{er}, Claude de France, Henri II, François II, Charles IX, Henri III, pour comprendre les liens entre le val de Loire, l'Italie, et l'Histoire de France. Sans doute les châteaux de Chambord, Blois, Chaumont, sont-ils les symboles les plus proches et les plus célèbres de ces temps de splendeur et de renaissance pour le Blaisois. Ensuite, le pouvoir s'éloigne, et le XVII^{ème} siècle voit Blois se développer autour de la Loire commerçante et de son port.

A la Révolution, Blois est choisie comme siège de la préfecture du Loir-et-Cher. Sa population va stagner jusqu'au milieu des années 1840. La navigation de Loire périclité avec l'arrivée en 1846 de la ligne de chemin de fer Nantes-Paris, via Tours et Orléans. A la fin du XIX^{ème} siècle, l'Europe entière se lance dans l'industrie. Mais Blois est en retard et possède alors moins d'usines que Vierzon ou Romorantin. On y fabrique des chaussures, qui vont occuper jusqu'à 2 500 ouvriers, notamment dans les usines Rousset. La chocolaterie créée par Victor-Eugène Poulain en 1847 compte plus de 700 ouvriers en 1905.

Mais au début du XX^{ème} siècle, le Blaisois subit un fort exode rural et Blois reste une petite ville, sans réelle dynamique. En 1940, la ville subit de forts bombardements, qui détruisent plus de 600 maisons. C'est à partir des années 1950 qu'une expansion se

dessine, avec l'arrivée d'entreprises importantes comme Roto-diésel (qui deviendra Lucas puis Delphi), l'imprimerie Cino Del Duca (Blois Quebecor SAS depuis 1996 et ferme en 2008) et les laboratoires Lachartre (groupe Procter & Gamble depuis 1985). Parallèlement, Blois s'étend fortement avec ses « Zones à urbaniser en Priorité » (ZUP) dans les quartiers Nord : en 20 ans, 6 700 logements sont construits sur 113 hectares. Ils accueillent 17000 habitants en 1982.

Aujourd'hui encore, la zone d'emploi est remarquable par son dynamisme démographique. L'économie s'est diversifiée et tertiaisée. Blois accueille l'enseignement supérieur notamment à travers un IUT, antenne de l'Université de Tours, l'Ecole Supérieure du Paysage et une école d'ingénieur. Le tourisme fédère les grands sites de Chambord, Cheverny, Blois, Chaumont. La culture est, encore et toujours, le ferment d'une créativité et d'une attractivité, alliant le patrimoine et la création contemporaine avec le festival des jardins de Chaumont, les Rendez-vous de l'Histoire, le festival BDBOUM, le musée de la Magie, le musée de l'objet.



Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

Une zone d'emploi bien desservie

La zone d'emploi de Blois bénéficie de la présence de l'autoroute A10 (Paris-Orléans-Tours-Poitiers) ainsi que d'un réseau satisfaisant de routes départementales.

L'ouverture récente des autoroutes A28 entre Le Mans et Tours et A85 entre Tours et Vierzon va sans doute capter de nouveaux flux, et modifier l'urbanisation du Sud de la zone d'emploi.

Côté rail, ce territoire est traversé par la ligne ferroviaire Tours-Blois-Mer-Orléans : cet axe structurant du réseau régional est la 2^{ème} ligne du réseau TER Centre avec 2,9 millions de voyageurs par an et connaît une forte progression de trafic (+ de 12% de croissance des recettes en 2008). Cet axe est également parcouru par des trains Aqualys, des trains Grandes Lignes et des trains de marchandises, permettant des dessertes rapides entre Tours, Blois, Les Aubrais - Orléans et Paris.

Un autre axe fort du réseau régional dessert le territoire, plus au Sud : la ligne Tours-Montrichard-St Aignan-Vierzon, transportant près de 700 000 voyageurs chaque année, et qui est aussi en progression avec plus de 17% de croissance en 2008. Pour permettre la circulation de trains plus rapides et plus nombreux, l'axe a été électrifié récemment, dans la perspective d'une liaison entièrement électrifiée entre Nantes et Lyon.



13 cantons composent la zone d'emploi de Blois représentant 184 490 habitants.

Canton	Population
Blois	48 487
Bracieux	16 325
Contres	18 700
Herbault	14 805
La Chaussée-Saint-Victor	8 225

Canton	Population
Marchenoir	6 065
Mer	11 296
Montrichard	15 698
Ouzouer-le-Marché	5 074
Saint-Aignan	17 380

Canton	Population
Saint-Gervais-la-Forêt	7 999
Saint-Lubin-en-Vergonnois	4 509
Vineuil	9 927

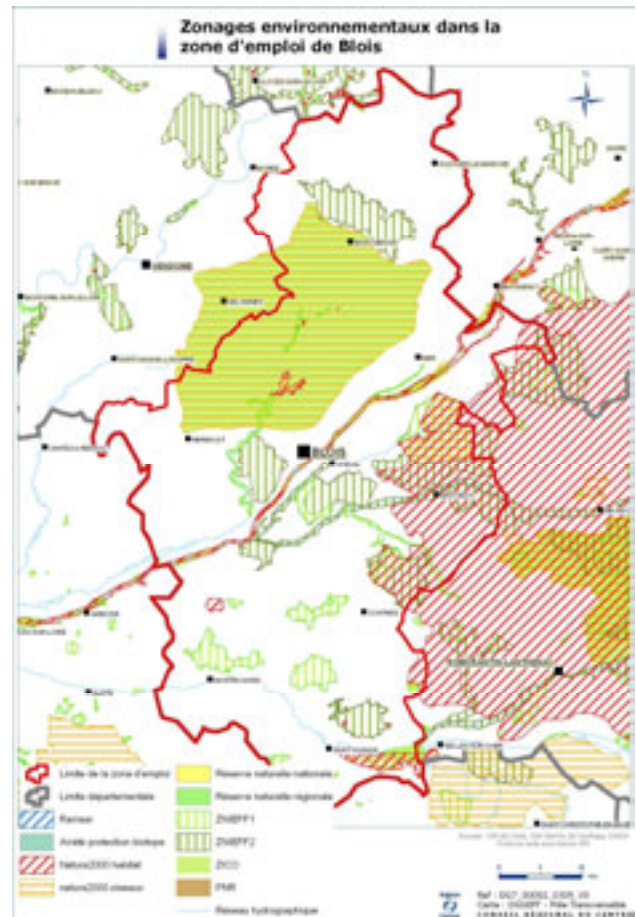
Patrimoine naturel

Le Blésois est marqué par différents secteurs de grand intérêt : la vallée de la Loire en tout premier lieu avec des milieux naturels particulièrement intéressants (grèves de sables, pelouses, eaux courantes et stagnantes, forêts alluviales). Ces habitats abritent notamment de nombreuses espèces d'oiseaux : colonies nicheuses de sternes naines et pierregarin sur l'île de la Saulas à Blois, mais aussi des aigrettes garzettes, martins pêcheurs, balbuzards pêcheurs ; la petite Beauce avec des espèces caractéristiques de l'avifaune de plaine comme l'oedichème criard, la perdrix grise et des rapaces (Busards cendré et St-Martin), la vallée de la Cisse qui comporte à la fois des zones humides et des pelouses sèches calcaires, la Sologne maraîchère avec une agriculture active et quelques grands étangs en milieu forestier, le bois de Sudais à Pontlevoy.

L'ensemble de ces territoires est couvert par différents zonages Natura 2000 (vallée de la Loire, petite Beauce, Sologne), au titre des directives Habitats et Oiseaux ; de plus la Réserve naturelle nationale des vallées de Grand-Pierre et Vitain créée en 1979 sur les communes de Marolles et Averdon préserve environ 300 ha de milieux secs et humides aux abords de la vallée de la Cisse (à 10 km au nord de Blois).

A noter également la présence de la Réserve naturelle régionale du Four à chaux de Pontlevoy, intéressante du fait des différents faciès géologiques qu'elle permet d'observer en un même lieu.

La Loire, fleuve sauvage, présente un risque d'inondation rare (environ 1/200 ans), mais très important du fait de sa durée (environ 7 jours) et de son intensité.



Population



La zone d'emploi de Blois compte 184 490 habitants en 2006, ce qui représente 7 % de la population régionale.

L'unité urbaine de Blois regroupe plus d'un tiers de la population de la zone, soit 65 860 habitants. Sur le reste du territoire sept communes dépassent le seuil des 3 000 habitants et un tiers des communes possède moins de 1 000 habitants.

Entre 1999 et 2006, la zone enregistre un taux de croissance annuel moyen de 0,57% (contre 0,46 % pour la région Centre), soit une hausse totale de plus de 7 200 habitants. Le taux de croissance a augmenté par rapport à la période intercensitaire précédente (1990-1999), puisqu'il était de 0,37 %.

La zone cumule des excédents naturel et migratoire positifs, avec un avantage à l'excédent

migratoire.

En 2030, si la fécondité se maintient à son niveau estimé en 2005, si la mortalité baisse et ce, au même rythme qu'en France métropolitaine, enfin si les profils migratoires observés entre 1990 et 2005 ne subissent pas de changements majeurs sur la période de projection (scénario central), la région compterait environ 2 652 000 habitants, soit une progression annuelle moyenne de 0,25 % entre 2005 et 2030.

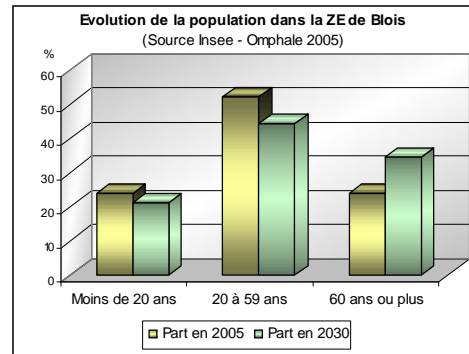
Comme par le passé, la zone d'emploi de Blois continuerait de progresser à un rythme proche de celui de la région, et gagnerait au total plus de 13 000 habitants entre 2005 et 2030, soit un taux de croissance annuel moyen de 0,28 %.

A l'horizon 2030, la part des moins de 20 ans tomberait à 21 % (contre 24 % en 2005)

alors que celle des 60 ans et plus atteindrait plus de 35 % (contre 24 % en 2005).

Quant aux 20-59 ans, qui

constituent la réserve de main d'œuvre, leur part dans la population totale passerait de 52 % en 2005 à 44 % en 2030.



Revenus

2006	Zone d'emploi de Blois	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	17 381 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	61	62,2
Pensions, retraites, rentes	27,2	26,3
Revenus des professions non salariés	6,4	6,4
Autres revenus	5,4	5,1

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

En 2006, le revenu fiscal médian de la zone d'emploi de Blois s'élève à 17 380 euros, soit 350 euros de plus que la moyenne régionale.

En d'autres termes, la moitié des habitants de la zone appartiennent à un ménage qui déclare un revenu supérieur à 17 381 euros.

La structure des revenus déclarés est très proche de celle de la région Centre. Le poids des pensions et retraites est, toutefois, légèrement supérieur dans la zone.

Équipements et services à la population

Un bon niveau d'équipements en commerces et services de proximité

8 habitants sur 10 de la zone de Blois résident dans une commune desservie par les commerces et services de proximité (boulangerie, coiffeur, Poste, boucherie). Il convient néanmoins de nuancer ce chiffre en distinguant la partie urbaine de la zone (Blois et sa proche couronne) très équipée, et le milieu rural moins bien desservi.

Au sein de l'agglomération Blésoise, on constate de fortes disparités en termes de densité commerciale. Notons que Blois est la seule ville de cette importance en France à ne plus posséder de grands magasins populaires en centre-ville.

Une densité en médecins généralistes légèrement supérieure à la moyenne régionale

La répartition des médecins généralistes sur la zone est homogène (toutes les personnes sont situées à moins de 15 minutes en voiture d'un médecin). Le territoire dispose

du Centre hospitalier de Blois (1 330 lits) ainsi que d'un pôle de santé pluridisciplinaire, comprenant une clinique d'une capacité de 255 lits, une dizaine de cabinets médicaux et deux laboratoires. Il faut néanmoins rester vigilant et anticiper les problèmes de renouvellement des praticiens (en Loir-et-Cher, 60 % des praticiens ont plus de 50 ans).

Par ailleurs, on dénombre 29 structures d'accueil pour personnes âgées au sein de la zone, qui dépendent pour partie du Centre hospitalier de Blois.

Une carence dans le domaine de l'accueil à la petite enfance

Le taux d'équipement en structures d'accueil à la petite enfance est en retrait par rapport

à la moyenne régionale. L'offre est polarisée sur Blois et sa première couronne.

Un maillage équilibré des équipements sportifs et une offre culturelle de qualité

La zone d'emploi compte 48 équipements sportifs pour 10 000 habitants. 8 communes sur 10 possèdent au moins un équipement sportif

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Épiceries, supérettes	64	43	31,6	67,1	66,3	3,5	3,2
Boulangeries	136	68	50	85	84,7	7,4	7,1
La Poste	57	51	37,5	77,3	77,7	3,1	2,6
Banques, caisses d'épargne	98	27	19,9	61,5	66,6	5,3	5,5
Médecins	170	48	35,3	76,5	77,1	9,2	8,7
Pharmacies	63	38	27,5	71,3	74,2	3,4	3,6
Écoles maternelles	51	34	25	67,2	70,4	2,8	2,8
Écoles élémentaires	138	100	73,5	94,8	93	7,5	6,6
Police, gendarmeries	14	13	9,6	45,2	47,5	0,8	0,8
Hébergements pour personnes âgées	29	20	14,7	53,3	60,6	1,6	1,7
Garde enfants d'âge préscolaire	14	4	2,9	29,5	52,6	0,8	1,4
Cinéma	8	3	2,2	29,9	28,4	0,4	0,2
Équipements sportifs	848	105	77,2	///	///	47,8	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

et les habitants domiciliés dans une commune non équipée doivent parcourir en moyenne 8 km pour accéder à un équipement (9 km en moyenne régionale). Au regard de sa taille, l'agglomération de Blois est bien pourvue en ter-

mes d'équipements à vocation culturelle. Elle dispose d'une Scène Nationale et propose des festivals tels que

« les Rendez-vous de l'histoire », BDBOUM ou « Tous sur le pont ».

Déplacements domicile-travail des salariés

Des flux équilibrés entre la zone d'emploi de Blois et l'extérieur

Sur 22 770 mouvements domicile - travail que compte la zone de Blois, 83 % ont lieu à l'intérieur de la région Centre.

Les échanges se font principalement avec les zones d'emploi d'**Orléans, Tours, Romorantin, Vendôme et Amboise et l'Île-de-France.**

Globalement, il existe un équilibre entre les entrées d'actifs salariés et les sorties. Cependant, les sorties vers l'Île-de-France sont plus de 2 fois plus nombreuses que les entrées.

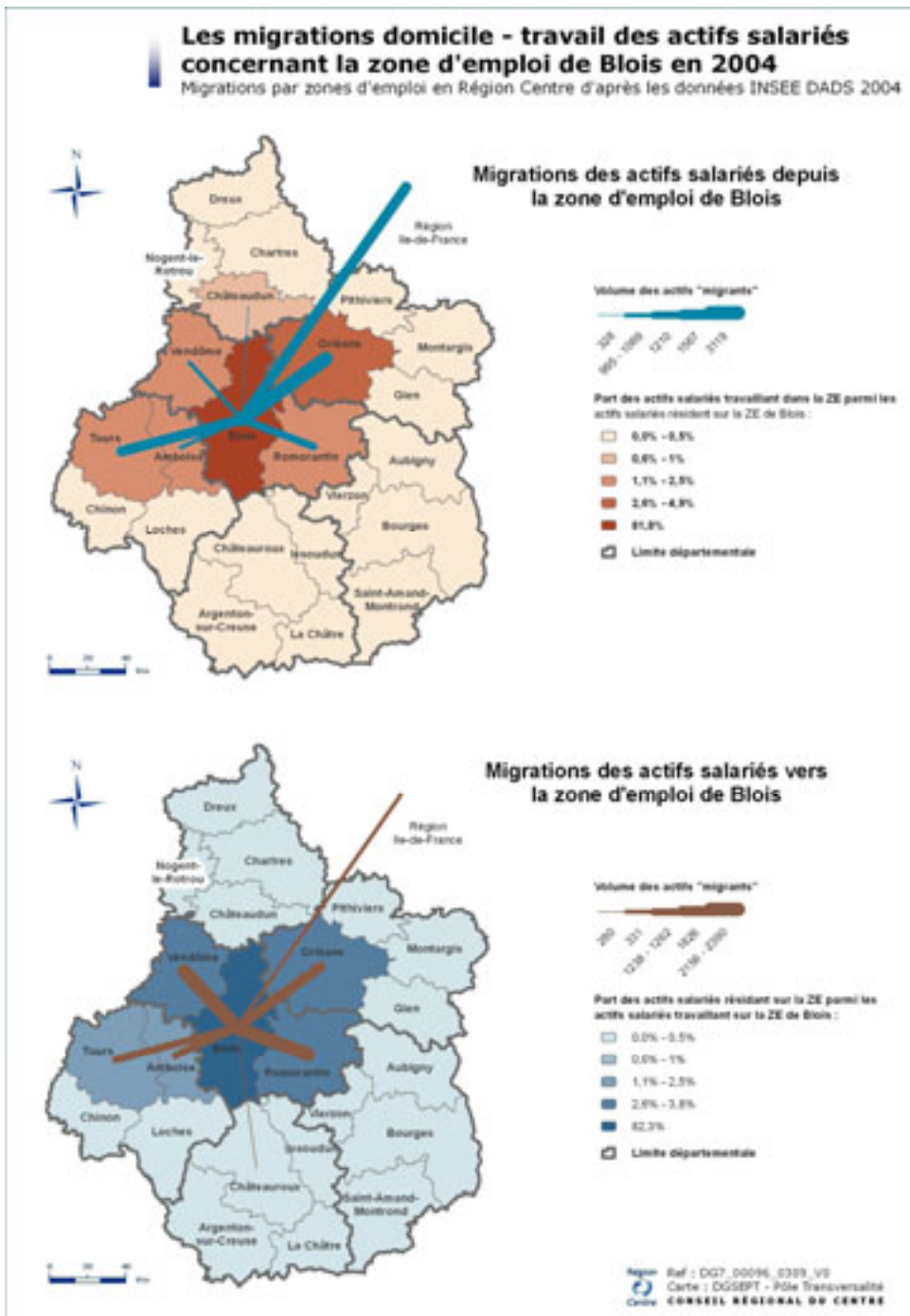
18 % des salariés résidant dans la zone d'emploi de Blois travaillent à l'extérieur (12 735 personnes). Les lieux de travail de ces salariés sont divers : zones d'emploi d'Orléans (5 % des salariés, soit 3500 personnes), de Tours (2,5 %), soit 1770 personnes), l'Île de France (2,5 %, 1770 personnes), zones de Romorantin (1,9 %), Vendôme (1,7 %) et Amboise (1,6 % des salariés résidents).

18 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés proviennent essentiellement de Romorantin (21,4 % des salariés non résidents), de Vendôme (19,3 %), Orléans (16,3 %), Tours (11,3 %) et Amboise (11 %).

Blois : 4ème pôle d'emploi de la région

A l'échelle régionale, Blois est le 4ème pôle d'emploi (derrière Orléans, Tours, Chartres).

Au sein de la zone d'emploi, l'organisation territoriale de l'emploi s'effectue massivement dans l'agglomération de Blois. Ainsi, parmi les salariés travaillant dans la zone d'emploi, plus de 44 % travaillent dans l'agglomération.



Les dix principaux flux dans la zone d'emploi (hors flux internes à la commune de résidence)

Commune de résidence	Commune de travail	Flux	Commune de résidence	Commune de travail	Flux
Vineuil	Blois	1 384	Mont-près-Chambord	Blois	578
Chaussée-Saint-Victor	Blois	894	Villebarou	Blois	528
Blois	Vineuil	797	Cellettes	Blois	462
Saint-Gervais-la-Forêt	Blois	656	Saint-Sulpice-de-Pommeray	Blois	453
Blois	Chaussée-Saint-Victor	583	Onzain	Blois	451

Source : INSEE, DADS 2004

La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Ville d'érudition et de luxe, Blois s'est lentement convertie au commerce puis à l'industrie. Au 17^{ième} siècle, son port fluvial reçoit des marchandises du midi de la France (savons, huiles, fruits embarqués à Roanne), ou de la mer (sucre des Antilles, morue de terre-neuve, sel de Guérande embarqués à Nantes). L'ouverture du Canal de Briare en 1642, puis celle du Canal d'Orléans en 1692, vont permettre d'augmenter le trafic vers Paris.

Bien qu'elle soit la ville d'origine de Denis Papin, inventeur de la machine à vapeur, Blois ne s'engage pas rapidement dans la révolution industrielle. Il faut attendre la fin du XVIII^{ième} siècle pour voir les premiers effets de la mécanisation sur les métiers de la cordonnerie : Louis Rousset est le premier industriel et il fait des émules. En 1866 il emploie 1 120 ouvriers, presque autant que ses quatre confrères réunis.

C'est surtout à Albert Poulain, le fils du fondateur, que l'on doit la formidable épopée de la chocolaterie Poulain, à son sens de l'industrie, mais sur-

tout du marketing : ses emballages sont célèbres dans tout l'empire français.



On peut aussi noter, en 1883, la naissance du premier « syndicat agricole » de France pour l'achat d'engrais, qui va devenir ensuite la coopérative « La franciade », qui fusionnera dans Agralys.

Dans le domaine de la finance, c'est en 1903 que Blois a vu naître la première caisse du Crédit Agricole Mutuel qui a implanté depuis l'une de ses centrales titres à Mer. La Banque Régionale de l'Ouest (groupe CIC) y a également vu le jour en 1909, son siège social et ses services administratifs sont fixés à Blois.

C'est dans les années 1950 que le territoire va commencer à accueillir de nombreuses entreprises, souvent orientées par la DATAR, et qui apprécient la proximité de Paris et la qualité de vie du Val de Loire. On

voit ainsi s'implanter la société Roto-diésel, qui va devenir Lucas Diésel, puis Delphi en 1999. Fabricant des pompes à injection, elle reste la première entreprise de la zone d'emploi. L'imprimerie Cino Del Duca devient Quebecor en 1996 et ferme à l'automne 2008. Les laboratoires Lachartre rejoignent le groupe Procter & Gamble en 1985 et sont associés à la Cosmetic Valley.

Entre 1960 et la fin du 20^{ième} siècle, l'économie du Blaisois va se diversifier, se renforcer à travers un tissu dense de PME-PMI, et accorder une place très importante aux services.

Parmi les « grands chantiers » de cette période, on note la construction de la Centrale de St Laurent, qui emploie encore plus de 600 personnes.

Aujourd'hui les principaux secteurs économiques de la zone d'emploi sont les suivants :

L'automobile emploie plus de 2500 personnes, avec Delphi (systèmes d'injection diesel-1300 emplois), valéo Vision (projecteurs et feux pour l'automobile- 570 emplois), Senior Automotive (faisceaux de tubes injection diesel- 300

emplois), Jtekt (groupe électropompes et pompes hydrauliques industrielle-260 emplois),

La plasturgie avec près de 1000 emplois : DAHER-LHOTELLIER (emballages spéciaux pour l'aéronautique et la défenses-600 emplois) APLA France (fabrication de flacons - 140 emplois).

Les NTIC avec Atos Origin (logiciels-450 emplois), ACTICALL (Centre d'appel-400 emplois), la Maison de Valérie (vente par correspondance-380 emplois)...

Les services d'assurance, de retraite et de banque avec le groupe APRI (Caisse de retraite-600 emplois), Le Crédit Agricole (Conservation de titres-570 emplois), la CIC-BRO (180 emplois)

L'agro-alimentaire, avec le repreneur des chocolats Poulain, le groupe Cadbury, mais aussi l'imprimerie, la parfumerie, la pharmacie...

4 emplois salariés sur 10 relevant de la sphère résidentielle

La zone d'emploi de Blois se caractérise par une proportion d'emplois dans la sphère résidentielle —regroupant les activités répondant aux besoins locaux — (42 %) et dans la sphère publique (25 %) supérieure à la moyenne régionale .

Ceci s'explique par la présence du centre hospitalier, de la mairie ainsi que du Conseil général, implantés à Blois et faisant partie des plus gros employeurs de la zone.

A l'inverse, la proportion d'emplois dans la sphère productive, activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire, est moins importante dans la zone de Blois que dans la région Centre. Les secteurs "biens d'équipement", "biens intermédiaires" et "biens de consommation" sont sous-représentés dans la zone (11 % des effectifs salariés de la zone contre 17 % en région). En revanche, le poids du secteur "automobile" est plus important qu'en région Centre.

Effectifs salariés selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	62 846	100	100
Sphère productive	20 708	33,0	37,06
Sphère résidentielle	26 355	41,9	38,89
Fonction publique	15 783	25,1	24,06

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense, intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Blois (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
CENTRE HOSPITALIER DE BLOIS	2000 à 2999 salariés	Santé, action sociale
DELPHI DIESEL SYSTEMS FRANCE SAS	1500 à 1999 salariés	Industrie automobile
DEPARTEMENT DU LOIR ET CHER	1000 à 1499 salariés	Administration publique
COMMUNE DE BLOIS	750 à 999 salariés	Administration publique
ELECTRICITE DE France - CNPE DE ST LAURENT DES EAUX	500 à 749 salariés	Eau, gaz, électricité
FEDERATION ADMR - SCE AIDE MENAGERE & TRAV.FAM.	500 à 749 salariés	Santé, action sociale
VALEO VISION	500 à 749 salariés	Industrie des composants électriques et électroniques
ATOS WORLDLINE	250 à 499 salariés	Conseils et assistance
PROCTER & GAMBLE BLOIS	250 à 499 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
POLYCLINIQUE DE BLOIS	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
LA MAISON DE VALERIE	250 à 499 salariés	Commerce de détail, réparations
AUCHAN FRANCE	250 à 499 salariés	Commerce de détail, réparations
VITALICOM SAS	250 à 499 salariés	Services opérationnels
DAHER LHOTELLIER AEROTECHNOLOGIES	250 à 499 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
JTEKT HPI	250 à 499 salariés	Industries des équipements mécaniques
CORA	250 à 499 salariés	Commerce de détail, réparations
SENIOR AUTOMOTIVE BLOIS	250 à 499 salariés	Commerce et réparation automobile
LYCEE POLYVALENT AUGUSTIN THIERRY	250 à 499 salariés	Education
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	250 à 499 salariés	Administration publique
GROUPE GOYER	250 à 499 salariés	Construction

Source : INSEE-CLAP 2006

Entreprises

Plus de 8 200 établissements implantés dans la zone de Blois en 2006

Fin 2006, la zone de Blois compte 8 211 établissements, soit 7,6 % des établissements installés en région Centre.

Cette zone présente une structure sectorielle très proche de celle de la région. L'industrie et le commerce y sont un peu moins présents au profit de la construction et des services.

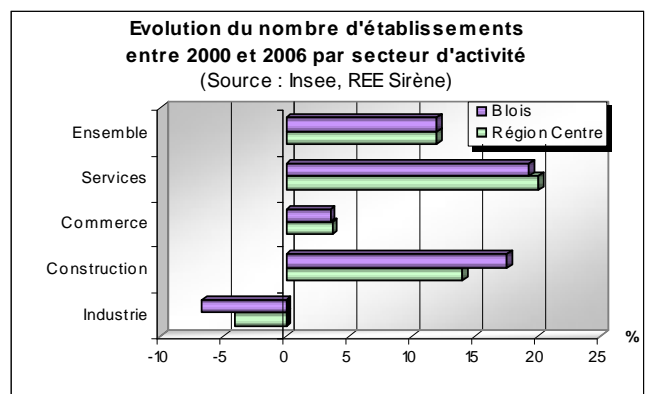
Une hausse du stock d'établissements entre 2000 et 2006

Le stock d'établissements s'est

accru de près 12 % entre 2000 et 2006, une hausse comparable à celle observée pour l'ensemble de la région.

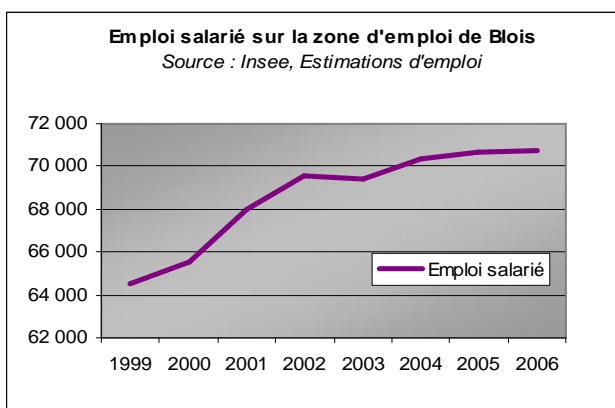
Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel (- 7 % contre - 4 % pour le Centre).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé (+ 19,4 %). Le secteur de la construction a également connu une forte hausse d'établissements : + 17,6 %, soit 3,5 points de plus que la région.



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Une croissance ralentie de l'emploi salarié

De 2000 à 2006, la croissance de l'emploi salarié se décompose en trois phases :

- * 2000 : croissance de l'emploi de 1,5 % ;
- * 2001 - 2002 : très forte croissance (+ 3 % par an) ;
- * et 2003 - 2006 : très net ralentissement (+ 0,6 % par

an) ; l'emploi a même légèrement diminué en 2003.

La rupture entre les deux dernières phases est surtout liée à des disparitions d'emplois dans l'industrie (notamment la "construction automobile").

Les transformations récentes du tissu économique de la zone de Blois se caracté-

sent :

- par une faible diminution de la part de l'industrie dans l'emploi salarié,

* par une quasi-stagnation de la part des services.

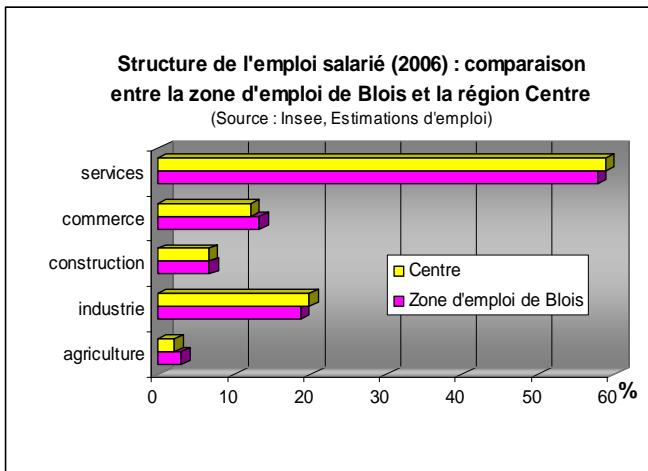
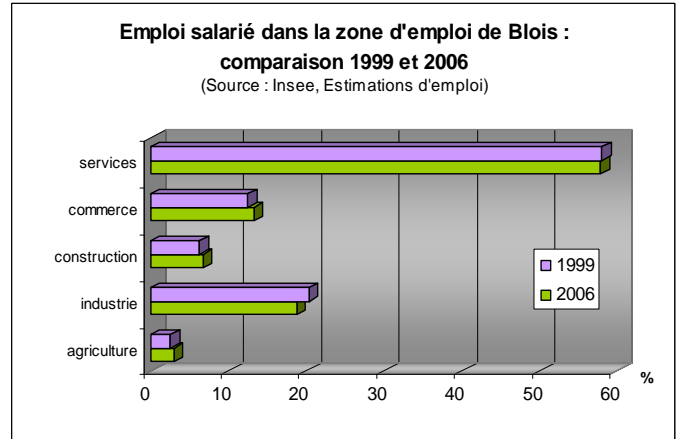
* par une forte progression de celle de la construction.

Dans les établissements privés de 10 salariés ou plus, les effectifs augmentent. Les créations d'emplois se sont concentrées dans le commerce et la construction ; elles

touchent également des secteurs du tertiaire comme "services opérationnels", "hôtels et restaurants", et "activités immobilières".

On observe aussi des créations dans l'industrie : "métallurgie et transformation des métaux" et "pharmacie, parfumerie, entretien".

En revanche, les disparitions les plus nombreuses ont eu lieu dans les "industries des



équipements mécaniques" et les "activités financières". Depuis 2007 et jusqu'en 2008, l'emploi salarié privé a continué à croître principalement dans les services, notamment le secteur des conseils et de l'assistance et le secteur des entreprises de travail temporaire.

Chômage

De 2000 à 2007, une amélioration du marché du travail pour les femmes

L'évolution du chômage est similaire à celle de la région. Elle est plus favorable aux femmes qu'aux hommes.

Durant la période 2000 - 2007, les hommes sont plus sensibles aux variations du chômage que les femmes

Entre fin 2000 et fin 2007, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi est surtout le fait des femmes de 25 ans ou plus.

En revanche, le chômage des jeunes hommes de 15 à 24 ans n'a pas régressé. En outre, il est très sensible aux variations du marché du travail.

En 2008, une forte aggravation du chômage

En 2008, le niveau du chôma-

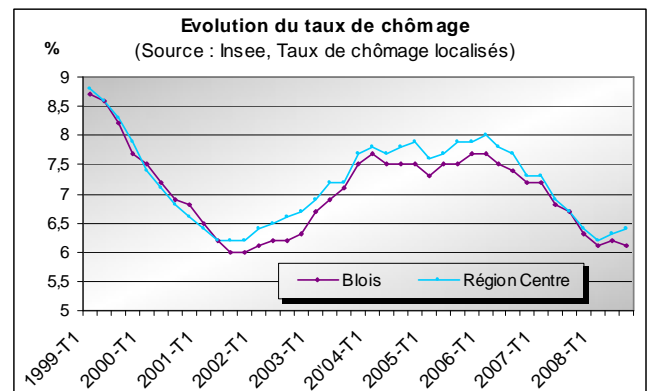
ge s'est aggravé autant dans la zone qu'en région.

Cette dégradation du marché du travail touche plus les hommes que les femmes : elle concerne essentiellement les jeunes.

Des offres d'emplois difficiles à pourvoir pour certains métiers.

Si, en 2007, les offres d'emploi sont légèrement inférieures aux demandes, on recense des tensions pour les métiers d'ouvriers qualifiés du "travail des métaux" et du "bâtiment".

Il en est de même pour les métiers qualifiés de "l'hôtellerie-restauration" et de "l'alimentation". En revanche, les tensions sont faibles pour les métiers des "services à la personne" et de "l'informatique".



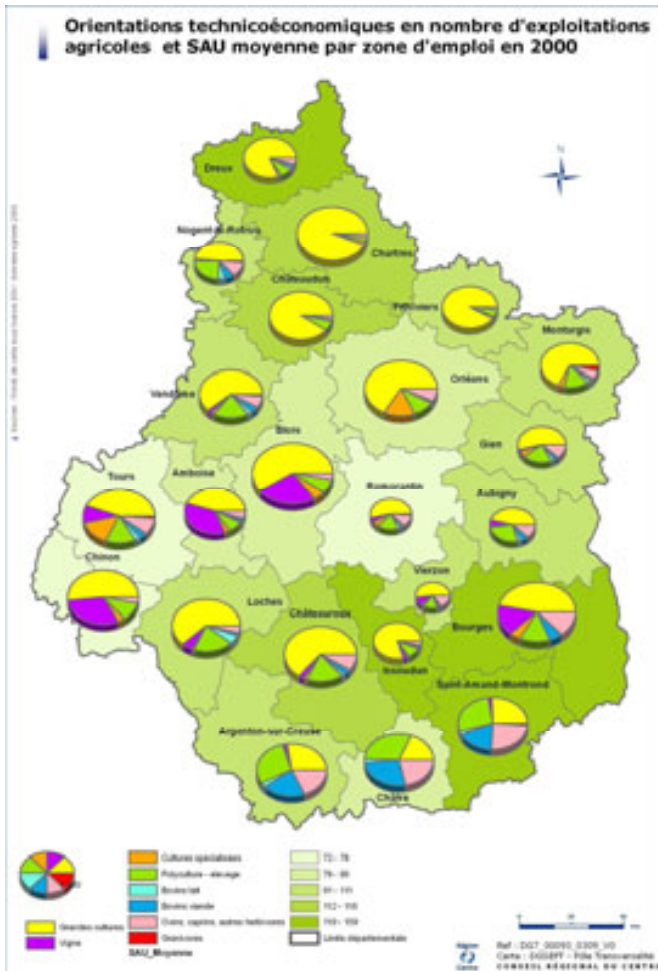
Agriculture

Beauce, Loire et Sologne, un territoire riche de sa diversité

L'Agriculture constitue aujourd'hui un véritable atout pour la zone d'emploi de Blois. Très diversifiée à l'échelle du territoire, elle est par contre fortement marquée par la barrière naturelle que constitue la Loire. Le Nord du territoire est une zone de grandes cultures mais aussi avec quelques singularités comme la présence d'exploitations spécialisées dans la production de petits fruits (cassis, framboises) destinés à l'agro-alimentaire. Cet-

te zone doit aujourd'hui faire face à un véritable défi environnemental de reconquête de la qualité de l'eau suite à une exploitation trop intensive des terres.

Le Sud du territoire est probablement le plus diversifié de la région Centre : de l'igname à l'asperge verte en passant par le poireau et la fraise, des Appellations d'Origine Cheverny, Touraine, pour la viticulture ou encore Selle sur Cher pur le fromage de chèvre. Certaines de ses productions se cherchent un avenir, les toutes



prochaines années seront capitales pour la viticulture notamment.

La diversité des productions et la présence de cultures fortement demandeuses de main d'œuvre expliquent tout à la fois que la zone d'emploi se caractérise par une taille moyenne des exploitations plus petite que la moyenne régionale (83ha contre 106), mais aussi que le bassin soit le premier en nombre d'emplois agricoles avec près de 4000 emplois salariés et exploitants au recensement agricole de l'année 2000.

Les productions du territoire sont structurées autour de nombreux outils d'aval souvent de type coopératif comme l'ancienne coopérative du Blésois, devenue au gré des évolutions un élément essentiel d'Agrialys, ou encore comme le cadran de Sologne pour la fraise.

Élément structurant de l'économie locale, l'agriculture devra savoir encore mieux tirer profit d'autres atouts du territoire comme les Châteaux ou encore la Loire et son classement au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Tourisme

La zone d'emploi comprend 53 sites touristiques. Les fleurons sont, par ordre de fréquentation en 2007 :

- ⇒ le château de Chambord : 721 830 visiteurs ;
- ⇒ le zoo-parc de Beauval, à Saint-Aignan : 450 000 visiteurs ;
- ⇒ le château de Cheverny : 417 749 visiteurs ;
- ⇒ le château de Blois : 359 940 visiteurs ;
- ⇒ le château et les jardins de Chaumont-sur-Loire : 246 146 visiteurs.

Capacités :

- ⇒ Hôtellerie : 78 établissements dont 54 hôtels restaurants proposant 4 394 lits.
- ⇒ Hôtellerie de plein air : 30 campings : 9 918 lits touristiques (dont 1 140 pour le camping *** des Châteaux à Bracieux ; 960 pour le Domaine de Dugny **** à Onzain et 900 pour le Parc du Val de Loire **** à Mesland, soit 30 % de l'offre de la zone d'emploi).

Préparer l'avenir à travers la formation

9 300 lycéens et apprentis sur la zone de Blois

La ville de Blois bénéficie de la présence de nombreuses structures de formations. Elle compte en effet douze lycées (dont sept lycées d'enseignement général et technologique, deux lycées professionnels et trois établissements agricoles), pour un effectif total de près de 7 100 élèves. La voie professionnelle représente 40 % des effectifs lycéens.

Le bassin de formation de Blois accueille également trois Centres de Formation d'Apprentis (CFA agricole, CFA du bâtiment et CFA interprofessionnel), avec un total de près de 2 200 apprentis en 2009. 1 600 apprentis sont originaires du bassin de Blois ; 1 640 jeunes sont formés dans des entreprises du bassin de Blois.

Le Lycée du Val de Loire : pôle des métiers de l'Hôtellerie et du Tourisme en région Centre.

Bâti sur les coteaux de la Loi-

re, à Blois, l'établissement jouit d'une situation géographique et touristique exceptionnelle, sur un domaine classé au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Jeunes gens et jeunes filles, lycéens ou étudiants, se préparent ici exclusivement aux métiers de l'hôtellerie et du tourisme, dans une filière d'excellence qui perpétue les valeurs et traditions françaises. Du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) au brevet de technicien supérieur (BTS), le

Lycée du Val de Loire offre des parcours de formation riches et variés garantissant à chacun la réussite dans la poursuite d'études ou l'insertion professionnelle.



© Daniel TRICOU/RE - Centre régional du Centre

L'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur à Blois

Passant de 250 étudiants en 1988, date de l'implantation de ses filières universitaires, à près de 3 600, Blois s'affirme désormais comme ville étudiante à part entière.

Avec plus de 40 filières post-baccalauréat allant de Bac +2 à Bac +5, le Campus Blésois est aujourd'hui un pôle d'enseignement général, technologique et professionnel reconnu et recherché.

L'Institut Universitaire de Technologie de Blois,

composante de l'Université de Tours, avec près de 520 étudiants, est fortement implanté dans le tissu industriel local. Cet institut est un élément de première force, un moteur du pôle d'enseignement supérieur technologique blésois, dont le rayonnement régional, grâce notamment à la mobilisation des entreprises, est aujourd'hui incontesté. L'IUT de Blois articule aujourd'hui sa formation autour de quatre départements correspondants à des programmes pédagogiques nationaux (Mesures Physiques, Réseaux et Télécommunications, Science et Génie des Matériaux, Services et Réseaux de Communication) et quatre licences professionnelles dans des domaines pointus

et innovants (Activités et Techniques de Communication, Contrôle et Développement des Matériaux, Gestion de la Production Industrielle, Qualité -Sécurité des Systèmes d'Information).

L'ENI (Ecole Nationale d'Ingénieurs) du Val de Loire est une école publique d'Etat qui forme des ingénieurs généralistes polyvalents. Installée à Blois depuis 1993, l'ENI se présente comme une école sélective et qualitative. L'Ecole se fonde sur le génie des systèmes industriels et s'intéresse aux méthodes et aux outils qui permettent d'améliorer et d'optimiser l'analyse, la conception, l'élaboration et le fonctionnement des systèmes de production et de distribution de produits et de services, tout en prenant en compte les facteurs humains.

La formation, s'appuie sur quatre dominantes :

→ Management des Systèmes Industriels: maintenance, méthode, production automatisée, qualité, environnement, sûreté de fonctionnement...

→ Génie Électrique et Informatique Industrielle: automatique, électronique, électrotechnique, traitement du signal, informatique...

→ Génie Mécanique : CAO-DAO, mécanique des milieux

continus, des structures, des fluides...

→ Sciences humaines et économiques. Cinquième région industrielle de France, la région Centre manque d'ingénieurs, d'où l'importance de l'ENI du Val de Loire et de l'enseignement supérieur qui y est dispensé, particulièrement bien adaptés aux besoins des grandes industries comme des PME.

L'école nationale supérieure de la nature et du paysage (ensnp) a pour objectif de former des ingénieurs paysagistes.

Cette formation, en 5 années, comprend des enseignements : scientifiques et techniques (38%), de sciences humaines et sociales (21%), de communication et management (3%), de communication graphique et de représentation de l'espace (18%) et de projet de paysage (20%).

L'approche pluridisciplinaire permet d'appréhender les dynamiques environnementales et paysagères d'un territoire (dimensions biophysique et anthropique, relations et interactions entre espaces et sociétés) et de les réinvestir dans le projet de paysage.

Le nombre d'élèves par promotion est de 30 maximum.

Le Campus CCI, c'est trois écoles :

- l'**ECSVL** : Ecole de Commerce et Services du Val de Loire
- l'**ETIC** : Ecole des Techniques de l'Image de Communication
- l'**ESTACOM** : Ecole Supérieure des Techniques Appliquées de la Communication

Des atouts pour l'avenir

Musée de l'Objet

Le Musée de l'Objet a été créé en 1996 afin de présenter à Blois une partie de la collection d'Eric Fabre. Ce dernier, galeriste à Paris de 1974 à 1988, a prêté par convention une partie de son importante collection à la Ville de Blois. Il s'agit d'une centaine d'œuvres (sculptures, peintures, dessins, installations, etc.) qui dessinent les contours d'une histoire de l'objet dans l'art du XX^e siècle.

Cette collection, exposée en permanence et accessible au public, a fait l'objet d'une exploitation très riche en partenariat avec l'Ecole municipale d'arts plastiques. Les élèves ont ainsi accès à un ensemble d'œuvres très important dans l'histoire de l'art (avec des artistes tels Dali, Duchamp, Spoerri, César, Arman, Christo, Hains, Ben, Kosuth entre autres).

La Région est devenue depuis plusieurs années le premier financeur public du Musée. De ce fait, son programme d'actions s'est orienté vers la diffusion de la collection en région et le renforcement du réseau régional (manifestations communes, outils de ressources pour les artistes, édition de documents d'information sur les arts plastiques en région, etc.).

Festival « Les rendez-vous de l'histoire »



Le Centre Européen de Promotion de l'Histoire s'est donné pour mission de promouvoir l'histoire au sens large et d'attirer l'attention du grand public sur cette discipline. A cet effet, il a créé, à Blois en 1998, le festival annuel Les Rendez-

vous de l'histoire, rencontres entre historiens et amateurs d'histoire, lieu d'échanges et de débats.

La présence pendant quatre jours d'historiens et d'intellectuels de tous horizons, la variété des activités proposées, l'intérêt d'un très large public, permet de faire vivre, mais aussi de dynamiser, l'image de la région Centre marquée du sceau de l'histoire.

De multiples activités sont organisées et contribuent, avec les nombreuses personnalités présentes, à faire la richesse et la pertinence du festival : un grand salon du livre d'histoire, de nombreux débats et conférences, des cafés et dîners historiques, des expositions de photographies, des actions en milieu scolaire. Un cycle cinéma, où se mêlent fictions et documentaires prend, en outre, une place de plus en plus importante.

En 2009, la 12^{ème} édition des Rendez-vous de l'histoire aura pour thème « Le corps dans tous ses états ».

Chaumont, Centre d'art et de nature



La Région Centre est désormais propriétaire du domaine de Chaumont. Elle souhaite y assurer d'une part, la protection et la mise en valeur de l'ensemble des composantes immobilières et mobilières du Domaine, comprenant le Château, les écuries, les dépendances, le parc et les collections, et d'autre part, développer un ensemble d'activités centrées sur la création contemporaine, dans le châ-

teau et dans le parc, incluant le célèbre festival international des jardins, créé en 1992.

Dans un total respect de sa riche histoire artistique, le Domaine de Chaumont-sur-Loire mettra en œuvre une programmation vivante et diversifiée, tout au long de l'année, portant sur le lien entre art et nature. Toutes les activités (installations, interventions artistiques, expositions de photographies, colloques, rencontres...) étant liées à cette thématique, le Domaine de Chaumont-sur-Loire sera amené à devenir le premier Centre d'art et de nature entièrement voué à la relation de la nature et de la culture, de la création artistique et de l'invention paysagère.

Le Zoo Parc de Beauval



Une passion pour les oiseaux aboutit en 1980 à l'ouverture du Parc ornithologique de Beauval. Pendant 8 ans, le parc se consacre exclusivement aux oiseaux. Durant toutes ces années, le nombre de visiteurs oscille entre 40 000 et 50 000. Puis, en 1989, Beauval devint le Zoo-Parc de Beauval en accueillant ses tout premiers fauves et singes. Depuis, aidée par son fils qui dirige avec elle l'ensemble du parc et sa fille qui s'occupe de la communication et de la pédagogie, Françoise Delord n'a cessé d'agrandir le parc. A travers la serre tropicale, on découvre les grands singes. Le bassin des otaries accueille aussi le spectacle des rapaces. Dans la savane africaine reconstituée, on peut voir les rhinocéros, les éléphants et les girafes... En 2007, le Zoo-parc de Beauval a reçu 450 000 visiteurs. Un hôtel vient compléter l'offre touristique : quand la qualité et la passion nourrissent l'esprit d'entreprise !

Le Programme de Rénovation Urbaine (PRU)

Ce programme vise notamment à faire évoluer le fonctionnement des quartiers Nord de l'agglomération de Blois, à requalifier les espaces extérieurs et les équipements publics, à encourager le développement d'activités sur les quartiers. Notons que ces quartiers concentrent 36 % de la population blésoise (recensement 1999). Le PRU concerne quatre secteurs d'habitat social : la ZAC Croix-Chevalier, le reste du quartier Croix-Chevalier, le quartier Kennedy et le quartier Coty.

La convention initiale signée en 2005 fixe les engagements financiers de l'ANRU et des autres partenaires pour la partie Croix-Chevalier, essentiellement. Un avenant à cette convention, signé en 2009, permet de compléter la rénovation des quartiers nord de la ville de Blois par l'inscription de nouvelles opérations.

Quelques chiffres clés de la convention et de l'avenant :

- Investissement : 250 M€
- Démolition : 1 481 logements et 50 bureaux
- Reconstruction hors site (autres quartiers de Blois et agglomération) : 882 logements sociaux
- Réhabilitations : 3 100 logements
- Résidentialisations : 1 900 logements

Le PRU comprend la réhabilitation ou la réalisation d'équipements publics : restructuration de la maison des associations, de la bibliothèque Maurice Genevoix et de la maison de Bégon, implantation d'une nouvelle maison des services (avenue de France) et d'une nouvelle salle polyvalente, déménagement de la bourse du travail...



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Romorantin-Lanthenay

Forum territorial du jeudi 04 juin 2009



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	71 002	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,27 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	2,8%	////
Superficie (km ²)	2 059	39 151
Densité (habitants/km ²)	34,5	64,4
Nombre de communes	48	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	27 448	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	24 699	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	8,1 %	7,8 %

Sources :
Population : Insee, RP 2006
Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi

Présentation générale de la zone d'emploi de Romorantin-Lanthenay

Etendue le long de la rivière la Sauldre, à proximité de la vallée du Cher, Romorantin est la capitale de la Sologne, une très vaste zone forestière aux confins des départements du Loir-et-Cher, de l'Indre et du Cher.

La zone d'emploi s'étend jusqu'à Mennetou-sur-Cher au Sud, Selles-sur-Cher à l'Ouest, Lamotte-Beuvron au Nord et Salbris à l'Est. Le reste du bassin de vie se compose de communes rurales et d'un habitat clairsemé. La zone d'emploi de Romorantin compte 71 000 habitants, en légère progression. La démographie de la ville-centre décline selon le dernier recensement.

Traversée d'Ouest en Est par la récente autoroute A85 et par l'A71 dans l'axe Nord-Sud, la Sologne est de plus en plus accessible. Néanmoins, le secteur de Neung sur Beuvron continue de souffrir de son enclavement. Paradoxalement, Romorantin, sous-préfecture de 17 500 habitants n'est pas reliée au chef-lieu du département, Blois, par une voie ferrée directe. Celle-ci a été stoppée lors de la 2^e guerre mondiale.

La ligne métrique (la voie ferrée fait un mètre de large) de la compagnie « Le Blanc-Argent » porte la liaison entre Romorantin et l'axe Vierzon-Orléans via Salbris. Le transport de marchandises y est interrompu depuis 1988.

Un passé industriel florissant

Romorantin, bourg agricole qui tire son nom du celtique ritos (gué) et du gallo-romain morantin (marais), est très lié à l'histoire des rois de France. Non loin de Blois et Amboise,

Romorantin a abrité Louise de Savoie, mère de François 1^{er}, ainsi que Claude de France, son épouse. François 1^{er} a eu le projet d'en faire une ville nouvelle dessinée par Léonard de Vinci. Mais cette idée n'a pas abouti.

L'histoire économique de Romorantin est liée à l'industrie drapière. Née au XVIII^e siècle, la filature Normant-Marseille employait 1200 personnes au milieu du XIX^e siècle. La Sauldre et ses affluents accueillent des moulins à foulons pour travailler la laine des moutons de race solognote. Romorantin a également abrité l'inventeur des caméras de reportage, les Etablissements Beaulieu, jusqu'en 2000, date de la transformation du lieu en Musée de la course automobile.

Ce sont surtout les fermetures du GIAT et de MBDA (Armement) à Salbris puis de Matra Automobile en 2003 qui ont dessiné le paysage économique et social depuis 10 ans. Marquée par la fabrication de l'Espace, un modèle commercialisé par Renault, l'usine romorantinaise a employé quelque 3 000 salariés. Renault a rapatrié cette production à Sandouville, près de Rouen, et l'échec commercial de l'Avantime a sonné le glas de la fabrication automobile à Romorantin. Le groupe Lagardère, propriétaire de Matra, a maintenu une centaine de salariés sur le site pour assurer le réassort de pièces détachées de l'Espace. Mais cette activité cessera à l'horizon 2014. Elle devra être compensée par l'assemblage et la commercialisation de véhicules électriques de l'américain GEM, filiale de Chrysler.

Projets urbains et économiques

Ces arrêts de production industrielle ont affecté le marché du travail. D'autant que pendant longtemps ces activités avaient découragé les diversifications et que les effets de la récession sur les sous-traitants automobiles se poursuivent. Ranger, à Theillay, autrefois dans le giron de Matra, vient de perdre 80 emplois à l'occasion de sa reprise par le groupe Lavallois Sora Composites.

Dans ce contexte, les opérations de rénovation urbaine et de développement économique et touristique sont frappés du sceau du volontarisme.

Les élus locaux et l'Etat ont entrepris de désenclaver les quartiers Sud de Romorantin. St Marc et Favignolles concentrent en effet 35% des demandeurs d'emploi et 52% des « érémites », alors qu'ils ne représentent que 21% de la population de la commune. Une zone d'activités se développe vers l'autoroute A85, ouverte depuis fin 2007. Des projets touristiques et économiques existent à Romorantin et autour de Salbris, au carrefour des autoroutes A85, A71 et A20. Des activités logistiques sont attendues sur d'anciens sites industriels de Salbris et de Lamotte-Beuvron. La chasse demeure aussi une activité importante pour la Sologne.

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

La Sologne fait partie des territoires ayant la plus faible densité en région Centre, mais la population y est relativement concentrée selon deux axes qui bénéficient d'une bonne accessibilité :

L'axe Nord-Sud fait le lien entre Orléans (vers Paris) et Vierzon-Bourges. La nationale 20 est doublée par l'autoroute A 71. Sur cet axe, les gares TER de Salbris et Lamotte bénéficient d'une bonne desserte.

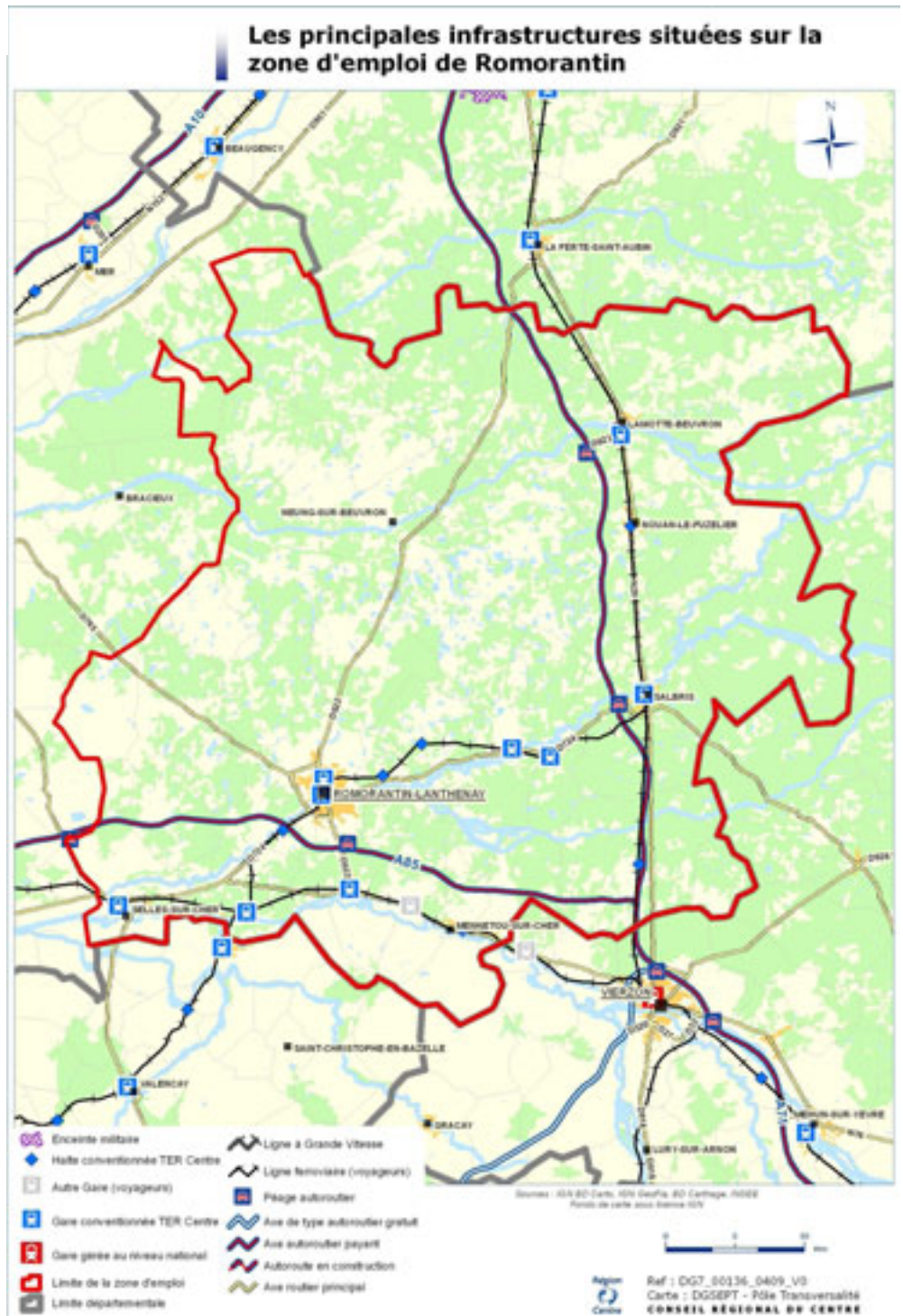
Au Sud de la zone, c'est la vallée du Cher qui structure le territoire, avec l'arrivée de l'A85 qui relie maintenant facilement l'A71 et la Touraine, et la voie ferrée Tours-Vierzon, récemment électrifiée dans le cadre du projet de liaison directe entre l'Atlantique et la région Lyonnaise. Si le Cher canalisé et les canaux de la Sauldre et de Berry sont tombés en désuétude, ils peuvent constituer un atout touristique.

Finalement, c'est avec le chef-lieu de département, Blois, que les liaisons sont les moins performantes, alors que les déplacements domicile travail sont majoritaires sur cet axe.

La commune de Romorantin est desservie par la ligne ferroviaire à voie métrique dite du « Blanc-Argent » sur laquelle circulent des TER reliant Salbris à Luçay-le-Mâle. Romorantin est desservie par 12 allers-retours quotidiens en semaine. Le trafic sur cette ligne est en constante progression et a dépassé les 280 000 voyageurs annuels.



Gare de Romorantin-Lanthenay



6 cantons composent la zone d'emploi de Romorantin représentant 71 002 habitants.

Canton	Population	Canton	Population
Lamotte-Beuvron	11022	Romorantin-Lanthenay	23100
Mennetou-sur-Cher	7031	Salbris	13379
Neung-sur-Beuvron	5726	Selles-sur-Cher	11256

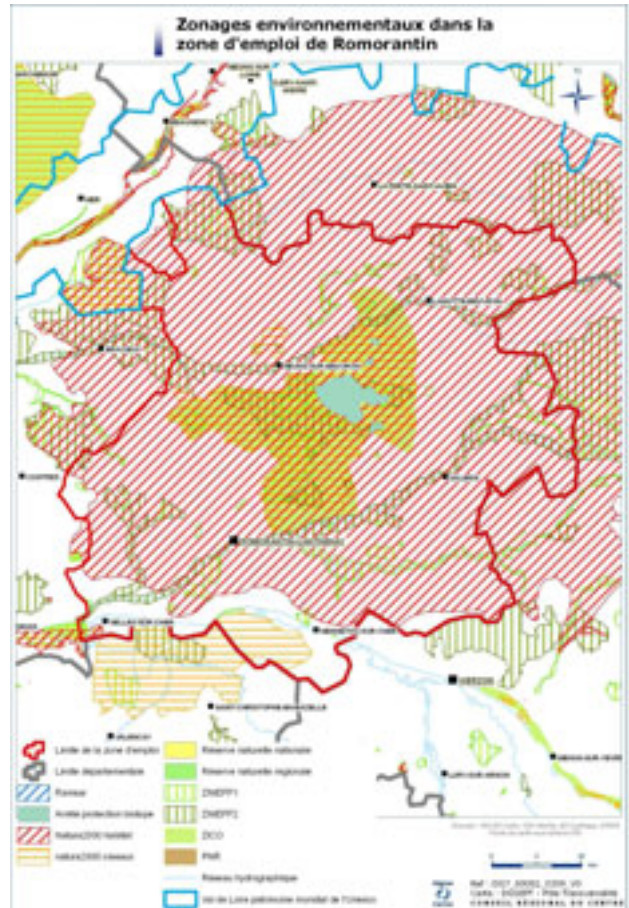
Patrimoine naturel

Les cantons solognots de ce bassin sont largement dominés par la forêt, avec la présence relictuelle et notable de quelques îlots agricoles. La richesse biologique de ce territoire s'explique par la grande diversité et l'imbrication de ses milieux naturels dont beaucoup sont d'intérêt européen. La biodiversité tire ici sa présence d'un important réseau de rivières confluant vers la Sauldre qui est jalonné de prairies tourbeuses et de landes sèches sur les plateaux. Egalement d'un important réseau d'étangs, aménagé à partir du Moyen Age et interconnecté avec les rivières et notamment avec le Beuvron et ses affluents. Cette richesse a conduit les scientifiques à proposer 345 000 ha de ce site au titre du réseau de conservation européen (Natura 2 000), en faisant le plus grand site classé d'Europe. La zone des étangs, articulée autour de Saint-Viâtre et Marcilly en Gault a été classée Zone de Protection Spéciale pour les oiseaux, hébergeant une quinzaine d'espèce de l'annexe I de la Di-

rective Européenne sur la protection des oiseaux. Paradoxalement, faute de la doter d'un outil approprié, la connaissance et le suivi biologique de la Sologne demeurent très en retrait par rapport à sa valeur biologique.

Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP) s'est vu récemment confier la cartographie détaillée des habitats naturels. Un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est en cours d'élaboration sur le bassin de la Sauldre et depuis 2006, le bassin du Beuvron bénéficie d'un Contrat de bassin.

En dépit de ses 1 500 km de chemins communaux, la Sologne donne l'image d'une région résolument inaccessible. A noter cependant la mise en place d'observatoires publics pour la faune (étang de Beaumont à Neung sur Beuvron, étang des Levrys à Nouan le Fuzelier...).



Population



Une population mi-urbaine rurale

La population de la zone d'emploi de Romorantin était de 71 002 habitants pour l'année 2006. Cela représente 2,8 % de la population de la région. La ville de Romorantin-Lanthenay regroupe le quart de la population de la zone, avec 17 572 habitants. Le territoire comporte des densités de population contrastées : élevée dans les vallées du Cher et de la Sauldre, faible en Sologne. L'habitat présente une faible dispersion : 59 % des habitants résident dans des communes d'au moins 2 000 habitants, et seuls 6 % de la population dans des communes de moins de 500 habitants. L'axe Nord-Sud est ponctué de pôles ruraux importants (Salbris 5 777 hab., Lamotte-Beuvron 4 529 hab.). Les villes de la zone d'emploi jouxtent des communes parfois très peu denses (exemple : 3,3 hab./km² sur la commune de Veillens, limitrophe à Romorantin où la densité est de 387 hab./km²).

Une croissance modérée

La croissance constatée entre

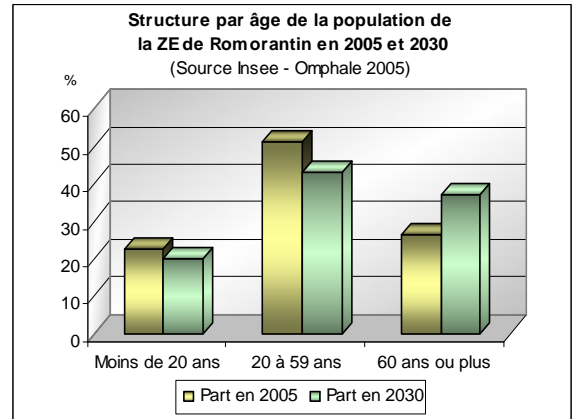
1999 et 2006 sur la zone est de +0,27 % par an, représentant un apport de 1 330 habitants sur l'ensemble de la période. Cette croissance apparaît néanmoins en retrait par rapport au taux régional (+0,46 % par an). Le taux de croissance annuel moyen sur la période 1990-1999 avait également été de +0,27 %, mais il se situait alors à seulement 5 centièmes de point du taux régional (+0,32 % par an). La zone d'emploi de Romorantin n'a donc pas suivi le regain de croissance observé à l'échelle régionale. Notons que la croissance entre 1990 et 1999 avait été essentiellement due aux apports migratoires, plus qu'au solde naturel.

Les villes de la zone d'emploi, exceptée Lamotte-Beuvron, perdent de la population, tandis que les plus fortes croissances s'observent sur des communes limitrophes des unités urbaines. La ville de Romorantin-Lanthenay voit sa population décroître (-0,6 % par an). A l'inverse, les communes entre les villes de Romorantin et de Selles-sur-Cher ont une dynamique démographique plus forte. C'est également le cas de la ville de Lamotte-

Beuvron (+0,9 % par an), ainsi que des communes limitrophes situées de part et d'autres sur l'axe Nord-Sud.

La structure par âge montre un léger déséquilibre en faveur de la tranche d'âges des 60 ans et plus, au détriment des tranches d'âges inférieures. Le rapport entre celle-ci et celle des moins de 20 ans était estimé à 1,18 sur la zone pour l'année 2005, et à 0,94 sur la région.

Si les tendances observées dans les années 1990 se poursuivaient à l'identique à l'horizon 2030, la zone d'emploi compterait 76 190 habitants en 2030. La part des 60 ans et plus s'accroîtrait sensiblement, au détriment des 20-59 ans et des moins de 20 ans. Le rapport entre les 60 ans et plus et les moins de 20 ans se situerait à 1,87 en 2030 sur la zone (région : 1,53) ⁽¹⁾.



Revenus

2006	Zone d'emploi de Romorantin	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	16 077 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	56,6 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	31,3 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	6,4 %	6,4 %
Autres revenus	5,8 %	5,1 %
% des foyers fiscaux non imposés	41,3 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Le revenu fiscal médian (par unité de consommation) de la zone d'emploi Romorantinaise s'élève à 16 077 €, soit presque un millier d'euros en dessous du niveau régional (-6 %). La part des foyers fiscaux non imposés, donc aux revenus les plus modestes, est sensiblement plus forte sur la zone d'emploi comparativement à la région.

La part des salaires sur les revenus 2006 est relativement fai-

ble, contrebalancée par une proportion des pensions et retraites nettement plus fortes sur la zone d'emploi que sur la région. Ce dernier écart est à mettre en rapport avec la structure par âges de la population. La proportion des revenus des professions non salariées (professions libérales, commerçants, entrepreneurs) sur la zone est identique à celle sur la région.

Équipements et services à la population

Un réseau de commerces et services de proximité fourni

Le niveau d'équipements courants est particulièrement élevé sur la zone d'emploi Romorantinaise. La densité et la part de population couverte surpassent nettement les chiffres moyens de la région pour la plupart des commerces de biens courants, ainsi que pour les services publics quotidiens (agences postales). 95 % des habitants disposent d'une boulangerie sur leur commune de résidence, et 85 % d'une agence postale.

La part de la population desservie par les commerces et équipements courants est donc très élevée, et ce malgré la présence d'une vaste zone à faible densité, la Sologne. Cela s'explique notamment par la faible dispersion de l'habitat et par l'économie résidentielle liée au parc de résidences secondaires. Toutefois, la part élevée de commerçants proches de l'âge de la retraite est un élément potentiellement fragilisant pour le réseau de commerces de proximité.

L'excellente répartition de l'offre destinée aux personnes âgées

Les ménages de la zone d'emploi bénéficient également d'un maillage performant d'équipements et services dans les secteurs sociaux. On compte 19 centres d'hébergement des personnes âgées, sur 16 communes regroupant plus

des deux tiers de la population, soit une couverture et une densité supérieures à la région. Le même constat peut être fait pour les services de soins à domicile pour personnes âgées, l'accueil et services aux adultes souffrant de handicaps. Enfin, la densité des garderies, crèches, est proche de la densité moyenne dans la région.

Une offre de soins correcte

L'infrastructure de santé confère une certaine autonomie à la zone d'emploi, avec, en particulier, la présence de deux hôpitaux (à Selles-sur-Cher et à Romorantin-Lanthenay) qui permet aux résidents de la zone d'emploi de disposer d'un service d'urgence et d'une maternité à

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangeries	67	36	75	94,9	84,7	9,4	7,1
Épiceries, supérettes	45	30	62,5	86,7	66,3	6,3	3,2
Supermarchés	13	5	10,4	49,1	60,3	1,8	1,8
La Poste	26	25	52,1	85,6	77,7	3,7	2,6
Banques, caisses d'épargne	50	23	47,9	79	66,6	7	5,5
Médecins omnipraticiens	70	24	50	84,5	77,1	9,9	8,7
Pharmacies	30	20	41,7	79,5	74,2	4,2	3,6
Police, gendarmeries	7	6	12,5	48,7	47,5	1	0,8
Personnes âgées : hébergement	19	16	33,3	68,4	60,6	2,7	1,7
Gardes enfants d'âge préscolaire	11	5	10,4	41,7	52,6	1,5	1,4
Cinéma	1	1	2,1	24,7	28,4	0,1	0,2
Équipements sportifs	387	43	89,6	///	///	55,5	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

(1) L'analyse s'appuie sur les projections démographiques réalisées par l'INSEE Centre en partenariat avec le CESR. Le modèle de projection n'intègre pas les données millésimées 2006. Il prend en compte les informations par sexe et âge détaillées au 1/1/ 1999. Toutefois, un calage d'actualisation est effectué de telle sorte que la somme des populations projetées sur des zones disjointes soit égale chaque année, à partir de 2005, à la population projetée sur le territoire englobant (département ou région).

proximité de leur lieu d'habitation. Les médecins omnipraticiens et les infirmières libérales assurent une couverture moyenne de la zone, comparativement à la région. Le Centre Médical des Pins à Lamotte-Beuvron accueille des con-

lescents (cardiologie, pneumologie). Les équipements et services supérieurs dans les domaines autres que la santé et les services aux particuliers présentent une configuration plus classique, concentrée sur le pôle principal romorantinais

(service emploi, cinéma, ...).

L'équipement sportif est complet, réparti sur une large part du territoire. Une diversité particulière marque les installations sur les pôles de l'axe nord-sud : circuit international de Sologne (karting) à Salbris,

Parc équestre Fédéral à Lamotte-Beuvron, parcours de chasse du Rabot à Vouzon.

Déplacements domicile-travail des salariés

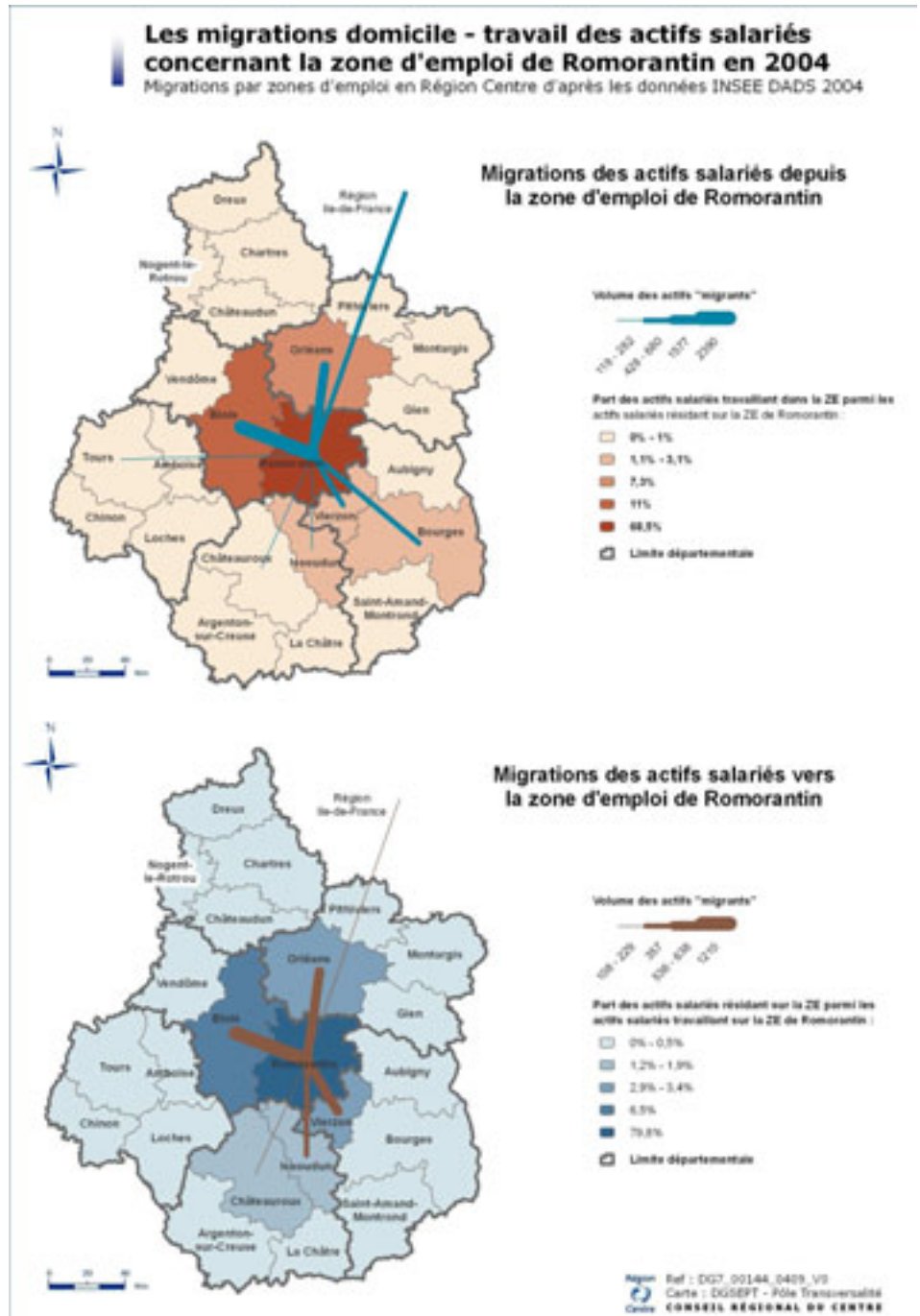
En 2004, 9 300 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi de Romorantin et les autres zones d'emploi de la région Centre et 1 312 ont lieu entre la zone de Romorantin et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : les zones d'emploi de **Blois** (3 600 entrées et sorties), **Orléans** (2 215), **Vierzon** (1 216), **l'Île-de-France** (683), les zones d'emploi d'**Issoudun** (639), **Bourges** (511) et **Châteauroux** (384).

La zone de Romorantin est marquée par un fort déséquilibre des migrations domicile-travail : les sorties d'actifs salariés sont près de deux fois plus nombreuses que les entrées. Cette situation s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la zone d'emploi de Blois (on compte 2 fois plus de sorties vers Blois que d'entrées). Les échanges sont également fortement déficitaires avec la zone d'Orléans et l'Île-de-France.

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Romorantin, plus de 31 % travaillent hors de cette zone (6 850 personnes) : ils vont principalement travailler vers les zones d'emploi de Blois (2 390 soit 11 % des salariés résidents), Orléans (1 577 soit 7 % des salariés résidents), Vierzon (680 soit 3 % des salariés résidents), l'Île-de-France (575 soit 3 % des salariés résidents), les zones de Bourges (428 soit 2 % des salariés résidents), Issoudun (282 soit 1 % des salariés résidents) et Châteauroux (155).

Plus de 20 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident principalement dans les zones de Blois (1 210 soit 6 % des salariés travaillant dans la zone), Orléans (638 soit 3 % des salariés), Vierzon (536 soit 3 % des salariés), Issoudun (357 soit 2 % des salariés), Châteauroux (229 soit 1 % des salariés), l'Île-de-France (108 soit 2 % des salariés) et la zone de Bourges (83).



La dynamique économique

L'attachement de François 1er et de Claude de France à Romorantin, en ont assuré la prospérité au 16ème siècle en accordant une exemption d'impôts aux fabricants de draps. Ensuite, il faudra attendre le 19ème pour que la ville retrouve une croissance, avec le développement de son industrie textile. A cœur de la ville, la société Normant a employé près de 1 200 ouvriers, en assumant en particulier la réalisation des vêtements de l'armée nationale. Mais l'activité finira par décliner, pour disparaître tout à fait dans les années 1960. Salbris constitue le deuxième pôle industriel, avec les activités de défenses : on y teste les engins explosifs de l'armée française. Dans les années 50 à 1970, c'est une nouvelle histoire industrielle qui

Une prédominance de la sphère résidentielle

L'économie résidentielle – qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux – est la plus importante dans la zone d'emploi de Romorantin puisqu'elle emploie près de 42 % des effectifs salariés, soit la part la plus élevée. Cette zone se caractérise par une proportion d'emplois dans la sphère résidentielle supérieure à celle de la région Centre (+ 2,7 points). Cette surreprésentation concerne essentiellement le secteur de la "construction" qui représente 10,8 % des effectifs salariés de la zone d'emploi de Romorantin contre 7,4 % en région Centre; mais également les "services aux particuliers" et plus particulièrement le secteur des "hôtels et restaurants" lié à la chasse (6,4 % des effectifs salariés de la zone contre 3,2 % en région Centre). Ceci s'explique principalement par l'implantation du complexe hôtelier et de loisirs Center Parcs, l'un des plus gros employeurs de la zone.

Automobile et métallurgie, principales filières de la zone

La proportion d'emplois dans la sphère productive – activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire – est légèrement inférieure dans la zone d'emploi de Romorantin à celle de la région (respectivement 36 % et 37 %). Cependant, la part

s'écrit, avec d'une part des créations d'entreprises locales dans le domaine des céramiques (Céramiques de Touraine à Selles-sur-Cher, sanitaires, 140 sal) et des faïenceries (Porcelaine de Sologne à Lamotte-Beuvron – disparue en 2008), et d'autre part l'arrivée d'activités nouvelles que sont l'automobile puis les missiles à travers le groupe Matra. Allié à René Bonnet, l'entreprise produit des voitures de course, puis des véhicules innovants en association avec Simca. L'usine devient ensuite le lieu de fabrication des Renault Espaces, un concept qui a le plus grand succès. Matra Automobile emploiera près de 3 000 ouvriers. La zone accueille aussi les caméras Beaulieu. Mais au début des années 2000, Renault rapatrie la production des

d'emplois est plus élevée dans l'industrie. Riche et diversifiée, elle se structure principalement autour de deux filières : l'automobile et la métallurgie. Ainsi, avec 3,3 % des effectifs salariés (contre 1,2 % en région), "l'industrie automobile" occupe une place importante, avec la présence de deux grands équipementiers : Caillau et Recam Sonofadex mais également de

Espaces, et les activités de défense (GIAT et MBDA) quittent Salbris. En quelques mois, ce sont près de 4 000 emplois qui disparaissent brusquement. Aujourd'hui, le taux de chômage de la zone est comparable au taux régional, et les activités économiques s'organisent autour de trois grands secteurs et d'un tissu d'entreprises beaucoup plus diversifié :

La construction automobile avec Sotira 41, ex Rangers, ex Matra, qui fabrique des pièces de carrosserie, Caillau (colliers de serrage), Recam Sonofadex (batteries, rénovation de moteurs, rechapage de pneus).

L'aménagement de magasins, avec Alser (160 sal), Rasec (mobilier métallique – 120 sal) et un ensemble de PME qui se sont

D'hier à aujourd'hui

organisés à travers un « Cluster Shop Expert Valley » qui les fédère.

L'accueil touristique avec le leader « Center Parks » du groupe Pierre et Vacances qui est le premier employeur privé de la zone (650 sal).

Une diversité de PME, dont une grande partie est héritière des décentralisations des années 1960-1980, avec MBDA missiles (200 sal), Philips éclairage (200 sal), équipements frigorifiques ABC Synergie (groupe Linde, 220 sal), les activités de décolletage Capri Codec (180 sal), la centrale d'achat optique Grandvision (130 sal), les emballages AIRSEC (200 sal)...

sous-traitants tels que Sotira 41 (ex Matra puis Ranger). Avec 2,8 %, "la métallurgie et transformation des métaux" a également un poids important, avec la présence notamment de Capri Codec SA. Des industries de la filière sont également performantes dans les secteurs de l'équipement industriel, comme ABC Synergie qui conçoit des produits frigorifiques et Trigano

Jardin qui fabrique des jeux de plein air. Six autres secteurs sont surreprésentés : les industries des "équipements du foyer" (Rasec), des "équipements mécaniques" (MBDA), des "produits minéraux" (Produits Céramiques Touraine), de "la chimie, caoutchouc, plastiques" (Airsec), des "composants électriques et électroniques" (Philips) et du "bois et papier". Ils occupent ainsi 19 % des emplois dans la zone contre seulement 10 % dans la région. A l'inverse de l'industrie, le secteur des "services aux entreprises" est en retrait, avec seulement 6,5 % des effectifs, soit 4,5 points de moins qu'en région.

L'administration sous-représentée

La sphère publique est également moins importante, avec 22 % dans la zone contre 24 % en région. Ceci s'explique par la sous-représentation de l'administration dans la zone (- 2,9 points).

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	18 376	100,0	100
Sphère productive	6 659	36,2	37,1
Sphère résidentielle	7 641	41,6	38,9
Fonction publique	4 076	22,2	24,1

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	5 100	27,8	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	295	1,6	2,5
<i>Biens de consommation</i>	774	4,2	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	658	3,6	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	3 285	17,9	9,0
<i>Energie</i>	88	0,5	1,5
Construction	1 982	10,8	7,4
Commerce	2 463	13,4	13,5
Services	8 831	48,1	57,0
<i>dont Transports</i>	517	2,8	4,7
<i>Activités financières</i>	255	1,4	3,0
<i>Activités immobilières</i>	104	0,6	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	1 203	6,5	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	1 536	8,4	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	3 588	19,5	20,2
<i>Administration</i>	1 628	8,9	11,8
Ensemble	18 376	100,0	100,00

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Romorantin (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
CENTRE HOSPITALIER ROMORANTIN LANTHENAY	500 à 749 salariés	Santé, action sociale
CENTER PARCS FRANCE	500 à 749 salariés	Hôtels et restaurants
SOTIRA 41	250 à 499 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
COMMUNE DE ROMORANTIN LANTHENAY	250 à 499 salariés	Administration publique
ETABLISSEMENTS CAILLAU	250 à 499 salariés	Industrie automobile
CAPRI CODEC SAS	200 à 249 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
AIRSEC	200 à 249 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
PHILIPS FRANCE	200 à 249 salariés	Industrie des composants électriques et élec.
RECAM SONOFADEX	200 à 249 salariés	Industrie automobile
PRODUITS CERAMIQUES TOURAINE	150 à 199 salariés	Industries des produits minéraux
CENTRE LECLERC - SORODIS	150 à 199 salariés	Commerce de détail, réparations
MBDA FRANCE	150 à 199 salariés	Industries des équipements mécaniques
A.B.C. SYNERGIE	150 à 199 salariés	Industries des équipements mécaniques
LYCEE POLYVALENT CLAUDE DE FRANCE	150 à 199 salariés	Éducation
HOPITAL DE SELLES SUR CHER	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
RASEC	150 à 199 salariés	Industries des équipements du foyer
CENTRE MEDICAL DES PINS	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
GFA MARIONNET JACQUES	100 à 149 salariés	Agriculture, sylviculture, pêche
CENTRE HOSPITALIER ROMORANTIN LANTHENAY - UNITE DE LONG SEJOUR	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
TRIGANO JARDIN	100 à 149 salariés	Industries des équipements du foyer

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Plus de 3 250 établissements implantés dans la zone de Romorantin en 2006

Fin 2006, la zone de Romorantin compte 3 253 établissements, soit 3 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements dans les services est moins importante qu'en région, au profit de la construction et du commerce. Elle est en revanche comparable dans l'industrie.

L'une des plus fortes hausses du stock d'établissements de la région

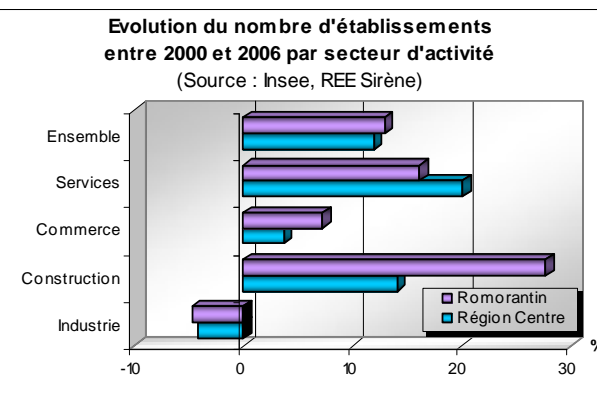
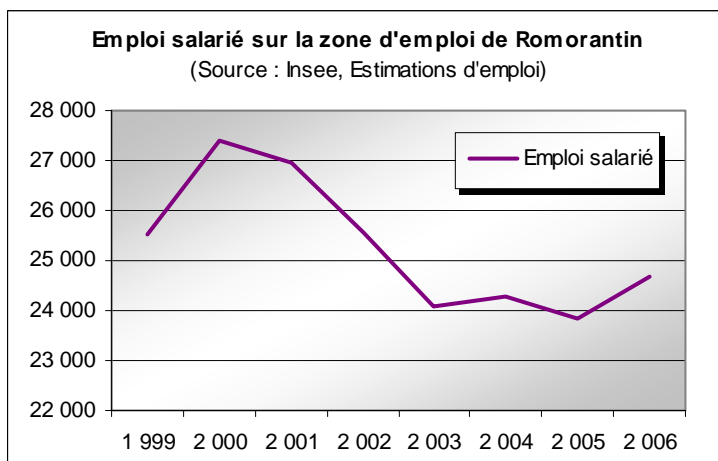
Entre 2000 et 2006, le stock d'é-

tablissements s'est accru de 13 %, une hausse supérieure à celle observée pour l'ensemble de la région et qui place Romorantin au 5^{ème} rang des zones d'emploi de la région.

Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel (- 5 % contre - 4 % pour le Centre).

C'est dans le secteur de la construction que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 28 % (+ 14 % en région Centre). Le secteur des services a, en revanche, moins augmenté qu'en région (+16 % dans la zone contre 20 % en région).

Emploi salarié



Champ : activités marchandes hors agriculture

Des disparitions d'emplois dans l'industrie depuis 2001

A partir de l'année 2001, l'évolution de l'emploi salarié s'est fortement inversée dans la zone de Romorantin-Lanthenay. De très positive en 2000 (+ 7,2 %), elle est devenue négative de 2001 à 2005 (- 2,8 % par an). Ce renversement de tendance est lié, en premier lieu, à la disparition des emplois des secteurs de l'automobile et de la défense. Deux phases caractérisent cette période :

1. 2001 - 2003: le nombre de salariés diminue de - 4,2 % par an. Outre l'automobile, les pertes industrielles se situent dans le secteur de la "chimie, caoutchouc et matières plastiques" et celui de la "construction aéronautique et ferroviaire". Les services perdent aussi des emplois. Le commerce, quant à lui, accroît ses effectifs ;

2. 2004 - 2005 : la baisse de l'emploi salarié se poursuit à un rythme moins élevé (- 0,6 % par an) l'in-

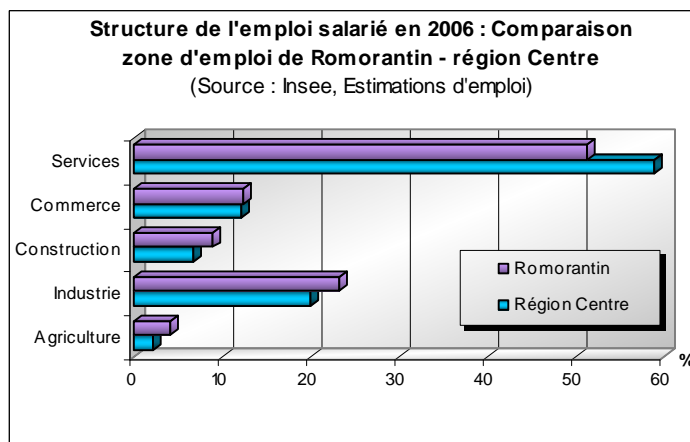
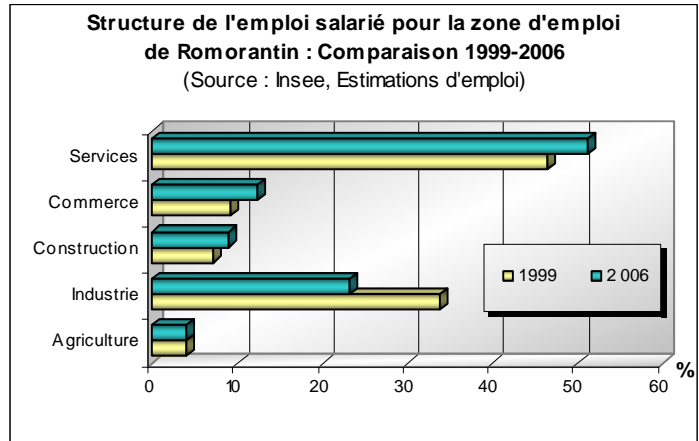
dustrie et les services contribuent à cette réduction des effectifs. Néanmoins, dans ces deux secteurs, la "chimie, caoutchouc et matière plastique" et les "entreprises de travail temporaire" voient leurs effectifs augmenter à nouveau. Cette baisse générée par l'industrie et les services est freinée par des augmentations d'emplois dans le "commerce" et, surtout, la "construction".

En 2006, le nombre de salariés augmente à nouveau : la construction et les services (notamment les entreprises

de travail temporaires) y contribuent le plus.

Une croissance des emplois dans les établissements privés de 10 salariés ou plus en 2005 et 2006

Alors que les effectifs salariés diminuent dans la zone en 2005, ils augmentent dans les établissements privés de 10 salariés ou plus : la différence entre les entrées et les sorties de salariés (solde) annonce une augmentation de près de 600 actifs. Cette progression se poursuit en 2006 à un rythme moins



élevé (+ 176 actifs). Pendant ces deux années, les emplois augmentent pour les hommes ; ils ne s'accroissent qu'en 2005 pour les femmes.

En 2006, les créations d'emplois se répartissent dans l'industrie, la construction et les services. Dans le commerce, les effectifs des établissements de 10 salariés ou plus diminuent.

Les progressions les plus fortes se situent dans "l'industrie automobile", les "hôtels et restaurants" et la

"construction". On observe des diminutions d'emplois dans les "industries des produits minéraux" et les "industries des équipements mécaniques"

En 2007, l'emploi salarié du secteur privé marchand s'accroît à un rythme beaucoup plus faible qu'en 2006, selon les données des URSSAF et de l'Assedic. Il diminue en 2008

Chômage

De 2001 à 2007, un marché du travail moins favorable aux jeunes

Si la crise de l'industrie, essentiellement celle de l'automobile, a entraîné une forte dégradation du marché du travail de 2001 à 2004, les nombreuses sorties du chômage ont favorisé une nette amélioration du marché du travail de 2005 à 2007.

Le niveau de formation est particulièrement bas. Les hommes sont très sensibles aux variations du marché du travail, en raison de leur forte présence dans l'industrie. Sur l'ensemble de la période 2001 - 2007, ils connaissent une aggravation du chômage. Celle-ci concerne en premier les hommes de moins de 25 ans. Entre 2000 et 2007, le nombre de chômeurs a diminué pour les femmes de 25 ans ou plus.

Le chômage de la zone se caractérise par une faible présence des jeunes et une forte proportion de plus de 50 ans.

Commencée au milieu de l'année, l'aggravation du marché du travail de 2008 est une des moins fortes de la région.

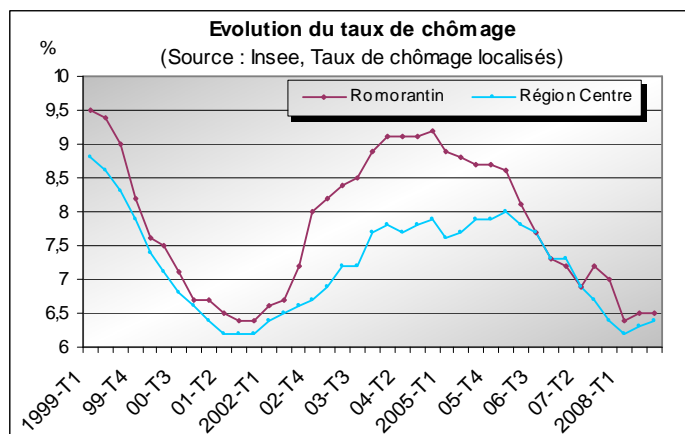
De faibles tensions sur le marché du travail

Avec les fortes disparitions d'emplois dans l'industrie en 2002 et 2003, les tensions sur le marché du travail (rapport entre les offres et les demandes d'emploi) se sont mécaniquement réduites.

En 2005, l'amélioration du marché du travail s'accompagne mécaniquement d'une progression des tensions. En 2006 et 2007, celles-ci progressent légèrement.

Romorantin-Lanthenay fait partie des zones d'emploi où les tensions sur le marché sont faibles. Néanmoins, en 2007, elles sont fortes pour les métiers de "l'agriculture", du "bâtiment et des travaux publics", de "l'hôtellerie et de la restauration".

En revanche, elles sont faibles pour les métiers du "travail des métaux et de la mécanique" et, aussi, pour "l'administration et la gestion", domaine de formation initiale le plus préparé dans la zone.



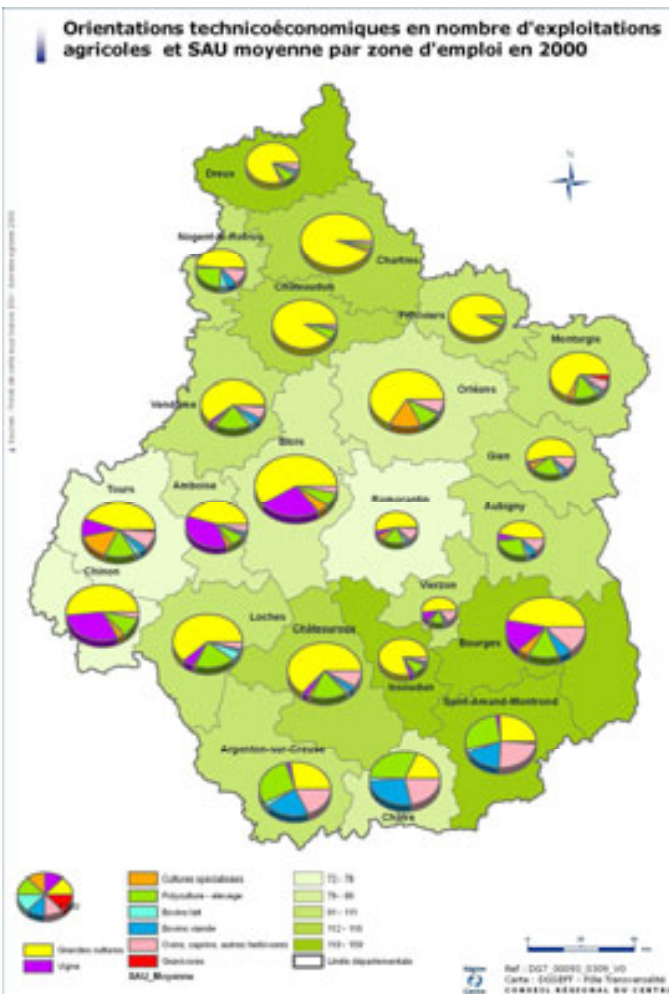
Agriculture

Quelques atouts occultés par la forêt et la chasse

La zone d'emploi de Romorantin-Lanthenay est au cœur de la Sologne, territoire essentiellement forestier, à forte vocation cynégétique. La forêt composée de conifères mais aussi de feuillus est au cœur d'une partie de l'activité du territoire avec notamment un nombre important d'entreprises de travaux forestiers et quelques scieries, mais cela reste bien en dessous du

potentiel de la zone. La concurrence entre une exploitation sylvicole optimum et le besoin de territoires plus ou moins fermés pour le développement du gibier sont souvent incompatibles dans l'esprit des propriétaires.

Du point de vue agricole, la zone d'emploi renferme quelques trésors avec des productions de qualité : le sud du territoire est situé dans la zone viticole AOC Valençay mais surtout, c'est du



fromage caprin AOC Selle sur Cher que la zone tire sa notoriété et permet le maintien de quelques agriculteurs localement.

On note également la tentative réussie de sauvegarde de la race ovine solognote, très caractéristique et tout à fait adaptée à son écosystème. Elle possède en effet des facultés remarquables pour pâturer les broussailles des sous bois. La qualité de sa viande et le souhait de maintenir une dynamique territoriale sont à la base de la démarche de quelques éleveurs et de l'an-

tenne du lycée agricole de Vendôme à Lamotte Beuvron pour l'obtention de l'AOC.

Enfin, c'est dans cette zone que se situe la ferme de Sainte Marthe, centre emblématique de l'Agriculture Biologique notamment pour la production de semences potagères biologiques. La ferme est également un lieu d'échanges très important sur les enjeux alimentaires et agricoles de demain...

Tourisme

La zone d'emploi recouvre le Pays de Grande Sologne, cœur de la Sologne du Loir-et-Cher, et une partie du Pays de la Vallée du Cher.

Territoire touristique à part entière, la Sologne renvoie à une image combinant étangs et forêts.

Sur ce capital nature est venu s'implanter Center Parcs - Solo-

gne, en 1993, après celui de Normandie, ouvert en 1988.

A l'image de ce village dans lequel le « visiteur » peut vivre de façon autonome, l'enjeu touristique de la zone d'emploi est de s'ouvrir davantage à la clientèle, tout en préservant ses richesses.

Projet majeur

Projet de construction, sur le

Domaine des Veillas à Dhuizon : d'un parc résidentiel de 200 cottages en bois sous la maîtrise d'ouvrage de Pierre et Vacances ; d'un centre aqualudique, sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes de la Sologne des Etangs.

Randonnée pédestre

Les circuits majeurs sont : le sentier de Grande Randonnée

(GR 31), contournant l'est de la Sologne, reliant Neung-sur-Beuvron, Lamotte-Beuvron puis partant en direction d'Henrichemont ; le sentier de Grande Randonnée (GR 413), se raccrochant, au nord de Romorantin-Lanthenay, au sentier de Grande Randonnée de Pays (GRP) des Châteaux et se prolongeant, au sud de Romorantin-Lanthenay, en GR 41, le long

du Cher, en direction, à l'Ouest, de Selles-sur-Cher et, à l'Est, de Mennetou-sur-Cher.

Equitation

Le Domaine Saint-Maurice de Lamotte-Beuvron abrite le Parc Équestre Fédéral de la Fédération Française d'Équitation (FFE) et accueille des manifestations d'envergure nationale (550 000 personnes en juillet).

Capacités d'hébergements

Hôtellerie : 32 hôtels dont 28 hôtels-restaurants (1 052 lits)

Hôtellerie de plein air : 12 cam-

pings et 1 aire naturelle de camping (3 750 lits) dont les campings de Salbris, Nouan-le-Fuzelier, Romorantin, St Aignan-sur-Cher, et le Parc des Alliacourts à Pierrefitte-sur-Sauldre.

Sites touristiques

La zone comprend 10 sites touristiques.

Les 5 plus visités en 2007 sont :

1.Espace Matra Automobiles à Romorantin-Lanthenay : 10 641 visiteurs ;

2.Château du moulin à Lassay-

sur-Croisne : 9 418 visiteurs ;

3.Musée de Sologne à Romorantin-Lanthenay : 7 384 visiteurs ;

4.Maison des étangs à Saint-Viâtre : 5 541 visiteurs ;

5.Maison du braconnage à Chaon : 4 128 visiteurs.

Préparer l'avenir à travers la formation

Le potentiel de formation initiale professionnelle de la zone est très faible ; cette faiblesse s'accompagne de nombreux départs de jeunes de la zone.

Une offre de formation très réduite

Les jeunes qui préparent une formation de niveau Bac + 2 représentent 3 % des élèves inscrits dans la zone. Cette sous représentation se fait au bénéfice des autres niveaux de formation, principalement les baccalauréats technologiques et baccalauréats professionnels : respectivement 14 % et 11 %.

Près des deux tiers des élèves se préparent à la "gestion et l'administration des entreprises". L'autre tiers se forme dans les domaines industriels de "l'électricité, électronique", de la "mécanique et du travail des métaux" et de la "maintenance".

Aucun autre domaine de formation n'est assuré dans la zone.

Des départs importants de jeunes en formation

Le faible potentiel de formation professionnelle initiale s'accompagne de nombreux départs de jeunes. A la rentrée scolaire 2005, 626 personnes sont inscrites en formation ; le nombre de jeunes qui résident dans la zone et se forment quel que soit le lieu de formation atteint le nombre de 1 965 personnes. Le solde des migrations scolai-

res pour la formation initiale est fortement négatif (- 1 343). Cette situation concerne tous les niveaux de formation et tous les domaines de formation, même la "gestion et l'administration des entreprises".

1 440 lycéens répartis entre deux lycées : Claude de France et Denis Papin.



Lycée Claude de France (1 048 élèves)

L'établissement propose outre les formations générales, des formations professionnelles de niveau IV dans le domaine Administration gestion finances et un BTS Assistant de gestion PME-PMI.

Depuis Mars 2009, l'établissement est le premier établissement de l'académie à expérimenter l'Espace Numérique de Travail régional Esco-Portail. Un ENT est un portail Web de communication qui après authentification unique donne accès à différentes ressources mises à disposition en fonction du profil du connecté.

Lycée Denis Papin (près de 400 élèves)

L'établissement propose des formations de niveau V et IV dans les domaines professionnels de la mécanique-

électricité, l'administration gestion finances, la communication-information.

L'apprentissage

La formation par apprentissage est inexistante sur le bassin de Romorantin. En revanche, 424 entreprises de la zone accueillent des apprentis essentiellement dans les domaines professionnels suivants : bâtiment travaux publics, hôtellerie alimentation, commerce vente, service aux particuliers (coiffure), mécanique auto, mécanique de précision-travail des métaux, agriculture, électricité-électronique. 328 d'entre eux préparent un diplôme de niveau V, 67 un niveau IV et 29 un niveau post bac.

Formation professionnelle

S'agissant d'insertion les formations préparent :

- aux métiers et concours du sanitaire et social, en lien avec l'école d'aides soignantes de Romorantin.
- aux métiers de la vente en préalable aux formations qualifiantes proposées par ailleurs ;
- aux métiers du bâtiment.

Si le bassin de Romorantin a été longtemps florissant dans le secteur industriel grâce à l'entreprise Matra notamment, la tendance est actuellement différente. Les formations développées concernent le secteur

de la vente, afin de préparer l'ouverture prochaine du Village des Marques. On y trouve également un certain nombre de formations dans le domaine du bâtiment.

A Saint Aignan sur Cher, on signale le développement d'un pôle de formation sur les métiers du secteur sanitaire et social.

A Millançay, la Ferme Sainte Marthe propose des formations (à recrutement national) en matière d'agriculture biologique.

L'intégralité des visas peut être réalisée sur ce bassin.

Des atouts pour l'avenir

La reconquête du tissu urbain

Le quartier St Marc, classé ZUS (zone urbaine sensible), va connaître un profond remaniement à compter de la fin 2009 dans le cadre de la politique de rénovation urbaine. Plus de trois cents logements démolis et 169 reconstruits ou rénovés d'ici à 2015. Cette opération prévoit aussi la vente de 60 parcelles à des particuliers.

D'autre part, l'ex-usine Matra, dite Romo 1, accueillera à terme 350 logements sur 6 hectares au coeur de la ville, au bord de la Sauldre. Le partenaire financier à l'origine du projet en 2006, Altand, filiale de la Caisse d'épargne, s'est retiré en juillet 2008 du fait de la crise financière. Mais les élus locaux maintiennent cet ambitieux programme en prévoyant plusieurs étapes.

Patrimoine automobile



Matra (ex-Mécanique Aviation TRAction) ne fabrique plus de véhicules thermiques à quatre roues, mais un musée rappelle son passé de constructeur automobile. Situé dans les locaux de l'ancienne usine des caméras Beaulieu à Romorantin, il retrace l'histoire de cette entreprise qui a conçu les Simca, les Rancho ou encore le Renault Espace. Cette boîte à idées, à la fibre innovante, a été récompensée lors des grands prix de course auto. La Formule 1 est le thème de l'exposition 2009.

Un château et une ville idéale imaginés par Léonard de Vinci

Léonard de Vinci avait planché sur les plans d'une ville nouvelle, qui prévoyait un réseau de canaux, et un château à Romorantin. Le projet, commandé par François 1er en 1518, n'avait pas abouti. Vinci est mort à Amboise l'année suivante. Cinq siècles plus

tard, des historiens ont retrouvé les archives et un projet d'aménagement culturel est à l'étude. Il a été présenté récemment aux habitants. Il devrait prendre forme à partir de l'année 2010.

L'AOC Cour-Cheverny



Le vin d'appellation d'origine contrôlée Cour-Cheverny est labellisé depuis 1993. C'est assez récent, ce qui explique aussi sa manque de visibilité parmi les autres appellations des vins de Loire. Sa culture s'étend sur 58 hectares du sud de Blois au nord de Romorantin. Son cépage, le romorantin, donne un vin blanc sec. Parmi ses atouts, sa durée de conservation, étonnamment longue, au-delà de vingt ans.

Les journées gastronomiques

Seule manifestation d'envergure nationale, les Journées gastronomiques de la Sologne organisées en octobre, ont attiré jusqu'à 30 000 personnes. Ce rendez-vous culinaire continue de recevoir plusieurs milliers de gourmets, novices ou experts. Mais il cherche un nouvel élan.

ZAC des Grandes Bruyères

Après la requalification du centre-ville de Romorantin, il a fallu définir de nouveaux secteurs de développement économique. C'est le cas avec cette zone d'activités des Grandes Bruyères, qui dispose au sud de la ville d'un accès immédiat à l'autoroute A85.

Shop Expert Valley, cluster d'aménagement de magasins

Système productif local créé en 2003, Shop Expert Valley rassemble 19 PME spécialisées dans l'aménagement de magasins. Plusieurs d'entre elles sont dans le bassin d'emploi de Romorantin, telle Apia à Selles-St-Denis, Artam et Carrier à Romorantin, Rabet à

Thenay, Philips à Lamotte-Beuvron. Mais le potentiel de ce cluster (regroupement d'entreprises) atteint 150 sociétés, dont Rasec et Alser, deux autres PME de Romorantin.

Shop Expert Valley entend fournir une offre cohérente aux grands donneurs d'ordre de la distribution, des banques, des assurances,... Des partenariats ont été signés avec deux pôles de compétitivité : celui des industries du commerce à Lille et celui des sciences et systèmes de l'énergie électrique à Tours.

Carré des marques

Initialement prévu en 2009, le Carré des marques, un village commercial soutenu par l'investisseur franco-hollandais Unibail-Rodamco, est suspendu aux décisions de la justice administrative à la suite de plusieurs recours. Accepté à deux reprises en commission départementale d'équipement commercial, ce projet de 53 millions d'euros amenant à la création de 150 à 200 emplois pourrait connaître un début de chantier en 2010, lorsque tous les contentieux seront levés. En programmant l'ouverture de 86 boutiques, Unibail vise un million et demi de clients potentiels, habitant à une heure et demi de route, soit les bassins de population de Bourges, Châteauroux, Orléans, Blois et Tours. Cela pourrait être aussi le pôle phare d'attractivité dont manque Romorantin, qui ne bénéficie par des retombées touristiques de la région.

Le premier pôle de déconstruction de voitures

Plus d'un million de voitures part au rebut chaque année en France. La société Re-Source Industries, filiale de Suez environnement et de Renault, a créé en 2006 à Pruniers-en-Sologne une ligne de déconstruction de voitures hors d'usage. Une trentaine de salariés y travaille. Un magasin de pièces détachées a été ouvert. Le concept a été dupliqué à Noyelles-Godault dans le Pas-de-Calais, sur l'ex-site indus-

triel de Metaleurop.

Prêt pour le boom du transport électrique

Enjeu crucial, l'éco-mobilité trouve une part de réponse chez Matra Manufacturing Services. L'héritier du constructeur automobile disparu en 2003, filiale du groupe Lagardère, conçoit et assemble des vélos électriques. Autres produits développés à Romorantin par les quelque 100 salariés, les petits véhicules utilitaires de l'américain GEM. La filiale du groupe Lagardère espère que la montée en puissance des transports électriques va compenser la baisse de charge inéluctable des pièces détachées de la Renault Espace, ultime fabrication automobile encore localisée à Romorantin. Autre levier de croissance pour Matra manufacturing services, le récent partenariat avec une société parisienne innovante sur l'assemblage d'un vélo électrique compact, Mobiky, dont la production était auparavant délocalisée en Tunisie.

La Pyramide - Espace François 1er à Romorantin

Proposant une jauge de 580 places, ce lieu offre de multiples possibilités et configurations. La tribune télescopique est déployée pour les spectacles, concerts et conférences ou rangée au moment des animations de loisir, des salons et expositions. La salle dispose également d'une scène mobile et d'une fosse d'orchestre. Les équipements techniques (son, lumières, scène) sont performants et permettent d'accueillir de grands spectacles.

Autour de ce pôle culturel s'est créé le site des Grands Prés avec son plan d'eau à l'image des étangs de Sologne. C'est un lieu privilégié pour des animations diverses.

Chaque saison la pyramide accueille de 6 000 à 8 000 spectateurs, soit une moyenne de 500 personnes par spectacle.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Vendôme

Forum territorial du mardi 26 mai 2009



Présentation générale de la zone d'emploi de Vendôme

Au Nord-Ouest du Loir-et-Cher, la zone d'emploi de Vendôme comprend 107 communes et près de 70 000 habitants. Un tissu industriel diversifié, des activités de services en progression, la proximité avec l'Île-de-France lui confèrent de nombreux atouts.

Lové dans les méandres du Loir, Vendôme est le second pôle urbain et économique du département du Loir-et-Cher, après Blois, qui n'est qu'à une trentaine de kilomètres. Jonction naturelle vers la Touraine, la Normandie, les Pays de la Loire et l'Île-de-France, le Vendômois est traversé par de grands axes de communication : la nationale 10, ex-route d'Espagne, la RD 957 dans l'axe Est-Ouest et la ligne grande vitesse entre Paris et Tours, qui place la gare de Vendôme-Villiers à 42 minutes de Paris-Montparnasse.

Commune de 17 000 habitants, Vendôme concentre 6 300 emplois environ. Bourgade agricole au temps des Romains, Vindocinum, devenu Vendôme, a vécu plusieurs conflits dus à sa position stratégique : entre Normands et Bretons, entre la France et les Plantagenêts au Moyen Age, puis à l'issue de la guerre de Cent ans. Ainsi, en 1227, Blanche de Castille et son fils, le roi Louis IX, signent au château un traité de paix avec les grands vassaux. Cet acte fondateur pour l'unité du royaume marque le début d'une nouvelle ère pour Vendôme. Lors des guerres de religions, en février 1589, l'armée d'Henri IV assiege et mets à sac ce fief protestant. L'Abbaye de la Trinité, fondée en 1034, est épargnée. Dernier conflit en date : un quart du centre ville a dû

être reconstruit après le bombardement du 15 juin 1940 (89 morts, plus de deux cents blessés).

L'industrie présente depuis le XV^e s

Au XV^e siècle, l'activité économique se renforce. Des tuileries, des poteries et des tanneries prospèrent. Le sous-sol, dont on extrait le tuffeau, a permis de développer de nombreuses carrières. Elles ont fourni des matériaux de construction dans tout le val de Loire. Aujourd'hui encore, l'entreprise Chavigny, à St-Ouen, reste l'un des premiers négociants indépendants français pour la construction et le BTP.

L'agriculture a longtemps dominé l'économie. Sa valorisation agroalimentaire est aujourd'hui notamment représentée par la transformation de volailles à Savigny-sur-Braye. Malheureusement, la société de produits laitiers Bel a cessé toute production. Du fait de la proximité de Paris, l'industrie occupe une place prépondérante depuis l'après-guerre, illustrée aujourd'hui par les usines Thales Avionics et Nacam, filiale du groupe allemand Bosch. Mais les centres de décision sont le plus souvent éloignés, ce qui se ressent dans le domaine de la sous-traitance automobile, comme en témoigne la fermeture en juin 2009 de l'usine Thyssenkrupp Sofedit.

"Vendôme a cultivé le travail de l'écrit dès le XVI^es. En 1941, Paul Angoulvent lance la collection « Que sais-je ? » aux Presses Universitaires de France et choisit Vendôme pour l'imprimerie. Si l'imprimerie subit un déclin depuis plusieurs années, ce symbole de

la connaissance reste attaché à Vendôme.

L'éducation s'est aussi développée. D'abord sous l'égide des Oratoriens au XVIII^e. Collège militaire royal au XVIII^e, il devient Lycée Ronsard en 1848, et reste l'un des meilleurs établissements français. Il a hébergé d'illustres élèves, dont Honoré de Balzac, qui écrivit plus tard qu'il fut un écolier « paresseux, contemplatif, et partant, le plus puni ».

Projets d'aménagements

Si la ville-centre a stagné en nombre d'habitants, voire baissé depuis trente ans, le pourtour de Vendôme, réparti dans deux communautés de communes, a gagné en population. Celle-ci a même doublé comme à Azé (1 045 hab.). Autre exemple plus significatif : St Ouen. La deuxième commune du secteur compte plus de 3500 habitants. Cette croissance ouvre des perspectives pour les infrastructures, les zones économiques, l'habitat. Des aménagements de loisirs sont également envisagés. Les transports urbains V'bus devraient être étendus. La nationale 10 sera peut-être requalifiée, comme le suggère le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) qui vise à harmoniser l'avenir de vingt-deux communes.

Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	69 690	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,35 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	2,8%	////
Superficie (km ²)	1 719	39 151
Densité (habitants/km ²)	40,5	64,4
Nombre de communes	107	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	25 615	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	22 472	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	7,6 %	7,8 %

Sources :
Population : Insee, RP 2006
Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
Chômage : Insee, Taux de chômage localisés



Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

Pour aller de Tours à Paris, les décideurs nationaux ont toujours hésité entre deux hypothèses ; longer la Loire ou passer par Vendôme.

Si la route de St Jacques de Compostelle emprunte les deux itinéraires depuis le Moyen Age, c'est souvent le Val de Loire qui a été privilégié :

- L'autoroute A10 dessert Blois, tandis que la N10, dont la qualité s'améliore, ne sera sans doute jamais en 2 fois 2 voies. La zone est traversée dans l'axe Nord-Ouest Sud-Est par la D957. Au Nord, la zone est aussi bordée par l'A11.
- La voie ferrée passant par Blois et Orléans arrive en 1846, et il faudra attendre 1867 pour que la ligne Breigny-Tours soit ouverte avec une gare à Vendôme. Sa qualité est aujourd'hui insuffisante et doit faire l'objet de travaux de réhabilitation.
- La gare TGV fait exception, et pour une fois, c'est Vendôme qui bénéficie depuis 1990 d'un équipement exceptionnel.



9 cantons composent la zone d'emploi de Vendôme représentant 69 690 habitants.

Canton	Population
Droué	3 172
Mondoubleau	5 769
Montoire-sur-le-Loir	8 703
Morée	8 649

Canton	Population
Saint-Amand-Longpré	4 687
Savigny-sur-Braye	6 039
Selommes	3 764
Vendôme (1 et 2)	28 500

Patrimoine naturel

Le paysage du Vendômois est dominé par des grandes cultures parsemées de bosquets et de prairies pâturées, entrecoupées par différentes vallées (celles du Loir et de la Braye principalement) où se concentre la biodiversité de ce territoire. La vallée de la Grenne au Nord-Ouest présente une mosaïque de boisements et de prairies pâturées au sein desquelles s'insère un marais. La vallée de l'Aigre, limitrophe avec l'Eure-et-Loir, a des zones tourbeuses et des coteaux occupés par des pelouses calcicoles composées d'une végétation remarquable avec de nombreuses orchidées. La vallée du Loir possède au niveau de Thoré-la-Rochette, une diversité importante de milieux boisés, aquatiques, ouverts et de prairies de fauches et pelouses calcaires ainsi que des grottes à chiroptères. A noter que les cours d'eau du Loir, de la Braye et de la Brenne présentent des problèmes de qualité d'eau, morphologiques et hydrologiques. Un projet de

contrat de bassin sur cette partie du Loir doit permettre à moyen terme de restaurer la continuité écologique des cours d'eau et la qualité des milieux aquatiques, et de réduire les pollutions d'origine azotée et phytosanitaire. Ce territoire annonce au Nord les prémices du paysage du Perche avec la présence de milieux bocagers au sein duquel l'étang du Boisvinet constitue un lieu d'hivernage important pour les oiseaux d'eau, élément patrimonial fort de ce secteur. A l'Est, la culture intensive domine. Cette zone est incluse dans le site Natura 2000 « Petite Beauce » au titre de la directive « oiseaux ». Le paysage du Pays Vendômois est également marqué par trois entités forestières importantes tant en terme de superficie que d'intérêt écologique avec du Nord au Sud, les forêts de Montmirail, de Fréteval, et de Vendôme. Il est important de noter que le risque d'inondation est important sur ce territoire, notamment pour le centre ville de Vendôme.



Population



En 2006, 69 690 personnes résidaient dans la zone d'emploi de Vendôme. Elle représente 2,8 % de la population de la région Centre. Le pôle majeur, la ville de Vendôme, se détache très distinctement des autres communes de la zone, avec 17 029 habitants en 2006 (23 475 habitants dans les communes formant l'unité urbaine vendômoise (1), soit 24 % de la population de la zone d'emploi). On compte une seule commune peuplée de plus de 2 000 habitants en dehors de l'agglomération vendômoise : Montoire-sur-le-Loir, 4 127 habitants. L'armature urbaine repose donc essentiellement sur ces 2 pôles urbains. Regroupant 46 % de la population, les communes rurales exercent une influence notable sur ce territoire.

Une croissance modérée de la population, portée par les petites communes

La zone d'emploi vendômoise connaît une progression limitée de son effectif dans la dernière période intercensitaire 1999-2006. Le taux de croissance annuel moyen se situe à +0,35 %, un rythme légèrement plus faible

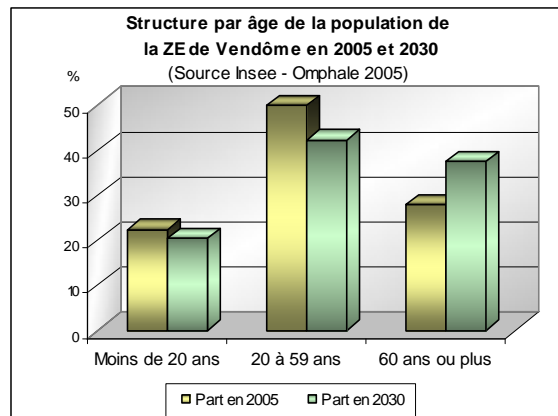
que le taux annuel régional, de +0,46 % sur cette période. Cela représente 1 676 habitants supplémentaires sur la zone. Précédemment, la population de la zone avait augmenté à un rythme de +0,26 % entre 1990 et 1999. La ville centre a perdu de la population au rythme de -0,56% par an entre 1999 et 2006. Ce n'est pas le cas des bourgs limitrophes (Villiers-sur-Loir, +0,6 % par an) et des autres communes urbaines de l'agglomération (Naveil, +1,2 % par an ; Saint-Ouen, +1,4 % par an). Les bourgs du Nord de la zone, dans le Perche, ont subi, à l'inverse, une décline importante (exemples : -0,9% par an pour Mondoubleau, -0,8 % par an pour Droué). Les cantons dont ils sont les chefs-lieux connaissent un déclin plus limité, proche de -0,2 % par an. C'est également le cas du canton de Montoire-sur-le-Loir, au Sud-Ouest de la zone en Val de Loir. Les villages et bourgs de moins de 1 000 habitants ont dans l'ensemble connu une évolution positive. Pour cette catégorie de communes, le taux de croissance annuel moyen sur cette période est de +0,74 % par an entre 1999 et 2006.

(1) L'unité urbaine est définie par l'INSEE comme un ensemble formé d'une ou plusieurs communes dont les tissus bâtis présentent une continuité, et qui regroupe au moins 2 000 habitants.

Une population plutôt âgée

Le poids des personnes âgées de 60 ans et plus est sensiblement plus important sur la zone d'emploi comparé à la moyenne régionale. L'indice de vieillesse, qui fait le rapport entre celle-ci et la population âgée de moins de 20 ans, est de 1,2 pour l'année 2005, (0,9 en région). On situe la part des habitants âgés de moins de 20 ans à 22 % pour l'année 2005 sur la zone, contre 24 % en région. Si les tendances obser-

vées dans les années 1990 se poursuivent à un taux comparable à la région d'ici 2030, la zone d'emploi vendômoise pourrait compter un peu plus de 74 000 habitants en 2030, soit une croissance d'environ 0,3 % par an, proche de celle projetée pour la région (+0,25 % par an). Le solde migratoire, positif, compenserait un solde naturel négatif. L'indice de vieillesse serait de 1,8 (2).



Revenus

2006	Zone d'emploi de Vendôme	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	16 320 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	55,8 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	29,7%	26,3 %
Revenus des professions non salariées	8,5%	6,4 %
Autres revenus	6,0 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	40,7 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Le revenu fiscal médian par unité de consommation est en retrait par rapport à l'équivalent régional, de -711 €, soit 16 320 €. La moitié des habitants appartient à un ménage déclarant un revenu inférieur à 16 320 €.

La part des salaires dans les revenus déclarés est moindre que la moyenne régionale. Les parts des pensions et retraites, ainsi que des revenus des professions non-salariées, sont

comparativement plus élevées. Cela s'explique par le caractère agricole et artisanal de la zone.

Équipements et services à la population

Une zone globalement correctement pourvue

La zone d'emploi possède des indicateurs de niveau d'équipement satisfaisants dans beaucoup de domaines, du moins si l'on considère le nombre d'équipements rapporté à la population. Cependant, l'accessibilité de la population aux différents équipements et services est inférieure à la moyenne régionale : le rayonnement des équipements est réduit par la faible concentration de la population dans les communes urbaines.

Les commerces de proximité sont présents sur le territoire avec un maillage satisfaisant. On recensait ainsi, en 2006, 8,6 boulangeries pour 10 000 habitants, pour une moyenne régionale de 7,1. Les trois quarts de la population disposent d'une boulangerie sur la commune de résidence. Les commerces spécialisés du pôle vendômois subissent la concurrence des villes du Mans, Tours, Orléans, l'offre

de Blois exerçant également une attractivité sur la partie est de la zone.

Un déficit de places en crèches, et une bonne capacité d'accueil pour les 3^{ème} et 4^{ème} âges.

On note, sur cette zone d'emploi, une capacité d'accueil des personnes âgées tout à

fait satisfaisante. Les structures (13 maisons de retraite, 2 foyers-logements) sont bien réparties. La capacité est de 196 places pour 1 000 personnes de plus de 75 ans, contre une moyenne régionale de 154 places. De même, le réseau de soins infirmiers à domicile est correctement dimensionné.

En revanche, les places en crèches et haltes-garderies sont insuffisantes au regard des naissances (171 places en structures d'accueil pour la petite enfance sur la zone d'emploi, pour plus de 700 naissances par an). Les communes rurales sont déficitaires, d'où un report observé sur les capacités de l'aggloméra-

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangeries	60	37	34,6	76,1	84,7	8,6	7,1
La Poste	19	18	16,8	58,2	77,7	2,7	2,6
Banques, caisses d'épargne	39	22	20,6	57	66,6	5,6	5,5
Médecins	59	20	18,7	62,7	77,1	8,5	8,7
Pharmacies	22	13	12,1	54,1	74,2	3,2	3,6
Écoles maternelles	20	13	12,1	49,5	70,4	2,9	2,8
Écoles élémentaires	57	46	43	82,1	93	8,2	6,6
Police, gendarmeries	9	8	7,5	41,7	47,5	1,3	0,8
Hébergements pour personnes âgées	17	10	9,3	48,4	60,6	2,4	1,7
Garde enfants d'âge préscolaire	5	3	2,8	31,1	52,6	0,7	1,4
Cinéma	3	1	0,9	24,4	28,4	0,4	0,2
Équipements sportifs	288	51	47,7		///	42,3	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odometrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

tion.

Une offre de soins géographiquement déséquilibrée

Le secteur de la santé présente un bilan contrasté : des équipements d'un bon niveau (Centre Hospitalier, Clinique Saint-Cœur à Vendôme), une

densité d'infirmiers libéraux correcte, mais un manque de médecins parfois très net dans les parties les plus rurales.

Le secteur des sports et loisirs

Enfin, le niveau d'équipements dans les domaines culturel et sportif est correct. L'équipe-

ment sportif présente une densité inférieure à la région. Spécificité de cette offre, les bases nautiques (extérieures ou intérieures) tirent parti du potentiel des plans d'eau du val de Loir. L'offre de salles de cinéma s'est récemment étoffée à Vendôme (ouverture de 5

nouvelles salles).

Déplacements domicile-travail des salariés

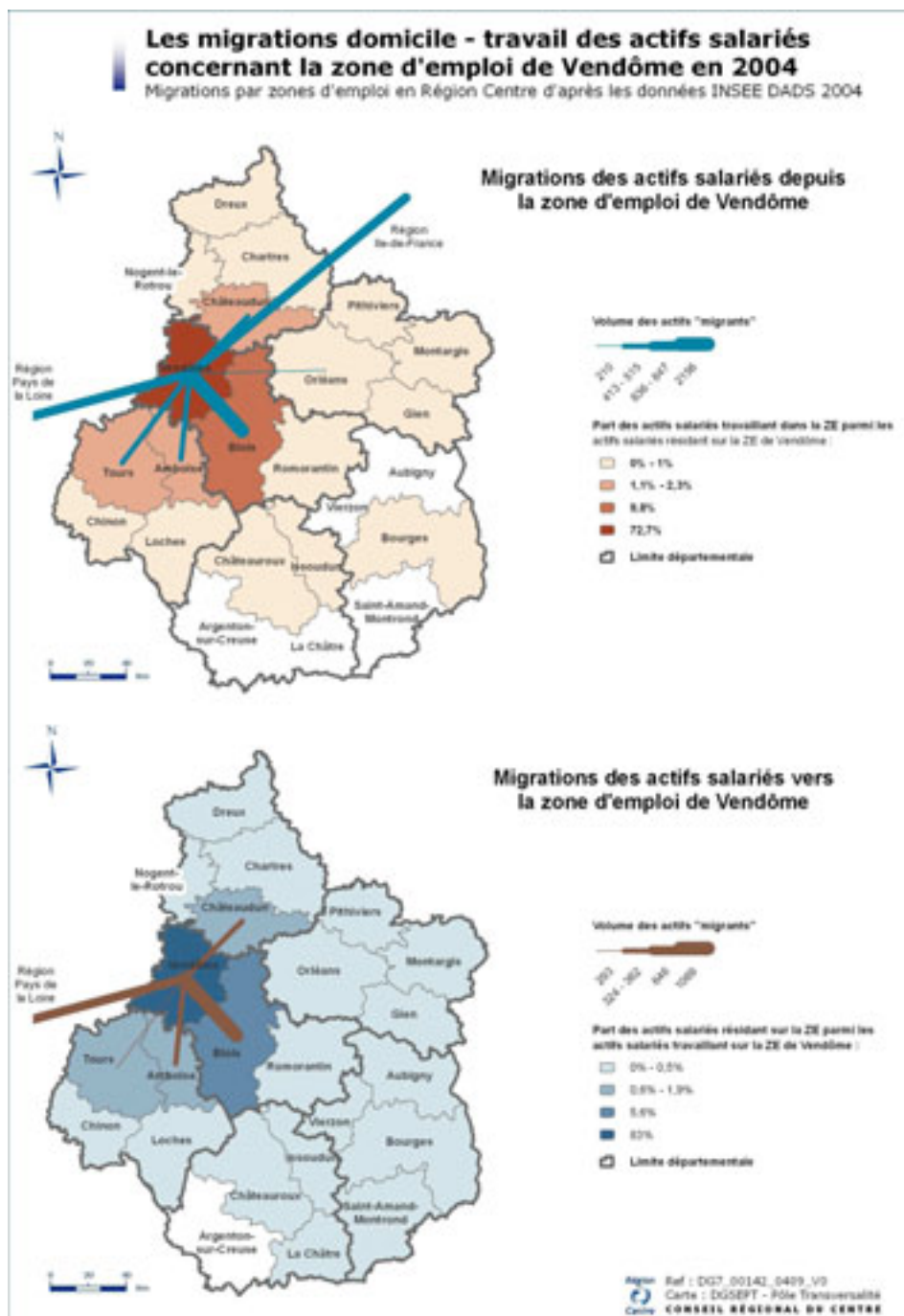
En 2004, 6 317 déplacements quotidiens domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi de Vendôme et les autres zones d'emploi de la région Centre et 2 926 ont lieu entre la zone de Vendôme et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : la zone d'emploi de **Blois** (3 225 entrées et sorties soit 35 % du total des déplacements), **les Pays de la Loire** (1 494 entrées et sorties), **l'Île-de-France** (921), les zones d'emploi de **Châteaudun** (877), **Tours** (797), **Amboise** (738) et **Orléans** (288).

La zone de Vendôme est marquée par un fort déséquilibre des migrations domicile-travail : les sorties d'actifs salariés sont près de deux fois plus nombreuses que les entrées. Cette situation s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la zone d'emploi de Blois (on compte 2 fois plus de sorties vers Blois que d'entrées). Les échanges sont également fortement déficitaires avec l'Île-de-France.

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Vendôme, plus de 27 % travaillent hors de cette zone (5 980 personnes) : ils vont principalement travailler vers la zone d'emploi de Blois (2 156 soit 10 % des salariés résidents), les Pays de la Loire (847 soit 4 % des salariés résidents), l'Île-de-France (836 soit 4 % des salariés résidents), les zones d'emploi de Châteaudun (515 soit 2 % des salariés résidents), Tours (504), Amboise (413) et Orléans (210).

Près de 17 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident principalement dans la zone d'emploi de Blois (1 069 soit 6 % des salariés travaillant dans la zone), dans les Pays de la Loire (646 soit 3 % des salariés), dans les zones d'emploi de Châteaudun (362 soit 2 % des salariés), Amboise (324) et Tours (293).



La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

Si, depuis le 15^{ème} siècle, Vendôme compte des tanneries et des entreprises de travail du cuir, en particulier des ganteries, c'est l'agriculture qui a très longtemps caractérisé son économie. Les agriculteurs se sont d'ailleurs organisés au début du 20^{ème} siècle à travers les coopératives « la Franciade », puis « l'Union » à partir de 1921. Aujourd'hui, le territoire compte la société Volabraye, (270 salariés) située à Savigny-sur-Braye, au nord de Vendôme, qui abat, découpe et conditionne des volailles, principalement des dindes. La Société laitière vendômoise a été créée en 1943 par des négociants en beurre et volailles, Elle a constitué un réseau de collecte (38 millions de litres ramassés en 1960). Rachetée par le groupe BEL en 1968, elle a fabriqué les produits « Kiri » ou « Babybel » et employé environ 500 salariés dans les an-

nées 1980. Mais la production a disparue en 1997, et l'unité n'emploie plus que 150 personnes à la R&D, au mélange des poudres et au ramassage du lait.

Le Vendômois a très peu participé à la révolution industrielle, En 1936, la société des Ateliers Mécaniques Aéronautiques (A.M.A.) s'installe à Asnières et transfère la même année ses établissements à Vendôme. Rachetée en 1964, elle devient la filiale du groupe Jaeger. Reprise par ThomsonCSF, elle s'appelle ensuite Sextant Avionique puis Thalès Avionics, qui emploie plus de 600 salariés sur son site de Vendôme dont 140 ingénieurs. Leader européen de l'instrumentation aéronautique, l'entreprise conçoit et produit des équipements aéronautiques de plus en plus performants, à l'instar du combiné de secours équipé de capteurs

internes qui permet de contrôler les avions même dans les cas de pannes les plus graves, l'autopilote, un instrument de commande qui permet d'informatiser la conduite des avions, ou le « KCCU », un système de dialogue entre le pilote et l'avion.

La zone d'emploi accueille aussi des industries de sous-traitance automobile, avec en premier lieu la société ZF NACAM (700 salariés, groupe Bosch), qui produit des colonnes de direction et des cardans, avec un centre de R&D d'une centaine d'ingénieurs. Arrivée en 1984, la société parisienne Bonin, a été rachetée par le groupe SOFEDIT en 1989, et a cessé ses activités en 2009. Dans un autre domaine, les éditions PUF, implantées dans le vendômois depuis les années 1940, ont réduit

considérablement les activités d'impression.

La zone bénéficie d'un tissu industriel diversifié, avec, notamment, Brandt Electroménager (300 sal), la société Bourdon-Haenni (220 sal), spécialiste des manomètres à tube, ARM dans l'aménagement de magasins (180 sal), les équipements de protection médicale et nucléaire la Calhène (220 sal, groupe Getinge), les postes de transformation électrique Materlignes (155 sal, groupe Schneider), les moteurs électriques Ecofit (150 sal), les cabines de tracteurs et d'engins Demarais (160 sal), les produits d'étanchéité pour le bâtiment Icopal (150 sal), les traitements des métaux Dec (150 sal), les meubles de plein air Trigano (140 sal, ex-Amca Noval). Un ensemble diversifié de TPE-PME vient compléter cet ensemble.

La zone d'emploi de Vendôme se caractérise par une prédominance de la sphère productive.

La sphère productive - activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - est la plus importante dans la zone d'emploi de Vendôme puisqu'elle emploie plus de 45 % des salariés, soit la part la plus élevée. Cette zone se caractérise par une proportion d'emplois dans la sphère productive supérieure à celle de la région Centre (+ 8 points), en particulier dans le secteur de l'industrie.

Quatre secteurs industriels sont nettement surreprésentés : ce sont "l'industrie automobile" (6,7 % des effectifs salariés de la zone), "les équipements électriques et électroniques" (4,8 %), "les équipements du foyer" (4,7 %) et "les industries agricoles et alimentaires" (5,1 %). Ils occupent 21 % des emplois dans la zone contre seulement 6 % dans la région Centre. Trois autres secteurs sont également bien représentés : "la métallurgie et transformation des métaux" (3,6 %), les industries "des équipements mécaniques" (3,9 %) et des "produits

minéraux" (1,4 %). Le tissu économique industriel de la zone s'explique par la présence de quelques grands groupes (Nacam France, Thales Avionics, Elco Brandt...) qui stimulent un ensemble de PME ré-

parties entre les secteurs de la mécanique, de la construction électrique et électronique, de l'instrumentation et de la robotique. Cependant, le secteur industriel risque de connaître quelques difficultés suite à la

fermeture de Thyssen Krupp Sofedit, prévue en juin 2009.

Dans la zone de Vendôme, l'économie résidentielle - qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux - ainsi que la sphère publique sont sous-représentées (respectivement 32 % et 23 % des effectifs salariés). Cependant, avec la part la plus importante de la zone (14% des effectifs salariés), le secteur "santé, action sociale" est surreprésenté par rapport à la région. Ceci s'explique par la présence de l'hôpital et l'Etablissement Hospitalier pour personnes âgées dépendantes de Vendôme ainsi que la clinique du Saint Cœur.

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	6 692	35,6	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	954	5,1	2,5
<i>Biens de consommation</i>	1 004	5,3	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	1 681	8,9	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	2 938	15,6	9,0
<i>Energie</i>	115	0,6	1,5
Construction	1 401	7,5	7,4
Commerce	2 310	12,3	13,5
Services	8 400	44,7	57,0
<i>dont Transports</i>	508	2,7	4,7
<i>Activités financières</i>	288	1,5	3,0
<i>Activités immobilières</i>	118	0,6	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	1 209	6,4	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	674	3,6	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	3 892	20,7	20,2
<i>Administration</i>	1 711	9,1	11,8
Ensemble	18 803	100,0	100,00

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	18 803	100,0	100
Sphère productive	8 508	45,2	37,1
Sphère résidentielle	6 002	31,9	38,9
Fonction publique	4 293	22,8	24,1

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Vendôme (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
ZF SYSTEMES DE DIRECTION NACAM, S.A.S.	500 à 749 salariés	Industrie automobile
THALES AVIONICS SA	250 à 499 salariés	Industries des équipements électriques et électroniques
HOPITAL DE VENDOME	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
THYSSENKRUPP SOFEDIT (fermeture en 2009)	250 à 499 salariés	Industrie automobile
LES VOLAILLES DE LA VALLEE DE LA BRAYE	250 à 499 salariés	Industries agricoles et alimentaires
AMENAGEMENT RATIONNEL MAGASINS	250 à 499 salariés	Industries des équipements du foyer
BRANDT INDUSTRIES	250 à 499 salariés	Industries des équipements du foyer
COMMUNAUTE DU PAYS DE VENDOME	250 à 499 salariés	Administration publique
VENDOME DISTRIBUTION	200 à 249 salariés	Commerce de détail, réparations
COMMUNE DE VENDOME	200 à 249 salariés	Administration publique
BOURDON HAENNI	200 à 249 salariés	Industries des équipements électriques et électroniques
LYCEE POLYVALENT ETAT RONSARD	150 à 199 salariés	Éducation
CLINIQUE DU SAINT COEUR	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
SOC INDUST MATER LIGNE ELECT-MATERLIGNES	150 à 199 salariés	Industrie des composants électriques et électroniques
DEMARAIS INDUSTRIES	150 à 199 salariés	Industrie automobile
GETINGE LA CALHENE	150 à 199 salariés	Industries des équipements mécaniques
FROMAGERIES BEL	150 à 199 salariés	Industries agricoles et alimentaires
HOPITAL DE VENDOME - EHPAD	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
ICOPAL	100 à 149 salariés	Industries des produits minéraux
TRIGANO JARDIN	100 à 149 salariés	Industries des équipements du foyer

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Près de 3 000 établissements implantés dans la zone de Vendôme en 2006

Fin 2006, la zone de Vendôme compte 2 929 établissements, soit 2,7 % des établissements installés en région Centre.

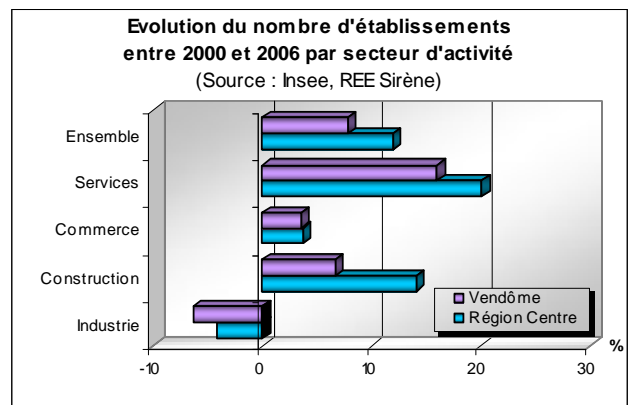
La proportion d'établissements dans les services est moins importante qu'en région, au profit des trois autres secteurs et tout particulièrement de l'industrie (2,8 points de plus qu'en région Centre).

Entre 2000 et 2006, une hausse modérée du stock d'établissements

Le stock d'établissements s'est accru de plus de 7,9 % entre 2000 et 2006, une hausse inférieure à celle observée pour l'ensemble de la région.

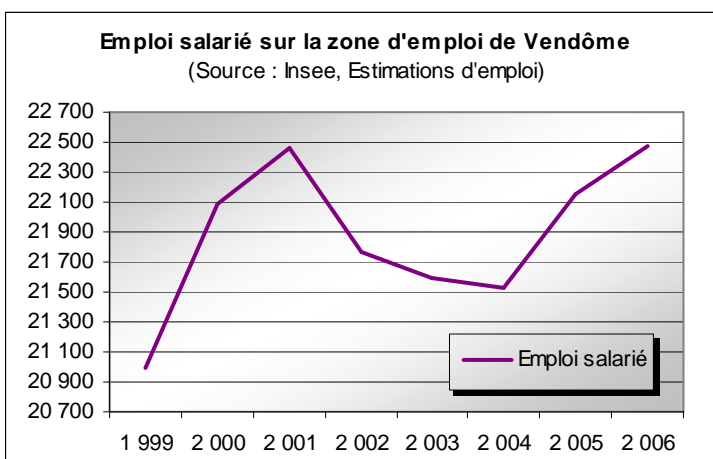
Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel (- 6 % contre - 4 % pour le Centre).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 16 % (+20 % en région Centre). Le secteur de la construction a, en revanche, faiblement augmenté par rapport à la région (+7 % dans la zone contre 14 % en région).



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Des disparités d'emplois dans l'industrie depuis 2002

En 2000 et 2001, les effectifs salariés se sont accrus au rythme de + 3,4 % par an ; tous les secteurs participent à cette croissance. De 2002 à 2006, la zone de Vendôme connaît un net retournement de tendance : l'industrie perd beaucoup d'emplois depuis cette date. Les disparités d'emplois concernent principalement les secteurs de la

"métallurgie et de la transformation des métaux", de la "construction aéronautique" et de la "chimie, caoutchouc, matière plastique".

Ce retournement est marqué par deux périodes :

1) 2002 - 2004 : L'emploi salarié diminue : les effectifs salariés baissent aussi dans les services (notamment dans les entreprises de travail temporaire). Les créations dans le commerce ne

compensent pas les pertes subies dans les autres secteurs ;

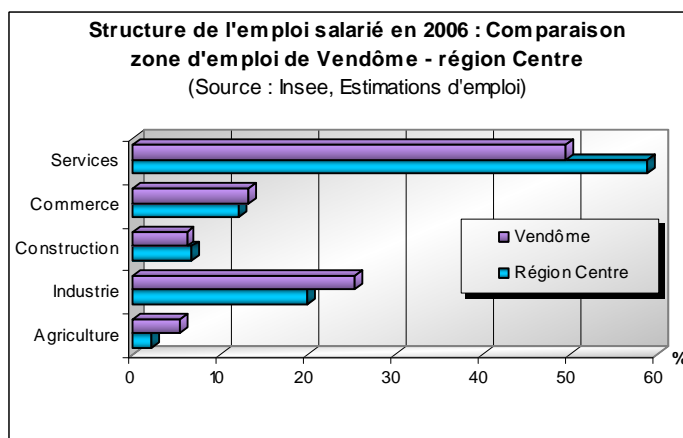
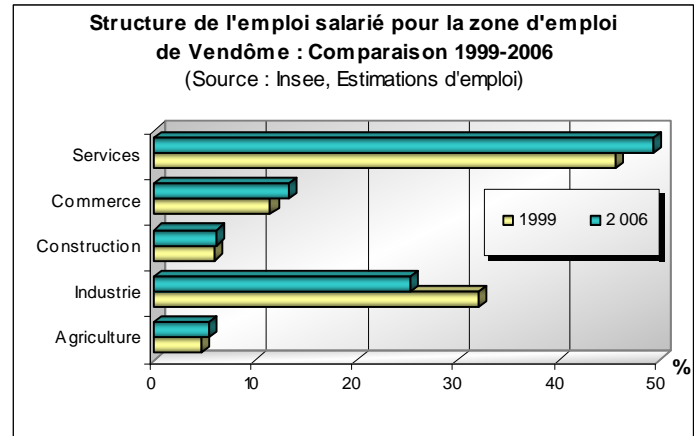
2) 2005 - 2006 : l'emploi salarié augmente à nouveau (+ 2,2 % par an) : les créations d'emplois sont très nombreuses dans les services et le commerce. Elles dépassent les pertes subies dans l'industrie et dans l'agriculture

Alors que les effectifs salariés augmentent dans la zone en 2005 et 2006, ils stagnent dans les établissements privés de 10 salariés

ou plus : Pendant ces deux années, seuls les hommes voient leur nombre d'emplois augmenter.

En 2006, les créations d'emplois se concentrent dans les établissements privés de 10 salariés ou plus des secteurs commerce et construction.

L'industrie et les services perdent des effectifs : ces pertes se concentrent dans la "santé et l'action sociale", dans "l'industrie automobile" et la "métallurgie et la transformation des mé-



taux".

En revanche, on recense quelques créations d'emplois dans les "industries des équipements du foyer", les industries des "équipements électriques et électroniques" et les "industries agricoles et alimentaires".

Malgré la perte de ces effectifs depuis 2000, l'industrie demeure un secteur caractéristique de la zone. En 2007, l'emploi salarié continue à augmenter dans

le secteur privé marchand, selon les données des URSSAF et de l'Assedic.

En revanche, en 2008, la diminution des emplois est très forte dans la zone de Vendôme.

Chômage

De 2001 à 2007, un marché du travail moins favorable aux jeunes

De 2000 à 2007, le taux de chômage de la zone est un des plus faibles de la région.

De 2001 à 2006, l'évolution du marché du travail est plus favorable dans la zone qu'en région : la période d'aggravation est plus courte dans la zone (2001-2003 contre 2001-2004). La baisse du chômage est plus forte jusqu'en 2006. Mais en 2007, la réduction du chômage s'est fortement ralentie dans la zone.

Cette relative amélioration a le plus bénéficié aux femmes de 25 ans ou plus. En revanche, entre fin 2000 et fin 2007, le nombre de chômeurs a augmenté parmi les jeunes et les hommes de 25 - 49 ans.

Cette dégradation touche en premier lieu les jeunes hom-

mes.

Au cours de l'année 2008, Vendôme connaît une des plus fortes aggravations du chômage de la région Centre.

Elle touche particulièrement les jeunes.

Des offres d'emplois difficiles à pourvoir pour certains mé-

tiers

De 2004 à 2007, la baisse du chômage s'accompagne d'une baisse des demandes enregistrées et d'une croissance des offres.

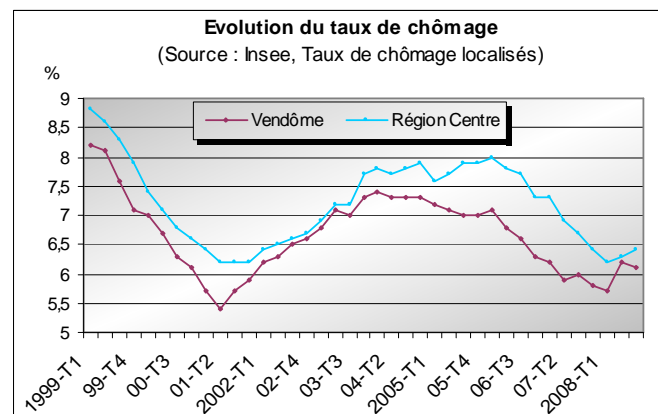
Ces phénomènes accroissent les tensions sur le marché du travail (rapport entre les offres

et les demandes d'emplois enregistrées).

Néanmoins, Vendôme fait partie des zones d'emploi où le taux de tension est faible.

Paradoxalement, les emplois qualifiés du « travail des métaux et de la mécanique » connaissent de fortes tensions alors que la baisse des emplois dans l'industrie les touche en premier lieu.

Autre paradoxe, les offres d'emplois sont faibles pour les métiers des « services aux particuliers et à la collectivité » alors que dans le même temps leurs principaux secteurs recruteurs voient leurs effectifs croître.

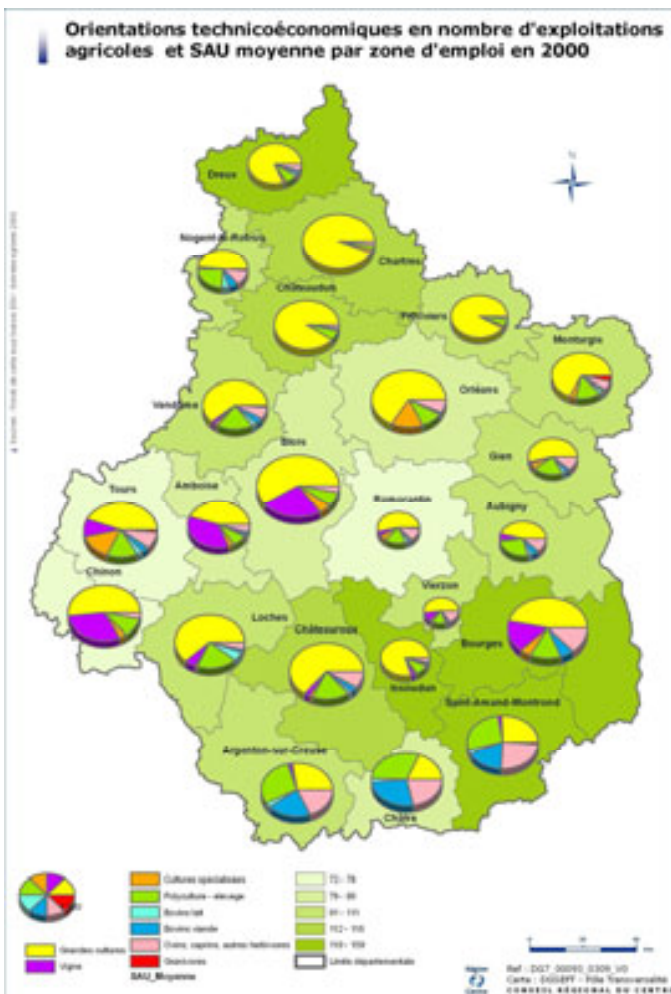


Agriculture

le vendômois une zone intermédiaire entre élevage et grandes cultures

Dans le domaine agricole, la zone d'emploi de Vendôme est une véritable zone intermédiaire, accrochée au bassin laitier de la Sarthe, elle voit progressivement l'activité d'élevage pur diminuer au profit d'exploitations céréalières ou mixtes avec pour conséquence l'évolution du paysage bocager vers un paysage plus ouvert. On note malgré tout la présence de caprins avec une transformation à la ferme et également de troupeaux ovins.

La transformation n'échappe pas à cette évolution, puisque la laiterie du groupe Bel sur le site de Vendôme a abandonné la production pour se concentrer uniquement sur des activités de Recherche Développement, le lait étant transformé à l'extérieur de la zone. Par contre, l'abattoir local de Vendôme après avoir connu des difficultés semble retrouver un certain dynamisme, grâce à la diversification de ses produits et à la recherche d'une plus grande valeur ajoutée (certification Agriculture Biologique, produits de



découpe,...)

Si l'activité herbivore diminue, la céréalisation s'est accompagnée également d'un développement des granivores (essentiellement dindes, pintades poulet) en activité complémentaire, avec une dynamique très fortement portée par la présence sur le territoire de plusieurs abattoirs de volailles du groupe LDC, dont le siège social est basé dans la Sarthe.

Signalons également une belle réussite du territoire ces dernières années avec l'obtention de l'AOP vinicole Coteaux du Vendômois grâce au dynamisme de la

profession qui regroupe des producteurs indépendants et une coopérative.

Le territoire est également en réflexion sur les aspects énergétiques et toutes les potentialités de l'activité agricole dans le domaine : mise en place d'une expérimentation sur la production de granulés de pailles ou encore réflexion sur la méthanisation en CUMA,....

Parallèlement, le développement de circuits courts de vente des produits est également une volonté de professionnels et de collectivités locales.

Tourisme

La zone d'emploi est, sur le plan touristique, d'une attractivité et d'une notoriété limitée.

L'offre touristique est diverse : patrimoine monumental, architectural, religieux, littéraire, naturel, train touristique, sites troglodytiques, parcs et jardins, musées.

Le territoire comprend un des « plus beaux villages de France », Lavardin, seule commune du département de Loir-et-Cher ayant obtenu cette marque.

Tourisme à vélo

Le vendômois est traversé par un axe cyclotouristique structurant longeant la Vallée du Loir.

Cet axe est identifié par les schémas vélo de la Région et des Départements du Loir-et-Cher et de l'Eure-et-Loir.

Randonnée pédestre

Les circuits majeurs sont : sentier de Grande Randonnée de Pays (GRP) Perche Vendômois Vallée du Loir, reliant Arville,

Mondoubleau et Savigny-sur-Braye ; sentier de Grande Randonnée (GR 655), entre Morée et Vendôme ; sentier de Grande Randonnée (GR 335), entre Vendôme et Montoire-sur-le-Loir, via Lavardin.

Capacités d'hébergements :
 Hôtellerie : 16 hôtels dont 14 hôtels-restaurants (576 lits)
 Hôtellerie de plein air : 16 campings (2682 places)
 Les 10 sites touristiques les plus visités en 2007 sont :
 La Commanderie d'Arville : 14 163 visiteurs ;
 Le Musée de Montoire-sur-le-

Loir pour « Musikenfête » : 12 185 visiteurs ;
 Le Parc et jardins du château de Sasnières : 8 691 visiteurs ;
 Le Musée de Vendôme : 6 667 visiteurs ;
 Le Manoir de la Possonnière : 7 845 visiteurs ;
 La Cave Yuccas à Troo : 6 209 visiteurs ;

La Maison Botanique de Bour-say : 6 034 visiteurs ;
 Le Train touristique de la Vallée du Loir à Thoré-la-Rochette : 4 040 visiteurs ;
 Le Château de Rochambeau à Thoré-la-Rochette : 3 207 visiteurs ;
 La Maison des Abeilles à Villechauve : 1 871 visiteurs.



La Commanderie d'Arville

Préparer l'avenir à travers la formation

Le dispositif local de formation professionnelle initiale se caractérise par une forte présence des formations à "l'agriculture" et à la "maintenance" (dont la réparation automobile).

2 596 lycéens et 296 apprentis sur la zone de Vendôme répartis entre quatre lycées publics (Ronsard, André Ampère et les lycées agricoles de Montoire-sur-le-Loir et Areines), deux lycées privés (Saint Joseph à Vendôme et Sainte Cécile à Montoire-sur-le-Loir), la Maison Familiale et Rurale de Saint Firmin des Prés ainsi que deux Centres de Formation d'Apprentis : le CFA agricole et le CFA des transports Promotrans situé à Saint Ouen.

Une prédominance des CAP ou des BEP, des formations à l'agriculture et à maintenance

Le système de formation initiale de la zone de Vendôme se caractérise par une forte présence des CAP ou BEP (47,4 % des inscrits contre 43,4 % en région).

Le ministère de l'agriculture représente une place particulière dans la zone (34,5 % des inscrits contre 8,2 % dans la région). De ce fait, les préparations aux métiers de l'agriculture sont proportionnellement très nombreuses (29,3 % contre 6,7 % pour la région)

Avec la présence du CFA de Promotrans, la filière de la maintenance, dont fait partie la réparation automobile, regroupe beaucoup d'inscrits dans la zone (17,7 % contre

4,1 % en région).

En revanche, les formations aux métiers du "commerce", de "l'électricité, électronique" et du "travail des métaux, mécanique" sont proportionnellement moins nombreuses. Les formations initiales professionnelles ou technologiques aux métiers du "bâtiment et des travaux publics" sont absentes dans la zone de Vendôme.

Un accueil important de jeunes extérieurs à la zone pour les formations de "l'agriculture" et de la "maintenance"

À la rentrée scolaire 2004, 935 jeunes entrent dans la zone pour se former et 1 130 jeunes résidents en sortent ; le solde migratoire lié à la formation initiale professionnelle est négatif (- 195 élèves) ; il n'est positif que pour les préparations au baccalauréat technologique.

Avec la présence du lycée agricole et du CFA de Promotrans, le solde est positif pour les formations aux métiers de "l'agriculture" et de la "maintenance".

Le Lycée Agricole de Vendôme

Le lycée agricole, implanté sur un domaine de 100 ha, est situé sur la commune d'Areines limitrophe de la ville de Vendôme.

L'établissement accueille environ 500 élèves et étudiants pour 19 classes. La répartition garçons et filles est équilibrée. Le pourcentage de réussite aux examens est d'environ 85 %.

Le lycée dispense des formations par la voie initiale dans les secteurs suivants :

Biologie Ecologie - Productions agricoles Aménagement-Environnement - Animalerie.

Depuis la rentrée scolaire 2003/2004, le LEGTA de Vendôme propose à l'ensemble des élèves de l'établissement un enseignement facultatif optionnel "Hippologie et équitation".

Ronsard, lycée des métiers tertiaires depuis 2005, 1 200 élèves à la rentrée 2009

La section professionnelle tertiaire du Lycée Ronsard bénéficie du cadre d'un établissement moderne. Elle propose des formations de niveaux IV et III dans les secteurs « Administration Gestion Finances » et « Commerce Vente ». La logique du Lycée des métiers est présente également dans l'éventail des sections présentes avec les séries STT et les BTS management des unités commerciales et assistant de gestion PME-PMI.

Ampère, 380 élèves, labellisé lycée des métiers de la maintenance, matériels et engins depuis 2006, propose des formations de niveau V et IV dans les domaines professionnels suivants : automobiles, machinisme agricole- travaux publics- parcs et jardins, bois, production automatisée, services aux personnes.

Il offre également aux jeunes issus de classe de 4^e collège la possibilité de poursuivre leurs



Lycée Ronsard

études dans le second cycle grâce à un enseignement comportant une formation technologique.

CFA de Promotrans

177 apprentis y sont accueillis depuis la rentrée 2008 pour préparer des formations liées au transport, à la logistique, au voyage et à la maintenance, du niveau V au niveau III (titre professionnel de technicien supérieur en véhicules industriels).

La formation continue

Des formations qualifiantes originales à recrutement national sont développées à Vendôme dans le domaine agricole. Il s'agit notamment d'un BTS en Analyses Agricoles, Biologiques et Biotechnologiques, d'un Brevet professionnel Educateur canin et d'une spécialisation en Soigneur Animalier.

Un pôle important de formations aux métiers du transport et de la logistique est basé à saint Ouen.

Comme sur d'autres bassins il existe des formations pour les autres secteurs d'activité des services (restauration, tertiaire administratif, aides à domicile, vente...).

Areine, Montoire et Vendôme accueillent des formations à l'ensemble des Visas.

Des atouts pour l'avenir

La proximité avec Paris et l'Île-de-France

Présent dès 1990 en gare de Villiers-sur-Loir, le TGV n'a pas été le vecteur de délocalisations d'entreprises franciliennes espéré. Cela dit, la proximité alliée au coût moindre de l'immobilier d'entreprise reste un argument pour attirer des activités tertiaires. La SNCF estime que plus d'un millier de Vendômois travaillent à Paris et empruntent le TGV chaque matin pour rallier la capitale, qui n'est qu'à 42 minutes. 75 trajets hebdomadaires sont assurés. Toutefois, malgré la demande des élus locaux et de l'association des usagers, la SNCF n'augmente pas ces liaisons, arguant d'un trafic saturé dans la section entre Courtalain (jonction vers Le Mans et la Bretagne) et Montparnasse.

De meilleures dessertes routières

Projetée en 2007, « l'A10 bis » est un axe routier qui permettrait de désengorger l'autoroute A10 actuelle, entre Paris, Orléans et Tours. L'un des tracés évoqués prévoyait de doubler la nationale 10 entre Paris, Chartres et Tours. S'il n'est pas complètement enterré, ce projet n'est toutefois plus à l'ordre du jour. Les élus du Vendômois et plusieurs associations demandent en tout cas une meilleure desserte routière. Sur l'axe est-ouest, la déviation de la D957 (Le Mans-Romorantin) est en cours. Elle sera mise en service en 2012.

Douze zones d'activités et un guichet unique pour les entreprises

La zone industrielle sud de Vendôme attire la plupart des emplois et des entreprises. Il existe toutefois onze autres zones d'activité. Depuis 1994, la communauté de communes du pays de Vendôme propose un guichet unique aux entreprises.

Des Vendômois bien formés

Les Vendômois sont mieux

formés qu'ailleurs en région Centre. A mi-chemin entre Paris et Tours, doté d'un tissu éducatif ancien et bien structuré, la zone d'emploi dispose d'un réservoir humain de qualité.

Les coteaux du Vendômois



Arrachée après la 2^{de} guerre mondiale et remplacée par les céréales, la vigne retrouve ses lettres de noblesse. Appellation d'origine contrôlée depuis 2001, le vignoble produit du pinneau d'aunis, donnant un vin à la saveur légèrement épicée. Le chenin blanc, caractéristique du val de Loire, est aussi cultivé.

L'aérodrome de la Chapelle-Vendômoise

Après le départ de CAC Systèmes, l'une des filiales de maintenance du groupe EADS, l'aérodrome de Blois-Vendôme a subi un coup d'arrêt. Mais le Syndicat mixte (Conseil Général, CCI, Ville et Communauté de Communes de Vendôme, Agglopolys), a commandé une étude l'an passé. Des travaux de mise aux normes aéroportuaires seront entrepris pour accueillir d'autres entreprises de services aéronautiques. Ce secteur pourrait aussi servir de zone d'activité pour la région de Blois, où l'espace s'est fait rare le long de l'autoroute A10.

Un patrimoine exceptionnel

Figurant parmi les premières communes labellisées Villes d'art et d'histoire en 1986, Vendôme dispose d'une richesse patrimoniale hors normes. Ses monuments, ses maisons à pans de bois, le Loir au cœur de la cité rendent la commune attrayante. Sa proximité avec la vallée du Loir, les châteaux du val de Loire, et la

Normandie toute proche, en font un carrefour touristique renforcé par la qualité de ses parcs et jardins.

Le haut débit partout

Dès 2002, l'accès à l'Internet haut-débit a été facilité dans toutes les communes de l'intercommunalité de Vendôme, puis dans le reste du département du Loir-et-Cher grâce à une convention avec France Télécom.

Le Minotaure, scène régionale

Le Minotaure, haut lieu culturel régional, accueille une programmation éclectique et de qualité. Compte tenu de la pertinence de ses choix artistiques dans les domaines de la création et de la programmation pluridisciplinaires, de l'importance de son travail de développement culturel dans l'articulation « des arts de la piste, du théâtre d'objet et de la marionnette », de son fort ancrage territorial, et de la participation significative des publics, l'Etat vient de lui attribuer le label de « scène conventionnée ».

Festival du film de Vendôme



Evènement cinématographique majeur en région Centre et de notoriété internationale, le Festival du film de Vendôme s'est imposé en quelques années comme la manifestation de référence pour la diffusion d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles réalisées avec le concours des collectivités locales. Il offre une vitrine importante à la jeune création européenne avec une sélection de nombreux films (courts métrages et longs métrages) inédits en France. Avec l'accueil d'environ 10 000 festivaliers par an et bénéficiant d'une couverture médiatique na-

tionale, il a des impacts forts sur la vie touristique et économique de la ville de Vendôme.

Festival Rockomotives



Organisé depuis une vingtaine d'années par l'association Figures Libres en partenariat avec la Communauté de Commune du Pays de Vendôme, cette manifestation réunit chaque année le meilleur de la scène des musiques actuelles sur le plan national. Une grande diversité des genres (du rock à la chanson en passant par l'electro et le hip hop) ainsi qu'une volonté de découverte, notamment des talents régionaux, permettent à ce festival d'être un temps fort pour les musiques actuelles en région centre et de bénéficier d'une très large couverture médiatique nationale.



Agenda 21 de la région Centre

Département du Loiret



Regard sur la zone d'emploi d'Orléans

245



Regard sur la zone d'emploi de Gien

257



Regard sur la zone d'emploi de Montargis

269



Regard sur la zone d'emploi de Pithiviers

281



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi d'Orléans

Forum territorial du mardi 02 juin 2009



Présentation générale de la zone d'emploi d'Orléans

Orléans défend son identité ligérienne

Portée par un bassin d'emploi dynamique, la cité johannique mise sur sa qualité de vie pour poursuivre son développement économique et démographique.

Capitale administrative de la région Centre, à 130 km au sud de Paris et au cœur du Val de Loire classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, cette agglomération de 274 000 habitants s'efforce de garder ses distances avec l'orbite francilienne. En 1999, elle se classait au troisième rang pour l'attractivité des métropoles régionales, derrière Montpellier et Rennes. (Etude *DIACT* en 2006). Avec ses 113 000 habitants, Orléans est la deuxième ville la plus peuplée de la région, juste derrière Tours.

Aux portes de la Beauce, de la forêt d'Orléans et de la Sologne, la ville doit son développement à sa position stratégique sur la Loire.

Au Moyen Age, lorsque Jeanne d'Arc délivre Orléans du joug des Anglais en 1429, c'est l'une des cités les plus prospères de France. Au XVIIIe siècle, elle connaît son âge d'or grâce au dynamisme de son port fluvial. Le commerce et les manufactures font la fortune des négociants, jusqu'à ce que le chemin de fer ait raison de la marine de Loire, au milieu du XIXe siècle.

Pendant près de 100 ans, la ville se replie sur elle-même et rate le train de la révolution industrielle, avant de connaître un nouvel essor dans les années soixante avec la politique de déconcentration de l'île de France. Orléans voit s'implan-

ter de nombreux établissements industriels (rares sont les sièges sociaux qui quittent Paris), tandis qu'au même moment se crée au sud le quartier de La Source.

Le bassin d'emploi, très diversifié et encore relativement épargné par la crise, compte 13600 entreprises et 177 000 emplois. Orléans est le premier pôle cosmétique régional de France avec des entreprises comme Dior (1500 personnes), Shiseido, Gemey ou Caudalie.

La pharmacie est également bien représentée grâce aux laboratoires Servier, au groupe Mac Neil (ex Parke-davis et Pfizer) ou au Grec Famar (ex Novartis). On note d'autres secteurs de poids, l'électronique et l'informatique avec Hitachi, Alcatel, Lexmark, ou IBM, l'agroalimentaire (Cargill, McKey, Unisabi), l'industrie mécanique et la sous-traitance automobile (John Deere, TRW, Federal Mogul, Honda).

Plus récemment, la logistique s'est taillé une place de choix (4^e plate-forme française), grâce à la situation privilégiée d'Orléans au carrefour de l'A10 et de l'A71. Cette situation pourrait être renforcée avec l'arrivée de l'A 19.

La zone d'emploi est bien desservie par le train, même si l'accès à Roissy reste difficile et si le projet de modernisation de la ligne POLT pour accueillir un TGV pendulaire ne s'est pas réalisée.

L'enjeu clé de la recherche

D'autres secteurs émergent, comme les énergies renouvelables, portées par Vergnet, spécialiste des éoliennes, les économies d'énergies défen-



dues par Wirecom, une startup devenue grande, ou les biotechnologies.

L'innovation bénéficie d'un terreau favorable grâce à la présence d'organismes de recherche comme le CNRS, l'INRA, le BRGM, et de laboratoires publics et privés, qui emploient environ 1 900 chercheurs. Les trois pôles de compétitivité présents sur le territoire - Cosmetic Valley, Sciences et système de l'énergie électrique et Elastopôle - contribuent à fédérer les énergies. Mais l'université, qui ne compte que 15 000 étudiants, souffre de la concurrence de Paris.

Cette expansion économique s'est accompagnée d'une forte expansion démographique, qui s'est toutefois ralentie ces dernières années. L'étalement urbain s'est accru, au point que l'agglomération d'Orléans est l'une des moins denses de France à taille comparable.

Pour faciliter les déplacements, Orléans s'est doté d'une première ligne de tramway en 2000, et en construit une deuxième. Quelque 6 000 logements sont programmés ou en cours de réalisation. Pour rester attractive, la ville soigne son image et mise sur un environnement préservé, une offre culturelle et éducative de qualité et un coût de la vie moindre qu'en région parisienne...à une heure de la capitale.

Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	397 811	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,57 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	15,8 %	////
Superficie (km ²)	2 430	39 151
Densité (habitants/km ²)	163,7	64,4
Nombre de communes	106	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	177 846	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	167 845	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	7,1 %	7,8 %

Sources :
Population : Insee, RP 2006
Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

Avec l'arrivée de l'A19, la zone d'emploi est maintenant très bien desservie par une étoile autoroutière à quatre branches. Ce dernier maillon concrétise le projet de liaison Europe Atlantique, et complète un grand contournement Sud de Paris, dont il manquerait le barreau allant sur Chartres. A une échelle plus locale la question des franchissements de la Loire fait débat.

Avec un minimum d'un train par heure dans chaque sens entre Paris et Orléans (un à la demi-heure en heures de pointe), les milliers de personnes qui vont chaque jour travailler à Paris disposent d'une desserte étoffée.

Orléans n'est pas desservie par les TGV, en tout cas à grande vitesse. Après le report du projet de modernisation de la ligne POLT (Paris-Orléans-Limoge-Toulouse), qui devait porter un train pendulaire, les collectivités financent une expérimentation pour une liaison régulière Brive-Lille, passant par l'aéroport de Roissy, en rame TGV. Le projet de ligne TGV Paris-Orléans-Clermont-Lyon est à l'étude.

Mais l'étoile ferroviaire d'Orléans mériterait d'être complétée, d'abord pour relier Chartres, ensuite pour densifier les liaisons périurbaines, en premier lieu vers Châteauneuf, puis vers Montargis. Elle pourrait s'articuler avec les deux lignes de tramway de l'agglomération orléanaise, la seconde devant être livrée en 2012. En dehors de l'aéroport militaire de Bricy, la zone dispose d'un petit aérodrome à Saint Denis de l'Hôtel, mais Orly et Roissy sont les aéroports de l'orléanais.



17 cantons composent la zone d'emploi d'Orléans représentant 397 811 habitants.

Canton	Population
Artenay	8 395
Beaugency	16 049
Châteauneuf-sur-Loire	20 516
Chécy	17 308
Cléry-Saint-André	7 648
Fleury-les-Aubrais	22 657

Canton	Population
Ingré	36 105
Jargeau	17 416
La Ferté-Saint-Aubin	13 488
Meung-sur-Loire	18 230
Neuville-aux-Bois	14 502
Olivet	28 989

Canton	Population
Orléans	113 130
Patay	6 708
Saint-Jean-de-Braye	21 620
Saint-Jean-de-la-Ruelle	16 414
Saint-Jean-le-Blanc	18 636

Patrimoine naturel

L'orléanais occupe un territoire, entre Sologne, Beauce et Forêt d'Orléans, traversé et marqué par la vallée de la Loire et son affluent le Loiret. Il est découpé en 2 entités géographiques bien distinctes :

- La vallée de la Loire avec une dynamique importante qui façonne le paysage (crues, décrues, bras secondaires...). Les îles sont le refuge d'oiseaux qui vivent au sol comme les Sternes Pierregarins et naines, les Mouettes Mélanocéphale et Rieuse, le Goéland Leuco-phée, le Petit Gravelot, le Chevalier Guignette ou l'Oedicnème Criard. Ces étendues sableuses hébergent des plantes protégées telles que la Pulicaire Vulgaire ou la Limoselle Aquatique. La vallée de la Loire est inscrite dans le réseau Natura 2000 au titre de la directive « Habitats » sous le nom de « Vallée de la Loire entre Belleville-sur-Loire et Tavers » et la directive « Oiseaux » sous le nom de « Vallée de la Loire du Loiret ».
- La forêt d'Orléans, ensemble forestier quasi-continu majoritairement domanial, divisé en 3 massifs distincts. La forêt d'Orléans est inscrite dans le réseau Natura

2000 au titre de la directive « Habitats » sous le nom de « forêt d'Orléans et périphérie ». Ce site excède largement le territoire de la Communauté d'Agglomération.

Sur la Loire, le facteur principal de la richesse écologique tient dans la dynamique du fleuve qui est une problématique globale. La notion d'espace de liberté et de capacité à divaguer est très importante. A noter l'existence de la Réserve naturelle nationale de Saint-Mesmin en aval d'Orléans qui couvre ces habitats naturels de grand intérêt, et l'arrêté préfectoral de Protection de Biotope du « Site de Sternes Naines et Pierregarins – grève de Sandillon » sur les communes de Bou et de Sandillon.

L'agglomération d'Orléans peut être touchée par une crue de la Loire.. Le délai d'alerte (durée entre l'annonce de la crue et son arrivée effective) d'une crue de type 1856 serait d'environ 24 à 48 heures. Elle durerait 5 à 8 jours avec des hauteurs d'eau atteignant dans certains vals plus de 2,5 mètres.



Population

Evolution de la population entre 1999 et 2006 par Zones d'emploi en Région Centre
Taux de Croissance Annuel Moyen (TCAM) calculé à partir des données INSEE



La zone d'emploi d'Orléans compte 397 811 habitants en 2006, représentant un peu moins de 16% de la population régionale. Son poids démographique est le plus important de la région, juste derrière la zone d'emploi tourangelle. A l'intérieur de cette zone, l'agglomération orléanaise réunit les deux tiers de la population, soit 272 572 habitants. A l'échelle nationale, Orléans se situe au 22ème rang des pôles urbains.

Périurbanisation

Entre 1990 et 1999, la population avait augmenté au rythme rapide de +0,85 % par an, avec un dynamisme fort en agglomération (+0,89% par an). Sur la période 1999-2006, on constate une certaine modération de ce dynamisme démographique (+0,57%/an), qui reste supérieur au rythme régional (+0,46%/an). Mais cette croissance était plus le fait de la couronne périurbaine (+1,11%/an) que de l'agglomération (+0,33%/an). Il s'agit bien d'une « fuite » de l'agglomération, le solde migratoire de l'agglomé-

ration étant de -7 188 habitants entre 1999 et 2007 (source : Agence d'Urbanisme AUAO).

Une zone particulièrement jeune

L'indice de vieillesse, qui fait le rapport entre le chiffre de la population âgée de 60 ans et plus et celui de la population de moins de 20 ans, est particulièrement bas sur la zone orléanaise. Il est estimé pour 2005 à 0,69, contre 0,94 sur la région.

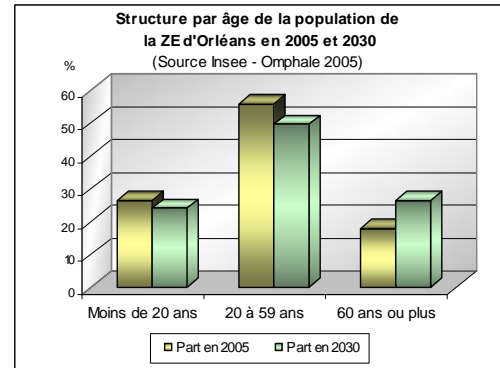
En 2030, selon le scénario central des projections démographiques de l'INSEE, recréant des conditions d'évolution de la population sur la base des évolutions constatées entre 1990 et 2005, la région Centre compterait 2 652 000 habitants, soit une progression totale autour de +5% et un taux de croissance annuel moyen de +0,25% entre 2005 et 2030.

La croissance démographique entre 2005 et 2030 de la zone d'Orléans serait de loin la plus forte de la région Centre. Le taux de croissance annuel moyen se situerait à +0,70% sur la zone,

contre +0,25% sur la région, et dont +0,21% serait directement du aux migrations.

Dans un contexte d'augmentation générale de l'âge moyen de la population, la zone d'emploi d'Orléans se détacherait également assez nettement des indicateurs régionaux par son caractère juvénile.

En 2030, l'âge médian serait de 39,7 ans sur la zone, contre 44,8 ans sur la région, avec une part plus faible qu'ailleurs en région Centre des personnes âgées de 60 ans et plus (26,3% de la population sur la zone d'emploi, contre 32,9% sur la région).



Revenus

2006	Zone d'emploi d'Orléans	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	18 578 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	68,2 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	22,2 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	4,8 %	6,4 %
Autres revenus	4,9 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	30,4 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

En 2006, le revenu fiscal médian de la zone d'emploi d'Orléans s'élève à 18 578 €, soit 1 547 € de plus que le revenu médian régional.

En d'autres termes, la moitié des habitants de la zone appartient à un ménage qui déclare un revenu annuel supérieur à 18 578 €.

La part des ménages fiscaux

non imposés est nettement plus faible que la moyenne régionale. Globalement, le niveau de vie moyen de la zone d'emploi est donc relativement élevé.

La part des revenus salariaux est sensiblement supérieure à la moyenne régionale, tandis que l'on constate l'inverse concernant les pensions et retraites

Équipements et services à la population

Un niveau d'équipements satisfaisant pour l'ensemble de la zone d'emploi mais qui cache des disparités

Compte tenu de la proportion importante de la population résidant dans l'agglomération orléanaise, il n'est pas surprenant d'observer que le pourcentage de la population disposant d'équipements et services à proximité est plus élevé qu'ailleurs en région Centre, alors même que le nombre d'équipements rapporté au chiffre de la population est plus faible. C'est la conséquence directe du fait urbain, qui assure une proximité aux équipements courants et à des équipements de niveau supérieur.

Néanmoins, le quotidien vécu par les résidents des communes éloignées de l'agglomération orléanaise est contraint par un niveau d'équipements et de services moins satisfaisant. Ce constat global masque des disparités. En terme d'offre commerciale hors agglomération, la partie ouest de la zone d'emploi possède un ratio de surface de vente par habitant approchant les niveaux de l'agglomération orléanaise. Les parties est et sud de la zone d'emploi (hors agglomération), n'atteignent pas les mêmes niveaux.

Les territoires les plus ruraux, éloignés de la sphère d'influence de l'agglomération et de l'axe ligérien, sont les plus touchés par la désertification des commerces et services. Par exemple, les communes de la frange nord-est de la zone cumulent déficit de commerces et faible présence des agences postales.

Une inégale répartition des structures d'accueil de la petite enfance et des personnes âgées dépendantes

La zone d'emploi orléanaise est, dans l'ensemble, bien dotée en équipements et services dans les domaines de la santé

et du social (enfance, personnes âgées). Néanmoins, deux bémols doivent être apportés. D'une part, il est improbable que l'offre actuelle réponde à la demande future liée aux 3^{ème} et 4^{ème} âges. D'autre part, des manques apparaissent sur certaines parties de la zone d'emploi, notamment en dehors de l'agglomération et du Val de Loire. Ainsi, les communes de la partie beauceronne de la zone présentent une offre de services déficiente dans la plupart des domaines - enfance, personnes âgées, mais aussi sport et culture. La partie orientale de la zone est aussi marquée par un déficit de

structure d'accueil, de professionnels des secteurs des services à la personne et de la santé. Si le secteur solognot présente un bon niveau d'équipement en matière d'accueil des personnes âgées, le recrutement d'aides-soignantes et aides ménagères s'avère difficile.

Le risque de creusement des inégalités dans l'offre de soins

En matière de santé, les territoires ruraux sont confrontés de même qu'ailleurs au difficile renouvellement des installations des professions médicales (départs à la retraite non remplacés). Sur ce territoire

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Épiceries, supérettes	94	39	36,8	77,3	66,3	2,4	3,2
La Poste	59	46	43,4	88,8	77,7	1,5	2,6
Banques, caisses d'épargne	22	36	34	83,6	66,6	5,7	5,5
Médecins	348	49	46,2	90,4	77,1	8,7	8,7
Pharmacies	137	47	44,3	89,3	74,2	3,4	3,6
Écoles maternelles	126	54	50,9	90,9	70,4	3,2	2,8
Écoles élémentaires	177	86	81,1	98,3	93	4,4	6,6
Police, gendarmeries	16	12	11,3	42,1	47,5	0,4	0,8
Hébergements pour personnes âgées	45	26	24,5	74,7	60,6	1,1	1,7
Garde enfants d'âge préscolaire	108	44	41,5	87,2	52,6	2,7	1,4
Cinémas	5	2	1,9	30,3	28,4	0,1	0,2
Équipements sportifs	1 519	95	89,6		///	39,7	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

partagé entre aire urbaine et secteurs ruraux, la densité médicale est inégale, au niveau supérieur (maternité, urgences, courts et moyens séjours), mais aussi pour les soins courants. On comptait en 2006 seulement 5,3 médecins pour 10 000 habitants sur le canton

de Patay, pour une moyenne régionale à 13,7 (Source ADELI, 2008). Les soins les plus spécialisés restent néanmoins relativement accessibles grâce aux services disponibles en agglomération.

L'offre culturelle d'une métro-

pole régionale

Les équipements sportifs sont présents dans près de 9 communes sur 10. Leur nombre rapporté à la population est cependant plus faible que dans les zones d'emploi plus rurales, ce qui explique que ce taux soit plus faible que la moyenne

régionale. Quant à l'offre culturelle, elle est naturellement marquée par le poids de l'agglomération orléanaise, qui concentre une offre riche, par exemple en matière de spectacles de théâtre (Scène Nationale d'Orléans, Centre National de Création CADO).

Déplacements domicile-travail des salariés

*** Flux entrants et sortants**

En 2004, 23 619 déplacements domicile - travail ont lieu entre la zone d'emploi d'Orléans et les autres zones d'emploi de la région Centre et 16 552 ont lieu entre la zone d'Orléans et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec l'Île-de-France (9 590 entrées et sorties) puis les zones d'emploi de Blois (4 950 entrées et sorties), Pithiviers (3 660), Gien (3 340), Montargis (2 365) et Romorantin (2 215).

Globalement, les entrées d'actifs salariés sont plus nombreuses que les sorties (+4 172). Cependant, les sorties vers l'Île-de-France sont plus de 3 fois plus nombreuses que les entrées.

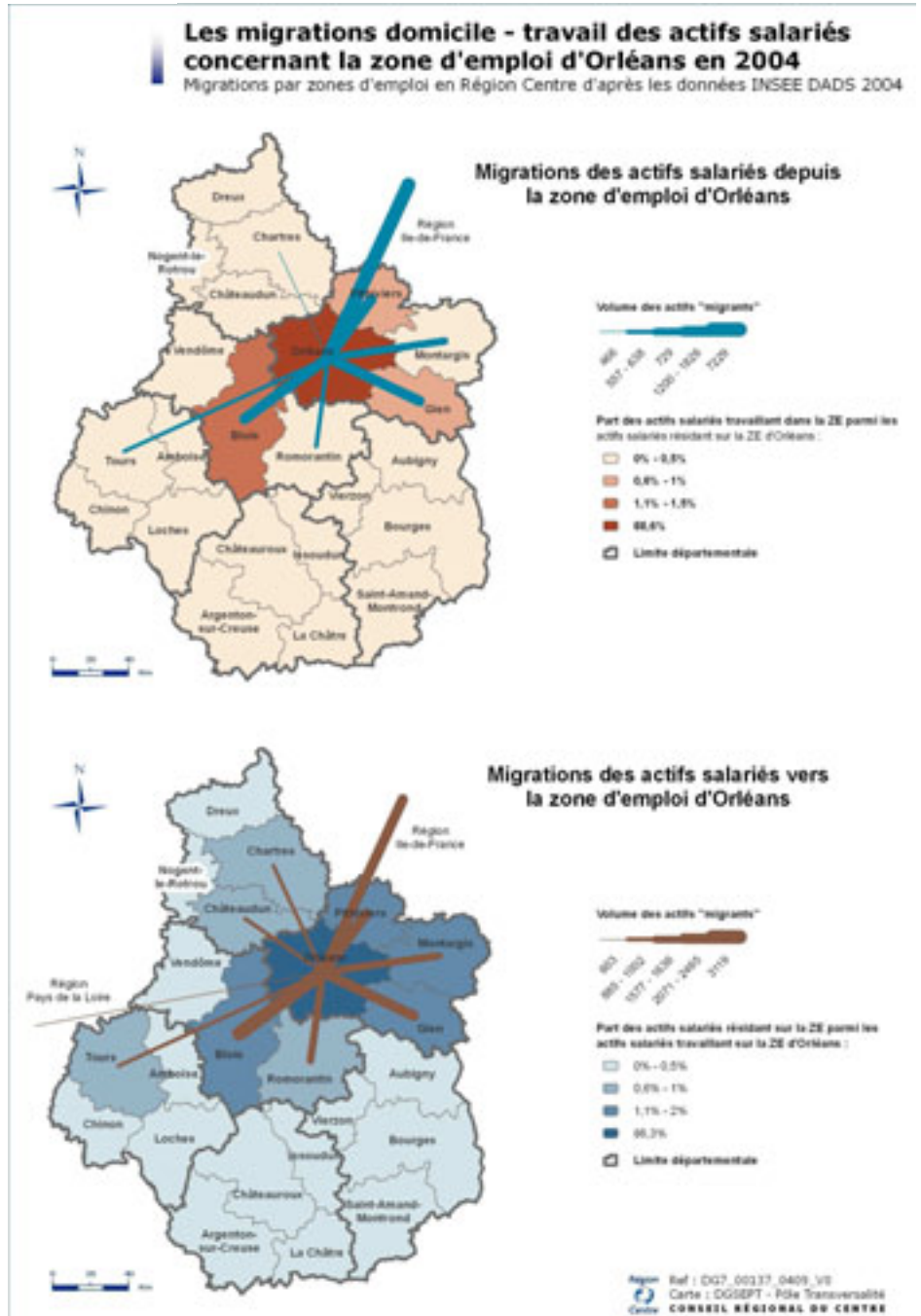
11 % des salariés résidant dans la zone d'emploi d'Orléans travaillent à l'extérieur (18 000 personnes). Ces salariés se déplacent principalement vers l'Île-de-France (7 250 personnes soit 4,6 % des salariés résidents), mais également vers les zones d'emploi voisines : Blois (1 830 soit 1,2 % des salariés), Gien (1 270 soit 0,8 % des salariés) et Pithiviers (1 200).

14 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés proviennent essentiellement de Blois (3 120 personnes soit 1,9 % des salariés non résidents), de Pithiviers (2 460 soit 1,5 % des salariés), de l'Île-de-France (2 340), de Gien (2 070) et de Montargis (1 640).

*** Flux internes à la zone d'emploi d'Orléans**

Au sein de la zone, les principaux déplacements ont lieu, sans surprise, entre les communes appartenant à la Communauté d'Agglomération Orléanaise, premier pôle d'emploi de la région. 85 % des actifs salariés résidant dans la Communauté d'Agglomération Orléanaise y travaillent également.

Des flux assez importants existent aussi depuis les communes périurbaines de la Ferté, de Sandillon et Meung-sur-Loire vers la commune d'Orléans.



10 Principaux flux internes à la zone d'emploi—hors flux internes à la Communauté d'agglomération d'Or-

Commune de résidence	Commune de travail	Flux	Commune de résidence	Commune de travail	Flux
Ferté-Saint-Aubin (La)	Orléans	755	Marcilly-en-Villette	Orléans	317
Sandillon	Orléans	643	Chaingy	Orléans	313
Meung-sur-Loire	Orléans	408	Beaugency	Orléans	309
Jargeau	Orléans	362	Châteauneuf-sur-Loire	Orléans	306
Cléry-Saint-André	Orléans	351	Vienne-en-Val	Orléans	286

La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

L'ouverture du canal de Briare, puis du canal d'Orléans à la fin du 17^{ème} siècle donnèrent un formidable essor à la région orléanaise.

Tout au long du 18^{ème} siècle, Orléans fut un centre de transit et de manufacture très important en France.

Aux industries déjà anciennes de la vinaigrerie, de la fabrication de couvertures et de la bonneterie de laine, vint s'ajouter le raffinage du sucre qui couvrait alors la moitié de la consommation nationale. A cette époque, la fabrication d'indienne (toiles peintes) entre Loire et Loiret occupait plus d'un millier de personnes.

Mais la disparition de la batellerie de Loire au profit des chemins de fer précipita la chute de l'industrie locale. L'orléanais ne participa que très peu à la première révolution industrielle, et ce n'est que dans la deuxième moitié

du 19^{ème} siècle que l'on vit apparaître des industries légères.

A Châteauneuf sur Loire par exemple, l'ingénieur Arnodin créa une entreprise de ponts transbordeurs, dont est issue l'actuelle société Baudin Châteauneuf (aujourd'hui 700 salariés).

Ce n'est vraiment qu'à partir des années 1920, que l'industrie allait se déployer avec les ateliers de la CGE (moteurs électriques, aujourd'hui Leroy-Somer 300 salariés), la création de la société THERMOR (chauffage électrique et électroménager— aujourd'hui scindée en deux sociétés qui totalisent environ 1 000 emplois), les batteuses de Rivière-Casalis, l'implantation de la verrerie à la Chapelle Saint-Mesmin (aujourd'hui Duralex—200 salariés) et de la fabrique d'explosifs Hotchkiss-Brandt à la Ferté Saint Aubin (aujourd'hui TDA—500 em-

ploi).

Mais c'est avant tout la déconcentration parisienne dans les années 1950-1980 qui a fait d'Orléans et du Loiret en général, un espace économique dynamique et très diversifié. L'industrie de la cosmétique avec les Parfums Christian Dior et son centre de Recherche LVMH (1 500 emplois), le japonais Shiseido (280 salariés), la société GEMEY du groupe L'OREAL (400 salariés) illustrent l'importance de ces apports extérieurs.

On a le même phénomène pour la pharmacie avec la présence de Mac Neil Manufacturing (ex. Pfizer - 550 emplois), de Famar (ex. Novartis - 320 salariés). Mais dans ce secteur, c'est la société Servier, fondée à Orléans, qui domine avec près d'un millier d'emplois.

La zone d'emploi compte aussi de nombreux sous-traitants

automobile (Jabil, TRW, Sifa, Fédéral Mogul), la fabrication des moteurs agricoles John Deere, les tondeuses Honda.

Elle accueille les industries de l'information et de l'électronique avec IBM, Lexmark, Hitachi, Alcatel, Thalès, de l'agro-alimentaire avec Mars Petcare & Foods, LSDH, Cargill, McKey...

On doit souligner la forte présence des services avec des caisses de retraite, des assureurs, des banques, des centres d'appel, des centrales d'achats et de ventes (Quelle, Mr Bricolage, Amazon) ainsi que du commerce et de la logistique.

L'armée emploie plusieurs milliers de personnes, dont 2 600 sur la base aérienne de Bricy.

La zone d'emploi d'Orléans se caractérise par une structure des effectifs salariés par sphère proche de celle de la région Centre.

La proportion d'emplois dans la sphère productive de la zone - activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - est pratiquement la même que celle de la région Centre (respectivement 37,4 % et 37,1 %). L'industrie est sous-représentée dans la zone. Cependant, la part du secteur "pharmacie, parfumerie et entretien" et des "industries des équipements électriques et électroniques" est plus élevée dans la zone d'emploi d'Orléans qu'en région Centre. Ceci s'explique principalement par l'implantation de l'établissement Christian Dior, spécialisé dans la fabrication de parfums et produits pour la toilette; mais aussi d'Alcatel, IBM France et Jabil Circuit Automotive, spécialisés dans le domaine électrique et électronique.

La sphère résidentielle - qui

regroupe des activités répondant aux besoins locaux - est la plus importante dans la zone d'emploi d'Orléans puis-

qu'elle emploie plus de 63 000 salariés, soit la part la plus élevée.

L'économie résidentielle occupe une place importante : la proportion d'emplois (39,5%) est légèrement supérieure à celle de la région Centre.

En revanche, la part des emplois publics de la zone est légèrement inférieure à celle observée au niveau de la région (respectivement 23 % et 24 %). A noter, que le poids du secteur de l'éducation, santé, action sociale est inférieure à la moyenne régionale

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	28 487	17,8	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	4 544	2,8	2,5
<i>Biens de consommation</i>	7 096	4,4	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	7 907	4,9	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	7 384	4,6	9,0
<i>Energie</i>	1 556	1,0	1,5
Construction	10 820	6,8	7,4
Commerce	20 413	12,7	13,5
Services	100 383	62,7	57,0
<i>dont Transports</i>	8 237	5,1	4,7
<i>Activités financières</i>	6 657	4,2	3,0
<i>Activités immobilières</i>	2 108	1,3	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	25 146	15,7	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	8 010	5,0	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	27 863	17,4	20,2
<i>Administration</i>	22 362	14,0	11,8
Ensemble	160 103	100,0	100,00

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	160 103	100,0	100
Sphère productive	59 893	37,4	37,1
Sphère résidentielle	63 176	39,5	38,9
Sphère publique	37 034	23,1	24,1

Source : Insee, CLAP

Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi d'Orléans (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ORLEANS	2000 à 2999 salariés	Santé, action sociale
COMMUNE D'ORLEANS	2000 à 2999 salariés	Administration publique
LA POSTE - CENTRE FINANCIER	1500 à 1999 salariés	Postes et télécommunications
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL D'ORLEANS (Porte Madeleine)	1500 à 1999 salariés	Santé, action sociale
PARFUMS CHRISTIAN DIOR	1000 à 1499 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
REGION CENTRE	1000 à 1499 salariés	Administration publique
CRAMTS DU CENTRE	1000 à 1499 salariés	Administration publique
DEPARTEMENT DU LOIRET	1000 à 1499 salariés	Administration publique
MARS PETCARE & FOODS FRANCE	750 à 999 salariés	Industries agricoles et alimentaires
CENTRE HOSPITALIER DEPART G DAUMEZON	750 à 999 salariés	Santé, action sociale
JOHN DEERE SAS	750 à 999 salariés	Industries des équipements mécaniques
LES LABORATOIRES SERVIER INDUSTRIE	500 à 749 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
FRANCE TELECOM	500 à 749 salariés	Postes et télécommunications
BRANDT INDUSTRIES	500 à 749 salariés	Industries des équipements du foyer
ALCATEL CIT	500 à 749 salariés	Industries des équipements électriques et électroniques
SOC EXPL TRANSPORTS AGGLO ORLEANAISE	500 à 749 salariés	Transports
CIE IBM FRANCE	500 à 749 salariés	Industries des équipements électriques et électroniques
BRGM	500 à 749 salariés	Recherche et développement
CAISSE DE CREDIT MUT AGRIC DU CTRE	500 à 749 salariés	Activités financières
JABIL CIRCUIT AUTOMOTIVE	500 à 749 salariés	Industrie des composants électriques et électroniques

Source : INSEE-CLAP 2006

Entreprises

Près de 16 700 établissements implantés dans la zone d'emploi d'Orléans en 2006

Fin 2006, la zone d'Orléans compte 16 663 établissements, soit 15 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements dans les services est plus importante qu'en région (57 % contre 52 % en région). Les autres secteurs sont, en revanche, un peu moins présents.

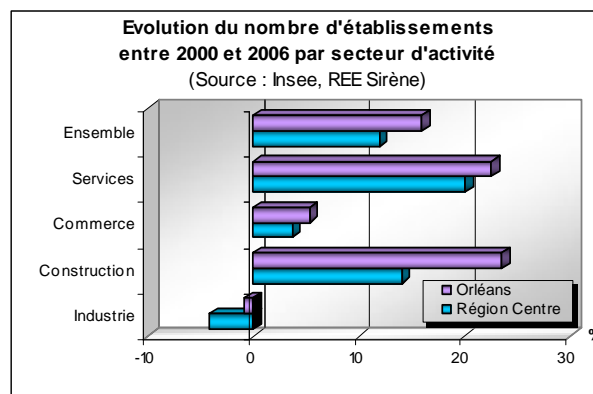
Une hausse du stock d'établissements entre 2000 et 2006

Le stock d'établissements s'est accru de plus de 16 % entre

2000 et 2006, une hausse supérieure à celle observée pour l'ensemble de la région.

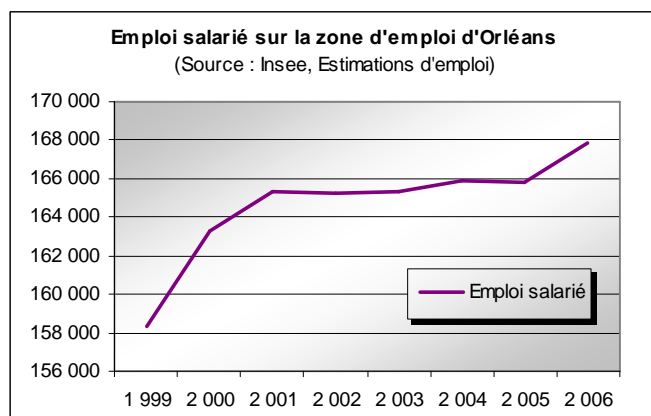
Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel (- 0,8 % contre - 4,1 % pour le Centre).

C'est dans le secteur de la construction que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 23,6 % (+ 14,1 % en région Centre). Le secteur des services a également connu une forte hausse d'établissements : + 22,6 %, soit 2,5 points de plus que la région.



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Entre 2000 et 2006, l'emploi salarié s'est accru de 0,5 % par an en moyenne, soit une hausse de 4 600 emplois

Sur l'ensemble de la période, la progression continue des salariés dans les services accompagnée d'une forte croissance dans le secteur de la construction ont largement compensé les pertes d'emplois dans l'industrie et dans le

commerce.

Les secteurs industriels les plus touchés par les disparitions d'emplois sont les industries alimentaires, la métallurgie, le caoutchouc - plastiques, l'édition - imprimerie - reproduction, la fabrication de machines et d'équipements...

Le commerce connaît également une forte baisse des

salariés depuis 2002 : le commerce de gros et intermédiaires du commerce ainsi que le commerce et réparation automobile sont particulièrement concernés.

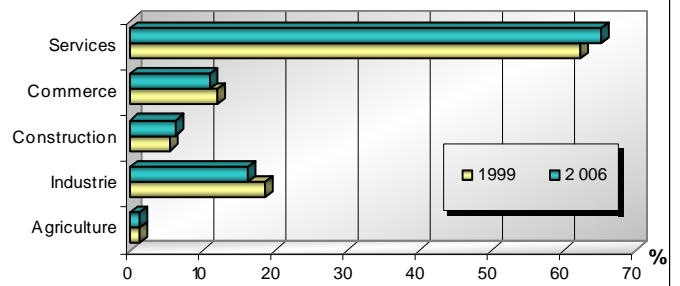
En parallèle, certaines activités de services voient leur nombre d'emplois progresser : les transports, les activités informatiques ou immobilières, les services fournis aux entreprises (travail temporaire, conseils, nettoyage, ...), les soins personnels, ...

A partir de 2003, le secteur de la construction connaît dans la zone d'Orléans une nette progression des effectifs.

Cependant les tendances observées au niveau régional et national au cours des derniers mois ne sont guère favorables.

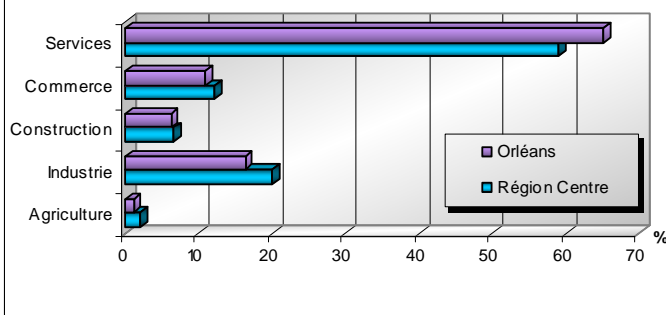
Structure de l'emploi salarié pour la zone d'emploi d'Orléans : Comparaison 1999-2006

(Source : Insee, Estimation d'emploi)



Structure de l'emploi salarié en 2006 : Comparaison zone d'emploi d'Orléans - région Centre

(Source : Insee, Estimation d'emploi)



Chômage

Entre 2000 et 2008, le chômage de la zone d'Orléans progresse plus rapidement que celui de la région Centre (respectivement + 0,9 point et + 0,3 point). Cependant, à la fin de l'année 2008, le taux de chômage local demeure inférieur à la moyenne régionale (6,1 % contre 6,9 %).

Une part très élevée d'hommes parmi les demandeurs d'emploi

A partir de 2001, le nombre de demandeurs d'emploi masculins devient supérieur à celui des femmes.

Dans la zone d'Orléans, la part des hommes parmi les chômeurs est d'ailleurs l'une des plus élevées de la région.

Cette progression du chômage des hommes est liée, notamment, aux disparitions d'emplois dans l'industrie.

La part des jeunes demandeurs d'emploi est plus faible qu'en région. Ce public jeune

est cependant très sensible aux variations conjoncturelles, à la hausse comme à la baisse.

Le niveau de diplôme des demandeurs d'emploi est relativement élevé, en particulier pour les jeunes : 33 % des hommes de moins de 25 ans et 47 % des jeunes femmes possèdent au moins le niveau baccalauréat.

Le chômage de longue durée (supérieur ou égal à un an) est inférieur à la moyenne régionale.

Un marché du travail très tendu

En 2007, le nombre d'offres d'emploi est équivalent à celui des demandes d'emploi. En cas de conjoncture favorable (2000 - 2002), de réelles

pénuries de main d'œuvre étaient apparues sur le marché en raison d'un nombre plus élevé d'offres que de demandes.

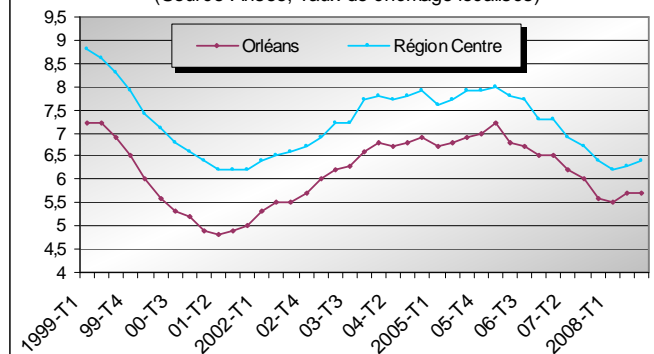
De très nombreux métiers sont en tension comme les ouvriers qualifiés du bâtiment - travaux publics, de l'électricité - électronique, de la mécanique, du formage de métal, des industries de process, de la maintenance ...

Les métiers liés à l'informatique et aux assurances rencontrent des difficultés de recrutement, de même que les métiers de bouche.

De nombreux facteurs expliquent ces tensions sur le marché du travail local : une baisse du nombre de jeunes formés, des départs à la retraite plus nombreux, une inadéquation entre les offres proposées et les demandes, ...

Evolution du taux de chômage

(Source : Insee, Taux de chômage localisés)



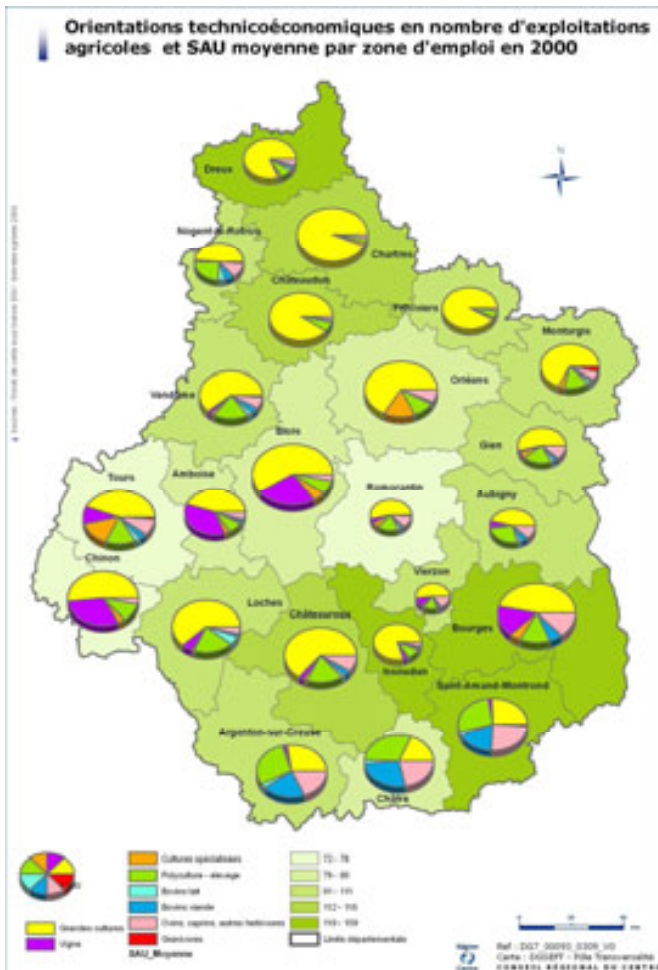
Agriculture

Céréales, betteraves et légumes de plein champ au Nord, lait jusqu'à une période très récente au Sud, la zone d'emploi d'Orléans est caractérisée par des terres à faible potentiel agronomique mais qui avec le développement de l'irrigation, de la fertilisation et du maïs a permis à l'agriculture de demeurer une activité importante.

La richesse des terres alluviales et la facilité d'irrigation font du val de Loire, frontière naturelle entre Beauce et Sologne, le territoire le plus diversifié de la zone. On y trouve des cultures ornementales, des cultures maraîchères en plein champ ou sous abris chauffés. Le dynamisme de la filière depuis une trentaine d'année a permis d'affirmer une position de leader national pour les productions de poivrons et de concombres ou encore les plantes à massifs ou les pépinières de jeunes plants.

La présence des centres d'expérimentation sur ces différentes productions a sans aucun doute joué un rôle majeur dans ce développement. Cependant, la maîtrise de l'énergie, la maîtrise du foncier ou encore l'évolution de la demande sont sans aucun doute les défis de l'avenir.

L'arboriculture est en perte de vitesse suite à des difficultés de structuration malgré des atouts incontestables (première zone de production de poires d'hiver, premier metteur en marché national de cerises), alors que la viticulture vient d'avoir récem-



ment la reconnaissance d'un travail de longue haleine grâce à l'obtention des appellations Orléans et Orléans Cléry.

La transformation est très présente sur la zone, que ce soit pour les légumes de conserve ou la cinquième gamme, pour le lait avec la laiterie de Saint Denis de l'Hôtel, pour le sucre avec le groupe Tereos à Artenay, l'industrie de la viande est également très présente.

L'ensemble de cette agriculture fait de la zone, la plus importante en terme d'emplois salariés de la région (les cultures spécialisées étant très demandeuses) et la seconde en terme d'emplois totaux du secteur. Mais les conflits d'usage sur le foncier avec la chasse au sud et l'urbanisation grandissante, sur l'eau, ainsi que les problèmes environ-

nementaux conséquence de l'intensification excessive de modes de productions font planer de vrais menaces sur le secteur.

La forêt est un élément essentiel du territoire, elle remplit à la fois un rôle économique avec une exploitation sylvicole dont le potentiel est loin d'être atteint malgré une gestion optimum sur le massif domanial (premier massif domanial de France avec 30 000 ha) mais faute de structures de transformations suffisamment performantes et concurrencée par l'activité cynégétique en Sologne, son rôle environnemental notamment de conservation de la biodiversité et enfin son rôle social avec une demande croissante des urbains pour une utilisation à des fins de loisirs.

Tourisme

Sur le plan touristique, Orléans apparaît comme une destination de court séjour et porte d'entrée du Val de Loire, patrimoine mondial de l'Unesco. La ville est associée à Jeanne d'Arc et aux fêtes johanniques,

et peut valoriser son centre historique, sa cathédrale, son musée des Beaux-arts, le FRAC et Archilab, mais aussi des événements comme le festival de jazz et le festival de Loire qui a lieu tous les deux ans. L'amé-

nagement de la Loire à vélo est achevé sur l'agglomération. Les châteaux de Meung sur Loire ou la Ferté st Aubin attirent environ 45 000 visiteurs par an. La zone ne compte pas d'Hôtels ou de restau-

rants de très haut de gamme.

La capacité hôtelière est de 7 284 lits, et les 14 campings peuvent accueillir un peu plus de 4 000 personnes.

Préparer l'avenir à travers la formation

18 698 lycéens et 4 648 apprentis sur la zone d'Orléans et son agglomération

Orléans et son agglomération bénéficient de la présence de nombreuses structures de formation.

On compte en effet vingt-sept lycées (dont quatorze lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) : huit publics - 6 privés et dix lycées professionnels : 5 publics - 2 privés sous contrat - 3 privés hors contrat), pour un effectif total de 18 698 élèves à la rentrée 2008.

Le bassin d'Orléans accueille également 12 Centres de Formation d'Apprentis et 7 sec-

tions d'apprentissage, couvrant l'ensemble des secteurs professionnels (Bâtiment, Industrie, Transport, Agriculture, Banque, Pharmacie, Administration, Social, Sport). 4 648 apprentis ont été recensés au 31 décembre 2008 dans les divers centres de formation. Par ailleurs, 3 239 entreprises de la zone accueillent des apprentis, dont 2 658 sont originaires d'Orléans et son agglomération.

Le CFA de l'agglomération orléanaise

Etablissement interprofessionnel reconnu dans l'agglomération et en région Centre, le Centre de Formation d'Apprentis de l'agglomération orléanaise est l'un des rares CFA de France à

être géré par une collectivité locale. En effet, depuis plus de 30 ans, s'investir dans la formation professionnelle des jeunes et des adultes a toujours été un choix des élus de l'agglomération orléanaise. L'ambition du CFA est de répondre concrètement à cette volonté en mettant l'expérience et le savoir-faire de son équipe au service des métiers et des jeunes qui les préparent.

Aujourd'hui, le CFA de l'agglomération orléanaise, ce sont :

- 500 apprentis de 16 à 25 ans
- 180 adultes en formation continue

- une équipe d'encadrement de 60 personnes dont 42 enseignants

- un réseau d'entreprises artisanales, commerciales et industrielles, partenaires et co-formatrices fidèles

- 13 diplômes préparés, allant du CAP au BTS

- un établissement agréé centre d'examen par l'Education Nationale

- un centre de perfectionnement pour adultes

L'enseignement supérieur

Située à 100 kilomètres de Paris, au cœur de la région Centre, l'Université d'Orléans est l'une des deux universités de l'académie d'Orléans-Tours. La tradition universitaire orléanaise est très ancienne ; dès 1306 en effet, une université fut établie à Orléans et elle acquit très vite une large réputation pour l'enseignement du droit. Après une fermeture lors de la Révolution française, il faudra attendre 1960 pour que soit créé, sur le domaine de la Source, un nouveau campus universitaire.

Aujourd'hui, l'université d'Orléans accueille près de 15 000 étudiants, ses locaux représentent une surface de 176 930 m² répartis sur les sites d'Orléans, Bourges, Chartres, Châteauroux et Issoudun.

L'Université d'Orléans organise son offre de formation dans le cadre du LMD. Elle propose

des parcours dans 5 domaines de formation : « Droit, Economie et Gestion », « Lettres, Langues », « Sciences humaines », « Sciences et Technologie », « STAPS ».

Au total, l'offre de formation regroupe 22 licences, 32 licences professionnelles, 46 masters professionnels, 32 masters recherche, 4 diplômes d'ingénieurs, abrités au sein de 4 Facultés (UFR), 4 IUT et 1 Ecole Polytechnique Universitaire (EPU).

De très nombreux parcours de spécialité sont des parcours à finalité professionnelle. L'importante offre de formation professionnelle de l'université est complétée par l'offre de l'EPU d'Orléans qui propose quatre formations d'ingénieurs : génie civil, électronique et optique, mécanique et énergétique, production.

Le potentiel de recherche de l'Université d'Orléans est réparti en 35 unités, qui sont des unités mixtes de recherche (UMR) associées au CNRS, des unités propres de recherche (UPR) du CNRS, des équipes d'accueil (EA) ou relèvent d'autres statuts. Dans le cadre d'une politique de structuration et de développement, quatre pôles de recherche ont été mis en place : « physique et chimie du vivant », « systèmes biologiques », « énergie, matériaux, géosciences et environnement », « sciences économiques et de gestion, mathématiques, STIC et linguistique », « droit, littératures, sciences de l'Homme et des territoires ».

La formation doctorale s'effectue dans le cadre de deux écoles doctorales « Sciences et Technologies » et « Sciences de l'Homme et de la Société »

regroupant au total environ 450 doctorants.

La valorisation de la recherche, les relations université-entreprise, la gestion des contrats de recherche, mais aussi l'insertion professionnelle et la formation continue sont suivies par des services spécialisés mis en place par l'Université.

L'Université d'Orléans et l'Université de Tours sont réunies depuis octobre 2004 dans le Pôle Universitaire Centre-Val de Loire (PUCVL), qui développe des actions communes dans de nombreux domaines de la vie universitaire. Les deux universités sont par ailleurs engagées dans la création d'un PRES (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur) prévue dès le début de l'année 2010.

La Recherche

En plus de sa recherche universitaire, Orléans accueille trois grands organismes de recherche publique.

Le BRGM est le spécialiste national des sciences de la terre.

Il mobilise plus de 850 permanents dans la compréhension

des phénomènes géologiques, la gestion des ressources du sol et du sous-sol, la prévention des risques, la diffusion de l'information géologique.

Sur le campus CNRS d'Orléans, un peu plus de 400 chercheurs se consacrent aux sciences de la vie, aux scien-

ces de l'énergie et des matériaux et à l'histoire.

Le Centre INRA d'Ardon est spécialisé dans l'étude du sol, dans la génétique forestière et la connaissance des insectes. Il emploie plus d'une centaine de chercheurs.

Orléans accueille aussi une

petite représentation de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) qui travaille étroitement avec l'Université. Des recherches sont aussi menées à l'Hôpital d'Orléans.

Des atouts pour l'avenir

Une deuxième ligne de tramway en 2012

Cette ligne desservira 25 stations entre La Chapelle Saint Mesmin et Saint Jean de la Ruelle, sur 11,4 kilomètres de tracé et facilitera les déplacements entre la périphérie et le centre d'Orléans. Sa mise en service s'accompagnera d'une réorganisation du réseau de bus. Cette deuxième ligne dotera l'agglomération d'un réseau de transports en commun performant et contribuera à restructurer les espaces urbains qu'elle traverse. Ce projet mobilise 350 millions d'euros et devrait s'achever en 2012.

Un nouvel axe autoroutier avec l'ouverture de l'A19 Artenay Courtenay

Ce nouveau tronçon de l'A19 ouvrira en juin prochain, sur 101 kilomètres entre Artenay et Courtenay au terme d'un chantier de plus de 700 millions d'euros. Concédé par Vinci, exploité par Cofiroute, cet ouvrage complétera le maillage autoroutier aux environs d'Orléans et laisse présager l'implantation de nouvelles zones d'activités, principalement dans le secteur de la logistique.

Le doublement de la ligne à grande vitesse Paris Lyon

Cette future ligne TGV vise non seulement à délester la ligne actuelle Paris Lyon qui arrivera prochainement à saturation mais également à relier Orléans au réseau TGV, à améliorer la desserte des villes du grand Centre et à relier Paris à Clermont-Ferrand en deux heures. Elle est inscrite dans le projet de loi sur le Grenelle de l'Environnement

Un hôpital tout neuf à La Source

L'hôpital de La Source, créé en 1975, sera entièrement re-

construit à l'horizon 2014-2015 et intégrera les services qui étaient jusqu'alors installés sur le site Madeleine en centre ville. L'établissement comptera 1300 lits et s'étendra sur plus de 160.000 m². Le chantier mobilisera un millier d'ouvriers. C'est le plus gros investissement public en cours, d'un montant de 650 millions d'euros.

Un pôle de santé privé au nord de l'agglomération

Trois cliniques, les Longues allées, la Reine Blanche et la Cigogne, vont se regrouper à Saran sur le site de l'ancien aérodrome. Ce pôle de santé privé comprendra un service d'urgences (notamment cardiologie et main), une maternité, des activités de chirurgie et de médecine, et un plateau technique intégrant 19 salles de blocs opératoires. Porté par le groupe Saint Gatien, il devrait être opérationnel en 2012. Juste à côté est prévu le développement d'un parc d'activités tertiaires et technologiques de 18 hectares, ainsi que la construction de logements et d'équipements culturels.

Une offre de formation exceptionnelle en géosciences

L'université et le BRGM, en lien avec le CNRS et l'INRA, veulent constituer l'un des premiers pôles français en géosciences en proposant un ensemble cohérent de formations. L'Observatoire des sciences de la terre (OSUC) prévoit pour la rentrée un nouveau master avec une spécialité "sciences de la terre et de l'environnement". L'école d'ingénieurs Polytech va enrichir ses formations par de nouvelles options et le BRGM travaille à la création d'une Ecole nationale d'application en géosciences qui dispensera une formation d'ingénieur de spécialité à Bac +6 en lien

avec l'Université.

Un pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) avec Tours

Cet nouvel "outil" est l'équivalent des pôles de compétitivité appliqué à l'enseignement supérieur. Le PRES Orléans Tours devrait voir le jour d'ici la fin de l'année. Il permettra aux deux universités de renforcer leur coopération et de mutualiser leurs compétences pour bénéficier d'une plus grande notoriété au niveau national et international.

Une grande salle de sport de 10.000 places

La ville prévoit la construction, à l'horizon 2013, d'un grand équipement sportif, à la place de l'hippodrome, sur l'île Arraul. Cette salle de 10.000 places sera l'une des plus vastes de France et pourra accueillir les matches de basket de l'Entente, de grands événements sportifs internationaux et des spectacles.

Un cluster sur "l'innovation par les services"

Cette initiative de la Technopole part du constat que les industriels ne se contentent plus de vendre leurs produits, mais se tournent de plus en plus vers le développement de services aux clients. Pour accompagner ces mutations, une trentaine d'entreprises ont décidé de s'intéresser à l'innovation par les services, en s'appuyant sur les besoins des multinationales présentes dans la région. Ces travaux pourraient également favoriser une offre nouvelle de formation et de recherche en lien avec l'université.

DREAM fédère la recherche sur l'eau

Entreprises et laboratoires se sont fédérés autour du thème de la durabilité de la ressource en eau associée aux milieux pour générer de nouvelles activités économiques et de service. Dix projets ont été identifiés et trois d'entre eux ont démarré. Ils portent notamment sur la création d'une

plate-forme de calcul intensif appliquée à l'eau et sur le traçage hydrogéologique artificiel.

FRAC Centre (Fonds Régional d'Art Contemporain)



Le FRAC Centre doit bientôt s'implanter sur un nouveau site en plein centre ville d'Orléans. La réalisation des « Turbulences » par l'agence Jakob + Mac Farlane, signal architectural fort dans l'espace urbain, doit favoriser le développement de l'activité du FRAC, qui s'est forgé une renommée internationale dans l'approche artistique des conceptions et formes innovantes et utopiques en matière architecturale et urbanistique.

Les autorités de tutelle se sont engagées à accompagner le FRAC par l'attribution de moyens supplémentaires, dans cette montée en puissance. Ainsi le FRAC assurera la valorisation de son fonds exceptionnel, sa mise en valeur scientifique à travers des expositions et publications, ainsi que son positionnement à un niveau régional, national et international.

Archilab

La manifestation « Archilab – Rencontres Internationales d'Architecture d'Orléans » est une biennale organisée par la Ville d'Orléans, qui s'appuie sur la remarquable expertise, en matière d'architecture contemporaine, du Fonds Régional d'Art Contemporain du Centre. La 8^{ème} édition s'est tenue en 2008 et a enregistré une fréquentation de 11 300 visiteurs.





Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Gien

Forum territorial du vendredi 29 mai 2009



Présentation générale de la zone d'emploi de Gien

La zone d'emploi de Gien est confrontée à un vieillissement de sa population, alors que son tissu industriel, plutôt dense, emploie près de quatre salariés sur dix.

Située à 130 km au Sud de Paris, la zone d'emploi de Gien s'étend à l'extrémité Sud-Est du Loiret, à la limite de trois autres départements, le Cher, l'Yonne et la Nièvre, et de deux régions, le Centre et la Bourgogne. La Loire en est l'axe naturel structurant, mais deux autres voies d'eau la traversent, le canal de Briare et le canal latéral à la Loire. Sur le plan routier, cette zone est desservie par l'A77 et ses trois échangeurs, ce qui permet de rejoindre rapidement la région parisienne. L'ouverture en juin de l'A19 entre Artenay et Courtenay peut également représenter un atout. En revanche, la liaison est moins aisée avec la capitale régionale, Orléans, à une heure de route par la D952 au Nord de la Loire, ou la D951 au Sud. Gien et Briare sont également desservis par la ligne SNCF Paris-Nevers, dont les usagers se sont récemment mobilisés afin d'éviter la suppression de certains trains. Au cœur de cette zone d'emploi qui compte 66 000 personnes, Gien compte un peu plus de 15 500 habitants. Sully-sur-Loire et Briare accueillent chacune environ 6000 habitants.

Le développement de Gien remonte au Moyen Age. Cité carrefour, c'est alors un bourg commerçant et agricole. Sa foire des cours, le troisième dimanche de Carême, serait même l'une des plus anciennes de France. A la fin du XVe siècle, Anne de Beaujeu, fille de Louis XI, en fait l'une de ses résidences principales, et lan-

ce la construction du château qui abrite le musée de la chasse. Trois siècles plus tard, Gien connaît sa première mutation industrielle: L'Anglais Hall créée la faïencerie en 1821. Quelques années après, en 1851, Jean-Félix Bapsterosse, fabricant parisien de boutons, s'installe à Briare où il fonde la célèbre manufacture d'où sortiront des millions de perles, de boutons, de mosaïques. Au début du XXe siècle, elle employait plus d'un millier de salariés, tandis que dans les années 30, la faïencerie comptait 700 employés et faisait vivre 3 000 personnes.

Doublement de la population

Ravagée en juin 1940 par les bombardements de l'aviation allemande, Gien se relève après-guerre grâce à un programme de reconstruction. Les industries traditionnelles déclinent. Mais d'autres prennent le relais à partir des années soixante, grâce au "dessalement" francilien. Viennent s'installer notamment Imec, qui deviendra plus tard Otis, première entreprise du Giennois avec plus de 600 salariés, Theraplix, auquel succédera Pierre Fabre, Beghin Say, aujourd'hui Georgia Pacific, ou plus récemment Shiseido, fabricant japonais de cosmétiques (en 1991). Quant à la faïencerie, elle n'emploie plus que 200 personnes, mais a su perpétuer son savoir-faire malgré un dépôt de bilan en 1984. De nouveaux pôles commerciaux se créent en périphérie de la ville centre. La population double en trente ans. Sully-sur-Loire accueille également quelques très grands établissements, comme ArvinMeritor, Kronofrance, ou Saint-Gobain, tandis qu'une centrale nucléaire est construi-



te à Dampierre en Burly (1 300 salariés).

La crise n'a pas toutefois épargné la zone d'emploi, avec la liquidation récente de Pixxent à La Bussière (100 personnes dans la fabrication de présentoirs) ou les difficultés de FOG (levage), installé depuis peu à Briare. Si le tertiaire est prépondérant, le tissu industriel, majoritairement composé de PME-PMI, représente encore près d'un emploi sur quatre. Dans le domaine agricole, la vigne, dans une région de polyculture et d'élevage, a retrouvé ses lettres de noblesses avec l'appellation contrôlée des Coteaux du Giennois, décrochée en 1998.

La zone d'emploi, plutôt bien équipée en services de proximité, connaît ces dernières années un renouveau démographique, après une stagnation de sa population entre 1990 et 1999. Elle pâtit, cependant, d'un grave déficit de formation professionnelle, et d'une position excentrée par rapport aux flux économiques. Pourtant, avec ses châteaux de Gien et Sully, un festival de musique, le pont canal de Briare et son port de plaisance, plusieurs musées, et bientôt la Loire à Vélo, le territoire bénéficie d'atouts touristiques et culturels indéniables, qui ne demandent qu'à être valorisés davantage.

Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	66 025	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,43 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	2,6%	////
Superficie (km ²)	1 421	39 151
Densité (habitants/km ²)	46,5	64,4
Nombre de communes	47	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	27 911	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	25 543	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	8,3 %	7,8 %

Sources :
Population : Insee, RP 2006
Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

Les grandes infrastructures de déplacement sont orientées Nord-Sud pour atteindre Paris, laissant de côté les liaisons Est-Ouest.

La célèbre Nationale 7 a été doublée par l'autoroute A77, avec deux échangeurs pour desservir Briare et Gien.

Ces deux villes disposent d'une gare TER, sur la ligne Paris-Nevers, avec 6 aller-retour quotidiens vers Paris.

Dans le cadre de la réouverture de la ligne Orléans-Châteauneuf-Montargis, une étude a aussi été lancée pour étudier l'opportunité d'une desserte des gares de Sully et Gien.

Le canal de Briare relie la Loire à la Seine depuis 1642, et le pont-canal est en service depuis 1846.

La centrale de Dampierre produit chaque année 24 Gwatts à travers ses 4 réacteurs ERP.



5 cantons composent la zone d'emploi de Gien représentant 66 025 habitants.

Canton	Population
Briare	11 637
Châtillon-sur-Loire	7 101
Gien	25 982
Ouzouer-sur-Loire	9 376
Sully-sur-Loire	11 929



Château de Sully sur Loire

Patrimoine naturel

Territoire ligérien, la zone est inondable, la dernière crue de décembre 2003 reste dans les mémoires elle n'a cependant par atteint les niveaux de 1856. L'impact économique d'une crue type 1856 de la Loire, d'une durée de 6 à 8 jours avec un délai d'alerte d'environ 24 heures seulement est évalué à environ 100 millions d'euros.

Le Giennois se caractérise par une dynamique fluviale encore active occasionnant la présence de milieux et d'espèces de grand intérêt. Entre Berry et Puisaye, la Loire conserve de nombreux caractères de la Loire Berrichonne (qualifiée de « Loire des îles », avec un style « en tresses » favorisant une mosaïque de milieux naturels).

Les vastes forêts alluviales qui perdurent sont de grand intérêt, parmi les plus belles et les plus représentatives de la Loire moyenne (à noter parmi celles-ci l'île d'Ousson à Châtillon-sur-

Loire, propriété du Conservatoire régional et où un sentier a été aménagé pour l'accueil du public).

Le Giennois compte également un des très rares coteaux calcaires du cours moyen de la Loire (intégré au réseau Natura 2000 sous le nom de « coteaux calcaires ligériens entre Ouzouer-sur-Loire et Briare), qui se situe à l'interface géologique séparant le Berry de l'Orléanais. Ces coteaux comportent des pelouses calcaires remarquables, parmi les plus riches du Loiret, avec de nombreuses espèces d'orchidées.

Ce territoire est également marqué par la limite Est de la forêt d'Orléans (massif de Lorris), où l'intérêt relève à la fois des zones humides (étangs, tourbières, marais, mares) et de la faune (rapaces, chauves-souris, insectes, amphibiens...).



Population



Une zone mi-urbaine mi-rurale

La population de la zone d'emploi de Gien est de 66 025 habitants au 1^{er} janvier 2006, représentant 2,6 % de la population régionale. La ville de Gien regroupe 15 495 habitants, soit près du quart de la population de la zone. L'armature urbaine est constituée également par 2 villes de plus de 5 000 habitants (Sully-sur-Loire, Briare), et par un chapelet de petites villes autour de 2 000 – 3 000 résidents. Ces communes urbaines se situent également par 2 villes de plus de 5 000 habitants (Sully-sur-Loire, Briare), et par un chapelet de petites villes autour de 2 000 – 3 000 résidents. Ces communes urbaines se situent également par 2 villes de plus de 5 000 habitants (Sully-sur-Loire, Briare), et par un chapelet de petites villes autour de 2 000 – 3 000 résidents. Ces communes urbaines se situent également par 2 villes de plus de 5 000 habitants (Sully-sur-Loire, Briare), et par un chapelet de petites villes autour de 2 000 – 3 000 résidents.

La zone d'emploi est, en réalité, partagée de manière assez nette entre ces zones à dominante urbaine, et des zones rurales à très faible densité, voisines des premières, et pour la plupart située hors des rives de Loire. La densité moyenne de la zone d'emploi, égale à 46 habitants au km²

(moyenne régionale à 64 hab./km²), masque donc la présence, sur les flancs Sud et Nord-Est de la zone, de territoires présentant de façon continue une faible densité de population.

Une croissance privilégiant les bourgs raccordés aux pôles structurants.

La croissance démographique sur la période 1999-2006 sur cette zone d'emploi, de +0,43 % par an, a suivi le même rythme que la région (+0,46 % par an). Cette croissance correspond à un apport de population de +1 947 personnes. Il s'agit d'une amélioration par rapport à la période précédente, 1990-1999, où la croissance avait été quasiment nulle (+0,08 % par an). L'essentiel de la croissance sur la période 1999-2006 est le fait des bourgs ruraux et périurbains entre 500 et 2 000 habitants. Cette catégorie de communes, qui regroupe 35 % de la population de la zone, détient une croissance annuelle moyenne plus de deux fois supérieure à la moyenne de la

zone d'emploi (+1,03 %). Les plus fortes augmentations s'observent dans les communes situées sur les axes structurants Gien-Orléans et Gien-Montargis. A l'inverse, Gien connaît une faible dynamique démographique, tandis que Sully-sur-Loire et Briare voient leur population décliner sur cette période.

Des opérations de requalification sur plusieurs quartiers de

la ville de Gien

La ville de Gien concentre un parc de logements sociaux important, avec 2 013 logements en 2007 (source EPLS). Deux opérations de renouvellement urbain concernent ce parc, dont le projet de restructuration de la partie Est du quartier des Montoires qui concerne 520 logements. Ce type d'opération avait été mené dans les années 2000 sur

le quartier des Grands Champs. Il s'accompagne d'une diversification de l'offre résidentielle. A l'échelle du quartier, elle permet la création de logements locatifs de gamme intermédiaire ou en accession sociale à la propriété, ainsi que le remplacement des logements sociaux des immeubles démolis par une offre nouvelle répartie sur un périmètre élargi à l'agglomération. Les actions de rénovation

urbaine visent notamment à renforcer l'attractivité des quartiers concernés, en agissant sur le réaménagement des espaces, la restructuration de l'offre locale d'équipements, et l'amélioration de la qualité de l'habitat.

Gien prépare également un réaménagement qualitatif de son centre-ville, dont l'axe majeur sera la réappropriation par la ville des bords de Loire.

Revenus

2006	Zone d'emploi de Gien	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	16 581 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	60,4 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	28,8 %	26,3 %
Revenus des professions non salariées	5,7 %	6,4 %
Autres revenus	5,2 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	38,4 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

Le revenu fiscal médian 2006 des ménages de la zone d'emploi de Gien s'établit à 16 581 €, formant un écart négatif de -450 € avec le revenu fiscal médian de la région Centre.

Cela signifie que la moitié des habitants de la zone est rattachée à un ménage qui a déclaré un revenu supérieur à 16 581 € pour le paiement de l'impôt sur le revenu 2006.

La part des ménages fiscaux non imposés est, par ailleurs, proche de la moyenne régionale. S'agissant du type de revenus, on constate que les pensions et retraites ont une part plus importante sur cette zone, cela étant en partie liée à la part plus importante des 60 ans et plus.

Équipements et services à la population

Une forte densité commerciale

La zone d'emploi de Gien bénéficie d'un niveau d'équipement commercial plutôt bon. Les commerces de proximité tels que les boulangeries ou supérettes sont abondants sur la zone d'emploi, donc facilement accessibles par la population. Ce réseau de petits commerces peut souffrir d'une densité de commerces de moyenne et grande surface élevée (18 supermarchés sur la zone). L'équilibre économique des petits commerces généralistes des zones rurales est en effet fragilisé par une très forte évasion commerciale vers les supermarchés de la proche périphérie des villes (Bonné, Gien).

Santé, social : une concentration de l'offre sur Gien

En terme de couverture, l'offre destinée aux publics spécifiques se distingue positivement sur quelques secteurs, par exemple sur les services d'aide aux personnes âgées. Les maisons de retraites sont assez bien réparties, sauf dans

la partie Ouest de la zone où l'offre est en retrait (cantons de Sully-sur-Loire et de Ouzouer-sur-Loire)(1). Le pôle de Gien regroupe un éventail assez large de structures spécialisées (centre d'hébergement pour enfants handicapés, centres d'aide par le travail). Les

villes de Gien et Briare réunissent une offre de soins complète (maternité, hôpital et polyclinique). Néanmoins, la densité médicale globale de la zone est inférieure à la moyenne régionale, et le risque de désertification médicale est présent localement. Les collec-

tivités tentent d'y répondre avec, par exemple, le projet de maison de santé pluridisciplinaire à Bonny-sur-Loire. Les possibilités de garde d'enfants sont parfois très limitées dans les secteurs ruraux, ainsi qu'à l'Est (déficit d'assistantes maternelles).

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Boulangeries	62	24	51,1	87	84,7	9,4	7,1
Épiceries, supérettes	34	24	51,1	82,2	66,3	5,1	3,2
Supermarchés	18	10	21,3	62,2	60,3	2,7	1,8
La Poste	17	16	34	74,5	77,7	2,6	2,6
Banques, caisses d'épargne	32	10	21,3	63,4	66,6	4,8	5,5
Médecins	49	15	31,9	74,2	77,1	7,4	8,7
Pharmacies	22	13	27,7	71,3	74,2	3,3	3,6
Librairies, papeteries	10	5	10,6	48,6	60,3	1,5	2,5
Écoles maternelles	12	11	23,4	55,8	70,4	1,8	2,8
Écoles élémentaires	45	33	70,2	93,2	93	6,8	6,6
Police, gendarmeries	5	5	10,6	49,5	47,5	0,8	0,8
Services d'aide aux personnes âgées	3	3	6,4	36,2	29,1	0,5	0,3
Gardes enfants d'âge préscolaire	8	6	12,8	53,1	52,6	1,2	1,4
Cinéma	2	2	4,3	32,2	28,4	0,3	0,2
Équipements sportifs	309	34	72,3	///	///	48,2	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

1) selon le recensement INSEE portant sur l'année 2007

L'accès aux structures et services situés dans les pôles urbains est souvent difficile depuis les communes des franges rurales, rive Nord et rive Sud. Cette zone d'emploi contient en effet de larges espaces à faible densité, non desservis par des pôles secondaires. Cette question

concerne particulièrement les publics dits « fragiles » habitant ces franges éloignées des rives de Loire (personnes âgées, chercheurs d'emploi).

Culture, loisirs : un niveau d'équipements satisfaisant

Enfin, l'équipement dans le domaine des sports et loisirs

est d'un bon niveau. L'offre sportive a été renforcée ces dernières années (Dojo de Gien, salle multisports de Saint-Gondon). La densité d'équipements sportifs est aujourd'hui égale au niveau régional. Deux cinémas sont présents sur la zone d'emploi, desservant une bonne partie de la population

– un tiers des résidents de la zone n'ont pas à quitter leur commune pour se rendre à une salle de cinéma. A noter, la tenue chaque année d'un festival de jazz de premier plan, à Saint-Brisson.

Déplacements domicile-travail des salariés

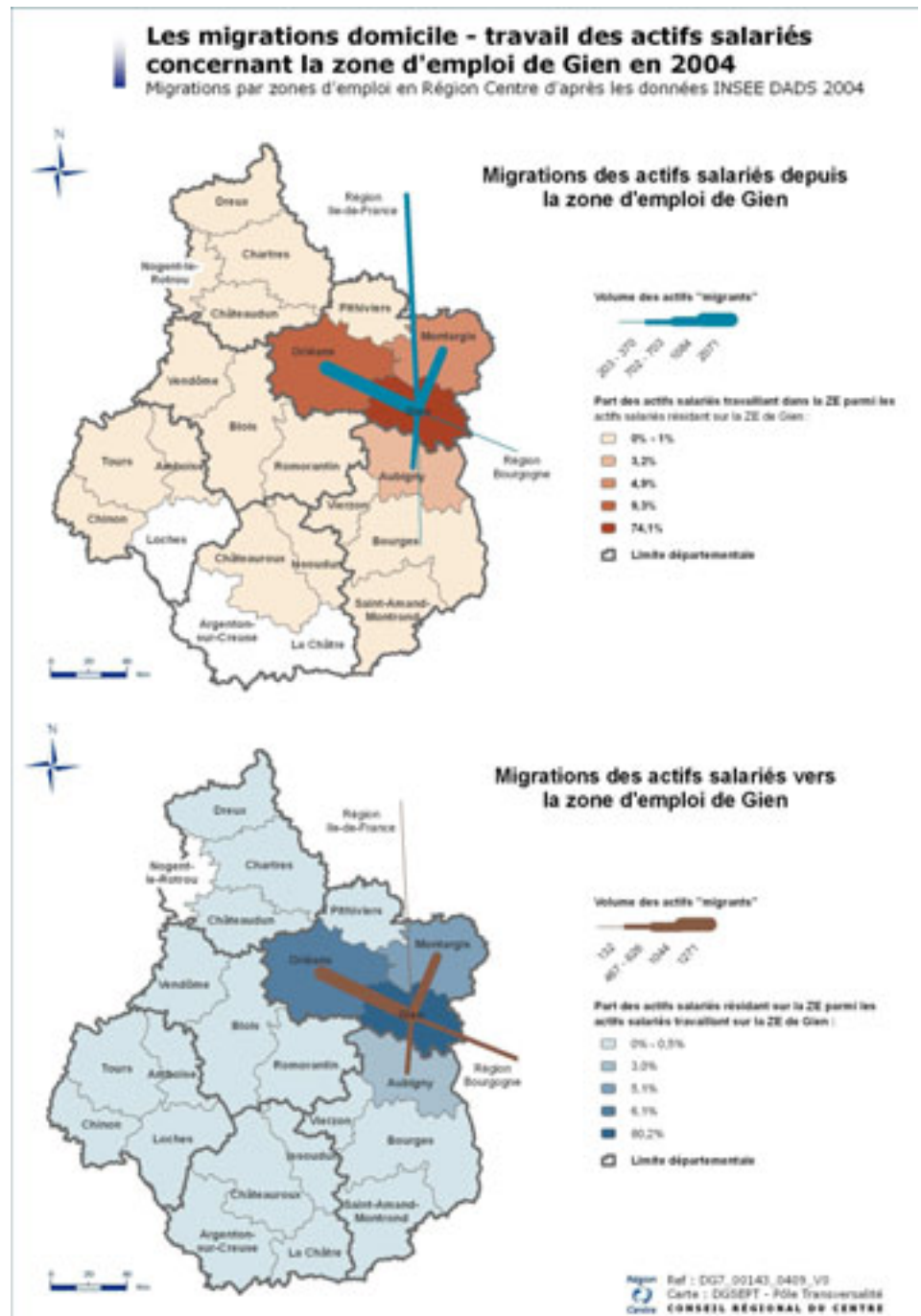
En 2004, 7 576 déplacements domicile – travail (entrées et sorties) ont lieu quotidiennement entre la zone d'emploi de Gien et les autres zones d'emploi de la région Centre et 2 253 ont lieu entre la zone de Gien et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : les zones d'emploi d'**Orléans** (3 342 entrées et sorties soit 34 % du total des déplacements), **Montargis** (2 128 entrées et sorties), **Aubigny** (1 327), la **Bourgogne** (836), **l'Île-de-France** (835), et la zone d'emploi de **Bourges** (286).

La zone de Gien est marquée par un léger déséquilibre des migrations domicile-travail : les sorties d'actifs salariés sont 1,4 fois plus nombreuses que les entrées. Le déficit s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la zone d'emploi d'Orléans (on compte 1,5 fois plus de sorties vers Orléans que d'entrées) mais également par l'Île-de-France (5 fois plus de sorties que d'entrées). Les échanges sont en revanche positifs avec la Bourgogne.

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Gien, près de 26 % travaillent hors de cette zone (5 764 personnes) : ils vont principalement travailler vers les zones d'emploi d'Orléans (2 071 soit 9 % des salariés résidents), Montargis (1 084 soit 5 % des salariés résidents), l'Île-de-France (703 soit 3 % des salariés résidents), la zone d'emploi d'Aubigny (702) et la Bourgogne (370)

Près de 20 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident principalement dans les zones d'emploi d'Orléans (1 271 soit 6 % des salariés travaillant dans la zone), Montargis (1 044 soit 5 % des salariés), Aubigny (625 soit 3 % des salariés), la Bourgogne (465 soit 2 % des salariés) et l'Île-de-France (132 soit 1 % des salariés).



La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

C'est la Loire qui a tout d'abord suscité les flux économiques, en particulier après la construction du canal de Briare, livré en 1642 et complété en 1896 par la mise en service du pont-canal.

La faïencerie a donné à Gien une réputation internationale. Créée en 1821 par un industriel anglais Edme Hull, dit Hall, elle comptait 1 000 ouvriers en 1880. Ses productions revêtaient les stations du métro de Paris et étaient diffusées dans le monde entier. A Briare, en 1845, Jean-Félix Bapterosses fondait quant à lui une manufacture de boutons en céramique. En 1900, elle employait 1 110 ouvriers. Les deux entreprises utilisaient le fleuve pour acheminer les matières premières, les terres du limousin et les

houilles de Commentry. Aujourd'hui, la fabrique EMO emploie une centaine de personnes, et la faïencerie un peu plus de deux cents. La diversification est apparue après la guerre, même si on avait eu des précurseurs dans les années 1920 avec les cycles Helyett à Sully qui équipaient les grands champions du tour de France et ont construit de cyclomoteurs jusque dans le milieu des années 60.

En 1953, la SERMA s'implante à Sully pour fabriquer des accessoires automobiles, tandis que SIMCA a intégré en 1954 un sous-traitant qui était venu de Nogent-sur-Marne en 1949, en créant la forge de Sully. Le site appartiendra au groupe Chrysler en 1969, puis au groupe Peugeot en 1978 avant

d'être fermé en 1986, avec plus de 600 emplois perdus. Sur Gien, entre 1956 et 1963, six entreprises totalisant 1 000 emplois se sont implantées. Parmi celles-ci, la société Ascinter, devenue OTIS et qui fabrique des ascenseurs, a employé jusqu'à un millier de personnes. Elle emploie environ 600 salariés actuellement. La fabrique de médicaments Théraplix, a été reprise par le groupe Pierre Fabre et compte actuellement plus de 400 salariés.

L'ouverture du chantier de la centrale nucléaire de Dampierre en 1974 va mobiliser jusqu'à 4000 personnes. Aujourd'hui, environ 1150 agents y font fonctionner les 4 réacteurs de 900 MW, sans compter les sous-traitants, ce qui double les effectifs, avec la présence de

Polinord Sud, Radioprotection Gamma....

Sur la zone d'emploi, il faut aussi noter la présence des sociétés Arvin Meritor qui fabrique des lève-vitres pour l'automobile (ex-Rockwell, 400 sal), de Sully Produits Spéciaux qui réalise des vitrages spéciaux pour avions (groupe St Gobain, 380 sal), de Kronospan qui produit des panneaux de bois (groupe suisse Krono, 350 sal), des métalleries GMD-Pack (150 sal) et Sarrade (130 sal), des produits parapharmaceutiques V2med (200 sal), du plasturgiste Wavin (115 sal), des produits chimiques VWR (groupe Merck-eurolab, 170 sal), des produits d'hygiène Georgia Pacific (320 sal), des Parfums Shiseido (270 sal).

Un emploi sur deux dans la sphère productive

La sphère productive – activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire – est la plus importante dans la zone d'emploi de Gien puisqu'elle concentre la moitié des effectifs salariés, soit la part la plus élevée. Cette zone se caractérise par une proportion d'emplois dans la sphère productive supérieure à celle de la région Centre (+ 13 points). L'industrie y est fortement surreprésentée, en particulier les "biens intermédiaires" et "l'énergie".

Trois spécificités industrielles : l'électricité, le bois et les produits minéraux

L'électricité, les "industries du bois et du papier" (avec les établissements Kronofrance, Georgia Pacific France) et les "industries des produits minéraux" (Faïencerie de Gien, Saint Gobain) sont les trois secteurs industriels caractéristiques de la zone de Gien. Ils totalisent 17,3 % des effectifs salariés contre seulement 3,3 % en région. La présence de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly explique la forte proportion d'emplois dans le secteur "eau, gaz, électricité" (7,6 % contre 1,5 % en région), première activité industrielle de la

zone.

Une industrie diversifiée

Aux trois secteurs industriels caractéristiques viennent s'ajouter cinq autres activités surreprésentées : les "industries agricoles et alimentaires", la "pharmacie, parfume-

rie et entretien", "l'industrie automobile", les "industries des équipements mécaniques", et la "chimie, caoutchouc, plastique". Ces cinq activités industrielles regroupent 17,4 % des emplois contre 10,9 % en région.

Une faible représentation de la "santé - action sociale" et de "l'administration publique"

Dans la zone de Gien, la part de l'économie résidentielle – qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux – ainsi que celle de la sphère publique est faible par rapport à la région Centre (respectivement 32 % et 18 % des effectifs salariés). Cette différence s'explique par le fait que les secteurs de la "santé et l'action sociale" et "l'administration publique" sont nettement sous-représentés. En revanche, la part du secteur "commerce de détail, réparations" est légèrement supérieure dans la zone (8,2 % contre 7,4 % en région), du fait, notamment, de la présence de l'hypermarché Auchan.

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	7 534	39,2	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	703	3,7	2,5
<i>Biens de consommation</i>	1 003	5,2	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	1 075	5,6	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	3 301	17,2	9,0
<i>Energie</i>	1 452	7,6	1,5
Construction	1 275	6,6	7,4
Commerce	2 569	13,4	13,5
Services	7 832	40,8	57,0
<i>dont Transports</i>	389	2,0	4,7
<i>Activités financières</i>	210	1,1	3,0
<i>Activités immobilières</i>	142	0,7	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	1 583	8,2	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	868	4,5	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	3 191	16,6	20,2
<i>Administration</i>	1 449	7,5	11,8
Ensemble	19 210	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	19 210	100	100
Sphère productive	9 607	50,0	37,1
Sphère résidentielle	6 179	32,3	38,9
Fonction publique	3 424	17,8	24,1

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Gien (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
ELECTRICITE DE FRANCE	1000 à 1499 salariés	Eau, gaz, électricité
OTIS	500 à 749 salariés	Industries des équipements mécaniques
CENTRE HOSPITALIER PIERRE DEZARNAULDS	500 à 749 salariés	Santé, action sociale
SAINT-GOBAIN SULLY	250 à 499 salariés	Industries des produits minéraux
GEORGIA- PACIFIC FRANCE	250 à 499 salariés	Industries du bois et du papier
PIERRE FABRE MEDICAMENT PRODUCTION	250 à 499 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
ARVINMERITOR LIGHT VEHICLE SYSTEMS FRANC	250 à 499 salariés	Industrie automobile
KRONOFRANCE	250 à 499 salariés	Industries du bois et du papier
DHL STOCK EXPRESS SAS	250 à 499 salariés	Services opérationnels
SHISEIDO INTERNATIONAL FRANCE	250 à 499 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
COMMUNE DE GIEN	250 à 499 salariés	Administration publique
AUCHAN FRANCE	200 à 249 salariés	Commerce de détail, réparations
V2 MED	150 à 199 salariés	Industries agricoles et alimentaires
HOPITAL DE SULLY SUR LOIRE	150 à 199 salariés	Santé, action sociale
FAIENCERIES DE GIEN	150 à 199 salariés	Industries des produits minéraux
LYCEE POLYVALENT BERNARD PALISSY	150 à 199 salariés	Education
GMD PACK	150 à 199 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
PERDIS	150 à 199 salariés	Commerce de détail, réparations
POLYCLINIQUE JEANNE D ARC	100 à 149 salariés	Santé, action sociale
V W R INTERNATIONAL	100 à 149 salariés	Commerce de gros, intermédiaires

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Près de 3 000 établissements implantés dans la zone de Gien en 2006

Fin 2006, la zone de Gien compte 2 942 établissements, soit 2,7 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements dans les services est moins importante qu'en région, au profit du commerce et de l'industrie. Elle est en revanche comparable dans la construction.

L'une des plus forte hausse du stock d'établissements dans le commerce

Dans l'ensemble, le stock d'établissements s'est accru de plus

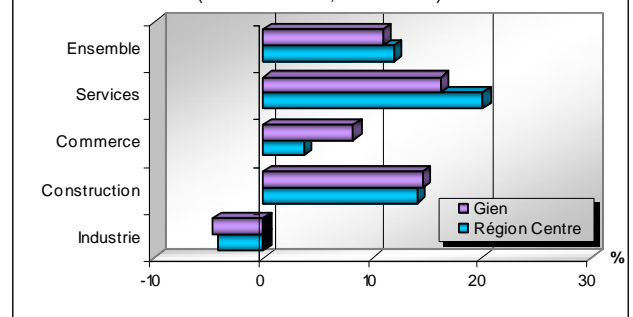
de 11 % entre 2000 et 2006, une hausse légèrement inférieure à celle observée pour l'ensemble de la région.

Sur cette période, la zone a subi des pertes d'établissements uniquement dans le secteur industriel (- 4,6 % contre - 4,1 % pour le Centre).

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 16 % (+20 % en région Centre). Le secteur du commerce a également connu une croissance importante (+8 % dans la zone contre 4 % en région), ce qui place Gien au 2^{ème} rang des zones d'emploi de la région.

Evolution du nombre d'établissements entre 2000 et 2006 par secteur d'activité

(Source : Insee, REE Sirène)

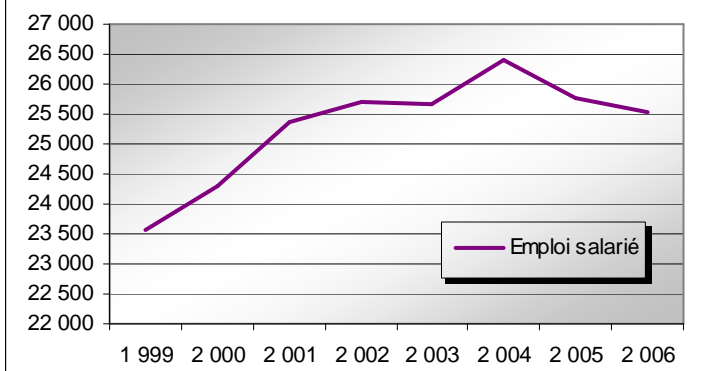


Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié

Emploi salarié sur la zone d'emploi de Gien

(Source : Insee, Estimations d'emploi)



Entre 2000 et 2006, l'emploi salarié progresse de 0,8 % par an en moyenne

Cette évolution de l'emploi recouvre deux périodes distinctes :

- De 2000 à 2004 : hausse de l'emploi salarié dans la zone de Gien de 2,2 % par an en moyenne. La croissance de l'emploi est particulièrement forte dans les services et le commerce au cours de l'année 2004.

- 2005 et 2006 : une dimi-

nution annuelle de 1,6 % en moyenne du nombre de salariés. Cette baisse de l'emploi affecte l'ensemble des secteurs, y compris le commerce et les services.

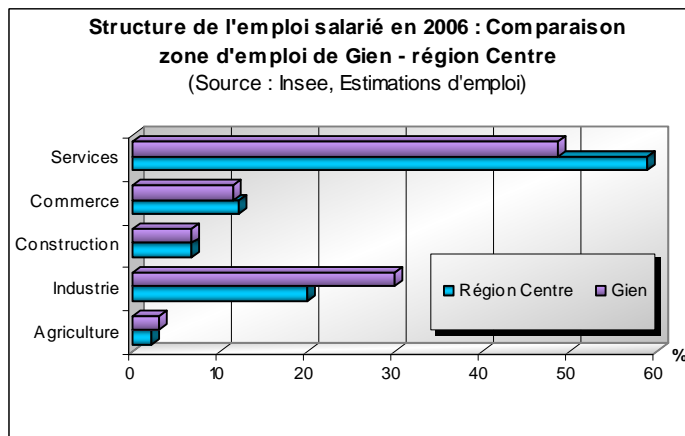
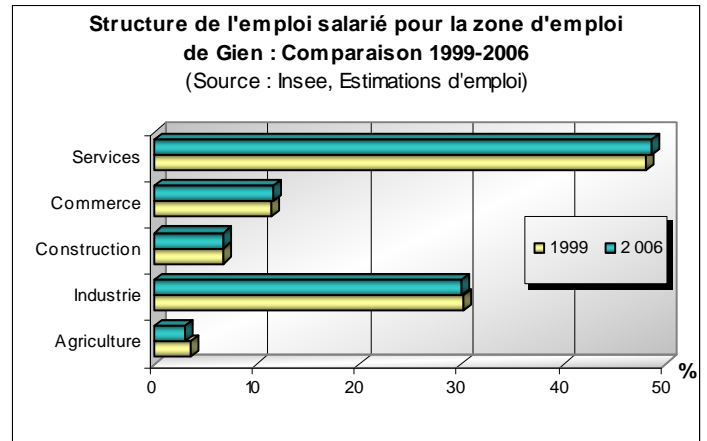
Les secteurs industriels les plus fortement touchés par les pertes d'emplois sont l'industrie automobile, l'industrie du caoutchouc et des plastiques, le travail du bois, l'industrie du papier et du carton, la fabrication de meubles, industries diverses.

Les secteurs qui progressent sur l'ensemble de la période relèvent principalement des services, à l'exception des industries alimentaires : services fournis principalement aux entreprises (dont l'intérim), santé - action sociale, assainissement - voirie - gestion des déchets et les transports terrestres.

Le commerce de détail et le commerce de gros connaissent une évolution favora-

ble de leurs salariés, contrairement au commerce et réparation automobile, en diminution. Le secteur du bâtiment connaît deux années de forte hausse (2001 et 2005), suivies d'une baisse en 2006.

Il semble que pour l'année 2008, l'emploi salarié dans la zone de Gien diminue à un rythme plus rapide que dans les autres zones d'emploi du Loiret.



Chômage

Entre 2000 et 2008, le chômage de la zone de Gien a fortement progressé comparativement à celui de la région Centre (respectivement + 2,1 points et + 0,3 point). Ainsi, la zone d'emploi qui comptait parmi les trois plus faibles taux de chômage en 2000 a dépassé le niveau régional en 2008 (7,2 % contre 6,9 % en région).

Une part élevée d'hommes et de jeunes de moins de 25 ans parmi les demandeurs d'emploi

Alors qu'au niveau régional la proportion des hommes et de femmes parmi les demandeurs d'emploi est identique, dans la zone de Gien les hommes sont proportionnellement plus nombreux (51,6 %). Les jeunes de moins de 25 ans totalisent 24,2 % des demandeurs d'emploi, soit une part nettement supérieure à la moyenne régionale (20,9 %). Les jeunes, très sensibles aux variations de la conjoncture économique, sont les premiers

touchés lorsque le marché du travail se dégrade. A noter que sept jeunes hommes sur dix au chômage possèdent au mieux un niveau V de formation (CAP ou BEP).

Le chômage de longue durée, supérieur à un an, est plus faible dans la zone qu'en région (21,1 % contre 26,7 %). Cependant, la durée d'inscription au chômage peut être plus longue dans certains domaines professionnels comme

les services à la personne, aide à domicile ou bien la propreté, sécurité, gardiennage (12 mois contre 8 mois en moyenne dans la zone).

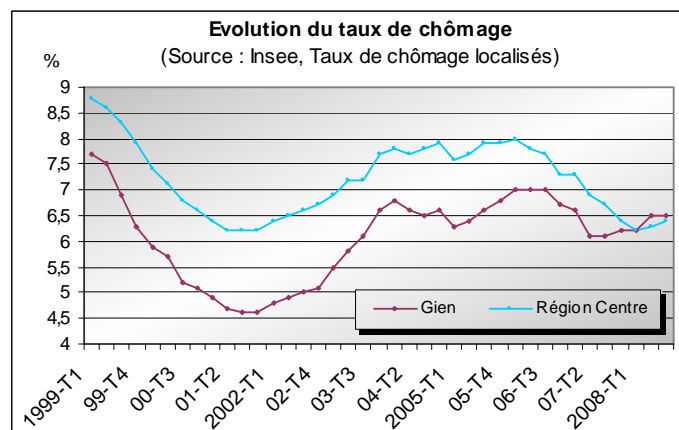
De nombreux métiers en tension dans l'industrie et les services

Globalement, les demandes d'emploi sont supérieures aux offres d'emploi déposées par les entreprises, d'où un taux de tension de 0,8. De nom-

breux métiers dans les domaines du bâtiment - travaux publics, l'industrie ou les services rencontrent des pénuries de main d'œuvre et des difficultés de recrutement.

Les métiers les plus en tension sont les ouvriers qualifiés du BTP, de la manutention, de la maintenance, du travail de métal, les ouvriers (qualifiés ou non) du textile et du cuir, de la réparation automobile ou bien encore les techniciens et agents de maîtrise (TAM) de la maintenance et de l'organisation.

Du côté des services, les taux de tension sont élevés pour les conducteurs de véhicule, caissiers et employés de libre service, cuisiniers, agents d'entretien, employés de l'hôtellerie - restauration et les professionnels de l'action sociale, culturelle et sportive.



Agriculture

Diversité des territoires, diversité des productions, des atouts pour l'avenir.

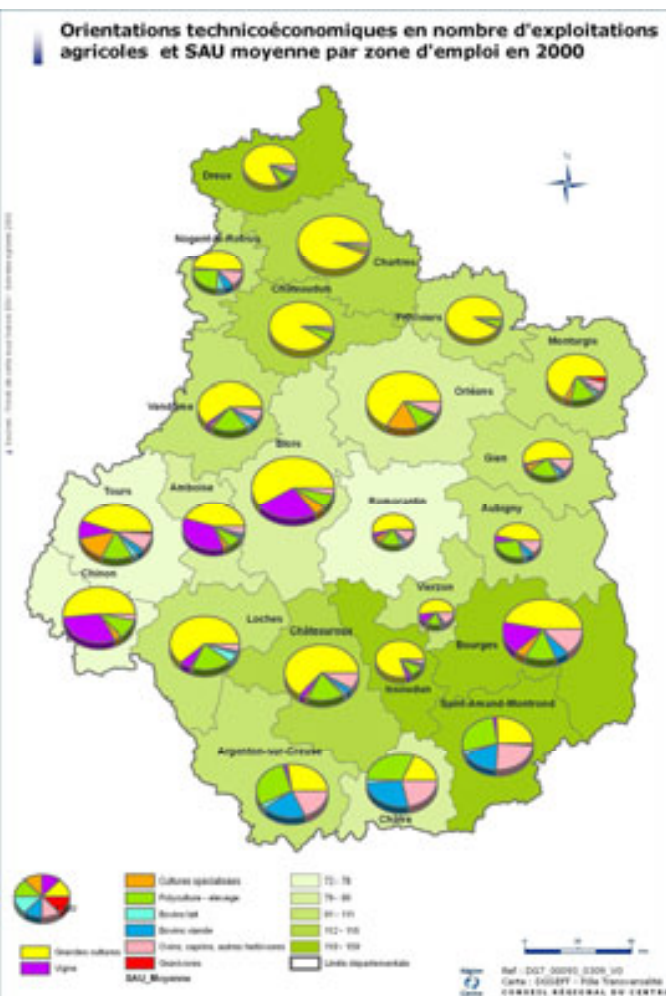
Sologne, Vallée de la Loire, Berry, Puisaie, autant de petites régions agricoles qui composent en partie la zone d'emploi de Gien et qui expliquent la diversité des productions.

L'élevage est resté très important dans cette zone. C'est tout d'abord l'élevage laitier avec la présence de plusieurs laiteries qui collectent sur la zone : la laiterie de Saint Denis de l'Hôtel ou encore et surtout la coopérative appartenant au groupe SODIAL, dont l'usine de transformation est basée dans l'Yonne toute proche.

Mais on retrouve également dans cette zone des élevages

allaitant ou encore des élevages de porcs et quelques élevages de mouton. L'ensemble de ces activités est structuré au niveau de l'aval par le biais de groupements qui dépassent les frontières départementales et qui se sont organisés pour spécialiser leurs outils d'abattage telle la CIALYN qui regroupe les éleveurs du Loiret, de l'Yonne et de la Nièvre et dont l'abattage de porcs se fait à Orléans tandis que les bovins et les moutons sont abattus à Migennes dans l'Yonne. L'aviculture est également présente et valorisée notamment à travers les sites du groupe Doux et Duc basés en dehors de la zone.

Pour terminer avec l'élevage, les caprins sont également très présents, l'aire géographique de



l'AOP Crottin de Chavignol débordant sur le giennois.

Le précieux label récompense également tout le travail mené depuis de nombreuses années par les viticulteurs qui sont aujourd'hui fiers de mettre en avant l'AOP Coteaux du Giennois pour leurs vins rouges et blancs et qui s'enrichissent au quotidien du partage d'expérience de leurs collègues de Sancerre et de Pouilly à travers la SICAVAC, outil coopératif de conseil, d'expérimentation et d'agrofourmitures basée dans le Cher.

Mais le giennois est aussi une terre de cultures spécialisées avec les cultures du val : betteraves rouges, salades, maraîchage divers, arboriculture et également horticulture. Dans ce domaine la dynamique est portée notamment par deux atouts

du territoire : la zone horticole autour de la centrale nucléaire de Dampierre en Burly qui utilise les eaux de refroidissement de la centrale pour la production de plantes diverses dans le cadre d'une CUMA et la société Cayeux, obtenteur d'iris de renommée internationale, basée à Poilly les gien.

Enfin le giennois c'est aussi une activité forestière et de transformation tant pour l'industrie dont l'emblème est sans conteste KronoFrance à Sully que pour l'énergie avec la plate forme de plaquettes forestières à Coulons.

Dans le cadre de l'évolution de la PAC, et les implications pour le secteur de la transformation laitière, le territoire de par sa diversité a des atouts à faire valoir pour l'avenir.

Tourisme

La zone d'emploi est, sur le plan touristique, d'une attractivité et d'une notoriété reconnue. Les trois villes majeures de la zone contribuent à cette

renommée : Sully-sur-Loire, connue pour son château et, depuis 2000, par le classement de la Loire au patrimoine mondial de l'UNESCO à partir de

cette ville ; Gien, réputée pour sa faïencerie et son château ; Briare, au pont-canal classé aux dimensions impressionnantes (662,70 m de long pour 11,50

m de large).

Tourisme culturel, fluvial et naturel se conjuguent dans cette zone.

Tourisme à vélo

Les travaux d'aménagement de la Loire à vélo seront réalisés sur la période 2010-2011.

Randonnée pédestre

Les circuits majeurs sont : Sentier de Grande Randonnée de Pays (GRP) « Sentier Historique de la Vallée des Rois », entre Sully-sur-Loire et Châtillon-sur-Loire, via Gien ; Sentier de Grande Randonnée (GR 3), rejoignant les mêmes commu-

nes et passant par Ouzouer-sur-Loire.

Golf

Golf de Sully-sur-Loire (27 trous) : 3^e golf du Loiret, par le nombre de licenciés (457 en 2008), après les Golf de Marcilly (802 licenciés) et de Limère (586 licenciés).

Capacité d'hébergements

Hôtellerie : 29 hôtels dont 23 hôtels-restaurants (1 062 lits)

Hôtellerie de plein air : 16 campings et 1 aire naturelle de camping (4 386 lits)

Les 8 sites les plus visités en 2007 sont :

Le Château de Sully-sur-Loire : 44 991 visiteurs ;

Le Musée international de la Chasse de Gien : 24 059 visiteurs ;

Le Musée du Cirque et de l'illusion de Dampierre-en-Burly : 20 040 visiteurs ;

Le Musée et Usine de la Faïencerie de Gien : 16 625 visiteurs ;

Le Musée de la Mosaïque et des Emaux de Briare : 16 267 visiteurs ;

Le Château de la Bussière : 15 397 visiteurs ;

Le Musée des Deux Marines de Briare : 8 183 visiteurs ;

Le Château de Saint-Brissson-sur-Loire : 7 767 visiteurs.

Préparer l'avenir à travers la formation

Le potentiel de formation initiale professionnelle de la zone de Gien est relativement faible. Il en ressort que les jeunes qui sortent de la zone pour se former sont plus nombreux que ceux qui y entrent.

2 150 lycéens sur la zone de Gien

La ville de Gien compte trois lycées ainsi qu'une Maison Familiale Rurale.

Lycée du Giennois

Le lycée professionnel du Giennois (ex lycée Paul LANGEVIN de BRIARE) a ouvert ses portes à la rentrée 2006. Situé sur le site de l'ancien lycée Léonard de Vinci, celui-ci accueille plus de 550 jeunes. Nouvelle place forte de la formation professionnelle pour l'Est du Loiret et son bassin d'emploi, les filières enseignées relèvent des quatre grands domaines suivants : l'industrie, les Bio services, l'électronique - l'électrotechnique et le tertiaire.

Le Lycée du Giennois ouvre une nouvelle filière bac professionnel « environnement nucléaire ». C'est le premier et le seul établissement de la région qui dispense cette formation. Le lycée dispose à cet effet d'une mini centrale nucléaire, sans équipement actif et à risques biologiques. L'ensemble de l'équipement a été fabriqué spécifiquement pour répondre aux référentiels pédagogiques et la sécurité des élèves (appareils de contrôle, portiques de sécurité, tenus de sécurité...). Le Bac Pro « environnement-nucléaire », qui se prépare en deux ans, vise à former des responsables d'équipes

opérationnelles, dotés d'un arsenal de compétences spécifiques. Un métier axé sur la logistique : au quotidien, ces techniciens assurent la réalisation des travaux de maintenance, ils participent à la gestion des déchets et contribuent au démantèlement d'installations. Les perspectives d'embauches sont garanties pour les futurs diplômés.

Lycée Bernard Palissy

Prenant la suite d'un lycée municipal créé au début des années 1960 et installé dans les locaux actuels en 1965, le lycée nationalisé prit le nom de Bernard Palissy en 1978, et devint en 1985 Établissement Public Local d'Enseignement en application des lois de décentralisation. Aujourd'hui, le lycée Palissy compte plus de 950 élèves, dont une cinquantaine en BTS Management des unités commerciales.

La Maison Familiale Rurale de Gien

Créée en 1955 par des agriculteurs et des notables locaux, la MFR est reconstruite en 1972 aux Montoires sur un terrain offert par la ville de Gien. En 1993, l'association de la MFR de Vrigny est créée et déclarée annexe de la MFR de Gien. Le site de Vrigny assure les formations de 4^{ème} et 3^{ème} Technologie.

Aujourd'hui, la MFR de Gien compte 241 élèves et assure des formations du BEPA au Bac Pro dans les domaines de la Production Animale (Élevage bovins lait, Élevage de gibiers, Élevage équin) et des travaux forestiers.

Apprentissage

A la rentrée 2008, 384 entreprises de la zone de Gien accueillent 302 apprentis de la zone d'emploi du Giennois, dont 57 % préparent des formations dans des CFA d'Orléans.

Une forte présence des formations aux métiers de la "gestion, administration des entreprises" et des "industries de process"

Les jeunes qui préparent un CAP/BEP ou un baccalauréat technologique représentent 74,1 % des élèves dans la zone de Gien et seulement 64,0 % en région. Cette sur-représentation se fait principalement aux dépens des BTS ou DUT (12,2 % contre 19,1 % en région).

Sur les 18 domaines de formation, 8 seulement sont enseignés dans la zone. Les domaines les plus caractéristiques sont la "gestion et l'administration des entreprises", les "industries de process".

Des départs importants de jeunes pour suivre une formation

A la rentrée scolaire 2005, la zone d'emploi enregistre 1 121 personnes inscrites en formation. En revanche, le nombre de jeunes qui résident dans la zone et se forment quel que soit le lieu de formation atteint le nombre de 1 889 personnes ; la zone attire moins de jeunes qu'elle n'en laisse partir (336 contre 1 106). Le solde des migrations scolaires pour la formation initiale est négatif (- 768). Cette situation concerne tous les

niveaux de formation. A l'exception des "industries de process", on observe un solde négatif pour tous les domaines de formation. Il est le plus élevé pour

"bâtiment et les travaux publics", "hôtellerie, restauration, alimentation".

L'enseignement supérieur

Après le baccalauréat, le lycée Saint-François de Sales propose deux formations permettant d'obtenir un diplôme de technicien supérieur dans deux spécialités : BTS Chimiste et BTS Assistant de gestion PME-PMI et le lycée Bernard Palissy quant à lui propose un BTS Management des Unités Commerciales.

La formation professionnelle

Sur le bassin de Gien concernant l'insertion des demandeurs d'emploi, plusieurs formations allant de la lutte contre l'illettrisme à la découverte des métiers du secteur sanitaire et social sont organisées.

S'agissant de la qualification, en tenant compte des besoins identifiés par les acteurs du territoire, une action de formation dans le secteur de la vente en magasin et une dans celui de l'aide à domicile sont mises en œuvre.

Enfin en ce qui concerne les savoirs de base, il existe un Espace Libre Savoir à Gien et tous les types de Visas peuvent être faits.

Des atouts pour l'avenir

Le développement du port de plaisance de Briare



Situé à l'entrée de la vallée des rois, Le port de plaisance de Briare, géré par la Chambre de commerce et d'industrie du Loiret, propose les équipements nécessaires aux plaisanciers qui souhaitent découvrir la région et son patrimoine hydraulique. Considéré comme l'un des plus beaux ports de France en eaux intérieures, il a bénéficié l'an dernier de travaux d'amélioration des quais et des infrastructures et propose désormais une capacité d'accueil de 75 anneaux. En 2009, il a obtenu pour la deuxième année consécutive le label pavillon bleu d'Europe, auprès de la fondation de l'environnement.

D'ici 2010-2011, il va s'enrichir d'une nouvelle base flottante sur le bassin de Prés gris, composée de pontons répartis autour d'un pavillon, qui devrait permettre l'amarrage de 25 bateaux, et compter une aire de lavage et un parking (800 000 euros d'investissement). Le loueur de bateaux Locoboat devrait s'y ancrer pour compléter l'offre existante en matière de location d'embarcations. L'objectif est de donner une nouvelle impulsion au port, qui a accueilli 1291 bateaux l'an dernier, et de faire de Briare (230 000 visiteurs) une véritable station touristique et non plus seulement une ville étape, en profitant de l'atout de la clientèle des plaisanciers.

Le vélo, moteur du tourisme ligérien



Le tracé provisoire de la "Loire à vélo" entre Beaulieu-sur-Loire et Briare, sur la rive nord, puis sur la rive sud, va être définitivement aménagé, ainsi

qu'une liaison avec la gare de Gien, ce qui devrait favoriser le développement du cyclotourisme, en pleine expansion. La section au-delà de Gien sera réalisée ultérieurement. En marge de ce tracé, sept itinéraires cyclotouristiques ont été créés sur le pays du Giennois, en Puisaye et en Berry.

Des infrastructures routières plus performantes

Après la réalisation de la déviation de Gien, le doublement de la D940 à deux fois deux voies entre Gien et l'entrée de l'A77 vient d'être achevé et met désormais Gien à 10 minutes de cette autoroute. Quant à la D122 au niveau de la traversée d'Arrabloy, son aménagement est en cours et devrait être achevé prochainement.

Une ORAC pour dynamiser le commerce et l'artisanat

Le pays du Giennois a mis à l'étude la réalisation d'une deuxième opération de restructuration de l'artisanat et du commerce (ORAC). Elle devrait se concrétiser à la mi-2010, avec environ 2,7 millions de subvention à la clé pour les artisans et commerçants dont les projets de développement seront éligibles aux fonds publics. La précédente ORAC avait été un beau succès et avait permis de soutenir 106 dossiers entre 2002 et 2006.

Une offre médicale modernisée

Le centre hospitalier P-Dézarnaulds et la polyclinique Jeanne d'Arc de Gien se rapprochent dans le cadre du schéma régional d'organisation sanitaire, afin de rationaliser leurs plateaux techniques et d'améliorer la coopération entre les deux établissements. La polyclinique doit être entièrement reconstruite d'ici l'an prochain sur le site de l'hôpital.

Deux zones d'activité prêtes à accueillir les entreprises

Sur le territoire de la commune de Gien, le parc d'activités de la Bosserie Nord, d'une surface de 58 ha, à dix minutes de

l'A77 a vocation à accueillir de nouvelles activités industrielles. Mais il pourrait voir une partie de sa surface consacrée à des activités autres, de type tertiaire par exemple. La deuxième zone en cours de commercialisation se situe sur la commune de Briare à 10 km de Gien, où sont déjà installées des entreprises comme Banette, Emaux de Briare ou FOG (ponts élévateurs). Il s'agit du parc d'activité de la Pinade, d'une surface totale de 43 hectares.

De nouveaux espaces de promenade à Gien

Le cœur de ville va bénéficier d'une cure de jouvence. Les bords de Loire entre la rue Jeanne d'Arc et le pont Saint Louis seront réaménagés en promenade d'ici 2013. La place Jean-Jaurès et la place de la Poste seront réhabilitées. Un parking sera créé sur le site de l'ancienne bibliothèque qui sera démolie. Les escaliers reliant la ville haute et la ville basse seront rénovés, la place de l'église et l'esplanade du château réaménagées et mises en valeur.

Le quartier des Montoires restructuré

Après le quartier des Champs de la Ville, c'est au tour des Montoires de bénéficier d'une opération de renouvellement urbain. Il est prévu de démolir 162 logements sur 520 environ, d'en reconstruire 69 et d'en réhabiliter 100. Ce programme s'accompagnera d'une réfection de la voirie et des espaces publics (aires de jeu, stationnement, etc.)

Une nouvelle cuisine pour l'ESAT

L'Etablissement de service et d'aide par le travail "Les Iris", dont les équipements n'étaient plus aux normes, bénéficie depuis quelques mois d'un atelier cuisine entièrement neuf, qui va lui permettre de poursuivre et de développer son activité. Cette structure, qui assure l'emploi de 87 personnes handicapées, prépare environ 450 repas par jour, destinés aux établissements médicaux-sociaux de Gien et

aux personnes âgées de la communauté de communes du Giennois.

Une école de boulangerie

Banette, groupement de meuniers dont le siège est à Briare, vient d'agrandir son centre de formation homologué par l'Etat, qui forme en six mois des adultes au métier d'artisan boulanger, et dont la capacité d'accueil passe de 50 à 75 stagiaires.

Un espace d'observation sur l'étang des brosses



Un observatoire de découverte de la faune et de la flore sauvage, doté de panneaux pédagogiques et de matériel d'observation, est en cours de création sur l'étang des Brosses, à Beaulieu-sur-Loire, pour sensibiliser le public aux richesses de l'environnement ligérien, à l'initiative de l'Association syndicale des propriétaires et des chasseurs de Beaulieu.

Le festival de Sully



Le festival international de musique de Sully-sur-Loire et du Loiret en est à sa 36^e édition. Chaque année en juin il propose au public des concerts classiques de grande qualité, et invite des artistes de renommée mondiale. Il ya deux ans, le Conseil général a repris la manifestation en gestion directe et étendu la programmation à de nombreuses villes du Loiret, d'Amilly à Meung-sur-Loire, pour toucher un public plus large. Le festival propose également une académie internationale dédiée aux jeunes chanteurs.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Montargis

Forum territorial du mercredi 29 avril 2009



Présentation générale de la zone d'emploi de Montargis

Au Nord-Est du département du Loiret, la zone d'emploi de Montargis est voisine de l'Île de France et de la Bourgogne. Elle s'identifie fortement au bassin hydrographique du Loing, affluent de la Seine, tandis que la plus grande partie de la région Centre est sur le bassin de la Loire. Elle forme, pour l'essentiel, ce que l'on appelle parfois le Gâtinais orléanais.

La zone d'emploi de Montargis compte un peu plus de 120 000 habitants en 2006, dont la moitié réside dans l'agglomération montargoise. Elle fait partie des zones d'emploi les plus dynamiques de la région Centre en terme de croissance démographique sur la période 2000-2006 (+0,84%), avec en particulier un solde migratoire très positif.

Selon la tradition, Montargis aurait pour origine une haute tour fortifiée par le roi Clovis. En 1184, Philippe Auguste réunit Montargis au domaine royal. Au début du siècle suivant, Guillaume de Lorris écrit le Roman de la Rose. Les montargois se distinguent en 1427, en brisant le siège anglais avec l'aide de l'armée royale. La fille de Louis XII, Renée de France, s'y retire, puis en fait un refuge pour les protestants. C'est en 1604 que le roi Henri IV décide de relier la Loire à la Seine et en 1642 les travaux sont achevés. Le trafic culminera en 1913 avec 12 170 bateaux transportant 1 657 000 tonnes de marchandises, avant de décliner inexorablement

avec la concurrence du chemin de fer, arrivé à Montargis depuis 1863.

A la Révolution française, il est envisagé de créer un département du Loing, dont le chef lieu serait Montargis. Malgré l'insistance de Mirabeau, qui y a des attaches familiales, le projet est abandonné et l'arrondissement est rattaché au Loiret.

En 1853 l'américain Hiram Hutchinson implante une manufacture de caoutchouc. Elle fabrique d'abord des bottes, puis se diversifie au service de l'industrie. Elle emploiera 4 600 personnes en 1953.

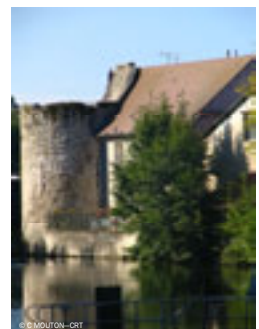
L'essor industriel du montargois a été important pendant tout le XIX^{ème} et le début du XX^{ème} siècle, avec des industries diversifiées dans le textile, le travail du cuir, des laiteries, des fabriques d'engrais, une verrerie, des industries mécaniques. Après guerre, on voit de nouvelles industries arriver, dans l'électronique, la pharmacie, la chimie. Mais on doit aussi constater que la région d'Orléans attire désormais beaucoup plus fortement les activités économiques.

Bien évidemment, un tissu aussi marqué par l'industrie a connu les effets de la mondialisation et le taux de chômage y est régulièrement supérieur d'un peu plus d'un point à la moyenne régionale. Récemment encore, les sous-traitants de l'automobile ont connu des licenciements et des restructurations. Néanmoins, la zone d'emploi reste caractérisée

par sa puissance et sa diversité industrielle.

Pour une agglomération de cette taille, on doit noter la difficulté à attirer des emplois de services publics (l'école de gendarmerie vient de disparaître), des formations supérieures ou des ressources liées à l'innovation.

Par contre, on note l'attractivité du Montargois vis-à-vis des habitants, ce qui se révèle par une forte pression foncière pour les communes bien desservies, et la nécessité de coordonner l'urbanisation et d'élargir ou de réhabiliter le logement social. La question des transports vers l'Île de France est cruciale puisque plus de 5 000 personnes y vont travailler chaque jour. La desserte vers Paris, autoroutière ou ferroviaire est satisfaisante. L'arrivée de l'A19 devrait ouvrir de nouvelles opportunités de développement et surtout offrir une possibilité de liaisons plus faciles avec la capitale régionale, Orléans.



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	121 565	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,84 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	4,8 %	///
Superficie (km ²)	1 726	39 151
Densité (habitants/km ²)	70,4	64,4
Nombre de communes	95	1 842
Effectifs salariés (2006)	33 914	808 491
Taux de chômage (1T 2009)	9,4 %	7,8 %

Sources :
 Population : Insee, RP 2006
 Effectifs salariés : Insee, CLAP - Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

Le Montargois est bien desservi depuis Paris, à travers ses autoroutes (A77, mais aussi A6), et par la voie ferrée qui va vers Clermont-Ferrand. En revanche, les liaisons Est-Ouest ont toujours été insuffisantes, notamment pour rejoindre la capitale régionale : les trains ont été supprimés et la RN60 reste dangereuse. Cette situation devrait évoluer avec l'arrivée de l'A19 (tronçon Artenay - Courtenay), qui fera la jonction entre l'A6 (vers le couloir rhodanien ou l'Est de la France) et l'A10 (vers l'Ouest) esquisant un itinéraire de grand contournement de la région parisienne dont il manquerait le barreau Ouest (Artenay-Chartres).

Chaque jour, plus de 5000 personnes se rendent en région parisienne pour y travailler. C'est pourquoi un programme de rénovation du matériel ferroviaire TER Paris-Nevers est actuellement mis en œuvre par les deux régions Centre et Bourgogne.



Pôle d'échanges de transports de Montargis



9 cantons composent la zone d'emploi de Montargis représentant 121 565 habitants.

Canton	Population
Amilly	22 441
Bellegarde	6 862
Châlette-sur-Loing	21 920
Château-Renard	10 412
Châtillon-Coligny	10 328

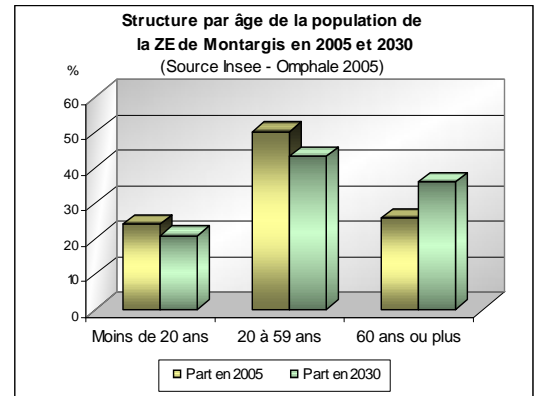
Canton	Population
Courtenay	9 255
Ferrières-en-Gâtinais	15 315
Lorris	9 238
Montargis	15 794

Montargis, elle continuerait de progresser à un rythme plus élevé que la région et confirmerait son dynamisme démographique **en gagnant au total plus de 12 700 habitants entre 2005 et 2030, soit un taux de croissance annuel moyen de 0,4 %.**

En revanche, la part des moins de 20 ans tomberait, à l'horizon 2030, à 21 % (21,5 % pour le Centre) alors que celle des 60 ans et plus attein-

drait plus de 36 % (33 % pour le Centre). Quant aux 20-59 ans, qui constituent la réserve de main d'œuvre, leur part dans la population totale passerait de 50 % en 2005 à 43 % en 2030.

Cette analyse s'appuie en partie sur les travaux de projections démographiques réalisés par l'Insee Centre en partenariat avec le CESR.



Revenus

2006	Zone d'emploi de Montargis	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	16 497 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	58,9 %	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	29,8 %	26,3 %
Revenus des professions non salariés	6,3 %	6,4 %
Autres revenus	5,1 %	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	38,2 %	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

En 2006, le revenu fiscal médian de la zone d'emploi de Montargis s'établit à **16 497 euros** (contre 17 031 euros pour le Centre). Autrement dit, la moitié des habitants de la zone appartiennent à un ménage qui déclare un revenu supérieur à 16 497 euros. La structure des revenus déclarés est caractérisée par la **part relativement élevée des retrai-**

tés dans la zone. Les pensions et retraites représentent 30 % de l'ensemble des revenus, contre seulement 26 % pour la région.

Remarquons par ailleurs que la part des foyers ménages non imposés atteint 38,2 %, soit 1 point de plus qu'en région.

Équipements et services à la population

Un bon niveau d'équipements en services de proximité

Plus de 70 % des habitants de la zone résident dans une commune desservie par les commerces et services de proximité (boulangerie, boucherie, coiffeur, poste). Par ailleurs, l'agglomération de Montargis bénéficie d'un tissu commercial dense qui rayonne sur une large zone de chalandise recouvrant la quasi-totalité de la zone d'emploi, .

Une densité médicale inférieure à celle de la région, déjà faible par rapport à la moyenne nationale

Les professionnels de santé sont majoritairement installés sur Montargis et ses environs. L'agglomération possède un centre hospitalier important, bien équipé et qui rayonne sur tout l'Est du Loiret. De plus, une clinique privée s'est établie en centre ville de Montargis, portant le nombre de lits disponibles à environ 500 sur

l'agglomération.

Le taux d'équipement pour les hébergements dédiés aux personnes âgées est équivalent à celui de la région. L'offre est concentrée sur Montargis avec 555 lits (249 lits sur le canton d'Amilly et 306 sur canton de Châlette-sur-Loing).

Le niveau d'équipement pour les structures dédiées à la

petite enfance est également proche de la moyenne régionale. Mais on constate une saturation des structures implantées dans l'agglomération.

Un niveau d'équipements sportifs et culturels globalement satisfaisant

La zone d'emploi compte 48 équipements sportifs pour 10 000 habitants. 7 communes

sur 10 sont équipées d'au moins un équipement sportif et les habitants d'une commune non équipée doivent parcourir en moyenne 6 km pour accéder à un équipement sportif (contre 9 km en région).

L'offre de bibliothèques est quantitativement importante mais avec un niveau de prestations très variable selon le

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Épiceries, supérettes	44	24	25,3	64,5	66,3	3,6	3,2
La Poste	28	26	27,4	72,9	77,7	2,3	2,6
Banques, caisses d'épargne	59	16	16,8	59,7	66,6	4,9	5,5
Médecins	94	27	28,4	73,8	77,1	7,7	8,7
Pharmacies	41	20	21,1	68,2	74,2	3,4	3,6
Écoles maternelles	29	22	23,2	61,6	70,4	2,4	2,8
Écoles élémentaires	74	58	61,1	90,3	93	6,1	6,6
Police, gendarmeries	9	8	8,4	27,1	47,5	0,7	0,8
Hébergements pour personnes âgées	18	14	14,7	52,2	60,6	1,5	1,7
Garde enfants d'âge préscolaire	15	9	9,5	48,8	52,6	1,2	1,4
Cinéma	2	1	1,1	13	28,4	0,2	0,2
Équipements sportifs	555	67	70,5	///	///	48,4	48,2

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odometrix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

C'est l'ouverture du canal de Briare en 1642 qui est le point de départ de la croissance économique du Montargois. Long de 57 km, il comporte 12 écluses et il faut cinq jours pour relier Paris à Briare en passant par Montargis. Le trafic culminera en 1913 avec 12 170 bateaux transportant 1 657 000 tonnes de marchandises, en particulier des produits agricoles et des combustibles. En 1738, le duc d'Orléans crée une papeterie sur les bords du Loing qui produira les assignats pendant la Révolution, avant d'être cédée en 1853 à l'américain Hiram Hutchinson qui en fait une manufacture de caoutchouc. Charles Goodyear, l'inventeur de la vulcanisation venait de lui céder les brevets de fabrication de

chaussures en caoutchouc. En 1855, 600 ouvriers fabriquent 5000 paires de chaussures par jour. Diversifiant ses productions (pneus, caoutchouc pour l'automobile...), l'effectif atteint 4 600 personnes en 1953. Aujourd'hui le groupe Hutchinson est le premier employeur privé en région Centre avec le rachat de Paulstra. Il a rejoint le groupe Total, et c'est à Montargis qu'il garde son usine la plus importante, ainsi que son centre de recherche. A ce jour, Hutchinson emploie environ 1 500 personnes sur l'agglomération de Montargis.

La proximité de la région parisienne, mais aussi le dynamisme local explique la forte présence de l'industrie dans le montargois. Elle est assez diversifiée. Les principaux sec-

teurs sont les suivants :

La mécanique (Redex - équipements de transmission de haute précision (220 salariés) et l'automobile avec Faurecia -sièges pour l'automobile (600 salariés), Thyssenkrup Sofedit -ex-Sotramex - pièces mécaniques (700 salariés), Mecagis-groupe Arcelor-Mittal-pièces magnétiques-(130 sal), Céramiques avancées, isolants du groupe Saint-Gobain (95 salariés), Ibiden-DPF, filtres au carbure de silicium pour voitures diesel -(220 sal). câblage électrique pour automobiles Syléa, groupe Valéo, (100 sal).

Dans le domaine de la santé, Amilly est le siège d'une base logistique et d'ateliers du groupe pharmaceutique Sanofi-Synthélabo (370 sal.). Sur Cha-

teurenard on trouve la fabrique de médicaments Dimaphac du groupe Pierre Fabre (80 sal.)

Enfin, on a un tissu d'entreprises diversifié (éditions Nouvelles Images (135 sal.) , les lignes électriques Somelec (120 sal.), les travaux publics Roland (130 sal.), Européenne de travaux ferroviaires (100 sal), emballages et conditionnement à façon Complex Services (100 sal.), laiterie Senoble (produits frais, 200 sal.) ateliers de circuits imprimés du groupe CIRE (SGCI, 110 sal). On note enfin la montée en puissance du commerce (hypermarchés Leclerc (330 sal.) et Géant Casino (220 sal.) et des transports routiers (Mory (100 sal.), Tendron (80 sal).

Un poids important de la sphère productive

La zone de Montargis se caractérise par une proportion d'emplois dans la sphère productive - regroupant les activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire - supérieure à celle de la région Centre (40 % contre 37 %).

En effet, l'industrie est surreprésentée dans la zone. Cette surreprésentation concerne essentiellement le secteur des "biens intermédiaires" et en particulier "la chimie, le caoutchouc et le plastique" et "l'industrie automobile". La part des effectifs salariés dans ces deux secteurs est plus de deux fois plus élevée dans la zone qu'en région Centre. Ceci s'explique principalement par l'implantation de grands établissements industriels dans la zone : Hutchinson SNC qui fabrique des articles en caoutchouc pour les industries et le grand public, Thyssenkrupp

Sofedit et Faurecia qui produisent des équipements automobile.

La part des effectifs salariés de l'économie résidentielle -

qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux - est la même qu'en région Centre (39 %). Cependant, la part dans le domaine de la "santé, action sociale" y est plus faible (11,5 % des effectifs salariés contre 12,9 % en région).

Elle est plus importante, en revanche, dans la "construction" (9,3 % contre 7,4 en région Centre).

Quant à la sphère publique, elle est sous-représentée dans la zone (21 % contre 24 % pour la région).

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	33 914	100	100
Sphère productive	13 554	40	37,1
Sphère résidentielle	19 191	38,9	38,9
Fonction publique	7 169	21,1	24,1

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agricole, défense et intérim

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	8 604	25,4	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	1 184	3,5	2,5
<i>Biens de consommation</i>	1 644	4,8	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	936	2,8	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	4 472	13,2	9,0
<i>Energie</i>	368	1,1	1,5
Construction	3 169	9,3	7,4
Commerce	4 970	14,7	13,5
Services	17 171	50,6	57,0
<i>dont Transports</i>	1 731	5,1	4,7
<i>Activités financières</i>	1 013	3,0	3,0
<i>Activités immobilières</i>	411	1,2	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	3 080	9,1	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	1 423	4,2	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	6 216	18,3	20,2
<i>Administration</i>	3 297	9,7	11,8
Ensemble	33 914	100,00	100,00

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Montargis (2006)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
HUTCHINSON SNC	1000 à 1499 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
CTRE HOSPITALIER AGGLO MONTARGOISE	1000 à 1499 salariés	Santé, action sociale
FAURECIA SIEGES D'AUTOMOBILE	500 à 749 salariés	Industries des équipements du foyer
THYSSENKRUPP SOFEDIT	500 à 749 salariés	Industrie automobile
MUTUELLE NAT HOSPIT PROF SANTE SOCIAL	250 à 499 salariés	Activités financières
SANOFI WINTHROP INDUSTRIE	250 à 499 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
COMMUNE DE MONTARGIS	250 à 499 salariés	Administration publique
HUTCHINSON FLEXIBLES AUTOMOBILES SNC	250 à 499 salariés	Industrie automobile
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE EN FORET	250 à 499 salariés	Éducation
ADIS - CENTRE LECLERC	250 à 499 salariés	Commerce de détail, réparations
COMMUNE D AMILLY	250 à 499 salariés	Administration publique
COMMUNE DE CHALETTE SUR LOING	250 à 499 salariés	Administration publique
IBIDEN DPF FRANCE SAS	200 à 249 salariés	Industries des produits minéraux
SA ASC ASSISTANCE SECURITE CONSEIL	200 à 249 salariés	Services opérationnels
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE DURZY	200 à 249 salariés	Éducation
ITM LOGISTIQUE INTERNATIONAL	200 à 249 salariés	Transports
ITM LOGISTIQUE INTERNATIONAL	200 à 249 salariés	Transports
SA REDEX	200 à 249 salariés	Industries des équipements mécaniques
AIDE A DOMICILE	200 à 249 salariés	Santé, action sociale
CRISTAL UNION	150 à 199 salariés	Industries agricoles et alimentaires

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Une croissance marquée du stock d'établissements entre 2000 et 2006

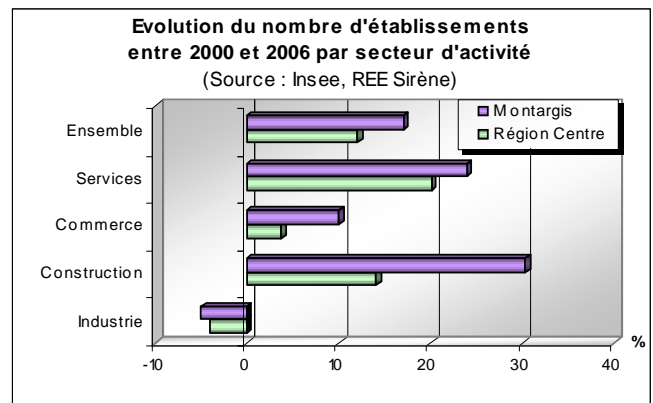
Dans la zone de Montargis, le nombre d'établissements s'est accru de 17 % entre 2000 et 2006 (12 % pour la région).

Entre 2000 et 2006, la zone d'emploi de Montargis a subi des pertes d'établissements industriels (- 5 %).

C'est dans le secteur de la construction que le nombre

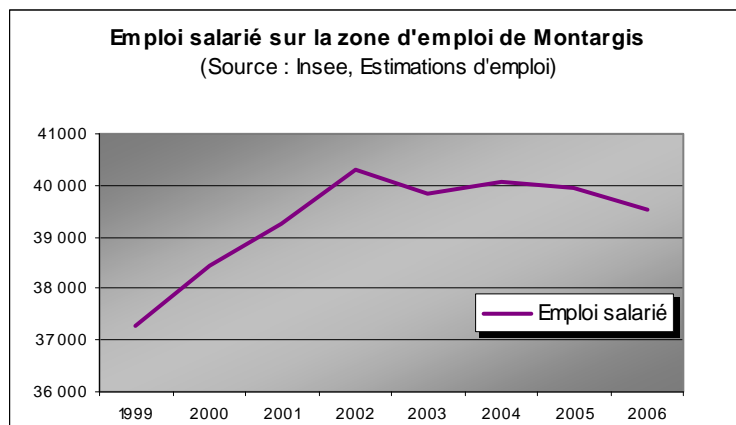
d'établissements a le plus progressé : + 30 % (+ 14 % pour la région).

Le secteur des services a aussi vu son nombre d'établissements fortement augmenter (+ 24 % contre + 20 % pour la région).



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



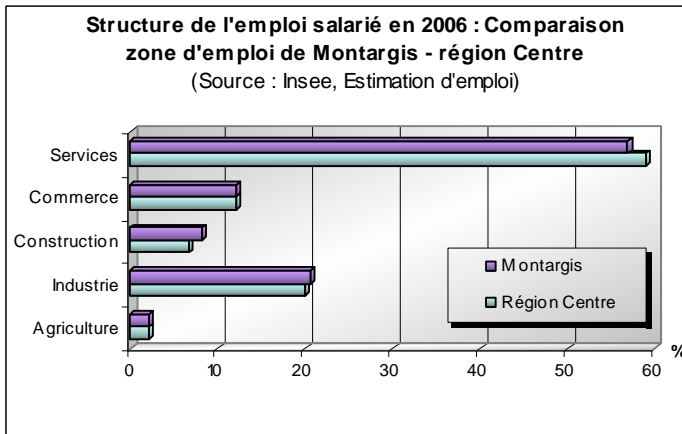
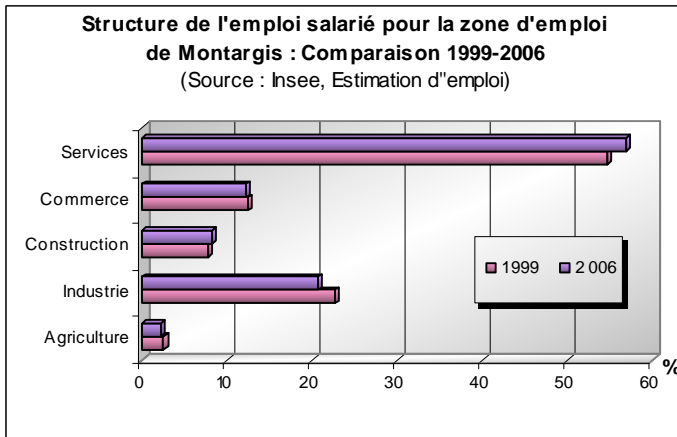
Entre 1999 et 2006, l'évolution de l'emploi salarié se décompose en trois périodes :

* 1999 - 2002 : forte croissance des effectifs salariés (+ 2,7 % par an)

* 2003 : régression des emplois salariés (- 1,1 %)

* 2004 - 2006 : faible diminution (- 0,3 % par an). Les créations d'emplois dans la construction

ne compensent pas les disparitions d'emplois dans le commerce, les services et l'industrie.



Entre 2000 et 2006, l'emploi salarié s'est accru de 0,5 % en moyenne par an.

Au cours de la période, les pertes d'emplois dans l'industrie sont nombreuses, touchant en premier lieu les hommes.

De nombreux secteurs industriels sont concernés pour des disparitions d'emplois : la métallurgie - transformation des métaux, les industries des composants électriques et électroniques, l'industrie des équipements du foyer, la chimie - caoutchouc - plastiques, ...

A court terme, les perspectives dans l'industrie automobile et la chimie - caoutchouc - plastiques ne sont pas favorables.

Les créations d'emplois dans les services ont globalement compensé les pertes d'emplois dans l'industrie. Les services opérationnels,

la santé - action sociale, le commerce de détail - réparations, l'hôtellerie - restauration - tourisme sont des activités qui ont créé des emplois, au bénéfice des femmes en particulier.

Le secteur de la construction, dynamique à partir de 2003, connaît cependant un ralentissement.

Chômage

Globalement, les indicateurs du chômage sont en baisse depuis fin 2006.

Entre 2006 et 2007, le taux de chômage diminue dans la zone de Montargis, comme au niveau régional (- 0,8 point contre - 0,9 point).

Malgré ce recul, en 2007, le taux de chômage de la zone reste supérieur de 1,3 points à celui de la région (8,1 % contre 6,8 % en région).

Au troisième trimestre 2008, le taux de chômage repart légèrement à la hausse dans la zone de Montargis (+ 0,3 point) ainsi qu'en région (+ 0,1 point).

Le chômage des hommes s'aggrave

Les femmes restent majoritaires parmi les demandeurs d'emploi, malgré la forte hausse du chômage des hommes, en lien avec les disparitions d'emplois industriels.

Les demandeurs d'emploi hommes âgés de 50 ans et plus ont majoritairement un niveau V de formation, soit un CAP/BEP.

En 2008, le chômage de longue durée progresse plus rapidement qu'en région. Les publics jeunes (moins de 25 ans) et seniors (50 ans et plus) sont

les plus sensibles aux variations conjoncturelles.

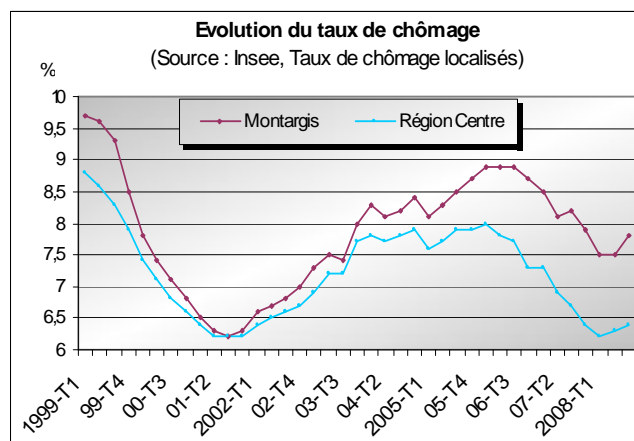
Certains emplois difficiles à pourvoir malgré un taux de chômage élevé

On recense davantage d'offres d'emplois que de demandes dans les métiers d'ouvriers qualifiés de l'agriculture, du

travail des métaux, de la réparation automobile, du bâtiment - travaux publics.

Des difficultés de recrutements sont également observées pour les techniciens et agents de maîtrise du BTP et des matériaux souples, bois et industries graphiques.

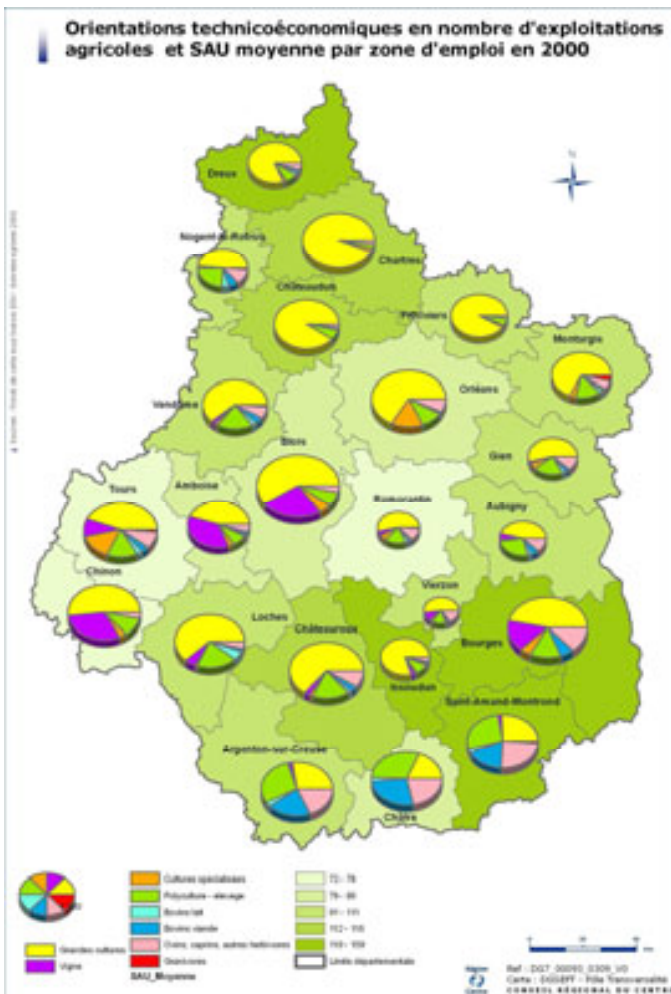
Certains métiers tertiaires sont en tension : cuisiniers, employés de l'hôtellerie - restauration, agents de gardiennage - sécurité, attachés commerciaux, ...



Agriculture

La zone d'emploi s'insère en quasi-totalité dans le Gâtinais. L'agriculture de cette petite région agricole a très largement suivi les tendances observées dans des zones dites intermédiaires, sous l'influence des territoires proches comme la Beauce ou la Brie. Les exploitations en polyculture élevage avec le départ d'un associé ne conservent bien souvent que les grandes cultures. De ce fait, on assiste à une diminution de la part de l'élevage dans cette région qui a pourtant certains atouts dans le domaine. En effet, la volonté de jouer la complémentarité entre les filières

d'élevage et les filières animales a été longtemps un moteur de développement agricole avec pour résultat par exemple l'implantation de la filière volaille pour valoriser au mieux les céréales, l'utilisation des coproduits de la sucrerie de Corbeille par les vaches laitières du territoire. L'élevage ovin reste également présent dans cette zone, alors qu'il a quasiment disparu dans le reste du département. Ce développement s'est fait en relation avec celui des outils de l'amont et de l'aval, la CAPROGA coopérative céréalière située à Châlette sur Loing, la sucrerie de Corbeil appartenant au groupe



coopératif Cristal Union, le couvoir d'Amilly (et l'abattoir de Boynes en périphérie) appartenant au groupe Doux, l'usine de yaourts de Senoble à Lorris ou encore la laiterie de Courtenay, qui produit du Brie de Meaux, seule AOP lait de vache de la région.

La fragilité actuelle du territoire s'explique en partie également par la présence de ces entreprises ne sont généralement pas dans le Gâtinais.

Toutefois la zone d'emploi peut s'appuyer aujourd'hui sur des démarches innovantes ou sur des dynamiques de filières territoriales prometteuses : la première station de méthanisation à la ferme de la région est en

fonctionnement depuis peu dans cette zone, le travail de la filière apicole pour faire reconnaître l'IGP miel du Gâtinais ou encore le savoir faire des rosieristes de Bellegarde sont des exemples à suivre. La présence du lycée agricole sur la zone est également un atout dans le cadre de l'évolution de l'agriculture et de ses composantes.

Enfin, il est nécessaire de rappeler aussi que la forêt est une composante forte du territoire dont le potentiel est sous exploité actuellement mais qui pourrait se révéler un atout dans une optique de développement durable, tant dans le domaine de l'énergie que dans celui de la construction.

Tourisme

	Nombre de visiteurs 2007
ARBORETUM NATIONAL DES BARRES	18 626
LES NOCTURNES DE FERRIERES	10 818
MUSEE GIRODET	6 213
MUSEE DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION	4 740
MAISON DES METIERS D'ART	4 431

	Nombre de visiteurs 2007
MUSEE ECOLE FERNAND BOUTET	938
MUSEE DE LA PAILLETERIE	638
MUSEE DES TANNEURS	559
MUSEE DES USTENSILES DE CUISINE D'AUTREFOIS	520
CHATEAU DU BIGNON-MIRABEAU	383

Sources : Enquête de fréquentation monuments, musées, sites - CRT/OET/CDT/Gestionnaires de sites.

Préparer l'avenir à travers la formation

5 350 lycéens et apprentis sur la zone de Montargis

La zone d'emploi de Montargis bénéficie de la présence de nombreuses structures de formations.

Elle compte en effet six lycées (dont trois lycées d'enseignement général et technologique, deux lycées professionnels, deux établissements agricoles et un établissement régional d'enseignement adapté), pour un effectif total de près de 4 950 élèves. La voie professionnelle représente 36 % des effectifs lycéens.

Le bassin de formation de Montargis accueille également deux Centres de Formation d'Apprentis (le CFA Loiret Est et le CFA agricole du Chesnoy) ainsi que deux unités de formation en apprentissage dans le lycée de Château Blanc et la Maison Familiale Rurale de Ste Geneviève des Bois, avec un total de plus de 400 apprentis en 2009.

Une sur-représentation des baccalauréats technologiques

3 339 jeunes sont inscrits dans un établissement de la zone à la rentrée 2005/2006 en formation professionnelle initiale. 24,2 % d'entre eux suivent un baccalauréat technologique, part très supérieure à celle de la région (19,3 %). En revanche, la part des CAP/BEP (42,7 %), des baccalauréats professionnels (15,0 %) et des BTS/DUT (18,1 %) est sous représentée localement.

13 domaines de formation sur 18 sont dispensés dans les établissements de la zone. Parmi eux, le domaine « agriculture, pêche, marine » est fortement dominant, totalisant près du quart des élèves (24,6 %).

Une zone attractive en matière de formation professionnelle initiale, notamment agricole

Le solde entre les effectifs formés dans la zone (3 339) et les jeunes résidents formés quel que soit le lieu de formation (3 078) est positif : + 261. La zone attire des jeunes de la

région Centre mais également des autres régions, en particulier l'Île-de-France (300) et les régions du nord est (+ 141). Les formations de niveau baccalauréat technologique sont les plus attractives (+ 175), suivies des baccalauréats professionnels (+ 76) et des CAP/BEP (+ 28). La raison de cette attractivité est la forte présence des formations agricoles implantées dans la zone.

L'enseignement supérieur

Au niveau post-bac, on recense sur la zone de Montargis cinq BTS industriels, trois BTS tertiaire, quatre BTS agricoles et une licence professionnelle

"Ingénierie des Matériaux Innovants Industriels" au lycée des métiers des sciences et de l'industrie Durzy à Villemandeur, soit plus de 600 étudiants.

Près d'une centaine d'étudiants sont formés dans les deux classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) au LEGTA Le Chesnoy Les Barres, en Biologie Chimie Physique Sciences de la Terre et Technologie biologique.

L'IFSI - IFAS (Institut de formation en soins infirmiers - Institut de formation d'aide-soignants) du Centre Hospitalier de l'agglomération montargoi-

se, à Chalette sur Loing, forme près de 220 jeunes chaque année aux diplômes d'Etat d'infirmier et d'aide soignant.



Lycée Durzy

Organisme de formation	Intitulé de la formation	Total
IFSI - IFAS du CHAM	DEAS (Diplôme d'état d'aide soignant)	40
	Diplôme d'Etat d'infirmier	60
Lycée professionnel Château Blanc	BAC PRO Electrotechnique énergie équipements communicants	15
	BAC PRO Systèmes électroniques numériques	15
	BAC PRO Technicien du froid et du conditionnement de l'air	48
	BAC PRO Technicien d'usinage	15
	BEP Carrières sanitaires et sociales	15
	BEP Métiers de la production mécanique informatisée	30
	BEP Métiers de l'électrotechnique	30
	BEP Métiers du bois	24
	BEP Techniques du froid et du conditionnement d'air	15
	CAP Assistant(e) technique en milieu familial et collectif	30
	CAP Ebéniste	12
	CAP Installateur sanitaire	14
	CAP Menuisier fabricant de menuiserie, mobilier et agencement	15
UFA Lycée Professionnel Château Blanc	BAC PRO Technicien d'usinage	6
	BAC PRO Technicien en installation des systèmes énergétiques et climatiques	4
Total CHALETTE SUR LOING		388
CFA du SIVU (CIFAME)	BAC PRO Maintenance de véhicules automobiles - Option Voitures particulières	12
	BEP Maintenance des véhicules et des matériels	30
	BEP Vente action marchande	25
	BP Coiffure - Option Styliste visagiste	24
	BP Coiffure option coloriste permanentiste	24
	CAP Coiffure	25
	CAP Employé de commerce multi-spécialités	20
	CAP Employé de vente spécialisée - Option A Produits alimentaires	20
LEGTA Le Chesnoy - Les Barres	CAP Employé de vente spécialisée - Option B Produits d'équipement courant	20
	CAP Maintenance des véhicules automobiles - Option Véhicules particuliers	20
	BEPA Agroéquipements	24
	BTn STAV (Sciences et technologie de l'agronomie et du vivant) Agronomie alimentation environnement	56
	BTSA Analyse et conduite des systèmes d'exploitation (ACSE)	16
Lycée En Forêt	BTSA Génie des équipements agricoles	32
	BTSA Gestion et protection de la nature - spécialité Gestion des espaces naturels	32
	BTSA Gestion forestière	32
	BTS Assistant de gestion PME PMI	24
Lycée professionnel Jeannette Verdier	BTS Comptabilité et gestion des organisations	24
	BTS Négociation et relation client	24
	BAC PRO Commerce	27
	BAC PRO Comptabilité	15
	BAC PRO Logistique	24
	BAC PRO Secrétariat	39
	BAC PRO Vente prospection négociation suivi de clientèle	12
	BAC PRO Vente prospection négociation suivi de clientèle	15
	BEP Logistique et commercialisation	42
	BEP Métiers de la comptabilité	24
	CAP Agent d'entrepôt et de messagerie	12
CAP Couture floue	12	
MC Essayage retouche vente	15	
Total MONTARGIS		721
Lycée Durzy	BTS Conception de produits industriels	24
	BTS Electrotechnique	24
	BTS Industrialisation des produits mécaniques	24
	BTS Mécanique et automatismes industriels	24
UFA Lycée Durzy	BTS Industrialisation des produits mécaniques	2
Total VILLEMANDEUR		98
Total		1207

Des atouts pour l'avenir

Musée Girodet

Fondé en 1853 dans un édifice de style néoclassique construit au cœur d'un parc planté d'essences rares, ce musée présente le travail de Girodet, (Anne-Louis Girodet-Trioson, 1767-1824), célèbre artiste montargois, élève de David et précurseur du romantisme, ainsi que des sculptures et peintures françaises, italiennes, nordiques et espagnoles, principalement des XVIIe et XIXe siècles.

La présentation de nombreuses pièces provenant du fonds d'atelier d'Henri de Triqueti (1804-1874), sculpteur romantique originaire de la région, artiste autour duquel le musée a constitué une collection de petites sculptures romantiques, complète la visite. Près de 6 000 personnes, hors groupes scolaires, ont visité en 2008 les collections du musée.

En 2009, le musée présente l'exposition « Le Japon illustré », co-organisée avec le Musée des Beaux-Arts de Rouen, réunissant une soixantaine d'estampes japonaises, datant de la fin du XVIIIe au début du XXe siècle. Tout au long de l'année 2009, le projet « Impressions du Soleil Levant » sera développé dans l'agglomération montargoise, notamment par la mise en place d'ateliers de pratiques artistiques destinés aux scolaires et d'actions de médiation en direction d'un public jeune et adulte.

Musiques anciennes et baroques

L'académie de musique d'été d'Amilly recrute des intervenants, musiciens de renommée internationale (Noëlle Spieth, clavecin ; David Simpson, violoncelle - tous deux fondateurs de cette académie en 1995 - ; Charles Zebley, traverso ; Howard Crook, chant ; Hélène Houzel, violon) qui attirent un très large public venant de la France entière et

de l'étranger.

Parallèlement à cette académie sont présentés, par la Ville et par l'association « Les Jardins d'Agrément », tout le long de l'année de nombreux concerts de musique ancienne et baroque avec des ensembles de renommée nationale et internationale. Chaque année, Amilly accueille en résidence l'Orchestre baroque de l'Union européenne, constitué de jeunes musiciens baroques provenant de toute l'Europe. Depuis 1999, la Ville d'Amilly accueille de nombreux musiciens pour l'enregistrement de disques dans les locaux de l'École Municipale de Musique, Domaine de La Pailleterie.

L'arboretum national des Barres



Le domaine des Barres à Nogent sur Vernisson, fut acquis en 1821 par Philippe-André de Vilmorin, en vue d'y mener des cultures comparatives de différentes espèces d'arbres. Depuis le 1er janvier 2009, c'est l'office National des Forêts qui a repris la gestion touristique, pédagogique et scientifique du domaine qui s'étend sur 300 hectares. L'arboretum comprend trois ensembles de collections d'arbres et arbustes venus des 5 continents (2700 espèces). On y compte en particulier 109 espèces de chênes, 85 espèces d'érables, 57 espèces d'épicéas, 92 espèces d'aulépines. Il est le plus grand et le plus ancien arboretum de France. Chaque arbre a sa fiche d'identité qui permet de connaître son espèce, sa taille et sa provenance. Il propose notamment des visites pédagogiques en direction des jeunes à travers des méthodes actives d'éducation à l'environnement pour un développement durable.

Le Centre de Recherche Hutchinson à Montargis



Le groupe Hutchinson est le premier employeur de la région Centre (Hutchinson et Paulstra). C'est auprès de la plus ancienne et de la plus importante usine du groupe qu'il a créé son Centre de recherche, mobilisant environ 200 ingénieurs et techniciens. Il se présente d'abord comme un pôle d'expertise dans les disciplines de la caractérisation physique des matériaux, de l'analyse chimique, de la formulation, de la simulation numérique, de l'analyse vibratoire et de l'acoustique. Le centre de Recherche organise sa démarche d'innovation autour de trois grands thèmes : les matériaux, les produits et les procédés. La recherche dans le domaine des matériaux a notamment permis la mise au point de nouvelles formules de thermoplastiques élastomères, de vernis ou encore de gants virucides. Les applications sont nombreuses dans les secteurs de l'automobile, du bâtiment, de l'automobile et de l'aéronautique.

Amitié Chine-Montargis



Au début du XXème siècle, près de 400 jeunes chinois vinrent « étudier et travailler » à Montargis. Parmi ceux-ci, un jeune homme alors âgé de 16 ans, Teng Hibié—il deviendra célèbre sous le nom de Deng Xiaoping— s'attire une réputation de contestataire : « refuse de travailler, ne pas reprendre » peut-on lire sur la fiche le concernant datée de 1923, qui a été retrouvée dans les archives de l'usine Hutchinson.

Avec d'autres jeunes chinois, dont beaucoup devinrent ensuite des cadres de la révolution chinoise, c'est à Montargis qu'il découvrit, au contact des syndicats ouvriers, les luttes sociales et les idées marxistes. L'importance de ce séjour dans la formation des jeunes révolutionnaires est telle que, dans la mémoire officielle chinoise, Montargis est très connue. C'est pourquoi l'idée de créer un circuit touristique dédié aux chinois est apparue et a été mise en œuvre par l'association Amitié Chine-Montargis.



Agenda 21 de la région Centre

Regard sur la zone d'emploi de Pithiviers

Forum territorial du vendredi 15 mai 2009



Sommaire :

- Présentation générale
- Les grandes évolutions du territoire
- La dynamique économique
- Préparer l'avenir à travers la formation
- Des atouts pour l'avenir

Chiffres clés

Carte d'identité de la zone d'emploi	Zone d'emploi	Région Centre
Population (2006)	59 924	2 519 567
Evolution 1999-2006	+ 0,69 %	+ 0,46 %
Poids dans la région	2,4%	////
Superficie (km ²)	1 198	39 151
Densité (habitants/km ²)	50,0	64,4
Nombre de communes	86	1 842
Nombre d'emplois total (2006)	20 983	992 004
Nombre d'emplois salariés (2006)	18 592	903 537
Taux de chômage (1T 2009)	7,8 %	7,8 %

Sources :
 Population : Insee, RP 2006
 Effectifs salariés : Insee, Estimations d'emploi
 Chômage : Insee, Taux de chômage localisés

Présentation générale de la zone d'emploi de Pithiviers

Au nord du Loiret, entre le Val de Loire et l'Île-de-France, aux confins de la Beauce et du Gâtinais, les paysages de la zone d'emploi de Pithiviers, sont dominés par la vaste plaine de Beauce. A l'est, l'espace est davantage bocagé tandis qu'au sud, la forêt sépare les bassins de Pithiviers et d'Orléans. La zone d'emploi compte environ 60 000 habitants, répartis sur 86 communes. Les principales, Pithiviers et Malesherbes, sont des vecteurs de dynamisme. Les trois quarts des communes rurales comptent moins de 500 habitants.

Pithiviers est située à 50 kilomètres d'Orléans, de Montargis et de Fontainebleau, et seulement 80 de Paris. Les autoroutes A10 et A6 ceinturent la zone d'emploi, et renforcent l'accessibilité vers Paris. En revanche, Pithiviers est orpheline du trafic ferroviaire voyageurs depuis la fermeture de la ligne Pithiviers - Paris. Des élus se battent toutefois pour la réouverture de la ligne Pithiviers - Orléans. A contrario, Malesherbes est très bien desservie par le train avec près d'une trentaine de départs chaque jour, à destination du cœur de la capitale (Châtelet-les-Halles). La gare de Malesherbes est en effet située au terminus de la ligne D4 du RER sur le réseau Transilien, mais en dehors de la zone 6 ce qui, en théorie, empêche les usagers de bénéficier de la carte Orange.

« *Haud inultus premor* ». Telle est la devise de la ville de Pithiviers, qui signifie ? « *On ne me presse pas impunément* ». Symbole d'une construction ancrée dans le temps et dans un environnement singulier.

D'origine très ancienne, Pithiviers,

appelée autrefois Pluviers et Piviers, est construite sur un monticule, dominant le ruisseau de l'Oeuf. Selon les manuscrits anciens, la ville actuelle n'occuperait pas l'emplacement de la localité primitive.

Sous le règne de Hugues Capet, Aloïse de Champagne (*ducissoe aurelianensis*), y bâtit un château, flanqué d'une tour de plus de cent pieds, construite pour communiquer avec les donjons d'Yèvre-le-Châtel, d'Etampes et de Montlhéry. Tout porte à croire que date de cette époque la fondation de la ville actuelle.

La ville fut plusieurs fois dévastée par des incendies. Pithiviers renaît de ses cendres durant le règne de Louis XIV. En 1804, une épidémie d'une extrême vigueur sévit à Pithiviers et ses environs.

Autrefois, on y exerçait le commerce de laine, de vin, de miel, et de safran, que l'on récoltait sur place. Les pâtés d'alouettes fabriqués à Pithiviers faisaient les délices des gastronomes. Les gâteaux d'amandes, également réputés, subsistent encore de nos jours.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les camps d'internement de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande furent réquisitionnés par l'occupant et utilisés comme camp de transit par le gouvernement de Vichy. Plus de 18 000 « étrangers de race juive » dont 4 000 enfants y furent regroupés avant leur déportation. Rares sont ceux qui survécurent.

Dès la fin du 19^e siècle, l'industrie joue un rôle prépondérant, principalement grâce à la sucrerie, dont les effectifs ont atteint jusqu'à 1 200 person-



nes. Aujourd'hui, elle emploie moins de 200 salariés pour une production qui a plus que triplé. Le scénario est similaire pour la malterie dont la production est toujours utilisée dans les bières et whiskeys nobles. Au début du 20^e siècle, l'usine à engrais a exercé une activité économique importante jusqu'au début des années 2000, laissant derrière elle une friche.

Pithiviers est aujourd'hui le plus important pôle économique du bassin avec près de 6 000 emplois sur les 20 000 que compte le bassin, suppléé par Malesherbes. Les emplois se concentrent sur les secteurs pharmaceutiques et agro-alimentaires, avec le Laboratoire 3M Santé (médicaments), Brossard France (biscuiterie), Isochem (produits pharmaceutiques), Jacquet Céréales (pains et pâtisseries)... Au nord, la zone d'emploi repose principalement sur l'industrie du livre. La place des services publics a été un peu entachée par la fermeture de la chirurgie de l'hôpital en 1997. Des craintes persistent sur la maternité malgré les 600 naissances annuelles. La ville a aussi perdu début 2009 son tribunal d'instance. Toutefois, elle devrait connaître un regain de dynamisme grâce à l'arrivée du nouveau tronçon d'autoroute A19. Ce nouvel axe sera sans conteste un accélérateur de développement pour la zone d'emploi.

Les grandes évolutions du territoire

Infrastructures

L'ouverture de l'A19 à l'été 2009 va fortement améliorer l'accessibilité de la zone d'emploi de Pithiviers, en effectuant la liaison entre l'A10 et l'A6, ouvrant ainsi le dernier barreau de la liaison autoroutière Centre-Europe-Atlantique et complétant le grand contournement de la région parisienne.

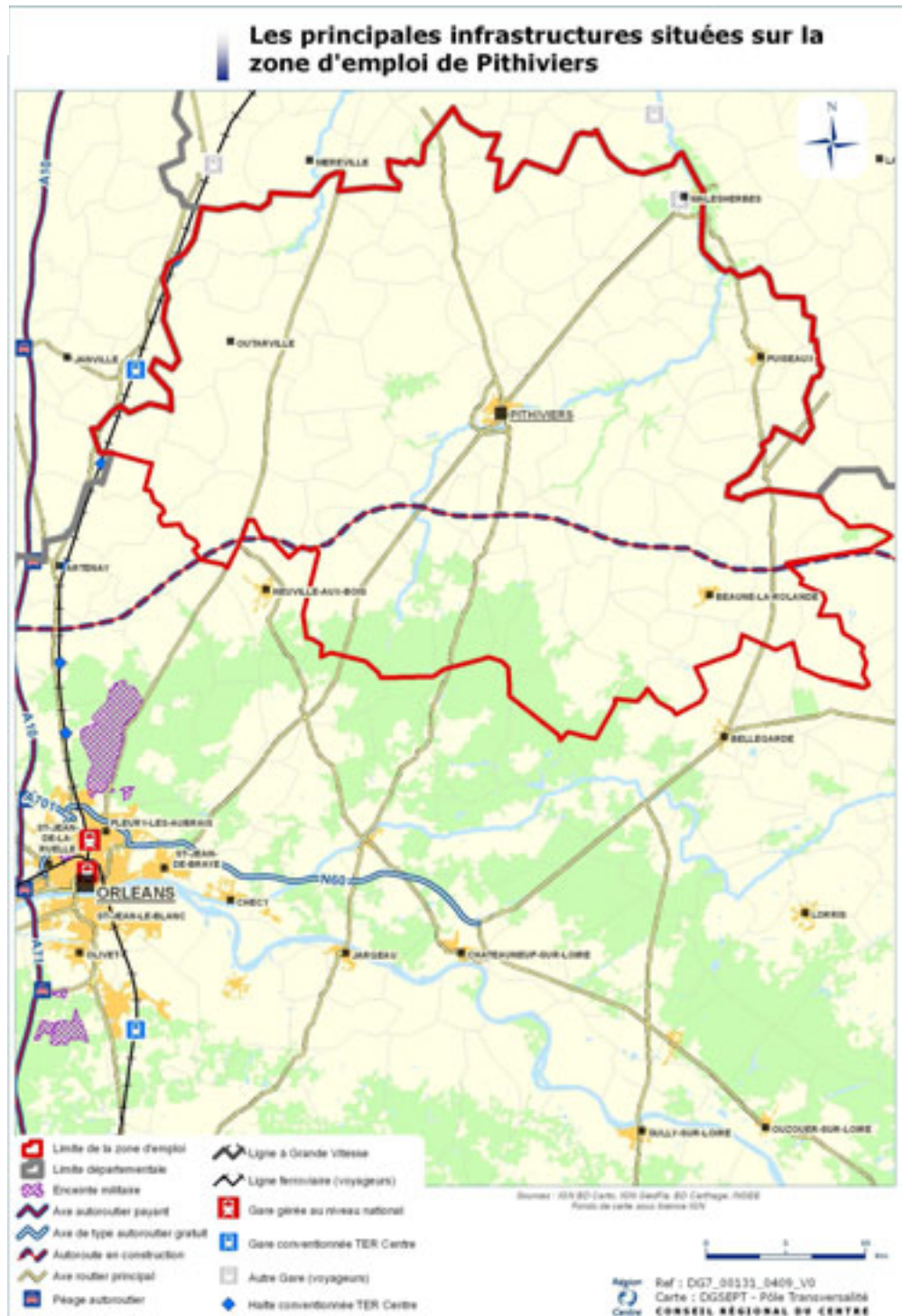
La création d'une nouvelle zone d'activité est prévue à Escrennes, à la croisée de la RN 152.

Historiquement, le réseau routier est orienté vers Paris.

Les liaisons train Orléans-Pithiviers-Paris ont disparu et isolent le territoire qui est bordé à l'Ouest par la ligne Orléans-Paris.

L'idée d'une liaison train vers Orléans, dans une logique péri-urbaine est de nouveau avancée.

Au Nord de la zone, la situation de Malesherbes est singulière puisque que la ville est en bout de ligne RER, et bénéficie ainsi du réseau de l'Île de France.



5 cantons composent la zone d'emploi de Pithiviers représentant 59 924 habitants.

Canton	Population
Beauce-la-Rolande	9 948
Malesherbes	11 499
Outarville	8 743
Pithiviers	22 858
Puisseaux	6 876

Population

Un ensemble varié, du rural à l'urbain

La population de la zone d'emploi est de 59 924 habitants selon le dernier recensement daté de 2006, soit 2,4 % de la population régionale. La ville de Pithiviers compte 8 839 habitants. L'unité urbaine(1), qui regroupe deux communes adjacentes, Dadonville et Bondaroy, regroupe 11 223 habitants, soit 19 % de la population de sa zone d'emploi. Cette taille modeste place Pithiviers au 18^{ème} rang des pôles urbains de la région Centre. La deuxième ville la plus peuplée sur la zone est Malesherbes (6 044 habitants). La densité de population est moyenne (50 habitants au km², contre 64 en région Centre). Elle se répartit de façon équilibrée entre les communes rurales de petite taille, les bourgs ruraux ou périurbains plus peuplés, et les villes.

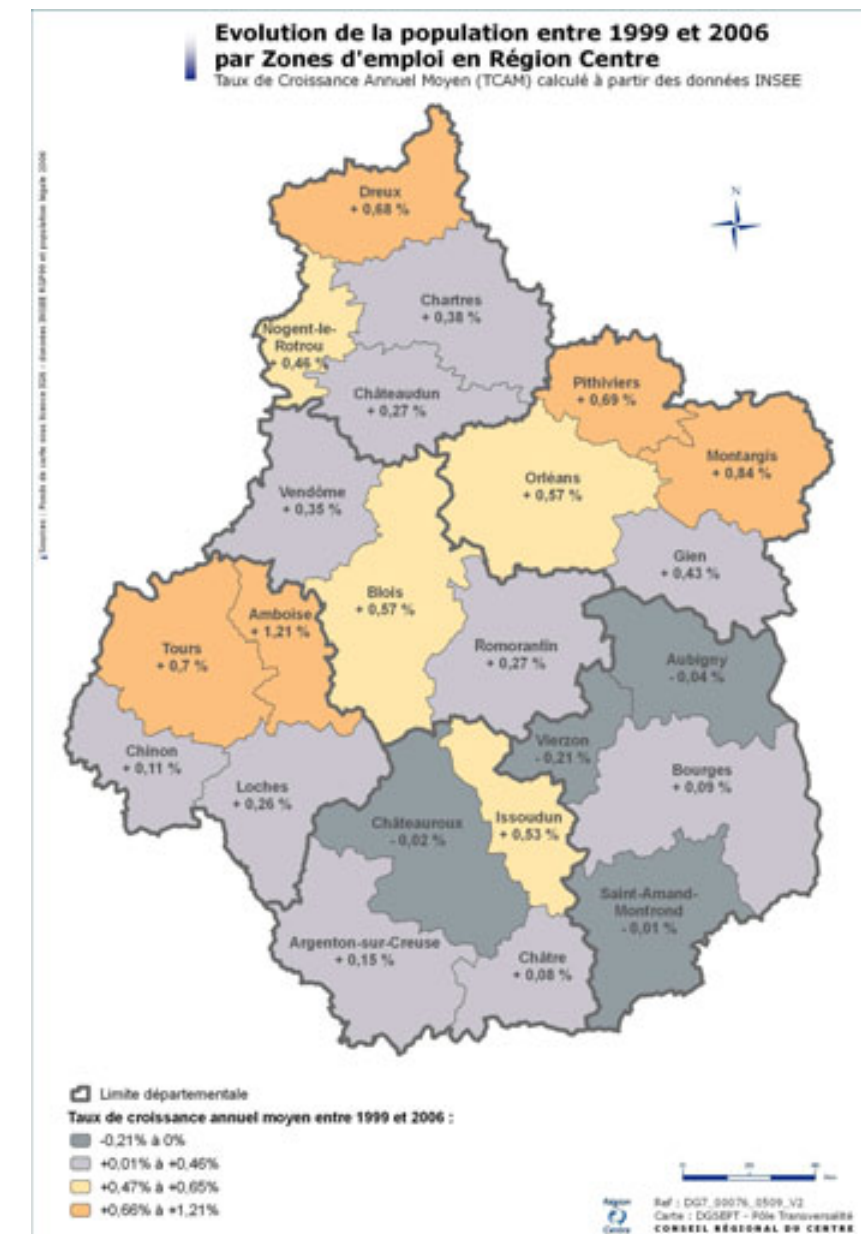
Une dynamique démographique globalement soutenue

La dynamique démographique de la zone d'emploi sur la période 1999-2006 est très positive : sa croissance annuelle, de +0,69 %, est sensiblement supérieure à la croissance régionale (+0,46 % par an). Ce taux est également très proche de celui constaté sur la période 1990-1999 (+0,68 % par an). Ainsi, en 2006, la zone d'emploi comptait 2 804 individus de plus qu'en 1999. Rappelons que l'augmentation de la population sur la période précédente, de 1990 à 1999, avait été la conséquence d'un solde migratoire très positif.

Des communes rurales de plus en plus liées aux pôles urbains

Cette croissance démographique est liée à la proximité de l'Île-de-France. Elle est essentiellement le fait des petites communes rurales, en voie de rurbanisation (2). La catégorie des communes de moins de 2 000 habitants, qui regroupe 63 % de la population, est à l'origine de la totalité du solde positif de la zone d'emploi. Parallèlement, l'agglomération de Pithiviers connaît un léger déclin démographique sur la période 1999-2006, avec un taux d'évolution annuelle de -0,3 % au niveau de l'unité urbaine.

La population de la zone d'emploi pithiveraise est plutôt jeune. L'indi-



Revenus

2006	Zone d'emploi de Pithiviers	Région Centre
Revenu fiscal médian par unité de consommation	17 131 €	17 031 €
Structure des revenus déclarés des Ménages (part en %)		
Revenus salariaux	63,6%	62,2 %
Pensions, retraites, rentes	23,4%	26,3 %
Revenus des professions non salariées	7,1%	6,4 %
Autres revenus	5,9%	5,1 %
% des ménages fiscaux non imposés	36%	37,2 %

Source : Insee, Revenus fiscaux localisés des ménages

La richesse des ménages résidant sur la zone d'emploi est semblable à ce que l'on observe pour l'ensemble de la région Centre. En témoignent les indicateurs présentés ci-contre : la part des foyers fiscaux non imposés (36%) et le revenu fiscal médian par unité de consommation en 2006 (17 031 €), tous deux proches des indicateurs de la région.

La ville de Pithiviers accueille une population aux revenus sensiblement plus modestes. La part de ménages fiscaux

non imposés y est de 53,6%. C'est l'un des plus bas des communes du Loiret. Les ménages des communes de la couronne pithiveraise ont, à l'inverse, des revenus plus élevés que la moyenne de la zone.

La part des salaires est légèrement plus élevée que la moyenne régionale, en lien avec le poids de l'industrie dans cette zone. La part limitée des pensions et retraites s'accorde, quant à elle, à la part relativement faible des

Équipements et services à la population

Un niveau d'équipement limité, même s'il s'appuie sur une armature urbaine bien répartie

Le niveau d'équipement de la zone d'emploi pithiveraise est en-deçà du niveau d'équipement moyen de la région Centre. Les équipements et services courants (supérettes, agence postale, agence bancaire), sont en nombre limité dans cette zone à dominante rurale. Font exceptions les écoles élémentaires et maternelles, dont les ratios de nombre par habitant sont plus élevés.

Concernant les équipements et services des gammes « intermédiaire » et « supérieure », c'est-à-dire les moins courants (maternité, cabinet de radiologie, cinéma), le constat est mitigé. Ils sont situés par nature dans les pôles urbains.

Or, la disposition des villes et des bourgs couvre assez bien la zone.

Le pôle pithiverais présente l'avantage d'être central par rapport à sa zone d'emploi (la plupart des communes en sont distantes de moins de 20 km). Une couronne de petites villes (Malesherbes, Puiseaux, ...) vient en appui.

C'est un atout pour l'accessibilité de ce type d'équipements

et services.

Des insuffisances dans les domaines de la santé et des services aux particuliers

Néanmoins, les équipements et services intermédiaires et supérieurs semblent insuffisamment développés, comme l'illustre la situation des services hospitaliers sur la zone ; ainsi a-t-on pu relever un engorgement régulier du service des urgences de l'hôpital de Pithiviers, occasionnant un report sur les hôpitaux d'Etampes, Montargis ou Orléans.

La prise en charge des person-

nes âgées pâtit d'un nombre limité de structures d'hébergement, tandis que les services d'aide sont encore insuffisants au regard de la demande actuelle et de son probable développement.

Dans ces domaines (santé, social), l'insuffisance de l'offre tient également à un déficit de professionnels, en particulier dans les cantons ruraux.

La densité en médecins est insatisfaisante (7 médecins omnipraticiens pour 10 000 habitants). Elle est inférieure à la moyenne régionale déjà faible (8,7).

La densité d'infirmiers est très préoccupante dans les cantons ruraux (exemple : 1 infirmier salarié et libéral pour 10 000 habitants sur le canton d'Outarville, contre 6,5 au niveau régional).

Enfin, le niveau global d'équipement culturels, sportifs et de loisirs est également modeste. Les installations sportives utilisées par les populations scolaires sont souvent saturées ; la création d'un centre nautique à Pithiviers est un exemple de réponse à ce besoin de renforcement de l'offre sportive.

	Nombre d'équipements	Nombre de communes équipées	% des communes équipées	% de la population équipée		Nombre d'équipements pour 10 000 habitants	
				ZE	région	ZE	région
Épiceries, supérettes	17	10	11,6	46	66,3	2,8	3,2
Boulangeries	35	21	24,4	62,5	84,7	5,8	7,1
La Poste	12	12	14	51,1	77,7	2	2,6
Banques, caisses d'épargne	26	9	10,5	46,3	66,6	4,3	5,5
Médecins	42	15	17,4	57,3	77,1	7	8,7
Pharmacies	19	12	14	52,7	74,2	3,2	3,6
Écoles maternelles	22	18	20,9	59,4	70,4	3,7	2,8
Écoles élémentaires	47	40	46,5	79	93	7,8	6,6
Police, gendarmeries	6	6	7	39,3	47,5	1	0,8
Hébergements pour personnes âgées	8	7	8,1	38,7	60,6	1,3	1,7
Garde enfants d'âge préscolaire	9	5	5,8	36,9	52,6	1,5	1,4

Source : INSEE, BP 2007-RP 2006, Inra UMR 1041 CESAER, Distancier Odomatix—Recensement national des équipements sportifs au 31.10.07

Déplacements domicile-travail des salariés

Une zone d'emploi fortement tournée vers l'Ile-de-France

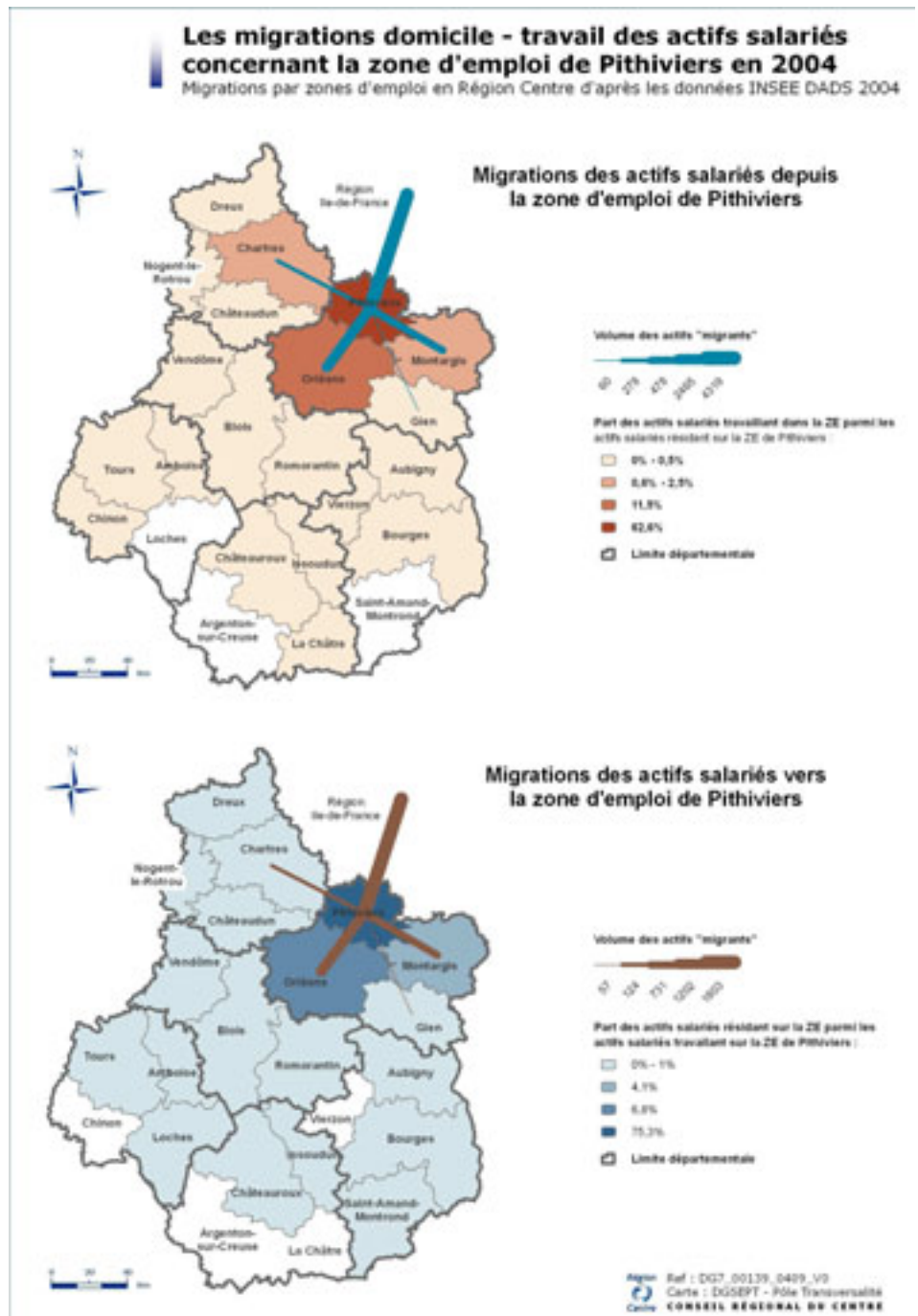
En 2004, 5 570 déplacements domicile - travail (entrées et sorties) ont lieu entre la zone d'emploi de Pithiviers et les autres zones d'emploi de la région Centre et 6 810 ont lieu entre la zone de Pithiviers et l'extérieur de la région.

Les échanges se font principalement avec : l'Ile-de-France (6 115 entrées et sorties soit 49 % du total des déplacements), puis avec les zones d'emploi d'Orléans (3 666 entrées et sorties), Montargis (1 209), Chartres (402) et Gien (116).

La zone de Pithiviers se caractérise par un déséquilibre des migrations domicile-travail : les sorties d'actifs salariés sont presque deux fois plus nombreuses que les entrées. Cette situation s'explique en premier lieu par la forte attractivité exercée par la région Ile-de-France (on compte 2,5 fois plus de sorties vers l'Ile-de-France que d'entrées) ainsi que par la zone d'Orléans. Le solde des échanges est cependant positif avec la zone de Chartres.

Parmi les salariés résidant dans la zone d'emploi de Pithiviers, plus de 37 % travaillent hors de cette zone (8 000 personnes) : ils vont principalement travailler en Ile-de-France (4 308 soit 20 % des salariés résidents) mais également dans les zones d'emploi d'Orléans (2 465 soit 12 % des salariés), Montargis (478 soit 2 % des salariés), Chartres (278 soit 1 % des salariés) et Gien (60).

Près de 25 % des emplois de la zone sont occupés par des salariés non résidents. Ces salariés résident principalement en Ile-de-France (1 807 soit 10 % des salariés non résidents travaillant dans la zone), dans les zones d'Orléans (1 202 soit 7 % des salariés), Montargis (731 soit 4 % des salariés), Chartres (124 soit 0,7 % des salariés) et Gien (58).



La dynamique économique

D'hier à aujourd'hui

C'est la valorisation des productions agricoles qui a suscité l'apparition de l'industrie dans le Pithiverais à la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle. C'est ainsi à partir du miel que la Maison Gringoire a développé la fabrication de pain d'épices. Jean Gringoire, héritier d'une famille de pâtisseries (qui fabriquaient le fameux Pithiviers), décida en 1922 de s'orienter vers la production de grande consommation. Gringoire, repris par Brossard emploie aujourd'hui environ 200 salariés. Fondée en 1877, la Sucrerie de Pithiviers fut la première installée au Sud de Paris. Au début du 20^{ème} siècle, elle transformait plus de 20 000 tonnes récoltées dans les 50 km à la ronde, et pouvait mobiliser 1 200 ouvriers. Aujourd'hui,

elle appartient au groupe la Vermandoise et emploie environ 140 personnes. On compte aussi une malterie du groupe Soufflet. Les abattoirs de volailles du groupe Doux emploient environ 200 personnes, et le fabriquant de brouettes et de matériel pour l'élevage bovin Jourdain, environ 150 salariés.

Les savoir-faire issus de la fabrication d'engrais (dont Interfert – 60 sal. est l'héritier), et plus globalement le travail de la chimie ont attiré le secteur pharmaceutique qui joue également un rôle primordial avec les sociétés Orgapharm SAS (80 salariés), Isochem (190 salariés) et le laboratoire 3M Santé (une centaine de salariés depuis l'abandon

des productions de médicaments début 2009).

Au nord du territoire, c'est l'industrie du livre qui prédomine, notamment grâce aux sites de production Maury, spécialisés dans l'impression d'ouvrages et de magazines. C'est le premier employeur de l'arrondissement de Pithiviers, (1 000 sal. environ) et la première société de ce secteur économique à s'être installée à Malesherbes. Ce pôle industrie du livre s'est construit au fur et à mesure des implantations d'entreprises prestataires dans ce secteur d'activité, qui se sont rassemblées sans véritable politique préalablement prédéfinie. Citons les reliures Brun (environ 200 sal.), l'imprimerie Bordas (50 sal.), le centre de distribu-

tion du groupe Vivendi, Interforum (500 sal.) et des éditions Gründ (100 sal.). Les transporteurs Bellmas (170 sal.), Sabatte, Dauvilliers, complètent le pôle.

La zone d'emploi accueille des activités diversifiées dans l'automobile (Tyssenkrupp Sofedit, 300 sal; Bowden, 250 sal; Dura Automotive, Cargo-van, 130 sal; batteries STECO-Power, 170 sal.) ; Galva 45, 180 sal., l'agencement de magasins (Alser, 140 sal), les huiles de démoulage (Chryso, 130 sal), les têtes d'impression (Axiohm, 200 sal), les ateliers de mécanique de précision (Micro-contrôle, 170 sal), les climatiseurs (Gainair, 140 sal), les détecteurs incendie (Sefi et fare).

Plus de la moitié des emplois dans la sphère productive.

Cette zone se caractérise par une proportion d'emplois dans la sphère productive (53 %) – activités orientées vers les marchés extérieurs au territoire – très supérieure à celle de la région Centre (37 %). L'industrie est fortement surreprésentée dans la zone, en particulier les "biens de consommation" et les "biens intermédiaires".

Les "industries agricoles et alimentaires" et "l'édition, imprimerie, reproduction" dominent le paysage industriel

Le secteur de "l'édition, imprimerie, reproduction" est la première activité industrielle de la zone de Pithiviers, totalisant 9,3 % des effectifs salariés (contre 1,1 % en région Centre). Son développement dans la zone, et plus spécialement à Malesherbes, remonte aux décentralisations des années 60. Les "industries agricoles et alimentaires", les plus anciennes sur le territoire, sont également très présentes et regroupent 5,8 % des emplois de la zone (2,5 % en région), avec notamment l'implantation des établissements Savane Brossard et Doux Frais.

Des activités industrielles diversifiées

De nombreuses autres activités industrielles composent une économie locale diversifiée : le secteur de la "chimie, caoutchouc, plastique" (3,9% des effectifs salariés de la zone contre 2,4% en région Centre) et "l'industrie automo-

bile" (3,4% contre 1,2% en région Centre) sont nettement surreprésentées. Dans une moindre mesure, "l'industrie des composants électriques et électroniques" (2,3 % contre 1,1 % en région Centre) et la "pharmacie, parfumerie, entretien" (3 % contre 1,8 % en région Centre) sont également bien représentées dans la

zone de Pithiviers. A noter également, le poids important du "commerce de gros, intermédiaire" (8 %), dont la part est deux fois plus élevée qu'en région Centre.

Une faible représentation de la "santé - action sociale" et de "éducation"

Dans la zone de Pithiviers, la part de l'économie résidentielle – qui regroupe des activités répondant aux besoins locaux – ainsi que celle de la sphère publique est faible par rapport à la région Centre (respectivement 29 % et 18 % des effectifs salariés). Cette différence s'explique par le fait que les secteurs de la "santé et l'action sociale" et "l'éducation" sont nettement sous-représentés puisqu'ils représentent 14,1 % des effectifs salariés dans la zone contre 20,2 % en région Centre.

Effectif salarié selon les trois sphères de l'économie (2006)

	Postes salariés	% ZE	% région
Ensemble	16 921	100,0	100
Sphère productive	8 996	53,2	37,1
Sphère résidentielle	4 950	29,3	38,9
Fonction publique	2 975	17,6	24,1

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Effectif salarié des établissements en 2006	Zone d'emploi		région
	Nombre	Structure (%)	Structure (%)
Industrie	6 619	39,1	22,0
<i>dont Industrie agroalimentaire</i>	975	5,8	2,5
<i>Biens de consommation</i>	2 278	13,5	4,5
<i>Biens d'équipement</i>	729	4,3	4,6
<i>Biens intermédiaires</i>	2 545	15,0	9,0
<i>Energie</i>	92	0,5	1,5
Construction	1 211	7,2	7,4
Commerce	2 968	17,5	13,5
Services	6 123	36,2	57,0
<i>dont Transports</i>	826	4,9	4,7
<i>Activités financières</i>	217	1,3	3,0
<i>Activités immobilières</i>	117	0,7	1,2
<i>Services aux entreprises</i>	732	4,3	11,0
<i>Services aux particuliers</i>	517	3,1	5,0
<i>Education, santé, action sociale</i>	2 385	14,1	20,2
<i>Administration</i>	1 329	7,9	11,8
Ensemble	16 921	100,0	100,00

Source : Insee, CLAP
Champ : ensemble des activités hors agriculture, défense et intérim

Liste des 20 plus grands établissements publics et privés de la zone d'emploi de Pithiviers (2006 actualisé)

Raison sociale	Taille de l'établissement	Activité
MAURY IMPRIMEUR SA (site de Manchecourt)	500 à 749 salariés	Édition, imprimerie, reproduction
CENTRE HOSPITALIER	250 à 499 salariés	Santé, action sociale
MAURY IMPRIMEUR SA (site de Malesherbes)	250 à 499 salariés	Édition, imprimerie, reproduction
INTERFORUM	250 à 499 salariés	Commerce de gros, intermédiaires
THYSSENKRUPP SOFEDIT	250 à 499 salariés	Industrie automobile
LABORATOIRES 3M SANTE	250 à 499 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien
COMMUNE DE PITHIVIERS	200 à 249 salariés	Administration publique
BRUN	200 à 249 salariés	Édition, imprimerie, reproduction
SAVANE BROSSARD	200 à 249 salariés	Industries agricoles et alimentaires
BOWDEN	150 à 199 salariés	Industrie automobile
IMCO MARKETING	150 à 199 salariés	Commerce de détail, réparations
STECO POWER	150 à 199 salariés	Industrie des composants élec. et électro.
DOUX FRAIS	150 à 199 salariés	Industries agricoles et alimentaires
GALVA 45 SA	150 à 199 salariés	Métallurgie et transformation des métaux
MICRO-CONTROLE-SPECTRA PHYSICS	150 à 199 salariés	Industrie des composants élec. et électro.
UD UNION DISTRIBUTION	150 à 199 salariés	Commerce de gros, intermédiaires
CHRYSO	150 à 199 salariés	Chimie, caoutchouc, plastiques
PITHIVIERS DISTRIBUTION	150 à 199 salariés	Commerce de détail, réparations
JOURDAIN SA	150 à 199 salariés	Industries des équipements mécaniques
SA ISOCHEM	100 à 149 salariés	Pharmacie, parfumerie et entretien

Source : INSEE - CLAP 2006

Entreprises

Près de 2 300 établissements implantés dans la zone de Pithiviers en 2006

Fin 2006, la zone de Pithiviers compte 2 299 établissements, soit 2 % des établissements installés en région Centre.

La proportion d'établissements dans les services et le commerce est moins importante qu'en région, au profit de l'industrie. Elle est en revanche comparable dans la construction.

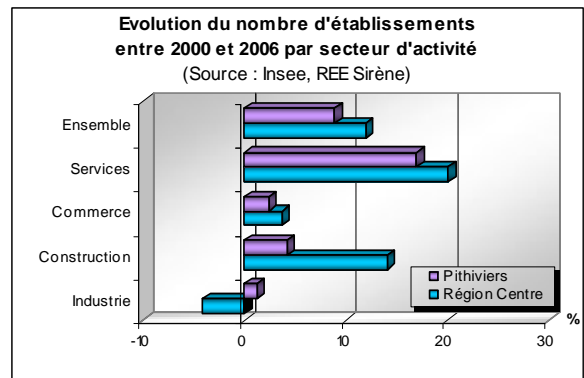
Entre 2000 et 2006, un stock d'établissements en hausse dans tous les secteurs

Le stock d'établissements s'est accru de près de 9 % entre 2000 et 2006, une hausse inférieure à

celle observée pour l'ensemble de la région.

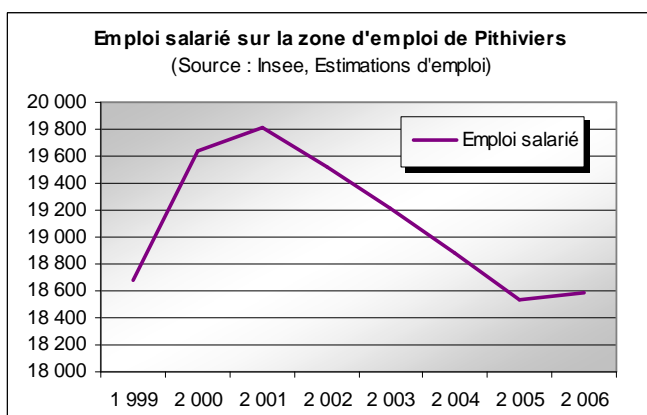
Cependant, sur cette période, la zone a vu son nombre d'établissements augmenter dans tous les secteurs, y compris dans l'industrie (+ 1,3 % pour la zone contre - 4,1 % pour le Centre). Dans la région, seules trois autres zones d'emploi ont vu leur nombre d'établissements industriels croître : Issoudun, La Châtre et Aubigny.

C'est dans le secteur des services que le nombre d'établissements a le plus progressé : + 17 % (+20 % en région Centre). Le secteur de la construction a, en revanche, faiblement augmenté par rapport à la région (+4,2 % dans la zone contre 14,1 % en région).



Champ : activités marchandes hors agriculture

Emploi salarié



Entre 2000 et 2006, l'emploi salarié diminue de 0,9 % par an en moyenne, soit une disparition de plus de 1 000 emplois

Après une période favorable pour l'emploi salarié (2000 - 2001), la situation devient défavorable à partir de 2002 dans la zone la plus « industrialisée » de la région Centre.

Aux suppressions d'emplois dans l'industrie s'ajoutent celles dans les services, la construction ou bien encore l'agriculture.

Seul le secteur du commerce progresse.

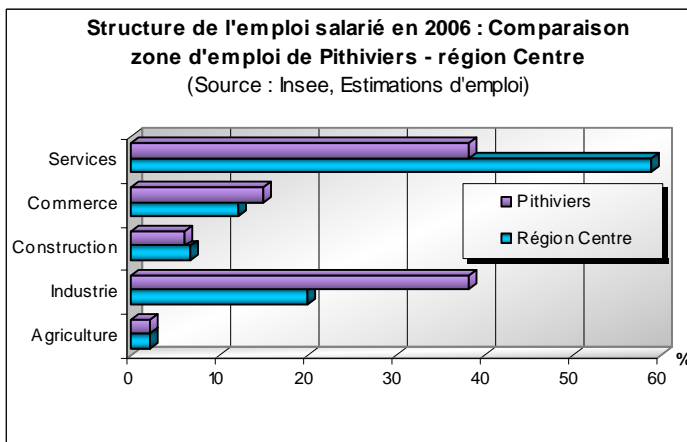
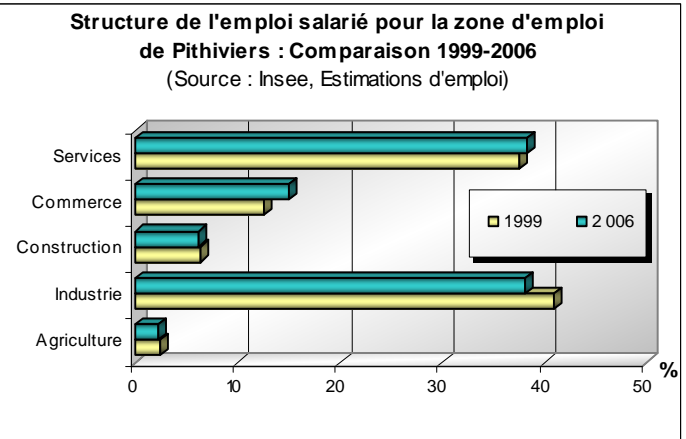
Les secteurs industriels les plus touchés par les disparitions d'emplois sont les industries de l'habillement, de l'automobile, l'industrie chi-

mique, l'édition, imprimerie, la métallurgie, travail des métaux, la fabrication de machines de bureau et de matériel informatique, ...

Dans certaines activités de services aussi les emplois tendent à disparaître comme les transports ou les services fournis principalement aux entreprises. Le secteur de la construction alterne hausses et diminutions d'emplois.

Seul secteur à connaître une véritable croissance de ses effectifs salariés : le commerce. Cette évolution favorable concerne aussi bien le commerce de gros et intermédiaires que le commerce de détail, réparation d'articles domestiques.

Dans une moindre mesure, des emplois sont également créés dans les secteurs de la santé, action sociale et les services personnels.



Chômage

Entre 2000 et 2008, le chômage de la zone de Pithiviers a fortement progressé comparativement à celui de la région Centre (respectivement + 2,3 points et + 0,3 point). De ce fait, la zone ayant le taux de chômage le plus bas de la région en 2000 (4,4 %) a rattrapé le niveau régional en 2008 (6,7 % contre 6,9 % en région).

Une part très élevée de femmes et de jeunes parmi les demandeurs d'emploi

L'une des particularités du marché du travail local réside dans une part élevée de femmes parmi les demandeurs d'emploi. Contrairement à ce qui est observé dans la majorité des zones d'emploi de la région, les femmes restent majoritaires dans celle de Pithiviers.

Le chômage de longue durée dans la zone est élevé, et touche les femmes en particulier.

La durée d'inscription au chômage est très supérieure à la moyenne dans les domaines des services à la personne, aide à domicile, la communication, l'information ou bien encore l'enseignement, formation.

Les jeunes sont également très présents sur le marché du travail local, où ils représentent un poids plus élevé que la

moyenne régionale. Ce public jeune est très sensible aux variations conjoncturelles, et leur nombre progresse rapidement en cas de conjoncture défavorable.

Le niveau de formation des demandeurs d'emploi est plutôt faible, quel que soit l'âge. Ainsi, 76 % des jeunes hommes et 80 % des femmes âgées de 50 ans ou plus pos-

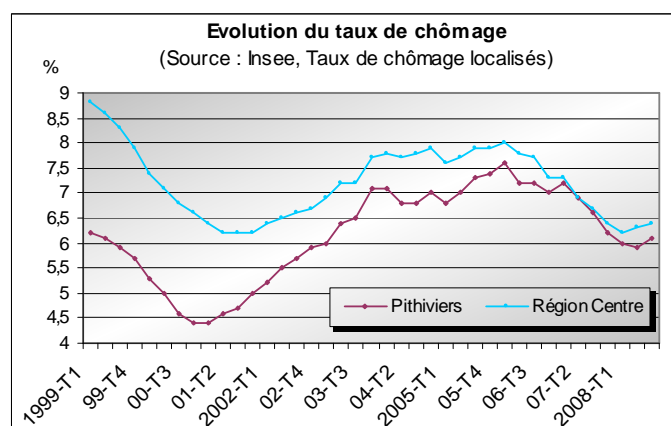
sèdent un niveau CAP/BEP ou inférieur.

Des tensions observées dans quelques métiers

Globalement, les demandes d'emploi sont nettement supérieures aux offres d'emploi déposées par les entreprises, d'où un taux de tension relativement faible (0,6).

Cependant, des difficultés de recrutement sont repérées sur des postes d'ouvriers qualifiés dans l'industrie et le bâtiment, travaux publics.

Dans l'agriculture, des tensions existent aussi pour les maraîchers, jardiniers (emplois saisonniers).



Agriculture

Dynamisme et innovation les moteurs de la zone

La zone d'emploi de Pithiviers est à cheval sur deux petites régions naturelles, la Beauce à l'Ouest et le Gâtinais à l'Est. Il en résulte une certaine hétérogénéité dans les potentiels agromonomiques de la zone.

Pour s'adapter, les agriculteurs ont depuis de nombreuses années développé la diversification des productions, ainsi outre les céréales, importantes sur la zone, les betteraves, les oignons, les pommes de terre sont fortement représentés. Dans le domaine de l'élevage, si les brebis étaient un élevage traditionnel, elles ont quasiment

disparues pour laisser la place à l'élevage avicole essentiellement. La production est dynamisée par la présence non négligeable des secteurs d'aval, coopératif ou privés. Ainsi le Pithiverais accueille encore trois coopératives céréalières de petite taille, réunies pour le volet commercial dans Beauce Gâtinais Céréales, et dont la grande force réside dans la qualité des blés et de l'orge avec des débouchés assurés dans des filières à destination des clients les plus exigeants tant pour la meunerie (Mac Donald) que pour la malterie. La zone héberge également le siège de la coopérative Beauce Champagne Oignon, l'un des plus importants groupe de pro-

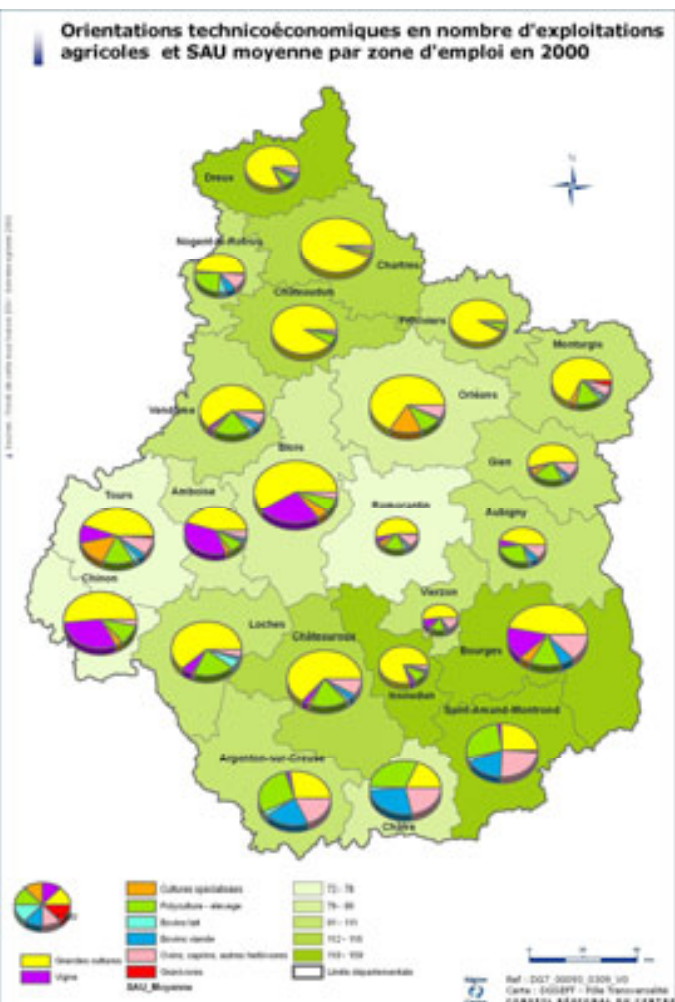


duction d'oignons en France. On peut également citer la présence des groupes Soufflet pour les céréales, Vermandoise Industrie pour la betterave (sucrierie de Pithiviers) ou encore Doux avec l'abattoir de volailles de Boyne. Si l'agriculture de la zone doit faire face à des enjeux importants pour les années à venir notamment d'un point de vue environnemental (gestion de la nappe de Beauce), les agriculteurs ont toujours montré dans cette zone particulièrement leurs fortes capacités d'adaptation et d'innovation illustrées par de belles réussites. Citons d'abord le salon innovagri qui se tient tous les deux ans à Outarville et qui rassemble des milliers d'agriculteurs pour découvrir les dernières innovations nationales et internationales

dans le domaine du machinisme et de l'agrofouritures.

On note aussi la diversification et la gestion de l'énergie de la SIDESUP (déshydrations de luzerne) grâce à l'accord partenarial avec ONF énérgie pour la production de granulés bois et enfin, dans le domaine de la communication, l'opération entreprise par la coopérative de Boisseaux pour ramasser et collecter l'ensemble des déchets jetés dans les champs à proximité des voies de communication par des consommateurs peu respectueux de la nature.

Enfin, le territoire bénéficie de la présence d'un pépiniériste de renom André EVE, rosieriste à Pithiviers-le-Viel, spécialisé dans la conservation et la redécouverte des roses anciennes



Tourisme

La zone d'emploi est, sur le plan touristique, d'une attractivité et d'une notoriété limitées. On a les sites remarquables suivants : le site gallo-romain de Pithiviers-le-Vieil ; Yèvre-le-Châtel, seule commune du

Loiret à être classée un des « plus beaux villages » de France ; le château de Chamerolles, spécialisé sur l'histoire des senteurs et les arts du jardin (40 000 visiteurs/an). La boucle reliant Outarville,

Malesherbes et Pithiviers est un tronçon de La « Route du Blé », initiée en 2002 par l'association Terre de Beauce en Eure-et-Loir, puis étendue dans le Loiret, notamment dans le Pays « Beauce Gâtinais

en Pithiverais ».La zone est également connue par les amoureux des jardins, pour les « Roses anciennes André Eve » de Pithiviers et, par les gastronomes, pour le musée du safran de Boynes.

Préparer l'avenir à travers la formation

1 448 lycéens sur la zone de Pithiviers

Pithiviers compte trois lycées dont deux lycées d'enseignement général et technologique (LEGT) et un lycée privé sous contrat pour un effectif total de 1 448 lycéens à la rentrée 2008.

Il n'y a pas de CFA sur la zone de Pithiviers. Pour autant, l'apprentissage y est représenté puisque 239 entreprises de cette zone géographique accueillent 329 apprentis dont 76 de cette même zone.

La formation professionnelle

La formation initiale est peu diversifiée. Près de la moitié des jeunes sont en CAP/BEP,

l'autre moitié se partageant entre le baccalauréat professionnel et le baccalauréat technologique. Ces trois types de formation sont surreprésentés localement au détriment des BTS/DUT, fortement sous-représentés. L'offre de formation se caractérise par l'absence d'apprentissage.

Davantage de jeunes résidents formés que de jeunes inscrits dans les établissements de la zone. Tous les niveaux sont concernés mais les plus nombreux sont les CAP/BEP, suivis des BTS/DUT.

Lycée Jean de la Taille

L'offre de formation du lycée Jean de la Taille se caractérise

par une concentration des effectifs dans le domaine administration, gestion des entreprises.

Lycée Duhamel du Monceau

Outre les sections d'enseignement général et technologique, le lycée Duhamel du Monceau propose un BTS dans le domaine administration des entreprises.

Lycée Professionnel Blanche de Castille

Ce lycée privé propose des formations de type tertiaire, dont un baccalauréat professionnel également dans le même domaine que les deux établissements ci-dessus.



Lycée Jean de la Taille

Patrimoine naturel

Le paysage du Pithiverais est dominé aujourd'hui par les grandes cultures. Les milieux naturels composés de prairies sèches et humides ont considérablement régressé au profit des cultures, ou de boisements dans les zones de déprise agricole, notamment sur les coteaux de la vallée de l'Essonne.

Ce changement dans le paysage s'est traduit par la raréfaction des espèces animales et végétales liées aux milieux herbacés. Certaines prairies humides se maintiennent dans la vallée de l'Essonne, qui constitue sans doute la plus grande zone humide du territoire.

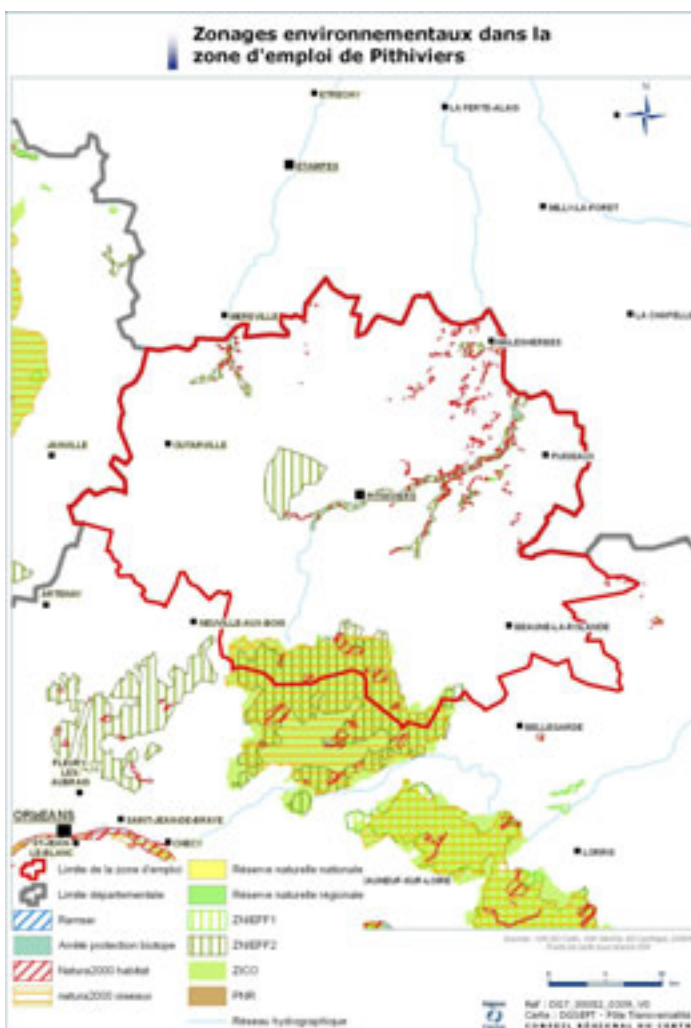
Des roselières sont également présentes en fond de vallée ainsi que des boisements alluviaux. Cette vallée et les bordures de la forêt d'Orléans constituent ainsi les zones les plus remarquables de ce territoire (inscrites au réseau Natura 2000 pour l'intérêt des milieux et des espèces végétales et animales présentes).

Il faut également souligner que le niveau d'eau maintenu dans certains marais (vallée de l'Essonne) permet la formation de tourbe alcaline sur laquelle se développent des milieux naturels particuliers devenus rares. De nombreuses pelouses cal-

caires sont présentes sur les coteaux et dans les secteurs non cultivés, localisés au nord de Pithiviers. Ces pelouses sont dans un mauvais état de conservation et beaucoup d'entre elles sont colonisées par les boisements. Or leur intérêt est remarquable pour la flore et pour les invertébrés.

La fragmentation et l'homogénéisation du paysage liées aux pratiques agricoles intensives conduit progressivement à un appauvrissement de la biodiversité et à une augmentation des pollutions diffuses. La préservation de la biodiversité, notamment dans les sols, est indispensable à la restauration de la capacité d'épuration des bassins versants.

La nappe de Beauce présente une ressource naturelle hydrogéologique considérable avec 20 milliards m³, néanmoins sa qualité est préoccupante (nitrate & pesticides) et sa surexploitation pose des problèmes. La mise en œuvre du SAGE nappe de Beauce s'attache à résoudre ces problèmes par gestion quantitative et des programmes de restauration de la qualité des rivières et des bassins d'alimentation. À ce titre un contrat est en cours sur le bassin Essonne amont.



Des atouts pour l'avenir

“Sage” avec l'eau... une gestion collective de la nappe de Beauce

Face à des risques de plus en plus importants en terme de niveau d'eau, et de pollution de la nappe de Beauce, le Pays Beauce Gâtinais en Pithiverais a été chargé de piloter l'élaboration d'un SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux) pour la nappe de Beauce. La directive européenne sur l'eau impose de passer d'une obligation de moyens à une obligation de résultats. Les objectifs doivent être atteints pour 2015, et concernent la morphologie et l'hydrologie des cours d'eau, les nitrates et les produits phytosanitaires, ainsi que l'ensemble des autres sources de pollutions. L'élaboration d'un SAGE pour le territoire de la nappe de Beauce a été initiée en 1999, et couvre un territoire de plus de 9 700 km² entre la Seine et la Loire. Une large concertation locale s'est mise en place à plusieurs niveaux. Aujourd'hui ce schéma est entré dans sa phase d'écriture, après consultation d'élus lors de forums. Il constituera à court terme le document de référence de la planification et de la gestion de l'eau à l'échelle des 681 communes réparties sur les départements de l'Essonne, de l'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher, du Loiret, de la Seine-et-Marne et des Yvelines.

L'A19, source d'accessibilité et d'attractivité

Le projet autoroutier A19 qui relie à l'Est, l'A6 à Courtenay et à l'Ouest, l'A10 à Artenay, doit ouvrir le 16 juin 2009. C'est incontestablement l'atout fondamental en terme de développement économique, d'accessibilité au bassin de vie, et d'attractivité des entreprises pour les prochaines années. Ce nouvel axe devrait permettre de remplir plus rapidement les zones d'activités et industrielles déjà construites ou en projet. L'aménagement de ces sites d'activités, directement connectés aux échangeurs autoroutiers constitue une réponse à la volonté par-

tagée par tous les acteurs locaux de tirer bénéfice de cette nouvelle infrastructure pour mieux répartir les activités, les emplois et les richesses au sein du territoire.

Ces nouvelles perspectives d'accueil d'entreprises permettront d'accompagner, par un développement économique soutenu, la croissance démographique attendue. Face à cet enjeu de développement qui sera également foncier, l'État mène avec les principaux acteurs de l'aménagement des territoires, une politique d'accompagnement qualitatif, appelée "1% paysage et développement" qui vise à préserver et mettre en valeur la qualité des paysages affectés par l'autoroute : qualité de l'urbanisation, aspect extérieur des bâtiments industriels et commerciaux, affichage publicitaire, enseignes commerciales, etc..

La proximité de l'Île-de-France

C'est à la fois un atout majeur pour le territoire du Pithiverais, et un challenge en terme d'aménagement du territoire. Selon une étude réalisée en 2002 conjointement par le Conseil Général du Loiret et l'INSEE, dans les trente prochaines années, la population de la zone d'emploi devrait augmenter de 26 %. Située à moins de 100 kilomètres de Paris, elle s'inscrit dans des franges franciliennes. Cette proximité est positive en terme d'accroissement démographique et de dynamisme économique, mais elle s'accompagne également de migrations importantes de population, du développement des besoins en matière de logements, de transports pour les relations domicile-travail et d'accompagnement social. Les élus du bassin de vie sont justement en train d'élaborer un SCOT (schéma de cohérence territoriale), une sorte de plan d'occupation des sols à l'échelle d'un bassin de vie, qui constitue un cadre de référence des évolutions de développement fixant, pour 10 ans, les orientations générales de l'organisation du territoire.

Un secteur industriel conséquent

En dépit des crises successives, l'industrie reste un pôle majeur d'emploi dans le paysage économique du bassin. La ville de Pithiviers entend développer encore davantage ce secteur d'activité en étendant une zone à vocation industrielle sur des parcelles à l'Ouest de la ville. Elle met également tout en œuvre pour remplir les 14 hectares de la ZAC de Senives située au carrefour de la RD 921 et de la RN 152. D'autres zones d'activités doivent s'étendre notamment sur les communes d'Ecresnes et d'Auxy près de l'autoroute A19. Par ailleurs, un projet de pépinière d'entreprises qui accueillerait 7 à 10 nouvelles créations de société à Pithiviers est en cours d'étude.

Des outils pour la culture, les loisirs et la jeunesse à Pithiviers

La ville de Pithiviers investit massivement pour la jeunesse. En 2005, l'ancienne municipalité a décidé de rénover la piscine extérieure en un centre aquatique récréatif ouvert toute l'année. Le projet devait être terminé fin 2007. Une sous-estimation dès le départ a ralenti le projet, mais celui-ci semble en bonne voie d'achèvement. Cet équipement sera complémentaire avec l'actuelle piscine de Pithiviers-le-Vieil. Par ailleurs, la mairie de Pithiviers projette la création d'une médiathèque à l'aube 2010 à la place de l'actuel musée. Les études sont actuellement en cours. L'autre gros projet culturel sur Pithiviers, c'est le transfert du musée. La municipalité a fait l'acquisition d'un bâtiment occupé jusqu'alors par un établissement bancaire, de façon à réorganiser et installer les collections dans un endroit plus vaste. Jusqu'en 2001, date de sa fermeture, ce musée était géré par un conservateur bénévole. Un conservateur professionnel a été recruté afin d'y réaliser un inventaire complet. Fondé en 1896, et installé pour le moment dans les locaux de l'ancien Hôtel Dieu en 1909, le musée abrite de

riches collections d'ethnographie extra européenne.

Un tissu associatif dynamique

Rares sont les communes de la taille de Pithiviers à concentrer un tissu associatif aussi étoffé. Sur ce territoire, pas moins de 75 associations sportives et culturelles offrent aux habitants une diversité d'activités et d'occupations. Des arts martiaux, aux sports collectifs en passant par les associations consacrées à l'art et au patrimoine... On notera par exemple l'association des grandes orgues de l'église, dont l'objectif est d'assurer la sauvegarde et l'entretien de l'instrument et d'en promouvoir la découverte et l'audience auprès du public. L'association du musée des transports de Pithiviers est également originale. Elle présente dans un musée douze locomotives classées « monument historique » dont une de 1870 et un tramway électrique de 1902. Le musée propose aussi un parcours sur une ligne construite en 1892. Lors de la fermeture de l'exploitation du tramway Toury-Pithiviers en 1964, l'association du musée des transports de Pithiviers réussit en 1966 à sauvegarder 4 km de voie ferrée, les infrastructures et du matériel roulant (locomotive à vapeur et divers wagons), ainsi que la grande majorité des installations. Exploité et entretenu par des bénévoles, ce musée s'enrichit régulièrement de nouvelles pièces.



Conseil régional du Centre

Délégation générale
Stratégie, Europe,
Partenariat et Transversalité

Tél. : 02 38 70 30 10
Fax : 02 38 70 31 25

9, rue Saint-Pierre-Lentin
45041 Orléans Cedex 1

Tél. : 02 38 70 30 30
Fax : 02 38 70 31 18

www.regioncentre.fr

Ce document a été réalisé par les services du Conseil Régional, avec l'aide de l'Observatoire Régional Formation Emploi (ORFE) du GIP ALFA CENTRE et de l'INSEE Centre.

